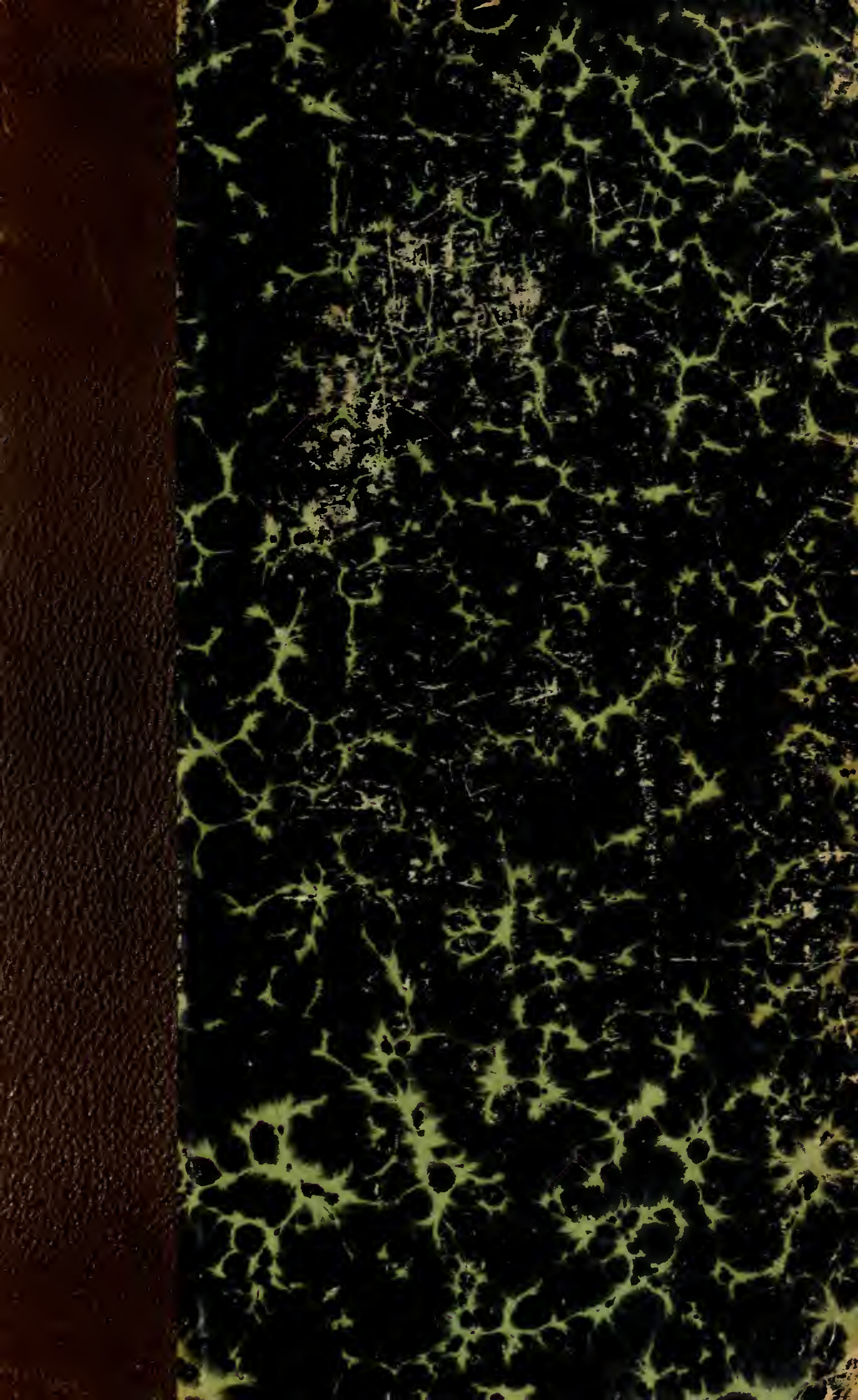
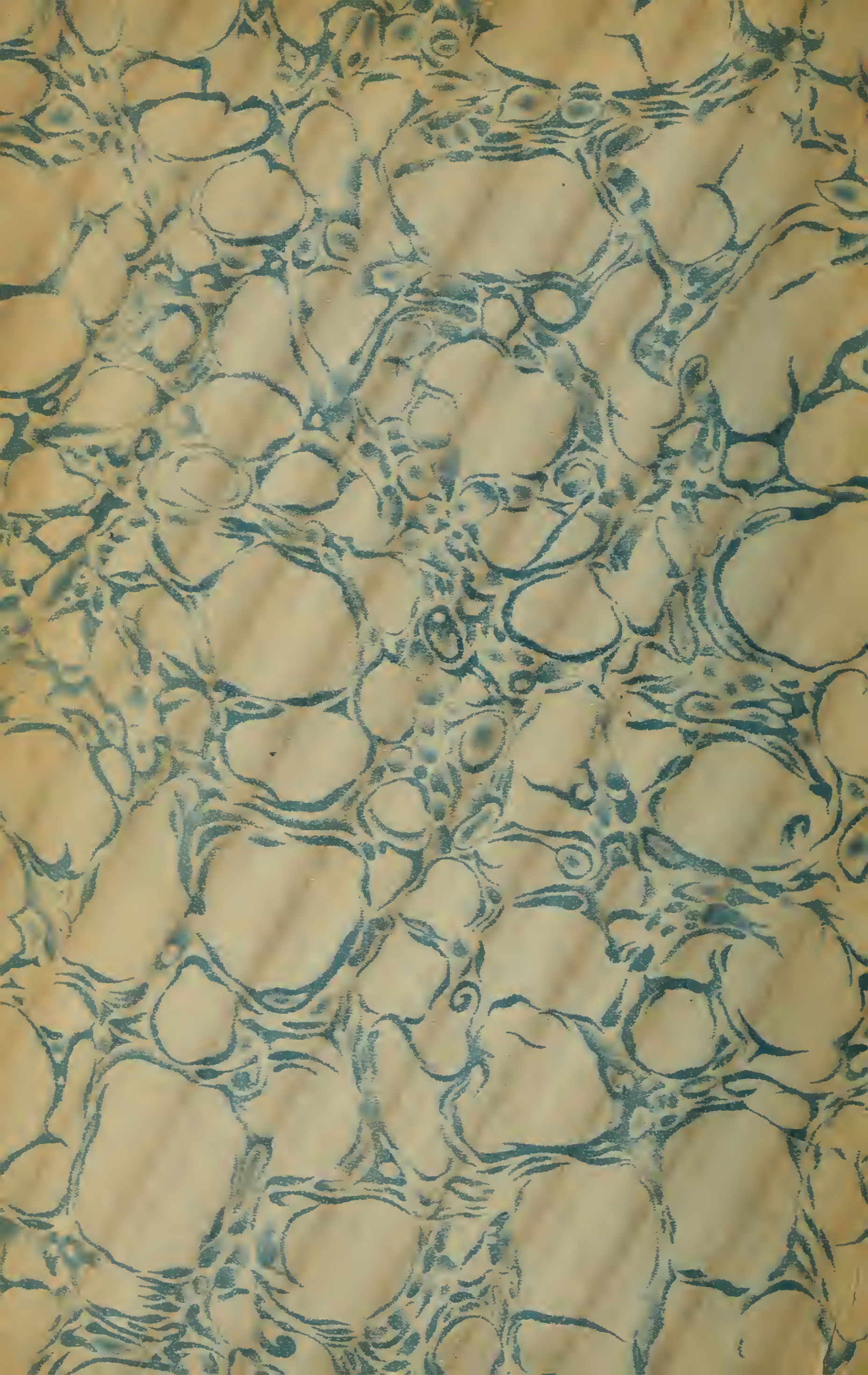
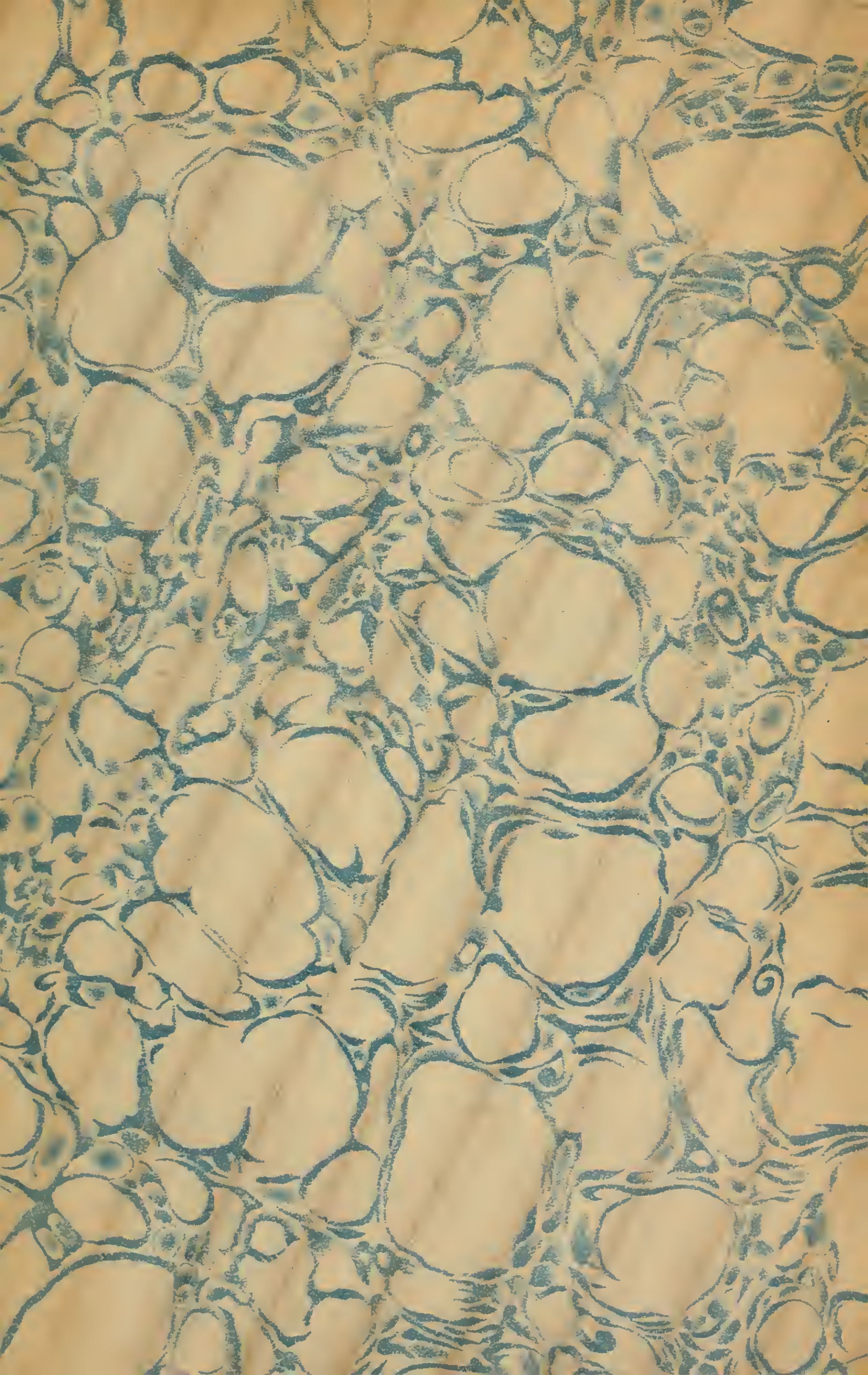






# LES RACES ET LES NATIONALITÉS

EN

# AUTRICHE-HONGRIE

# LES RACES
ET
# LES NATIONALITÉS
## EN AUTRICHE-HONGRIE

PAR

**BERTRAND AUERBACH**
Professeur à l'Université de Nancy.
Doyen de la Faculté des Lettres.

---

Avec 1 carte en couleurs hors texte, et 18 graphiques dans le texte.

---

*Deuxième édition, revue.*



PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

—

1917

# PRÉFACE

Cette nouvelle édition était prête à paraître en juillet 1914, de sorte que notre ouvrage, tel que nous le présentons, ne relève pas de la littérature de guerre et que notre exposé s'arrête à la veille de la grande crise. Il ne perd rien toutefois, nous semble-t-il, de son intérêt d'actualité : on le consultera aujourd'hui avec quelque sécurité, pour l'intelligence des événements sur cette aire de l'Europe, qui s'appelle encore — pour combien de temps? — la monarchie austro-hongroise ; on y trouvera des données et des suggestions pour une imminente solution des procès historiques et politiques qui se sont multipliés dans ce complexe de territoires et de populations. Là se borne notre ambition.

Nous nous abstiendrons de proposer, à l'encontre des trop hâtifs remanieurs de cartes et lotisseurs d'hommes, des démembrements et regroupements, dont la légitimité risquerait d'être contestée par les intéressés eux-mêmes. C'est à ceux-ci qu'il appartiendra d'abord d'énoncer librement leurs raisons et leurs vœux ; et comme leurs aspirations sont, plus souvent qu'on ne pense, contradictoires et difficiles à concilier jusque dans une même communauté ethnique, il serait hasardé de fixer le statut des nationalités diverses et

mêlées, et de tracer les cadres où elles s'intègreront, quand la fortune des armes aura décidé du sort de l'Autriche-Hongrie. Inévitablement, les conflits internes se réveilleront, exaspérés encore par les rancœurs des Slaves, des Roumains, des Italiens, contraints à verser leur sang pour le salut de la domination détestée des Allemands et des Magyars. Ces derniers proclament que sur les champs de bataille s'est consommée l'union sacrée de tous les peuples régis par le sceptre des Habsbourg : le miracle ne s'est point manifesté par la gloire militaire des armées impériales et royales.

Quelque transformation que doive subir demain l'Autriche-Hongrie, les éléments fondamentaux et permanents subsisteront, les races et les nationalités, objets de notre enquête ; c'est de quoi ce volume tire son opportunité.

Quant aux éléments périssables et déjà caducs, ils ne méritent ici qu'un court signalement : l'Empire d'Autriche, le Royaume de Hongrie et cette troisième entité où le dualisme se personnifie, l'Autriche-Hongrie. Chacune de ces individualités possède ses organes propres et sa constitution. L'Autriche-Hongrie a, comme l'Autriche et la Hongrie séparément, son ministère, son parlement (les Délégations), son budget, son armée. Mais les deux États vivent chacun sa vie, tout en formant, sous le vocable du *Compromis*, une association à laquelle conviendrait l'épithète anglaise *limited ;* car l'Autriche et la Hongrie ne sont pas des nations sœurs ni même parentes, en admettant même — ce qui sera discuté au cours de ces pages — qu'elles soient des nations.

Cette combinaison offrirait de quoi déconcerter le

public français, épris de clarté, comme chacun sait, et de simplicité, si ces notions ne lui avaient été rendues familières par une littérature si riche et si merveilleusement informée sur l'Autriche-Hongrie qu'elle fait envie aux publicistes indigènes eux-mêmes [1]. Nous nous retenons de nommer ici, de peur de pécher par omission, les maîtres historiens dont les œuvres se sont imposées au respect de leurs confrères d'Autriche et de Hongrie, les écrivains qui dans nos Revues et notre grande presse suivent avec tant de perspicacité les jeux de scène et les « cent actes divers » de l'intrigue austro-hongroise, et ces missionnaires très avertis qui ont élevé le reportage à la dignité d'un genre historique, par leur compréhension rapide des événements, leur art d'interviewer les hommes d'Etat et les politiciens, sans être jamais dupes de confidences aussi courtoises que calculées. Beaucoup de leurs publications figurent en références : toutes ont été interrogées avec profit.

« Si nous n'avons pas été découragé par le nombre et la valeur des travaux antérieurs, écrivions-nous déjà dans la préface de 1898, c'est que nous avons tâché de faire, non pas mieux, mais autre chose. » Et nous définissions en ces termes l'idée directrice de nos recherches. « Nous ne présentons pas une étude de politique ou d'histoire, mais un essai d'ethnographie, c'est-à-dire une enquête sur les origines,

1. Rudolf Springer reconnaît que les Français « possèdent une littérature plus considérable et plus savante sur la Monarchie que nous-mêmes » « eine grössere und gelehrtere Literatur über die Monarchie besitzen als wir selbst » (*Grundlagen und Entwicklungsziele der oesterr.-ung. Monarchie*..... Vienne et Leipzig, Deuticke, 1906, p. 3). A ce propos qu'une petite remarque personnelle me soit permise. M. Aurel C. Popovici, citant mon ouvrage dans son livre *Die Vereinigten Staaten von Gross Oesterreich* (Leipzig, Verlag von B. Elischer Nachfolger 1906, p. 83) présente l'auteur en ces termes : « Herr B. A. Professor an der Universität Nancy, ein Oesterreicher (*sic*) der die Lage bei uns sehr genau kennt .. » Je suis flatté du compliment, mais je dois décliner la qualité d'Autrichien.

l'état présent et le rôle de chacune des races et nationalités qui composent l'Autriche-Hongrie. C'est à la géographie, à l'anthropologie, à la linguistique, à la statistique que nous empruntons les données essentielles ; nous ne demandons à l'histoire que des enseignements d'ordre ethnographique[1]. Nous osons dire que ce sujet n'a pas encore été traité, en France, avec cette méthode et dans son ensemble.

« Nous devons répondre par avance à une critique spécieuse. Pourquoi avons-nous adopté le cadre des provinces administratives et scindé ainsi des communautés de même race, des tribus sœurs? C'eût été brouiller l'image ethnographique que d'apparier, sans souci des frontières politiques qui les morcèlent, des groupes congénères, même contigus. L'action des Ruthènes de Galicie dans leur conflit avec les Polonais n'est pas solidaire de celle des Ruthènes de Boukovine qui ont pour adversaires les Roumains ; les Roumains de Boukovine se développent dans d'autres conditions que leurs frères de Transilvanie ; ces derniers, enfin, se distinguent des Roumains d'Istrie et de Dalmatie. Est-il possible d'embrasser sous une seule et même rubrique le bloc des Allemands d'Autriche et les essaims ou colonies des Allemands de Hongrie? les Italiens du Tirol et ceux du littoral adriatique ? Il y a lieu tout au contraire de signaler les différences qui, entre individus issus d'une même souche, se sont accusées dans des milieux séparés. Que ces cadres artificiels doivent tôt ou tard craquer sous la pression

1. Nous laissons en dehors de nos recherches les mœurs et coutumes, le folklore, etc., la partie la plus attrayante de l'ethnographie, mais aussi la plus contestable, parce qu'il est difficile de démêler parmi ces éléments ce qui vient de la race et ce qui vient du milieu, parce que ces traditions se perdent ou s'affaiblissent, sans que l'évolution de la nationalité en soit entravée en aucune façon.

de ceux qu'ils enserrent, que les membres disjoints d'une même famille se réunissent un jour, soit au dedans, soit au dehors de ce qui est aujourd'hui l'Autriche-Hongrie, c'est un dénouement inéluctable. En attendant, la province est le champ clos où, par la lutte même, la nationalité prend corps et âme.

L'ethnographie puise aux sources les plus diverses. Mais nous nous efforçons de limiter, de *spécialiser* autant que possible notre bibliographie. Comme les matériaux sont très dispersés dans des recueils locaux et souvent obscurs, écrits dans des langues qui ne nous sont pas familières, nous avons suppléé de notre mieux à cette lacune, soit en consultant des analyses sûres, soit en sollicitant des communications obligeantes. D'ailleurs, la plupart des peuples qui ont besoin de plaider leur procès devant l'opinion européenne et de se présenter devant elle sous les dehors les plus avantageux ont employé le truchement d'une langue classique ou mondiale. Quant aux statistiques, elles « usent pour la plupart du correctif de la traduction [1]. »

Nous avons essayé de renforcer cette nouvelle édition d'une documentation aussi complète et judicieuse que possible [2]. Les recherches bibliographiques sont sensiblement facilitées par le *Geographischer Jahresbericht aus Oesterreich* dont le dixième fascicule annuel a paru en 1913 [3]. C'est, à proprement parler, une no-

1. Nous mentionnions dans la première édition quelques organes spéciaux, créés pour la diffusion et la défense des intérêts nationaux. Plusieurs d'entre eux ont cessé de paraître.

2. Nous n'avons pas fait état, pour ne pas altérer le caractère de cet ouvrage, de ce qui a été écrit sur le sujet depuis la guerre. Ce dossier méritera plus tard un examen critique.

3. Au début, la publication a porté le titre : *Geographischer Jahresbericht* über *Oesterreich;* les trois premières années recensées (1894-1896) ont paru chez Hölzel, à Vienne (1897-1901) sous la direction du Dr Robert Sieger. Après une interruption de cinq ans, la publication a été reprise

menclature. Il faut s'en contenter, alors que des résumés seraient bien venus. Des périodiques, rédigés la plupart en allemand, sont plus généreux et communicatifs, tels que l'*Archiv für slavische Philologie* de Jagic, pour l'ensemble des Slaves; pour les Magyars, l'*Ungarische Rundschau*[1], ou le *Jung Ungarn*[2], né en 1911, etc. Quelques écrivains ont assumé le rôle méritoire de vulgarisateurs, ainsi le professeur R. Kaindl, pour les populations de la zone des Carpathes. Enfin s'offrent des œuvres de synthèse et d'une plus haute envergure, comme l'*Histoire du peuple ukrainien* de Hrusevskyj, l'*Histoire du peuple roumain* de Jorga, du même auteur, l'*Histoire des Roumains de Transylvanie et de Hongrie*. Mais que de notions échappent encore à notre curiosité, qui devraient se répandre en dehors de l'aire restreinte où elles sont confinées et qui autoriseraient à l'égard de l'envahissante et presque toujours tendancieuse publicistique allemande des rappels à la probe critique et à la vérité.

« Tout ouvrage d'ethnographie qui paraît dans la monarchie austro-hongroise[3] est un plaidoyer, une

sous les directions successives et associées de MM. Alfred Grund, Fritz Machaček, Gustav Götzinger, Norbert Krebs. Chaque année renferme un ou deux chapitres de bibliographie régionale (*landeskundtiche Literatur*) sur les pays alpestres, carpathiques, etc. que l'on trouve rappelés au cours de ce volume. Le *Geographisches Jahrbuch* (Justus, Perthes, Gotha) les reproduit en partie sous la signature du Dr Machaček, qui, pour ses lecteurs allemands, s'orthographie Machatschek. Consulter aussi : *Uebersicht der periodischen historischen Literatur Oesterreich-Ungarns* dans les *Mitteilungen des Instituts für oesterr. Geschichtsforschung*. Ces bibliographies intermittente donnent en allemand les titres des travaux rédigés en une autre langue.

1. L'*Ungarische Rundschau für historische und soziale Wissenschaften*, a repris en 1912, après un long intervalle, la suite de l'*Ungarische Revue*, qui a duré de 1881 à 1896.

2. *Jung Ungarn, Monatschrift für Ungarns politische, geistige und wirtschaftliche Kultur* (Berlin, Paul Cassirer's Verlag). Les périodiques hongrois sont recensés dans la *Revue Critique d'histoire et de littérature*.

3. Préface de 1898.

thèse, qui sert quelquefois la science, mais toujours une cause particulière et locale. Cela est vrai des ouvrages même les plus neutres en apparence — la neutralité est encore une attitude — entre tous, de deux publications que nous avons mises à contribution, intitulées, l'une *Die Völker Œsterreich-Ungarns. Ethnographische und culturhistorische Schilderungen*[1]; l'autre, *Die Oesterr. Ungarische Monarchie in Wort und Bild*[2]; toutes deux, la dernière surtout à cause de son patronage officiel, se sont condamnées à une extrême réserve : les questions scabreuses y sont tout au plus effleurées, et plus souvent sous-entendues. A lire telle monographie de l'*Oester. Ung. Monarchie*, on croirait que l'Autriche et la Hongrie goûtent une paix idyllique et que les peuples y vivent, sous la houlette du monarque, comme gentils moutons dans une aimable bergerie.

Si la plupart des études ethnographiques d'origine austro-hongroise ne sont pas désintéressées et sacrifient à la politique, voire à la polémique, l'étranger est tenu à l'impartialité ; mais il ne s'interdit pas de porter un jugement. Pour que le jugement d'un Français soit sincère et objectif, en un pareil sujet, il doit se défier et se défaire de sa propre conception nationale : en appliquant à l'Autriche ou à la Hongrie notre formule de l'État, nous serions amenés à prendre parti pour les centralistes et les unitaires à outrance, pour les Allemands et les Magyars contre les nationa-

1. 12 volumes par divers auteurs édités par Prochaska (Vienne et Teschen) que nous citons ainsi : *die Völker*.

2. Vienne, Hölzel, que nous citons ainsi : Ö. U. M. Cette collection, ornée d'illustrations rarement artistiques, le plus souvent vieillottes, a été entreprise sous le patronage de feu l'archiduc Rodolphe. [Achevée, elle compte 22 volumes, empreints de la même sérénité].

lités opprimées. Si nous reconnaissons l'œuvre initiatrice et longtemps bienfaisante de la civilisation allemande dans les pays autrichiens, nous estimons que le rôle dominateur et exclusif de cette civilisation est désormais fini. Si nous rendons hommage aux Magyars, tant qu'ils furent les soldats de l'indépendance des nationalités et de l'idée libérale dans l'empire des Habsbourg, nous condamnons, comme un démenti à ce passé, leur politique envers les autres peuples de la Couronne de Saint Étienne, et nous ne croyons pas nécessaire à l'ordre européen qu'il se fonde un État hongrois, sur le modèle rêvé par les Magyars. Nous doutons fort aussi qu'en Bohême la restauration du royaume de Saint Wenceslas et le triomphe du droit historique des Tchèques apporte à ce pays divisé entre deux peuples égaux la paix et la fraternité. »

Droit historique, raison d'État, voilà les thèses qui défraient la querelle des nationalités, le droit historique avec son appareil archival et sa superstitieuse érudition, la raison d'État, qui traduit le plus souvent la raison du plus fort. Au nom de ces dogmes, qui s'ajustent mal avec le droit naturel, les majorités légitiment la persécution contre ceux qui ne parlent pas leur langue ou ne confessent pas leur foi.

Ainsi se sont déchaînés furieusement les uns contre les autres les peuples que les vicissitudes successorales, matrimoniales, et de déloyales annexions ont juxtaposés. Une cohésion toute formelle, tout administrative a été maintenue : ce dont se sont contentés les gouvernants de Vienne et de Buda-Pest, croyant avoir réalisé la grande Autriche ou la Hongrie purement hongroise. Mais la force a manqué à la bureaucratie et à la police, qui sont les instruments de cette poli-

tique, pour subordonner ces agrégats à des fins communes, pour les associer dans une coopération harmonieuse et paisible. Aussi, bien que menant le train des grandes Puissances, bien que la Maison de Habsbourg n'ait rien abdiqué de sa majesté impériale, l'Autriche-Hongrie est, de tous les États européens, le plus désemparé, le plus anarchique. Le conflit ethnique a détendu les ressorts, rongé les œuvres vives, attaqué le lustre et la rigidité de l'armature. La *felix Austria* ne finit pas en beauté.

---

# INTRODUCTION[1]

## RACE ET NATIONALITÉ

Les termes de *race* et *nationalité*, qui figurent au titre de ce volume, ne représentent point par eux-mêmes une notion simple et claire ; ils ont reçu des interprétations variées. Mais, d'autre part, ils ont pris dans la langue politique une autorité inquiétante, un sens en quelque sorte mystique, comme formules d'un principe et d'un droit auxquels leur nom s'est accolé : *droit de la race*, *principe des nationalités*. Il est donc nécessaire, pour l'intelligence de cette étude, d'en examiner la signification.

Que faut-il entendre par la race ? En botanique, en zoologie, la race est une variété de l'espèce, fixée par la reproduction ; c'est dire que la race est une division fixe du règne animal et végétal, et qui se classe à son rang hiérarchique. En est-il ainsi pour le règne humain ? Admettons — par une définition élémentaire et banale — que la race soit une collection d'individus issus d'ancêtres communs, et présentant des ressemblances de caractères physiques tels que la forme du crâne, la texture et la couleur des cheveux, la nuance de la peau, etc., en même temps que des similitudes de conformation mentale, qui s'exprimeraient dans les manifestations de la pensée, l'idiome, les institutions. Mais en anthropologie, en ethnographie — les deux sciences auxquelles cette

1. Nous n'avons que légèrement remanié ces pages. La plus récente bibliographie sur le sujet, bien que très copieuse, ne fournit guère d'idées ou de données neuves : aussi n'en faisons-nous état que très sobrement.

enquête est dévolue[1] — combien la race est une rubrique imprécise, élastique, qui s'amplifie ou se resserre *ad libitum.* On l'applique à des fractions très inégales et diverses de l'espèce humaine, et d'après des indices non moins divers : suivant la teinte dela peau (races blanche, noire, jaune, rouge), la configuration de la tête (races dolichocéphale, brachycéphale), suivant la généalogie présumée (races aryenne, sémitique, hamitique), d'après le berceau (races caucasique, méditerranéenne, alpine, iranienne). On l'applique encore plus arbitrairement à des groupes qui ne sont que des rameaux d'une même souche ethnique : races germanique, slave, latine, et à leurs subdivisions même, races anglo-saxonne, scandinave, etc. Il paraîtra de prime abord très hasardeux de tirer d'un concept aussi flottant[2] un élément juridique ou moral, et de proclamer le droit de la race.

Mais ce droit une fois proclamé, il est de toute justice que la race — de quelque façon, sous quelque format qu'on la conçoive — possède l'attribut essentiel, authentique, sans lequel elle ne serait pas une race : la pureté. Or si, à la genèse de l'humanité, il a existé des races pures, ni les anthropologues ni les ethnographes les plus perspicaces ne sauraient montrer aujourd'hui une communauté humaine, peut-être même pas un seul individu auquel ils oseraient assigner une filiation inaltérée. Les sociétés barbares comme les civilisées ont subi des croisements et des amalgames incessants : le rapt, l'escla-

1. Nous employons ici le mot *ethnographie* dans une acception très large et d'ailleurs conventionnelle : on pourrait y substituer le mot *ethnologie* ; ces subtilités terminologiques qui passionnent les Allemands (Fr. Müller, *Geogr. Jahrbuch,* III et V) importent fort peu.

2. Malgré la confusion de la terminologie, nous ne pensons pas qu'on doive dans l'emploi du mot *race* s'écarter du sens ethnique. Nous considérons comme abusif l'emploi qu'en fait Gumplovicz (*La lutte des races*, trad. Ch. Baye, Paris, Guillaumin, 1893) quand il désigne par là non plus un groupe ethnique, mais une communauté historique et sociale. Il écrit par exemple (p. 339) : « le moyen qui transforma les tribus en peuples, les peuples en nations, les nations en races... c'est la lutte des races pour la domination, âme de l'histoire ». L'auteur convient du reste (p. 184) de l'incertitude de la nomenclature. M. Gustave Le Bon, non moins arbitrairement, définit les « races historiques » « créées par les hasards des conquêtes, des immigrations, de la politique, etc., et formées par conséquent du mélange d'individus d'origines différentes ». (*Lois psychologiques de l'évolution des peuples,* Paris, Alcan, 12e éd. 1916, p. 57).

vage, les invasions violentes comme les colonisations pacifiques ont trituré d'un bout du globe à l'autre et hybridé la matière humaine[1].

En dépit de cette indéniable vérité, les agglomérations d'hommes les plus hétérogènes usurpent le nom de race, non point toujours par une inconsciente méprise, mais en jouant sur l'équivoque, pour les besoins de causes plus ou moins respectables. C'est une simple absurdité que de parler, au sens ethnique du mot, de *races* latines : ni les Espagnols, ni les Français, ni les Italiens, qui se croient les fils de Romulus, ni les Roumains très fiers de leur nom générique, n'ont de titre sérieux à ce qualificatif ; dans les veines de ces peuples il coule du sang de toutes provenances, et peut-être un petit filet de sang latin[2]. Mais voici des erreurs moins inoffensives : sous des vocables tels que pangermanisme ou panslavisme — vocables qui ne font allusion qu'à la solidarité ethnique — les Allemands et les Russes aspirent à réaliser l'union de leurs congénères épars, souvent contre la volonté de ces frères rebelles à une prétendue parenté du sang.

Cette parenté anatomique et physiologique, en admettant qu'elle se rencontrât dans une race vierge de tout métissage, peut-elle être la source d'un droit ? Le droit de la race découle-t-il de ce que la race aurait fondé dans l'ordre politique ou social ? Mais on cherche en vain l'État, la nation, l'institution qui repose sur une base purement ethnique. En réalité, le droit de la race est un argument et un instrument au service du plus fort et du plus brutal[3]. Mais la formule est d'autant plus spécieuse qu'elle se

1. Même chez les populations mélangées, il s'est dessiné, accusé un type physique reconnaissable : par exemple chez les Juifs, chez les Allemands, les Anglais, les Nord-Américains, etc. Mais ce type signalétique ne s'observe que sur un nombre restreint d'individus, et ne s'est pas généralisé dans tout le groupe ethnique. C'est ce type, avec les particularités du costume et de la tenue, que saisit et met en relief la caricature.

2. G. Pâris (*Romania*, I, 1872, p. 20) s'exprime ainsi : « Il n'y a pas de races latines. La langue et la civilisation romaines ont été adoptées plus ou moins volontairement par les races les plus diverses, Ligures, Ibères, Celtes, Illyriens, etc. C'est donc sur le sacrifice de la nationalité propre et originelle que repose l'unité des peuples romans. «

3. Il y a lieu de rappeler ici la formule de l'écrivain autrichien Grillparzer : « Von der Humanität durch die Nationalität zur Bestialität ».

place sous le patronage de la science — ce qui la justifie et l'ennoblit aux yeux de beaucoup de gens. On a beau dénoncer ce qu'il y a de bestial dans ces prétendues répugnances et haines du sang, dévoiler des instincts et des animosités d'un tout autre ordre sous des phénomènes tels que la persécution de l'homme jaune et du nègre aux États-Unis, ou l'aberration germanique, qui confère à la race élue des grands dolichocéphales blonds la mission d'exterminer les petits brachycéphales foncés; on aura beau montrer que la notion de race a été faussée, qu'on lui attribue une signification, une vertu réprouvée par la nature et condamnée par la morale, la lutte des races s'exaspère de jour en jour, et l'idéal d'une humanité fraternelle recule de plus en plus devant nos yeux contristés.

Quoi qu'il en soit, il importe de dissiper tout malentendu, toute illusion sur cette question des races.

Cette question n'est d'ailleurs que le premier terme, et le plus bas, d'un problème plus relevé, plus complexe, celui de la nationalité.

S'entend-on bien sur la valeur du mot? Il est à double sens. Prenons, pour faire saisir la distinction, l'exemple qui s'offre naturellement. L'Autriche compte 28 à 29 millions de sujets auxquels est attachée *la nationalité* autrichienne : or ces sujets ou nationaux autrichiens se partagent entre *les nationalités* allemande, tchèque, slovène, italienne, etc. Voici d'autres témoignages : les Irlandais de nationalité britannique, les Allemands, les Romands, les Italiens de nationalité suisse, les Flamands et les Wallons de nationalité belge, les Bulgares, les Serbes, les Grecs, les Arméniens de nationalité ottomane, les Petits Russiens, les Polonais, les Juifs. tous les allogènes de nationalité russe, et jusqu'aux Epirotes nominalement sujets d'une Albanie improvisée, forment autant de nationalités [1]. Il semble qu'ils aient comme un double statut personnel. Ce n'est pas la seule impuissance de la

1. M. Ch. Seignobos, dans son introduction à l'ouvrage collectif *Les Aspirations autonomistes en Europe. Leçons faites à l'Ecole des Hautes Etudes sociales* (Alcan 1913), a proposé une classification des groupes en instance d'autonomie ou de nationalité : ces deux termes ne sont pas synonymes.

terminologie qu'il faut accuser ici[1] : l'idée de nationalité est encore ondoyante pour ceux-là mêmes qui la servent, encore en voie d'élaboration, et n'a pas trouvé son expression définitive.

C'est que les nationalités dont nous avons mentionné plusieurs sont elles-mêmes en formation, beaucoup dans la crise de croissance, toutes en pleine lutte pour la vie. Ce dernier siècle a vu éclore, comme par génération spontanée, des groupes historiques[2] presque insoupçonnés de l'histoire, et qui, à peine sortis des limbes, ont revendiqué leur droit à l'existence avec une énergie d'autant plus bruyante qu'elle était plus fraîche ; et ces individualités se sont refait ou improvisé une langue, une littérature, une tradition, une conscience communes. Pour ces groupes qui n'avaient point fait figure dans la vieille Europe politique[3], qui n'y avaient point créé d'établissements autonomes, pour les opprimés, pour les *irredenti*, le mot de nationalité a été le signe rédempteur.

Ce signe, on veut que la Révolution française l'ait brandi devant eux. Jusque-là, il semble bien que les peuples ni les gouvernants n'en aient eu la perception.

1. La nomenclature des groupes ou formations politiques est des plus incertaines. Ainsi les termes de *nation* et *peuple* sont tantôt synonymes, tantôt divergents ; la Constitution suisse contient des variantes, qui d'ailleurs ne prêtent pas à équivoque. « La constitution fédérale sera soumise à la votation du *peuple* suisse. La confédération suisse voulant accroître la force et l honneur de la *nation* suisse. *Les peuples* des 22 cantons forment la confédération suisse ». On connaît un *peuple* autrichien, mais non une *nation* autrichienne, un *peuple* chinois et non une *nation* chinoise. Les Allemands, qui puisent tantôt dans leur propre fonds, tantôt dans le vocabulaire latin, distinguent *Volk* et *Nation*, mais ne s'accordent pas sur celui des deux mots qui représente le groupe naturel ou le groupe historique (F. Rosenblüth, *Zur Begriffsbestimmung von Volk and Nation*. Diss. inaug. Heidelberg, 1910, p. 31).

2. Otto Bauer (*Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemocratie*. Vienne 1909, p. 188), établit une singulière distinction entre les nations « historiques « de la monarchie autrichienne, les Allemands, les Italiens, qui avaient une noblesse et une bourgeoisie, les Polonais, à qui leur aristocratie suffisait à donner ce caractère historique, et les nations sans histoire (*geschichtslose Nationen*) Tchèques, Ruthènes, Slovènes, Serbes, dont la noblesse s'était dénationalisée, et qui manquaient d'une culture nationale.

3. Il s'ébauche des nationalités aussi hors de l'Europe, des nationalités coloniales, si l'on peut dire, mais dans des conditions et suivant un processus tout autres.

Les Alsaciens n'ont jamais protesté contre leur incorporation à la France au nom de leur conscience nationale allemande [1]. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen a en quelque sorte révélé le sentiment national à ceux qui en étaient obscurément travaillés, si bien qu'au lendemain de la Révolution — comme on le racontera — toutes les communautés ethniques de la monarchie des Habsbourg, qui devaient se proclamer des nationalités, en revendiquèrent le bénéfice immédiat [2]. On a énoncé que « sans respect pour tout élément historique, ne basant tout l'édifice politique que sur la liberté et l'égalité de l'individu, la Révolution française ne pouvait arriver jamais à la reconnaissance du principe de la nationalité [3] ». Il est vrai que si ce principe a été si actif et même virulent, ce n'est pas seulement parce qu'il s'inspirait de l'esprit révolutionnaire ; c'est parce que cet esprit révolutionnaire a su se marier au traditionalisme le plus conservateur parfois et le plus rétrograde ; cela explique que l'Église se soit faite presque partout la servante de cette cause. En effet, la résurrection d'une nationalité est, pour une part, une restauration du passé : c'est, historiquement, un mouvement en arrière. Mais le moteur, c'est le sentiment de la liberté et du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes [4].

Le principe s'affirma et se précisa dans les écrits de Heeren « sur le maintien de la nationalité chez les peuples vaincus » (1810), et surtout dans les discours de Fichte

1. L'on peut dire inversement que Louis XIV annexa les Pays-Bas et la Franche-Comté, pays de langue française, sans tirer argument de la nationalité.

2. Il est à remarquer que la Révolution française non seulement n'a point provoqué en France de revendications de ce genre ni chez les Alsaciens, ni chez les Flamands, ni chez les Bretons, mais qu'elle a au contraire achevé la fusion morale de ces groupes dans l'ensemble de la nation.

3. Gumplovicz, *Das Recht der Nationalitäten und Sprachen in Œsterreich-Ungarn* Innsbruck, 1879, p. 36.

4. On ne saurait mieux faire que citer ici le jugement d'Albert Sorel (*L'Europe et la Révolution française*, I, p. 7). « Les principes de la Révolution française étaient abstraits et universels, c'est ce qui fait qu'ils se propagèrent si aisément ; mais c'est ce qui fait aussi qu'ils portèrent des conséquences si différentes selon les milieux où ils se répandirent... Les Français et les autres peuples de l'Europe interprétèrent ainsi les principes de la Révolution, et les adaptèrent aux traditions de leur passé. » (Cf. p. 185).

« à la *nation* allemande », avec l'éloquent commentaire des prises d'armes et des insurrections ; il remua jusqu'aux diplomates assis autour du tapis vert : le Congrès de Vienne, dans son Acte final, déclara solennellement que les Polonais recevraient des institutions « nationales »[1]. La reconnaissance de l'indépendance belge et de l'indépendance hellénique en fut encore une sanction, en une période où les gouvernements n'étaient pas tendres pour les droits des peuples.

La Révolution de 1848 provoqua une nouvelle explosion. « Nous le disons hautement — ainsi s'exprimait Lamartine dans sa fameuse circulaire aux agents français — si l'heure de la reconstruction de quelques nationalités opprimées en Europe ou ailleurs nous paraissait avoir sonné dans les décrets de la Providence... la République française se croirait en droit d'armer elle-même pour protéger ces mouvements légitimes de croissance et de nationalité des peuples. » Depuis cette date, le principe des nationalités s'est établi comme un dogme du droit naturel et public qui s'est imposé aux Chancelleries elles-mêmes, et qui a bouleversé la conception classique de la politique et de l'histoire. Il ne s'est pleinement réalisé cependant, ne s'est incarné, peut-on dire, que dans l'Italie ; car en Allemagne la nationalité ne s'est achevée dans l'unité politique que pour les seuls Allemands ; le sortilège n'a point agi sur les Polonais, Danois, Alsaciens-Lorrains, inclus dans l'Empire.

Nous ne pouvons suivre ici les progrès et variations de ce principe des nationalités ; mais il est important de l'interroger.

Ceux qui s'en réclament, ses pupilles, ne font pas tous

1. Napoléon Ier fut lui-même hanté par l'idée des nationalités. A Sainte-Hélène, en repensant son œuvre, il s'exprime ainsi (lundi 11 novembre 1816) : « Une de mes plus grandes pensées avait été l'agglomération, la concentration des mêmes peuples géographiques qu'ont dissociés, morcelés la révolution et la politique... j'eusse voulu faire de ces peuples un seul et même corps de nation... Avec cette simplification sommaire, il eût été plus possible de se livrer à la chimère du beau idéal de la civilisation ; c'est dans cet état de choses qu'on eût trouvé plus de chances d'amener partout l'unité des codes, celle des principes, des opinions, des sentiments, des vues et des intérêts... Quel grand et magnifique spectacle ! »

valoir les mêmes titres ou les mêmes raisons. La nationalité des uns ne paraît pas équivalente à la nationalité des autres; il semble qu'il y ait des degrés.

Les premiers théoriciens qui ont formulé l'idée réduisaient la nationalité à des conditions primordiales, tout extérieures : unité de souche ou bien unité de langue. Fichte et, après lui, l'ancienne école allemande ne dépassaient guère cette donnée, dont on pouvait se contenter, alors qu'il suffisait d'un mot d'ordre très simple, d'un symbole en quelque sorte, à des masses d'hommes exaspérées.

L'unité de souche ou de race, nous savons ce qu'il en faut penser[1]. Outre qu'il est impossible de déterminer la race, voici des faits très connus qui démentent la thèse de l'identité de la race et de la nationalité. En Bohême, les îlots allemands, à mesure qu'ils sont envahis et submergés par le flot tchèque, se convertissent en foyers de la nationalité slave, sans que les habitants cessent physiologiquement d'appartenir à la race allemande. En Macédoine, où tant de ferments bouillonnent, on voit des Grecs qui arborent la nationalité bulgare, et des Bulgares qui confessent l'hellénisme le plus intransigeant[2]. Les exemples de ces transmutations purement morales sont nombreux[3], et ces anomalies apparentes prouvent tout au moins que race et nationalité ne se couvrent pas.

La nationalité a-t-elle pour symbole la langue? Assurément la langue est un lien puissant à la fois matériel et spirituel. Une nation où ne règne qu'un seul idiome a, peut-on dire, une âme plus homogène. Aussi est-ce en restaurant, voire en ressuscitant leur langue que les

1. On peut rappeler ici les paroles de Renouvier (*Science de la morale*, II, p. 421) que l'idée de ce que ce maître nomme la « nation naturelle » se rapporte « au système des faits sociaux involontaires, je dirais presque aux fonctions instinctives de l'humanité ». Les Allemands emploient volontiers le mot *Naturgemeinschaft*.

2. *Les aspirations autonomistes*, p. 231.

3. On peut citer des cas individuels non moins probants : Kossuth, qui semble incarner le magyarisme, était de souche croate; Parnell, le champion de la cause irlandaise, n'était pas un Celte, mais un Anglo-Saxon; Oberdank, un des martyrs les plus célébrés de l'irrédentisme italien, était d'origine allemande; Disraeli, que le conservatisme anglais honore d'une sorte de culte, était juif.

nationalités se sont ressaisies et manifestées. Nombre de parlers, longtemps abandonnés au populaire et voués à disparaître devant des langues plus savantes et officielles, ont refleuri comme par enchantement et se sont parés d'un éclat nouveau, souvent emprunté : car c'est par une culture artificielle qu'ils se sont développés en langues littéraires[1]. Cet effort de la philologie a, par une espèce de paradoxe, annoncé la résurrection d'une nationalité : la grammaire, le lexique, les recherches d'histoire, la poésie, au lieu d'être l'expression suprême de l'âme d'un peuple, ont précédé et souvent provoqué l'éveil de cette âme. Ce fut l'œuvre de la *lingua dantesca* en Italie ; en une certaine mesure l'œuvre des écrits de Luther en Allemagne. Nous constaterons que chez les groupes nationaux de l'Autriche-Hongrie, les érudits et les poètes ont été les précurseurs et les évocateurs[2].

Mais enfin, si chaque nationalité — si les plus petites même et les plus longtemps obscures, sont jalouses de se pourvoir d'une langue particulière, il n'en est pas moins vrai que des nations fort bien constituées et sûres de leur cohésion morale, de leur indivisibilité, se partagent entre plusieurs idiomes : la Suisse en a été jusqu'à ces derniers temps l'exemple typique ; et jusqu'à l'explosion du mouvement flamingant, qui se complique d'animosités religieuses, on pouvait nommer la Belgique[3]. Mais la France même n'a-t-elle pas toujours vu dans l'Alsace, en dépit de son dialecte allemand, une partie intégrante d'elle-même ?

Si la langue était le ciment de la nationalité, la sécession des colonies anglaises et espagnoles d'Amérique, qui continuent à parler la même langue que leur mère patrie,

1. Il y a lieu de se demander s'il faut saluer avec joie l'avènement de ces langues littéraires neuves ; ne sont-ce pas des barrières nouvelles qui se dressent entre les familles humaines déjà si divisées ? Ni le commerce, ni la science ne gagnent à cette multiplicité. Aussi ne faut-il pas s'étonner des tentatives répétées pour créer une langue universelle ou pour restaurer le latin qui fut, pendant des siècles, le verbe commun des intelligences.

2. Aujourd'hui le procès linguistique remue jusqu'au lointain passé. La toponymie est curieusement interrogée pour établir les titres des occupants successifs sur un territoire.

3. L'épreuve de la grande guerre a réconforté chez les Flamands comme chez les Wallons le sentiment de la nationalité *belge*.

serait taxée de contre-sens historique. S'il en est ainsi, pourquoi la Suisse allemande ne subit-elle pas une irrésistible poussée vers la Grande Allemagne[1] ? pourquoi la Suisse romande et la Belgique wallonne n'aspirent-elles pas à se fondre avec la France[2] ?

Quant aux populations bilingues ou polyglottes — et beaucoup le sont forcément — à quelle nationalité les attribuera-t-on d'office ? Celles-là sont, suivant la touchante expression de Croates riverains de l'Adriatique, obligés de pratiquer l'italien, une *lingua del cuor* et une *lingua del pane*.

Bien que les recensements de l'État autrichien et de l'État hongrois adoptent la langue comme signe de la nationalité, les auteurs des statistiques reconnaissent que ce signe est imparfait et suspect. L'on peut donc conclure qu'il n'est pas nécessaire qu'une nationalité ait pour base la communauté du langage. Cette prétention crée un péril pour les minorités : l'unification linguistique est un mode efficace d'oppression.

Est-il nécessaire qu'elle s'étaie sur la base de la conformité religieuse ? Voilà, semble-t-il, une conception qui a fait son temps, et qui, jugée du haut des principes du droit moderne, apparaît comme un anachronisme et comme une injure à ces principes. Chez les peuples qui sont régis par eux — et ce sont les plus grands et les plus civilisés — les dissidences confessionnelles n'oblitèrent ni l'unité ni la conscience nationales. Dans le passé s'est justifié le mot profond de Max Müller : « à l'origine toute

1. En réalité, la Suisse dite allemande a deux idiomes : l'idiome parlé, l'alémannique, qui est vraiment national, et le haut-allemand, langue littéraire, langue des affaires aussi, qui est apprise à l'école. Un mouvement national et presque anti-allemand s'est manifesté depuis la guerre en l'honneur du dialecte alémannique. De même, les Luxembourgeois déclarent qu'ils parlent, non l'allemand, mais le luxembourgeois.

2. Assurément, la Suisse romande et la Belgique wallonne sentent leur parenté intellectuelle avec nous et ne la renient pas ; elles goûtent les productions de l'esprit français qu'elles ne confondent pas — comme nous en sommes tentés — avec l'esprit parisien. Mais elles ont produit elles-mêmes des œuvres qui leur constituent une littérature originale et nationale : c'est là un des préservatifs les plus efficaces de leur nationalité. De même la nationalité américaine s'accuse à mesure que la littérature de ce peuple se dégage de l'influence anglaise.

religion est une nationalité », chez les Juifs, dans la Cité antique, à un moment donné chez les Tchèques, pour qui le mouvement hussite a été la première manifestation de leur nationalité[1]. Mais cela est vrai encore dans le présent, pour des peuples dont l'histoire, pourrait-on dire, se scande autrement. La nationalité irlandaise, la nationalité ruthène ont eu, jusqu'à une époque récente, pour centre de ralliement leur Église; la nationalité arménienne n'a d'autre foyer que son patriarcat. Dans certaines provinces de l'Empire ottoman, chrétiens et musulmans, quoique frères de sang et parlant la même langue, forment deux nations séparées : pour les premiers, le statut politique et le statut ecclésiastique se confondent[2]. Dans certaines circonstances donc, l'idée religieuse et l'idée nationale s'absorbent l'une l'autre. Elles n'en sont pas moins distinctes et tendent, avec le progrès de la culture humaine, à se dissocier, pour le plus grand bien de l'une et de l'autre.

Ainsi, ni la race, ni la langue, ni la foi communes ne suffisent, prises isolément, à constituer la nationalité, et même réunies elles ne la réalisent pas encore. Lui faut-il, pour se parachever, un domaine, un habitat où elle se développe librement et en toute sécurité? La configuration du territoire influe assurément sur la fortune d'une nationalité[3]. Ni la montagne ni la plaine sans bornes ne favorisent la cohésion ; là, les hommes se cantonnent par petits essaims dans les vallées où ils sont à l'étroit ; sur les étendues plates et indéfinies, qui sollicitent à la vie nomade, ils se déplacent et s'éparpillent. Toutefois qu'on n'exagère pas la fatalité du milieu géographique. Si dans la Grèce ancienne, si dans la Suisse, la structure tourmentée a d'abord engendré et entretenu le sentiment particulariste des cités et des cantons, la nationalité n'en

1. Il ne faut pas considérer, du point de vue national, les tentatives comme celles de Philippe II et de Louis XIV, pour imposer l'unité religieuse à leurs peuples. Dans la *sainte* Russie, au contraire, russification et conversion à l'orthodoxie marchent de front.

2. Cette confusion est consacrée — on le verra plus loin — dans la constitution de la Bosnie-Herzégovine.

3. Ratzel (*Politische Geographie* p. 5), écrit cette phrase étrange, que les Allemands ont senti le besoin de créer un cadre politique pour l'ensemble des congénères.

a pas moins triomphé des obstacles physiques. L'hellénisme, « la grande idée », unit par monts et par vaux, et à travers des chapelets insulaires, un peuple que la nature a morcelé ; aux États-Unis, l'esprit national se déploie de l'Atlantique au Pacifique à travers les régions les plus disparates, franchissant les steppes désolées des Mauvaises Terres et les sauvages massifs des Rocheuses. Et la Pologne, qui territorialement fut un État amorphe, et qui a pâti de ce vice constitutionnel, la Pologne n'a véritablement achevé sa personnalité morale, sa nationalité, que dans le démembrement ; son âme est maîtresse du corps mutilé qu'elle anime. Faut-il d'autre part vanter les contrées privilégiées qu'une Providence semble avoir dessinées comme les moules d'une nationalité, la Bohême, la Hongrie, bassins spacieux et de relief uni, ceints d'une barrière protectrice ? mais ni la nationalité tchèque ni la nationalité magyare ne se sont épanouies plus tôt ni plus souverainement que d'autres moins heureusement casées. La Transilvanie, qui surgit comme la citadelle désignée d'une nationalité unique, est un champ clos que se disputent plusieurs occupants. Ces faits ébranlent la superstition des frontières naturelles [1].

Si ce n'est point absolument dans le cadre territorial, est-ce dans le cadre politique et administratif que la nationalité trouve son assiette? C'est renverser les termes de la question. Car c'est la nationalité qui fait l'État, et non l'État qui fait la nationalité [2] ; une nationalité unique

1. On a essayé de démontrer que la nature a tracé la démarcation entre Germains et Slaves. Aux premiers, la zone articulée de l'Europe, aux seconds la zone massive et non plissée ;aux premiers, les régions de relief accidenté, aux seconds, la plaine : aux premiers, la flore baltique, aux seconds, la flore pontique ! Aux premiers, le village routier, aux seconds, le village entassé et le *rundling*. (Erwin Hanslik, *Kulturgeographie der deutsch-slawischen Sprachgrenze*. Vierteljahrsschr. für Social-und Wirtschaftsgesch. VIII, 1910, p. 103-27 ; 445-75, avec deux cartes). La thèse de Hanslik a été controversée par Tuckermann, *Bedingt die deutsch-slawische Sprachgrenze eine kulturgeographische Scheidung* ? (ibid. X, 1912, p. 70-95. Cf. R. Scharfetter *Pflanzen-und Völkergrenzen*. Petermanns Mitt. 1910, I, p. 121-3).

2. Nous savons que la proposition a été contestée et renversée ; que quelques-uns considèrent l'État comme antérieur à la nationalité. (V. Gumplovicz, *Das Recht*, p. 267. Cf. v. Kremer, *Die Nationalitätsidee und der Staat*, Vienne, 1885). M. Gustave Le Bon professe que la France ne con-

modèle et organise l'État qu'on a cru pouvoir appeler national (*Nationalstaat*), comme la France, l'Espagne, l'Italie ; plusieurs nationalités qui s'associent forment une fédération, comme la Suisse ; ou quand elles sont agglutinées comme en Autriche-Hongrie, et retenues ensemble par une même chaîne, il en résulte un État composite et de type indéfinissable[1]. Mais une nationalité n'est parfaite que quand elle s'est créé un État à son image et pour son usage[2].

La nationalité est donc quelque chose de supérieur à ces divers éléments qu'on vient d'analyser, éléments qui se combinent en elle à des doses variables, mais dont l'ensemble, à supposer qu'il se rencontrât, serait impuissant à la consommer. Il y faut quelque chose de plus. Elle a sa racine et sa raison d'être, non dans la combinaison

sommera son unité morale, que grâce à une « centralisation énergique » qui donnera aux Français « quelque communauté de pensée ». L'Etat serait donc un générateur de la nationalité.

Argument dangereux : car il autorise de la part d'un État qui prétend être national, les contraintes à l'égard des éléments ethniques dissidents ou réfractaires. L'illustration de cette théorie est fournie par la tentative de germanisation des provinces polonaises de la Prusse ; le prince de Bülow, le plus qualifié, parmi les contemporains, des hommes d'Etat allemands, énonce la doctrine en ces termes : « Notre politique dans les Marches de l'Est est un devoir national du peuple allemand vis-à-vis de lui-même. » Et voici la thèse plus brutalement présentée : « La lutte pour la possession du sol, qui dans son essence, a pour but de répandre en quantité suffisante des habitants allemands dans les provinces de l'Est, sera toujours l'alpha et l'oméga de notre politique nationale allemande dans l'Est. Elle doit être soutenue par le culte en faveur de la culture et de l'éducation allemandes. Certes, nous ne voulons pas enlever aux Polonais leur langue maternelle, mais il faut que nous tâchions de leur inculquer, par le moyen de la langue allemande, l'intelligence de la vie intellectuelle allemande... Les rigueurs sont inévitables ; elles augmenteront ou s'adouciront, selon que les Polonais tendront ou relâcheront leur résistance ». (*La politique allemande* trad. Maurice Herbette, Paris, Lavauzelle 1914, p. 304-309). Expropriation territoriale, expropriation morale, tel est le devoir national de l'Etat prussien-allemand contre ses sujets slaves de « l'Est allemand » (*sic*).

1. On a défini l'Autriche un État fédéral, une fédération d'États, un État d'États, un royaume d'États. (V. Gumplovicz, *La lutte des races*, p. 205. Cf. H. Rauchberg *Osterreichische Bürgerkunde*, Vienne, 1911, p. 66 suiv.).

2. Le régime politique et la forme du gouvernement sont indépendants de la nationalité. On peut très bien concevoir que les nationalités allemande et italienne, après s'être formées sous l'égide de la monarchie, adoptent la forme républicaine ou démocratique : il n'y aura rien de changé dans l'essence de l'une et l'autre nationalité.

de ces facteurs, mais dans la conscience et la volonté des hommes qui se groupent sous son égide, si ces hommes, quels que soient leur origine, leur langue, leur culte ont subi les mêmes destinées pendant une longue phase [1], vivent la même vie, pratiquent les mêmes institutions, respectent les mêmes traditions, aspirent au même idéal. La nationalité, a-t-on dit justement, « n'est pas autre chose qu'un sentiment analogue à celui de la religion et pouvant aussi dépendre du libre choix [2] ». Elle est, selon le mot de Renan, « un principe spirituel ». On lui appliquerait volontiers ce que Renouvier énonce de l'idée de l'État, « fruit de la réflexion et du vouloir. Elle soumet tous les faits de diversité légitime entre les hommes, à plus forte raison les faits irrationnels et illégitimes, au principe de l'identité de la nature morale. Elle est donc moralement supérieure, tout comme l'association volontaire est préférable aux coopérations spontanées, une république d'agents libres à une ruche d'abeilles [3] ». Elle coïncide chez un peuple, comme chez l'individu, avec l'épanouissement de la culture humaine qui consacre la personnalité morale [4].

Une nationalité est donc une œuvre de lente formation. Ce n'est point une construction d'une ordonnance rigoureuse, et bâtie tout d'une pièce. On la comparerait à ces cathédrales dont le plan s'est modifié au cours des âges, dont les parties sont édifiées en des styles disparates, mais que le temps a marquées d'une empreinte si uniforme, et où tant de générations ont communié, que l'irrégularité des lignes s'est effacée aux yeux des fidèles et fondue dans une harmonie auguste, dans l'âme même du monument.

1. Otto Bauer (p. 211. 18) donne comme base à la nation la communauté des destinées (*schicksalsgemeinschaft*).

2. Keleti, cité par Gumplovicz (*Das Recht*, p. 265).

3. Renouvier, *Science de la morale*, II, p. 421.

4. « La tribu, l'état et la nationalité, écrit Novicov (*La politique internationale*, Paris, Alcan, 1886, p. 25, ouvrage accompagné d'une carte ethnographique de l'Europe), sont donc les trois principaux degrés de l'évolution sociale... On peut dire que quand cet organe particulier que nous appelons élite intellectuelle ou cerveau social s'est entièrement différencié, quand il remplit convenablement les fonctions qui lui sont dévolues, on se trouve en présence d'une nationalité. »

La nationalité ainsi comprise n'est point par bonheur un chimérique idéal : des peuples privilégiés — dont le nôtre — en jouissent ; mais d'autres plus nombreux s'efforcent encore d'y atteindre, au prix de luttes hasardeuses et contre toutes sortes d'obstacles. Une nationalité pour se constituer exige tout un travail de régénération, l'assimilation ou l'expulsion des éléments réfractaires, l'élaboration d'un régime politique sinon d'un pacte social : c'est la rupture avec un état de choses ancien qui ne va pas sans crises ni déchirements. D'autre part l'avènement d'une nationalité menace le pouvoir absolu[1] : on comprend à merveille la résistance de Metternich et de ses continuateurs au mouvement qu'ils taxaient de révolutionnaire à tous les titres. Le droit dynastique est moins compromis : car, supposé que l'Autriche-Hongrie soit fractionnée en communautés autonomes sous la souveraineté du monarque commun, la dynastie sera plus renforcée en fin de compte qu'affaiblie par ces *unions personnelles* ; en quoi le prestige de l'Empereur serait-il amoindri, si avec la Couronne de Saint Etienne, il coiffe encore celle de Saint Wenceslas ? et du jour où le souverain de la Grande-Bretagne règnera sur l'Irlande dotée du *home rule*, ni sa titulature ni sa prérogative n'en seront lésées. D'ailleurs le droit dynastique a des souplesses sans pareilles.

L'État est pour les nationalités un adversaire autrement redoutable : l'éclosion de ces individualités nouvelles brise son moule, détruit l'unité plus ou moins factice que la centralisation lui avait assurée. Encore le mal est à demi conjuré quand cette transformation s'accomplit à l'intérieur des frontières, et ne met pas en péril la puissance matérielle et territoriale de l'État, comme ferait par exemple au sein de l'Empire autrichien l'instauration d'un royaume de Bohême. Mais il arrive aussi qu'une nationalité ne peut se fonder que par la réunion de membres épars dans les États étrangers ; ainsi l'italia-

1. La thèse, très filandreusement développée d'Otto Bauer, aboutit à cette affirmation que la nationalité ne peut se réaliser pleinement que par et dans le socialisme (p. 448).

nisme réclame l'annexion des *irredenti* du Trentin, de Trieste, de la Dalmatie ; les Roumains transilvains et ceux de Moldo-Valachie aspirent à se souder en un seul corps de nation ; les Serbes d'Autriche-Hongrie gravitent vers la Grande Serbie, sans parler des nationalités qui n'attendent pour se compléter que le démembrement de la Turquie. On le sent : la question n'implique pas moins que le remaniement de l'Europe, — à n'envisager que ce théâtre où le phénomène se déroule sous nos yeux et à notre portée. Pour réaliser ce système de groupements sympathiques et naturels, que de répétitions les États devront exercer les uns contre les autres, que de guerres à l'horizon.

Cependant l'action est engagée sur plusieurs points, et surtout dans l'Orient de l'Europe. Mais nulle part elle n'est plus furieuse que dans la monarchie austro-hongroise, champ de bataille en pleine mêlée, où nous allons nous aventurer.

---

# LES RACES ET LES NATIONALITÉS EN AUTRICHE-HONGRIE

## CHAPITRE PREMIER

### LA QUESTION DES NATIONALITÉS EN AUTRICHE JUSQU'AU COMPROMIS AUSTRO-HONGROIS

A considérer sur la carte cet assemblage de pays qu'on nomme officiellement l'Autriche-Hongrie, on a sous les yeux un monstre géographique composé de membres rapportés. On pourrait par la pensée détacher ces morceaux qui, comme les tronçons du serpent, continueraient à s'agiter, sans qu'on sache où atteindre les œuvres vives. Comment un corps aussi mal conformé révèlerait-il une personnalité saine et robuste ? Comment la configuration incohérente de cet État ne dénoncerait-elle pas l'incohérence de son histoire ? Le patriotisme autrichien, conception des plus factices et métaphysiques, en ce qu'elle procède du raisonnement plus que du cœur, aime à vanter cette diversité d'aspects, de climats, de langues, de mœurs, qui ne trouvent leur lien que dans une fiction : l'État, moins encore, dans une personne : le monarque, fragile clef de voûte d'un édifice aussi irrégulier[1].

L'Autriche-Hongrie ne pèche point par une étendue exagérée ; elle couvre un peu plus de 675.000 kilomètres carrés (environ 140.000 de plus que la France) ; cette superficie qui se partage par fractions à peu peu près égales

1. Dans sa pénétrante et malicieuse étude sur *La Monarchie des Habsbourg* (Traduction de M. Firmin Roz. Paris. Armand Colin. 1914) Henry Wickham Steed pose cette thèse que l'élément vital de la monarchie est « l'office monarchique » et « l'équation personnelle » du souverain.

entre l'Autriche et la Hongrie[1], n'est pas par elle-même un obstacle à l'unité. Mais que de contrastes et de disparates dans ces limites. Un inventaire géographique ne donne que des lots dépareillés[2].

A l'ouest, c'est l'Autriche alpestre[3], constituée par la montagne et par la terrasse tertiaire qui descend sur la vallée danubienne. Les Alpes autrichiennes projettent une aile extrême jusque sur la grève du lac de Constance; mais elles ne se développent et s'étalent que sur la ligne des puissants reliefs où se forment les eaux de l'Inn et de l'Adige. Leurs traits distinctifs, c'est la multiplication des chaînes plissées qui se côtoient, la ramification en éventail, l'aplatissement graduel à mesure qu'elles se rapprochent de la dépression hongroise. Entre les rangées parallèles s'ouvrent de longs couloirs qui appellent la circulation : tels que le Tirol, le Pinzgau, le Pongau qui débouchent sur le bassin de Vienne; et sur l'autre revers de la zone centrale, où se carrent les massifs qui sont les doyens, se creuse le sillon du Pustertal, qui se prolonge par la Drave jusque dans la mésopotamie croate. Ces grandes routes sont croisées par des voies transversales qui complètent ce merveilleux réseau. En dépit de l'horreur qu'inspiraient aux peuplades anciennes ces hérissements de roches sauvages et souvent neigeuses, les hommes se sont de bonne heure engagés dans ces chemins qui s'offraient à eux et s'y sont établis : car ces vallées sont des bandes de terroir fertile, fécondées par des eaux vives et limoneuses, et de plus des abris sûrs. Aussi ont-elles attiré les migrations. Du nord et de l'ouest sont venus des Germains; du sud et de l'orient, une famille slave, celle des Wendes ou Slovènes. Les deux races se sont d'abord

1. Superficie des pays représentés au Reichsrat autrichien (Cisleithanie) 300,008 kilomètres carrés; des pays de la Couronne de Saint Étienne (Transleithanie) 324,851 : des pays d'Empire (Bosnie et Herzégovine), 51,028.

2. Comme guide géographique, nous nous contenterons de signaler le précis de A. Grund, *Landeskunde von Oesterreich-Ungarn* (Sammlung Göschen, 1905, in-16, 139, p. 1 carte en coul. hors texte).

3. Norbert Krebs, *Länderkunde der Oesterreichischen Alpen* (Bibliothek länderkundlicher Handbücher, herausgegeben von Albrecht Penck, Stuttgart, Engelhorns' Nachf., 1913).

heurtées, puis se sont délimitées par le cours de la Drave; du midi enfin, les ancêtres des Rhétiens, les Etrusques peut-être, puis les Romains, puis les Italiens ont remonté les rivières qui de la plaine du Pô plongent dans les Alpes.

Aux Alpes se raccorde la chaîne adriatique ou dinarique qui s'épaule contre le vaste môle de la péninsule des Balkans. Mais cette chaîne se différencie par sa direction, par l'expansion du calcaire dont l'expression la plus typique est le Karst, par la raideur de ses versants, par la rareté des percées naturelles qui lui donnent un aspect farouche et fermé. C'est donc une région indépendante. Sur les pentes et les plates-formes pierreuses ou boisées qui les couronnent se sont perchés les Croates et quelques tribus vagabondes de Roumains; sur la frange littorale ont pris pied des Italiens. L'Autriche maîtresse de la côte et d'une tranche de l'arrière-pays est devenue ainsi à la fois un État adriatique et balkanique.

Aux Alpes se soudent aussi les Carpathes; mais cette jonction n'est plus guère attestée que par le fil ténu d'un ourlet géologique extérieur, celui du flysch, ou par quelques réapparitions d'îlots alpins; les autres traits de parenté sont effacés. Par sa structure et son orientation la province naturelle que les Carpathes déterminent est une individualité franche. Elle se compose d'un faisceau dont le noyau intérieur et le plus ancien s'est effondré et dont il ne subsiste qu'une armature extérieure plus récente, et d'une aire déprimée, cuvette emplie d'une masse d'alluvions. Les Carpathes se déploient comme un grand arc autour du bassin plat qu'elles cernent; le bord interne est dessiné par un parapet de collines tertiaires et, vers le sud, est renforcé par un réduit de haute saillie, la Transilvanie.

On a voulu solidariser la région carpathienne avec l'Autriche alpestre par le Danube Mais le Danube, dès son entrée dans la plaine hongroise, se métamorphose, se dénationalise; il n'a plus rien de commun avec le Danube des plateaux subalpins. Il n'est entre l'Autriche et la Hongrie qu'un trait d'union nominal.

Le peuplement ici s'est en quelque sorte moulé sur les contours : concentrés dans le bas-fond, les Magyars maîtrisent les grandes vallées ; ils sont investis par des nationalités qui se sont au hasard des invasions et des poussées campées sur le rempart, Slovaques, Polonais, Petits-Russiens ; dans la citadelle transilvaine, des Roumains ; et à travers les *marches* qui s'appelaient autrefois les Confins militaires, des Slaves méridionaux, surtout des Serbes.

Ceux-ci se relient à une tribu sœur, celle des Croates qui occupent la presqu'île nettement délimitée entre Drave et Save, pays qui n'a pas de rapports étroits avec aucune des contrées adjacentes et qui a pu devenir l'habitat d'une nationalité, l'assiette d'un État, le royaume de Croatie-Slavonie. C'est pour l'Autriche-Hongrie une large avenue sur l'Orient et le monde des Slaves du Sud.

Quant aux Slaves du Nord, ils sont répartis dans des régions distinctes.

Entre les Alpes et les Carpathes, à la hauteur de l'angle où ces deux systèmes prennent un contact discret, un massif est planté contre lequel se sont butées les vagues ondulatoires des deux soulèvements : c'est le massif bohême-morave. Sur trois côtés il est enclos de hautes chaînes ; mais sur sa façade sud-orientale, il est brusquement terminé sur un affaissement où sont enchâssées les vallées de la March et de l'Oder naissante. Sur les paliers en contre-bas et les terre-plains de l'intérieur s'est établie la nationalité qui se dit maîtresse de cette province à la fois géographique et historique, le peuple Tchèque ; la ceinture montagneuse est envahie par des tribus hostiles de nationalité allemande ; épisode analogue à celui qu'on a signalé en Hongrie, avec cette circonstance aggravante de l'infidélité d'un réseau fluvial qui déserte vers l'Allemagne. Au delà du sillon de la March ou Morava, les Tchèques voisinent avec des congénères d'humeur assez indépendante, avec lesquels ils ne fraternisent qu'à demi, les Slovaques ; et vers la terrasse qui s'adosse aux Carpathes, confinent à une autre famille slave, de collatéraux, avec laquelle ils fraternisent moins encore, les Polonais.

L'Autriche possède plusieurs tranches de la plaine sep-

tentrionale de l'Europe, tranches dont la cohésion n'est qu'apparente et superficielle. Le morcellement de la Pologne lui a donné le gradin par où la Vistule descend vers le plat pays, gradin tout bossué de moraines, troué d'étangs glaciaires, raviné par les érosions : c'est la Galicie. Le flanc oriental des Carpathes est souligné par un plateau uni, couvert de löss, à physionomie de steppe, par où cheminent le Dnjestr et ses premiers affluents : c'est la Podolie. La Galicie est toute polonaise, la Podolie ne l'est que partiellement ; elle touche à la Petite Russie et est la patrie des Ruthènes. Enfin, tenant la haute vallée du Pruth, l'Autriche arrive au seuil du pays moldave, c'est-à-dire du domaine des Roumains.

Cette tournée à travers les possessions dont se compose le patrimoine de la Maison d'Autriche nous a conduits dans les milieux les plus différents, de sorte que l'Autriche-Hongrie ne mérite même pas le nom d'expression géographique[1].

1. Cette conclusion énoncée déjà dans la 1re édition de cet ouvrage est contredite par des géographes autorisés, qui ne sont pas tous autrichiens. A. Supan (*Länderkunde von Europa* I², p. 3), professe que l'Autriche « représente, en dépit de la diversité des éléments fondamentaux de son orographie, une unité géographique ». A. Grund (*ouvr. cité*, p. 81) vante l'Autriche-Hongrie comme « une preuve de l'influence des conditions géographiques sur la formation d'un État... C'est grâce aux conditions géographiques que les différentes parties de l'Autriche-Hongrie sont mises en rapports ensemble ». Le bassin de Vienne est « le foyer de trois sphères d'influence ». C'est la thèse aussi de Krebs (*Länderk. der oesterr. Alpen*, p. 3).

Ratzel (*Politische Geographie*) remarque avec raison que 82 p. 100 des pays de la monarchie sont situés dans l'aire de drainage du Danube et de ses affluents qui sont des artères vitales (p. 625), et que le Danube, en vertu de son cours orienté vers l'Est, soude l'Autriche et la Hongrie.

Et sur ce thème, M. Eisenmann (*Le Compromis austro-hongrois de 1867*, p. 2), renchérit. « Les territoires (de la Monarchie) ont une orientation commune : ils subissent une même influence, celle du système hydrographique formé par le Danube et ses affluents. Le Danube les domine, il les pousse, les jette l'un vers l'autre, il donne à la monarchie son caractère géographique, fondamental et durable de puissance danubienne ».

Cependant ceux mêmes qui exaltent ainsi l'unité géographique de l'Autriche-Hongrie, reconnaissent ce qu'il y a de composite, et, selon l'expression de Ratzel (p. 159), « d'inorganique » dans cette construction, Grund confesse que la Galicie, la Boukovine, la Dalmatie échappent à l'influence du bassin de Vienne, que la côte adriatique et les îles sont étrangères à l'arrière-pays montagneux, c'est pourquoi elles sont demeurées jusqu'à la fin du XVIIIe siècle possessions vénitiennes.

D'autres géographes dénient radicalement à l'Autriche-Hongrie la personnalité géographique. A. Hettner (*Grundzüge der Länderkunde*, *I Europa*,

Toutefois cet organisme, dont il semble aujourd'hui que les membres et les cellules ne fonctionnent que pour se contrarier, cet organisme a vécu pendant des siècles, et a même offert les apparences de la force et de la prospérité. C'est que la Maison de Habsbourg n'a cessé de protester et de réagir contre la fatalité de sa complexion ; elle s'est ingéniée à maintenir la cohésion d'éléments toujours susceptibles de se dissocier. Elle n'a pas craint, pour servir ses ambitions dynastiques, d'entraîner ses peuples dociles dans les complications européennes, de les sacrifier à des intérêts qui leur étaient étrangers, étouffant en eux le sentiment de leur nationalité qui ne se manifesta que par de brusques et fugitifs accès ; elle trouva même des auxiliaires bien involontaires dans les Turcs, qui mirent la plupart de ces peuples sur un qui-vive perpétuel et en tinrent quelques-uns assujettis. Mais du jour où les gouvernants de l'Autriche mesurèrent le péril que créait la question des nationalités, ils travaillèrent énergiquement à consolider l'idée unitaire. Ils employèrent l'engin d'unification le plus naturel et le plus efficace, la langue : aussi la politique centraliste, en Autriche, a été une politique linguistique.

Tant qu'avait régné le latin comme idiome de la civilisation et de l'Église, aucun idiome national ou populaire ne l'avait évincé. D'ailleurs, l'Église avait tout intérêt à maintenir en communion la chrétienté, et à ne pas laisser s'accuser les différences nationales. Mais le latin cessa d'être un instrument de règne aussi bien dans les choses sacrées que dans les profanes. La Réforme l'avait rejeté ;

p. 275), prononce que l'Autriche, avec sa configuration, toute de lambeaux, est peut-être la formation politique, en Europe, la moins naturelle au point de vue géographique » ; sans sa liaison avec la Hongrie qui fait le pont entre sa partie N.-E. et sa partie S.-E., « elle serait à peine viable ».

Cette controverse, dont nous pourrions multiplier les témoignages (Cf. G. Sieger, *Geograph. Jahresbericht*, X, 1913, p. 120), enseigne avec quelle prudence la raison géographique doit être invoquée : si cette raison prévalait, il faudrait attribuer la Bohême à l'Allemagne, la Galicie à la Russie, le Tessin à l'Italie, en vertu d'un irrédentisme hydrographique. Avant l'invention d'une Autriche-Hongrie, entité politique artificielle, l'Autriche et la Hongrie, bien que physiquement reliées par le Danube, ont vécu indépendantes, souvent ennemies l'une de l'autre. Cette question offre de quoi exercer l'esprit de finesse des géographes et des historiens.

elle avait, pour pénétrer jusqu'aux couches profondes des populations, réveillé, ennobli les parlers vulgaires. Le latin, en outre, ne parut plus assez riche ni assez souple pour la diffusion des idées modernes, ou même des simples prescriptions administratives.

Pour les nécessités gouvernementales de l'Autriche, l'allemand était tout indiqué[1]. L'Autriche, par une sorte d'illusion officiellement entretenue et consacrée, apparaissait comme un État allemand, comme le plus qualifié des États allemands, puisque ses souverains portaient la couronne impériale. D'ailleurs, aucune des langues en usage dans la monarchie ne pouvait, ni par sa perfection relative[2], ni par l'ampleur de son domaine, ni par son caractère international, rivaliser avec l'allemand. C'est dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, quand, par opposition aux idées dissolvantes des philosophes, les souverains sentirent le besoin d'affirmer le principe et l'autorité monarchiques, que se révéla en Autriche la tendance à resserrer les liens de l'État. Marie-Thérèse, après l'humiliante issue de la guerre de Sept Ans, crut restaurer la force de la Maison d'Autriche par une action gouvernementale plus sûre et plus homogène dont l'instrument devrait être la langue d'État. L'enseignement de l'allemand fut introduit, accessoirement (*nebeneinführung*) en Bohême, Silésie, Moravie, Carniole, dans les Confins militaires, puis, avec plus de scrupules, dans la Pologne fraîchement annexée. C'est Marie-Thérèse encore qui fit de l'allemand la langue de l'armée, tant des services que du commandement[3]. La devise de la Chancellerie de Vienne fut qu'il fallait faire ainsi de l'État un peuple.

Cette maxime énoncée dans une séance du Conseil d'État, quelques semaines avant que Joseph II prît seul le pouvoir[4], fut appliquée par ce prince avec plus d'énergie et de suite.

1. Ferdinand Ier, par un rescrit du 2 août 1655, avait ordonné l'emploi exclusif de l'allemand en matière judiciaire, dans tous les pays héréditaires, y compris l'Istrie autrichienne et le Karst ; le latin n'était plus autorisé.

2. L'allemand officiel était dans une forte proportion mélangé de latin : ce que traduisait aux yeux un double jeu de caractères typographiques.

3. Fischel, *Das œsterreichische Sprachenrecht*, Brünn, 1901, p. XXIX.

4. Fischel, *Ibid.*, p. XXXIV.

Son manifeste d'avènement s'exprimait ainsi : « Les provinces de la monarchie doivent faire un tout où les forces du peuple ne doivent tendre qu'à un but, la puissance de l'Autriche ». Il embrassait toute la difficulté du problème, qui ne s'est pas atténuée depuis. « C'est un rude métier, disait-il à l'abbé Georgel, que d'avoir à manier des peuples si éloignés du centre et de caractères si opposés ; on ne peut les contenir ou les mouvoir qu'avec une chaîne de fer. Le Roi de France, au contraire, n'a pour les siens qu'un même langage, qu'une même administration[1] ». Et comme conséquence, il proclama la nécessité d'une langue commune, d'une langue administrative et officielle[2]. Il est certain que Joseph II s'inspirait surtout de la raison d'État et de l'amour du progrès : il propagea l'allemand comme le véhicule de la civilisation ; mais du même coup il favorisa et servit le germanisme, et c'est pourquoi il est resté le monarque cher par excellence au cœur des Allemands autrichiens.

C'est en Hongrie que l'entreprise de Joseph II se heurta aux plus sérieuses résistances : le latin y avait conservé sa prééminence, son rôle de truchement et de conciliateur ; l'introduction d'un idiome étranger violait les libertés séculaires et le statut des Hongrois. Et pourtant l'Ordonnance du 18 mai 1784 était raisonnablement motivée : la nation, y était-il dit, était gouvernée et administrée en une langue qu'elle ne comprenait pas. Le hongrois pourrait être adopté comme langue unique, sans la pluralité des idiomes, que les Hongrois étaient obligés d'apprendre, en gâchant leur temps. Ne valait-il pas mieux qu'une langue unique reliât toutes les parties de la monarchie et tous les habitants par un plus solide lien de fraternité ? L'exemple convaincant des Français, des Anglais et des Russes était invoqué ; en vertu de quoi l'allemand était promu à la dignité de langue d'affaires unique, dans l'administration,

1. Paul von Mitrofanow, *Joseph II..., aus dem Russischen ins Deutsche übersetzt von V. von Demelic* (Vienne et Leipzig, 1910, I, p. 252 suiv.)

2. Fischel (p. XXXVI) s'applique à démontrer que les langues des pays admises devant les tribunaux se limitèrent au latin et à l'italien. En Galicie, le latin était employé et non le polonais.

la justice, les Diètes de Hongrie et de Transilvanie. Étaient refusés l'accès des écoles latines, et l'apprentissage de métiers, à qui n'avait pas la notion de l'allemand.

Devant le soulèvement unanime, Joseph II céda. Mais aussitôt les peuples non magyars de la Couronne de Saint Étienne se remuèrent : Serbes, Ruthènes, Slovaques, Roumains revendiquèrent les droits de leur langue maternelle. Pour se consoler de la mortification que les Magyars lui avaient infligée, pour les affaiblir en même temps, la Cour de Vienne acquiesça en principe à toutes ces revendications nationales, pratiquant la méthode de diviser pour régner. Mais par là même, elle porta un coup mortel à la conception unitaire, à l'idée autrichienne.

L'idée survécut cependant et même se fortifia, grâce aux guerres de la Révolution et de l'Empire qui absorbèrent tous les éléments de la monarchie dans l'œuvre de défense commune, grâce à l'épuisement qui suivit cette période de surexcitation et qui permit au pouvoir de peser de tout son poids sur des peuples inertes. De 1815 à 1830, l'Empire d'Autriche intégré, pour ses Pays héréditaires, dans la confédération germanique, eut la complexion d'un État autrichien-allemand. Même dans les provinces polonaises et italiennes, l'allemand s'insinua comme langue judiciaire, bien que l'*idioma italiano*, pour lequel la Cour de Vienne eut toujours un faible, restât qualifié en Lombardie, Vénétie et Dalmatie. Les langues de pays ne conservaient qu'une valeur empirique, comme instruments de communication avec le bas peuple, et pour le règlement des affaires minimes. Mais en 1830, les nationalités se secouent et reprennent la lutte, les unes contre le germanisme, les autres contre le magyarisme non moins oppressif. La bataille se livre en effet — il ne faut pas l'oublier — sur deux théâtres séparés. Les Magyars, qui avaient repoussé avec horreur la contamination allemande, prétendaient imposer leur idiome comme langue organique de l'État hongrois — ce fut l'effort de la Diète de 1832 à 1840. Or, cet idiome n'avait ni le prestige ni l'utilité de l'allemand, et rien ne légitimait sa suprématie.

La Révolution de 1848 se déchaîna en Autriche avec un

double caractère : libéral et démocratique contre l'absolutisme; et chez les peuples non allemands, nationaliste contre le régime tudesque ou magyar[1]. A peine l'émeute de Vienne a-t-elle donné le signal (13 mars) que se succèdent coup sur coup, comme des explosions, les manifestations des nationalités : à Lemberg, à Cracovie éclatent des démonstrations polonaises ; à Milan, les patriotes chassent Radetzky, ceux de Venise proclament la République avec Manin, et cette fièvre d'émancipation travaille bientôt les groupes non magyars de Hongrie : le 28 mars se révèle, dans une assemblée du comitat de Lipto, la nation slovaque ; puis s'agitent les Saxons transilvains ; les Serbes tiennent des comices nationaux à Carlowitz (3 mai) ; les Roumains à Blaj (Blasendorf) (15 mai). Mais un mouvement plus ample se dessinait : tandis que le Parlement allemand était convoqué pour le 18 mai, les Tchèques de Bohême conviaient tous leurs frères slaves de l'Empire en un congrès pour le 31.

Le congrès de Prague fut, si l'on en envisage les résultats pratiques, une déception : les frères slaves se convainquirent surtout des divergences qui les éloignaient, divergences de langues, au point que l'allemand servit aux communes délibérations ; divergences d'idées : car le panslavisme des Tchèques semblait aux Polonais et aux Croates catholiques trop large et trop compromettant puisqu'il englobait la Russie. Mais, au-dessus de ces divergences, planait l'idéal d'une Autriche transformée, d'un État fédéral où les nationalités jouiraient d'une complète égalité de droits. Le programme était formulé en toute netteté[2]. Et dès lors le conflit est ouvertement engagé

1. Pour toute cette période nous nous dispensons d'une bibliographie détaillée. Aux lecteurs français, nous recommandons l'œuvre de Louis Eisenmann, la plus richement documentée, de l'aveu des Autrichiens même, et d'allure si française, pour le récit et l'intelligence des événements. Nous signalons aussi le précis très vivant, très bien informé de Richard Charmatz, *Oesterreichs innere Geschichte von* 1818 *bis* 1907 (2 vol. de la collection *Aus Natur und Geisteswelt* (Leipzig, Teubner, 1908 et 1909).

2. « .....*soll die Grundlage zur vollkommenen Gleichberechtigung der Nationalitäten gelegt werden, aus denen das wiedergeborene Oesterreich als ein Föderativstaat bestehen soll* » (Adresse du Congrès slave à l'Empereur,

entre les deux doctrines : centralisme bureaucratique, de tendance et de tradition allemandes, fédéralisme *ethnique*.

Ce qui donne aussi au congrès Slave toute sa signification, c'est qu'il s'oppose comme un symbole au Parlement de Francfort. Palacky, au nom de ses congénères, récusa dans une lettre fameuse, toute représentation au Parlement allemand ; l'Adresse s'exprimait ainsi : « Les Bohêmes, Moraves et Slovènes protestent contre toute incorporation à l'Allemagne, qui restreindrait la souveraineté du monarque autrichien et qui placerait les peuples ci-dessus mentionnés sous la dépendance d'une assemblée législative étrangère ». Il importait aux groupes non allemands de dissocier l'Autriche de l'Allemagne, de ne plus s'intégrer dans un organisme auquel ils ne pouvaient s'assimiler, en dépit d'appels tentants et alors sincères[1].

Cette sécession d'avec le Saint-Empire Germanique, la Maison de Habsbourg en voulait écarter le fatal présage par un pieux culte de la dignité Impériale dont elle avait été revêtue, et surtout parce qu'elle sentait que son système gouvernemental s'identifiait avec l'hégémonie d'un groupe qui n'était plus qu'une minorité[2].

La cause des nationalités ne fut pas irrémédiablement compromise par la réaction qui survint en Autriche, comme ailleurs, contre les idées révolutionnaires. Elle avait

juin 1848. A. Fischel, *Materialien zur Sprachenfrage in Oesterreich* (Brünn 1902, p. 2). Le document ne fut pas remis, après la répression des émeutes de Prague par Windischgrätz.

1. On sait que le Parlement allemand de Francfort, inspiré d'ailleurs des sentiments les plus généreux, sanctionna lui-même le droit des nationalités, dans une profession de foi solennelle, votée le 31 mai 1848. « L'Allemagne désormais une est assez grande et puissante pour accorder aux groupes ethniques (*stämme*) grandis dans son sein, et qui parlent une autre langue, pour leur accorder sans jalousie et sans réserve tout ce que la nature et l'histoire leur attribuent : et jamais sur son sol, ni le Slave, ni le Schleswicois de langue danoise, ni dans l'Allemagne du Sud l'habitant de langue italienne, ni quiconque nous appartenant parle une langue etrangère, n'auront à se plaindre que leur nationalité (*stammesart*) soit lésée ou que la main fraternelle de l'Allemand se retire d'eux en cas de besoin. »

2. D'où la perplexité des Allemands d'Autriche au Parlement de Francfort (W. Schüssler. *Die nationale Politik der oesterreichischen Abgeordneten im Frankfurter Parlament*. Abh. zur mittleren und neueren Gesch. Heft. 51. Berlin, W. Rothschild, 1913).

trouvé son expression et sa définition — et cela était d'un heureux augure — dans l'éphémère Constitution que le Reichsrat, condamné à une sorte de retraite et de pénitence dans la petite ville de Kremsier, avait élaborée pour des temps meilleurs et que la Constitution octroyée du 4 mars 1849 avait confirmée.

Parmi les « droits fondamentaux » figurait celui-ci : « Tous les groupes ethniques (ou peuplades) de l'Empire ont des droits égaux. Chacun de ces groupes ethniques (ou peuplades) a le droit inviolable de préserver et cultiver sa nationalité en général et sa langue en particulier. L'égalité de droit de toutes les langues usitées dans chaque pays à l'école, dans l'administration et la vie publique est garantie par l'État[1] ».

On avait éliminé à dessein le mot de peuple (*Volk*) auquel avait été subtitué celui plus vague de *Volksstamm*. Qu'était-ce au juste que le *Volksstamm?* Qu'était-ce même que la nationalité, en général, ainsi cultivable ? L'exégèse demeurait ouverte aux deux partis contraires. Mais l'arrière-pensée des gouvernants n'était pas douteuse ; elle se résumait ainsi : tous les groupes ethniques ou *Völkerstämme* sont égaux, mais l'allemand leur est supérieur. Elle se traduisit d'ailleurs, et de la façon la plus explicite, dans la politique du ministère Bach, qui poursuivit la germanisation de l'école, de l'administration, de l'armée, et qui implanta — jusque dans la Hongrie vaincue et frémissante — la bureaucratie et le fonctionnarisme allemands. C'est dans ce système que se personnifia la patrie autrichienne[2].

1. Fischel, p. 5. A cet énoncé dogmatique s'ajoutèrent des revendications plus positives et réalisables : formation des circonscriptions électorales d'après la nationalité; règlement par les cercles intéressés de la langue et de l'enseignement dans les écoles, etc.

2. Au Parlement de Kremsier, Ladislas Rieger avait parodié le thème du patriotisme autrichien, en proposant la motion suivante : 1° Tout individu vivant sur le sol autrichien devra se munir d'une conscience autrichienne : 2° tout Polonais, Bohème, Italien, Magyar devra, dès sa naissance, être plongé dans les eaux du Léthé afin d'oublier que son histoire millénaire est plus ancienne que celle de l'Empire d'Autriche; 3° tout Autrichien devra, immédiatement après sa naissance, être peint en noir et jaune pour bien marquer son appartenance à l'État autrichien. (Gumplovicz, *Das Recht*, p. 84).

Mais ce régime fit faillite : il ne sut pas unifier ni concilier les éléments divers, sauf dans une haine commune contre l'hégémonie allemande.

Dans le cadre rigide qu'il avait façonné, un État pouvait se constituer, ou plutôt une bureaucratie, c'est-à-dire une armature, mais non une nation ni une patrie.

Aussi les sujets de l'Autriche, au lieu de se serrer autour d'elle aux heures de crise et d'humiliation, saluèrent avec une joie non contenue et exploitèrent ses défaites.

L'issue peu glorieuse de la guerre d'Italie contraignit le gouvernement à une amende honorable, c'est-à-dire à un retour au libéralisme constitutionnel : il s'exécuta par le Diplôme du 20 octobre 1860, qui promit un sort — c'est tout ce qu'il importe d'en signaler ici — aux « individualités historico-politiques » traduction pédante du *Volksstamm*, si ingénieusement trouvé à Kremsier. Cette simple allusion au droit historique mécontenta les Allemands.

Ceux-ci eurent leur revanche sous le ministère Schmerling, qui s'évertua à restaurer l'unité autrichienne, la Grande Autriche de marque germanique. La Patente de février 1861 assura, par le système électoral des curies, organisme social autant que politique, la prépondérance aux Allemands.

Cette réaction exaspéra ceux qui en étaient victimes, au point que le désastre de Sadowa, survenu peu de temps après la chute de Schmerling, fit l'effet d'un de ces orages qui balaient et purifient l'atmosphère. Mais les véritables et seuls vainqueurs, dans cette guerre, furent les Hongrois, et le résultat le plus manifeste en fut le Compromis, jusqu'ici le premier en date et l'unique [1], mais, pour toutes les autres nationalités, un exemple et un précédent.

Depuis cette séparation de corps qui n'a pas entraîné une complète séparation de biens, l'Autriche [2] et la Hon-

1. Le Compromis entre Hongrie et Croatie, la *nagoda* de 1868, est loin de donner au second de ces pays des droits égaux à ceux qu'obtint l'État hongrois. (Voir ci-dessous le chapitre : *Croatie*.)

2. Il s'est posé ici jusqu'à ces derniers temps, une question assez piquante : l'Autriche jouit-elle de la personnalité politique ? Officiellement, elle n'avait pas de nom : celui de la Cisleithanie n'est pas reconnu. Qu'on ouvre un document administratif, par exemple, un tome de la « statistique autri-

grie ont, chacune de leur côté, pâti comme ci-devant de la misère des querelles ethniques, *plus quam civilia bella*. Ce mal endémique a infecté les sources et altéré les fonctions de la vie nationale. En vain les gouvernements ont tenté, par une diversion naturelle, de rallier tous les peuples dans un effort commun vers la solution des grands problèmes économiques et sociaux : les intérêts les plus élevés et les plus généraux se rapetissent et se déforment dans le moule particulariste ; les luttes sociales se doublent du conflit des nationalités.

Avant de rappeler les épisodes les plus marquants de ce conflit, passons en revue les combattants en armes.

chienne », l'Empire d'Autriche n'est pas invoqué, mais le complexe des « royaumes et pays représentés au Reichsrath » ; la rubrique date de la Patente, d'ailleurs centraliste, du 26 février 1861. Dans celle de 1867, l'Autriche n'est mentionnée que « sous forme adjective » (Rauchberg, *Oesterreichische Bürgerkunde*, Vienne 1911, p. 68). L'Autriche a pris figure par opposition à la Hongrie : elle ne s'est constitué un état civil, sous ce vocable, qu'en octobre 1915 ; la date est significative.

## CHAPITRE II

### MÉTHODES ET RÉSULTATS GÉNÉRAUX DES RECENSEMENTS ETHNIQUES ET LINGUISTIQUES EN AUTRICHE

I

Plus qu'aucune autre, l'Autriche est intéressée au dénombrement des nationalités : le gouvernement a besoin de mesurer les forces numériques de ces groupes, pièces de ce jeu d'échecs qu'on appelle la politique autrichienne ; les nationalités aussi ont besoin de se compter.

C'est assez tard que l'État songea à cette entreprise, après 1840 [1]. Elle fut confiée au chef du département statistique, le baron Charles de Czœrnig [2], qui eut tout à créer, les essais individuels étant jusqu'alors rares et imparfaits, l'ethnographie ne possédant encore ni méthode ni technique. Czœrnig imprima à son œuvre une orientation tout ethnique : il détermina soigneusement les limites des groupes (par exemple, pour la première fois entre Polonais et Ruthènes, entre Polonais et Slovaques de Silésie) ; il traça des frontières à travers l'inextricable complication des zones mixtes ; il signala les métis, tercerons et quarterons, peut-on dire, de la nationalité ; dans le fouillis sud-slave, il démêla les Slovènes croatisés ou

1. Il faut rappeler cependant que Marie-Thérèse et Joseph II ordonnèrent des dénombrements, *Seelenkonsignationen*, *Seelenkonscriptionen*, en 1753, et de 1770 à 1780. Mais ces opérations qui portèrent sur les confessions, les professions, etc., négligèrent complètement la langue et la nationalité (A. Gürtler, *Die Volkszählungen Maria Theresias und Josef II 1753-1790* Innsbruck, Wagner, 1909).

2. V. la biographie et la liste des travaux de Czœrnig dans la *Stat. Monatsschrift*, 1889, p. 545.

serbisés, les Croates slovénisés, les Valaques croatisés, les Croates italianisés, les Italiens croatisés, tous ces croisements de dialectes, de costumes et de mœurs[1]. Sa carte fut assez avancée en 1848, année fatidique, pour paraître comme l'illustration de la question des nationalités[2].

Czœrnig n'a pas voulu que son image fût un tableau de la distribution des langues : les gens qui parlent allemand dans les villes de Bohême, déclarait-il, ne sont pas des Allemands[3]. Mais malgré lui, inconsciemment, il s'attacha plus au symbole linguistique. En effet, la nationalité est un facteur statistique des plus hasardeux et vagues. Il eût fallu préalablement tirer au clair ce concept et dénoncer le signe qui fût matière à recensement. Aussi, devant cette difficulté, les opérations de 1857 et 1869 se gardèrent de tout relevé de ce genre : par cette omission il semblait que l'État autrichien non seulement ne consacrât pas, mais effaçât en quelque sorte les nationalités[4].

Toutefois dans un agrégat polyglotte, comme la monarchie des Habsbourg, c'eût été un défi à la raison d'État et à la raison tout court, d'escamoter « ces individualités historico-politiques » que les constitutions avaient solennellement reconnues.

Mais la statistique en pourrait-elle saisir l'essence, la traduire en chiffres ? Les spécialistes s'étaient inquiétés du problème. Le Congrès international de statistique de Saint-Pétersbourg, en 1873, sollicita, pour éclairer sa

1. Cette constatation a reçu sa confirmation philologique : Hugo Schuchardt, *Slawo-Deutsches und Slawo-Italienisches* (Graz, 1885), a accumulé les exemples des fusions et métissages linguistiques.

2. Elle fut présentée à l'Académie des Sciences Morales de Paris par le comte de Beaumont, ambassadeur à Vienne (Czœrnig, *Ethnographie der œsterreichischen Monarchie mit einer ethnographischen Karte in 4 Blättern*, 1er vol., Vienne, 1857, p. VII). Le 2e et le 3e volume, consacrés à la Hongrie, avaient paru en 1855. C'est le 1er vol. qui contient la *Völkertafel* (d'après le recensement de 1851).

3. *Ibid.*, p. VIII et X.

4. Cependant, après le recensement de 1869, parut la carte de Adolf Ficker, qui n'est qu'une réduction de celle de Czœrnig (*Ethnographische Karte der œst. ung. Monarchie. Nach Frhr. v. Czœrnig's Karte in 4 Blätt. reducirt in 1 Blatt. Mit erklärendem Text*. Vienne, Prandel, 1870). Du même : *Die Völkerstämme der œst. ung. Monarchie* (Mitth. aus dem Gebiete der Statistik, Vienne, 1869, avec carte). C'est aussi d'après Czœrnig qu'est travaillée la carte de Petermann (Mittheilungen, 1864, carte 5).

religion, les consultations de trois hommes éminents et particulièrement intéressés en cette controverse, A Ficker, ancien président de la Commission centrale de statistique de l'Empire, Keleti, conseiller ministériel hongrois, Glatter, ancien directeur de l'Office statistique de la ville de Vienne. Ces trois auteurs s'accordèrent sur la difficulté de définir la nationalité, complexe où se mêlent les caractères physiques, les coutumes, le sentiment d'un passé et d'un sort communs, l'idiome ; c'est pourquoi ce dernier ne s'impose pas comme le signe unique et décisif[1].

Le Congrès de Pest de 1876, qui reçut le dépôt des Mémoires, ne les discuta pas, pour ne pas rouvrir un débat scabreux en terre hongroise.

Par bonheur, un ingénieux statisticien, Richard Böchk, avait proposé un facteur statistique que l'on adopta pour le recensement de 1880[2].

C'était la langue populaire — appellation vague et un peu bien démocratique en Autriche ; l'on préféra celle d'*umgangssprache*, langue usuelle ou courante : on crut tenir un instrument de précision[3].

On le préférait à la langue maternelle, que les recensements de l'Empire allemand enregistrent, et qui n'effarouche pas en Hongrie[4]. La langue maternelle peut, objectait-on, n'être plus pratiquée à l'époque du recensement, être même oubliée par l'individu transplanté hors de son milieu natal ; et cette langue se laisse malaisément déterminer dans les ménages bilingues[5] ; elle n'est pas d'ailleurs l'expression de la nationalité.

1. Plusieurs mémoires sur ce sujet furent publiés, que Gumploviez (*Das Recht*, p. 257 et suiv.) analyse et commente. Les études de Keleti, Glatter, etc., ont été présentées au Congrès de Pest (le 9e) qui eut lieu en 1876. (*Ibid.*, p. 264 )

2. *Die statistische Bedeutung der Volkssprache als Kennzeichen der Nationalität* (Berlin, 1866).

3. Gumploviez, *Das Recht*, p. 257, 264. H. Mayrhofer von Grünbühel, *Die Volkszählung in Oesterreich vom Standpunkte des geltenden Gesetzes, ihrer Durchführung und Reform.* (3e éd., Graz, 1900, p. 105 suiv.).

4. En Hongrie, comme il sera dit plus bas, ce n'est pas la « langue courante », mais la « langue maternelle » qui sert d'indice.

5. Mayrhofer prétend même (p. 107) que chez les classes élevées en Autriche les enfants ne parlent souvent d'autre langue que le français. La langue maternelle a cependant été reconnue comme langue de l'ensei-

L'*umgangssprache* satisfait et rassure les bureaucrates autrichiens, parce qu'elle n'implique aucune signification historique ou ethnique. Question très simple : quelle langue parlez-vous communément? « La réponse, affirme M. von Inama Sternegg, est en général aussi facile à donner qu'à contrôler [1]. » Il importe peu de savoir en quelle langue l'individu pense ; l'agent recenseur note celle dont il se sert, et cela suffit. Ce dénombrement linguistique, selon Rauchberg [2], est une opération administrative : le gouvernement autrichien ne prétend pas tenter une revue des groupes ethniques.

Ce sont là des échappatoires. Reste l'argument le plus plausible : l'*umgangssprache* jouit de la possession d'État ; quatre recensements, depuis 1880, lui ont conféré son statut et son éminente dignité. C'est sur elle seule que nous serons réduits à tabler ; un terme nouveau débouterait toute possibilité de comparaison.

Mais voici une constatation paradoxale : l'*umgangssprache* tout d'abord n'entre pas dans la hiérarchie des langues politiques ou administratives de l'Autriche ; mais elle se confond nécessairement avec une de ces langues.

Le statut fondamental de la monarchie cisleithane du 21 décembre 1867, reprenant dans son article XIX la formule pleine de sous-entendus et de malentendus des Constitutions antérieures, porte que « chaque groupe ethnique a un droit inviolable à maintenir et cultiver sa nationalité et sa langue. L'État reconnaît à toutes les langues en usage dans les pays de la monarchie (*landesübliche Sprachen*) un droit égal à être employées dans les écoles, l'administration et les divers actes de la vie publique. Dans les pays habités par des populations appar-

gnement; un règlement de l'examen de maturité, pour l'année scolaire 1850-1851, prescrivait que les épreuves écrites porteraient sur la *Mutter- oder Unterrichtssprache*, et sur une autre langue du pays (Fischel, *Sprachenrecht*, p. 96, n° 206).

1. *Die nächste Volkszählung* (Stat. Monatsschr. N. F. 5 Jahrg., 1900, p. 455).

2. *Die Bevölkerung Oesterreichs auf Grund der Ergebnisse der Volkszählung vom* 31 *Dec.* 1890 (Vienne, 1895, p. 14).

tenant à plusieurs races, les établissements d'instruction publique doivent être organisés de telle sorte que, sans être obligé d'apprendre une seconde langue, chacun puisse recevoir dans sa langue propre les éléments nécessaires à son instruction[1]. »

On a essayé de classer les langues par ordre de dignité ; d'abord une langue officielle (*amtssprache*), celle des actes du gouvernement central, de la diplomatie, de la législation : cet office devait être tenu par l'allemand, mais cette prétention n'a pu triompher[2]. Dans les provinces bilingues ou polyglottes, les nationalités n'ont pu supporter la prééminence d'un idiome privilégié, pour les délibérations de la Diète, pour la législation provinciale, etc. de sorte qu'en Bohême, l'allemand et le tchèque ; en Tirol, l'allemand et l'italien ; en Galicie, le polonais et le ruthène règnent concurremment : ce sont des *landessprachen* ou langues provinciales. Mais il est des idiomes moins qualifiés ; ceux qu'emploient certains groupes numériquement plus faibles ou de culture moins avancée, comme le slovaque en Moravie, le magyar en Boukovine. Ces langues usitées (*landesüblich*) jouissent cependant de certains droits ; elles sont autorisées dans les écoles élémentaires comme instrument d'éducation pour le peuple ; elles interviennent dans la vie communale que, dans les localités polyglottes, elles embrouillent et irritent singulièrement[3].

1. Dareste, *Constitutions modernes*, t. Ier, 1883.

2. V. l'historique de la question dans Poray von Madeyski (*Die deutsche Staatssprache oder Oesterreich ein deutscher Staat*, Vienne, 1884). L'auteur a été, au Reichsrat, rapporteur du projet de loi Wurmbrand tendant à élever l'allemand au rang de langue d'État. (A. Fischel, *Das oesterreichische Sprachenrecht* Introduction. H. Rauchberg, *Oesterreichische Bürgerkunde* p. 136).

3. Les législations provinciales sont de ce chef elles-mêmes très diverses et confuses. Il suffit de recourir, pour s'en rendre compte, aux manuels de droit public d'Ulbrich, Gumplovicz, etc. Le sommaire de Fischel (*Das oesterr. Sprachenrecht*), p. 382 et 389), est particulièrement édifiant. On formerait une bibliothèque avec les écrits sur la matière. Il est intéressant de comparer la législation autrichienne avec celle d'autres États à plusieurs langues. (V. Fischhof, *Die Sprachenrechte in den Staaten gemischter Nationalität.*, Vienne, 1884.)

Un récent exemple permet de mesurer la difficulté du problème. Au début de 1914, la Chambre belge a voté le régime de la langue de l'ensei-

On est pris, à parcourir la liste des résolutions, ordonnances, patentes, décrets auliques, décisions auliques, rescrits de chancellerie, circulaires et règlement d'administration publique sur la question linguistique, d'une irrésistible compassion pour les gouvernements de l'Autriche qui, depuis quatre siècles, s'évertuent contre la bureaucratie récalcitrante à édicter en quels idiomes leurs sujets seront jugés, commandés, enseignés, renseignés[1]. Et quelles délimitations jalouses ! Que l'on circule sur le réseau des chemins de fer d'État impériaux et royaux, affiches, inscriptions, avis, en allemand, dans les rayons de Vienne, Linz, Innsbruck ; dans celui de Villach, en allemand et slovène ; dans celui de Trieste, sur la section d'Istrie, en allemand, italien, slovène ou serbo-croate ; sur la section de Dalmatie, en allemand, serbo-croate, italien. Il est prescrit que le texte allemand figurera en tête ou au premier rang à gauche sur les affiches bilingues, ou au milieu sur les affiches trilingues.

Et la moindre infraction excite protestations, fureurs et interpellations au Parlement : les Tchèques s'indignent contre l'accolade d'un nom allemand à une station tchèque, sur le réseau de Prague, et un député allemand contre la tchéquisation d'un nom allemand sur les billets.

Les bulletins fiscaux, commerciaux, les pièces de procédure sont examinés avec passion : un propriétaire slovène a reçu de la perception de Klagenfurt sommation en allemand de payer ses impôts ; l'administration a délivré à un vétérinaire ruthène un passeport en écriture latine au lieu de caractères cyrilliques ; l'affaire est portée à la tribune du Reichsrat. La ferveur nationale dramatise tous ces incidents mesquins[2].

gnement; cette langue est la langue maternelle, langue « véhiculaire » en belge. Des dérogations sont autorisées dans l'agglomération bruxelloise, où les Flamands jouiront, s'ils le désirent, d'une éducation française, ce qui leur est interdit en pays flamand.

1. Le Ministre de la Justice est obligé constamment de rappeler à l'ordre les autorités judiciaires qui refusent de recevoir les pièces ou parfois de laisser plaider les avocats dans la langue du pays (Fischel, *ouvr. cité*, *passim*).

2. Ces incidents sont pris au hasard dans les débats parlementaires de la 20e session, 1909 (Chambre des Députés). Outre les comptes rendus sté-

Mais cela même confère au choix de l'*umgangssprache* une singulière signification. Choix qui n'est pas toujours spontané ou libre : qu'un Italien s'établisse parmi les Allemands, il prendra l'allemand comme *umgangssprache ;* s'il émigre en pays tchèque, il faudra bien qu'il parle tchèque et, suivant son intérêt, se laissera enregistrer sous la rubrique linguistique de son ambiance. Vienne comptait en 1900, plus de 232.000 habitants Bohêmes, Tchèques de naissance. Or environ 53.000 seulement se sont fait inscrire sous leur *umgangssprache* natale ; ainsi ont fait 25.000 Moraves, sur 175.000. A Trieste, 6.000 personnes originaires de Carniole ont déclaré parler italien : or en Carniole cet idiome n'est nulle part usité. On saisit par ces exemples la différence entre la langue maternelle et la langue couramment parlée[1].

Mais ce dernier élément statistique est moins illusoire, moins traître qu'il ne paraît. Il implique la consultation de la volonté, et le recensement s'élève ainsi presque à la signification d'un plébiscite. Qu'un individu se dépayse, adopte les coutumes du milieu étranger où il s'enracine, il ne peut effacer ses traits de race ni se dégager de ses hérédités. Mais le signe le plus manifeste qu'il donne de son adhésion à un groupe national, c'est la langue qu'il confesse, parce qu'avec la langue il s'assimile l'esprit, la culture de la province historique ou morale dont il se proclame citoyen. L'Allemand slavisé de Bohème qui déclare parler tchèque s'affilie à la nationalité tchèque ; on recueille des exemples — absurdes au point de vue statistique — mais touchants au point de vue patriotique, de la fidélité des individus à leur langue, c'est-à-dire à leur nationalité. Les districts abondent où une seule personne est enregistrée comme se servant d'une langue

nographiques des débats parlementaires (Reichsrat), on trouvera les résumés des discussions des Diètes provinciales dans la *Parlamentarische Chronik* (annexe de la *Politische und Wirtschaftliche Chronik der österr. ung. Monarchie,* publiée à Vienne depuis 1912 en fascicules mensuels par Karl Neisser, directeur des Archives de la Chambre des Députes).

1. Fr. von Meinzingen, *Die binnenländische Wanderung und ihre Rückwirkung auf die Umgangsspracke nach der letzten Volkszählung* (Stat. Monatsschr. N. F., Jahrg., 1902, p. 693-729).

usuelle, alors que tout le monde autour d'elle emploie la véritable langue courante. Nous relevons au hasard, dans le Tirol, 1 Slovène dans le district de Levico sur 15.000 habitants ; 1 Serbo-Croate sur 18.000 dans celui de Brixen ; 1 Ruthène sur 20.000 dans celui de Cavalese. Avec qui ces exemplaires égarés du slavisme converseront-ils couramment ? Ces cas isolés, qui sont des contre-sens statistiques, témoignent que la conscience parle souvent plus haut que l'intérêt ; et que, pour le commun des hommes, la nationalité s'identifie avec la langue. La manifestation est d'autant plus sincère que les querelles nationales sont plus vives.

Elle pourrait être, il est vrai, plus complète et sincère, si le recensement portait sur deux ou plusieurs langues[1]. Cette géographie linguistique est pratiquée, jusqu'à la plus minutieuse discrimination, par l'État hongrois qui se plaît à cette décomposition des groupes non magyars. On a songé aussi à la mise en valeur de la langue familiale, à condition que la famille soit homogène[2].

Mais pourquoi se dérober à une enquête franche et directe sur la nationalité même ? pourquoi ne point réserver une colonne spéciale à ce vocable qui défraie presque toute la vie politique et sociale de l'Autriche et de la Hongrie ? Théoriciens et parlementaires ont réclamé cette innovation[3]. Il serait piquant de confronter les notations de l'*umgangssprache* et de la nationalité.

Les statisticiens professionnels et les bureaucrates s'ingénient à démontrer l'inanité et le danger de cette sorte de monstruosité dans l'histoire des recensements[4]. Ils

1. Rauchberg, *Die Bevölkerung Oesterreichs*, p. 203. (Cf. Schimmer, *Die einheimische Bevölkerung Oesterreichs nach der Umgangssprache*, Stat. Monatsschrift, 1882, p. 105).

2. Mayrhofer, p. 109.

3. Mayrhofer, p. 188 suiv. A la Chambre des députés du Reichsrat, le député tchèque Kramař, proposant une loi de protection des minorités nationales, déclare que cette loi est impossible, avant qu'on n'ait mis fin à la duperie (*schwindel*) de *l'umgangssprache* (séance du 24 nov. 1909, Stenogr. Berichte XX, session I, p. 369[2]). A la séance du 23 juin 1910 (p. 3733), le même député dépose une résolution invitant le gouvernement à relever, outre la langue courante, la nationalité. Ce projet de résolution fut adopté.

4. Ein *Unicum* (Mayrhofer, p. 190).

objectent que les populations n'entendraient rien à ce concept abstrait et confus ; que cette sollicitation de la conscience nationale, encore endormie chez beaucoup, provoquerait plus d'agitations encore et de conflits ; qu'elle répugnerait aux ouvriers, socialistes et syndicalistes [1] ; qu'enfin elle autoriserait les fraudes et pressions des comités comme de l'administration. Comme dans tout plébiscite, l'ingérence officielle a beau jeu, surtout quand le plébiscité ne comprend pas toujours la nature et la portée de la question, quand par lâcheté humaine, pour la sauvegarde de ses intérêts matériels, il se range au parti le plus fort, quitte à cultiver sa nationalité dans le secret de son cœur [2].

Peut-être la politique autrichienne a-t-elle quelque raison de maintenir l'équivoque linguistique : elle a cette subtile intuition que l'*umgangssprache*, adoptée même avec répugnance, exerce à la longue son emprise sur l'individu, lui instille les idées du milieu où il vit ; et de la sorte les minorités, les enclaves étrangères finiront par s'assimiler à la masse qui les enserre et les pénètre. Elle prépare ainsi la formation de groupes homogènes et d'une teneur géographique, cadres d'un futur État fédératif. Thèse spécieuse à coup sûr, mais à laquelle les nationalités refusent de souscrire et de se sacrifier. Aussi contestent-elles à l'envi les chiffres du recensement.

1. *Ibid.*, p. 192. Assertion hasardée : le Congrès socialiste de Vienne en 1897 a décidé que le parti serait divisé en cinq groupes autonomes : allemand, tchèque, polonais, italien, sud-slave. Au Congrès de 1911, on a vivement disputé à propos de la fédération socialiste tchèque et du séparatisme dans la social-démocratie. Le syndicalisme donne le spectacle de la même scission en comités nationaux ; ainsi dans ces dernières années les syndicats tchèques de la Basse-Autriche ont voulu relever du Comité directeur de Prague en se séparant du Comité viennois.

2. Czœrnig le fils (*Die ethnologischen Verhältnisse des œsterr. Küstenlandes*, Trieste, Schimpf, 1885, p. 8) cite un cas curieux entre mille de cet abus. Près du lac Cepich, en Istrie, une population roumaine de race, qui adopte, il est vrai, le croate, a été attribuée d'office par les agents recenseurs à la nationalité italienne pour grossir le chiffre du contingent italien de la province.

Depuis lors les griefs ont pullulé. Outre les journaux, articles de revues, libelles, il suffit de parcourir l'Index des débats parlementaires, sous la rubrique *Volkszählung*, la plus fournie de ce document avec celle de *Nationalitäten-und Sprachenfrage*, pour se faire une idée des procédés de recensement.

Si donc l'on ne manie pas sans défiance les données que livrent les documents officiels, on concédera cependant que les pratiques des agents recenseurs n'ont pas altéré, dans leur portée, les résultats généraux, les seuls, à vrai dire, dignes de nous occuper ici [1].

## II

Le nombre des sujets autrichiens indigènes (étrangers non compris) ressort, d'après le dénombrement de 1910, à près de 28 millions (27.963872) [2]. Ce total se décompose en

| | |
|---|---|
| Allemands. . . . . . . . . . . . . . . . . . | 9,950,266 |
| Bohêmes, Moraves, Slovaques. . . . . . . | 6.435,983 |
| Polonais . . . . . . . . . . . . . . . . . . | 4,967,984 |
| Ruthènes.. . . . . . . . . . . . . . . . . | 3,518,854 |
| Serbes et Croates . . . . . . . . . . . . | 783,334 |
| Slovènes . . . . . . . . . . . . . . . . . . | 1,252,940 |
| Roumains . . . . . . . . . . . . . . . . . | 275,115 |
| Italiens et Latins. . . . . . . . . . . . . | 768,422 |
| Magyars. . . . . . . . . . . . . . . . . . | 10,974 |

1. *Die Ergebnisse der Volkszählung vom* 31 *december* 1880, 1890, 1900, 1910, *in den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern* (Oesterr. Statistik, vol. 5, fasc. 3 ; vol. 32, fasc. 1 ; vol. 63, fasc. 1 et 2 ; et Nouvelle Série, vol. I). Pour le détail, il faut consulter les *Spezialortsrepertorien* des divers *Kronländer* de la monarchie : le relevé de la population d'après la langue usuelle y est donné pour chaque localité ; c'est en comparant ces documents d'un recensement à l'autre que l'on constate la fluctuation des limites linguistiques.

Les mêmes données à peu près se retrouvent dans le *Gemeindelexicon der im Reichsrate vertretenen Königreiche and Länder* (publié aussi par la Commission centrale de statistique, imprimerie de la Cour et de l'État).

Cartes : Le Monnier, *Sprachenkarte von Oesterreich-Ungarn*, 1/1,000,000 (Vienne, Hölzel, 1888), portant toutes les localités, et représentant avec soin les îlots linguistiques.

Du même : carte 15 du *Physikalisch-statistischer Atlas von Oesterr. Ungarn* avec texte. La clarté de cette carte est compromise par la préoccupation de tracer tous les contacts et enchevêtrements des langues.

Held, *Sprachenkarte der westlichen Kronländer von Oesterreich nach dem Zensus von* 1880, 1/1,500,000. (Peterm. Mitth., 1887) avec texte.

Les recensements de 1900 et de 1910 contiennent une carte : *Die Vertheilung der Umgangssprachen in den Gerichtsbezirken der im Reichsráth vertretenen Königreiche und Länder nach den Ergebnissen der Volkszählung vom 31 december* 1900, 1/1,[illegible]0,000 (en 2 feuilles). Cette image administrative est corrigée par la notation précise des minorités.

On consultera aussi *Hickmanns Taschenatlas von Oesterreich-Ungarn* (Vienne et Leipzig, Freytag et Berndt), qui renferme la carte « des nationalités et langues » par provinces.

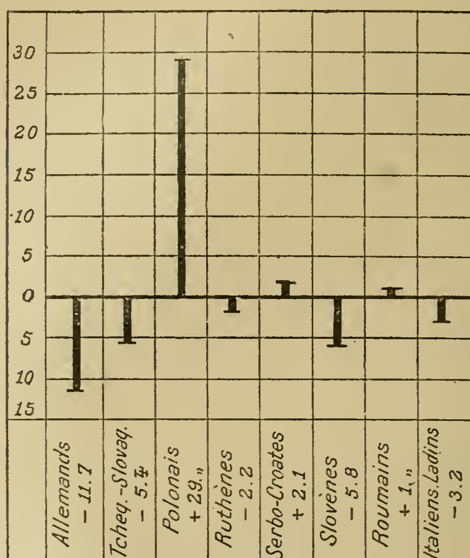
2. Ce dénombrement ne porte que sur la population présente.

| 0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 | Millions |
|---|---|
| | Allemands 9.950.266 |
| | Tchéq.Slov 6.435.983 |
| | Polonais 4.967.984 |
| | Ruthènes 3.518.854 |
| | Slovènes 1.252.940 |
| | Serbes, Croat. 763.334 |
| | Italiens Lad 768 422 |
| | Roumains 275.115 |

Ces chiffres témoignent, à première vue, que l'Autriche n'est pas un État allemand ; la nationalité allemande, avec ses 10 millions d'unités, s'oppose à 18 millions d'hommes. Mais ces 18 millions d'hommes sont divisés ethnographiquement et géographiquement, tandis que la masse germanique est compacte. La majorité numérique est dévolue aux Slaves dont le contingent dépasse 17 millions. Or, non-seulement les Slaves du Nord sont par un immense territoire séparés des Slaves méridionaux, mais les contacts des trois branches de la famille septentrionale ont été plutôt irritants. L'Autriche ne saurait donc passer davantage pour un État slave.

L'on peut cependant — à titre d'indication pour l'avenir — interroger le mouvement démographique pour apprendre lequel des éléments ethniques en présence se renforce ou s'affaiblit. De 1880 à 1910, la proportion des nationalités a varié ainsi :

PROPORTION DES NATIONALITÉS SUR 1.000 PERSONNES

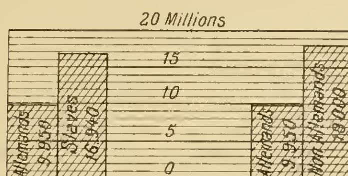



| NATIONALITÉS | 1880 | 1890 | 1900 | 1910 | (1880-1910) |
|---|---|---|---|---|---|
| | — | — | — | — | — |
| Allemands . . . . . | 367,5 | 360,5 | 357,8 | 355,8 | — 11,7 |
| Tchèques Slovaques . | 237,7 | 233,2 | 232,3 | 230,1 | — 5,4 |
| Polonais . . . . . . | 148,6 | 158,4 | 166,1 | 177,6 | + 29 |
| Ruthènes . . . . . . | 128,0 | 132,2 | 131,7 | 125,8 | — 2,2 |
| Serbo-Croates . . . . | 25,9 | 27,5 | 27,8 | 28,0 | + 2,1 |
| Slovènes . . . . . . | 52,3 | 50,1 | 46,5 | 44,8 | — 5,8 |
| Roumains . . . . . . | 8,8 | 8,9 | 9,0 | 9.8 | + 1 |
| Italiens, Ladins . . . | 30,7 | 28,8 | 28.3 | 27,5 | — 3,2 |

C'est donc la nationalité allemande qui a perdu proportionnellement le plus.

Mais rien de plus spécieux que ces taux proportionnels sur l'ensemble des nationalités. A localiser les chiffres, on saisit et l'on interprète les oscillations et rapports avec plus de précision. Où l'élément allemand s'est-il renforcé principalement ? Dans les pays de langue allemande, dans son milieu propre, où le gain a varié de 6 à 16 p. 100. La statistique révèlera cependant une progression de 33 à 34 p. 100, à Trieste et en Dalmatie, menace apparente pour la nationalité indigène. Mais les chiffres absolus

ressortent à 3.000 et à 775 individus. Les Tchèques se sont accrus chez eux de 7 à 9 p. 100 ; de 23 p. 100 en Silésie, grâce à un effectif de 34.000 recrues nouvelles dans cette dernière province. Mais leur progrès de 68 p. 100 en Boukovine n'est obtenu que par 405 unités.




A Trieste, la population croate s'est enflée de 433 p. 100 ; lisez : de 1952 personnes. Ces trompe-l'œil se réduisent à leur juste mesure quand l'augmentation de 416.000 Allemands en Basse-Autriche ne se traduit que par un pourcentage de 15,35 ; celle de 312.000 Tchèques en Bohême, par 7,93.

A ne considérer que le taux d'accroissement de chaque groupe ethnique, au regard de l'ensemble de la population, les Allemands ne se comportent pas trop désavantageusement.

| | AUGMENTATION P. 100 DE LA POPULATION TOTALE | |
|---|---|---|
| | **1891-1900** | **1901-1910** |
| Allemands | 8,38 | 8,50 |
| Tchèques | 8,82 | 8,07 |
| Polonais | 14,52 | 16,64 |
| Ruthènes | 8,71 | 4,24 |
| Serbes, Croates | 10,30 | 10,11 |
| Slovènes | 1,37 | 5,04 |
| Roumains | 10,45 | 19,12 |
| Italiens, Ladins | 7,67 | 5,68 |

Si les Polonais (surtout les Juifs), les Roumains l'emportent, rien d'étonnant : ils sont miséreux et prolifiques. Mais à comparer les groupes de plus haute civilisation matérielle et culture intellectuelle, le germanisme ne faiblit pas.

D'autres faits, que révèle la dynamique de la population,

seront-ils plus suggestifs et accusent-ils cette déperdition de forces allemandes[1] ?

L'énergie productive ou prolifique de la race allemande semble inférieure à celle des autres peuples de la monarchie.

Les régions purement allemandes dénoncent en effet une natalité inférieure à celle des pays où l'élément germanique est quantité négligeable : la Dalmatie, la Boukovine, la Galicie enregistrent en moyenne 10 à 13 p. 100 de naissances de plus que la Haute-Autriche ou le pays de Salzbourg. Des causes moins ethniques que sociales expliquent ces différences, compensées d'ailleurs en faveur des Allemands par la forte émigration des Slaves, par le taux de la mortalité infantile, plus élevé chez des populations plus pauvres et moins cultivées.

Toutefois les Allemands ont moins de jeunes enfants, dans l'ensemble, ainsi qu'il ressort de la comparaison ci-après.

| SUR 1.000 INDIVIDUS DE LANGUE | SONT AGÉS DE 0 A 10 ANS 1890 | 1900 |
|---|---|---|
| Allemande | 230.0 | 235,04 |
| Tchèque-Slovaque | 265,8 | 262,72 |
| Polonaise | 282,4 | 299,56 |
| Ruthène | 301,2 | 302,07 |
| Slovène | 264.9 | 262,03 |
| Serbo-Croate | 287,3 | 285,35 |
| Italienne | 248.5 | 241,93 |
| Roumaine | 301,9 | 299,46 |

Dans les provinces où Allemands et Slaves cohabitent, la toute jeune génération de cette dernière nationalité se prévaut déjà de la supériorité numérique.

1. Hainisch (*Die Zukunft der Deutsch Oesterreicher*, Vienne, 1892) compare les phénomènes démographiques chez les différentes nationalités d'après le recensement de 1880 ; Rauchberg (chap. x), d'après le recensement de 1890. Voir aussi Presl *Die weibliche Bevölkerung in Oesterreich und derer Fruchtbarkeitsziffer* (Stat. Monatsschr. N. F., 10 Jahrg. 1905, p. 499-541). L'auteur établit qu'en pays autrichien les femmes de plus de quarante ans trouvent des épouseurs, souvent plus jeunes, et que la fécondité chez ces femmes est plus accusée dans les régions alpestres que partout ailleurs, et de plus (tableau 2[illegible]) qu'en Styrie et Carniole, le taux des naissances allemandes dépasse le taux slovène ; en Tirol il est inférieur à l'italien. Le statut physiologique par nationalités est des plus difficiles à déterminer.

| | ENFANTS JUSQU'À 10 ANS POUR 1.000 PERSONNES[1] | |
|---|---|---|
| | ALLEMANDS | SLAVES |
| Bohême | 250,04 | 259,71 |
| Moravie | 237,37 | 272,36 |
| Styrie, Carinthie, Carniole | 240,18 | 270,04 |

Les Allemands tiennent le dernier rang, sans conteste : les Slaves l'emportent[2]. L'élément tudesque est menacé de s'accroître plus lentement que ses rivaux, parce que les mariages y sont moins nombreux.

SONT MARIÉS A L'AGE DE 20 A 30 ANS SUR 1 000 INDIVIDUS

| DE LANGUE | 1900 SEXE MASC. | 1900 SEXE FÉM. |
|---|---|---|
| Allemande | 338 | 321 |
| Tchèque-Slovaque | 375 | 355 |
| Polonaise[3] | 328 | 317 |
| Ruthène | 378 | 380 |
| Slovène | 326 | 321 |
| Serbo-Croate | 343 | 365 |
| Italienne | 332 | 327 |
| Roumanie | 381 | 385[4] |

Les mariages sont aussi plus tardifs chez les Allemands, et par conséquent moins féconds.

| | SONT MARIÉS A L'AGE DE : 21-30 ANS Hommes. | 11-20 ANS Femmes. | 21-30 ANS Femmes. |
|---|---|---|---|
| Allemands | 25,45 p. 100 | 1,54 | 40,73 |
| Slaves | 39,55 — | 5,19 | 60,88 |

Il est certain que, dans des conditions de vie et de milieu égales, les populations alpestres germaniques con-

1. *Die Ergebnisse der Volkszählung vom* 31 *Dezember* 1900 (2 Band. 3 Heft. p. XXXII).

2. Nous regrettons de ne point disposer de données précises sur les résultats des unions mixtes : Allemands et Slaves, Slaves et Italiens, etc. A notre connaissance du moins, ce sujet n'a pas été traité dans son ensemble, pour l'Autriche. La statistique hongroise est plus explicite.

3. Le taux des Polonais est inférieur à la réalité, car les mariages des Juifs, accomplis seulement selon la loi mosaïque, n'entrent pas en compte.

4. Il y a lieu de tenir compte, pour cette répartition, des pays à excédents masculins et féminins, excédents qui s'expliquent par l'immigration.

tractent des unions plus tardives, ont une durée de fécondité plus courte que les populations alpestres romanes ou slovènes[1]. Les conséquences sociales ou politiques de ce déchet se laissent augurer : les Allemands ne fourniront pas assez d'unités, d'énergies individuelles, pour les fonctions sociales. L'on incriminerait à tort leur infériorité physiologique ; leur supériorité sociale, l'aisance dont ils jouissent, génératrice d'égoïsme, leur rendent plus incommode et onéreux l'élevage de couvées, qui ne rebute pas les races encore ignorantes du confort. Ces races plus frustes se civilisent et s'enrichissent à leur tour. C'est alors que devant des adversaires égaux en valeur, supérieurs en nombre, que la nationalité allemande dans la monarchie autrichienne devra renoncer définitivement à l'hégémonie dont elle se targue encore.

La maîtrise même du Parlement échappe au germanisme.

Le Parlement est-il, comme s'en flattait le ministre M. de Gautsch, la « photographie » de la nation, photographie sur fond jaune noir de teinte spécifiquement autrichienne ? La réponse n'est pas douteuse, puisque l'image est aussi confuse et brouillée que possible.

De tout temps le système électoral de l'Autriche a été outrageusement compliqué. Jusqu'en 1873 le Reichsrat — plus exactement la Chambre des Députés — fut une émanation des Diètes provinciales, et par là même, un Parlement quasi fédéral, et déjà le champ clos des nationalités. C'est pour extirper ce vice congénital qu'un Parlement central fut institué, sur la base de la représentation des intérêts : aristocratie terrienne, chambres de commerce et d'industrie, bourgeoisie citadine, propriété rurale y eurent leurs mandataires. Cette représentation de classes ou de castes fut saluée, par une fiction abusive, et honorée comme représentation nationale. Régime combiné pour assurer la suprématie de l'élément allemand, maître des latifundia, des usines, des banques, des meilleures exploitations agricoles ; un cens élevé déboutait le misérable paysan slave. Le vote direct, dès 1873, fut une

1. Rauchberg, *Die Bevölkerung*, p. 42, 211.

prime à l'idée centraliste; le gouvernement crut possible — la pensée était à la fois généreuse et habile — de substituer aux fractions ethniques des « curies » sociales, commerçants, industriels, agriculteurs, uniquement voués aux questions économiques et temporelles. C'était encore faire le jeu des Allemands. Leur privilège fut ébranlé le jour où le gouvernement, alarmé de l'insolence pangermaniste, s'avisa d'élever à la dignité d'électeurs des populations de couches inférieures : la loi du 14 juin 1896, « rallonge à la table mise pour le peuple », créa une curie des citoyens sans étiquette ni qualificatif — ils ne se chiffraient qu'à 3.600.000 — à qui 72 mandats furent parcimonieusement attribués. L'inégalité entre les Allemands et les autres nationalités fut atténuée.

La démocratie ne se contenta pas de cette avance; elle revendiqua le suffrage universel. A son propre émerveillement, elle l'obtint, au bout d'une décade, par la loi du 26 janvier 1907. Quels motifs incitèrent les hommes d'État de la monarchie la plus conservatrice à cette innovation révolutionnaire? Il ne nous appartient pas ici d'éclaircir ce mystère; nous en relevons les résultats. Dès lors, sur les 516 sièges du Reichsrat les Allemands n'en occupent plus que 225. Mais la doctrine numérique ou majoritaire ne domine pas le régime électoral; on s'est efforcé de la concilier avec celle des valeurs sociales; les circonscriptions ont été dessinées d'après les agglomérations nationales et les signes extérieurs et matériels de richesse : à ce titre un essaim d'Allemands gros contribuables est doté de droits souvent plus étendus qu'une poussière de prolétaires slaves; la noblesse polonaise jouit de prérogatives électorales au détriment de la paysannerie ruthène, plus nombreuse [1].

Le Parlement ne reflète donc pas la proportion des nationalités : les Allemands auxquels sont dévolus, depuis 1911, 225 sièges, 43 p. 100 de l'ensemble, ne forment

1. Rauchberg. *Bürgerkunde,* p. 99. Les Diètes provinciales continuent à se recruter d'après la représentation des intérêts (p. 103).

qu'environ 36 p. 100 de la population totale, et la répartition fait tort aux Tchèques, aux Polonais, aux Ruthènes [1], etc. La « photographie » de la nation est savamment maquillée.

1. CHAMBRE DES DÉPUTÉS D'APRÈS LES ÉLECTIONS DE 1911.

| | POURCENTAGE DES PARTIS D'APRÈS LES SUFFRAGES EXPRIMÉS | POURCENTAGE DE LA NATIONALITÉ SUR LA POPULATION TOTALE (1910). |
|---|---|---|
| Allemands | 38,3 | 35,6 |
| Tchèques | 24,1 | 23,0 |
| Polonais | 14,8 | 17,8 |
| Ruthènes | 11,7 | 12,6 |
| Slovènes | 3,8 | 4,5 |
| Serbes | 0,2 | 2,8 |
| Croates | 1,8 | 2,8 |
| Italiens | 2,6 | 2,7 |
| Roumains | 0,7 | 0,9 |

D'après Rudolf Riemer et Fr. von Klezl. *Summarische Ergebnisse der Reichsrathswahlen von* 1911 (Stat. Monatsschr. N. F. XVI. Jahrg. 1911, p. 673-93).

# CHAPITRE III

## L'AUTRICHE ALPESTRE

(HAUTE ET BASSE AUTRICHE, SALZBOURG, STYRIE, CARINTHIE, CARNIOLE [1])

### I. — Les austro-allemands

### I

### La colonisation germanique.

Les Allemands se concentrent en une masse compacte qui occupe, à la vérité, plusieurs provinces géographiques et historiques : Vorarlberg et Tirol, les deux Autriches, Salzbourg, Styrie et Carinthie ; du lac de Constance jusqu'au seuil de la plaine hongroise, dans le sens horizontal ; des plateaux subalpins, au nord, à travers l'éventail des chaînes jusqu'aux coupures de l'Etsch et de la Drave moyenne, au sud Quoique ce cadre soit de structure tourmentée, il forme l'armature de l'État autrichien, et la population qui en est maîtresse est établie au cœur même de la monarchie ; elle commande la grande voie danubienne et les embranchements qui plongent dans les Alpes, réseau merveilleusement agencé par où pénètre la vie et comme le souffle de l'Europe. C'est ce lieu d'élection qui a longtemps assuré aux Allemands, malgré leur infériorité numérique, la primauté dont ils ont joui et dont ils ne veulent pas encore se croire dépouillés.

Ce domaine, ils l'ont conquis pouce par pouce, sur la nature et sur les hommes. Ils ne furent pas les rempla-

1. *Geographischer Jahresbericht aus Oesterreich*. Vol. VIII (1910). (*Die landeskundliche Literatur der österreichischen Karstländer in den Jahren* 1905-1908).

çants immédiats des pêcheurs qui bâtirent leurs huttes sur pilotis dans l'Attersee ou le Mondsee, ni des sauniers qui exploitèrent d'abord le Salzkammergut, ni des cultivateurs qui sollicitèrent du löss encore vierge des terrasses subalpines ses premières moissons, ni des prospecteurs en quête d'or et de fer, jusque dans les coins les plus sauvages [1]; mais ils ne trouvèrent pas non plus devant eux table rase. Il semble qu'une race assez uniforme — si l'on en juge d'après la toponymie — se soit ramifiée à travers les Alpes; race dont l'état civil reste encore mystérieux, population déjà métissée sans doute [2] qui subit la domination et la culture des Romains [3].

1. Otto Jauker. *Bemerkungen zur historischen Besiedlung der Alpen- und Karstländer* (Geogr. Zeitschr. 1908, p. 198-213, avec copieuses références sur la colonisation des Alpes-Orientales).

2. Cette couche ethnique à laquelle les Romains se superposèrent semble avoir été composée de Ligures, de Celtes, d'Illyriens et de Rhétiens, ceux-ci peut-être descendants des Etrusques. L. Steub (*Zur Namen-und Landeskunde der deutschen Alpen*. Nordlingen, 1885: *Zur Ethnologie der deutschen Alpen*, Salzburg, 1887) est un partisan de l'origine Étrusque. Les traces celtiques sont sensibles, mais assez rares. La toponymie fournit quelques indications : Danube « rivière puissante », Traisen « rivière rapide », Vienne (Findobona) « forteresse blanche ». (Goehlert, *Ueber Keltische Ortsnamen in Niederœsterreich* Mitth. Geogr. Ges. Vienne, 1869, p. 279-86). Un auteur, von Koch-Sternfeld, affirme de l'habitant du Pinzgau qu'il est par les mœurs, les usages, les noms, frère du highlander d'Ecosse (Schjerning, *Die Pinzgauer*, Forsch. zur Deutschen Landes-und Volksk. X, 1897, p. 11. Le nom même du Pinzgau serait dérivé du celte *Bisontio, Bisontum*). L'on trouve surtout dans les vallées reculées de petits établissements rappelant par leur nom bref et rèche ceux de l'Engadine et des pays rhétiens : Schletz, Retz, Schleinz, Nursch, Thern, etc. Ce seraient des vocables vieil-allemands, selon Rudolf Müller. *Vorarbeiten zur altösterreichischen Namenkunde* (Blätter. Ver. Landeskunde Nieder Oesterr. 1900. et communication à Oskar Firbas. *Anthropogeographische Probleme aus dem Viertel unterm Manhartsberge in Niederösterreich* (Forsch. Deutsch Landes-und Volkskunde, XVI. Bd, 1907, p. 511). Il y aurait donc eu, avant la venue des Bavarois, des occupants de race germanique, des Quades, peut-être. (Fr. Pichler. *Die Noreia des Polybius und jene des Castorius*. Mitt. Geogr. Ges. Wien. XL, 1897, p. 651 suiv. où est traitée la toponymie préceltique et celtique. Sur l'élément ligure, voir d'Arbois de Jubainville. *Les premiers habitants de l'Europe*, 2e éd. 1894, t. II, p. 68. 212.) Emil Frauer. *Die Bevölkerungsschichten Rätiens*. (Globus XCVI, 1909, p. 76-8) donne quelques noms d'origine illyrienne en Tirol, dans l'Engadine. Tout récemment Richard Braungart a émis la thèse que d'après leur outillage et leur technique agricoles ces peuples alpestres (Boiens, Vindeliciens, Rhétiens, Noriques. Taurisques. etc.) non seulement ne sont pas des Celtes, mais sont des Germains primitifs (Urgermanen) et très « vraisemblablement la souche de tous les Germains » (*Die Südgermanen*, Heidelberg, 1914, 2 tomes.)

3. Iung, *Römer und Romanen in den Donauländern*, 2e éd., Innsbruck 1887.

Les Romains tracèrent des routes, semèrent des postes fortifiés et dressèrent des camps aussi bien dans la région montueuse que sur les rives du Danube[1]. Sous la protection de leurs armes, des villes fleurirent, qui furent autre chose que des quartiers militaires, qui devinrent des centres de civilisation avec une vie municipale : la plus illustre est Vindobona. On sait avec quelle énergie les Romains défendirent la ligne du Danube contre les hordes barbares qu'attirait comme par fascination le pays aux fruits d'or. Marc-Aurèle s'épuisa dans cette lutte sans espoir. La frontière fut forcée; les aigles romaines firent retraite, les habitants cherchèrent refuge au fond des vallées écartées ou sur des hauteurs inaccessibles ; à plusieurs reprises, les flots successifs des barbares[2] allèrent déferler et s'éparpiller en montagne, où se bâtirent près des alpages les marcaireries. Vers la fin du VI[e] siècle, se produisit du sud-est une poussée. Par les couloirs qui s'ouvrent sur le bas Danube déboucha une peuplade slave, les Slovènes ou Wendes, talonnés par les Avars dont ils étaient les sujets ; ils envahirent par la Drave, la Mur, l'Enns, toute la contrée jusqu'au Tirol[3]. Ces Slovènes, une fois retranchés dans les Alpes, souvent dans les anciennes places romaines, s'émancipèrent du joug avar, et au début du VII[e] siècle (623) s'allièrent avec leurs congénères transdanubiens. Les Slaves avaient fondé une confédération puissante, un empire, dont le chef fut le mystérieux Samo. Le monde germain se sentit menacé : il s'ébranla[4].

1. Liste des *castella* et *oppida* chez Grund *Die Veränderungen der Topographie im Wiener Walde und Wiener Becken* (Geogr. Abh. hrsg. von A. Penck, VIII, 1901, p. 56). Ils sont situés surtout dans le bas pays et généralement au confluent des tributaires du Danube. En montagne étaient dispersés quelques postes que l'on croit retrouver dans les *walchenorte* : Walchen près de Gröbming, Walchesbach près d'Admont, Walhesdorf près de Judenburg. (Krebs, *Die nördlichen Alpen zwischen Enns, Traisen und Mürz* (*ibid.* 1903, p. 302).

2. Hérules, Ostrogoths, Rugiens, Lombards, Suèves, etc.

3. Krones, *Die Deutsche Besiedlung der östlichen Alpenländer* (Forsch. Deutsch. Landes-und Volkskunde III, p. 323).

4. K. Schober, *Die Deutschen in Nieder-und Oberœsterreich, Salzburg*, etc. (Die Völker, Vol. 1er) Prinzinger, *Zur Namen-und Volkskunde der Alpen, zugleich ein Beitrag zur Gesch. Baiern-Oesterreichs* (Munich, 1890).

Les Slovènes s'étaient avancés jusqu'aux confins des Bavarois. Ceux-ci déblayèrent leurs abords. Par étapes, ils s'insinuèrent jusque dans le Pustertal, mais s'établirent sur les avant-monts dans les parages assauvagis depuis la fin de l'ère romaine. Les bourgs fortifiés avaient été rasés, Ovilava (Wels), Lauriacum (Lorch ou Enns); Juvavum n'était plus que ruines. C'est là que vers la fin du VII^e siècle (d'autres disent du VI^e) arriva l'évêque de Worms, Rupert, qui avait converti et baptisé le duc bavarois Theodo. Juvavum ressuscita. C'est Salzbourg, qui devint le premier quartier général de la germanisation, de la christianisation, de la colonisation des pays alpestres : car les trois opérations marchent de front. Ce fut une éclosion d'ermitages, de monastères où de pieux défricheurs frayèrent l'accès aux colons. Il ne s'agissait pas seulement pour eux de gagner des terres, ils visaient encore à gagner des âmes; aussi l'effort fut-il dirigé contre les Slovènes païens. Les missionnaires n'eussent pas suffi, le bras séculier intervint. Charlemagne dut refouler les Avars, et incorporer à son Empire, pour empêcher ces retours offensifs, toute la Carantanie (ainsi s'appelait le territoire habité par les Slovènes) : il l'organisa en deux marches, l'Ostmark et le Frioul.

Alors commença pour la colonisation allemande une période plus active. Le premier essai avait été surtout ecclésiastique; désormais l'Église travailla de concert avec les seigneurs féodaux. Ordres religieux et propriétaires laïques appellent des paysans germains.

Ils les distribuèrent dans des métairies par le plat pays, les annexèrent aussi aux agglomérations slaves, de sorte que la germanisation fut moins brusque et moins radicale; l'occupation se fit sans plan. Elle fut bouleversée par l'irruption magyare de l'an 900, mais la civilisation allemande fut sauvée au Lechfeld en 955. Et dès lors les marches se constituent : Carantanie, Styrie, Carniole, et plus loin, Istrie. L'Ostmarck carolingienne s'agrandit jusqu'à la Thaya et la Leitha; l'écho de cette épopée emplit les Nibelungen[1]. Des châteaux-forts jalonnent les étapes de la recon-

1. Otto Kæmmel *Die Besiedelung des deutschen Südostens vom Anfang des 10 bis gegen das Ende des 11 Jahrhunderts.* (Leipzig Dürr 1909, p. 7).

quête (Ybbsburg, Wieselburg, Traisenburg, Herzogenburg) ; puis on s'attaque aux forêts qui couvrent le palier subalpin, dès le XI^e siècle, les religieux édifient d'abord des chapelles; des celles, près des premiers débroussements, et les bûcherons s'installent, comme en témoignent les localités en *schlag, reut, schwand;* puis aux XII^e et XIII^e siècles, les bois sont abattus pour le travail du fer dont les gîtes sont de longue date connus; les vallées s'animent du bruit des forges et des bocards. Ainsi s'annonce la fortune de l'Autriche.

La poussée en avant jusqu'à la Leitha et la March, le peuplement intensif ont pu s'accomplir parce que l'effectif des pionniers s'est renforcé : aux Bavarois, qui dominent s'ajoutent des équipes de Francs, de Hessois, de Saxons, de Souabes. L'architecture et les dialectes décèlent cette invasion composite. Mais les Bavarois ont été les plus âpres et les plus hardis : ils ont allègrement gravi les tertres qui hérissent la zone du flysch, planté leurs maisons sur les croupes, tandis que les Francs cheminaient humblement dans les bas-fonds [1].

C'est surtout le Bavarois qui a colonisé et germanisé le pays alpestre [2]. L'Autrichien (Allemand) est un Bavarois altéré sur place par l'isolement dans les vallées, peut-être aussi au contact des anciens habitants.

Ainsi se constitua, par une appropriation laborieuse, le domaine allemand, le *Volksboden* dans les Alpes [3]. Aujourd'hui l'on peut tracer une limite à peu près stable de la langue allemande dans l'Autriche alpestre, limite encore oscillante toutefois, non seulement au gré des con-

1. L'on distingue les deux modes de colonisation aux abords du bassin de Vienne (Grund, p. 80).

2. Krones, p. 447. Joh. Sepp *Ein Volk von 11 Millionen oder der Bayernstamm. Herkunft und Ausbreitung über Oesterreich, Kärnthen*, etc., Munich, 1882 (écrit polémique contre Tchèques et Magyars).

3. Voir Ernst Hasse. *Die Besiedlung des deutschen Volksbodens* (*Deutsche Politik* Bd. I *Heimatpolitik* Heft 2. Munich 1905). A la thèse ultra-germaniste de Hasse on pourrait opposer la thèse ultra-slaviste de Martin Žunkovic. (*Wann wurde Mitteleuropa von den Slaven besiedelt? Beitrag zur Klärung eines Geschichts-und Gelehrten Irrtums*. Kremsier 1907), qui considère les Slaves comme autochtones ou premiers occupants de l'Europe Centrale, d'après l'indice toponymique presque exclusivement.

tacts qui rapprochent et contaminent les peuples (cependant sur les frontières règne comme une hostilité instinctive de races qui maintient les distances)[1], mais encore au gré des recenseurs. Czœrnig, Ficker, Le Monnier, Held, Langhans ont dessiné ces contours capricieux, à des dates différentes, qui montrent le déplacement des jalons et repères[2].

A l'est, les Allemands débordent hors de la Cisleithanie sur les éperons alpestres qui expirent dans la plaine hongroise vers le lac de Neusiedl et le Raab; de ce côté le front de bandière des Magyars est couvert par quelques avant-postes croates. En Styrie et Carinthie ils poussent un coin sur les dernières arêtes qui bordent la Mur et la Drave, de Radkersburg à Marburg, puis longent de loin ou tantôt effleurent le cours de la Drave jusqu'à Klagenfurt, où leur colonie est puissante et fait tache au milieu des Slovènes. En amont ils franchissent la Drave jusqu'à la croupe du Dobratsch qui domine au nord le bassin de Villach et dont le pied méridional est baigné par le Gail.

Les Alpes Carniques se dressent entre eux et le groupe frioulien et italien, et vers le val d'Ampezzo ils touchent aux Ladins : c'est là la borne du Tirol[3].

1. Rarement les démarcations se tracent sur les saillies ou les barrières du relief ou le long des cours d'eau (Voir la *Sprachenkarte von Kärnten* à 1 : 200000 de Martin Wutte (Deutsche Erde, V, 1906, où sont figurées les limites successives.)

2. Czœrnig, I, 26. Les *Tafeln zur Statistik der Oesterr. Monarchie* (N. F. 1er vol.) ont donné en 1851 une *Nachweisung der Bevölkerung nach den Sprachstämmen*, base des travaux de Czoernig et Ficker. — Nous ne nous inquiétons pas ici des variations locales, confrontées par Schimmer pour 1869 et 1880. (*Die einheimische Bevölkerung Oesterreichs nach der Umgangssprache*, Stat. Monatsschrift, 1882, p. 105).

3. Outre les cartes spéciales à l'Autriche mentionnées déjà, il n'est pas inutile de consulter la carte de Nabert. *Karte der Verbreitung der Deutschen in Europa*, 8 feuilles à l'échelle 1/925000, Glogau, 1891. Cette œuvre, achevée après la mort de l'auteur par Richard Böckh, a été entreprise sous les auspices du *Schulverein* (Association scolaire) d'Allemagne ; et de ce chef elle est tendancieuse et suspecte. Kirchhoff (Verhandl. Geogr. Ges. Berlin, 1891, p. 358) y voit une expression de ce « chauvinisme anti-scientifique avec lequel cette Association exploite son dessein au fond si noble » (Cf. Peterm. Mitth., 1892, p. 163, et *Litteraturbericht* n° 527).

La carte de Kiepert (*Verbreitung der Deutschen in Europa*, 1/3.000.000e, Berlin 1887) a pour base, en ce qui concerne les pays autrichiens, la carte de Held.

Il faut consulter aussi l'œuvre cartographique de P. Langhans, arme d'une incomparable portée dans la lutte ethnique. *Deutscher Kolonialatlas* (Gotha Perthes, 1897). *Iustus Perthes' Alldeutscher Atlas... Unter Förderung*

A la vérité, ces frontières naturelles sont assez bien respectées. Les Allemands ne se sont pas aventurés en masse ni domiciliés dans les bas pays qui les environnent, ni en Hongrie ni en Croatie, ni dans le bassin du Tagliamento et de la Piave ; — à peine quelques essaims se sont-ils perdus au sud dans les *Communi* du Vicentin et du Véronais. — Ils ne se sont pas laissé solliciter par la pente des vallées qui leur ouvraient le chemin des contrées moins âpres, plus douces à l'homme. Ils sont restés fidèles à leurs Alpes, comme s'ils avaient eu le pressentiment que sur le versant méditerranéen ils seraient dépaysés, et dépouilleraient leur nationalité. Ils n'ont pas comme les Lombards et les Ostrogoths mordu à l'attrait du fruit d'or; ç'a été leur salut.

Si dans cette masse cohérente de 4.870.000 hommes (les deux Autriches et Salzbourg totalement, et les parties allemandes de Styrie et Carinthie) tout est allemand, tout n'est pas uniforme : types, dialectes, habitations, — pour ne nous arrêter qu'aux signes extérieurs, — présentent une assez curieuse variété.

## II

### La race austro-allemande.

C'est là une première constatation qui ressort des recherches anthropologiques, recherches encore peu poussées et qui n'embrassent que certaines catégories d'individus, les enfants des écoles et les recrues [1].

*des Alldeutschen Verbandes* 1900. *Deutsches Sprachgebiet in Mittel-Europa.* (Deutsche Erde VI, 1907. Wandkarten der « Deutschen Erde » n° 1, à l'échelle de 1 : 200 000°.)

1. Schimmer (*Erhebungen über die Farbe der Augen, der Haare und der Haut bei den Schulkindern Oesterreichs.* Mitth. Anthropolog. Ges. 1884. Supplément 1). Cette enquête n'a porté que sur les écoles élémentaires, à l'exclusion des écoles moyennes ou secondaires.

Vine. Gehlert. *Ueber Anthropometrie im Allgemeinen und insbesondere über die Körperlänge nach der ethnographischen Verschiedenheit der Völker der österr. ungarischen Monarchie* (Mitt. Geogr. Ges. Wien 1881, p. 378-89 avec un croquis cartogr.). L'auteur établit des groupes d'après les mensurations prises dans les 80 circonscriptions militaires, de 1870 à 1873, sur 1 520 000 conscrits. Il conclut « que la taille ne correspond pas toujours avec

Les enquêtes sont nécessairement partielles. Cependant celle qui porte sur les enfants englobe 16.452 *Volks* et *Bürgerschulen* élémentaires, à l'exclusion des écoles moyennes ou secondaires; et sur 2.377.624 enfants fréquentant ces établissements en 1880, on en a examiné 2.304.501, soit 97 pour 100. Les classifications ont été faites sur les principes adoptés au Congrès des anthropologues allemands de Wiesbaden en 1873, sur la motion de Virchow (type clair, type foncé, distinction des enfants chrétiens et juifs). Ceux qui manient ces données sont pris d'un légitime scrupule : des enfants on ne saurait conclure au reste de la population ; car avec l'âge, la couleur des cheveux s'altère, les blondins dégénèrent en bruns sinon en noirauds, et — remarque topique — les têtes plutôt allongées (mésocéphales) des bambins autrichiens se globulent à l'adolescence.

Quant aux relevés sur les conscrits, ils sont plus précaires : ils n'intéressent que des sujets de 21 à 23 ans, qui n'ont pas encore atteint tout leur développement physique, et ils ne s'échelonnent que sur de courtes périodes, parfois sur une seule classe.

Malgré ces réserves, il subsiste quelques observations suggestives.

Tout d'abord on n'a pas découvert de type autrichien. En revanche on a découvert parmi ces Germains de souche

la nationalité ». Mais les relevés tirent de leur nombre même une valeur appréciable, malgré l'ampleur excessive des provinces anthropométriques (par exemple, la Bohême Occidentale, Salzburg, le Tirol et la Carinthie en forment une seule).

Dr Weisbach, *Die Deutschen Niederœsterreichs*. Vienne, Hölder, 1892. — *Die Oberœsterreicher*, Mitt. Anthrop. Ges., vol. 24, fasc. 5, 1894. — *Die Salzburger*, ibid., vol. 25, fasc. 2-3, 1895. *Die Deutschen Kärntens*, ibid., vol. 30, 1900. (Weisbach a exclu, par excès de prudence, les individus à nom autre qu'allemand.)

Dr P. Myrdacz, *Die Verbreitung der zu Kriegsdiensten untauglich machenden Gebrechen der Wehrpflichtigen in Oesterr. Ung.* (Congrès intern. d'hygiene et démographie de Vienne, 1887, 4e partie, fasc. 25).

Zuckerkandl, *Die physische Beschaffenkeit der innerösterreichischen Alpenbevölkerung* (Zentralblatt der deutschen Ges. für Anthropologie, 1889, p. 457).

*Die Oesterr. Ung. Monarchie in Wort und Bild.* (Article spécial dans chaque volume).

O. Firbas, *Anthropogeographische Probleme*, p. 483, et les 4 cartes annexées, à 1 : 1 500 000.

bavaroise des variétés qu'expliquent peut-être les croisements avec les populations auxquelles ils se sont superposés et l'action de l'habitat.

Un premier trait générique est la médiocrité de la taille parmi les Autrichiens proprement dits : 1m,60 à 1m,69. Si nous considérons les trois provinces foncièrement allemandes, c'est la Haute-Autriche qui offre la plus forte proportion d'hommes petits ; chez les gens de la Basse-Autriche et de Salzbourg la stature est plus haute.

PROPORTION POUR 100.

| | TAILLE | | |
|---|---|---|---|
| | PETITE (1m,59 et au-dessous). | MOYENNE (1m,60-69). | GRANDE (1m,70 et plus). |
| | — | — | — |
| Haute-Autriche . . . | 10,29 | 60,22 | 29,47 |
| Basse Autriche . . . | 7,42 | 58,05 | 34,51 |
| Salzbourg . . . . . | 7,02 | 54,03 | 38,95 |

Les Allemands de Carinthie sont de plus belle venue : sur les 736 conscrits examinés par Weisbach, 33 seulement (4,04 p. 100) restent au-dessous de la moyenne. la plupart dépassent 1m,67. En quoi ils se rapprochent des Styriens. Les brachycéphales sont un peu plus grands que les dolicho.

Mais, en dehors des circonscriptions administratives, se révèle un phénomène d'ordre géographique. Le montagnard est plus petit que l'homme du bas pays ; en Basse-Autriche, sur 1.000 individus du bassin de Vienne, 226 dépassent 1m,70 ; sur 1.000 individus du district montueux de Wienerwald 136 seulement, et 118 dans le Waldviertel en Haute-Autriche.

D'une rive à l'autre du Danube, le contraste se laisse saisir : dans la plaine qui incline vers la Thaya, dominent les hautes statures ; vers les premiers contreforts subalpins de l'autre côté du fleuve, entre Krems et Vienne, vers Sant-Pölten et au delà de Wiener Neustadt, la baisse de la taille s'accentue[1].

Les conscrits des districts de la terrasse qui descend au Danube (Ried, Braunau, Scherding, Wels) ont une stature

1. Firbas, carte III.

de $1^{m},72$ ; ceux des hauteurs (Kirchdorf, Gmunden, Vœklarbruck) sont inférieurs de 6 centimètres. Faut-il attribuer cette influence déprimante au séjour de la montagne où l'existence est plus rude ?

Faut-il invoquer les conditions sociales, telles que le bien-être de la vie urbaine, qui donne à la sève humaine plus de poussée ? C'est le cas des Viennois et de ceux qui habitent les lieux de plaisance autour de la capitale. Faut-il déduire la moindre croissance du mélange avec une race plus ancienne, de petite taille, comme les Celtes [1] ?

Le même doute s'élève sur l'hypothèse de ce croisement à propos de la forme du crâne. Les brachycéphales l'emportent en nombre [2].

On a constaté que les Bavarois primitifs sont en majorité brachycéphales [3]. Mais les crânes les plus exigus ont été trouvés dans les coins les plus écartés, dans quelques vallées latérales de la Salzach, où sans doute s'étaient nichés les premiers occupants chassés de la plaine [4]. Ce qui est certain, c'est que du nord au sud à travers les populations allemandes, depuis la Mer du Nord jusqu'au fond des Alpes, l'allongement du crâne (dolichocéphalie) diminue graduellement jusqu'au parfait modelé de la tête ronde (hyperbrachycéphalie).

A la forme du crâne semble lié ce qu'on appelle le type,

1. Firbas, p. 492, explique la haute taille des gens du Quartier du Mánhartsberg soit par la présence d'une population germanique antérieure à l'arrivée des Bavarois, soit à une immigration postérieure d'Allemands de la Moyenne Allemagne.

2. Hyperbrachycéphalie. Rapport de la longueur du crâne à la largeur. 100 : 85 et plus.
Brachycéphalie. Rapport de la longueur du crâne à la largeur. 100 : 80-85.
Mésocéphalie. Rapport de la longueur du crâne à la largeur. 100 : 75 à 80.
Au-dessous de l'indice 75 commence la dolichocéphalie.

3. Weissenhofer et Langer, Ö. U. M. *Niederoesterreich*, p. 186. Cf. Schjerning, *Die Pinzgauer*, p. 45 ; l'homme du Pinzgau est trapu, musclé, généralement arqué de bonne heure.

4. Rabl, Ö. U. M. *Oberoesterreich und Salzburg*, p. 115. Heinrich Ploy. *Anthropologie des oberen Salzachgebietes* (Mitteil. Anthropol. Ges. Wien XXXVIII, Band 1908, p. 324-47, avec 2 fig. dans le texte) distingue sur les 423 individus du Haut Pinzgau qu'il a mensurés 316 indigènes, 48 tiroliens, 59 demi-tiroliens (*sic*) : les types se sont mélangés ; le Tirolien est plus grand, le Pinzgauer plus dolichoïde, héritage des ancêtres bajuvares.

c'est-à-dire la coloration des cheveux, des yeux, de la peau. Communément les Germains de haute stature au crâne allongé réalisent l'idéal du type clair : cheveux blonds et yeux bleus. Or l'Autrichien paraît sensiblement s'écarter du physique germain. Car dans les trois provinces de l'Autriche allemande, le type blond est moins représenté que le type foncé (yeux et cheveux bruns ou noirs).

EXCÈS DU TYPE BRUN SUR LE BLOND

Salzbourg, 11 p. 100. — Haute-Autriche, 5,9.— Basse-Autriche, 3,9. (Enquête scolaire)[1].

Là encore se laisse soupçonner l'action atavique d'une race foncée autant que brachycéphale, dont les anthropologues discernent sous l'enduit tudesque des traits originaux non oblitérés. Ils admettent que le noyau alpestre forma une province ethnographique, primitivement dévolue à l'*homo alpinus*, qui aurait servi de substratum aux couches de peuples successivement immigrés : Germains, Slovènes, Serbo-Croates, Ladins, Frioulans, Italiens.

Ce qui rend vraisemblable tout au moins la survivance d'une autre famille que la germanique, parmi les Allemands d'Autriche, c'est que le type foncé apparaît plus fréquent sur la rive méridionale du Danube que sur l'autre bord[2]; or la rive gauche est toujours restée indemne de toute colonisation soit celtique soit romaine.

Les avocats du germanisme originel, indélébile et impollu, professent que les purs Germains blonds, doyens des habitants de la vallée danubienne et des contreforts alpestres, ont subi un brunissage des œuvres des Bavarois de type foncé qui se sont épandus et ont essaimé le long de la grande voie de migration. Plus au Nord, sur la Thaya, le type blond garde toute sa candeur[3]. Voici encore un indice précaire. Les anthropologues attachent une singu-

1. Firbas (p. 491) appelle l'attention sur les conclusions contradictoires de Schimmer et Weisbach, le premier a examiné des enfants en nombre considérable, le second des adultes en nombre restreint.

2. 22,4 pour 100, rive droite ; 19 pour 100, rive gauche, d'après Schimmer, p. x. Firbas, carte I et II.

3. Firbas, p. 484 et suiv.

lière importance à un trait somatologique qui est la nuance des yeux : or, dans la zone alpestre, en Suisse, dans la Bavière entre Inn et Salzach, et dans la province de Salzbourg, la fréquence des yeux gris a frappé les observateurs. Un statisticien bavarois, v. Mayr, qui a poursuivi une enquête sur les enfants des écoles [1], professe qu'une tribu maîtresse de tout ce territoire aurait transmis ce caractère spécifique, et cette tribu, d'après Schimmer, aurait été de type foncé [2].

PROPORTION DES YEUX GRIS

Suisse, 41,6 pour 100. — Salzbourg, 41,9 (maximum en Autriche).

Mais l'on ne saurait ici raisonner sur les types parfaits, qui sont la minorité. En Haute-Autriche le type blond parfait comprend 181 individus sur 1.000 ; le type brun parfait 241 ; total 422 sujets dont l'état-civil anthropologique serait pur. Mais on en compte 578 qui sont mixtes. En Salzbourg 144 blonds, 254 bruns authentiques, total 398 classés ; mais il reste 602 inclassables autrement que sous la rubrique : divers.

Donc le peuple allemand d'Autriche est un peuple mêlé. On est allé plus loin, jusqu'à nier même la parenté ethnique entre les gens des provinces autrichiennes. Le Dr Weisbach, constatant que dans le pays de Salzbourg les hommes à cheveux foncés sont plus grands que ceux à cheveux clairs, et que le type clair est plus brachycéphale que le foncé, tandis que l'inverse se manifeste en Basse-Autriche, conclut à l'origine distincte de ces deux peuples (*verschiedene Völker*). L'argument est excessif, mais il dissipe toute prétention à l'unité ou à la pureté de race [3].

Peut-être la complexion allemande ressort-elle avec

1. Von Mayr, *Die bayerische Jugend nach der Farbe der Augen, der Haare und der Haut* (Ztschr. des kgl. bayr. stat. Bureaus 1875, fasc. 4).

2. Schimmer, p. XIX.

3. Sur un champ d'observation aussi exigu que le quartier du Manharts berg, Firbas (p. 44) décrit plusieurs types divers ; dans le district des vignobles au nord du Marchfeld, des individus à petite tête étroite, à long nez droit, blonds, et des faces larges, à nez courbe, de complexion brune. Un peu plus loin, de jolis types italiens, figure longue, nez courbe, grands yeux foncés, et les figures aplaties et le nez camard des Slaves. Ailleurs, faisant contraste avec le vigneron efflanqué, le cultivateur de corpulence plus molle, apparenté à l'indigène de la Haute-Autriche.

plus de relief dans les contrées où se juxtaposent deux nationalités, en Styrie et en Carinthie. En quoi l'Allemand diffère-t-il du Slovène [1] ?

Il semble d'abord que, chez le premier, la forme allongée du crâne, quoique relativement rare, apparaisse plus fréquemment que chez son voisin slave.

| | Brachyc. | (Hyperbrac.). | Mésocéph. | (Dolychoc.). | Mensurations. |
|---|---|---|---|---|---|
| STYRIE | | | | | |
| Districts allemands . | 76,4 p. 100 | (23) | 23,6 | (4,2) | (1,400) |
| Districts slovènes. . | 79,5 | | 20,5 | | (425) |
| CARINTHIE [2] | | | | | |
| Districts allemands . | 65 | (17) | 35 | | (981) |
| CARNIOLE | | | | | |
| Districts slovènes. . | 79,7 | (42,5) | 20,3 | (0,8) | (200) |

On constate aussi que le squelette de la face présente chez le Slovène d'autres caractères ; il est plus écrasé malgré la saillie des pommettes. Si bien qu'un anthropologue devine une filiation mongole, peu faite pour flatter les Slovènes [3].

Ceux-ci se revengent par la stature. Ils sont plus grands que les Allemands. Mais bien qu'on ait fouillé les ossuaires et mensuré les vivants, l'anthropologie n'en demeure pas moins inquiète de ces problèmes [4]. Elle ne

1. Gehlert. *Unters. über die Augen-und Haarfarben der Schulkinder in der Steiermark* (Stat. Monatsschr.. 6ter Jahrg. p. 407).

Zuckerkandl : deux études dans Ö. U. M. *Steiermark, Kärnten und Krain.*

Le même auteur (*Beiträge zur Craniologie der Deutschen in Oesterreich.* Mitt. Anthrop. Ges., 1883, p. 89) conclut que le dogme de la dolichocéphalie des Allemands est ébranlé : les nouvelles recherches ont démontré la brachycéphalie de la majorité des Allemands. Un exemple de la prudence avec laquelle il faut opérer est la trouvaille dans la crypte de Mödling de crânes qui se distinguent par l'étroitesse de l'orbite oculaire ; il paraîtrait que ces crânes sont ceux de Turcs morts devant Vienne en 1683 !

2. A noter ici que Weisbach compte chez les Carinthiens allemands un tiers de dolicho, et 51 p. 100 de brachy.

3. Ibid., *Steiermark*, p. 243.

4. D'après Ferdinand von Andrian, le petit coin d'Aussee et ses environs en Styrie aurait conservé une population slovène, qui avait maintenu ses droits et privilèges sous la domination bavaroise et dont la germanisation a été lente. La mensuration sur 74 vivants donne ce résultat : point de dolicho ; 14 mésocéphales, 51 brachy, 21 hyperbrachy. Dans les ossuaires, point de dolicho. Germains méridionaux et Slovènes seraient donc également affectés de brachycéphalie (*Die Altausseer.* Vienne Hölder 1905).

découvre partout que combinaisons capricieuses et décevantes et se défie de la classification des types ; la nature lui joue mille tours qui la déconcertent. La seule vérité qui s'impose, c'est que les hommes se croisent, se forment et se déforment à la barbe de la science, et qu'ils ne sont rien moins que jaloux de la pureté de leur espèce.

Plus encore que les types et les traits corporels, la langue s'est diversifiée parmi les peuples des Alpes autrichiennes. Elle s'est fragmentée comme le sol lui-même. Chaque groupe cantonné dans son val, dans son impasse, s'est fait son parler. Non seulement la phonétique et les formes ont évolué, mais il s'est créé sur place un vocabulaire local, inintelligible d'un district, d'un *gau,* au voisin. C'est une singularité sur laquelle insistent ceux qui ont étudié ces dialectes.

En général ces dialectes sont dérivés du Bavarois, mais avec d'infinies diramations et variantes. La Haute-Autriche se partage en trois districts dialectaux à travers lesquels on suit avec étonnement les transformations, les acrobaties d'une seule voyelle, l'*o*.

L'*a* aussi subit, dans les bouches bavaroises, des alliages, étirements, mouillages, par où se caractérise le parler des paysans, dans les *Fliegende Blätter : Kuh* devient *Kuah, grün* s'écrase en *grean,* etc. Dans le quartier du Manhartsberg cette éminente dignité de l'*a* est dévolue à l'*i :* on y prononce le haut allemand *Blut* non plus *Bluat,* mais *Bluid,* et d'autres déformations, ébauchées seulement en Bavière, s'épanouissent dans ce petit pays : on y dira *teif* pour *tief; doib* pour *dieb.* Mais vocabulaire et grammaire dérivent du Bavarois, sauf que l'idiome original a pris plus de relief et d'arête, dans l'aire du groupe blond, entre la limite du tchèque en Moravie et la ligne du Danube[1].

Les transitions sont sensibles pourtant entre contrées contiguës, et ajoutent encore à la complexité : ainsi dans la province de Salzbourg, le patois du plat pays (Flachgau) se rapproche du haut bavarois et de celui de la lisière danu-

1. Firbas, p. 497 et suiv. et carte III où est dessinée la limite du dialecte en *ui*.

bienne; celui du Pinzgau et du Pongau, du tirolien; celui du Lungau fraternise avec ceux de Carinthie et de Styrie.

Sans contester la prédominance du bavarois, on veut discerner aussi dans l'allemand autrichien des vestiges du franc : il se serait opéré entre les deux dialectes une sorte de métamorphisme, d'où serait sortie la langue de la cour et de la ville : la noblesse gardant une prédilection pour le franc, le clergé, plus fidèle au vieux bavarois. Mais le franc a été oblitéré quand à la suite des dévastations turques, qui ont provoqué un repeuplement, un nouvel afflux de Bavarois s'est épandu dans le bassin de Vienne, le Marchfeld et dans la montagne[1]. Cette thèse d'une colonisation franque est contestée par Firbas[2] qui professe que le phonème *ui*, familier aux indigènes du Manhartsberg comme à leurs congénères les Heanzen, établis aux confins de la Hongrie, appartient à la souche germanique primitive, et n'a pas été importé par les Francs. Il n'y a pas lieu ici d'examiner à fond ce problème. Mais il faut rappeler, qu'après la peste de 1679 et l'irruption turque de 1683, on fit appel non seulement à des Bavarois, mais aussi à des Souabes, à des Francs du Palatinat, et à des Croates[3].

Ne notons ici que quelques généralités. On observe que la prononciation devient à la fois plus rude et plus pure à mesure qu'on s'élève en montagne ! Si les gutturales sonnent plus rauques, les voyelles sont moins altérées, moins enflées en diphtongues : on voit là une preuve que la première colonisation germanique, dans les coins les plus écartés et les moins accessibles, a mieux préservé son langage.

La toponymie fournit-elle un indice de l'état civil des tribus colonisatrices? Les théories d'Arnold sur l'attribution des suffixes, qui ont fait loi pendant longtemps, sont

1. Dachler, *Beziehungen zwischen den niederösterreichischen, bayerischen und fränkischen Mundarten und Bewohnern* (Zeitschr. für oesterr. Volkskunde VIII, 1902, p. 81-98).

2. P. 501 et suiv.

3. Grund. p. 151.

aujourd'hui controversées. Peut-on affirmer encore que les lieux en *ing* ont été dénommés, sinon fondés, par des Bavarois, ceux en *heim* ou *hausen* par des Francs? Aucun groupe n'a le monopole de ces vocables, qui sont dès l'origine le bien commun de tous les peuples germaniques. Les auteurs s'accordent cependant sur l'origine bavaroise des *ing*, et l'on retrouve en effet en pays autrichien des réminiscences et des identités immigrées de Bavière [1]. Ce suffixe *ing*, accolé à un nom de personne, désignerait le domaine ou l'établissement d'un clan (*sippensiedlung*). Cet article de foi a été contesté [2]; le datif *ing* (*ingen*) signifierait vaguement l'appartenance : *chez les...* On a pensé aussi que les localités en *ing* sont liées au terroir de culture et manquent dans les cantons boisés et marécageux, sur le sol rocheux et nu, dans les lisières herbeuses; elles se sont développées sur les points d'élection des conquérants soit bajuvares, soit alamans ; les noms patronymiques sont de la plus pure et vieille marque germanique [3].

On admet aussi que les Francs ont repéré leur colonisation par des appellations caractéristiques : dans la Forêt de Passau, par la terminaison *raad* (essart), outre les villages de Frankenberg, Frankengrueb ; dans le Mühlviertel de la Haute-Autriche ou aux alentours du bassin de Vienne, Heiligenstatt, Hundsheim [4]. Les enquêtes toponymiques, si suggestives, n'autorisent pas cependant des conclusions de toute sûreté.

Les dialectes germaniques ont été contaminés par des infiltrations étrangères. Sur les confins slaves, la pénétration a été forcée : les Allemands de Carinthie ont emprunté des expressions et des tournures aux Slovènes

1. Hakel. *Die Besiedlungsverhältnisse des Oberösterreichischen Mühlviertels* (Forsch. Deutsch. Landes-und Volkskunde XIV, 1903, p. 46). Firbas, p. 509.

2. F. Kluge. *Sippensiedlungen und Sippennamen* (Vierteljahrsschr. für Sozial-und Wirtschaftsgesch. VI, 1908, p. 73-84).

3. S. Riezler. *Die bayerischen und schwäbischen Ortsnamen auf* ing *und* ingen *als historische Zeugnisse* (Sitzber. Kgl. Bayer. Akad. Philol.-hist. Klasse, 1909. 2te Abhandlung. 60 p.) Ce mémoire donne la bibliographie la plus récente du sujet.

4. Hakel. *loc. cit.* Grund, p. 107.

qui se sont montrés moins empressés à les payer de retour; sur les confins italiens, par Pontafel, se sont glissés des vocables romans : *numerell* (ombrelle), parapluie; *reschun*, raison, intelligence.

Bien que les parlers grossiers aient été cultivés, d'abord dans les Mystères, les jeux de la Passion (comme dans l'Oberammergau), dans la poésie populaire, soit narrative comme celle des Autrichiens des plateaux, soit lyrique, comme celle des montagnards de Styrie, l'école a répandu l'usage de l'*umgangssprache ;* mais celle-ci reste farcie de provincialismes. Il n'existe pas à vrai dire d'allemand autrichien, quoi qu'on ait voulu faire un sort à la langue de la Chancellerie de Vienne au XVI^e siècle[1].

La langue littéraire des Autrichiens allemands est la même que celle de la Grande Allemagne : car l'Autriche n'est qu'une province littéraire de l'Allemagne; et nombre d'Autrichiens voudraient pousser l'assimilation plus loin[2]. Rien de spécifiquement national dans la littérature et la poésie nées en pays autrichiens : s'il est vrai que les Nibelungen et la chanson de Kudrun soient l'œuvre de jongleurs autrichiens, que le Tannhäuser soit originaire du Lungau, la légende n'en est pas moins née dans l'imagination populaire de la race germanique, et l'Autriche allemande n'en a pas moins reçu de l'Allemagne sa vie intellectuelle. Il ne s'agit pas d'apprécier si, comme l'amour-propre autrichien s'en flatte, les productions de l'esprit autrichien se peuvent comparer sans désavantage à celles d'autres contrées allemandes. Ce qui est grave, c'est ce manque de personnalité, de nationalité intellectuelle. Assurément on ne niera pas qu'avec talent Grillparzer, Anastasius Grün, Rosegger, aient chanté leur patrie autrichienne : patriotes autrichiens, mais poètes allemands[3].

1. Von Muth. Ö. U. M. *Niederösterreich*, p. 253. H. Schuchardt remarque cependant que l'allemand autrichien s'est pénétré de slavismes, véhiculés par les officiers et fonctionnaires nomades. Il s'est formé aussi, grâce à la diversité d'origine des militaires, un *armee-deutsch* (*Slawo-deutsches*, p. 22).

2. Schuchardt exagère en déclarant (p. 23) que le parler viennois apparaît à l'Allemand du Nord comme *undeutsch*.

3. M. Marchand. *Les Poètes lyriques de l'Autriche*, loue, dans sa Préface, le génie autrichien qui se distingue du génie sec prussien. Mais la question

Et si l'on songe que l'Autriche a tenu pendant des siècles l'hégémonie de l'Allemagne, que Vienne a été la capitale de l'Empire, on est frappé de cette impuissance, attribuable peut-être au régime de compression politique et religieuse qui a sévi sur les États Autrichiens et qui aurait suffi à stériliser en germe les manifestations d'un génie national, s'il eût existé une nationalité autrichienne.

Il semble que ce génie ne se soit épanoui avec toute sa liberté et sa puissance créatrice que dans la musique, avec Haydn, Mozart, Beethoven, qui a vécu à Vienne, Schubert, Johann Strauss. Pourquoi cet art s'est-il si intimement adapté au génie autrichien ?

C'est peut-être que ce génie est plus sensuel que raisonneur et spéculatif, et que, sous le régime des Jésuites et « l'ère Metternich », il fut douloureux et périlleux de penser. D'ailleurs l'Autriche ressent déjà les effluves amollissants du Midi, d'où cette *gemüthlichkeit* et ce goût de l'amusement qui distingue les sujets des Habsbourg et que les gouvernants ont encouragé[1]. Mais nous ne nous flattons pas de pénétrer les mystères de la psychologie ethnique.

est de savoir si ce génie autrichien a modifié, dirigé, ennobli la pensée allemande.

Les critiques autrichiens ne se font pas illusion sur l'originalité littéraire de leur patrie — en dehors de la poésie dialectale — se contentant qu'elle fasse sa partie dans le concert allemand. V. p. ex. Lambel, Ö. U. M. *Ober Oesterreich*. p. 218. Il est curieux de noter l'hostilité de Grillparzer contre la Grande-Allemagne : Grillparzer s'affirmait avant tout Viennois (Ehrhard *Franz Grillparzer* 1900, p. 52-55, 501. A. Tibal. *Etudes sur Grillparzer* (Annales de l'Est, 28e année, fasc. 1, le chapitre intitulé : *Grillparzer et les Races*, p. 151 et suiv. Sur Rosegger voir A. Vulliod. *Pierre Rosegger. L'homme et l'œuvre* (Paris 1912-1914). Voir aussi Joh. Nagl und J. Zeidler. *Deutsch. oesterr. Literaturgeschichte. Ein Handbuch der deutschen Dichtung in Oesterreich-Ungarn*. Vienne 1907 et suiv.)

Sur l'esprit viennois des plus récentes générations voir R. M. Meyer *Die deutsche Literatur des* 19ten *Jahrhunderts*. p. 889. Enfin nous renvoyons aux suggestifs chapitres de l'*Histoire de la Littérature allemande* de A. Bossert 1901, p. 738-801.

Les Autrichiens se sont émus du dédain que les Allemands, et surtout les Berlinois, témoignent à leur littérature « neurasthénique, efféminée ». D'où la protestation sous forme d'anthologie de Ottokar Stauf von der March : *Wir Deutschösterreicher* (Vienne 1913).

1. Voir le spirituel chapitre de H. Wickham Steed sur *Vienne* et « *Vienne* » (*ouvr. cité* p. 308-15).

Le catholicisme avait poussé de profondes racines dans les pays autrichiens : les colonies allemandes étaient écloses sous le patronage ecclésiastique, et il semble que l'Église, qui possédait ses ouailles corps et âme, pût écarter des vallées paisibles tous les bruits du dehors. Pourtant les hérésies pénétrèrent dans ces parages reculés. La Réforme prêchée d'abord à Salzbourg, au centre même de la métropole religieuse, propagée dans la montagne par les ouvriers mineurs, enthousiasma puis souleva les paysans (insurrections de 1520, 1526). En Styrie, en Carinthie, les Allemands se rallièrent aux doctrines nouvelles répandues dans leur langue ; les Slovènes furent plus réfractaires.

Dans la seconde moitié du XVI^e siècle, tout le pays alpestre est conquis. Mais la contre-réforme fut si énergiquement menée par les dévots princes de la Maison d'Autriche que tout réintégra bon gré mal gré le giron de l'Église et n'en sortit plus[1]. En Carinthie, où les protestants sont le plus nombreux, c'est à peine s'ils dépassent 5 p. 100 de la population.

L'habitant des Alpes autrichiennes est, comme son voisin de la Bavière et du Tirol, profondément et naïvement religieux : son sentiment se traduit dans la poésie populaire, les *zellerlieder* (chants du pèlerinage de Mariazell), dans les mystères et jeux de la Passion. Mais à cette foi catholique se mêlent des réminiscences d'une mythologie plus vieille, qui se manifestent encore dans les coutumes.

De même que l'on interroge, pour établir la filiation ethnique d'un individu, son anatomie, ses traits extérieurs, de même veut-on que l'appareil technique, l'ossature d'une maison, décèlent l'origine des constructeurs. Les populations qui ont successivement pris pied dans les Alpes autrichiennes et les paliers subalpins ont différé, semble-t-il, dans le mode d'emploi des matériaux, dans l'adaptation au milieu géographique de leurs habitations:

1. Beaucoup de protestants furent exterminés aussi par les Turcs: les paysans protestants de la Basse-Autriche avaient accueilli cependant les Infidèles en libérateurs (Grund, p. 150).

d'amples enquêtes permettent de localiser et de classer les types[1]. Ces types ont pour caractéristique commune ici la disposition du toit qui repose sur des troncs courant suivant l'axe longitudinal du faîte et supportant des lattes et bardeaux maintenus par des pierres. C'est dans l'aire de la colonisation bavaroise que ce dispositif architectural domine[2]. Il s'applique aussi bien aux maisons d'un tenant qu'aux groupes de bâtiments. Les maisons d'un tenant (*einzelhof*), répandues en Haute-Bavière, dans le plat pays de Salzbourg et dans le « Quartier » de l'Inn, et qui ne pénètrent guère dans la montagne, renferment sous la même carapace le domicile des hommes et celui des bêtes et les communs : le lien vital et central est le corridor du rez-de-chaussée, appelé « la maison » ; écuries et étables en bas, grange en haut forment l'arrière-fond. En montagne, où le sol est moins plan, l'habitation se morcèle en un complexe assez irrégulier (*gruppenhof*, *haufenhof*) ; point de promiscuité

1. Bancalari. *Die Hausforschung und ihre bisherigen Ergebnisse in den Ostalpen* (Zeitschr. D. Ö. Alpenvereins 1893). *Das ländliche Wohnhaus in den Südalpen* (Globus LXVI, 1894, p. 137).

Haberlandt et Dachler. *Das Bauernhaus in Oesterreich-Ungarn*, hrsgb. vom Oesterr. Ingeniör. u. Architekt. Verein. Kühtmann. Vienne et Dresde 1906 : vol. de texte (220 p. 67 vues et 6 pl. croquis), atlas-album de 75 pl. et carte d'ensemble à 1 : 3.350.000. Cette publication complète et précise celle de l'Association des Architectes et Ingénieurs allemands : *Das Bauernhaus im Deutschen Reiche und in seinen Grenzgebieten* (Dresde Kühtmann 1901-3. Voir aussi Willi Pessler. *Die Haustypengebiete im Deutschen Reiche* (Deutsche Erde VII, 1908, p. 14-22, 45-52. 10 fig. photog., une carte en couleurs hors texte à 1 : 2.500.000e) J. R. Bünker sur la Maison de Styrie (Wörter und Sachen Bd 1, Heft. 2 (1909) K. Rhamm. *Ethnographische Beiträge zur germanisch-slawischen Altertumskunde* 2te Abt. Erster Teil : *Urzeitliche Bauernhöfe im germanisch-slawischen Waldgebiet* (Braunschweig 1908). Selon cet historien, l'habitation paysanne des Bavarois méridionaux dérive d'un type scandinave, dont les éléments essentiels sont la pièce où l'on fait du feu, et la cour circulaire (p. 805-1058 : *der südbajuvarische Bauernhof in seinen skandinavischen Beziehungen*).

Nous ne signalerons pas ici les études locales. On en trouvera la nomenclature dans le Geogr. Jahresber. aus Oesterr. VI, Jahrg. 1907. p. 112. Le résultat des enquêtes a été présenté par Viktor von Geramb. *Der gegenwärtige Stand der Hausforschung in den Ostalpen, mit besonderer Berücksichtigung der Grundrissformen* (*ibid.* 38 Band 1908, p. 97-135 avec 32 figures dans le texte ; Cf. 39 Band 1909, p. 280 et 359). Sans tenir compte du type le plus primitif, baraque de berger ou de bûcheron, l'organe fondamental de la maison est la pièce à foyer avec ou sans cheminée, à laquelle s'accolent les autres locaux.

2. Ces données ont été systématisées par Grund dans son chapitre *Die Ergebnisse der Hausformforschung*, p. 84-102, avec croquis dans le texte.

ou de contiguité entre hommes, animaux, outils, provisions ; ce complexe se régularise, principalement en Basse-Bavière et dans la Forêt de Bohême, en un quadrilatère. Ces mêmes types, les deux derniers surtout, se retrouvent dans la tranche orientale de l'Autriche alpestre, mais sous un toit d'un autre style, le toit à chevrons ; sur le pourtour du bassin de Vienne, l'ensemble quadrangulaire, où les corps de bâtiment se soudent, et l'agglomération, fréquente en Carinthie, d'où l'épithète : carantanienne.

Ces cinq types de la zone méridionale affirment leur parenté par l'aménagement interne ; la cuisine y conserve son individualité; elle ne se confond pas, comme dans le domicile franc ou alamannique, avec la pièce principale, qui est le vestibule ouvert ; de sorte qu'avec ce qu'on qualifierait ambitieusement de salon (*stube*) l'on compte trois compartiments essentiels [1].

La configuration extérieure les diversifie. Dans le Quartier du Manhartsberg, dans le bassin de Tulln, ce complexe dessine une houe (*hackenhof*), grange ou cellier perpendiculaire à l'habitation ; dans la région de Vienne, maisons et communs s'alignent (*reihenhof*) [2]. Dans le « pays des Bosses », le seuil accidenté d'entre Danube et Forêt Noire, la grande ferme carrée, massive, luisante sous son badigeon blanc, s'étale au milieu des labours, tandis que vers la lisière des bois, la bâtisse s'étrique en un rectangle, dont la façade de front est percée d'une grande porte cochère ; c'est un vestige de la colonisation franque, qui coïncide souvent avec un suffixe témoin du débroussement (*schlag* etc.). Parfois la porte cochère entame un coin de la ferme carrée (*vierkant*) : mariage du style franc et du bavarois [3].

On s'efforce de discerner la conception architecturale de chaque tribu : quel est l'apport ethnique des Bavarois ou des Alamans, et en quelle mesure ont-ils modifié le

1. C'est la tripartition (*dreiteilung*) de Grund. Cf. R. Meringer, *Das deutsche Haus und sein Hausrat* (Aus Natur-und Geisteswelt n° 116). Leipzig 1906.

2. Firbas, p. 516.

3. Hakel, p. 66.

plan des demeures qu'ils ont trouvées devant eux : celto-romanes ou rhétiennes[1]? Les types ont essaimé en dehors de leur milieu natal (géographique ou politique); la maison alamannique s'égrène du Vorarlberg au cœur du Tirol et vers le massif de l'Oeztal, c'est-à-dire envahit l'aire de l'idiome bavarois; la maison bavaroise s'est égrenée dans les Alpes-Orientales jusqu'aux confins de la Hongrie, jusqu'à la zone italienne et slovène. Les habitations germaniques ont servi de modèle aux Magyars et aux Slaves. Enfin, d'une génération à l'autre, les motifs, les décors, la distribution des locaux se sont transformés, et l'uniformité moderne a fait son œuvre, oblitérant la valeur documentaire des maisons, ou engendrant, surtout dans la montagne, un style conventionnel ou postiche, pour l'amusement du touriste.

Anton Dachler, sur sa carte des maisons paysannes en Autriche[2], a systématisé les données. Dans l'Autriche alpestre, c'est la maison bavaroise qui prévaut depuis les Monts de Bohême jusqu'à la Drave. Mais que de « formes » diverses, allant de la maison isolée aux fermes accolées : des cartons montrent la variété des dispositifs ; en pays de Salzbourg, les locaux d'habitation séparés par l'aire où l'on bat le grain, de l'écurie et de la grange (*niedertennhaus*), le tout sous un toit unique ; ailleurs, où l'aire est remplacée par un vestibule (*hochtennhaus*) ; ailleurs le *paarhof*, où un espace découvert s'étend entre la maison et les communs ; ailleurs la ferme en croix (*kreuzhof*) où logis et granges parallèles sont reliés par les écuries et étables, type cantonné dans le petit bassin métallurgique de la Basse-Autriche ; en Styrie et Carinthie, se trouve encore la maison à foyer (sans cuisine), d'où la fumée s'échappe par un trou percé dans le plafond : ce

1. Voir sur ce problème Meitzen *Siedelung und Agrarwesen der Westgermanen und Ostgermanen*, etc. III, p. 231 suiv.

2. *Karte der österreichischen Bauernhausformen*. (Supplément VI 2 zum XV Bande (1909) der « Zeitschrift für österreichische Volkskunde » Vienne. En commission chez Gerold et C^{ie} ; 9 pages de texte, carte en couleurs hors-texte, sans indice d'échelle). La classification de Dachler a été critiquée par Rhamm (Mitt. Anthropol. Ges. Wien 39 Band, 1909, p. 204 suiv.) Dachler aurait trop germanisé les maisons magyares et slaves.

*rauchstubenhaus* semble un legs des plus anciens occupants.

En région slovène les formes franques ont été adoptées.

Est-ce dans le choix et la distribution de l'habitat que se révèle un trait de race allemand ?[1] Tacite l'avait signalé : « colunt discreti ac diversi », écrit-il des Germains.

Le paysan allemand de l'Autriche a-t-il hérité ce goût pour l'isolement de son ancêtre germain et fuit-il de parti pris la société de ses congénères? L'image du peuplement ne justifie que partiellement l'observation de l'historien romain, qui s'appliquait d'ailleurs à une des étapes de la migration, à un moment particulier de l'évolution sociale. Suivant la nature du terroir, ou les nécessités de l'exploitation, les établissements se disséminent ou s'agglomèrent. Ainsi dans le coin d'entre Danube et Forêt de Bohême qu'on dénomme Mühlviertel, les écarts (*einzelhöfe*) se limitent en un canton cerné par les villages ; ils n'empiètent pas sur la marge proprement danubienne où affleure le granit. La ferme se juche sur un mamelon ou un socle découpé par des fossés ou rigoles ; de là elle domine ses champs ramassés en un bloc assez compact, retranché souvent derrière un étang ou un ravin ou une bordure de friches[2]. *L'einzelhof* occupe aussi la zone ondulée du flysch, une bande de grès et de marnes, qui sert d'avant-palier aux Alpes calcaires[3] Mais le régime du clan, composé de la famille et des serviteurs et vivant sous la souveraineté patriarcale du propriétaire, disparaît peu à peu grâce à la facilité du déplacement et au drainage par les centres industriels du peuple campagnard. Dans la montagne, les hommes se cherchent et souvent s'associent : dans les Alpes, les villages s'accrochent aux versants ou garnissent les terrasses, tandis que les points de rassemblement, auberges, gares, s'installent dans le fond de vallée. Près des anciens halliers sont éclos des hameaux de

1. Sur la distribution géographique de la population dans les Alpes-Orientales, d'après la nature du terroir et la végétation, voir Norbert Krebs, *Die bewohnten und unbewohnten Areale der Ostalpen* (Geogr. Ztschr. XVIII 1912, p. 443-54 avec bibliographie).

2. Hakel, p. 51.

3. Krebs, p. 85.

défricheurs (*waldhufendorf*) ou de bûcherons. Ces agglomérations sont égrenées sans ordre, épousant les accidents du relief : c'est le *haufendorf*, le *village en tas;* mais souvent aussi, elles s'allongent docilement sur les rives d'un cours d'eau, dessinant le *strassendorf* ou *gassendorf;* c'est le type le plus fréquent dans le Quartier du Manhartsberg, qui ne connaît pas l'habitation isolée ; pour peu que la vallée s'élargisse, deux rangées de maisons se font face, et parfois aussi des communautés géminées se répondent d'un bord à l'autre [1]. Le nombre des immeubles bâtis se multiplie dans les contrées à vignobles, où la terre plus généreuse se laisse plus aisément partager. En somme, ici aussi, s'accuse la distinction entre le *paysan* et le *vilain* ; mais même le paysan, jaloux de son indépendance, sort de sa solitude pour visiter les *märkte* qui émaillent le pays autrichien, vieilles bourgades ou paroisses, souvent haut perchées pour servir de rendez-vous aux sylvains ou aux marcaires [2].

Pendant la belle saison, les alpages s'animent, et les huttes isolées ou les hameaux reçoivent leur population estivale de pastoureaux, de vachères, qui demeurent entre 1.500 et 2.000 mètres; la transhumance a été pratiquée dès avant l'ère romaine, où l'industrie laitière (vaccaritia) dut payer l'impôt. Les Slaves grimpèrent par les vallons latéraux écartés, alors que les Romains n'avaient colonisé que les principales vallées. Ce mode de peuplement, qui survit, fait l'objet aujourd'hui d'une curieuse enquête [3].

1. Firbas, p. 521.

2. Hakel, p. 52. Voir une étude détaillée de quatre finages du Lungau par J. R. Bunker (*Dorffluren und Bauernhäuser im Lungaa* (*Herzogtum Salzburg*) Mitth. anthropol. Ges. Wien 39, Band 1909, p. 66-86 : 178-209, avec 37 figures dans le texte, 4 plans eadrastraux hors texte). Le terroir à canevas cultural irrégulier est de colonisation slave ; les Allemands ont distribué leur ban plus géométriquement.

3. R. Sieger. *Die almstatistiche Probeerhebung in der Steiermark* (Mitteil. Geogr. Ges. Wien Bd 54, 1911, p. 305-23, avec bibliographie du sujet). Sous l'inspiration du Prof. Sieger, deux études ont paru : Alfred Peintinger. *Zur Geographie und Statistik der Almen im Hochschwubgebiete* (*ibid.*, p. 324-35). Hans Wallner. *Die jährliche Verschiebung der Bevölkerung von der Siedlungsgrenze durch die Almwirtschaft im Lungau* (*ibid.*, p. 358-403, avec 3 figures dans le texte.)

## III

### La population : l'infiltration slave

Dans son domaine, la masse allemande est à peine entamée. La Haute-Autriche et la province de Salzbourg surtout sont presque intactes[1]. Des corpuscules étrangers s'insinuent toutefois dans le bloc et ne sont pas encore entièrement absorbés.

Ces petits noyaux résistants sont Tchèques et Moraves : au nombre d'environ 2000 en Haute-Autriche sur 843.000 habitants, de moins de 200 en Salzbourg sur 208.000 habitants ; il est remarquable qu'ils aient eu le courage de confesser leur langue. Ils sont dispersés par minuscules essaims : les plus forts, 5 à 600 individus, sont signalés dans l'arrondissement judiciaire de Wels.

La Basse-Autriche semble, à entendre les cris d'alarme des pangermanistes, livrée en proie à l'envahisseur Tchèque. C'est un investissement en règle : du Nord-Ouest, gravissant le Greinerwald, un des derniers contreforts de la Forêt de Bohême, ou moins romantiquement par le train de Budweis, ils s'égaillent en deçà de la frontière. Plusieurs communes où en 1890 le recenseur n'avait à inscrire que de loyaux Allemands ont retrouvé depuis cette date un patriotisme slave insoupçonné : Schwarzbach en 1890 était peuplé de 692 Allemands, sans un seul Slave ; en 1900, sur un mot d'ordre venu de Bohême, il s'y découvre 512 Tchèques ; les Allemands authentiques ou fidèles se sont fondus à 219. Outre les causes naturelles, on invoque la survenue de fonctionnaires, d'employés de chemin de fer et d'ouvriers tchèques, et aussi la réaction du clergé contre le maître d'école germanisateur [2].

1. Sur 1 000 individus sont Allemands d'après l'*Umgangssprache*.

| | 1880 | 1890 | 1900 | 1910 |
|---|---|---|---|---|
| Haute-Autriche | 994,80 | 994,54 | 993,88 | 996,99 |
| Salzbourg | 997, | 997,37 | 995,20 | 997,35 |

2. Franz Nowotny, *Die sprachlichen Verhältnisse Niederösterreichs auf Grund der Ergebnisse der letzten Volkszählungen von* 1890 *und* 1900 (Deutsche Erde III, 1904, p. 97-102. Carte en couleurs à 1/1.250.000). L'au-

Vers le Nord-Est, par le couloir de la Morava (March), les Tchèques se sont insinués ; mais depuis les dernières années l'élément slave s'est plutôt affaibli, quelques minorités se sont éteintes. Ils étaient, dans ce coin, dont Mistelbach est le chef-lieu, 8.243 Tchèques en 1890 ; ils se comptent 8.250 en 1900, ils sont retombés à 6.931 en 1910. Mais les moindres gains de leurs adversaires chagrinent les Allemands, parce que l'infiltration est constante, provoquée par l'industrie ; les Slaves, les Slovaques, les Moraves sont des gagne-petit qui se contentent de salaires minimes et par là concurrencent ou évincent la main-d'œuvre allemande ; et le clergé, les grands propriétaires, les chefs d'entreprises préfèrent ces travailleurs plus dociles et maniables.

A côté des Tchèques, figurent en Basse-Autriche des Croates, qui se sont ou qui ont été confondus avec les Tchèques (par exemple dans le bailliage de Mistelbach, où ils sont en majorité) et dans celui de Feldsberg où ils ont été fixés dès le XVI^e siècle [1]. Czœrnig en relève 6.400 en 1852 dans le pays sous l'Enns ; aujourd'hui ils se sont — officiellement — évaporés. Cela est inadmissible. Ces Croates, qui ont immigré au début du XVI^e siècle pour fuir le Turc, formèrent des colonies assez considérables pour provoquer les doléances des vieux habitants ; ils furent germanisés

teur s'intitule, en dépit de son nom slave, *Wanderlehrer des Deutschen Schulvereins*, instituteur ambulant, propagandiste.

La frontière linguistique du N. W. de la Basse-Autriche a été récemment étudiée par W. Heinz (*Die Gmünder tchechische Sprachzunge in Niederösterreich*. Deutsche Erde, VIII, 1909, 131-8 avec 2 vues dans le texte et carte en couleurs à 1/1.000.000). Quelques-unes des communes où s'est manifesté un noyau allemand sont en réalité toutes slaves : la reconnaissance de l'idiome allemand serait un témoignage de gratitude de la population pour les progrès matériels et moraux que l'Association scolaire et l'administration provinciale ont introduits. Tout le pays avait été repeuplé après la guerre de Trente Ans par des Tchèques qui ont remplacé les Allemands exterminés.

Dans tous les villages de la zone critique, la lutte est acharnée surtout entre le *Schulverein* et l'Association rivale tchèque, placée sous le vocable de Comenius ; une représentation théâtrale en l'une ou l'autre langue est un épisode politique ; tout se divise, pompiers, vétérans, etc. L'auteur avoue (p. 134) que la germanisation par l'école marche lentement, et que les mariages mixtes sont rares. En 1908, est intervenu un remaniement dans la géographie administrative ou électorale du district de Gmund.

1. *Ibid.*, p. 381-2. Krobeth (Ztschr. für österr. Volkskunde, VII, p. 203).

en partie; mais ceux qui s'adossent à leurs congénères de Hongrie (comitat de Presbourg) ont conservé leurs traits nationaux, si bien que trois communes du district de Feldsberg, dont Oberthemenau, qui s'appelait jadis Nova ves chorwatska, avaient encore en 1882 le droit de distribuer en slave l'instruction laïque et religieuse[1]. Ces faits jettent un singulier jour sur le fouillis ethnographique qui affecte la province où s'élève la capitale.

Vienne doit sa fortune à sa position privilégiée. Originellement elle est un point de croisement de grandes voies naturelles (Danube, Morava vers la plaine allemande, vallées convergeant du fond des Alpes sur le bassin viennois). Mais quelle est sa valeur et son rôle comme capitale politique d'un État que divisent tant de nationalités? Il semble que ce rôle soit insignifiant. Les peuples de l'Autriche envoient à Vienne leurs députés; mais ne lui demandent aucune inspiration nationale. Car Vienne est une ville allemande, avec un tour d'esprit, un dialecte ou argot, un genre de vie particuliers; elle n'est pas un centre autrichien. Vienne a conservé son cachet germanique en dépit de l'immigration qui afflue. C'est surtout dans la période entre 1820 et 1830 que la ville fut envahie par les originaires des différentes provinces de la monarchie. En 1829, elle renferme 234.000 indigènes et moins de 14.000 individus nés ailleurs ; en 1830, les indigènes ont diminué à 221.000 ; le chiffre des immigrés s'est enflé à 82.000. Dans les cinquante premières années du siècle, l'accroissement de cette dernière catégorie est 64 fois plus fort que celui des Viennois purs. En 1890, sur 1.364.000 habitants, 751.000, soit 55 p. 100, sont nés au dehors. En 1900, l'on recense 46 p. 100 de natifs sur un total de 1.675.000 personnes de l'agglomération viennoise[2].

1. L. Rieck, *Kroatensiedelungen im inneralpinen Wiener Becken Niederösterreichs* (Deutsche Erde, VII, 1908, p. 136-7, croquis cartographique). Les Croates de la rive droite de la Leitha, au pied des Monts du même nom, et ceux des bords du Danube, près de Petronell, se sont germanisés à l'exception de quelques vieux. Le dernier recensement ne donna en Basse-Autriche que 359 Serbes Croates, probablement des immigrés: dans les bailliages de Mistelbach et de Feldsberg, pas un.

2. Czoernig, I, 671. Rauchberg, p. 134 et cartogramme VII.

D'où lui viennent de tous côtés ces enfants qu'en son sein elle n'a pas portés? Ils lui viennent d'abord des provinces allemandes d'Autriche. L'attraction de Vienne s'exerce sur un assez court rayon seulement[1]; elle ne pénètre guère la masse allemande de l'Empire. Mais elle draine copieusement les régions slaves septentrionales, de sorte que sur 10.000 habitants de Vienne, 1.416 sont originaires de la Basse et de la Haute-Autriche, de Salzbourg et de Styrie, tandis que 2.618 ont vu le jour en Bohême, Moravie, Silésie. Voilà le mal que dénoncent les Allemands, mal qui infecte la capitale, jusque dans ses œuvres vives. Car par les défilés des Monts de Bohême, par le sillon de la Morava débouche cette engeance des Tchèques, Moraves, Slovaques qui contamine la pureté germanique[2].

Les enfants de Bohême émigrent vers Vienne depuis le cœur des contrées tchèques et le courant qui les y entraîne est plus puissant peut-être que celui qui amène à Prague tant de leurs compatriotes[3]. L'on évalue à près de 300.000 les résidents venus de Bohême à Vienne et dans les environs, — à Vienne seulement 235.000, dont 50.000 des districts allemands ou de majorité allemande et 185.000 de nationalité ou d'idiome tchèque.

Moraves et Slovaques convergent avec leurs congénères de Bohême sur la capitale, et soulignent le cercle d'inves-

1. Grund (p. 164) a délimité la zone d'influence positive — économique et sociale — de la capitale sur ses environs, par la gradation de la densité

2. On a essayé de démontrer que le nom de Vienne lui aurait été donné par une tribu tchécho-slave et remonterait au VIII[e] siècle (Von Grienberger, *Vindobona Wiene: eine etymologische, Untersuchung.* Sitzungsber. Acad. Vienne, classe histor.-phil., VIII Abth., 1893, vol. 130). Zunkovič (ouvr. cité p. 67) propose aussi une étymologie slave, qui signifierait « pâturage », sur les rives de la Wien. M. von Czerlien part de là pour contester aux Viennois et aux Autrichiens allemands en général leur caractère germanique (*Auf slavischen Spuren*. Zagreb 1914, chap. VI).

Le même von Grienberger sans doute par résipiscence a essayé de démontrer que le nom dérive du vieux haut allemand, et signifie la « jaillissante », en l'appliquant à la rivière Wien. Mais il conclut aussi que Vienne serait une fondation franque et non bavaroise. (*Zur Kunde der österreichischen Ortsnanem,* Mitt. Inst. Oesterr. Geschichtsforsch., XIX, 1898, p. 530).

3. Rauchberg. *Der nationale Besitzstand in Böhmen* (Leipzig 1905), I, p. 253, III, pl. X, cartogr. 27 et 28, à confronter avec cartogr. 20 de la pl. VIII.

tissement : à l'Est, dans les riches villages agricoles du Marchfeld, prennent pied des colons et des journaliers slaves que le cultivateur allemand, malgré son instinct conservateur, ne parvient plus à éliminer ; de sorte que sur 39 communes, 7 seulement ont pu se préserver de tout alliage ; et, entre les deux derniers recensements, le slavisme s'est renforcé en nombre et en valeur sociale. — Au Sud de Vienne, la Société des briqueteries du Wienerberg a fixé des ouvriers tchèques dans une huitaine de villages, petits noyaux de slavisme que la crise de l'industrie a fortement entamés, mais qui cependant « s'affirment avec une singulière ténacité ». Enfin les usines et fabriques écloses à travers le bassin de Vienne recrutent des travailleurs tchèques dont les équipes grossissent ou fondent suivant les besoins de la main-d'œuvre [1]. En 1910, on constate un arrêt de développement de l'idiome tchèque, de l'idiome, car s'il était possible d'interroger et compter les sentiments individuels, le résultat serait moins favorable au germanisme [2].

Si l'on consulte la statistique linguistique, le caractère allemand de Vienne ne paraît pas trop compromis, puisque sur 1.000 habitants 94 emploient couramment l'idiome qui passe pour le truchement indispensable de la haute culture et qui, plus justement, est celui de tous les échanges, idées et produits, de sorte que Vienne semble un creuset où se fondent tous les éléments. Mais avec l'acuité des conflits nationaux et l'exacerbation de l'esprit particulariste, les groupes ethniques ne dépouillent plus si spontanément leurs traits propres et leur personnalité. Les Tchèques de Vienne ressortent, suivant le relevé officiel de l'*umgangssprache*, en chiffres absolus, à 103.000. Y a-t-il de quoi compromettre le *deutschtum* des 1.386.000 citadins allemands [3] ? Mais quelques indices arithmétiques prê-

1. Nowotny, *loc. cit.* Trois communes de la Basse-Autriche, Ober et Unter Themenau et Bischofswarth ont le tchèque comme langue des affaires.

2. Pfaundler, Deutsche Erde, XI, 1912, p. 109.

3. Voici le pourcentage tchèque des trois derniers recensements :

| 1890 | 1900 | 1910 |
|---|---|---|
| 5.26 | 6 96 | 5.37 [2] |

Chiffres très peu différents de ceux qu'établit M. René Delannoy. *Die*

tent à réflexion ; le dénombrement de 1890 accusait 64.000 Tchèques ; ils se sont donc accrus de 61 p. 100 ; les Allemands, pendant la même période, de 21 p. 100[1] ; dans les quartiers populaires, les cadres du prolétariat tchèque se remplissent d'année en année. Le pessimisme pangermaniste ne semble pas exagéré. Car si le bloc allemand de Vienne s'est grossi de Slaves qui ont mué, si des 304.000 résidants, nés en Bohême et en Moravie, dans l'aire de l'idiome tchèque, 226.000 ont fait défection et se sont laissé enregistrer sous la rubrique allemande, c'est un simple jeu d'écritures où les Recenseurs excellent : ces Néo-Allemands ont gardé leur cœur au slavisme. On s'explique ainsi qu'en 1910 la capitale compte 5.000 Tchèques de moins qu'en 1900 ! Les quartiers bourgeois et nobles de la ville s'expurgent peu à peu de l'élément slave, prolétaire, qui les déshonorait. Les Tchèques s'agglomèrent à la périphérie et dans les parages enjuivés[2]. Les Slovènes aussi

*Ergebnisse der Volkszählung vom* 31 *Dezember* 1910 *in Wien* (Stat. Monatsschr. N. F., XVII, 1912). L'auteur signale l'importance de la garnison panachée de la capitale : la population civile tchèque y représente 5,29 p. 100, les soldats tchèques 12,69 p. 100 de la population totale. De même, l'élément civil ruthène fournit 0,03 p. 100, l'élément militaire de même nationalité 5.31.

1. Rauchberg. *Die Bevölkerung*, p. 215, a montré par le tableau des âges comment s'est accru en Basse-Autriche (Vienne principalement) l'élément tchèque.

| | SUR 1 000 PERSONNES DE L'UMGANGSSPRACHE | |
|---|---|---|
| AGE | ALLEMANDE | TCHÈQUE |
| jusqu'à 10 ans. | 223,72 | 171,75 |
| 11-20 | 188,51 | 212,25 |
| 21-30 | 166,50 | 250,01 |
| 31-40 | 143,75 | 162,93 |
| 41-50 | 115,68 | 100,4 |
| 51-60 | 52,63 | 33,06 |

La natalité allemande dépasse encore sur place peut-être la natalité tchèque. Mais les Tchèques arrivent avec des enfants plus nombreux, et comme ce sont des prolétaires, la natalité chez eux dépassera celle des Allemands de situation plus aisée — c'est ainsi que se grossit le contingent tchèque dans les écoles professionnelles des deux sexes. — Au-dessus de 40 ans jusqu'à 70, la proportion est en faveur des Allemands ; sans doute les générations tchèques immigrées ne sont pas encore d'assez longue date établies pour contrebalancer cette supériorité numérique ; peut-être aussi s'opère-t-il des rapatriements après fortune faite ou pécule amassé ; ou encore la mortalité des Tchèques voués à des travaux plus durs est plus précoce.

2. R. v. Pfaundler. *Die Zahl der Tchechen in Wien*. Deutsche Erde, 1911 p. 101-2.

s'agrègent à la masse allemande : sur 9.000 établis à Vienne, 1.260 seulement ont manifesté leur patriotisme linguistique. Enfin le germanisme reçoit un appréciable appoint des Juifs galiciens, près de 19.000, qui ont adopté l'*umgangssprache* du milieu[1].

La nation slave s'est organisée à Vienne et autour de la capitale ; elle est régie par un « Conseil National » dont les membres ne sont pas tous connus et dont le travail souterrain et secret se traduit par l'action financière et scolaire. Le Tchèque viennois trouve du crédit et des avances dans plusieurs instituts, tels que la Zivnostenska banka au capital de 50.000.000 cour., la Neue Wiener Diskontogesellschaft, auxiliaire de la Banque industrielle de Prague, etc. Ces établissements serviraient, au besoin, de couverture aux caisses d'épargne et de prêt tchèques, au nombre de 11 à Vienne, et qui n'hésitent pas à s'endetter.

De même que le « Conseil national » joue le rôle du « Conseil populaire » (Deutscher Volksrat), dont chaque groupe allemand d'Autriche reçoit les directions, de même une Association scolaire, sous le vocable de Komensky, (Comenius) subventionne et conforte l'enseignement du tchèque dans des écoles, des bibliothèques, des sociétés musicales, sportives, etc.[2]

Les Slaves de Vienne ont leur presse, comptant 2 quotidiens, 9 hebdomadaires, 18 publications mensuelles, etc. ; l'un des 2 quotidiens sert la cause des ouvriers socialistes de nationalité slave.

Toute cette conjuration est surveillée, dénoncée par le « Conseil du peuple allemand » de Vienne et de la Basse-Autriche qui jette le cri d'alarme. Les Diètes de

1. Fr. von Meinzingen, *Die binnenländische Wanderung und ihre Rückwirkung auf die Umgangssprache* (Stat. Monatsschr. N. F. VII, 1902-p. 693-729). Rauchberg. *Der nationale Besitzstand*, I, p. 300.

2. En juin 1910, un député socialiste tchèque sollicita la Chambre de voter un subside de 100 000 cour., à l'Association Comenius pour les écoles privées, puisque les Tchèques ne peuvent tenir à Vienne d'écoles publiques. Les socialistes allemands rejetèrent la motion : et chose curieuse, les socialistes italiens, polonais, ruthènes s'abstinrent. Le régime scolaire à Vienne est livré à la municipalité, composé de chrétiens sociaux, et Allemands fanatiques.

la Basse-Autriche, de la Haute-Autriche, de Salzbourg, ont émis le vœu, maintes fois répété, que la seule langue autorisée dans les écoles de l'archiduché d'Autriche en aval de l'Enns soit l'allemand : vœu qui n'a pas reçu la sanction gouvernementale. Cependant la langue de l'enseignement dans les écoles professionnelles et les écoles normales est l'allemand [1].

En revanche, les Tchèques fidèles s'organisent et se liguent ; ils se groupent en associations : 40 sociétés de bienfaisance, 15 d'étudiants, 11 de gymnastes (sokol) ; les hôteliers et restaurateurs tchèques constituent une corporation de 400 membres [2]. Constatation plus curieuse et que dénonce la statistique scolaire : plus de 1.200 enfants des écoles publiques de Vienne ne possèdent pas d'autre idiome que le tchèque, et 11.400 sont bilingues ; les écoles professionnelles préparatoires comptent plus d'élèves tchèques que d'allemands. A cela s'ajoute une montée sociale : s'évadant peu à peu du petit monde des artisans, les Tchèques commencent à peupler les administrations [3]. Ils résistent à l'assimilation. Vienne ne bénéficiera même point de ces mélanges ethniques qui donneraient au peuple de la ville souveraine comme un surcroît de vie et d'action. Elle demeurera une grande ville de province allemande [4], elle continuera à faillir à sa mission historique et ethnographique. Les nationalités, à mesure qu'elles conquièrent l'autonomie, se concentrent autour de leurs capitales naturelles, Prague, Lvow, Trieste, Ljubliana. Vienne n'est ni la tête ni le cœur de la monarchie ; elle est la métropole ou le foyer de la nationalité allemande en Autriche.

1. Fischel, *Sprachenrecht*, p. xc et p. 376 suiv.

2. *Wiener Slaven Statistik und Organisation der Tschecho-Slaven in Wien und Niederösterreich-Land* (Verlag des Deutschen Volksrats 1910. Voir L. Rieck, Deutsche Erde XI, 1912, p. 215.)

3. Sur les fonctionnaires tchèques en Basse-Autriche et à Vienne, voir *Das Deuschtum im Wirtschaftshaushalte Österreichs*. Teil II, p. 242 suiv. Rieck signale déjà, parmi les professions libérales, 14 avocats, 1 notaire, 29 médecins (Deutsche Erde XI, 1912, p. 215).

4. Le statut communal de Vienne de 1900 énonce, parmi les obligations des citoyens de la capitale, celle de lui conserver le caractère d'une ville allemande (Fischel, *Sprachenrecht*, p. 285, n° 444).

## IV

### La nationalité allemande.

Les Allemands ont été pendant longtemps les enfants gâtés de la famille cisleithane. Pendant longtemps, l'Autriche a été gouvernée par eux et pour eux. Ils se sentent aujourd'hui déchus de leur primauté. Ils n'ont pas pour eux le nombre, et l'eussent-ils, qu'en face des revendications ethniques, le nombre ne constitue pas un droit. Après avoir été les maîtres, ils se posent maintenant en victimes, et il semble, à les entendre, que toute l'histoire de l'Autriche ait été faite contre eux, depuis des siècles[1].

Voici une première récrimination, pour laquelle on invoquera la prescription. Les traités de Westphalie les ont isolés de leurs congénères allemands : la Maison de Habsbourg, hantée par le rêve de la monarchie européenne, s'est désintéressée des choses allemandes ; elle a poursuivi une politique égoïste et dynastique en Espagne, en Italie, aux Pays-Bas. Il est vrai, en partie, que les Allemands d'Autriche ont été, à ce titre, négligés par la dynastie ; celle-ci, fort jalouse de la prérogative impériale, s'est montrée moins zélée pour l'idée allemande : le champion de cette idée fut l'Électeur de Brandebourg.

Autre grief : si les souverains, Marie-Thérèse et Joseph II, entre autres, ont travaillé à la germanisation de leurs États, les acquisitions territoriales faites dans un intérêt dynastique ont affaibli l'élément tudesque, en rehaussant ou en créant au sein de la monarchie d'autres groupes ethniques : Polonais, Ruthènes, Roumains, Italiens (de la Lombardo-Vénétie).

Enfin l'Autriche s'est laissé exclure du Zollverein et a brisé un lien puissant qui aurait solidarisé sa vie économique et matérielle avec celle de l'Allemagne.

Doléances justes au point de vue allemand, mais qui ont

1. Pröll, *Die Kämpfe der Deutschen in Oesterreich*. Berlin, 1890.
Du même auteur, un recueil de poèmes (?) où s'exhalent les douleurs et les amertumes de l'âme allemande : *Sturmvögel, sechzig deutschnationale Klage-und Zornlieder* (Berlin, 1890).

le tort de méconnaître la conception et les besoins de l'État autrichien.

Or, affirment les Allemands, cette conception est avant tout dynastique. Les Allemands déplorent d'y avoir cru, d'y avoir sacrifié. Non seulement ils ont favorisé l'avènement des autres nationalités, mais encouragé du même coup, eux qui se proclament seuls serviteurs des idées de liberté et de progrès, la politique de réaction féodale et cléricale.

Dans leur repentance et leur amertume, ils saluèrent avec une satisfaction intime le Compromis, qui consacrait le divorce entre l'Autriche et la Hongrie.

Pour la dynastie, le Compromis fut une mortification ; pour les peuples d'Autriche, ce fut un arrachement sans douleur. Les Allemands, qui avaient fait leur deuil de la Hongrie, s'en consolaient par la pensée que leur règne serait affermi dans ce cadre rapetissé et qu'ils comptaient façonner à l'exemple des Magyars, doctrinaires et praticiens de l'unité. Hégémonie allemande en Cisleithanie, hégémonie magyare en Transleithanie : ce serait d'une avantageuse symétrie.

Les meilleurs représentants du germanisme, esprits libéraux et cultivés, ne désespéraient pas d'instaurer un État autrichien où « l'intelligence » allemande coordonnerait, régirait, ennoblirait les éléments d'une civilisation plus rudimentaire et arriérée.

Mais le germanisme n'en imposait plus en Autriche ; c'était un germanisme bâtard, exclu depuis Sadowa de la grande famille allemande. C'est pourquoi la Constitution du 21 décembre 1867, base du droit public autrichien, fut plombée de ce lourd article 19, où les glossateurs ont découvert tant de contre-sens et de non-sens [1], mais dont l'idée directrice est très claire : c'est la déclaration des droits des groupes ethniques ou nationalités qui eurent cause gagnée [2]. Elles trouvèrent dans la Constitution un

1. Voir le subtil commentaire d'Eisenmann, p. 515 suiv.

2. Ce fut si bien compris que, même avant la promulgation, le 3 juin 1867, un député serbe parla dans sa langue à la tribune du Reichsrat. La Chambre consultée autorisa cette pratique ; il est vrai que les discours en

autre instrument d'émancipation encore : la compétence des Diètes provinciales fut élargie en ce sens que celle du Parlement central fut limitée ; prime au principe fédéraliste.

Celui-ci allait connaître une ère triomphante, où l'Autriche unitaire parut sombrer : en mars 1870, Polonais, Slovènes, Roumains, Italiens désertèrent en masse le Parlement central, où les Tchèques ne se montraient plus ; dans les Diètes des Pays de la Couronne, les groupes ethniques à l'envi faisaient défection. Loin de réagir, le gouvernement confirma, sanctionna l'idée fédéraliste : le cabinet Hohenwart, constitué en février 1871, proposa de diminuer la compétence du Reichsrat, au profit des Diètes, fit un sort particulier à la Galicie etc. Hohenwart encourageait et flattait les aspirations autonomistes.

Les Allemands d'Autriche en effet, après la restauration d'un Empire allemand, tournaient leurs regards éblouis vers la grande Allemagne et peu à peu gravitaient vers cet astre éclatant. Pour contrebalancer et retenir cet élément qui menaçait d'entraîner l'Autriche dans une orbite où elle risquait de déchoir au rôle de satellite, il fallait user comme d'un contrepoids des autres nationalités. C'est pourquoi l'on ne recula pas devant une nouvelle scission de l'Empire, par l'érection de la Bohême en un État, sur la base des Articles fondamentaux.

La dynastie, effrayée du déchaînement des passions presque séparatistes, se ressaisit : sous l'influence des Hongrois, d'Andrassy notamment, qui remplaça Beust en novembre 1871, on revint au vieil errement centraliste (ministère Auersperg).

Cette période particulièrement anarchique met à nu la faiblesse du germanisme autrichien : libéral ou clérical, il est l'ennemi commun. A-t-il été oppresseur ou malfaisant ? Le reproche serait injuste. Ce que ses adversaires ne lui pardonnent pas, c'est une sorte d'orgueil mystique de sa supériorité de race, de sa mission de peuple élu — sen-

d'autres idiomes que l'allemand ne furent pas sténographiés. Aujourd'hui, pour le principe, les députés ont l'habitude de commencer dans leur langue et de continuer en allemand.

timent qu'il a moins que jamais abdiqué ; c'est sa prétention aussi d'identifier ses intérêts avec ceux de l'Autriche. Or l'Autriche ne peut plus porter l'étiquette allemande : elle est devenue de plus en plus polymorphe et polyglotte. Et ses hommes d'État ont la conscience de cette fatalité : l'Autriche ne régit plus le germanisme et elle ne saurait — parce qu'à demi allemande, et parce que catholique — régir le slavisme.

L'art du gouvernement en Autriche se réduit désormais à un jeu de bascule, mais où il semble bien que la cause allemande pèse de moins en moins lourd.

Elle pâtit même sous le ministère Auersperg, qui fut un essai de réaction centraliste, de contretemps fâcheux : le *krach* de 1873 discrédita les gros capitalistes allemands ; l'occupation de la Bosnie-Herzégovine enslavisa davantage l'Autriche ; les incartades pangermanistes de Schönerer effarouchèrent le vieux loyalisme monarchique et catholique de la population des Pays héréditaires.

« L'ère Taafe », qui s'ouvrit en 1879, ménageait aux Allemands d'autres déboires : dans le cabinet même figurèrent des représentants des Tchèques et des Polonais ; et, coup plus formidable, les Tchèques, après une longue bouderie, rentrèrent au Parlement, ramenés par le gouvernement, salués par le discours de la Couronne.

Pressentant l'attaque qui allait les assaillir, les Allemands se groupèrent à l'exemple des autres *clubs* nationaux : club allemand-autrichien, club allemand (sans plus), et plus tard, club national allemand, pépinière de l'antisémitisme et du socialisme chrétien.

Aux revendications tchèques, qui réclamaient, en vertu du droit historique, l'égalité des idiomes dans le royaume de Bohême, devant l'administration et les tribunaux, à l'Université de Prague, qui devait être « utraquisée », dans les écoles secondaires et professionnelles, le ministère complaisant répondit par les ordonnances linguistiques qui introduisaient l'obligation de l'emploi du tchèque même dans les districts allemands.

Dès lors, la lancinante question linguistique prit posses-

sion de l'ordre du jour du Reichsrat, dont elle est restée un numéro inamovible.

Il y a quelque chose de comique dans la façon dont elle fut posée.

En réplique aux prétentions tchèques, le comte Wurmbrand invita le gouvernement (mai 1880), en exécution de l'article 19 de la Constitution de 1867, à réglementer l'usage des langues dans les différents pays de la monarchie, en instituant l'allemand comme langue d'État.

Le comte Taafe, convoqué à la Commission, émit des doutes sur l'opportunité du projet de résolution ; puis demanda au promoteur la définition de la langue d'État. Est-ce la langue administrative (*amtssprache*) ? Il appartient au pouvoir exécutif de la fixer par ordonnance. Est-ce la langue du service (*dienstsprache*) ? Elle s'adapte aux différents milieux, de sorte qu'en Tirol l'allemand et l'italien, en Galicie le polonais et le ruthène, etc., sont langues du service. Est-ce la langue du Parlement ? L'allemand y est généralement employé, mais il apparaît aussi que l'usage d'autres langues y est autorisé. Est-ce la langue des Diètes provinciales ? La loi qui leur imposerait l'allemand serait inexécutable.

Voilà les échappatoires de l'homme d'État. Quant à la Commission, elle déclara sérieusement son impuissance à discuter le sujet, avant d'être nantie d'une définition de la langue d'État, définition qui n'a été établie par aucune loi en vigueur. « Il ne serait pas sans intérêt de l'essayer avec toutes ses nuances théoriquement imaginables » ou, si les auteurs de la motion fournissaient quelques données, « de deviner au moins leur idée ».

Après une exégèse du fameux article 19 invoqué, la Commission conclut à l'incompatibilité de la proposition avec cet article fondamental. Et elle proclama la fatalité du conflit des nationalités « né du réveil général de la conscience nationale, conséquence de la complexion particulière de l'État autrichien »[1].

1. Fischel, *Materialien*, p. 10 suiv.

L'allemand était donc ravalé à la simple fonction de langue de pays (*landessprache*).

Les Allemands protestèrent contre les « ruses, violences, proscriptions, dénonciations, contre le terrorisme » auxquels les minorités de leurs nationaux étaient livrées en proie dans les régions mixtes et jurèrent encore qu'ils ne renonceraient pas au combat « pour le germanisme et l'unité de l'État » (*um Deutschthum und Staatseinheit*[1].)

A cette unité de l'État s'oppose crûment la « nationalité », que le Tchèque Rieger avait caractérisée à la fois comme « génératrice de l'État et destructrice de l'État » (*Die Nationalitätenidee ist die staatsbildende, aber auch die staatszerstörende Idee unserer Zeit*[2].) C'est sous ce signe que l'Autriche était condamnée à évoluer. En ouvrant le débat au Reichsrat comme rapporteur de la majorité sur le projet Wurmbrand (janvier 1884), le Polonais Madeyiski déclarait que dans l'Autriche actuelle il n'y avait pas de place pour l'allemand comme langue d'État. « Le principe des nationalités, s'écria le Tchèque Gregr, est la véritable doctrine d'État (*Staatsgedanke*) en Autriche. »

La joute oratoire se borna cependant à de belles passes d'éloquence : ni le projet qui visait la primauté de la langue allemande ni les projets adverses ne trouvèrent de majorité ; et aucun des partis qui s'affrontaient n'en fut autrement mortifié, ni surpris.

Dans la fortune contraire la conscience nationale allemande se trempa. Chose bizarre, c'est des Hongrois que vint aux Allemands l'appui le plus efficace, quoique discret et occulte. Les Hongrois redoutaient le développement de l'influence slave, et les hommes d'État magyars dirigeaient la politique extérieure de la monarchie vers l'Allemagne : Andrassy a scellé l'alliance avec Bismarck ; Kalnoky l'a dévotement cultivée.

L'ordonnance du 17 avril 1880, relative à l'emploi des langues en Bohême et consacrant la déchéance de l'allemand, fut le coup de fouet sous lequel les Allemands se

1. *Ibid.* Rapport de la minorité sur la proposition Wurmbrand (p. 22).

2. Séance du Reichsrat, Chambre, 16 février 1882, Kollmer (*Parlament und Verfassung in Österreich* Vienne, 1902 et suiv., t. III, p. 201).

cabrèrent. Ils songèrent à recourir pour leur défense à d'autres manœuvres que celles du Parlement et de la presse ; ils virent avec raison que la crise était plus ethnographique encore que politique. Aussi l'Association allemande de Vienne (*Deutscher Verein*) institua une commission pour explorer l'état des limites de la langue allemande ; un de ses membres, Pernerstorfer, député au Reichsrat, conçut l'idée d'une société protectrice... des Allemands[1]. Le 13 mai 1880, fut fondée l'Association scolaire allemande (*Deutscher Schulverein*). Le mouvement fut mené sinon par les Universités, du moins par l'esprit universitaire, par les associations d'anciens étudiants (*Burschenschaften*) qui prirent une énergie et une vie nouvelles. C'est à l'école et par l'école qu'on voulut sauver le germanisme. L'Allemagne entière entendit le cri d'alarme. Aussitôt s'organisa à Berlin un *Allgemeiner deutscher Schulverein*, dont les Autrichiens de la stricte observance appréhendèrent l'ingérence, et auquel ils abandonnent volontiers le *Deutschtum* du monde entier, à la condition de rester maîtres chez eux. Leur zèle fut récompensé. En 1890, le *Schulverein* autrichien avait créé 1.029 groupes locaux, possédait 65 établissements à lui, subventionnait les écoles menacées en encourageant les instituteurs, en envoyant des prêtres catholiques allemands pour enseigner le catéchisme, en fournissant des livres qui exaltent le sentiment national, en dépêchant des missionnaires qui entretiennent, chez les isolés, la solidarité et la confiance.

Après le Parlement et les Diètes, l'école ainsi fut transformée en champ clos, où la lutte est plus sourde, mais plus âpre et plus décisive[2].

C'étaient là des palliatifs, plutôt que des révulsifs. Le germanisme en avait dans l'aile, parce qu'il s'était désagrégé. Les élections de 1885 amenèrent au jour un parti alle-

1. Engelbert Pernerstorfer, *Zum zehnjährigen Bestande des deutschen Schulvereins in Oesterreich* (Unsere Zeit. 1890[2]).
Dr Neumann, *Zehn Jahre deutscher Arbeit* (Verlag des deutschen Schulvereins). Vienne, 1890.

2. Sur la politique générale de cette période, lire le vivant récit de René Henry, *Des Monts de Bohême au Golfe Persique* (Plon, 1908), 1re partie : *Le suffrage universel en Autriche.*

mand, sans autre épithète, c'est-à-dire inféodé en esprit à la Grande Allemagne, et de tendance séparatiste. Les loyalistes firent sécession, et en face du *Deu sche Klub* se groupèrent en un club (fraction) allemand-autrichien. Depuis, ces tronçons se tronçonnèrent encore, obéissant à des divergences politiques et religieuses : d'une part, des libéraux, de l'autre, des cléricaux antisémites, eux-mêmes divisés en allemands nationaux (Schönerer) et en chrétiens sociaux (Lueger).

Le seul parti constitué sur la base de la nationalité, le parti populaire (*Volkspartei*), ne rallia qu'un petit nombre d'adeptes. De sorte que les gouvernants, aussi bien le cabinet Taafe que le ministère réactionnaire qui lui succéda, purent dédaigner le germanisme, sans même le combattre.

Les élections du début de 1897 peuplèrent le Parlement d'une majorité fédéraliste dont les éléments hétérogènes et hostiles cherchaient la satisfaction d'ambitions soit nationales, soit sectaires : à cette coalition le comte Badeni donna comme gage les ordonnances du 5 avril 1897 sur la parité des langues en Bohême et Moravie, premier gâteau jeté dans la gueule de ce Cerbère à plusieurs têtes. Ces ordonnances édictaient l'obligation, pour l'ensemble des deux provinces, même dans les districts allemands par voie de conséquence, d'entamer et poursuivre les procédures, devant les administrations et tribunaux, dans la langue où les affaires étaient engagées ; elles prescrivaient à tous les fonctionnaires la connaissance des deux langues. Ainsi l'on condamnait les Allemands de Bohême à l'apprentissage de l'idiome slave, inutile dans la zone purement allemande, sous peine d'être exclus des emplois publics dans leur propre pays. Les docteurs du germanisme autrichien, selon l'ancien style, les vieux libéraux et les prophètes du germanisme intégral crièrent à la fin du monde, réclamèrent la mise en accusation du cabinet pour avoir, par une autre modalité que par une loi, tranché une question de cette importance, comme si une loi, à la merci d'une majorité de circonstance, possédait une vertu souveraine, et forçait le respect des peuples qu'elle lésait. Ils jouèrent de l'obstruction avec une telle maestria qu'il

fallut proroger le Reichsrat (juin 1897). Dans leur détresse et leur exaltation, les persécutés invoquèrent l'appui de leurs frères allemands et exhalèrent leurs doléances sur le sol de la Grande Allemagne[1]. Enfin la dernière session de l'année 1897 fut signalée par les scènes les plus scandaleuses qui aient jamais déshonoré un Parlement ; et la minorité allemande où libéraux, socialistes, antisémites opéraient de front, minorité soutenue par l'émeute populaire, mit en déroute le ministère Badeni, et prépara revanche et représailles.

Le péril commandait l'union. Elle se réalisa en une manifestation qui fit illusion ; à la Pentecôte de 1899, affluèrent à Linz les fortes têtes des « partis de l'opposition allemande » ainsi énumérés : populistes (*Volkspartei*), progressistes, grands propriétaires constitutionnels, socialistes chrétiens, association libérale, qui rédigèrent un abondant programme, d'abord de revendications communes, puis de mesures spéciales pour les divers pays[2].

Le maintien des Allemands, dans la situation qu'ils avaient conquise depuis des siècles, la reconnaissance de leur privilège était qualifiée de « pilier fondamental » pour l'avenir de cet État, qui devait être désigné désormais sous le nom d'Autriche. « Le sort de l'Autriche est intimement lié au sort des Allemands d'Autriche ». C'est le thème du droit historique, sur lequel cependant les Allemands n'aimaient pas entendre les modulations des autres nationalités.

Quant à la question des langues, rien de plus simple à régler : on fera table rase de toutes les ordonnances, édits, instructions en vigueur jusqu'à ce jour, et la loi fixera la langue de communication générale (*allgemeine Vermittlungssprache*), et de même les langues de service internes et extérieures. On ne prononce plus le mot de langue d'État ; mais, sous un vocable plus modeste et vague, l'allemand s'en arroge toutes les prérogatives.

1. En mai 1897 une réunion pangermaniste se tint à Dresde où le chevalier de Schoenerer et ses lieutenants flétrirent la politique slave du gouvernement autrichien et reçurent les encouragements de plusieurs députés prussiens, et les exhortations enragées du professeur Mommsen.

2. Fischel, *Materialien*, p. 33-47.

« Il est la langue du Parlement, de tous les actes qui s'y rapportent, la langue des ministères, des juridictions les plus élevées et de toutes ces administrations centrales. » La langue de service entre les administrations et les autorités de l'État est l'allemand ; et de même, pour les autorités entre elles (service interne), sauf pour l'italien, le polonais dans les zones antérieurement définies, et le tchèque dans les districts à former ; le service extérieur (correspondances, expéditions, etc.) aura pour expression l'idiome employé dans les pays unilingues, ou les idiomes usités dans les zones mixtes. Tous les employés de l'État, fonctionnaires administratifs et judiciaires, les avocats et notaires doivent faire preuve de leur connaissance de l'allemand.

Propositions, à tout prendre, modérées et topiques.

Pour les provinces polyglottes, la solution la plus franche était indiquée : délimitation des districts linguistiques, non d'après les résultats oscillatoires des recensements, mais d'après la répartition réelle des groupes nationaux ; dans les circonscriptions mixtes, parité des idiomes. Le séparatisme ethnique entraînait le séparatisme scolaire, avec le droit pour les minorités d'instituer des écoles dans les zones mixtes.

Les Allemands n'affectaient donc plus l'hégémonie pour leur race, ni pour leur langue une éminente dignité, comme véhicule d'une culture plus haute : la *vermittlungssprache* n'était présentée que comme un truchement plus intelligible à tous les sujets de l'État autrichien.

Si leurs prétentions se ravalaient ainsi, c'est qu'ils se sentaient en une posture plus humiliée, et dans une impasse ; leur bloc s'était-il formé, se ramassait-il sur la base de la patrie autrichienne ? leur germanisme ne risquait-il pas de devenir suffragant de la Grande Allemagne ? L'article 8 du programme de Linz traduit cette préoccupation [1] : l'alliance avec l'Empire allemand s'impose par des raisons économiques et culturelles. Mais la fraction exaltée « des partis allemands d'opposition » ne s'en tenait pas

1. Fischel, p. 34.

à ces formules imprécises : Schönerer et ses hommes prêchaient le détachement d'avec Rome et sous-entendaient d'avec l'Autriche[1]. Et ce germanisme, qui était du pangermanisme, ne séduisait pas les masses populaires qui nourrissaient contre les Prussiens et les protestants une égale horreur. La cause allemande ne gagnait pas d'adeptes parmi le prolétariat même : le congrès socialiste de Brünn (septembre 1899) confessait la doctrine des nationalités dans l'État démocratique autrichien et ne hasardait qu'une vague allusion à une langue de communication (*verkehrsprache*). Enfin, dans l'armée, la langue de service (*dienstsprache*) — entendez l'allemand — perdait son caractère obligatoire[2].

Les Allemands ne trouvaient de réconfort ni dans la politique intérieure[3] — ministères de fonctionnaires effarés ou cabinets parlementaires qui pratiquaient l'art du panachage national — ni dans la politique extérieure, qui se slavisait et s'orientalisait de plus en plus.

Ils payaient cher leur prestige et leur suprématie de jadis. Les plus optimistes d'entre eux assurent que le germanisme, comme tous les rédempteurs, souffre pour ceux mêmes qui le vilipendent. « La mission du peuple allemand d'Autriche, écrit un de leurs plus ingénieux avocats, consiste à diriger, dans l'Empire des Habsbourg, la transition des formes simples d'un passé absolutiste aux formes compliquées d'un avenir de liberté et d'égalité pour tous. La rôle de l'éducateur est très pénible... » Cette transition ne s'opère pas pour les Allemands « sans toutes sortes de renoncements » et déboires dont le plus dur est l'ingratitude de ceux-là-mêmes qu'ils émancipent[4]. On a beau ennoblir — et l'argument est contestable — la cause de la défaite ; la défaite n'en est pas moins avouée.

1. Schönerer proposa la constitution d'une Autriche allemande, c'est-à-dire des territoires qui avaient été incorporés à la Confédération germanique, par la séparation d'avec la Galicie, Boukovine, Dalmatie (*ibid.*, p. 47).

2. Fischel, *Sprachenrecht*, p. LXXXIX et 288, n° 449. Ordonnance du Ministère de la guerre du 19 nov. 1903.

3. Quelques tentatives ont été faites depuis sans succès pour déclarer l'allemand langue d'État ou même langue parlementaire (Fischel, *Sprachenrecht*, p. 343-5).

4. Charmatz, II, p. 174.

Mais les Allemands doivent-ils s'abandonner et se lamenter sur les rives du beau Danube bleu, *super flumina Babylonis*? S'ils se résignent à n'affecter plus l'hégémonie, s'ils font leur deuil d'un centralisme périmé. que la dynastie même ne rêve plus de ressusciter, s'ils s'adaptent au cadre transformé de l'Autriche, leur tâche — pour ne pas dire : leur mission — apparaît comme fort honorable.

Ils gardent la supériorité de la richesse. de la culture, et s'ils ne constituent plus la majorité, ils constituent encore — jusqu'à l'avènement des autres peuples à la même fortune — une élite. Certains Germanistes outranciers les exhortent à se replier sur eux-mêmes, à ne plus se laisser exploiter par les Slovaques, Perwaques, Polaques, Gorales, Houzoules, Croates et Morlaques, ces miséreuses « nobles seigneuries ». Chacun pour soi. « Tout ce qui est allemand à l'Allemand. et au diable tous les intrus et parasites polonais, magyars et tchèques ». Ainsi s'exprime un champion du nationalisme étroit, de celui qui condamnerait l'Autriche à se morceler en autant de compartiments étanches et ruinerait ce qui reste du principe unitaire.

Nous avons présenté ailleurs ces arguments : qu'il nous soit permis d'en reproduire la conclusion. « L'Allemand prétend-il s'isoler, vivre de ses seules forces qui déclinent, nous l'avons vu, au regard de celles des autres groupes ethniques? Forme-t-il d'ailleurs un bloc uni et bien cimenté? Puisqu'aussi bien il jouit des avantages sociaux que lui a de longue date assurés la pratique d'une civilisation plus relevée, n'a-t-il pas un noble et bienfaisant magistère à exercer sur les peuples associés, qu'il le veuille ou non, à son propre sort? Ne saurait-il présider, en éducateur libéral, à l'effort commun pour le meilleur emploi des forces naturelles, au progrès scientifique vers lequel s'orientent des races jeunes, pleines d'ambitions et de sève vitale? Ainsi se créerait, mieux que par des combinaisons politiques ou parlementaires, cette patrie autrichienne, qui n'a trouvé encore ni sa formule ni sa conscience[1] ». Nous ne nous flattons pas que ce conseil charitable aurait été entendu.

1. B. Auerbach, *La valeur sociale des Allemands dans la monarchie autrichienne* (Revue Politique et Parlementaire, t. LXIV, 1910, p. 236-51).

## II. — Les Slovènes

### I

### La colonisation slovène.

L'histoire des Slovènes est en quelque sorte la contre-partie de celle des Allemands dans les Alpes orientales [1]. Au milieu du VIe siècle, quand les Lombards eurent évacué la Pannonie et le Norique pour descendre en Italie, le vide fut rempli par une peuplade slave que chassaient devant eux les Avars. Ces Slovènes ou Wendes poussèrent assez loin vers l'ouest, jusqu'aux sources de la Drave, jusqu'à l'Inn, la Steier, la Krems, l'Erlav, la Traisen. La toponymie, à défaut d'autres documents, révèle encore leur marche : d'abord les localités qui portent l'accolade de *windisch* (Windisch Matrei opposé à Bairisch Matrei (Tirol), Windischgarsten opposé à Steiersgarsten (Haute-Autriche) ; les lieux terminés en *itz*, *itsch* (Feistriz, Lupitsch, etc) ; ces noms semblent souvent avoir oblitéré des appellations romanes ou celtes. On a cru que les Slaves évitaient les vallées larges aux horizons dégagés, et se cantonnaient sur les versants, les terrasses, les cônes de déjection : la toponymie donne tort à cette allégation [2]. C'est à la

Les théories auxquelles nous faisons allusion émanent d'un ouvrage du Dr Anton Schubert, *Das Deutschtum im Wirtschaftshaushalte Oesterreichs* 3 tomes (Reichenberg, 1905-07).

1. Suman, *die Slovenen* (Die Völker, X). Alfons Dopsch, *Die ältere Social-und Wirtschaftsverfassung der Alpenslaven* (Weimar Böhlau, 1909). Lubor Niederle, *La race slave. Statistique. Démographie. Anthropologie* (Trad. Louis Leger, Paris, Alcan 191, chap. VI).

2. Krones, *Die deutsche Besiedlung der östlichen Alpenländer* (Forsch. zur deutschen Landes-und Volkskunde. III, p. 332). La toponymie préslave celtique se découvre encore ; le nom de Carantanie, d'après Miklosich et Krones, est celte : sont romans les noms des localités à racine ou accolade *vlach*, *wälsch*, localités nombreuses surtout dans le Pustertal, où les chartes montrent que les *servi* et *ancillæ* portent encore des noms latins, tandis que les hommes libres ont des noms allemands. *Vellach*, dans le Möllthal ; en Styrie, *Walchen*, *Walchesbach*, *Walhesdorf*, *Walsdorf* (Krones, note 50).
Slavisation de noms celto-romans par les Slovènes : *Colapus — Kulpa* ; *Arrabo — Raba* ; *Anasus — Enze* ; *Lisara — Lieser*.

Le Slovène a dénommé surtout le réseau des petites rivières ou torrents, les hauteurs, vallons, plaines : *Feistritz* — bystru rapide ; *Göritz* — gora, montagne ; *Gams* — kamen, pierre (*Kamieniec*, *Kamencu*) ; *Krems* — kremen, caillou ; *Moder*, *Mödring*, *Modriach* — modru, sale ; des sommets : *Grös_*

longue qu'ils grimpèrent dans les couloirs de la montagne : le Semmering porte un nom slave. En bas, dans les bassins plats de l'Enns, de la Mur, de la Drave, ils pratiquèrent l'agriculture, l'élevage du gros bétail et du porc, mais en sédentaires et non en nomades[1]. Dans leur cheminement vers l'ouest, ils se heurtèrent aux Bavarois qui s'avançaient en sens contraire : les champs de Toblach furent témoins de bien des mêlées. Les Slovènes formèrent l'aile méridionale de l'empire slave de Samo; et, si cette création se fût affermie, l'intrusion germanique eût été sans doute enrayée; même après la chute de Samo (662) les tribus de la Carantanie (région qui embrassait une partie de la Styrie, de la Carinthie et la Carniole) s'organisèrent en communautés villageoises[2]. Ce n'est pas des Bavarois, c'est de leurs anciens maîtres, les Avars, que vint le danger. Pour s'en délivrer, les Slovènes firent appel à leurs voisins de l'ouest (748). Ceux-ci firent payer cher leur appui. Le pays wende leur parut le champ d'une conquête à la fois temporelle et spirituelle ; dès 769, le duc bavarois Thassilo fonde le couvent d'Innichen, quartier général de missions plus ou moins pacifiques[3] : en même temps que les moines, opèrent les soldats; en 772 les mécréants slaves sont défaits. Dès lors, le christianisme gagne du terrain, et plus encore quand, après la suppression du duché bavarois, en 778, la Carantanie est incorporée à l'empire de Charlemagne et administrée par des

*senberg, Grössing, Grössniztberg* — de grusci, cailloutis, grève; *Semering* — de smreka, sapin ou pin.

Th. von Grienberger (*loc. cit.*, p. 520-34), revendique pour l'allemand la plupart des vocables — surtout les noms de cours d'eau — qu'on aurait trop complaisamment slavisés. La diffusion des Slovènes se trouverait donc restreinte.

Krebs, (p. 62), donne la liste des localités slaves.

Hackel (p. 35) admet que la toponymie slave du Mühlviertel émane de Slaves méridionaux, apparentés aux Slovènes. Sur sa carte figurent sous un signe spécial les localités slaves. Voir Otto Kammel. *Die slawischen Ortsnamen im nordöstlichen Teile Niederösterreichs*. Archiv. für slawische Philologie VII, 1883, p. 255 suiv.

1. Voir la controverse de Dopsch contre Peisker et Levec, § 4-6. La démonstration de Dopsch semble convaincante.

2. Sur les Župans, simples chefs et juges de villages, voir Dopsch, § 3b.

3. Dopsch (p. 57 suiv.) prétend que les propriétaires slaves ne furent pas expropriés ; les Allemands n'auraient pris que les terres vacantes.

comtes francs. Les archevêques de Salzbourg et les patriarches d'Aquilée travaillèrent concurremment aux conversions : le groupe méridional des Slovènes fut visé particulièrement par cette dernière métropole. D'ailleurs, à travers de multiples vicissitudes territoriales, les relations avec le midi ne se brisèrent pas : ainsi au x[e] siècle, la Carantanie, détachée de la Bavière, est réunie en un duché indépendant avec la Marche de Vérone et le comté d'Istrie ; à plusieurs reprises, la Carniole actuelle relève, comme fief, du patriarcat d'Aquilée.

Mais les Allemands déployèrent dans la colonisation une singulière énergie, aiguisée par les octrois de terres largement distribuées aux laïques et aux églises : les évêques de Freising et de Brixen se taillent d'immenses domaines jouissant de l'immunité et englobant peu à peu la Marche de Creina ou Carniola, la Marche Wende (la première entre Gurk et Kulpa vers Möttling, la seconde embrassant la Basse-Carniole jusque vers Laibach), toutes deux plus ou moins annexées à la Croatie et sous la domination des rois de Hongrie. Les fondations allemandes éclosent à vue d'œil : Friesach est une appartenance de Salzbourg, Villach de Bamberg[1].

Sous leurs maîtres germains, les Slovènes perdent leur nationalité : slave devient synonyme d'esclave.

Mais la fusion ethnique ne s'est point faite. Le Slovène a préservé sa personnalité.

## II

### Caractères ethniques.

Le Slovène est, comme l'Allemand son voisin, de sang mêlé ; il a sur son passage absorbé des éléments illyriens et celtes. Un premier indice de métissage est, de l'enfant à l'adulte, le passage du blond au foncé, comme chez l'Allemand. Les deux peuples sont donc les descendants d'une race originairement blonde, croisée avec une race brune : c'est

1. Sur la situation des Slovènes au x[e] siècle, Kæmmel. *Die Siedelung*. p. 24.

l'opinion de l'anthropologue Zuckerkandl, qui a étudié les deux types[1].

Weisbach[2] tire de l'inspection de 2.481 recrues des conclusions assez flottantes. La taille moyenne du Slovène, 1m,683, l'identifie par ce trait avec l'Allemand de Styrie ; elle est inférieure à celle des Croates et Slavoniens et des Serbo-Croates de la Bosnie-Herzégovine. Le Slovène se rapproche donc plus de l'Allemand limitrophe que de ses frères slaves plus lointains. Il en est de même pour la couleur des cheveux : 42 p. 100 de bruns, 30 p. 100 de blonds, 20 p. 100 de châtains clair, proportions à peu près semblables chez les Allemands de Styrie et Carinthie ; les blonds se renforcent vers le Süd, sur le Littoral et en Carniole, phénomène curieux (*auffallender Weise*). Les yeux bruns et bleus s'équivalent (31 p. 100), les yeux gris donnent environ 22 p. 100 — à ce titre les Slovènes feraient transition entre les Allemands et les Serbo-Croates. En réalité le type slovène diffère plus du Yougo-Slave que de l'Allemand.

Toutefois le brun règne davantage parmi les enfants slovènes, avec des yeux bleus, il est vrai.

La forme du crâne et le faciès accusent une différence plus caractéristique. Comme les Allemands, les Slovènes sont brachycéphales ; mais chez eux l'hyperbrachycéphalie gagne singulièrement. Zuckerkandl professe que le pur Slovène primitif a dû être hyperbrachycéphale, conviction qui ressort de la comparaison des crânes préhistoriques ou préslovènes, trouvés dans les ossuaires de Carniole, et les crânes modernes.

| | DOLICHOC. | MÉSOC. | BRACHYC. | HYPERBRACHYC. |
|---|---|---|---|---|
| Préslovènes. | 41,7 p. 100 | 33,3 | 25,0 | 0,0 |
| Slovènes . . | 0,8 | 19,5 | 37,2 | 42,5 |

Ainsi chez la peuplade qui a précédé les Slovènes, pas un seul crâne exigu et arrondi : chez les Slovènes, pas un seul crâne authentiquement allongé[3].

1. Ö. U. M. *Steiermark*, etc.

2. *Die Slovenen*. Mitt. Anthrop. Ges., 33, 1903, 89, p. 234-51.

3. Cependant, d'après Weisbach, il y aurait plus de dolichoïdes chez les Slovènes que chez les Allemands alpestres.

Une autre originalité des Slovènes se décèle dans le squelette de la face, au moins chez une fraction d'entre eux. Quoique brachycéphales, leur boîte crânienne est plus élevée, leur figure plus aplatie, avec saillie des pommettes, larges ouvertures nasales : ce sont des traits mongols, peut-être transmis par les Avars.

Comme ailleurs, les montagnards sont plus trapus, les gens du bas pays plus sveltes : on a remarqué le même contraste chez les Allemands, sauf que ceux-ci sont de plus petite stature que les Slovènes.

Donc point de race slovène; point de caractères ethniques d'une incontestable authenticité. C'est dans les mœurs, c'est dans la vie morale que se révèle plutôt la personnalité de ce peuple.

A la différence du Germain, le Slovène est sociable, cherche le contact de ses congénères; dans les Alpes slovènes, les fermes isolées ne sont posées que là où le terrain trop pauvre interdisait l'agglomération[1]. En général le finage slave se distingue par les bandes de prairies intercalées entre les labours. L'habitation séparée du gros de la commune garde avec elle un lien moral, en se plaçant sous le vocable du patron de la commune.

Les villages se nichent dans des bouquets d'arbres fruitiers, parmi des vergers; seule la tour de l'église émerge. On ne signale pas, chez les Slovènes, le type du *rundling*, village circulaire (ou en fer à cheval) fréquent chez les Slaves du nord. Les maisons bordent la rue, soit en montrant leur pignon, soit en allongeant leurs murs ou les barrières en planches de leurs enclos.

Ces maisons offrent trois styles, suivant les régions, l'un alpestre, le second méridional ou méditérranéen, le troisième croate. Généralement les communs sont contigus, le logis ne se distinguant que par la blancheur de ses murs passés à la chaux ; le tout est à un étage ; granges au-dessus de l'étable. Parfois, une autre disposition est

1. Franke. Ö. U. M. *Krain*, p. 396. M. Murko (*Zur Geschichte des volkstümlichen Hauses bei den Südslaven*, Mitt. Anthropolog. Ges., Vienne, 36 Bd. 1906, p. 12-29), voit dans la maison slovène une imitation de la maison allemande, dont le trait essentiel est la séparation de la cuisine et du logement; le type à 3 compartiments s'est aussi développé.

adoptée : l'habitation est séparée des communs perpendiculaires ou parallèlement orientés par une cour intérieure et carrée, fermée par des bâtiments [1].

En Haute-Carniole et au cœur du pays, la pierre domine dans la construction ; car le bois est devenu plus rare. C'est le cas surtout dans les causses qui couvrent le karst. En descendant vers le littoral, les maisons modifient leur physionomie ; elles se mettent en état de défense contre la bora, elles se font basses, trapues, se coiffent, non plus de chaume mais de lattes que maintiennent de lourdes pierres. Elles se relient par des murs. Elles ont l'aspect plus minable que dans le haut pays ; elles sont faites en planches avec un revêtement de mur extérieur et intérieur.

En résumé le type varie avec la nature du sol, le climat, mais n'est point, peut-on dire, réprésentatif de la race. Il est commandé par les conditions géographiques seules.

## III

### Répartition et statistique.

La Slovénie, dont les Slovènes Hongrois n'occupent qu'une petite annexe, est une province géographique. Elle touche à l'Autriche allemande vers les confins de la Styrie, dans les derniers promontoires alpestres qui s'aplatissent sur le bassin hongrois, entre la Mur et la Drave. Radkersburg, sur la première de ces rivières, est le dernier poste allemand ; c'est là que la Mur se dégage de la montagne ;

1. Voir deux plans d'exploitations rurales, en Carniole et près de la frontière de Croatie dans F. Tetzner, *Die Slowenen* (Globus, XCI, 1907, p. 266-7). A. Dopsch, § 9, traite de la *zadruga,* institution assez tardive — elle ne paraît pas remonter au delà du VIIIe siècle — et qui n'a rien de spécifiquement slave. Bunker, *Windische Fluren und Bauernhäuser aus dem Gailtale in Kärnten* (Mitt. Anthropol. Ges. Wien, 35 Bd, 1905, pl. 37 avec 38 fig., dans le texte), ne signale pas de différence extérieure entre les maisons wendes et allemandes, mais à l'intérieur la pièce à foyer (*herdraum*) sert simplement de cuisine chez les Slaves ; les Allemands du Gail cuisent, mangent, travaillent, dorment dans la même pièce. Sur la maison slovène, voir encore Rhamm, *ouvr. cité,* 2e Abt. Erster Teil, p. 856-71.

c'est dans ce coin que s'amorce la frontière politique entre Autriche et Hongrie. De là les Slovènes s'étendent vers l'Ouest, campés sur les contreforts, les Windische Bühel dont le nom est significatif, sur le Posruck et sur les « Alpes » qui barrent au Nord la bande basse de la Drave. Le faîte de partage entre cette rivière et la Mur semble respecté par les deux groupes allemand et slovène comme limite de leur domaine, de sorte que la zone mixte s'amincit singulièrement, sauf le pédoncule qui relie Marbourg au bloc germanique. Plus à l'ouest, la transition est non moins brusque : des piliers (*kogeln*), le revers méridional des Tauern, le haut socle du Dobrač, les crêtes d'entre Gail et Drave ont arrêté l'expansion slovène ; mais par les échancrures, tantôt les Slaves, tantôt les Allemands se sont insinués ; par celle de la Glan, les Allemands ont gagné Klagenfurt ; par le fossé du lac d'Ossiach, par Villach, et au-delà du Gail, leurs colonies ont maîtrisé les avenues de l'Adriatique, Tarvis et Pontafel. Les Slovènes ont poussé au Nord de la Drave, qu'ils ne franchissent guère que vers Völkermarkt, et du Gail, dont ils enserrent encore le cours, au-dessous de Saint-Hermagor [1]. Leur aire propre, c'est le terroir large de 200 kilomètres environ où le calcaire s'épanouit, avec ses vallées inachevées où les eaux se terrent et reparaissent alternativement, où se creusent des grottes; sol inquiet que les tremblements de terre bouleversent; sol criblé de trous en forme d'entonnoir, les *dolines*; à peine protégé encore par quelques forêts. Les Slovènes se cantonnent surtout sur les ressauts et le plateau de calcaire triasique limité par deux dépressions, l'une à l'ouest, dessinée par l'Unz, le lac de Zirknitz et la percée de la Kulpa; l'autre à l'est, par la ligne de la Gurck (orientée NW-SE.) et au delà des Monts des Uskoks, par la ligne de la Kulpa, tracée dans le même sens parallèle au

1. Bidermann, p. 376. Klun, *Die Slovenen*. (Ausland, 1872, p. 257, 282.) Les frontières linguistiques sont tracées sur les cartes suivantes, de conception pangermaniste, mais en somme exactes (d'après le recensement de 1900). P. Samassa, *Deutsche und Windische in Südösterreich* (Deutsche Erde, II, 1903, carte 4 à 1/1.250.000; M. Wutte, *Sprachenkarte von Kärnten* à 1/200.000 (D. Erde V, 1906, carte 3), R. Pfaundler, *Sprachenkarte von Steiermark* (même échelle, *ibid.*, VI, 1907, carte 3). M. Wutte, *Sprachenkarte von Krain* (même échelle, *ibid.*, VIII, 1909, carte 1).

plissement; le centre de ce plateau est défoncé par une série de cuvettes encastrées ou *polje*, comme celles de Reifnitz ou de Gottschee. Entre ces creux, les arêtes calcaires se dressent à 1.100 mètres, en surplombant de 600 mètres environ au-dessus des bas-fonds. Les Slovènes ne débordent guère le palier calcaire du trias; ils s'avancent pourtant au sud-ouest sur la terrasse calcaire crétacée, gradin qui descend sur le champ d'effondrement adriatique; c'est déjà le pays de Goriz et le littoral où joue l'influence de la mer.

Dans les limites ainsi circonscrites combien vivent de Slovènes?

Un recensement ethnographique a été tenté par Czœrnig dans sa *Völkertafel* : les 1.172.000 Slovènes (y compris ceux de Trieste, d'Istrie, de Hongrie et du Frioul depuis perdus) sont partagés par lui en Wendes de Basse-Styrie et en Slovènes propres. Les premiers se divisent en un certain nombre de groupes distingués plutôt d'après leur situation géographique que d'après leur dialecte : Gorcani, Savnicari, Krainci, 8 en tout. En Carniole, Czœrnig sépare les Gorenci (montagnards) de la Haute-Carniole, les Dolenci de la Basse, et les Carniolais proprement dits du Centre[1].

Les Slovènes des trois provinces alpestres, — Styrie, Carinthie, Carniole, — forment un agrégat de 983.000 individus. Avec les congénères du Littoral au nombre de 266.000, la Slovénie compte un peu plus de 1.250.000 âmes. Elle semble, des provinces ethniques, la moins vivace, puisqu'elle n'a gagné, en vingt ans (1891-1910), que 76.000 unités, alors que toutes les autres nationalités cisleithanes se sont développées plus intensément. Pendant les deux dernières décades, le taux de l'accroissement a été fort inégal : 1,37 p. 100 de 1891 à 1900 ; 5,04 entre les deux derniers recensements, indice de meilleur augure, mais dont les Slovènes alpestres ne sauraient se prévaloir. Les Styriens, dans la dernière décade, n'ont gagné qu'un effectif dérisoire de 153, exactement de 409.531 à 409.684 ; en Carinthie, le Slovène accuse un déchet

1. Cf. Klun, *loc. cit.*

de 8.283 confesseurs de cet idiome ; en Carniole, terre d'élection, c'est à 15.676 que le renfort se chiffre sur un bloc de 490.000 individus. La zone adriatique est plus hospitalière — nous le verrons — à cette nationalité.

Tous ces Slovènes sont-ils de bon aloi ?

La statistique masque aisément quelques anomalies qu'il faut relever, ne fût-ce que pour la mettre en défaut et pour révéler toute la complexité des conditions ethnographiques. Ainsi en Styrie, dans la vallée de la Drave [1] (Draufeld), dans les arrondissements judiciaires de Friedau et Rohitsch, les noms de famille serbes et croates sont fréquents : ces derniers sont soit des vieux Croates, soit des Croates slovénisés ; les immigrations datent du XVI^e siècle.

En Carniole vivent des Uskoks, au pied de la petite chaîne montagneuse de ce nom, aux confins du pays croate. Ces Uskoks sont originairement des Serbes, mais qui ayant renoncé à la foi grecque orthodoxe pour le culte catholique grec, voire même romain, ont pris la langue et les mœurs des Croates. Ceux qui sont restés fidèles à leur communion et dont quelques-uns habitent en Carniole (le gros étant demeuré dans le district de Stichelburg en Croatie) représentent l'élément serbe authentique : on les trouve dans les environs de Möttling, Tchernembl (où Le Monnier marque une colonie allemande) ; dans le village de Bojanci (teinté sur la carte de Le Monnier au sud-est de Gottschee) s'est maintenue une petite communauté de catholiques grecs qui ne sont pas de race slovène. Ce sont des groupes insignifiants par le nombre (dans le *gerichtsbezirk* de Tchernembl, 227 Grecs orientaux, dans celui de Möttling voisin 379 Grecs unis) ; mais ce ne sont point des faits insignifiants au regard de l'ethnographie, car ils expliquent un phénomène curieux : cette transformation ou transsubstantiation ethnique qui s'opère avec le changement de religion, phénomène usuel dans l'Orient où la confession religieuse se confond avec la nationalité.

La statistique officielle, qui s'en tient au signe tout exté-

1. Bidermann (Forsch. Deutschen Landes-und Volksk. II, p. 371-9).

rieur de la langue, commet une erreur ethnographique, quand elle enregistre comme Slovène la population sud-orientale de la Carniole qui touche aux confins croates. Déjà les Slovènes ont senti et dénoncé la différence généalogique, en désignant sous le nom de Carniolais blancs les riverains de la Kulpa, de Möttling à Osiunic. Ces Beli Krajnci sont des Croates purs : dans le district de Tchermembl seul, on les évaluait à 28.000 (1880). [1] Leur costume et leurs mœurs les rapprochent de leurs congénères de la Croatie. Le dénombrement ignore, comme les intéressés eux-mêmes sans doute, ces particularités pour lesquelles il semble que la prescription soit acquise.

Il eût été possible d'encadrer les Slovènes dans une province politique ou historique. Mais cette conception eût favorisé le fédéralisme et mis en échec la suprématie allemande. Aussi les Slovènes sont répartis entre trois *kronländer :* Styrie, Carinthie, Carniole, sans parler de ceux du Littoral (de l'Istrie, de Goriz et Trieste) et de la Hongrie. Il faut que l'ethnographie s'adapte ici à ces circonscriptions administratives, parce que la lutte des nationalités s'y enferme elle-même ; c'est dans les limites d'un *kronland* que se dispute l'hégémonie ou que se mesurent les droits historiques des groupes de population.

La Styrie est partagée inégalement entre Allemands et Slovènes. Les premiers gardent la prépondérance, 983.000 contre 410.000 Slovènes [2].

Ici les chiffres officiels sont des plus encourageants pour l'allemand : de 1891 à 1900 l'élément germanique a progressé de 6,42 p. 100, le slovène de 2,26 ; de 1901 à 1910, la différence s'accentue, 8,97 contre 0,04. Mais constatation consolante : les Slovènes passent pour être plus proli-

1. La population en 1910 est de 24.000 individus, dont 23.000 confessent le slovène ; quant aux Croates, on en dénombre 41.

2. Zemmrich, (*Deutsche und Slovenen.* Globus, 1895, vol. 69 avec carte, p. 8-11.) Supan, (Peterm. Mitth. 1896, Litteraturbericht, n° 128), estime que Zemmrich a exagéré le nombre des Allemands en Carniole, où la slovénisation a fait de grands progrès : les Slovènes anciennement germanisés reviennent à leur nationalité originelle.

R. Pfaundler, *Die nationalen Verhältnisse in Steiermark am Ausgang des* 19. *Jahrhunderts* (Stat. Monatsschr. 1906, p. 401 suiv.), *Die deutsch-slovenische Sprachgrenze in Steiermark* (D. Erde VI, 1909, p. 42-8).

fiques. Les districts où ils dominent sont affectés des taux de natalité les plus élevés.

EXCÉDENT DES NAISSANCES SUR 100 HABITANTS (1900)

| DISTRICTS SLOVÈNES | | DISTRICTS ALLEMANDS | |
|---|---|---|---|
| Cilli campagne. . . | 11,71 | Bruck . . . . . . . | 11,61 |
| Gonobitz . . . . . | 10.11 | Deutschlandsberg. . | 4,37 |
| Luttenberg . . . . | 8,68 | Feldbach. . . . . . | 3,28 |
| Pettau campagne. . | 11,51 | Gröbming . . . . . | 9,73 |
| Rann . . . . . . . | 12,13 | | |

Si les Allemands, plus aisés, produisent moins d'enfants, ils les gardent chez eux et les envoient moins volontiers au dehors. Les circonscriptions slovènes souffrent plus de pertes par émigration que les allemandes.

PERTE PAR ÉMIGRATION POUR 100 HABITANTS (1900)

| DISTRICTS SLOVÈNES | | DISTRICTS ALLEMANDS | |
|---|---|---|---|
| Cilli campagne . . . | 6,80 | Deutschlandsberg . | 3.56 |
| Gonobitz . . . . . . | 10.43 | Feldbach . . . . . | 0.83 |
| Luttenberg . . . . . | 5.98 | Gröbming. . . . . | 6.14 |
| Pettau campagne . . | 8,67 | Hartberg . . . . . | 0,31 |
| Rann. . . . . . . . | 7,21 | Judenburg. . . . . | 2,83 |

Et même les contrées les plus allemandes exercent quelque attraction[1].

Est-ce le paysan slovène, qui, désertant ses misérables champs, vient chercher fortune dans des régions plus riches. et grossir le prolétariat des campagnes et des villes?

Le Slovène, dans les centres urbains surtout, où il arrive comme domestique ou petit artisan, s'agrège à la nationalité de ses maîtres ou de ses clients les plus riches ; en une ou deux générations l'assimilation est consommée. Même dans les petites cités, Marburg, Pettau, l'élément slovène s'atrophie, ainsi qu'en témoignent les recensements successifs.

| | POURCENTAGE DE L'IDIOME SLOVÈNE | | |
|---|---|---|---|
| | 1890 | 1900 | 1910 |
| Marburg . . . . . . . . . . . . . | 18,97 | 17.32 | 14,38 |
| Pettau . . . . . . . . . . . . . . | 19,08 | 15.60 | 14,01 |

1. C'est le cas des districts de Graz campagne, Leoben, Liezen, Mürzzuschlag, Weiz.

A Cilli seulement, après une éclipse, les Slovènes ont repris vigueur[1].

| POURCENTAGE DE L'IDIOME SLOVÈNE | | |
|---|---|---|
| 1890 | 1900 | 1910 |
| 26,12 | 22,64 | 30,34 |

Le germanisme cependant conquiert les pays alpestres : les Allemands tirent du recensement de 1910 des conclusions réjouissantes pour leur amour-propre[2]. En Styrie la zone allemande s'est d'abord plus fortement peuplée depuis dix ans que la zone slovène [3].

Les Allemands se sont en outre faufilés le long de la Südbahn et ont relié Marburg, jusque-là un îlot linguistique, au bloc allemand. La ville a gagné ainsi 3.000 âmes de cette nationalité, tandis que les Slovènes sont diminués de deux centaines. Enfin les petits essaims allemands en pays slave ont grossi ; il n'en est pas de même des minorités slovènes dans les communautés allemandes.

En Carinthie, même phénomène qu'en Styrie : le progrès de l'allemand de 1900 à 1910 ressort à 12,72 p. 100, le recul des Slovènes à 15. On comptait 90.495 Slovènes en 1900; dix ans après, ils ne sont plus que 82.212 : les 8.000 défaillants semblent pour la plupart des transfuges; ce sont des néo-teutons. Mais l'élément allemand s'est accru, non seulement de ces 8.000 unités, mais de 34.000. Ici encore le chemin de fer sert de canal d'adduction à un flux allemand : la ligne des Karawankes, nouvellement ouverte, a fait monter le chiffre de près de 1.000 dans le seul district de Villach; et 1.500 Slovènes ou bien ont cédé la place ou se sont germanisés. Les Slovènes se laissent entamer même dans leur domaine; l'argent,

1. Knittl. *Die deutsche Sprachinsel Cilli* (Klagenfurt 1888).

2. R. von Pfaundler, *Die Ergebnisse der Volkszählung vom* 31 *Dezember* 1910 *in den deutschösterreichischen Alpenländern* (Deutsche Erde XI 1912, p. 96-109).

3. SUR 1.000 HABITANTS PARLAIENT :

| ALLEMAND | | SLOVÈNE | |
|---|---|---|---|
| 1900 | 1910 | 1900 | 1910 |
| 687 | 705 | 312 | 294 |

Les Allemands ont gagné plus de 81.000 unités, les Slovènes, 153 !

l'esprit d'entreprise des Allemands les débusquent[1].

Les Slovènes sont dans l'intérieur de la province morcelés par les deux blocs germaniques qui s'épaississent autour de Villach et Klagenfurt; ils sont coupés de leurs frères de Carniole par la muraille des Karawankes, aux brèches rares. Les villes sont les foyers du germanisme : à Klagenfurt, l'élément slovène, entre les deux derniers recensements, a fléchi de 7,17 p. 100 à 6,41 p. 100 ; dans l'arrondissement de Völkermarkt, presqu'entièrement slovène, l'élément slave s'affaiblit sensiblement[2]. Dans toutes les localités de quelque importance, les Allemands forment des agglomérations assez drues, maîtresses le plus souvent de l'industrie et du trafic ; les touristes mêmes, que la ligne des Tauern sollicite, obligent l'indigène à se familiariser avec l'idiome de cette clientèle payante. Il suffit de l'ouverture ou de la fermeture d'un établissement industriel pour amener un îlot linguistique à l'une ou l'autre nationalité, ou encore de l'installation d'une gare : le chemin de fer du Gail a été un instrument de germanisation. Le Slovène se prête docilement à l'*eindeutschung* : il se sent rehaussé dès qu'il balbutie l'allemand ; il veut que cette langue soit enseignée à ses enfants; dans le district de Völkermarkt, de population presque entièrement slovène, 34 écoles populaires (*Volksschulen*) sont utraquistes ou bilingues, une seule exclusivement slovène[3] ; le *Schulverein* pangermaniste rencontre ici toute complaisance.

La Carniole est la province slovène par excellence : là 28.000 Allemands sont aventurés parmi 490.000 Slaves, et moitié d'entre eux, 13.000, se pressent dans une enclave,

1. SUR 1.000 PERSONNES PARLAIENT :

| ALLEMAND | | SLOVÈNE | |
|---|---|---|---|
| 1900 | 1910 | 1900 | 1910 |
| — | — | — | — |
| 748 | 786 | 251 | 212 |

2. Dans cette contrée slovène, le taux de natalité est le plus faible de toute la province. Ces données officielles (Oesterr. Stat. LXIII, Band. Heft., I, p. XXXIX), ne concordent pas avec l'assertion de Wutte, pour la décade 1891-1900, qu'à Klagenfurt les Allemands ont perdu 3 p. 100 et que Villach et ses environs sont restés stationnaires (p. 87).

3. G. Lenz, *Die deutschen Schulen im windischen (slovenischen) Sprachgebiet Kärntens* (Deutsche Erde, II, 1903, p. 81).

celle de Gottschee; un essaim plus petit, de 3 000 individus environ, se maintient à Rudolfswert[1]. Partout ailleurs, le tudesque est noyé : dans la ville même de Ljubljana[2], 6.000 (avec fonctionnaires et garnison) au milieu de près de 34.000 Slovènes[3]. Aussi les Allemands, par une loi fatale, se dénationalisent et adoptent la langue ambiante .

Ces chiffres inspirent aux Allemands d'autant plus d'amertume que la Slovénie leur apparaît comme dégermanisée. On évoque l'œuvre colonisatrice de l'évêché de Freising qui dès le XI^e siècle transplanta dans ces parages encore vierges de la Carantanie des paysans allemands de Bavière et du Pustertal[5]. Chose curieuse, le patriarcat d'Aquilée, lui aussi, introduisit des cultivateurs allemands. Une noblesse tout allemande, des Weimar-Orlamünde, des Andechs, des Sponheim, des Ortenburg, acquirent de grands domaines qu'ils firent défricher par des Allemands; à côté de ces maisons, originaires du dehors, s'épanouit une aristocratie indigène, elle aussi imprégnée de germanisme,

1. A noter que sur la carte de Wutte ce point est moins intensément teinté que l'îlot de Weissenfels, à la frontière NW. où l'on compte 610 Allemands, mais ceux-ci forment une proportion plus forte du total.

2. Prononcer : Lioubliana, nom slave de Laibach.

3. C'est un des rares points où les Slovènes se soient fortifiés : de 1900 à 1910, ils ont passé de 30 à près de 34 mille.

4. PROVINCE DE CARNIOLE

| ALLEMANDS | | | | SLOVÈNES | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1880 | 1890 | 1900 | 1910 | 1880 | 1890 | 1900 | 1910 |
| 29,392 | 28,032 | 28,177 | 27,915 | 447,336 | 466.269 | 475,302 | 490,978 |

SUR 1.000 PERSONNES PARLAIENT :

| ALLEMAND | | SLOVÈNE | |
|---|---|---|---|
| 1900 | 1910 | 1900 | 1910 |
| 55,87 | 53,65 | 942,44 | 943,60 |

La dernière décade n'accuse qu'un insignifiant recul de l'allemand, 262 unités, soit 0,93 p. 100; le progrès du slovène est faible, 3,30 p. 100, représentant 15 à 16.000 personnes.

5. Jusque dans ces dernières années (en 1875 encore) les gens de Zarz envoyaient à l'église d'Innichen dans le Pustertal, berceau de leur colonie, une offrande pour une messe qui devait préserver leurs champs des insectes nuisibles. Aujourd'hui Zarz est tout slovène (Wutte, *loc. cit.*, p. 13 et Primus Lessiak, *Die deutsche Sprachinsel Zarz-Deutschrut* D. Erde, IV, 1905, p. 176).

dont la dynastie la plus illustre est celle des Auersperg; la noblesse slovène s'éteignit. Dans les villes prospérèrent des bourgeoisies allemandes; Laibach compte au début du XVIIe siècle 247 familles allemandes, 154 slaves, 41 italiennes; ces bourgeoisies correspondent et commercent avec les cités d'Allemagne. C'est l'Allemagne aussi qui alimente la vie intellectuelle : l'Université de Tubingen est dotée de bourses pour des étudiants carniolais; dans les écoles élémentaires, l'allemand est enseigné. Trubar, l'initiateur du mouvement slovène, reconnaît lui-même que toute l'élite du pays sait et parle l'allemand, que le bas peuple seul se sert du winde; l'allemand est l'idiome administratif, juridique, quasi officiel.

Les campagnes mêmes ont gardé longtemps l'empreinte allemande, ce dont témoigne la toponymie : on relève 7 Deutschdorf, 8 Neudorf, des Gereuth, aujourd'hui semés en terre slovène.

De cette déchéance on se console par la conscience de la supériorité économique; l'industrie minière et métallurgique, celle du bois, celle des textiles sont presque exclusivement entre des mains allemandes[1]. Et malgré cette prépondérance matérielle, le germanisme est tenu en échec.

C'est surtout en Carniole que méritent d'être examinés les îlots linguistiques. Les Allemands surveillent d'un œil jaloux et tendre ces fragments détachés de la masse nationale qu'ils s'efforcent de ne laisser ni entamer ni dégénérer.

Un des plus remarquables de ces postes avancés et perdus est le pays de Gottschee[2], sis à quelques lieues au sud-

1. Wutte, sur sa carte, a montré la répartition des châteaux et des fabriques. Sur 86 établissements industriels de toutes catégories, 14 seulement sont situés en territoire purement slovène; les autres dans des localités où l'allemand est plus ou moins représenté. Cf. *Das Deutschtum im Wirtschaftshaushalte* I, p. 418 suiv.

2. La bibliographie sur Gottschee est abondante. On trouvera de nombreuses indications dans Krones, *Die deutsche Besiedlung*, l'article de Schroer dans le vol. *Krain* (Ö. U. M.) renferme les détails les plus topiques; nous y avons puisé.

Sur d'autres enclaves allemandes p. ex. Zarz en Carniole, on consultera diverses notices de Czoernig parues dans les Mittheil. du Club alpin allem.-autrichien entre 1875 et 1878.

V. encore Gehre. *Die deutschen Sprachinseln im Süden des geschlossenen deutschen Sprachgebietes*. Klagenfurt, 1889.

est de Ljubljana, sur un des cantons les plus désolés du karst de la Carniole, qu'effleure au sud la Kulpa dans son cours tourmenté, là où elle dessine la démarcation entre Slovènes et Croates[1].

C'est un paysage triste, aux maigres pâtis saupoudrés de pierraille, où croit une fougère rabougrie et où les quelques plaques de terroir cultivable sont jalousement enfermées par des murs, tant elles sont précieuses : on y sème du chanvre et des légumes. Tout ce coin n'est habité que depuis le xiv[e] siècle, où les comtes d'Ortenburg reçurent du patriarche d'Aquilée le patronat sur les friches et les bois de ce désert et y transplantèrent des colons, qui exploitèrent ce sol vierge — car on n'y a trouvé aucun vestige de peuplement antérieur. Les nouveaux venus ne furent troublés que par les Turcs en 1469, qui détruisirent leurs établissements; mais leurs voisins slovènes et croates se tinrent à distance. L'abord du pays est peu alléchant : à peine si des routes carrossables y donnent accès aujourd'hui. La ligne ferrée y aboutit. La vie n'y est pas douce ; l'hiver y est long et rude, et ne souffre aucun semis; l'eau y est si rare à fleur de sol, qu'il faut conserver dans des réservoirs la pluie et la neige. On comprend que les gens de Gottschee aient pu se garder intacts de toute contamination pendant des siècles. Ils se sont, sur une superficie de plus de 700 kilomètres, répartis en 171 localités. D'où viennent ces Allemands ? L'anthropologie ne fournit guère d'éclaircissements sur leurs origines ethniques. Les crânes n'ont guère été étudiés; le recensement scolaire dénonce une plus forte proportion de type blond que parmi les Allemands de la Carinthie, mais avec une accentuation, au regard de ces derniers et même des Slovènes, du type foncé (type foncé 7,6 p. 100, Allemands de Carinthie 2,8, Slovènes 4,0). Le dialecte contient des formes et un vocabulaire de provenances diverses : expressions austro-bavaroises (*ertag-dienstag; dankh-links*), des noms souabes, franconiens, bas-allemands; une phonétique qui rappelle celle des Sette Communi et des communautés teutonnes du Mont Rose :

1. L'îlot allemand déborde l'arrondissement (*Bezirkshauptmannschaft*) de Gottschee.

le changement de l's en *j* (français) : (*jeale-seele*) ; de l'*f* en *v* (*wuter-vater*) ; du *v* en *b* (*bain-wein*). Ce patois inintelligible aux étrangers, même allemands, est riche en contes et poésies d'une certaine originalité[1].

C'est grâce aux femmes que se perpétuent les traditions et les mœurs. Car elles seules restent au pays, portant encore le vieux costume monastique : coiffe blanche, tunique blanche sans manches ouverte sur le devant, sur une chemise plissée, bas rouges et chaussures noires. Les hommes s'en vont : à Vienne ils sont les marchands d'oranges attitrés ; ils rentrent à la Saint-Jean rapportant le gain de l'année ; le ménage et les travaux de culture sont menés par la femme. Ce sont gens pacifiques et craignant les coups. Valvasor déjà les qualifiait « d'innocents moutons... » Ceux qui étudient deviennent intelligents et même savants, « bien qu'ils aient moins de cœur aux armes qu'aux livres »[2].

L'indigène de Gottschee a l'amour passionné du clocher ; il ne veut pas être confondu avec le Carniolais ; il est fier de sa petite capitale de 1.500 âmes, à l'ombre du château des Auersperg, seigneurs de Gottschee depuis 1604, ducs depuis 1791. Il semble que les intrus s'éliminent d'eux-mêmes de cette terre ingrate et inhospitalière. En 1880 le dénombrement accusait 14.323 Allemands et 5.622 Slovènes, dans le seul *gerichtsbezirk* de Gottschee. En 1890 le chiffre des Slovènes est tombé à 4.895 ; en 1900 encore une petite diminution : 4.718 ; en 1910, 4.689. Celui des Allemands a baissé lui aussi, de 14.301 à 13.955 ; cet amoindrissement est dû à l'exode, provoqué par la misère : pas une seule fabrique dans la contrée. Les Associations allemandes travaillent avec d'autant plus de ferveur au sauvetage de ces enfants perdus : 30 écoles, un gymnase, une école technique pour l'industrie du bois y soutiennent le sentiment du deutschtum, de plus en plus menacé ; le recensement de 1910 n'est guère rassurant, le germanisme s'effrite.

1. Th. Elze. *Die Abstammung der Gotscheer* (Mitt. Mus.-Ver., Krain, 1900, p. 93).

2. Cité par Tetzner, *Globus*, 1907, I, p. 266.

## IV

### La nationalité slovène.

La nationalité slovène eut un enfantement laborieux et lent. Un moment ce peuple avait vu luire comme l'aube de son réveil ; c'est quand au IXe siècle les apôtres Cyrille et Méthode prêchèrent l'évangile et célébrèrent la liturgie en langue slavone ; les fidèles allèrent à leurs pasteurs naturels, d'autant que les papes Adrien II et Jean VIII avaient autorisé la liturgie slave (879-80). Le clergé allemand trembla de voir ses ouailles lui échapper ; il ne les maintint dans l'obéissance que grâce au complaisant appui du bras séculier, de la noblesse terrienne qui multiplia les colonies allemandes; il réduisit à la portion congrue les clans souvent semi-nomades sous leurs *zupan*. Une seconde chance de relèvement s'offrit aux Slovènes quand, au cours du XIIIe siècle, le roi de Bohême, Pemyšl Ottokar II, par suite de l'extinction de la dynastie ducale, devint maître de la Carinthie et d'une partie de la Carniole. Mais cette domination dura quelques ans à peine (1268-75) ; Rodolphe de Habsbourg déploya tous ses efforts contre cette ébauche d'empire slave qu'il détruisit.

Ce qui contribua d'ailleurs à réprimer chez les Slovènes tout sentiment d'indépendance, ce fut le souci de leur sécurité : ils eurent à se défendre contre les irruptions, les chevauchées des Turcs, et à guérir tous les maux de ces passages dévastateurs comme des trombes. Mais au XVIe siècle l'agitation religieuse de la Réforme provoqua chez eux un mouvement national dont le foyer fut la cité académique de Tubingen. Là s'était réfugié, après avoir propagé la doctrine de Luther dans l'idiome populaire, un ancien chanoine de Ljubljana, Primus Trubar, né à Rašica (basse Carniole) qui depuis 1550 lança un catéchisme et une « Doctrine chrétienne » ouvrages encore imprimés en lettres gothiques (allemandes). Dès 1560 fonctionna à Tubingen une imprimerie avec caractères cyrilliques et glagolitiques, pour les communautés sud-

slaves; une autre fut fondée par Trubar même à Ljubljana de 1562 à 1564; mais l'apôtre dut s'exiler de nouveau, et de la petite cure du Wurtemberg où il avait trouvé asile son action continua de s'exercer jusqu'en 1586, année de sa mort. Il fut au point de vue littéraire aussi le Luther des Slovènes et des Croates. Deux ans auparavant Dalmatin, un Carniolais, avait édité sa traduction de la Bible à Wittenberg ; la même année Bohorič avait publié une grammaire néo-slovène qui avait permis de constituer la langue. L'œuvre de Dalmatin parut sous les auspices des Etats de Styrie, Carinthie et Carniole[1].

La contre-réforme, que poursuivit impitoyablement l'évêque de Ljubljana, Thomas Chrön ou Hren (1597-1630), servit aussi en quelque mesure la langue et l'esprit national : hérétiques et orthodoxes s'accablèrent de controverses que tous pouvaient lire ; l'évêque lui-même entreprit une traduction des Livres saints[2].

Mais les Jésuites auxquels fut confié l'enseignement se désintéressèrent de l'idiome et de la littérature locale ; à la fin du XVIII[e] siècle seulement, devant les tentatives de germanisation de Joseph II, le slovène se réveilla : renaissance provoquée de loin par la Révolution française. L'occupation française fut à ce titre un bienfait pour la nationalité qui reprenait conscience; Bernadotte, en mettant le pied sur le sol de la Carniole, en mars 1797, lança une proclamation aux habitants en trois langues : français, allemand, slovène ; de même fit Bonaparte, qui promettait de respecter religion et coutumes du pays. C'était la reconnaissance officielle du slovène ; quand, en 1809, furent constituées les provinces illyriennes[3] dont Marmont fut gouverneur et dont la capitale fut Ljubljana,

1. Wladimir Milkowicz, *Der slowenische und der serbo-kroatische Stamm* (Helmolt, *Weltgeschichte*, V, p. 311).

2. Fr. Ilwof, *Der Protestantismus in Steiermark, Kärnten und Krain vom 16 Jahrhundert bis in die Gegenwart* (Graz, 1900).

3. En 1811 (15 avril), l'Illyrie fut divisée en six provinces civiles et une militaire : Carinthie (Villach), Carniole (Ljubljana, Laibach), Istrie (Trieste), Croatie civile (Carlovac, Karlstadt), Croatie militaire, Dalmatie (Zadar, Zara), Raguse,

Charles Nodier, bibliothécaire à Ljubljana, dirigea un journal franco-slave, *Le Télégraphe illyrien*.

l'allemand fut banni des écoles normales et remplacé par la langue nationale. Cette période fut singulièrement féconde pour le développement du génie slovène : c'est alors que se déplôie Valentin Vodnik, qui avait rédigé le premier journal slovène, la première histoire de sa province, la première grammaire populaire, traduite de la grammaire de Lhomond (1811), et, qui surtout ranima le patriotisme slovène par ses poèmes[1]. A ce moment se remuent les frères slovènes de Styrie, de Carinthie et du Littoral : en Styrie, il se fonde à Graz en 1810 une *Societas slovenica;* en 1812, une chaire de slovène à l'Université de cette ville. Toute une pléiade de disciples et d'imitateurs de Vodnik se met à l'action : parmi eux, François Prešeren, né en 1800, mort en 1849 à Krainburg, le poète le plus classique des Slovènes. Mais l'ambition de ces écrivains ne se satisfait pas des jeux littéraires : sous l'administration oppressive et germanisatrice à outrance de Metternich, les nationalités s'arment pour la lutte; l'agitation est d'abord tout intellectuelle et lettrée; les classes populaires peu à peu pénétrées s'ébranlent dans la suite[2]. L'instrument d'émancipation et de relèvement fut une Revue, inaugurée à Ljubljana en 1843, les *Novice,* les *Nouvelles d'économie rurale et industrielles*, par le Dr Bleiweis (Plavez), mort en 1881. Malgré son titre spécial cette Revue est vraiment nationale, parce qu'elle étudie et vivifie toutes les manifestations de la vie publique : lettres, sciences, arts; toute une phalange de savants et d'écrivains y a combattu le bon combat.

En Carinthie, le foyer de propagande fut la Société de Saint-Hermagor, sous les auspices du prince évêque de

1. Ode à Napoléon, l'*Illyrie ressuscitée :* « Napoléon a dit : Réveille-toi, Illyrie. Elle s'éveille, elle soupire. Qui me rappelle à la lumière? O grand héros, est-ce toi qui me réveilles? Tu me donnes ta main puissante, tu me relèves. Notre race sera glorifiée, j'ose l'espérer. Un miracle se prépare je le prédis » (V. Louis Leger, *La Save, le Danube et le Balkan*. Paris, Plon, 1884, p. 20.)

2. L'étude du *slave* est autorisée, même obligatoire, pour les étudiants théologiens du lycée de Ljubljana en 1818. Il est prescrit aussi aux juges d'instruction et assesseurs de posséder le *wende;* en 1827, aux commissaires de cercles en *Illyrie* de connaître à fond le *wende* ou *carniolais* (*krainerisch*). Le mot *slovène* n'apparaît qu'en 1831 (Fischel, *Sprachenrecht*, nos 126. 138. 141).

Lavant, Antoine-Martin Slomšek (né en 1800 à Slom en basse Styrie, mort en 1862 à Marburg) qui transfère son siège épiscopal dans cette dernière ville, désormais capitale et centre d'action des Slovènes styriens. La Société compte actuellement près de 50.000 adhérents.

Donc si la nationalité slovène a pu ressusciter, c'est par les œuvres de l'esprit, par les lettres, les sciences et les arts, et avec tant de puissance et de prestige qu'elle a reconquis non-seulement la classe cultivée, mais jusqu'aux paysans en servage tudesque encore au seuil du XIX[e] siècle, c'est que l'école et l'Église se sont conjurées contre le germanisme.

Dans la monarchie cisleithane, les Slovènes sont les représentants du monde sud-slave et ses soldats. Cette solidarité, l'Illyrie, — dont le gouvernement même reconnaissait la personnalité puisqu'il la désignait sous ce nom dans les documents officiels — l'Illyrie l'affirma solennellement ; dans une pétition à l'Empereur, d'avril 1848, était réclamée la formation d'un « pays slovène » et la concentration des congénères en une nation[1]. Cette Slovénie devait entrer en communion avec les frères de Slavonie, Croatie, Dalmatie, par l'établissement d'un foyer de haute culture, d'un centre intellectuel de cette patrie qui serait l'Université slovène, et sise non pas à Ljubljana, petite ville de province trop écartée, mais à Trieste, dans la cité qui s'ouvre sur le dehors.

Ambition d'autant plus impérieuse que l'idiome populaire était proscrit, même des écoles populaires, proscrit des tribunaux et des bureaux. « Le Slovène est resté un paria dans les écoles de son propre pays » porte une pétition adressée au Ministre Schmerling en 1861 par les Slovènes de Carniole, Styrie, Carinthie, Istrie et Goriz[2]. Des

1. Klun, *loc. cit.*, attribue ce dessein au moins aux Slovènes de la Carniole. Cf. *Oesterreichs Gegenwart und nächste Zukunft von einem Reichsrathsmitgliede* (Leipzig, 1888).

2. Fischel, *Materialien*, p. 331. Au début du mouvement illyrien dont il sera question plus bas, nombre de Slovènes firent mine de s'y lancer : l'orthographe illyrique de Louis Gaj fut adoptée, autorisée même par décision ministérielle, en juillet 1848 (Fischel, *Materialien* p. 326). Mais les chefs intellectuels des Slovènes, Kopitar, Prešeren, se montrèrent extraordinaire-

décisions ministérielles renouvelées ont beau ordonner l'introduction du slovène là où l'usage en est indispensable ; elles ne triomphent pas des résistances des bureaucrates et, chose curieuse, du personnel enseignant[1].

Malgré tout, cet idiome, que le ministre Glaser avait en 1871 qualifié de *kinderlallen*, de balbutiement d'enfant, finit par obtenir la parité, et même par exproprier l'allemand. En 1882, la municipalité de Ljubljana décréta dans les écoles communales l'emploi du slovène, en rognant jusqu'à la portion la plus congrue la part de l'allemand[2] : la mesure provoqua des polémiques qui durèrent des années, qui surexcitèrent si fort les passions qu'en 1887 les Slovènes se livrèrent à une manifestation au moins inconvenante, en souillant la statue de l'illustre poète Anastasius Grün (Antoine Auersperg)[3].

En Styrie et en Carinthie, la Diète est le théâtre de scènes orageuses, ou, quand les sessions se passent avec calme, c'est qu'un des partis s'est abstenu de paraître, comme ont fait les Slovènes styriens en 1895. Cette même année a surgi un épisode, qui de querelle de clocher s'est amplifié en une crise gouvernementale, dont le Parlement a retenti : c'est la création au gymnase allemand de Cilli (en Carinthie) de classes parallèles slovènes. Nouveauté insignifiante en elle-même — le crédit demandé était de 1.500 florins — mais qui émut comme un attentat tous les partis allemands avec qui les Italiens firent chorus.

ment hostiles à l'idée sudslave et fort méprisants pour l'initiateur Gaj (Fekonya, *Die Slovenen in ihrer litterarischen Beziehung zu den Kroaten*. Kroatische Revue, Agram, 1886, I, p. 20-31).

1. Voir un projet de loi de la Diète de Carniole (*Sprachenrecht*, p. 157).

2. Gross, (*Der deutschen Zunge an der Adria Noth und Hoffnung* Aus allen Welttheilen, 1883, p. 326-31), se plaint du terrorisme slovène : nomination d'un inspecteur slovène pour les écoles allemandes de Gottschee : noms slaves accolés aux localités allemandes. etc. Mêmes doléances pour les îlots allemands de Zarz-Deutschruth, etc.

Voir aussi P. Hofmann von Wallenhof, *Steiermark, Kärnten, Krain und Küstenland* (*Der Kampf um das Deutschtum* 8 Heft, Munich Lehmann 1899). On trouvera dans ce fascicule tous les griefs des pangermanistes. L'auteur a été président de l'Association Südmark.

3. Manifestation injuste aussi, car Anastasus Grün a traduit les poésies populaires slovènes, *Volkslieder aus Krain*, et dans la préface de cette œuvre (1849), il avait reconnu la légitimité du mouvement slave (Globus, 1909, I, p. 266 fin).

La coalition slave et cléricale l'emporta (juillet 1895).

Le Congrès slovène qui s'est tenu à Ljubljana dans le courant de septembre 1897 a formulé le programme et en quelque sorte le statut de la Slovénie autonome et intégrale, où se fondraient tous les membres de la famille, y compris ceux de Hongrie et les cinquante mille frères qui vivent en territoire italien[1].

1. On ne méconnaît pas du côté allemand, le succès de la campagne slovène, et tout en accusant l'action ecclésiastique des évêques de Gurk e de Lavant, celle d'une presse combative qui se multiplie, on avoue que les Slovènes, maîtres de la langue allemande, s'emparent chez eux des fonctions publiques, évincent les ouvriers allemands de l'industrie et ne ménagent pas les sacrifices à l'idée nationale (von Bothmer, *Die gegenwärtige Lage des Deutschtums in den Ländern zwischen Donau und Adria* (Deutschland, 1905, p. 118-29, 147-55, cité D. E. 1909, p. 116, nº 33.) On a reconnu en Carniole la parité des langues à la Diète en 1901, et même en 1909 la prédominance du slovène (Fischel, *Sprachenrecht*, p. 320. nº 452; p. 326, nº 490).

# CHAPITRE IV

## TIROL ET VORARLBERG

### I

### Les premières colonisations.

Les pays alpestres qui forment le flanc occidental de la monarchie échappent moins encore que le cœur des Alpes autrichiennes à la bigarrure ethnique. Si les montagnes rébarbatives se dressent comme des obstacles, ces obstacles se laissent tourner. Au nord se haussent au-dessus du plateau de molasse des chaînes à profil dur et découpé à l'emporte-pièce, à la roche nue, à la végétation maigre, à peine animées par quelques plaques forestières ou de verts pâturages ; ce sont les faisceaux calcaires du Vorarlberg, où domine, dans le Bregenzerwald, le type du relief suisse, avec sa complexion gréseuse et crétacée et le hérissement de son faîte aigu. Ce rempart se prolonge par les Alpes Algaviennes, que la profonde échancrure du Fern Pass coupe des Alpes Tiroliennes, surplombant au Nord le sillon de l'Inn. Les premières s'allongent rigides, à peine ébréchées par des entailles près des cîmes, et barrent la route du pays souabe ; en Tirol, les chaînons s'écourtent, s'abaissent vers l'Est et s'interrompent de paliers en contre-bas : tels le Wetterstein, le Karwendel [1]. Ce qui délimite le Tirol vers les Alpes orientales dans cette zone calcaire, c'est sa structure même; car plus à l'orient, déjà vers l'Achensee, le calcaire, au lieu de se redresser en arêtes, s'étale en socles plats, rappelant les causses. Telle est la frontière naturelle.

1. O. Maull, *Die bayrische Alpengrenze*. Dissert. inaug. Marburg 1910.

Le faisceau central ou cristallin affecte une plus grande indépendance encore, orographique aussi bien que géologique. Là se succèdent les groupes des Alpes Rhétiques, noyau du Vorarlberg, et ceux de l'Oeztal et du Stubay, puissantes voussures qui s'élancent à 3.000 mètres et sont coiffées de glaciers, piliers éruptifs qui jalonnent la démarcation des Alpes calcaires méridionales. Là encore l'architecture dénonce une frontière ; de l'autre côté de la ligne du Brenner s'étirent les Tauern, véritables chaînes, tandis que l'Oeztal et le Stubay se ramassent et s'arrondissent en éventail.

Toute cette masse montagneuse est pénétrable. Le Vorarlberg s'entrebaille sur la vallée rhénane, par les couloirs de Montafon, de la Landquart, le col de l'Arlberg, le val de la Bregenzer Ache qui débouche sur le lac de Constance. Avec le plateau souabe les relations sont médiocrement faciles. Mais depuis Innsbruck la dépression de Seefeld, qui n'atteint pas 1.200 mètres, est le chevet de la voie d'accès qui mène en Bavière par la Loisach et l'Isar, tandis que l'Inn se fraye le défilé de Kufstein. Et ces allées ne finissent pas en culs-de-sac : des seuils qui se dépriment avec complaisance invitent à circuler autour de ces volumineux pâtés de roches soulevées et dont l'enceinte paraît murée : entre la Basse-Engadine et le Vintschgau (Haut-Adige), la trouée de Reschen Scheideck (1.451 mètres) ; et sur la façade opposée du massif de l'Oeztal-Stubay, la profonde coupure qui plonge d'Innsbruck à Bozen, par le col du Brenner (1.362 mètres), grande route d'Allemagne en Italie. Sur ces chemins de ronde s'embranchent des corridors intérieurs, comme entre l'Oeztal et le Stubay, ceux du Passeiertal et du col de Jaufen.

Vers le sud, l'articulation est plus prononcée encore. Un arc cristallin qui s'évase et se creuse sur son versant méridional encercle un golfe de terrains sédimentaires à soubassement de porphyre, à travers lequel rayonnent les branches du réseau de l'Adige. Ce golfe est fermé à l'ouest par deux groupes, l'Ortler et l'Adamello, entre lesquels s'est buriné le val Camonica, dont le bief est

marqué par le Tonale (1.876 m.); le pied de ces groupes est souligné par une fracture décisive dans l'histoire interne des Alpes, celle de Giudicaria (lac d'Idro sur la Chiese à l'ouest du lac de Garde, coudes de la Sarca et de la Noce, Ulten Thal jusqu'à Meran). Celle-ci repère la ligne des plis calcaires et dolomitiques courant vers le N. W., mais tout morcelés par des cassures qui les scindent en hautes croupes larges, comme celle du Nonsberg, îlot topographique et ethnographique à la fois. A l'est de l'Adige, le val Sugana (Brenta) divise les Alpes du Trentin, dont les eaux dévalent dans la plaine du Pô, des dolomies si pittoresques de Fassa et du Val Grodena, séjour du peuple Ladin.

Ainsi du nord et du midi des avenues sollicitent l'immigration et livrent le passage de part en part, au prix d'un léger faîte à franchir. Presque toutes ne sont guère plus que des chemins d'intérêt local ; quelques-unes, le Brenner et l'Arlberg, ont l'importance et la dignité de voies transcontinentales. Mais grâce aux sinuosités de ces coupures dont les tronçons s'orientent tantôt dans le sens longitudinal, tantôt dans le sens transversal, comme des ruelles tortueuses, les établissements humains ne trouvent ici ni place ni sol favorables à l'agglomération ; ils se dispersent par petits paquets, chaque val peut héberger sa tribu. Aussi dit-on que les plus anciens habitants connus, les Rhétiens, étaient fractionnés en plus de 49 peuplades au moment de la conquête romaine.

C'est une histoire assez mystérieuse que celle du peuplement de cette contrée. On a imaginé l'Alpin autochtone et authentique, l'*homo alpinus ;* type encore indéfini, et indéfinissable[1]. Le nom de Rhétiens, appliqué par les Grecs et les Romains aux indigènes, n'a pas de valeur ethnographique. Les recherches linguistiques et les

1. Voir C. Toldt, *Untersuchungen über die Brachycephalie der alpenländischen Bevölkerung* (Mitth. Anthrop. Ges. Wien 40. Bd, 1910, p. 69-100, 197-250), avec discussion par G. Kraitschek (p. 229). Ernst Frizzi, (*Ein Beitrag zur Anthropologie des Homo Alpinus Tirolensis* (*ibid.*, XXXIX Band 1909, p. 1-65 avec 22 fig. dans le texte, 3 planches, 2 tableaux). termine ainsi le résumé des discussions : « S'il existe un *homo alpinus,* il doit exister aussi un *homo alpinus tirolensis.* »

découvertes de l'archéologie préhistorique dénoncent l'existence dans ces parages, à la fin de l'âge du bronze et du premier âge du fer, d'Étrusques, de Ligures[1] ou Sigynnes, d'Italiotes et de Vénètes illyriens. Voilà des nationalités établies sur un état civil des plus précaires[2]. Étrusques et Vénètes ne sont pas des autochtones ; ils ont trouvé devant eux une race de l'âge du bronze, qui a survécu parmi eux et s'est mélangée. Enfin, eux-mêmes ont vu arriver les Celtes qui peut-être les ont refoulés de la bordure des montagnes jusqu'au fond des massifs ; ces Celtes qui ont laissé des monuments particuliers de leur civilisation[3] se sont croisés à leur tour avec leurs prédécesseurs. C'est à ce produit de trois peuples qu'on décerna l'appellation collective de Rhétiens[4].

C'est une curieuse enquête que de démêler dans la to-

1. D'après d'Arbois de Jubainville, l'extrême avancée des Ligures se repérerait à Malosco, près de Trente (*ouvr. cité*, p. 70).

2. Fr. von Wieser, Ö. U. M. *Tirol*, p. 126. L'auteur signale la rencontre de tombeaux à restes incinérés et de tombeaux à squelettes dans les mêmes cimetières. Mais les deux modes funéraires peuvent avoir été pratiqués successivement par un seul et même peuple (Cf. p. 131, à propos des Breones). On veut que la première couche de population, celle de l'époque néolithique, ait été composée de Ligures et de Proto-Italiotes. (Stoltz, *Die Urbevölkerung Tirols. Ein Beitrag zur Paleo-Ethnologie von Tirol*. Innsbruck, 1892. V. particulièrement note 73).

Sur les Illyriens, voir A. Walde, *Zur Besiedelung Tirols durch illyrische Stämme* (Mitt. geogr. Ges. Wien, 1898, XLI, p. 477-91). L'auteur admet que tout le Nord du Tirol, sauf le Wipptal, a été peuplé d'Illyriens, et donne comme traces toponymiques par exemple *Scharnitz*, rapproché du vénitien alpestre *scaranto*, roche nue et aride, et autres vocables : déductions hasardées.

3. On leur attribue certains outils et instruments qui se rapportent à la période dite de La Tène, O. U. M., *loc. cit.*

4. Steub, *Zur rhätischen Ethnologie* (Stuttgart, 1854). *Ueber die Urbewohner Raetiens und ihren Zusammenhang mit den Etruskern* (Munich, 1843.) Dans ces deux écrits, Steub cherche à démontrer l'extension de l'élément étrusque. Voir A. Dreyer, *Ludwig Steub und Tirol* (Zeitschr. Ferdinandeums für Tirol und Vorarlberg, III Folge, Heft 56 (1912). (Cf. C. von Czoernig, *Die alten Völker Oberitaliens*. Vienne, Hölder, 1885, chap. III : *Die Ræto-Etrusker* (*Ræter, Etrusker, Euganeer*).

Egger (*Die Tiroler und Vorarlberger*, Die Völker, IV, p. 26) rappelle que l'hypothèse de Steub sur la prédominance de l'élément rhétien a été combattue par les partisans de la prédominance de l'élément celte.

Bidermann, *Die Italiener im tirolischen Provinzialverbande*. Innsbruck, 1874, p. 10. La question d'après Daum, cité par cet auteur, se pose ainsi : Les Rhetiens sont-ils des Étrusques ou des Raseni ? Sont-ils les descendants ou les auteurs des Étrusques ? Daum admet que la Rhetie fut le séjour primitif du peuple qui de là, chassé par les Celtes, se répandit

ponymie les vestiges des uns et des autres Ces premières couches en effet n'ont pas été masquées par l'occupation romaine très tardive, semble-t-il, et de faible empreinte[1].

Les Romains eurent d'abord pour objectif la sécurité de la Gaule cisalpine ou de la riche plaine du Pô contre les descentes des sauvages montagnards. Leur quartier général fut au début Tridentum. Sous Auguste, les campagnes concertées de Tibère et de Drusus furent entreprises pour fermer aux hordes germaines les passages des Alpes. Drusus força le Brenner contre les Isarci (riverains de l'Eisack), les Breones et les Genauni; il ouvrit ainsi la route du Pô au Danube, tracé de la Via Claudia Augusta. Les Romains étendirent là leur savante organisation des peuples conquis et donnèrent aux vaincus leur langue et leur civilisation, d'autant plus aisément qu'au lieu de rencontrer une nation compacte, ils n'exercèrent de pression que sur de petites tribus : les naïves peuplades de la montagne, agricoles et pastorales, prirent tout de Rome, le bon et le mauvais, et allèrent jusqu'à adopter les cultes orientaux d'Isis et de Mithra, de Serapis, d'Anubis à tête de chien, introduits sans doute par des fonctionnaires exotiques ou éclectiques[2]. La romanisation fut si profonde que dans le Tirol méridional elle s'est à peine altérée à travers les siècles et que, dans le nord, les noms de lieux romains abondent jusque sur le plateau souabe et bavarois[3]. Quand le christianisme devint la religion

jusque dans l'Apennin; c'étaient les Raseni : ceux-ci se mélangèrent avec les tribus tosques et formèrent la nation Etrusque).

Pour l'origine étrusque, la comparaison des crânes florentins et ladins n'a donné aucun résultat (Ernst Frizzi, *ouvr. cité*.

La question, au point de vue archéologique principalement, a été résumée avec sources bibliographiques, par Albert Grenier, *Bologne Villanovienne et Etrusque* (Biblioth. Ec. françaises d'Athènes et de Rome, fasc. 106, 1912, p. 198-208). Cf. C. Jullian, *Histoire de la Gaule*, I, p. 370 suiv.

1. Karl von Ettmayer (*Die geschichtlichen Grundlagen der Sprachenverteilung in Tirol* (Mitteil. Inst. f. Oesterr. Geschichtsforschung, IX Ergänzungsband, I Heft, 1913) soutient que la germanisation date en Tirol de la propagation du christianisme et de l'afflux des populations déjà romanisées, fuyant devant les Barbares.

2. I. Iung, Ö. U. M., *Tirol*, p. 134.

3. Sur la toponymie romane, voir Steub, *Zur Namens-und Landeskunde der deutschen Alpen* (Nördlingen, 1885, p. 8 et suiv.). Les appellations non allemandes pullulent dans le Tirol allemand, écrit l'auteur (p. 39). K. von Ettmayer considère surtout comme d'origine latine les noms en *anum*.

d'État dans l'Empire, les Rhétoromans l'acceptèrent docilement. Coire, Brixen, Trente devinrent sièges d'évêchés. A ce moment (IIIe siècle), l'œuvre des Romains est attaquée par les Barbares, d'abord en bandes séparées, Goths, Francs et Slovènes ; au VIe siècle, le pays est battu par un triple flot qui le submerge : par les couloirs du Vorarlberg, par l'Iller et le Lech, s'avancent les Alamans ; les Bavarois qui s'étaient enfoncés dans les Alpes orientales font une conversion par le val de la Ziller sur l'Inn Moyen, franchissent le Brenner et suivent l'Eisack : c'est là qu'ils se choquent aux Slovènes et les repoussent du Tirol. Mais plus bas ils se trouvent en présence des Lombards, déjà maîtres du réseau de l'Adige, du Vintschgau, Lombards italianisés, et peut-être précédés dans ces parages par des Ostrogoths du royaume de Théodoric.

La structure de la région empêcha la fusion des groupes ethniques. La tranche occidentale fut dévolue aux Alamans, la lisière orientale appartint aux Bavarois, le midi aux Romans. Il y eut, toutefois, des flottements et des empiètements. Mais le romanisme s'affaiblit au nord pour la même cause qui lui permit de persister dans le sud : ici il restait en communion avec l'Italie ; Alamans et Bavarois eurent d'autant moins de peine à s'implanter parmi les Rhétoromans isolés et sans chefs qu'ils demeuraient en contact avec leurs congénères et recevaient d'incessants afflux.

Au XIVe siècle (1363) le Tirol fut annexé aux domaines de la Maison de Habsbourg, qui presque à la même époque acquit par achat une grande partie du Vorarlberg actuel. Le Tirol fut tantôt administré par des princes de la Maison régnante, tantôt par le chef même de la Maison directement, par l'Empereur : c'est surtout dans la première moitié du XVIIe siècle qu'Innsbruck fut une véritable résidence avec une cour brillante.

Le Tirol faillit échapper à l'Autriche ; Napoléon Ier le démembra ; la partie allemande fut incorporée, pour s'assurer de ce passage de haute importance stratégique, au royaume de Bavière, la partie romane au royaume d'Italie. On sait avec quelle fierté les Tiroliens allemands

se révoltèrent contre leurs nouveaux maîtres. Bavarois et Français ; comment se distinguèrent les paysans soulevés par Andreas Hofer. Nulle part le patriotisme autrichien et dynastique n'est plus ardent que dans cette province — c'est à Innsbruck que se réfugia, en 1848, l'Empereur Ferdinand chassé de sa capitale. Il ne semble pas toutefois que la fraction italienne du Tirol nourrisse à l'égard de l'Autriche les sentiments de loyalisme et de piété dont sont pénétrés les Allemands.

## II

### Allemands et Romans.

Allemands et Romans se partagent — assez inégalement — le Tirol[1]. La limite des langues paraît avoir, depuis un demi-siècle, peu varié. La borne occidentale est le Stilfserjoch (Stelvio) ou l'endroit qu'on appelle la Fin du Monde, près de Trafoi ; là coïncident et la frontière politique du Tirol et de l'Engadine suisse et la frontière linguistique du romanche ou du ladin et du teuton[2]. De ce point la démarcation frôle la base du massif de l'Ortler et le faîte séparatif des eaux de l'Etsch (Sulden Tal, Ulten T.) et de la Noce, sauf qu'elle empiète sur ce dernier bassin où elle englobe quelques village du Nonsberg. Puis elle court le long des croupes calcaires qui bordent l'Adige à la hauteur de Bozen jusqu'à Salurn, dessinant le long de la vallée comme un triangle dont la pointe est tournée vers le Trentin. Les deux côtés de ce triangle qui s'effile vers le sud sont serrés par la langue italienne. Mais sur la face orientale, au nord du val de Fleims, occupé encore par les Italiens, commence un district ladin où s'ouvrent le val Gradena (Grödner T.) et

1. R. Pfaundler, *Die deutsch-romanische Sprachgrenze in Tirol und Vorarlberg* (D. Erde, VII 1908, p. 2-9. Carte en couleurs hors texte à 1/200 000, où les indications topographiques sont insuffisantes. Une teinte spéciale est affectée au rhétoroman (ladin).

2. Czoernig, I, p. 27, ne fait débuter la limite du ladin qu'au Grödner Tal Schneller, *Deutsche und Romanen in Südtirol und Venetien*, (Peterm. Mitth. 1877, carte 17), la porte plus au sud.

celui d'Enneberg (Gader T.), s'insinuant comme des golfes en territoire allemand entre Enneberg et Eisack ; Allemands et Romans respectent le relief, la ligne de partage des eaux. Le val d'Ampezzo est tout ladin. A quelques kilomètres au sud du col de Toblach, la frontière concorde avec celle de l'Autriche et de l'ancienne Vénétie dont le dialecte est frioulan ; puis elle divise l'aire d'entre Drave et Gail d'une part, Piave et Tagliamento de l'autre, jusqu'à Pontebba (Pontafel) et Malborghet, où apparaît l'élément slovène : c'est dans ce coin du monde alpestre qu'est le lieu de rencontre des trois idiomes germanique, roman et slave. Sur tout ce parcours, la zone mixte est très rétrécie ; le plus souvent nulle transition entre les deux domaines : c'est dans l'étroite bande de Salurn à Méran, sur les rives de l'Adige, que l'on surprend à défaut du mélange, la mêlée. Allemands et Italiens se disputent pied à pied le défilé.

Au nord de la ligne se concentrent les Allemands.

Ceux-ci ont été favorisés par les circonstances historiques. Car les maîtres politiques et religieux du pays furent allemands. Charlemagne avait respecté la vérité ethnographique en partageant la région entre le duché de Bavière et le royaume d'Italie. Mais les Empereurs, gardiens jaloux de la voie qui leur livrait l'Italie, distribuèrent toute la contrée à leurs fidèles évêques ; ceux-ci firent pour le germanisme office de pionniers. Eux-mêmes pour les terres d'Église, les laïques dans leurs propriétés, appelèrent des paysans allemands. L'évêque de Trente établit sur la rive gauche de l'Etsch des Hessois qui exploitèrent des mines. Dans le Vorarlberg, plus abandonné à lui-même, quoique l'évêque de Coire eût cessé de relever de l'archevêché de Milan pour devenir suffragant de Mayence, l'élément rhétoroman se maintint, grâce au voisinage des congénères du pays des Grisons. Mais le Tirol sollicita la vie allemande : c'était le lieu de transit vers le monde méditerranéen, sans cesse animé par le courant commercial ; entre les métropoles, Augsbourg et Venise ou Milan, s'étaient échelonnées des villes étapes, autant de foyers de germanisme mercantiles et politiques.

Les Allemands du Tirol se divisent entre deux tribus : les Alamans-Souabes, les Bavarois-Autrichiens. Les premiers dominent dans le Vorarlberg et dans les parages occidentaux du Tirol vers Landeck, le Paznaun et le long de l'Inn jusqu'à peu de distance en amont d'Innsbruck. Le Bavarois occupe la vallée moyenne et basse de l'Inn, le Wipptal, le Pustertal où le Toblacher Feld sert de barrière aux deux dialectes, et toute la région orientale ainsi que les îlots avancés dans le Tirol roman.

L'histoire seule des colonisations superposées dénoncerait la variété des types. Outre que les métissages ont brouillé les traits, la nature ambiante a exercé son influence sur ces immigrés de souches diverses. Il est vrai que cette action est indéfinissable. Si l'on observe que les gens de la haute vallée de l'Inn, les *Bergler,* sont élancés et sveltes, et ceux de la basse vallée (*Tholderer*) trapus et carrés d'épaules, et si l'on remarque le même contraste entre les deux tronçons du Pustertal, faut-il conclure que l'habitat ici plus élevé, là légèrement inférieur, a modelé des anatomies si tranchées? ou bien faut-il voir là une dissemblance ethnique et originelle entre Alamans et Bavarois, Bavarois et Slovènes (dans le Pustertal)? On note chez l'Alaman plus de vivacité que chez le Bavarois qui passe pour lourd. Mais il serait hasardé de fixer les caractères génériques de ces deux tribus, qui se distinguent principalement au point de vue dialectal.

L'alaman, dont le souabe n'est à ce point de vue qu'un développement, conserve plus rigoureusement la pureté des voyelles, qu'il n'aime pas à diphtonguiser (hus-haus, schwizer-schweizer ; hüte-heute) ; le souabe se rapproche déjà par là du Bavarois : il fait de i-ei, de ü-au ; quant au Bavarois, il écrase et empâte les voyelles : a-oa ; e-ea ou ö ; o-oa ; i-oi, etc. ; sa phonétique est singulièrement déformatrice. Point de règles générales : chaque vallon a sa prononciation, son accent, ses expressions inintelligibles à quelques kilomètres de distance ; c'est une suite de l'isolement. Par exemple, des Hessois transplantés dans un canton du bassin de l'Etsch parlent encore leur patois originel.

En effet, d'autres Germains encore paraissent s'être mêlés à la population tirolienne. Le docte et subtil Steub, le père de l'ethnographie en ces contrées, a retrouvé des frères méconnus ; dans le Burgrafenamt, les vallées de Passeier, Ulten, Sarn, ces hommes à la mine fière, aux yeux brillants, aux superbes formes juvéniles, ne sauraient être de grossiers Bajuvares : ce sont des Goths, fils de ceux qu'avait postés là le roi Théodoric de Vérone pour défendre les *claustra provinciæ*. « Qui ne se rappellerait le dimanche matin, à Meran, ces types vieux gothiques sortant de l'église néo-gothique [1] ? » Avec moins de lyrisme, Tappeiner [2] admet l'hypothèse pour les Germains du Sarntal et de Hafling, comme il énonce que les Germains du Tirol roman (Fleimstal, Valsugana, Nonsberg et Sulzberg, Giudicaria) ne sont pas des Bavarois aventurés jusque-là, mais des traînards des bandes Lombardes, Franques, Rugiennes, Hérules.

Des Allemands prirent pied sur le versant méridional des Alpes [3], des Goths garnisaires et surtout des réfugiés, qui, après la chute du royaume ostrogoth, cherchèrent asile dans les montagnes. Ces Goths auraient absorbé les Bavarois et Lombards et formé la race dominante dans l'Eggerntal, le Sarntal, le Burggrafenamt (Meran), l'Ultental, les vallées d'Algund, de Mais et de Passeier. Cette région, d'après Schneller [4], aurait été le théâtre — sinon le berceau — de la geste des héros du Cycle gothique, Dietrich von Bern, le roi Laurin, etc. Les faits et documents historiques ne permettent pas de croire à cette extension des Goths vers le nord, au delà du val d'Avisio,

1. Schneller, p. 367. K. von Ettmeyer ne veut pas voir dans les gars de ce pays des descendants d'Odoacre ou de Théodoric (p. 30).

2. *Studien zur Anthropologie Tirols und der Sette Communi* (Innsbruck, 1883).

3. A. Galanti, *I Tedeschi sul versante meridionale delle Alpi* (Rome, Typ. Acad. Lincei. Proprieta del. Cav. V. Salviucci, 1885). Cette savante étude contient toute la bibliographie du sujet. Nombreuses indications bibliographiques aussi dans Bidermann. *Die Nationalitäten in Tirol und die wechselnden Schicksale ihrer Verbreitung* (Forsch. Deustch. Landes-und Volksk. I). K. von Ettmeyer, p. 26.

4. Schneller, article cité. Du même : *Tirolische Namenforschung*. Innsbruck, 1890. Cf. Schultheiss, *Das Deutschthum in Süd-Tirol* (Aus allen Welttheilen, Vol. 28, 1897, p. 365-72).

par la raison qu'au moment de la désagrégation de leur puissance en Italie, la ville de Trente et le cours de l'Adige étaient maîtrisés par Narsès et les Grecs qui auraient barré la route à une montée, et que les Bavarois, à la faveur de cette guerre entre Grecs et Ostrogoths, prononcèrent leur mouvement d'invasion.

Les Bavarois sont-ils les ancêtres des Germains du Tirol méridional? C'est l'opinion de Schneller et d'autres qui veulent que ces Bavarois aient adopté le nom de Cimbres (dans le val Cembra). Galanti professe que les Alamans surtout peuplèrent en majorité ces pays ; et que le portrait flatteur que Steub trace des Goths s'applique aussi exactement, d'après Agathias, aux Alamans.

L'anthropologie cherche à discerner les éléments germains divers. Tappeiner attribue aux Goths le segment du Sarntal, entre Meran et le val de l'Eisak. La vraisemblance est que les bandes qui passèrent ou les essaims qui se fixèrent sur divers points appartenaient à plusieurs tribus et non à une seule.

A ce sujet, les dialectes tant des Allemands du Sud du Tirol que des Communes du Vicentin et du Véronais fournissent peu de révélations. Les philologues ne sont pas d'accord sur la provenance de ces dialectes[1]; et d'ailleurs s'il est vrai qu'ils dérivent tous du vieux haut-allemand, ils ont, dans des milieux séparés, évolué indépendamment les uns des autres.

L'école ethnographique austro-allemande se complait à relever l'ancienne expansion des Allemands sur le versant méridional des Alpes et à se lamenter ensuite sur les pertes du germanisme. L'école romane ou italienne prouve que ces doléances rétrospectives sont aussi mal justifiées que superflues[2], que l'élément teuton n'a pas été si diffus ni si compact qu'il ait couvert tout le territoire où il ne demeure plus aujourd'hui qu'à l'état de sporades.

La controverse est, de la part des Italiens, fondée sur

1. Galanti, p. 130.
2. Galanti, p. 171 et suiv.

des textes qu'ils accusent les Allemands d'avoir interprétés inexactement. Ch. Schneller s'appuie sur un passage de Procope (I, 15), pour démontrer que les Sissii et les Souabes habitaient au-dessus des Vénètes. Or Sissii et Souabes campaient au-dessus du littoral oriental de l'Adriatique (Sissii-Sissek) à l'époque où Procope les mentionnait ; la Souabe d'alors est l'arrière-pays de l'Istrie et de la Dalmatie. S'il est vrai aussi qu'à cette même date, les Francs étaient nombreux en Vénétie, ils n'y résidaient qu'à titre de garnisaires, ils n'en composaient pas la population : même Narsès les chassa des points qu'ils occupaient ; mais il restait les indigènes, ceux qu'on appelait les Romains.

Il est certain que la Haute-Italie et la contrée alpestre furent, par suite de ces guerres, ruinées et désolées. Mais l'élément latin ne périt pas au point que les vides dussent être comblés, comme on l'a prétendu, par les Lombards. La distinction subsiste entre les deux nationalités : quand l'exarque grec appela le roi des Francs Childebert au secours pour la délivrance de l'Italie, c'est contre les Lombards et en faveur des Romains, *Romani pro quibus auxilia vestra poscimus*, et ces Romains sont les propriétaires du sol et des industries. Les Lombards étaient absorbés par les nécessités militaires, et abandonnaient la culture des terres aux indigènes qui leur servaient sans doute une rente du tiers du produit. En temps de paix, ils se concentraient dans les villes et places fortes ou camps. Et si le pays dont ils étaient les maîtres s'appela Lombardie, cela n'a pas plus de valeur ethnographique que l'appellation de France étendue à un territoire peuplé de Gallo-Romains. Et, en fait, les Lombards se romanisèrent eux-mêmes rapidement, si bien que le procès-verbal du plaid, tenu en 845 à la Cour ducale de Trente, confond Lombards et Italiens en les distinguant des Allemands (*tam Teutisci quam et Langobardi*)[1]. Enfin, Dante déclare que pour les Français, dire Lombards est la même chose que dire Italiens.

1. *Ibid.*, p. 185. Cf. note 4 : Dans la vie de S. Henri II, sont appelés *Theutonici* les soldats de l'Emp. Henri II, *Langobardi* ceux d'Arduin d'Ivrée.

Quant au Trentin il fut de tout temps italien : les trouvailles préhistoriques témoignent d'une communauté de civilisation avec le bassin du Pô. L'œuvre de la conquête romaine, commencée un siècle avant Jésus-Christ, s'affermit et s'étendit si vite, qu'avant le règne de Claude, Trente reçut le droit de cité et que le Trentin fut annexé à la dixième région italique et non à la Rhétie[1].

Bozen, au moyen âge, était dotée d'institutions commerciales tout italiennes : les négociants de Vérone, de Riva, de Trente y jouissaient de privilèges. La ville de Trente pratique la même vie et le même statut que les cités de la haute et de la moyenne Italie, statut tout imprégné de l'esprit romain, à peine contaminé par le droit lombard. Les Allemands prétendent qu'au xv[e] siècle des Vénitiens et Lombards se répandirent dans le Trentin et contribuèrent à l'italianiser, qu'il y eut un afflux de mendiants, de contumaces en délicatesse avec la Seigneurie de Venise ; puis que les capitalistes s'abattirent sur le pays, outre les médecins et avocats ; que le clergé italien, en étouffant la Réforme, étouffa du même coup les germes tudesques. Les Italiens répliquent qu'au xv[e] siècle s'accusa, grâce aux agissements des comtes du Tirol, la prépotence allemande ; que l'immigration du sud fut faible et réduite aux districts vassaux de la Seigneurie de Saint-Marc ; qu'au surplus le flot se porta de préférence de la montagne en plaine, sur Brescia, Milan, Vicence, Udine, et que les gorges du Trentin exerçaient peu d'attrait sur les gens du riche bassin du Pô.

Les Allemands au contraire sont les nouveaux venus. Ils apparurent dans le Trentin au xiii[e] siècle : c'étaient surtout des mineurs des Alpes allemandes et de Bohême qu'attiraient les gîtes argentifères du Val Fersina. Mais les

1. Cesare Battisti. *Il Trentino. Saggio di Geografia fisica e di Anthropogeografia* (Trente 1898, p. 210).

Cesare Battisti n'a pas seulement combattu par la plume, mais aussi les armes à la main, pour l'italianité du Trentin ; il est mort en héros, et en martyr. Il a exposé ses idées sur le sort de sa patrie, dans le Recueil de ses discours tant au Parlement de Vienne qu'à la Diète d'Innsbruck et dans divers articles parus en Italie, depuis la guerre. (*Il Parlamento austriaco e al Popolo italiano, discorsi del Dottor Cesare Battisti, deputato di Trento al Parlamento di Vienna.* Milan Fratelli Treves. La préface est datée de mars 1915).

évêques de Trente, en lutte avec la Commune, appelèrent des gens d'armes allemands ; aussi les citadins, par haine des Tudesques, maintinrent leur idiome et leurs coutumes avec d'autant plus de fermeté. Les Tudesques, renforcés cependant, réclamèrent des droits, et en 1491, la constitution nouvelle leur accorda l'accès aux fonctions municipales, en proportion avec leur nombre : sur les huit citoyens chargés de contrôler les conseils, deux devaient être Allemands. Ces concessions furent arrachées au patriciat par l'évêque Ulric III et abrogées vingt-cinq ans plus tard[1]. En 1493, sous l'impression de cette victoire des Tudesques un moine dominicain écrivait : *Sunt quasi duæ civitates, inferior et superior, propter duas diversas gentes. In superiore enim habitant Italici, sed in inferiore sunt Alamanni. Et ibi est divisio linguæ et morum... Non sunt multi anni elapsi quod Theutonici in illa civitate erant hospites et pauci ; nunc vero sunt cives et urbis rectores.* Les Allemands sont la classe dirigeante, mais la moins nombreuse. Montaigne, dans son Journal de voyage en 1580, signale Trente comme une ville « mi-partie en ces deux langues et y a un quartier de ville et église qu'on nomme allemands et un prêcheur de leur langue ». En 1625, un voyageur, Andreas Schott, écrit : *Utitur civitas hæc idiomate germanico et italiano, utpote ex his nationibus conflata, quamquam longe sit major numerus Italorum.*

Reste l'argument anthropologique. Tappeiner prononce que dans le Tirol allemand l'élément rhétoroman prévaut sur le germain, tandis que le contraire se constate dans le Tirol italien : ici, en effet, plus de dolichocéphales — caractère teuton — là plus de brachycéphales — indice rhétoroman. — Cette conclusion a été prise à partie par les savants italiens. Galanti, Cipolla, Moschen et d'autres démontrent que les Rhétiens ont été une mixture de Ligures et Celtes brachycéphales, d'Italiotes, Etrusques, Ombriens, Eugaméens, dolichocéphales ou mésocéphales ; les premiers établis dans le Tirol aujourd'hui allemand, les autres dans le Trentin actuel, ce qui explique la différence de pro-

1. H. von Voltelini. *Die ältesten Statuten von Trient* (Archiv. fur österr. Gesch., XXII, 1902, p. 83-269).

portion signalée par Tappeiner[1]. L'archéologie préhistorique, l'étude des dialectes confirment-elles cette distinction toute crâniologique, très partielle et partiale ? Elles sont aussi obscures que l'anthropologie même. En tous cas, l'illustre professeur Mantegazza s'est fort spirituellement emparé de l'assertion de l'anthropologue allemand. « S'il est vrai, comme vous dites, que parmi les Tiroliens allemands l'élément rhétoroman est relativement beaucoup plus fort que le germain, au nom de l'ethnographie nous passerons les Alpes et revendiquerons ce rameau de notre race. Mais nous ne voulons pas plaisanter sur une question si sérieuse, ni employer la science à des fins politiques ». Les Italiens ont fondé l'anthropologie criminelle, les Allemands l'anthropologie politique — qui peut devenir criminelle.

Voici les constatations des Italiens[2]. Des mensurations prises par Toldt, et des confrontations de Moschen, il ressort que le Trentin est plus petit que le Tirolien d'origine tudesque, plus grand toutefois que le Lombard, le Piémontais ; c'est pour la stature un échantillon de transition. Les plus hautes tailles se rencontrent vers l'Est (Folgaria, Pergine), sur les confins vénètes, rejoignant les congénères du Vicentin et de Bellune ; vers l'Ouest, les gens se rapetissent, comme leurs voisins de Brescia, rappelant par cette distinction la démarcation des dialectes vénète et lombard.

L'indice céphalique du Tirolien roman est très net : tête ronde, globuleuse, chez les 8/10 de la population ; la dolichocéphalie est une apparition rare. Figures allongées ou aplaties se voient en égale proportion.

C'est la complexion foncée qui prévaut ; mais une comparaison d'ensemble chez les enfants des deux régions de la province ne décèle pas des disparates trop accusées entre Tudesques et Romans.

| | TYPES | | | CHEVEUX | |
|---|---|---|---|---|---|
| | BLOND | BRUN | MIXTE | BLONDS | FONCÉS |
| Tirol . . . | 15,52 | 24,28 | 60,20 | 45 | 54,60 |
| Trentin. . | 15,51 | 29,87 | 58,20 | 34,63 | 65,31 |

1. *Ibid.*, p. 193-4. Cf. p. 66. Bidermann. *Die Italiener*, p. 25.

2. Battisti, p. 241, avec références bibliographiques.

Dans le Tirol allemand, le type foncé se montre plus fréquent près de la limite ethnographique ; il s'éclaircit à mesure qu'on s'en éloigne.

Il ne reste au delà de la frontière linguistique que des lambeaux de l'extension germanique[1], d'abord ce qu'on pourrait appeler la péninsule du Nonsberg (Laurein, Proveis, Saint-Félix, Unsere liebe Frau im Walde); un petit pâté tudesque à l'est de Trente dans l'arrière-val de la Fersina qui remonte depuis le bassin de Trente dans le massif de la Cima d'Asta et dont Pergine est le chef-lieu, tout italien d'ailleurs ; enfin, au bord du haut plateau des Sette Communi, surplombant le val d'Astico, une minuscule enclave, Lusern. Dans les communes du Nonsberg et du Sulzberg, le nombre des Allemands atteint à peine 2.000, au milieu d'une soixantaine de mille Romans, — Italiens et Ladins. — Dans le val Fersina (district de Pergine), on compte près de 1.700 Allemands contre plus de 12.000 Italiens ; de 1880 à 1890, les premiers ont augmenté de 200, les seconds sont restés stationnaires; ils le sont restés encore de 1890 à 1900, tandis que les Allemands s'affaiblissaient[2].

Les Allemands ont pris à cœur de conquérir ou sauver ces morceaux démembrés de ce qu'ils considèrent comme sol germanique, ces enfants perdus du *deutschtum*, retrouvés seulement après la perte de la Lombardie et de la Vénétie et qui, sans ces heureuses amputations de la monarchie autrichienne, auraient été absorbés par l'italianisme[3].

1. Bidermann (Forsch. I) a relevé par le menu les traces de contact et de mélange, et compare le passé au présent (1880) ; partout il constate l'oblitération du tudesque.

2. Bibliographie sur ces enclaves dans Schneller, Peterm., Mitth. 1877, p. 370.

Gimmer, *Deutsche im Nonsberge* (Anthors Alpenfreund, 1878.)

Leck, *Deutsche Sprachinseln in Welschtirol* (Stuttgart, 1884).

Nibler, *Bilder aus dem deutschen Nonsberg* (Munich, 1887).

Schultheiss, *Das Deutschsthum in Süd-Tirol* (Aus allen Welttheilen, vol. 28, 1897, p. 365-72).

Alfred Basz, *Deutsche Sprachinseln in Süd-Tirol und Oberitalien*. Heft I *Land und Leute* (Verlag Deutsche Zukunft, Leipzig [1909]). Siegmund Günther, *Deutsche Sprachinseln in Italien* (D. Erde, I, 1902, p. 37-42 avec bibliographie). Cf. Gustav Buchholz, *Das deutsche Sprachgebiet in Venezien und Piemont nach der neuesten italienischen Zählung* (*ibid.*, p. 161-3 avec carte en couleurs de Paul Langhans à 1/450.000).

3. Basz, p. 5.

On les a étudiés avec amour, ces descendants des Cimbres, des Goths, des Lombards, des Alamans et des Bavarois — car ils sont un peu tout cela, semble-t-il, les pauvres paysans du Fersental ou du canton de Lusern. Il est probable aussi que les ancêtres de ces colons étaient des mineurs ; on les appelle encore *canopi* (*Knappen*). Les gens du Val Fersina portent le sobriquet de Moccheni, dont le sens est très discuté : Basz prétend qu'il dérive de l'emploi continu du verbe auxiliaire *machen*, prononcé *mochen !*[1] Le caractère allemand se laisse surprendre dans la dissémination des fermes — désignées d'un nom de famille allemand ; — ces mas (*masi*) ne voisinent pas volontiers comme dans les villages romans. Le dialecte est de fond bavarois. Bien que mangeurs de polenta et de macaroni, les Moccheni ont repris conscience de leur germanisme, d'abord parce que beaucoup d'entre eux émigrent au Tirol allemand et parce qu'ils sont soutenus et stipendiés par le *Schulverein* ; de sorte que dans ces vingt dernières années, la population s'est ralliée à l'idée allemande et, s'il faut ajouter foi aux chiffres de Basz[2], les Italianisants se seraient terrés ou convertis :

| | ALLEMANDS | | ITALIENS | |
|---|---|---|---|---|
| | 1890 | 1907 | 1890 | 1907 |
| Polai (Palù) | 445 | 590 | 9 | — |
| Mitter-Innerberg (Fierozzo San-Felice) | 350 | 376 | 64 | — |
| Ausserberg (Fierozzo San-Francesco) | 209 | 303 | 64 | — |
| Gereut (Frassilongo) | 237 | 380 | 125 | 32 |
| Eichleit (Roveda) | 318 | 408 | 20 | — |

Mais le prosélytisme germanique se heurte à la propagande italienne, le *Tiroler Volksbund* à la *Lega Nazionale*, le *deutschtum* de l'instituteur à l'*italianita* du curé[3] ou inversement.

1. Basz, p. 31. Cf. A. Baragiola. « *I Moccheni* » *ossia i Tedeschi della valle del Fersina nel Trentino* (Venise, 1905). W. Rohmeder. *Der deutsche Ortsnamen-Wortschatz der Deutsch-Fersentaler in Süd-Tirol* (D. Erde, IV, 1905, p. 171-6, 212-20). *Der Gebrauch deutscher Ortsnamen in Welschtirol und in den sprachlichen Grenzgebieten* (*ibid.*, XII, 1913, p. 14 et suiv., 46 et suiv.).

2. *loc. cit.*

3. A Eichleit, le curé a prétendu en 1903 imposer l'examen de catéchisme en italien ; l'instituteur s'y est opposé. A Lusern, le curé a éliminé l'italien de la prédication (D. Erde, II, 1903, p. 53).

Sous les auspices d'une association scolaire allemande, fondée à Innsbruck en 1867, et qui a trouvé des subventions en Allemagne plus que sur place, des écoles allemandes ont été soit créées, soit dotées de bibliothèques, de matériel, de maîtres. L'Empereur François-Joseph accorda 600 florins ; l'administration n'est pas restée indifférente ; elle a patronné les écoles des communautés allemandes ; elle a institué à Trente une école publique officielle (1878-79) ; de même à Rovereto elle a annexé des classes allemandes à l'école normale d'instituteurs[1]. On se flatte de gagner les générations grandissantes, de leur inculquer la culture tudesque, de les solliciter vers le nord où les tournent aussi leurs intérêts matériels[2]. Il est peu vraisemblable que les Allemands rattrapent jamais leurs pertes, qui, s'il faut en croire un avocat autorisé de la cause teutonne, se chiffreraient par 300.000 âmes. « Dans le Tirol au sud du Brenner, écrit Nabert[3], vivent 240.000 Allemands et 360.000 Welches, et sans le laisser aller du gouvernement allemand depuis des siècles, 150.000 individus au plus y parleraient encore le welsch et 450.000 encore l'allemand » (Écrit en 1893).

Il s'engage, sur tous les points du territoire où Allemands et Romans prennent contact, d'inexpiables conflits ; on se dispute l'école rustique, la chaire de l'église ; et les moindres épisodes de cette lutte sont enregistrés, commentés passionnément. La *Deutsche Erde*, un des organes les mieux informés du pangermanisme, tient le compte des profits et pertes ; et voici quelques cas signalés par M. Wilhelm Rohmeder, son agent le plus zélé et le plus autorisé pour le Tirol, président du groupe munichois de l'*Allgemeiner deutscher Schulverein*[4]. A Pfatten, près

1. Bidermann, p. 466. Du même auteur, *Die Italiener*, p. 52.

2. Surtout pour l'écoulement de leurs vins (*ibid.*, p. 257).

3. *Der Deutschen Sprachgebiet in Europa und die deutsche Sprache sonst und jetzt* (Stuttgart, 1893, p. 38.)

4. Voir la biographie du Dr W. Rohmeder avec portrait dans Deutsche Erde, V, 1906, p. 161. Rohmeder a publié en 1898 un volume intitulé : *Das deutsche Volkstum und die deutsche Schule in Südtirol*. Il a rédigé aussi dans D. Erde l'article Tirol des *Deutsche Gewinn-und Verlustlisten* pour chaque année.

Bozen, l'école allemande se maintient, et le conseil scolaire édicte ses règlements en allemand, bien que le conseil municipal ait depuis 1900 passé à l'italianisme, sous l'influence des grands propriétaires irrédentistes ; la *Lega Nazionale* y a érigé une école privée italienne. Autre malheur : à Buchholz près Salurn, l'auberge allemande a été vendue à un Italien ! A Aichberg (S. Orsola), la majorité du conseil municipal avait décidé par 11 voix sur 12 de transformer l'école publique italienne en école allemande : sous une néfaste influence irrédentiste, le conseil a été retourné. L'école privée « welsche » de la Fragsburg près Meran a été supprimée par le nouveau propriétaire etc. Et tous les menus faits de la vie temporelle et spirituelle sont ainsi évoqués, non moins dignes d'attention, si l'on veut y réfléchir, que les questions de grande envergure, telles que l'Université italienne ou l'autonomie du Trentin.

La statistique fournit-elle quelque éclaircissement à cet état de choses ? La proportion des langues parlées fluctue entre deux recensements, sous l'appoint factice des fonctionnaires, des garnisons, ou sous l'empire de circonstances passagères et fortuites. Le tableau ci-dessous témoigne de ces fluctuations dans le Trentin[1].

De même que les Teutons égarés parmi les Romans au sud, les Romans essaimés dans le Tirol septentrional ont été submergés. On sait qu'aux XVI[e] et XVII[e] siècles ils avaient prédominé dans la province, sinon par leur nombre, du moins par leur influence, et même sous le gouvernement de l'archiduchesse Claude Félicité, une Médicis de Tos-

1. SUR 1.000 PERSONNES PARLAIENT

| | ALLEMAND | | | | ITALIEN | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1880 | 1890 | 1900 | 1910 | 1880 | 1890 | 1900 | 1910 |
| | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Rovereto (ville) | 396 | 524 | 482 | 779 | 960,2 | 947,2 | 948,9 | 913,9 |
| Trente (ville) | 714 | 1133 | 873 | 994 | 893,1 | 879,1 | 893,7 | 851,9 |
| Trente (banlieue) | 218 | 238 | 226 | | 977,4 | 976 | 974 | |
| Borgo | 151 | 207 | 196 | | 984,9 | 979,3 | 976,8 | |
| Cavalese | 536 | 565 | 453 | 726 | 946,4 | 943,3 | 941,5 | 916,8 |
| Meran | 976 | 980 | 9752 | | 23,1 | 19,1 | 22,8 | |

Zemmrich, *Deutsche und Romanen in Tirol* 1880 *bis* 1890 (Globus, 1895, vol. 67, p. 7). Pour la même période Battisti, p. 213.

cane, ils avaient afflué au point de provoquer les doléances des paysans autour d'Innsbruck ; en 1681, le conseil communal de la ville poussait un cri d'alarme contre l'infiltration italienne[1]. Au XIVe siècle des carrières du Wipptal sont exploitées par des Italiens ; au XVe, les comtes de Goriz, qui résident près de Lienz dans le Pustertal, s'entourent de courtisans et agents italiens ; dans la haute vallée de l'Etsch, c'est comme vignerons que les Italiens pénétrèrent ; et à Meran, dès le XIIIe siècle, sont domiciliés des banquiers et changeurs florentins. Au XVe siècle, Bozen était envahi au point qu'en 1524 le conseil de la ville décrète que le droit de bourgeoisie ne serait accordé qu'aux Allemands.

La loi fatale de l'absorption des minorités a joué contre les Romans. Mais sur leur propre domaine les Italiens poursuivent la lutte contre les Tudesques, c'est-à-dire pour leur indépendance. Les Tiroliens de langue italienne forment un peuple de 385.000 âmes, auquel adhèrent ethniquement les minuscules groupes ladins. Ils ont pour métropole Trente, sont maîtres de Rovereto, leur centre intellectuel, et poussent des pointes autour de Bozen. Ils se sont insinués en territoire allemand, en remontant l'Adige jusqu'à Meran ; car ils ne craignent pas de coloniser les bas-fonds marécageux, où les Allemands ne se risquent pas volontiers. Ceux-ci espèrent que la régularisation de l'Adige mettra fin à ces empiètements.

Dans ces dernières années les Italiens, qui avaient renforcé leur groupe à Brixen, à Bozen, et aux alentours, ont reperdu leur avantage. Ils ont cependant tenu bon à Brixen et ont pris pied à Innsbruck.

1. Les Italiens prirent un tel ascendant qu'en l'année 1700 ils prétendirent introduire à Innsbruck les supplices à l'italienne : les bourgeois se montrèrent récalcitrants et se refusèrent à admettre « *in Deutschland die sonderen Torturen, so in Welschland bei erhärteten Gemüthern nothwendig und üblich sind* ».

| | Sur 1.000 personnes parlaient | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Allemand | | | | Italien | | | |
| | 1880 | 1890 | 1900 | 1910 | 1880 | 1890 | 1900 | 1910 |
| | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Bozen (ville) . . | 886,4 | 877,5 | 908,1 | 937,7 | 111,1 | 120,3 | 88,7 | 58,4 |
| Bozen (banlieue). | 897,1 | 858,9 | 871,2 | 895,8 | 102,7 | 140,2 | 125,2 | 103,1 [1] |
| Brixen . . . . . | 986,7 | 972,9 | | | 11,3 | 16,5 | 21,9 | |
| Innsbruck . . . | | 956,7 | 950,1 | 967,7 | | 20,8 | 43,8 | 19,8 |

Il apparaît toutefois que dans l'ensemble de la province l'italien recule. De 1880 à 1890 il avait perdu 0,46 (un demi) p. 100 ; c'est un symptôme; l'allemand avait gagné 1,23. De 1890 à 1900, il a regagné 2,42, mais ce taux est inférieur à celui de l'accroissement total de la population, soit 4,10 p. 100. que le progrès de l'allemand dépasse (5,36). De 1890 à 1900, en effet l'allemand s'est renforcé de plus de 23.000 suffragants, l'italien de 8.700 ; de sorte que l'idiome tudesque recrute aujourd'hui 554 confesseurs sur 1.000 indigènes, le roman 443, avec un déchet de 7 ou 8, en dix ans. De 1900 à 1910, l'allemand s'accroît de 13,95 p. 100, l'italien de 4.80 seulement. Des circonstances économiques ne paraissent pas étrangères à ces fluctuations. Les maladies de la vigne et du ver à soie ont provoqué des départs de vignerons et sériciculteurs italiens D'autre part, la propriété est plus morcelée chez les Italiens que chez les Allemands ; le régime agraire n'est pas sans influence sur la natalité, la nuptialité. Mais l'élément italien se réclame moins de sa force numérique (son effectif est de 92.000 unités inférieur à l'allemand que de sa force nationale, sentant derrière lui un État qui lui réserve sa place, une patrie qui l'appelle et l'attend.

1. Le recul peut être attribué au remplacement par la municipalité de Bozen de colons italiens jusqu'alors établis sur le domaine communal par des fermiers allemands (Pfaundler, p. 6).

Le même écrivain est bien obligé de reconnaître que l'inclusion des militaires dans le recensement fausse les données (Deutsche Erde II. 1912, p. 105).

## III

### Les Italiens et la question du Trentin.

On s'imaginerait à tort que la nature a, dans le Tirol, malgré la netteté des traits géographiques, tracé aux nationalités en présence des cadres infranchissables[1]. Si l'on dressait une carte de la diffusion des idiomes à des époques successives, éclateraient aux yeux des oscillations de lignes d'une certaine amplitude. Il en est ici comme de la lutte du flot marin contre une côte mobile et fluide : tantôt l'eau gagne vers l'intérieur ; tantôt la vague a reculé et la terre ferme a reconquis plus que l'espace perdu. En Tirol c'est la vague italienne qui donne l'assaut. On est frappé de l'ardeur de propagande des Italiens, depuis des siècles, ardeur inspirée déjà peut-être par des ambitions politiques — on voit poindre très tôt l'idée d'une nationalité italienne[2] — et de l'intensité de ce duel dont l'enjeu n'est pas toujours matériel ou territorial. C'est une civilisation plus raffinée, c'est la science qui s'épandent et triomphent avec l'italien. Cependant ce mouvement n'a pas été sans remous : il y a eu des flux et des reflux. De la fin du XIIIe siècle à celle du XVe (1290-1480), la région est envahie par des traficants, des artisans d'Italie, des canuts de Gênes, des capitalistes florentins, des professeurs, interprètes de la culture italienne, des prêtres qui évincent les Allemands et remplissent en italien leur ministère. Les Allemands s'alarmèrent de ces entreprises, mais, au lieu de se défendre de leur propre initiative, recoururent à l'intervention des princes : l'ar-

1. Bidermann. *Die Italiener*, p. 239, 259, préconise la nécessité d'une frontière naturelle qui serait toute climatique : les habitants au sud de cette ligne, limite de l'ancien département du Haut-Adige et de l'Etschviertel, formeraient une circonscription particulière.

Battisti (p. 9) essaie une définition du Trentin comme région naturelle dont le cœur est la vallée de l'Adige jusqu'à la cluse de Vérone. L'aire de drainage de la Brenta doit s'annexer à la Vénétie ; celle du Sarca et du Chiese à la Lombardie. La vallée centrale de l'Adige a été désignée par Ascoli et le géographe Marinelli sous le nom de *Venezia trentina*.

2. Bidermann (Forsch. I, p. 461, note 4). C'est au nom de l'idée italienne que semble travailler et intriguer Venise dans ces parages.

chiduc Sigismond, les Empereurs Maximilien Ier et Ferdinand Ier, inquiets surtout des agissements vénitiens, tentèrent de réagir, en introduisant des prêtres allemands dans le Valsugana et le val Primör : ces palliatifs furent peu efficaces. Au XVIe siècle l'italien reprit l'offensive, moins pour servir une cause nationale que pour le compte et au nom de l'Église. L'allemand avait été le véhicule de la Réforme ; l'italien fut, en Tirol, l'arme de combat de l'idée catholique ; les archiducs d'Innsbruck, la noblesse se détournèrent de l'Allemagne et demandèrent tout à l'Italie, au spirituel et au temporel ; ce fut un engouement tel que nombre de localités furent italianisées[1]. L'italien devint la langue de la cour et de l'administration.

C'est dans les cent ans qui s'écoulent du milieu du XVIIIe siècle jusqu'à la moitié du XIXe que la romanisation s'acheva. La tentative de germanisation de Joseph II n'aboutit pas ; sous Léopold II et depuis, le gouvernement autrichien usa à l'égard des populations italiennes des ménagements les plus significatifs. En organisant l'administration du Trentin, en 1803, l'Empereur François prescrit qu'il soit tenu compte autant de la langue que de la situation géographique ; que, dans le cercle de Brixen, l'idiome administratif sera l'allemand « à l'exception des quelques localités où prévaut l'italien[2] ». La domination française de 1810 à 1813 et l'érection d'un royaume d'Italie surexcitèrent le patriotisme italien[3] ; la réunion du Trentin et de la Lombardo-

1. La contre-réforme ne fut pas sans profit pour le germanisme ; c'est ainsi qu'elle extirpa le roman du Haut-Vintschgau, du Paznaun et du Vorarlberg méridional et y substitua l'allemand pour rompre tout contact entre les habitants de ces vallées avec les Engadins et les Grisons calvinistes, restés attachés à leur langue.

2. Bidermann. *Die Italiener,* p. 47. M. Mayr, prof. d'Histoire du Tirol à l'Université d'Innsbruck : *Die politischen Beziehungen Deutschtirols zum italienischen Landesteile. Eine geschichtlich-staatsrechtliche Studie.* Innsbruck, 1901.

3. Les Italiens furent incorporés dans le département du Haut-Adige. Il semble qu'alors l'Autriche ait voulu flatter leur sentiment national : la proclamation de l'archiduc Jean du 22 août 1805 porte ces mots : *Italiani, se Dio seconda l'Imperatore Francesco, Italia tornerà felice e rispetta in Europa. Una costituzione fondata sulla natura e sulla vera politica renderà il suole italiano fortunato e inaccessibile a qualsiasi forza straniera.* Ce qui est curieux, c'est que ces paroles s'adressèrent aussi aux Italiens

Vénétie sous la monarchie autrichienne le stimula encore ; les souverains d'Autriche, pour faire contrepoids aux autres groupes ethniques, soutinrent le groupe national italien, — un peu comme la corde soutient le pendu. C'est à peine si l'on se permit quelques tentatives timides pour introduire l'enseignement de l'allemand dans quelques classes des lycées de Trente et de Rovereto ; on autorisa que plusieurs cours de la Faculté de droit d'Innsbruck fussent professés en italien — ce qui servit surtout aux étudiants allemands.

En dépit de ces concessions, l'idée séparatiste — ou autonomiste — s'affirma bruyamment [1]. En 1848, — année fatidique — les Italiens du Tirol publièrent une déclaration où ils revendiquaient une constitution nouvelle pour le Tirol, attestant que depuis 1814 les deux nationalités n'avaient pu s'accorder ; leurs députés ne parurent pas à la Diète et ceux qui se rendirent au Parlement de Francfort protestèrent contre la convocation qui les citait comme membres de l'Empire germanique [2]. En 1861, quelques-uns des leurs seulement siégèrent à l'assemblée provinciale et y portèrent le vœu d'une séparation politique ; les sessions suivantes, où la représentation italienne ne fut toujours que partielle, furent très agitées, quoiqu'on eût concédé l'emploi des deux langues dans les débats et les procès-verbaux [3]. En 1866, les Allemands accusèrent les Tiroliens du sud d'avoir soupiré après le même sort que les Vénitiens, et un peu auparavant les Lombards [4]. Mais si le Trentin restait

du Tirol. Ceux-ci furent néanmoins, après la dissolution du royaume d'Italie, réannexés au Tirol, et en 1816, ils envoyèrent leurs députés à la Diète de cette province (Bidermann, p. 196).

1. Le nom de Trentin aurait été lancé, entre 1841 et 1850, par un professeur de Trente, Frapporti, grâce à des falsifications de documents, assurent les Allemands (Rohmeder, *Der Gebrauch deutscher Ortsnamen in Welschtirol und in den sprachlichen Grenzgebieten*. Deutsche Erde, XII, 1913, p. 16).

2. Un des trois protestataires, Gazzoletti, depuis député au Parlement italien, a publié en 1861, à Paris, chez Dentu, sous le titre de *La question du Trentin*, une brochure, traduction abrégée d'un Mémoire original « qui a été placé sous les yeux de personnes augustes ou éminentes ».

3. Bidermann, p. 205 et suiv.

4. Une pétition en ce sens fut en effet adressée à Napoléon III.

entre les serres de l'aigle autrichienne, il était une partie intégrante de l'*Italia irredenta*[1], et, avant même que la nation italienne fût constituée, une province spirituelle de l'Italie. Pour ne pas remonter plus haut, en 1752, se fonda à Rovereto l'*Academia degli Agiati, Lentorum Academia* (du progrès lent et mesuré), foyer de vie provinciale, mais profondément italienne; car les yeux se tournaient vers la péninsule. Girolamo Tartarotti, qui mourut en 1761, se consacra à l'étude de la poésie lyrique toscane[2]; le poète Clementino Vannetti (1754-95) fut membre de l'Académie *della Crusca* de Florence et collaborateur au dictionnaire de cette compagnie[3]; Giuseppe Maffei de Cles, oncle du poète André Maffei, écrivit une histoire de la littérature italienne; Giuseppe Sicher, de Corredo sur le Nonsberg, un essai sur la littérature dramatique italienne. L'illustre philosophe Antonio Rosmini, né à Rovereto en 1797, mort en 1855, publie sa fameuse œuvre, *Nuovo saggio sull' origine dell' idee*, à Rome. Nombre de savants originaires du Tirol italien ont vécu et professé en Italie : Filippo Serafini, de Preore, professeur de droit à l'Université de Pise; Giov. Canestrini, de Revo sur le Nonsberg, professeur de zoologie à Padoue; Malfatti, professeur d'histoire à Milan et de géographie à Florence. Le poète Giov. Prati, de Dasindo, village de Giudicaria, est mort en 1884 sénateur du royaume d'Italie.

1. Schindler (*loc. cit.*, p. 365) dénonce les visées de l'irrédentisme : les cartes italiennes qui englobent tout le territoire jusqu'au Brenner, les déguisements italiens infligés à des noms tudesques (?) : Bolzano (Botzen), Bressanone (Brixen), Milbacco (Mühlbach), Brunopoli (Bruneck). Le château de Sprechenstein devient Pietra Parlante; le Brenner est affublé de l'appellation de Pirene. Rohmeder signale une *carta topografica del Trentino* de Francesco Vallardi, publiée à Milan après 1860, et la littérature irrédentiste, ainsi que l'italianisation par voie administrative (p. 17-19).

2. C'est à Tartarotti que Muratori écrivit une lettre où il s'étonnait que certaines gens regardaient encore le Trentin comme une partie du Tirol : *che non penseva mai, che anche Trento fosse compreso nel Tirolo.* (Bidermann, p. 204).

3. Vannetti, l'époux de Bianca Laura, qui fut l'Egérie de l'Académie, publia en 1794 ce sonnet où éclate ce vers fameux qui est devenu un mot d'ordre : *Italiani noi siam non Tirolesi.* Son monument s'élève dans la loggia de l'Hôtel-de-Ville de Rovereto, avec cette inscription : *maestro e vindice d'italianità.*

Cette filiation est attestée, et comme symbolisée dans l'inscription qui éclate sur le socle de la statue du Dante dressée superbement sur la place de la gare de Trente : *Al padre*.

Le lien semble indissoluble.

Pourtant les Italiens mêmes du Tirol ont suggéré à l'Autriche le moyen de le relâcher : la création d'une Université italienne dans la monarchie. Ils rappellent que ces centres intellectuels, ils les ont possédés, à Pavie et à Padoue, avant la perte de la Lombardie. Le gouvernement crut éluder cette ambition, en instituant, depuis 1902, quelques cours et un examen de doctorat en droit, en italien, à l'Université d'Innsbruck. Cette solution étriquée ne satisfit ni les Allemands ni les Italiens ; d'ailleurs la cohabitation de l'italien, considéré comme un parasite et un intrus, avec les augustes disciplines germaniques, parut intenable. Alors les hommes d'État autrichiens s'avisèrent d'un coup de maître : le 8 mars 1904 fut déposé au Reichsrat un projet de loi créant une Faculté des Sciences juridiques et économiques, « indépendante » et tout italienne, non pas à Trente [1], mais dans la petite ville de Rovereto [2]. Faculté indépendante, isolée, perdue. Devant le *tolle* des Italiens et des Allemands [3] le gouvernement ne s'obstina pas ; et il imagina aussitôt une autre combinaison. Cette gênante Faculté de Droit italienne, il l'installait à Innsbruck même [4], mais sans contact avec l'Université ; cette brebis galeuse fut reléguée dans une rue d'un faubourg éloigné. Cela n'empêcha pas les étudiants allemands de la saccager. A cette Université libre, des savants italiens avaient promis leurs concours. Angelo de Gubernatis y professa en novembre 1903 une leçon sur Pétrarque ; mais son cours y fut troublé et continua dans un hôtel, où la police fit irruption.

1. Fischel, *Sprachenrecht*, p. 379.

2. Les Italiens redoutaient d'ailleurs qu'à Trente la Faculté ne tombât sous l'obédience cléricale.

3. Une disposition portait cependant que les candidats au diplôme devaient justifier de la connaissance de l'allemand.

4. Fischel, p. 293 (septembre 1904).

Il fallut déloger. Les Italiens souhaitaient l'érection de leur Université à Trieste. Mais les Slovènes et les Croates, qui détiennent l'arrière-pays triestin, protestèrent et exigèrent en compensation une Université à Ljubljana. Le problème se compliquait. En désespoir de cause, le Gouvernement s'est avisé d'offrir à la Faculté italienne l'hospitalité de la capitale même, à Vienne (projet déposé le 20 janvier 1909)[1]. Il est à présumer que cette institution nomade ne trouvera pas de sitôt son siège.

L'Université n'est qu'un symbole de l'autonomie. Ce à quoi les Italiens du Trentin aspiraient, c'est à la séparation administrative d'avec le Tirol propre ; et depuis 1891, devant le rejet de leur vœu, leurs députés se sont abstenus de paraître à la Diète[2].

1. Le débat sur ce projet s'est ouvert à la Chambre des Députés le 20 octobre 1911 (Stenogr. Berichte, XXI[e] session, p. 1083 suiv.). Voir un historique de la question, p. 1175.

2. On discute les titres des Italiens du Tirol à l'indépendance. Bidermann reconnait qu'il serait juste et conforme à la nature de leur accorder un corps représentatif spécial (p. 259). Mais ce libéralisme ne va pas jusqu'à mettre le Tirol italien, à l'égard du Tirol allemand, sur le même pied que le Vorarlberg : celui-ci réuni à la vérité au Tirol administrativement (sous un même gouverneur) possède sa Diète provinciale. On prétend que ce lien n'est que bureaucratique, tandis que celui des deux parties du Tirol est historique : cette conception s'opposerait de haute main à la création d'une province nouvelle !

Bidermann recourt aussi à un argument ou argutie d'ordre constitutionnel. Le Reichsrat est-il qualifié pour réviser le statut ou le ressort territorial d'une province ? Problème controversable que, lui, résout par l'affirmative, mais qui entraîne des difficultés pratiques. Peut-être la solution aurait-elle pu être trouvée dans une institution prônée déjà en 1849 et que le ministère Bach lui-même n'avait point réprouvée, celle des assemblées de cercles (Kreistag). En 1863, un autre programme avait proposé l'institution à Trente d'une section de la Diète (*Landtags-Abtheilung*) pour les pays italiens.

Plus récemment enfin, le gouvernement montra quelque velléité d'accorder aux Italiens non pas l'autonomie avec une Diète à Trente, mais une curie spéciale à la Diète d'Innsbruck, sur le modèle des curies allemande et tchèque, qu'on a médité d'établir à la Diète de Bohême.

Mais une institution de ce genre doit être, selon Bidermann, particulière au Tirol méridional, zone géographique déterminée, et non au Tirol proprement italien ou roman (p. 289, 293). Voilà où aboutit une théorie qui, s'appuyant sur quelques doctrines quasi-métaphysiques (Bluntschli, *Allgem. Staatsrecht*, 4[e] éd., I, 90), refuse de tenir compte de l'état d'âme de tous ces peuples, des manifestations politiques les moins équivoques et de la nature des choses.

Contre la bipartition, les Allemands ont imaginé la tripartition, en faisant un sort aux Ladins : aussi l'aire de ce dernier idiome est-elle soigneusement distinguée par une teinte et délimitée sur la carte de Pfaun

## IV

### Les Ladins.

Le Tirol renferme un groupe ethnique fort intéressant et qui mérite quelque sympathie de la part des peuples qui se nomment latins : c'est le petit peuple qui porte encore cette appellation, celui des Ladins. C'est un parent éloigné, pauvre et assez dédaigné. Les Ladins du Tirol sont isolés en communautés bien réduites (de dix à vingt mille en tout) de leurs frères des Grisons, qui sont quarante mille, et de leurs cousins du Frioul qui atteignent près de cinquante mille.

Le ladin suit la courbe des Alpes des sources du Rhin antérieur à l'Adriatique. On le divise en trois régions dialectales : à l'ouest, les Grisons ; au centre, le Trentin et Bellune (les parlers *tridentino-occidentali* et *orientali*, *alto-bellunese*) ; à l'est, le frioulan[1].

La langue, son nom même en dit l'origine. Mais que sont les hommes qui la parlent ? De souche latine ou

dler. On veut diviser le groupe roman par l'érection en une individualité administrative des cantons ladins.

Cette solution bâtarde d'une tripartition implique d'ailleurs la reconnaissance du séparatisme. Séparatisme encore mitigé, et dont la formule se résumerait en ces propositions : lieutenance à Trente pour la partie méridionale du Tirol ; section italienne de la Diète provinciale et section italienne du Conseil de l'Instruction publique avec siège à Trente. Les sections d'Innsbruck et de Trente se réuniraient en assemblée plénière à Innsbruck pour les affaires communes. Cette circonscription dont Trente serait le chef-lieu comprendrait toute la région italienne et toute la contrée ladine du Nonsberg et du Sulzberg, en détachant de ce groupe les communes allemandes. Quant aux enclaves tudesques du val Fersina et de Lusern, et à la zone indivise entre Ladins et Allemands (Livinalongo-Buchenstein, Fassa), elle relèverait immédiatement de la lieutenance impériale d'Innsbruck et de la Diète plénière (D. E. I, 1902, p. 131).

Ces propositions ne sont rappelées ici que pour mémoire.

1. Ascoli (G.-I.). *Saggi ladini*, dans le premier vol. de l'Archivio glottologico italiano (Rome, Turin, Florence, 1873) : *la carta dialettologica* est grande, claire et fort bien exécutée.

V. le résumé de la question avec bibliographie dans Chr. Schneller, *Skizzen und Kulturbilder aus Tirol* (Innsbruck, 1877), Czœrnig, *Die Völker Oberitaliens*, chap. IV.

Alton, *Das Grödenthal*. Ztschr, D. Ö. Alpenclub, 1888, p. 327. *Beiträge zur Ortskunde und Gesch. von Enneberg und Buchenstein* (*Ibid.*, 1890, p. 85). La littérature du sujet est très abondante.

romaine? On ne peut pas plus admettre cette filiation que pour les Français, Italiens, Espagnols ou Roumains. Les Ladins sont romanisés, et leur nom n'a qu'une signification linguistique. Sont-ils les descendants des Rhétiens que Steub identifie avec les Étrusques? ou des Celtes dont la toponymie dénonce aussi le séjour, ou des Ligures? L'anthropologie se prononce contre cette double hypothèse trop absolue. Tappeiner[1] n'admet pas que les Ladins représentent une race unique et homogène : ils sont mélangés; sans doute les Rhétiens l'étaient déjà, peut-être avec des Italiotes dolichocéphales. En tout cas la dolichocéphalie n'apparaît plus chez eux : sur 792 mensurations, Tappeiner relève 47,9 p. 100 de brachycéphales, et 38,6 p. 100 d'hyperbrachycéphales; le type foncé est prédominant.

Le problème anthropologique est ici secondaire. C'est la question linguistique qui surtout éveille la curiosité. Steub professe que l'idiome ladin fut parlé dans le Tirol entier ; sur le versant septentrional des Alpes, sur la route du Brenner, il était employé encore au IXe siècle. Mais les invasions germaniques et slaves, celles des Goths et des Lombards refoulés d'Italie, débusquèrent peu à peu le ladin primitif qui ne parvint pas dans la vallée inférieure de l'Inn, occupée par des Germains, ni dans le Pustertal, que les Slovènes barrèrent. Les Bavarois effacèrent les vestiges du romanisme, lorsqu'ils franchirent le Brenner pour maîtriser la grande voie de circulation à travers les Alpes.

Les fractions du peuple roman, encore fidèles à leur langue, se réfugièrent dans les vallées écartées de la chaîne, étroits couloirs où ne put se nicher qu'un nombre très faible d'individus ; aussi sont-elles dispersées, sans cohésion, autour des Alpes dolomitiques, dans le val de Gröden, Gradena ou Gherdeina, le val d'Enneberg ou Marô ; dans ceux de Buchenstein (Livinalongo) et de Fassa, et le pittoresque et célèbre val d'Ampezzo. (De l'autre côté de la frontière italienne vivent quelques groupes congé-

1. *Studien*, p. 26.

nères dans les districts d'Agordo, Cadore et Comelico). Ainsi blottis et repliés sur eux-mêmes, ils ont préservé leur langue, ou plutôt leur dialecte. Le latin a fourni 60 à 80 p. 100 du vocabulaire [1] : l'importation tudesque, provenant du vieux haut-allemand comme de l'allemand moderne, est estimée à 15 p. 100 [2]. Le ladin est, au point de vue généalogique, issu du latin vulgaire comme le vieux français, et plus rapproché du provençal et du catalan que de l'italien. Il possède entre autres particularités les sons nasaux, les voyelles *eu* et *u* (qui se prononcent comme en français), le pluriel en *s* [3].

Par suite de son isolement le ladin n'a pas eu la brillante fortune des autres langues romanes. Il est jusqu'à ces dernières années resté sans littérature ni poésie, sauf quelques chansons populaires, en un patois ou argot dont l'origine est des plus mystérieuses [4]. Et cette tentative de résurrection semble bien tardive ; car le ladin menace de se dissoudre dans l'allemand et dans l'italien [5] ; les jeunes gens du val Gradena sont envoyés en pays tudesque, un an ou deux ; la civilisation allemande s'est introduite là par ce qu'elle a de plus substantiel, sa cuisine. Les gens de Fassa, d'Ampezzo, de Livinalongo emploient l'italien comme langue écrite ; le Gader Tal qui s'ouvre sur une région allemande est italianisé sous la pression du clergé [6]. Dans la question des nationalités les Ladins

1. Alton, *Die ladinischen Idiome in Ladinien* Innsbruck, 1879. On trouvera d'intéressantes études philologiques originales ou analysées dans la *Romania*.

2. V. une liste de mots empruntés à l'allemand dans Schneller (Peterm., Mitth. 1877, p. 369).

3. Perini, dans sa *Statistica del Trentino* (2 vol. Trente, 1851-2), insiste sur la parenté avec le français. « *Il dialetto di questo popolo si distingue per molti dizioni francesi e per la pronunzia dei dittonghi di maniera che non puo alcuno scrivere questo dialetto se non conosce la francese ortografia* (II, 158). Sur les particularités dialectales, Battisti, p. 215.

4. Battisti, p. 217.

5. Dans les communes du district judiciaire d'Enneberg et dans le val Gradena, le ladin est langue auxiliaire *vermittlungssprache*) dans les écoles publiques où l'allemand est la langue de l'enseignement (Fischel, *Sprachenrecht*, p. cv). Il en est ainsi du romanche dans le canton des Grisons, où quelques communes l'autorisent comme langue de l'enseignement.

6. Rohmeder revendique pour le germanisme la plupart des cantons ladins et les conteste à l'italianisme, arguant que le ladin a plus d'affi-

ne jouent aucun rôle; ils ne sont intéressants qu'à titre de monuments historiques. La statistique les confond sans vergogne avec les Italiens[1].

Les mœurs ne sont pas plus typiques que chez les autres groupes du Tirol; les Ladins semblent avoir quelque propension à se disperser plutôt qu'à voisiner[2].

## V

### Le peuplement.

Le site de l'habitation, la structure des maisons dans le Tirol révèlent-ils les différences ethnographiques des colonisations successives?

Alamans, Bavarois, Romans ne pratiquent pas le même mode de peuplement. Sans doute le peuplement se modèle sur la plastique du sol; l'histoire démographique d'une montagne ou d'une vallée reflète son histoire physique. Il n'en est pas moins vrai que chaque race suit son instinct.

C'est ainsi que les Rhétiens et les Romans ont bâti leurs villages le plus bas possible; les Allemands, survenus plus tard, ont porté leurs établissements sur les pentes, de sorte que ces établissements, fermes ou hameaux, sont désignés par la terminaison *berg,* accolée au nom de celui d'en bas : Silzberg, au-dessus de Silz (Inn supérieur), Oetzerberg au-dessus d'Oetz, Kaunser-

nités avec le catalan ou le provençal qu'avec le néo-italien : Dante, de souche ostrogothique, avait dénié tout parentage avec le pur italien au *vulgare turpissimum* des Trentins. Il réclame une toponymie allemande pour les localités ladines, ou la prononciation à l'allemande des noms ladins (articles cités Deutsche Erde, XII, 1913, p. 20 suiv., p. 46, listes toponymiques).

1. C'est contre quoi proteste Bidermann, p. 6. Les Ladins, au point de vue ethnique, forment une masse plus considérable qu'on ne croit; il estime ces descendants des Rhétoromans à 150.000, dont 20.000 parlent l'allemand, 55,000 l'italien. Il faut distinguer les Vieux-Romans des Néo-Romans ou Italiens immigrés: le caractère, le type même diffèrent, peut-être aussi les aspirations politiques. Cf. Rohmeder (D. Erde, I, p. 129-31).

2. La *magnifica communità* d'Ampezzo se compose d'une quarantaine de hameaux ou écarts dont Cortina est le chef-lieu.

berg au-dessus de Kauns[1]. Les Allemands ont obéi à leur horreur de l'agglomération, tandis que les Rhétiens et Romans plus sociables ont, pour se rapprocher, bravé l'insalubrité des bas-fonds humides ou mal ventilés. Les Allemands se sont de préférence campés sur les cônes de déjection des torrents, au débouché des gorges où s'accumulent des graviers et boues fertilisantes ; et quoique les édifices y soient souvent peu stables et menacés par les crues des eaux montagnardes, ils sont le séjour préféré des hommes. La statistique de Löwl met en relief ce fait intéressant :

| | P. 100 DE POP. SUR CÔNES DE DÉJECTION | |
|---|---|---|
| Antholzer Tal . . . . . . | 85,8 | |
| Tauferer Tal . . . . . . | 72 | |
| Stubai Tal . . . . . . . | 54,9 | (terrasses 33,2). |
| Oeztal (vallée maîtresse) . | 40,5 | (bassin de la vallée 28,5). |

Les Allemands ont colonisé aussi les terrains bas, à mesure que ceux-ci s'asséchaient : on peut suivre par endroits, d'après la toponymie, la chronologie des localités. Ainsi quelques-uns des bassins de l'Œztal, couverts par les eaux, n'ont pas été accessibles aux premiers habitants ; c'est très tard, après le XI[e] siècle seulement, que les Allemands ont conquis ces emplacements, où les noms sont tudesques et significatifs : *au*, *ried*, *platten*, *bruchen*, etc., noms de villages ou hameaux actuels. Les Rhétiens ou Romans des vallées voisines de Kauns, Pitz, Sellrain et Stubai ne s'étaient pas aventurés dans ces parages.

Les Allemands, grâce à leur amour de l'isolement, sont de plus audacieux défricheurs que les Romans ; ils perchent leurs fermes aussi haut que se laisse atteindre un lopin de terre labourable. Ainsi Fritzsch, qui a exploré l'Ortler, signale des habitations permanentes à une altitude plus élevée sur le versant allemand que sur l'autre ; sur celui-ci, dit-il, « la limite de l'habitabilité est déterminée en majeure partie par des localités agglomérées, qui sont sises naturellement plus bas, puisqu'elles mar-

1. Löwl, *Siedlungsarten in den Hochalpen* (Forsch. II, p. 416).

quent un degré supérieur de culture[1] ». Les Allemands échappent de la sorte aux conditions plus délétères de la vie dans les seuils embrumés, et bénéficient, peut-être inconsciemment, de la loi du renversement des climats[2].

Il semble pourtant que l'Alaman soit moins farouche à l'égard de ses semblables que le Bajuvare. Dans le Vorarlberg, les villages bordent les routes, ou encore entourent, comme pour la protéger, leur église, dessinant ainsi des anneaux, rappelant le *rundling* slave. Le contraste est sensible du chevet de l'Inn, où l'Alaman bâtit les maisons contiguës, à la section inférieure où le Bavarois sépare les siennes, même dans un hameau.

L'Italien n'escalade pas les versants ardus et ne s'inquiète pas de solliciter les plaques arables perdues sur les pentes abruptes ; quoiqu'il juche haut sa *malga* (de *molken?* laiterie) et sa *baita* ou *baito* (bergerie), il préfère à l'élevage la culture et le vignoble. D'ailleurs s'il ne se risque pas volontiers dans des cantons ingrats et déserts, c'est que généralement il ne travaille pas pour son propre compte ; il est *colono*, fermier ou métayer, pour le compte du *signore* ou *padrone*, du propriétaire dont il reçoit en tenure un complexe de champs, vignes, mûriers, en parcelles souvent dérisoires, et il pousse l'amour du morcellement jusqu'à partager une chambre entre deux ou trois familles, chaque habitat étant délimité par un trait à la craie[3].

Cette différence sociale entre le prolétaire rural et le propriétaire se traduit dans l'aspect et la physionomie du logis. La maison allemande, dont les aîtres inférieurs reposent sur la pierre, se dégage et se stylise dans ses parties supérieures faites de bois : le toit à lattes

1. Magnus Fritzsch, *Ueber Höhengrenzen in den Ortler Alpen* (*Anthropogeogr. Beiträge*. Ver. Erdk. Leipzig, 1895, vol. II, p. 133, 199).

2. Löwl, p. 417, donne des exemples de ce phénomène :

| | ALTITUDE | MOY. JANV. | JUILL. | OSC. ANN. |
|---|---|---|---|---|
| Tauferer Tal : Village Taufers. . . | 885 mètres. | — 5,2 | 17,4 | 22,6 |
| Ahornach . . . . . | 1.330 — | — 4,8 | 14.8 | 19,6 |
| Ahrental : Steinhaus . . . . . | 1.050 — | — 5,8 | 15,9 | 21,7 |
| St-Peter . . . . . . | 1.360 — | — 4,6 | 14.7 | 19,3 |

3. Zailer, *Die Land-und Alpenwirtschaft in den österr. Alpenländern*, Diss. Iéna, 1903, p. 43.

s'avance et descend pour protéger toute la construction et notamment pour abriter contre l'humidité les bûches de chauffage, empilées au mur. Les fenêtres sont petites, mais souvent fleuries et la façade se décore de sculptures, de devises; la galerie du pourtour est ouvragée, le toit parfois surmonté de clochetons. La maison romane est plus rébarbative ; toute en pierre, rarement crépie ou blanchie, souvent lézardée ; le toit ne clôt pas ni n'ombrage l'habitation, il s'appuie sur des piliers entre lesquels l'air circule et où sèchent le fourrage, les provisions et le linge.

Tout est resserré dans la maison romane; granges, étables sont attenantes aux locaux d'habitation ; toutefois le plus haut étage. le grenier à jour, est souvent épaulé contre un tertre, de manière que par une rampe les charrettes y accèdent de plain-pied. L'Allemand aussi concentre les communs et le logis sous le même toit, dans les vallées où l'espace est mesuré, et sur les hauteurs où, par le froid et la neige, il importe de circuler à huis clos. Ailleurs les dépendances encadrent le bâtiment des maîtres.

Le village allemand et l'italien présentent un contraste sensible ; là les maisons s'éparpillent ; le noyau de la commune est marqué par l'église, l'école et surtout l'auberge : l'auberge est le foyer vital, comprenant souvent la mairie et la poste ; c'est encore aujourd'hui pour les passagers l'hospice.

Le village italien est fermé, comme muré ; les façades qui se pressent les unes contre les autres dessinent un rempart farouche[1]; car le village est accroché au flanc de la montagne, surveillant ses labours, loin des alpages et de la forêt. Le décor est austère, au contraire du complexe de la communauté allemande, où chaque maison s'entoure de ses champs, de ses prés, de ses bouquets d'arbres.

Même dans la zone de la transhumance estivale les Italiens s'agglomèrent. Les *casolerie*, habitées six ou sept mois, s'élèvent près des pâturages, mais ont des étables

1. Souvent des maisons-casernes ont été construites par le *padrone* pour loger des colons.

où, jusqu'à la belle saison, le bétail consomme le fourrage de la précédente année. C'est de là qu'il monte vers les *malge*, qui correspondent aux marcaireries (*sennhütten*) des Allemands. Plus haut encore, s'égrènent les bergeries (*baiti*).

On a remarqué avec raison[1] que les influences ethniques s'accusent plutôt dans les contrées basses que sur les cimes, où la complexion du terrain commande le mode d'établissement[2].

1. H. Reishauer *Siedelungen der Deutschen und Italiener im Gebiete der Ostalpen. Zu Friedrich Ratzels Gedächtniss...*, Leipzig, Dr. Seele, 1904, p. 289-302).

2. Pour les villes du Tirol, l'on observe dans le nord de la province la prédominance du style « gothique », plus au sud le style de la région de l'Adige, où se marient les influences tudesque et italienne (O. F. Luchner *die Tiroler Stadt,* Munich, 1914, avec bibliographie et nombreuses illustrations).

# CHAPITRE V

## BOHÊME, MORAVIE, SILÉSIE[1]

### I

### Les colonisations et la formation des nationalités en Bohême.

L'Autriche est comme un corps dont chaque membre, chaque organe est malade, parce qu'aucun n'a ni la même fonction ni le même mouvement que le membre ou l'organe voisin. Mais la partie la plus atteinte, toujours sujette à une crise aiguë, est la Bohême. C'est là surtout que le conflit entre Slaves et Germains est entré dans la période morbide. Cela tient à ce que les Slaves de Bohême n'ont ni la faculté ni le temps de patienter ; aventurés au milieu du monde allemand, jetés en avant-garde, il leur faut vaincre ou mourir. Du reste, ce n'est pas contre les seuls Allemands d'Autriche qu'ils ont à combattre, c'est encore, en vertu de leur position géographique, contre les Allemands d'Allemagne. Aussi ces enfants perdus du slavisme en sont les enfants terribles.

Il semblerait, à première vue, que le losange bohémien, cette individualité géographique si indépendante, dût servir d'habitat, de forteresse naturelle à un seul peuple. De trois côtés un rempart montagneux qui se dresse contre les pays allemands ; du quatrième côté, un palier en contrebas que les possesseurs de la Bohême dominent et sur lequel ils débordent aisément : donc ce front n'est pas moins sûr. A l'intérieur de ce bassin si nettement circonscrit, des

1. Voir dans le Geographischer Sahresbericht (I, 1894 ; II, 1895 ; III, 1896) le chapitre *Sudetenländer*, et dans le fasc. VII, Dr Lorenz Puffer *Die landeskundliche Literatur der bojischen Länder Oesterreichs... in den Jahren* 1897 *bis* 1907.

lignes directrices qui, par leur simplicité et leur symétrie, commandent la cohésion.

Par un démenti infligé à la nature des choses, la Bohême ne connaît pas l'unité ethnique à laquelle elle semblait prédestinée. Et pourtant la haute et rébarbative enceinte du pourtour, toute hérissée de fourrés sombres, n'est percée que de rares coupures, jadis rayées par des sentiers à peine praticables aux animaux de bât (de Chamb sur Taus à l'ouest; de Linz sur Hohenfurt au sud; le pas de Chlumetz ou Kulm au nord; celui de Nachod à l'est). La frontière pouvait être surveillée; elle fut à une certaine époque marquée par une sorte de piste jalonnée d'abattis (*přezoka,* intercisio)[1]. Or elle fut constamment violée; jamais les maîtres de la Bohême n'en ont pu garder les abords. Les trouées ont été forcées, à travers la mystérieuse et redoutable forêt hercynienne, hantée par les bêtes fauves et les génies malfaisants.

D'ailleurs le massif bohémien, pour rigidement délimité qu'il soit, n'est point fermé; sa façade orientale descend sur la dépression morave, par-dessus laquelle les Slaves de Bohême et de Moravie se donnent la main; c'est une allée a double issue. Il est au nord affecté d'une fissure, qui est pour la nationalité slave, comme une blessure béante; c'est le défilé de l'Elbe. Les eaux de la Bohême sont drainées au dehors. Celles qui rallient la Morava par les terrasses (*gesenke*) vont au Danube, dans le bassin de Vienne, lieu de rendez-vous commun et banal où se rassemblent et se confondent les eaux de diverses régions de l'Autriche. Mais l'Elbe qui emporte le flux de la Moldava, de la rivière nationale, l'Elbe qui usurpe le lit de cette rivière et l'exproprie de sa dignité d'artère maîtresse, l'Elbe se dénationalise presque aussitôt. Et cet incident géographique a toute la valeur d'un argument politique. Par son hydrographie la Bohême est une annexe de l'Allemagne[2].

1. Jirecek, Ö. U. M., *Böhmen*, I, p. 230.

2. L'argument peut être géographiquement contesté. « Ni dans la Suisse Saxonne ni dans son cours entre l'Erzgebirge et le palier de la Lusace, l'Elbe ne recueille d'artères importantes; elle perce l'enceinte septentrio-

Les géographes allemands s'ingénient à confirmer cette thèse, en délimitant les aires dévolues, par une sorte de droit naturel, à chacune des nationalités. A vrai dire, il semble, si l'on compare la carte linguistique à la carte topographique, que la répartition des peuples se soit moulée sur le relief; le phénomène, qui n'a rien de fatal ni d'immuable, puisque les frontières ne cessent d'osciller, le phénomène frappe le regard.

Un socle de gneiss, décapé, aplani, forme le noyau du pays; terroir maigre, hospitalier à la seule forêt; sous-sol dépourvu de minéraux exploitables; âpre climat : un géographe allemand insinue que ce cadre est approprié aux Tchèques, qui d'ailleurs s'en évadent par l'émigration[1]. Il est vrai qu'à ce terre-plain central, pauvre et ingrat, s'adossent des contrées plus avenantes qui dessinent jusqu'aux rampes du pourtour montagneux une zone plus riche et plus animée de colonisation slave.

L'aile méridionale de la Forêt de Bohême, dont les halliers sauvages n'ont pas rebuté les défricheurs allemands, surplombe un paysage noyé d'étangs, mais où alternent champs, vergers et vignobles; c'est la dépression de Budweis à Wittingau; les Tchèques y prospèrent, jusqu'à évincer peu à peu les Allemands de l'îlot de Budweis.

Et de même, les Allemands sont débusqués du plat pays, dont Pilsen est la ville maîtresse, sur un ancien fond de lac où la culture et l'industrie se développent parallèlement. Les Slaves tiennent aussi les terrasses qui s'abaissent vers le nord, dont une, étoffée de grès (*Elbsandsteinplatte*), a dans l'économie de la Bohême une éminente dignité : c'est là en effet que s'est placée la capitale historique et que la Moldava recueille l'Elbe. Vers le nord, des

nale de la Bohême, mais ne la draine pas (cette enceinte). La Mulde issue de l'Erzgebirge, l'Elster Noire et la Sprée, originaires de la Lusace, ne deviennent tributaires de l'Elbe que dans la plaine allemande. » Penck considère la vallée de l'Elbe en amont de Dresde comme fermée, entourée de hauteurs, dont elle ne reçoit que des affluents insignifiants : elle rappelle la plaine du haut-Rhin (*Länderkunde von Europa*, hrsg., von A. Kirchhoff, I, p. [illegible]). Sur l'usurpation de l'Elbe, voir B. Auerbach. *Le régime de l'Elbe* (Annales de Géogr. XI, 1902, p. [illegible]).

1. Karl Schneider. *Zur Orographie und Morphologie Böhmens* (Prague, 1908, p. 257).

plans inclinés à soubassement calcaire, régions de Dauba, de Nimburg, s'enfoncent jusqu'au pied et jusqu'au cœur des Sudètes, entraînant l'élément tchèque vers les confins du golfe silésien.

Le bloc cristallin avec ses annexes couvre l'aire slave, où s'épanouit la vie agricole. La ceinture montagneuse, avec les paliers qui la flanquent vers l'intérieur, est allemande. C'est d'abord la Forêt de Bohême, rempart sauvage où des Bavarois ont grimpé, semant dans la solitude des fourrés des fermes maussades; mais, grâce à l'humidité de ces hauteurs boisées, sommets et versants sont tapissés de prairies. Entre les hautes crêtes, qui déclinent vers le col de Taus, et la plate-forme plus rétrécie qui porte le nom d'Oberpfälzer Wald, les Tchèques ont entaillé, sinon coupé, la frange germanique. Celle-ci s'élargit et festonne à travers un pays d'ondulations granitiques, trempé d'étangs, où ont pris gîte des Allemands d'origine plus septentrionale que les Bavarois.

Depuis l'angle où se rencontrent sans se souder le Böhmerwald et l'Erzgebirge, le domaine allemand s'étale jusqu'au delà de l'Elbe. Ce qu'on dénomme l'enceinte nord de la Bohême (*nördliche Umwallung*) est une citadelle du germanisme : Eger en est un actif foyer, et les stations balnéaires contribuent à la fortune de cette région richement dotée.

Le faisceau des Sudètes est aussi une terre d'élection et d'emprise allemande.

Enfin, par une habile stratégie, les Allemands se sont intercalés entre les Tchèques de Bohême et ceux de Moravie : ils jalonnent la ligne de contact des postes qui, comme le petit pays de Schönhengst ou l'enclave d'Iglau, maîtrisent les communications entre Prague, Brünn et Vienne.

Aussi la masse tchèque, ramassée, est cernée par les Allemands : l'image est saisissante, et le contraste éclate entre la terre slave, à la physionomie paisible et monotone, piquée de petites agglomérations rurales (sauf autour de Prague), et la périphérie allemande, au décor pittoresque, avec son arrière-plan de grandes futaies, les

silhouettes de ses rochers, où le village agreste s'est hérissé des cheminées d'usines, où les champs sont éventrés de galeries souterraines et trépidantes.

Sans doute cette muraille allemande commence à s'ébrécher et s'effriter; sans doute le front de défense s'allonge et s'étire démesurément; les mâchoires de l'étau auront peine désormais à comprimer la matière tchèque qui déborde et s'échappe.

Celle-ci a l'avantage de la concentration, avec une métropole qui est pour les Allemands de Bohême un chef-lieu administratif et non un pôle vital[1]. Mais les Tchèques se sentent isolés, rayés de l'Europe; ils essaient donc de défoncer le cercle d'investissement pour se donner de l'air. C'est cette bande qui est le vrai champ de bataille des deux nationalités, plutôt que les enclaves de l'intérieur. Le duel est engagé entre les Tchèques, concentrés dans leur réduit, et dont l'avant-garde, les colonies de prolétaires, ont déjà prononcé leur poussée, et les Allemands qui, en dépit d'une situation géographique défectueuse, tirent leur force et leur unité de leur suprématie économique et de leur contact avec la grande Allemagne.

Les trahisons de la nature ont condamné la Bohême, comme des contrées plus ouvertes, à subir les invasions. Les plus anciens habitants connus — après les tribus primitives de l'âge du bronze et de l'âge néolithique — furent des Celtes Boïens (Bojmi)[2], les éponymes du pays qui s'y établirent sans doute vers 400 av. J.-C.[3]; probablement

1. Rauchberg (*Der nationale Besitzstand* I, p. 56) professe que Prague doit, même abstraction faite du poids des considérations géographiques, rester aussi la capitale des Allemands. Voir J. Lippert, *Prag. die deutsche Stadt* (Deutsche Arbeit VIII, fasc. 5). Kumpert *Ein mehr als hundertjähriges Zeugnis für das geschlossene Sprachgebiet Deutschböhmens* (Mitt. Ver. Gesch. der Deutschen in Böhmen, 46 Jahrg. Heft 4). A. Fischel, *Ein weiteres Zeugnis für das geschlossene Sprachgebiet Deutschböhmens* (*ibid.* 47 Jahrg. Heft. 4).

2. Ces Boïens semblent avoir occupé le couloir Cham-Neumarkt. On s'est demandé si le nom de Cham est celtique; c'est l'opinion de Zeus et de Holder, deux maîtres celtisants; mais il a été revendiqué comme germanique. (Paul Müller, *Der Böhmerwald und seine Stellung in der Geschichte*. Diss. inaug. Strasbourg, 1904, p. 42).

3. Friedrich (Wilhelm). *Die historische Geographie Böhmens bis zum Beginn der deutschen Kolonisation* (Abhandl. der K. K. Geogr. Ges. Wien IX Bd. 1912, p. 69 suiv.).

ce fut une aile de la grande colonne qui longea le Danube et les Alpes. Ces Bojmi furent renforcés par l'arrivée de Volces Tectosages, qui, d'après César, s'ébranlèrent du sud de la Gaule vers la forêt hercynienne, marche en sens inverse de toutes les migrations, et dont la cause est inexpliquée (peut-être la recherche de l'or?); les noms de Walchen, Vlasi, témoignent encore de leur passage; de même il subsiste sous la couche slave, une toponymie celtique, par exemple le nom des Sudètes, *Eborodunum* (Brünn). *Iizera*, *Ogra* (Agara)[1].

Au début de l'ère chrétienne, les Celtes évacuent la Bohême, soit spontanément, par besoin instinctif de changement, soit sous la poussée de hordes germaniques, chassées du Neckar et du Rhin par les victoires de Drusus. Ce ramassis « d'hommes de frontières », Marcomans, où étaient embrigadés des Suèves, des Lombards, des Goths, fut fixé dans le pays, qui leur donna son nom, et organisé par Marbod (18 ap. J.-C.). Marbod forma une confédération où entrèrent les Quades de Moravie et quelques autres bandes. On était protégé contre l'attaque des Romains par la barricade des halliers montueux. La Bohême serait peut-être devenue le noyau d'un Empire germanique, si le rôle équivoque de Marbod n'avait soulevé contre lui ceux qu'on pourrait appeler déjà les patriotes de la Germanie, les ennemis des Romains, Arminius et le Goth Katwald (Catualdus).

Cet embryon d'Empire se disloqua ; de petites principautés (Hermundures, Quades, etc.) se créèrent, qui, vu leur faiblesse et leurs rivalités, durent subir la protection de Rome. Mais au IIe siècle, ces peuplades, pressées par les Slaves qui s'avançaient du Nord et de l'Orient, tentèrent de pénétrer dans l'Empire. Marc-Aurèle s'épuisa à les contenir sur la ligne du Danube. Quant à la Bohême, elle continua sans doute à être sillonnée, plus ou moins temporairement occupée par des équipes inquiètes de Germains, jusqu'au moment où les Slaves firent leur

1. A. Goehlert, *Boiokeltische Namen in Böhmen*. (Mitth. Geogr. Ges., Vienne, 1870, p. 145-53.)

apparition au VI[e] siècle, sans doute entraînés dans la horde des Avars.

Ce fut comme une marée montante, jusqu'au cœur des Alpes et jusque sur les avenues du Fichtelgebirge : en Franconie, les établissements slaves se décèlent encore par la forme du *rundling* et par la toponymie[1]. Avec une surprenante conscience de leur solidarité, ces Wendes ou Slaves, ceux de Carantanie, de Moravie, de Bohême, de Thuringe firent masse : le génial aventurier Samo put sans peine, après l'éviction des oppresseurs avars, réaliser la conception d'un Empire slave[2]. Le monde occidental s'alarma ; les Francs sous Dagobert, les Lombards d'Italie attaquèrent simultanément les possesseurs de la Bohême et les Slovènes alpestres. Ils échouèrent. Charlemagne lui-même ne réussit pas à rétablir pour quelque durée l'influence germanique dans ces parages. Si bien qu'au X[e] siècle encore le *limes sorabicus* frôle l'orée du Frankenwald et que la haute vallée du Main est qualifiée *regio Slavorum*. Cette ère slave ne fut pas dévastatrice ; le trafic animait la contrée où circulaient des colporteurs juifs chargés d'étoffes, d'ustensiles, de parures ; la Bohême exportait des chevaux, du bétail animal et du bétail humain : c'était un marché d'esclaves[3].

1. Paul Müller. p. 47. Fr. Nüchter. *Das Fichtelgebirge in seiner Bedeutung für den mitteleuropäischen Verkehr*. Diss. inaug. Leipzig 1899 p. 55. Ces *rundling*, comme ceux du Vogtland, sont-ils d'origine authentiquement slave ? A. Wohlrab (*Das Vogtland als orographisches Individuum*. Forsch. Deutsch. Landes-und Volkskunde, XII, 1899, p. 184), professe que la forme annulaire ou en fer à cheval est commandée par la configuration du terrain et n'a point de signification ethnique. Dans le Tillengebirge, aile de la Forêt de Bohême qui confine au pays d'Eger, des localités circulaires ou ovales, d'origine allemande, ont été reconnues (Horneck. *Zur Siedlungsgeographie des Tillengebirges*. Progr. Gymn. Brüx, 1909). Mais la vallée de la Regnitz est émaillée de noms slaves (wendes ou sorbes). La thèse de Wohlrab n'a guère trouvé de partisans. Friedrich (p. 142-3) regarde le *rundling* triangulaire ou quadrangulaire comme le type d'établissement des terres récemment défrichées. D'autres le définissent comme l'agglomération de l'éleveur, tandis que le village en long serait l'habitat du cultivateur.

2. Bertold Bretholz (*Geschichte Böhmens und Mährens bis zum Aussterben der Přemysliden* (1306). Munich Leipzig, 1912, p. 37) conteste contre Palacky et Šafařik que le cadre de l'Empire de Samo ait été la Bohême ; il le placerait plutôt vers la Thuringe.

3. J. Hemleben. *Die Pässe des Erzgebirges*. Diss. inaug. Berlin, 1911. (Discussion des données du négociant juif Ibrahim ibn Jakub, qui datent du X[e] siècle).

La Bohême resta dévolue à des tribus slaves d'origine commune, mais assez diversifiées par les mœurs et le parler [1]. Leur centre fut Prague [2].

La plus célèbre de ces tribus devint celle des Tchèques qui éclipsa toutes les autres, y compris celle des Chorwates de la haute vallée de l'Elbe [3], dont le nom devait faire fortune ailleurs. Ces Tchèques comprenaient, semble-t-il, les colons fixés dans la zone la plus fertile du pays, en même temps carrefour le plus accessible [4]. La tribu était constituée par des clans et administrée par un *župan* dont le ressort est une *župa* (*gau*).

Les Slaves de Bohême furent gouvernés, après Samo, par ses descendants ; une des filles de Krok, son successeur, nommée Liuboša (Libussa) épousa un notable de la tribu Belina, Přemysl : ce dernier est l'auteur de la dynastie qui, jusqu'au XIVe siècle, régna sur la Bohême. Le berceau de cette maison fut Vyšegrad (haut bourg) ; plus tard le siège du gouvernement fut Prague.

Dès lors se manifeste un sentiment de la nationalité slave qui trouve son expression, sinon dans une religion, du moins dans une liturgie différente de celle de l'Occident, et qui s'épanouit aussi dans un établissement politique, la Grande Moravie.

Les Slaves de Moravie, dont le pays est comme un couloir, eurent longtemps à se débattre contre les Avars et plus longtemps contre les Allemands : c'est au IXe siècle seulement qu'un de leurs princes, Rostislav, put assurer l'indépendance, moins encore par une défense heureuse contre les envahisseurs tudesques, que par l'institution d'une Église nationale soustraite à l'apostolat rapace et dominateur de l'Église d'Allemagne. C'est lui qui appela Cyrille et Méthode (863). Malgré l'hostilité du clergé allemand, Méthode convertit au christianisme le prince

1. Ces groupes sont énumérés et localisés par Lippert I, p. 31 suiv.

2. Adolf Zycha. *Prag. Ein Beitrag zur Rechtsgeschichte Böhmens im Beginn der Kolonisationszeit* (Mitteil. des Ver. für Gesch. der Deutschen in Böhmen. XLIX Jahrg, 1911, et L. Jahrg. 1912). Etude détaillée du marché de Prague depuis les origines.

3. Lippert, p. 38.

4. *Ibid.*, p. 108, cf. p. 117.

de Bohême, Bořivoj (874) ; la Bohême fut dotée aussi de la liturgie slave [1].

Cette communion religieuse des Slaves leur donna une singulière puissance matérielle. Un prince morave, Svatopluk (Zwentibold), constitua vers la fin du ixe siècle un État considérable, englobant, outre la Moravie et la Silésie, la Bohême, la plaine allemande jusqu'à Magdebourg, alors terre slave, la section des Carpathes et un morceau de la Hongrie habités par les Slovaques. Cet État eût pris racine malgré les furieux assauts des Allemands, si cette fondation encore trop récente et précaire n'eût été emportée par l'irruption des Hongrois. Les Allemands, grâce à ce cataclysme, reprirent leurs avantages ; ils furent d'ailleurs secondés par ceux mêmes qui auraient eu intérêt à les repousser.

Rien n'eût été plus aisé aux souverains de la Bohême, ducs, puis rois, de garder, sinon l'autonomie de leur État, du moins l'intégrité de la race qui constituait leur peuple. Ils furent les artisans d'une contamination singulièrement funeste [2]. Les Přemysl, princes de sang tchèque, provoquèrent l'afflux d'agriculteurs et de prêtres allemands [3] ; l'exemple fut suivi en Moravie et en Silésie. Ils souffrirent que l'évêché de Prague (fondé en 973) et plus tard celui d'Olmütz fussent suffragants du siège de Mayence. Ils virent de bon œil la création de villages allemands, bâtis en carrés, contrastant avec la figure ronde ou en fer à cheval du village slave, aux demeures contiguës et d'une teneur sur le type de la *zadruga*. Il se forma là une classe de paysans libres, fermiers à bail perpétuel, classe sociale supérieure à celle des cultivateurs indigènes [4] qui n'avaient

1. C'est la légende qui a prévalu (*ibid.*, chap. vii).

2. C'est ce que reconnait Lubor Niederle (p. 103).

3. Selon Bretholz, (livre V : *Das Deutschtum in Böhmen und Mähren unter den přemyslidischen Königen*, p. 306 suiv.) la colonisation allemande n'aurait marqué que le progrès des Allemands anciens occupants du pays, et n'aurait pas le caractère adventice que lui prête la thèse officielle des historiens tchèques.

4. C'est surtout au N. et au N.-E., dans la zone de colonisation franconienne que cette différence se laisse surprendre. (Voir la carte dans Lippert *Socialgeschichte Böhmens in vorhussitischer Zeit*, 1 Bd. *Die slavische Zeit und ihre gesellschaftlichen Schöpfungen*. Prague et Vienne, 1896).

point su ni osé affronter la sylve horrifique. On doit reconnaître que les bûcherons allemands exploitèrent des terres vierges sans exproprier de plus anciens occupants[1]. Des privilèges furent octroyés aussi aux corporations de commerçants et industriels allemands qui s'érigèrent en bourgeoisies des villes et modelèrent leur statut communal sur la charte, le *spiegel*, de Magdebourg, de Nuremberg et des cités d'Allemagne: contrepoids à l'aristocratie terrienne, qui inquiétait la royauté. C'est ainsi que Prague eut son « vieux quartier » de droit souabe.

Au XIII[e] siècle les Allemands, s'ils n'égalent pas en nombre les Slaves en Bohême, comme en Moravie et Silésie, jouissent de la prépondérance morale et sociale. La dynastie des Přemysl, la noblesse, le patriciat urbain se font gloire de s'allier aux familles d'Allemagne, de prendre les mœurs, les modes, la langue de ce pays[2]. A la cour des Luxembourg s'ébaucha la langue de la chancellerie, la langue littéraire de l'Allemagne, le *hochdeutsch* dont Luther fit la fortune[3]. Charles IV, esprit de culture très large, rêva de mêler davantage encore la Bohême au mouvement intellectuel de l'Occident; dans ce but il fonda l'Université de Prague qui n'eut rien d'exclusivement tchèque, puisqu'elle compta deux nations allemandes, une bohémienne, une polonaise où d'ailleurs les Allemands de Silésie formaient la majorité.

La civilisation allemande avait éclipsé sans doute, mais non extirpé la tradition et l'idée slaves. Celle-ci couvait et tout à coup fit explosion. La population tchèque, peu belliqueuse et très docile à ses župan, sentit l'injustice de son sort en le comparant à celui des colons allemands,

1. Lippert a essayé de déterminer cette aire du germanisme autochtone, séparée de l'aire slave par la marche forestière dont sa carte donne l'image et dont les limites sont décrites dans le chap. 1er du tome I. Friedrich, dans le chapitre intitulé *Topische Namen*, a dénombré les noms allemands et tchèques des essences forestières ou plutôt des établissements qui rappellent le nom de diverses essences.

2. Lippert, II, p. 362 suiv.

3. D. Erde IV, p. 223. Wolfram d'Eschenbach, Henri de Freiberg, vivent à la cour de Bohême : ils sont entre les poètes les plus renommés de l'Allemagne à cette époque. R. Wolkan. *Gesch. der deutschen Literatur in Böhmen bis zum Ausgang des XVI Jahrhunderts* (Prague, 1894).

soustraits aux charges féodales et publiques. Ce qui la révoltait aussi, c'était de trouver dans ses chefs naturels, dans les nobles, non des soutiens mais des oppresseurs, faisant cause commune avec les Allemands. Dans les villes, les artisans et traficants slaves jalousaient le marchand et le banquier étrangers, maîtres de la place[1] : car la vie municipale était si bien calquée sur celle des communautés allemandes que, quand Charles IV autorisa l'emploi de la langue tchèque en justice dans les centres où le nombre des Slaves était respectable, cette mesure excita la colère des Allemands.

Toutes ces causes avaient exaspéré la masse des indigènes, traités en parias dans leur propre patrie. Elle se souleva, moins sous l'empire d'une passion religieuse que pour affirmer ses droits : la guerre des Hussites fut une guerre de races, une guerre du peuple élu, ainsi que Jean Huss proclamait les siens, contre les Philistins, Iduméens et Moabites. Un des premiers actes de Huss fut de provoquer la déchéance des nations étrangères de l'Université, en faisant attribuer trois voix aux Bohêmes contre une seule aux trois groupes étrangers réunis[2]. Si l'on doit dans les luttes confessionnelles chercher les mobiles d'ordre temporel et politique, ici éclate, aussi fort que le fanatisme dogmatique, le sentiment de la nationalité[3]. Peut-être même avec excès : le tchèque devint la langue officielle, obligatoire et exclusive ; le latin même fut supprimé dans les écoles. Un nationalisme jaloux interdit aux immigrés tout emploi public. La noblesse ignora

1. « La révolution du xv[e] siècle ne fut pas seulement, comme l'ont prétendu quelques historiens, une revanche des Slaves ; mais comment n'y retrouverait-on pas la trace de cette haine de l'Allemagne qui est le trait principal de la vie du peuple bohême ? La foi nouvelle et la nationalité tchèque se confondirent » (E. Denis. *Huss et la guerre des Hussites,* p. 27). Sur le sentiment national qui couve dans le clergé slave, Lippert, II, p. 89 suiv.

2. Le décret de Kuttenberg, rendu par Wenceslas IV en 1409, eut pour conséquence l'exode du corps enseignant et des étudiants allemands.

3. Lippert signale pourtant que dès le Moyen Age des colons allemands se slavisèrent volontairement, s'affublèrent de noms tchèques (Fritz devint Fritzko ou Fridusch, etc.), et que les riches propriétaires prirent rang dans la noblesse tchèque, qui fut ainsi contaminée (*Bürgerlicher Landbesitz im 14 Jahrhundert.* Ver. f. Gesch. der Deutschen in Böhmen, 1902).

l'allemand de parti-pris, et s'associa de bon cœur au mouvement patriotique ; c'était un moyen d'écarter la concurrence des étrangers qui apportaient avec eux des idées d'indépendance ; ils furent exclus des fonctions et offices.

Le mouvement hussite servit efficacement la cause nationale, s'il n'entraîna pas pour le peuple tchèque des conséquences toutes heureuses : car la destruction de la bourgeoisie et du clergé allemands fortifia l'aristocratie féodale en lui enlevant tout contrepoids. Mais même au prix de libertés civiles encore prématurées, la nationalité tchèque s'était épanouie. La Maison d'Autriche, à qui la Bohême échut en 1526, ne reconnut que de mauvaise grâce et avec le ferme propos de n'en pas tenir compte la primauté de la langue et du droit de Bohême[1]. Et dès lors la politique autrichienne à son tour menaça la nationalité tchèque : comme il fallut repeupler le pays dévasté par la guerre de Trente Ans, les souverains y appelèrent avec complaisance des Allemands, laboureurs, prospecteurs, tisseurs, pour contrebalancer l'élément indigène, que les Empereurs autrichiens avaient eu tant de mal à dompter. Chose curieuse ! cette politique ne fut pas desservie par la Réforme, qui répandit en Bohême des prédicants allemands ; elle fut merveilleusement secondée par la Contre-Réformation, qui déchaîna sur la Bohême Jésuites et missionnaires de toutes robes, allemands, même italiens; le calvinisme tchèque fut traqué. Il y eut bien quelques ressauts ou révoltes de l'âme slave. La Diète abolit les coutumes ou chartes urbaines de marque allemande ; une loi de 1615 — encore aujourd'hui impardonnée par les Allemands — contraignit les Tudesques à faire apprendre à leurs enfants, à apprendre eux-mêmes l'idiome national ; les églises et les écoles usurpées par les Allemands leur

1. Ferdinand I^er, dès son avènement au trône de Bohême, dut, par une lettre de majesté du 15 déc. 1526, promettre de n'accorder d'emploi qu'à des natifs de Bohême. Il fut requis en outre de ne correspondre qu'en langue bohême avec les Etats du pays. En fait, dès l'année suivante, la Chambre des Comptes, subordonnée à la Hofkammer de Vienne, rédigea ses pièces en allemand. Et la chancellerie de Bohême eut une section allemande. Mais les protestations obligèrent Ferdinand en 1549 et Mathias en 1579 à reconnaître le monopole du tchèque dans les documents du droit public et du droit municipal.

devaient être reprises. L'Empereur Mathias approuva cette manifestation, parce qu'il en savait la vanité. L'infiltration allemande des personnes, des écrits, des produits et des mœurs, se poursuivit avec la connivence des indigènes[1], des protestants utraquistes surtout, qui allèrent étudier dans les Universités d'Allemagne et mirent ainsi la religion au service de la cause allemande[2].

Mais surtout une noblesse allemande fut opposée aux féodaux indigènes, jusqu'ici maîtres du royaume. De grands domaines furent distribués à des familles allemandes, dont les Schwarzenberg, Mannsfeld, Aldringen, Oettingen. La noblesse tchèque fut dépouillée ou exilée. Ses descendants adoptèrent avec souplesse les manières et la langue de la cour. Ils laissèrent imposer l'allemand comme unique langue officielle[3].

Les Allemands, pendant longtemps établis dans la lisière montagneuse où les avaient attirés des gisements miniers, descendirent dans le bas pays, et bientôt, grâce aux efforts de germanisation poursuivis depuis Marie-Thérèse et Joseph II, il y eut une Bohême allemande cernant la Bohême tchèque[4].

## II

### La limite linguistique.

Depuis lors les deux nationalités se séparent de la façon la plus tranchée : elles paraissent avoir horreur de la vie en commun. Il n'y a point à vrai dire de zone mixte[5].

1. E. Denis, II, p. 423.

2. En 1653, Ferdinand Ier dénationalisa officiellement l'Université bohême, il fondit le Collège des Jésuites et divers autres instituts dans la Carola-Ferdinandea.

3. Fischel, *Sprachenrecht*, p. xxv.

4. E. Denis (*La Fin de l'Indépendance Bohême*, II, p. 557) fait remarquer justement que les Habsbourg n'ont jamais cherché à rattacher la Bohême à l'Allemagne, bien que ce royaume fût un membre de l'Empire, sous le titre d'Électorat. Sans doute ; mais ils n'en ont pas moins travaillé à la germanisation.

5. Un coup d'œil sur la carte de Rauchberg perçoit un contact brusque ; la teinte bleuâtre qui couvre le pays tchèque semble buter contre la teinte

Un recensement minutieux des localités, que facilite l'exacte rédaction des *Ortsrepertorien*, démontre comme un fait ordinaire, que sur 100 agglomérations, 9 au plus sont bilingues[1]; encore, dans ces dernières, ne règne pas l'équilibre entre les deux idiomes : le plus faiblement représenté se dissout peu à peu dans le plus fort; il se produit une sorte de métamorphisme ou plutôt de résorption, qui dénonce comme éminemment transitoire la coexistence de deux parlers dans un seul et même agrégat d'individus. Cela est si vrai que l'on comptait, en 1880, à peine, sur 13.184 localités en Bohême, 407 bilingues, c'est-à-dire où le dixième de la population au moins emploie une autre langue que la majorité; en 1900, ce chiffre est tombé à 395, et même à 200[2] en haussant le taux à 20 p. 100. En dehors de ces quelques points où Allemands et Tchèques cohabitent, jusqu'à ce que les moins nombreux aient été absorbés, nulle pénétration; on ne s'égare point les uns chez les autres et, depuis vingt ans, on a gardé les distances plus jalousement encore. Schlesinger avait établi[3] que dans les localités purement allemandes, c'est-à-dire où ne réside qu'un dixième au plus de Tchèques, comprenant le chiffre global de 1.820.000 Allemands, on ne rencontrait que 24.000 Tchèques, soit 1,3 p. 100, et dans les localités tchèques, parmi 3.141.000 Slaves n'étaient disséminés que 20.000 Allemands, soit 0,7 p. 100. En 1900, le nombre des Tchèques s'est accru de 1.009 unités;

jaunâtre du domaine allemand; sur la frange, quelques points bariolés, clairsemés d'ailleurs, qui signalent les villages habités par des gens des deux nationalités.

Cette carte linguistique (à 1 : 500 000e) où figurent les localités ou sections de communes — la Bohême compte 7407 communes et 12820 localités — se trouve au tome III de l'ouvrage *Der nationale Besitzstand*. Elle a été publiée à part.

1. Hochreiter, *Nationalitatenkarte von Böhmen* (Peterm. Mitth., 1883, p. 32).

Held, *Zur Sprachenkarte Deutsch Oesterreichs*. (Ibid., 1887, p. 14, avec carte).

2. C'est une mesure trop indulgente dans la plupart des cas. On propose de ne considérer comme mixtes que les agglomérations renfermant au moins un cinquième d'habitants de l'autre nationalité (Cf. Rauchberg, I, p. 99).

3. *Die Nationalitätsverhältnisse Böhmens* (Forsch. Deutsch. Landes-u. Volksk. II), d'après le recensement de 1880.

celui des Allemands de 4.480. Rauchberg fait état des minorités jusqu'à 20 p. 100 et dénombre environ 51.000 Tchèques vivant parmi la population allemande, 63 à 64.000 Allemands parmi les Tchèques ; moins de 1,5 p. 100 du total des Tchèques, moins de 3 p. 100 du total des Allemands. L'influence politique de ces intrus est insignifiante, et l'on se demande si le droit de ces minorités infimes mérite de provoquer un conflit d'une telle envergure et d'une telle âpreté[1]. Ce seul relevé décèle la répugnance que professent l'une envers l'autre les deux fractions qui se partagent le pays. Rares sont les enclaves linguistiques, rares et d'avance condamnées.

Les Allemands dessinent un cordon continu le long des frontières politiques[2]. Ils ont conquis par leur labeur et leur intrépidité l'inhospitalière Forêt de Bohême dont les Slaves respectèrent les hautes croupes sombres, et trempées de marécages, lorsqu'ils s'avancèrent derrière les Marcomans[3]. Défricheurs et mineurs escaladèrent le versant bavarois ; mais d'autres colons furent domiciliés dans des centres urbains, si bien que les villes furent toutes organisées à l'allemande. Les Hussites dévastèrent ces parages ; l'émigration des Réformés les assauvagit encore ; il est vrai que des catholiques allemands remplirent les vides dès le début du XVIII^e siècle, et une aristocratie foncière allemande ou impériale supplanta la noblesse tchèque expropriée : les Bucquois, les Thun Hohenstein, les Hohenzollern, les Schwarzenberg qui possèdent seuls près de 1.500 kilomètres carrés de territoire bohémien. Grâce à ces renforts s'est maintenu le « wäldler » allemand, mais non sans lutte.

1. Rauchberg, I, p. 104.

2. Pour le détail, v. R. Andree, *Nationalitätsverhältnisse und Sprachgrenze in Böhmen* (Ver. Erdk. Leipzig, 1869, p. 51-88. Cf. Peterm. Mitth. 1871, p. 116). Du même, *Tchechische Gänge. Böhmische Wanderungen und Studien, mit einer Sprachenkarte Böhmens* (Leipzig, 1872). Schlesinger, *Das deutsch-böhmische Sprachgebiet nach der letzten Volkszählung* (Vienne, 1894). Zemmrich, *Sprachgrenze und Deutschtum in Böhmen* (Braunschweig, 1902, avec 4 cartes en couleurs, hors texte). Rauchberg, *ouvr. cité*. Niederle, p. 112 suiv.

3. Lorenz Puffer, *Die Besiedlung des Böhmerwaldes*, 2 fasc., Vienne, 1909 et 1910.

A l'aile S.-E. les Allemands sont campés sur la retombée de la Forêt de Bohême vers l'intérieur; leurs avant-gardes occupent les petites villes de Kaplitz, Krummau. Natolitz, à l'extrémité d'un promontoire linguistique, et Prachatitz, un poste très compromis.

Vers le N.-W. la zone allemande s'effile jusqu'en un mince liseré d'une demi-lieue, entre le pays tchèque et la frontière bavaroise. C'est là, vers Taus, la pointe la plus avancée du monde slave au cœur de l'Europe[1].

Mais de ce point, dans la direction du N. E., parallèlement à l'Erzgebirge, la zone allemande ne se restreint plus au faisceau montagneux; elle déborde sur la région basse; elle expire aux portes de Pilsen, qui se tient sur la défensive, mais englobe Saaz, et Teplitz et Leitmeritz, et tout le sillon volcanique où jaillissent les sources thermales et s'échelonnent les bains renommés. En amont de Leitmeritz, elle longe l'Elbe sur sa rive droite jusqu'à Liboch, tandis que la rive gauche est tchèque. Au delà de l'Elbe, les Allemands se replient davantage vers les Monts de Lusace et l'Isergebirge, se concentrant autour de Reichenberg, leur véritable capitale; ils sont maîtres encore des Monts des Géants; mais déjà les Tchèques s'insinuent dans les passages qui s'ouvrent sur la Silésie, vers Glatz et Troppau. Quant à l'agglomération allemande en Moravie et Silésie autrichienne, elle est fragmentée et de toutes parts entamée.

La démarcation est partout tracée à arêtes vives, peut-on dire, en ce sens que dans un même district, dans un même village, les habitations des Tchèques et des Allemands forment comme autant de territoires nationaux fermés, et ne se mêlent pas plus que les âmes.

Examinons séparément les deux nationalités, puisqu'aussi bien cette séparation s'impose.

1. Les Tchèques ici sont les Chodes, qui, d'après Rüffer (*Ein polnischer Volksstamm in Böhmen,* Aus allen Welttheilen, 1877, p. 6), descendraient de prisonniers de guerre polonais que le duc Bretislav ramena au XI<sup>e</sup> siècle: ce dont on ne trouve aucune trace dans leur dialecte (Niederle, p. 127. Cf. Lippert, I, p. 371).

## III

### Caractères ethniques.

Les recherches anthropologiques en Bohême sont très fragmentaires et n'autorisent encore aucune conclusion générale ni décisive[1]. L'intérêt du problème consiste à découvrir des différences génériques ou organiques entre les deux nationalités qui se partagent le pays. Est-on en présence de deux races qui se distinguent autrement encore que par l'idiome?

Si ces deux races sont tranchées, on doit pouvoir les comparer l'une et l'autre au type pur, idéal en quelque sorte, du Slave et du Germain. S'est-on fait une conception nette de ces types?

Le signalement classique du Germain est connu : dolichocéphale, de haute stature, cheveux blonds, yeux bleus[2]. Celui du Slave se formule communément ainsi : brachycéphale, type foncé. Mais ce dernier article est sujet à caution : les trouvailles et mensurations faites en Pologne et dans l'ouest de la Russie, pépinières de peuples slaves, témoignent que la dolichocéphalie est prédominante dans ces parages[3]. D'autre part, les ossuaires de Bohême, ossuaires datant du VIIe au XIIe siècle, et qui ne renferment que des squelettes slaves, ont fourni des crânes allongés à peu près en même proportion que des courts, avec un

1. On suit ici le consciencieux exposé de E. Albert. Ö. U. M., *Böhmen* I, p. 364 sq. Cf. Schneider, *Somatologische Zusammenstellungen in Böhmen, Mähren, Schlesien* (Mitt. Anthrop. Ges., 1896, nos 1 et 2 Sitzungsberichte).

2. D'après Gœhlert, l'Egerland est un îlot de gens de haute taille (grösseninsel). Parmi les Slaves, le canton des Hannakes et Morlakes de Moravie a de même, à ce point de vue, son caractère particulier (p. 385).

3. C'est le type des *Kourganes* des archéologues russes. — Virchow et Bogdanow professent cette opinion sur le type authentique. Les assertions de M. Zaborowski (*Pénétration des Slaves et transformation céphalique en Bohême et sur la Vistule*. Revue mensuelle de l'École d'Anthropologie de Paris 1906. Cf. L'Anthropologie, XVIII, 1907, p. 418), sont discutables : l'auteur attribue la transformation céphalique à la survenue de dolichocéphales, qui pratiquaient l'incinération.

Les 167 crânes, étudiés par Fr. Schiff (*Beitrage zur Craniologie der Czechen* Archiv. für Anthropologie, XI, 1912, p. 253-95) décèlent un indéniable mélange, sans caractère bien saillant.

occiput plus rond que celui des habitants actuels. Les Slaves anciens qui peuplaient la contrée presque exclusivement avant l'arrivée des Teutons ne paraissent pas offrir les mêmes traits anatomiques que ceux d'aujourd'hui. Il en va de même pour les Allemands.

Car, chose curieuse ! les deux peuples de Bohême se ressemblent — physiquement. — Ils n'en peuvent mais, sans doute[1]. Ils sont brachycéphales, et très prononcés (index en général supérieur à 80, qui est le minimum de la brachycéphalie) ; les longs crânes sont des raretés. Jusqu'ici les séries examinées sont peu importantes : il est possible que l'on découvre une différence constante et appréciable d'index entre Tchèques et Allemands. Mais jusqu'à plus ample informé, on n'a constaté que l'identité. On ne saurait même admettre l'existence d'un type bohémien authentique dont les caractères seraient, d'après le Dr Weissbach, le rétrécissement de l'arcade sourcillière et les narines larges et aplaties. Des recherches sur d'autres points du territoire (à Senftenberg, Bohême orientale[2]) ont révélé un faciès tout autre.

Ce qui est certain, c'est que, depuis l'époque historique, le crâne des Slaves comme celui des Germains s'est raccourci et arrondi. On a donné de ce phénomène des explications diverses : accroissement de l'intellect et par conséquent du cerveau qui aurait élargi les parois crâniennes[3], causes physiologiques (travail des muscles), pathologiques (formation plus ou moins normale des sutures). La plus plausible est le croisement avec une race à petite tête et foncée, croisement consommé pour les Tchèques peut-être avant leur établissement en Bohême. Les Allemands survenus se sont à leur tour métissés avec les Tchèques.

1. Cependant, sur la colonne Trajane on a voulu distinguer deux types de guerriers vaincus, l'un Germain, l'autre ressemblant jusqu'à la caricature au « Bruder Wenzel ». Šafařik en a conclu qu'Allemands et Slaves cohabitaient dans les mêmes parages (Berlet, *Die sächsisch-böhmische Grenze im Erzgebirge*. Diss. inaug. Leipzig, 1900, p. 7).

2. Albert et Niederle, Ö. U. M., *ibid.*, p. 367.

3. *Ibid.*, p. 373, d'après Durand, Schaaffhausen, Matiegka, *Crania bohemica*. Prague, 1891. Parmi les crânes bohêmiens, du VIe au XIIe siècle, où la population serait toute slave, Matiegka classe 6 types.

Toutefois l'enquête scolaire, dont Schimmer a rendu compte, semble mettre en relief une différence de type entre les deux nationalités, et la coïncidence ici est frappante entre les frontières somatologique et ethnographique.

POURCENTAGE DU TYPE CLAIR (BLOND)

| | | | |
|---|---|---|---|
| BOHÊME. | Districts scolaires | allemands | 27,0 |
| — | — | mixtes (écoles allemandes) | 24,5 |
| — | — | mixtes (écoles tchèques) | 18,2 |
| — | — | tchèques | 18,3 |
| MORAVIE. | Districts scolaires | allemands | 23,4 |
| — | — | mixtes | 20,9 |
| — | — | tchèques | 15,9 |
| SILÉSIE. | Écoles | allemandes (Teschen) | 24,6 |
| — | — | allemandes-tchèques | 19,9 |
| — | — | tchèques | 19,3 |
| — | — | polonaises | 20,1 |

Donc le blond prévaut chez les Allemands, le foncé chez les Slaves. L'excès du type brun ressort en Bohême à 0,9 p. 100 (à peine 1 p. 100); en Moravie à 2,8[1]. En Silésie, c'est le type clair qui dépasse l'autre de 4,3, grâce à la présence dans cette dernière province du petit monde des Wasserpolaken, aux cheveux blonds et aux yeux gris.

Ces diversités, en admettant même qu'elles ne se modifient pas avec l'âge, n'infirment pas le fait, d'ailleurs imposé par la nature, du mélange des deux peuples. Ajoutez que les peuples se sont eux-mêmes altérés dans des milieux distincts.

En tous cas ces données, pour partielles qu'elles soient, suffisent à résoudre — en l'annulant — le problème des races en Bohême, en ce sens que les deux nationalités ne peuvent être regardées comme deux familles de l'espèce humaine. Le problème des nationalités subsiste et s'ennoblit, parce qu'il est réduit au terme psychologique et moral[2].

Il n'existe, ni au point de vue ethnique ni au point de

1. Schneider (Mitt. Anthropol. Ges. 1897). Cf. Niederle, p. 134.

2. Hauffen (Mitth. Ver. Gesch. der Deutschen in Böhmen. Vol. XXXIV, 1895, p. 91-2) confirme que jusqu'ici ni dans la conformation anatomique, ni dans les traits physionomiques des deux groupes on n'a observé de différence.

vue dialectal, rien qu'on puisse qualifier d'allemand-bohémien (*deutsch-böhmisch*) ; ce serait une expression géographique ou politique. Les Allemands de Bohême ne sont pas tous de même provenance et ne datent pas de la même époque. On les répartit en quatre groupes, d'après le dialecte : Bavaro-Autrichiens, Franconiens, Silésiens, Haut-Saxons[1].

Les Allemands de la Forêt de Bohême sont les descendants de colons introduits par les moines, à partir du XIIIe siècle, dans ces halliers vierges, et plus vraisemblablement des Bavaro-Autrichiens, qui, après la guerre de Trente Ans, vinrent repeupler ces parages désolés, soit comme défricheurs, comme l'indiquent de nombreux noms de villages en *schlag*, soit comme verriers (noms en *hütte*). Leur parler, leur costume, leurs usages attestent leur parenté avec les Bavarois contigus[2]. Ils sont bûcherons et charbonniers, schlitteurs pendant la belle saison ; en hiver, comme tant de montagnards, ils façonnent le bois, soit sous leur toit, soit dans les usines. Ce sont eux qui défraient aussi l'industrie verrière. Mais l'industrie a fatalement altéré les mœurs et jusqu'au type de l'indigène en attirant des ouvriers étrangers. La nationalité allemande est menacée aussi par la poussée du Tchèque qui, grâce à la pression des grands propriétaires, comme les princes Schwarzenberg, et du clergé, bat en brèche ce rempart. Budweis, le poste avancé et le quartier général des Allemands de la Bohême méridionale, est investi et coupé.

Cependant quelques traits originaux se sont conservés chez les Königsbauern, qui, dans leur canton exigu entre Innergefield et Neuern, jouissaient de toute liberté et n'avaient d'autre obligation que la défense de la frontière, et chez les Wallinger, gens de la petite ville de Wallern, sur le cours supérieur de la Moldau, dont le type foncé,

1. Gradl, Ö. U. M., *Böhmen I*, p. 604. J. Bendel, *Die Deutschen in Böhmen, Mähren und Schlesien* (Die Völker, vol. 2). Hauffen, p. 181-96.

2. L'auteur du tendancieux ouvrage *Das Deutschtum im Wirtschaftshaushalte Österreichs* prend texte de cette affinité avec les Bavarois du Mühlviertel pour réclamer l'annexion de la Forêt de Bohême aux provinces de Haute et Basse-Autriche (II, p. 282).

cheveux noirs, nez busqué, a suggéré la supposition de leur origine romaine, alors que d'autres les considèrent comme les fils de Marcomans ou de Celtes boiens, d'autres enfin, comme des immigrés suisses. Les intéressés ne semblent pas avoir d'opinion sur leur lignée.

Le haut plateau du Fichtelgebirge dont la façade donne sur la Bohême est habité par une population foncièrement allemande, dont Eger est la métropole. Charlemagne installa des colons dans cette marche contre les Slaves qui foulèrent la contrée. Ces colons paraissent être originaires des pays rhénans, du Nassau, de la Franconie.

A partir du x^e siècle, les marches forestières (*grenzwald*) sont trouées : le Fichtelgebirge est occupé, et les Slaves épars et peu denses sont absorbés par les Bavarois et les Francs. Eger devient un centre de rayonnement germanique et tout autour éclosent des villages et bourgades, aux suffixes tudesques[1]. Rois de Bohême et Rois d'Allemagne se disputeront cette région de culture et de transit[2].

La reconquête de l'Erzgebirge fut plus dure : au xi^e siècle les Allemands prirent pied dans les marches de Zeitz, Merseburg, Meissen, dans la contrée tenue par les Sorbes, parents des Tchèques, bruns comme eux. Ils s'aventurèrent sur les pistes des sauniers qui de longue date approvisionnaient de sel la Bohême. Puis au xii^e siècle, les agresseurs portent la hache dans les pinèdes et sapinières, épaisses jusqu'à 90 kilomètres de part en part[3]. Thuringiens, Franconiens, Saxons s'associent dans cet effort de débroussement. Et lorsqu'au xv^e siècle sont découverts les gites d'étain d'Altenberg, ceux d'argent de Schneeberg et d'Annaberg, un *rush* se produit de gens de l'ouest qui lâchent la charrue, surtout de Franconiens, dont le dialecte a contaminé celui de Misnie. Ventes de charbonniers, bocards, verreries, animent les sites sauvages. Les mineurs se bâtissent des villes, Buchholz, Annaberg, Jöhstadt, etc ; et sur le faîte même que les prospecteurs ont escaladé, 14 cités

1. Gustav Schulze. *Beiträge zur Landes-und Siedlungskunde des Fichtelgebirges*. Diss. Leipzig, 1903. Voir p. 118 le tableau toponymique.

2. Sur les vicissitudes de l'Egerland, voir Schulze, p. 74 suiv.

3. E. Berlet, p. 12 suiv.

minières naissent en une trentaine d'années (1510-1540), soit toutes neuves, soit par le développement de villages sylvestres[1]. A ce contingent d'immigrants du Nord se joignent au XVII[e] et au début du XVIII[e] siècle des protestants de Bohême, persécutés par la contre-réformation : en un siècle, onze refuges se fondent et grandissent, dont Johanngeorgenstadt en 1654 et Gottgetreu en 1729.

Les localités ont le type allemand, en quadrilatère, avec un marché rectangulaire, d'où partent les rues qui se recoupent à angles droits. C'est un quadrillé, dont le canevas primitif se découvre encore, bien que depuis la déchéance des exploitations minières, les maisons se soient éparpillés sans ordre apparent. Dans les bas fonds, le long des rivières, elles s'alignent toutefois. Sur les crêtes mêmes quelques *rundling* se rencontrent : sans doute des éleveurs ou cultivateurs slaves ont apporté dans ces petits hameaux leur plan, la place ronde, ovale ou en fer à cheval, avec l'abreuvoir comme point vital.

Quant à la Forêt de Bohême, plus âpre et ténébreuse, elle n'a été éclaircie en grand qu'au XIII[e] siècle : les couvents ont fondé des postes d'essartage et ont fait commerce de bois d'œuvre et de bois de feu ; ils ont appelé à la besogne des Allemands, dont les agglomérations sont indiquées par les suffixes *reut*, *riet*, et aussi des Slaves, qui occupaient déjà le versant occidental : la toponymie est bilingue[2]. Mais le germanisme s'est faufilé le long du Danube et dans les Alpes, par le sud ; à travers les couloirs de l'Eger et de la Regen, au Nord ; il n'a pas forcé le faîte, à la limite duquel les *gewanndörfer*[3] se sont arrêtés, d'après Meitzen. La colonisation a respecté la rangée des crêtes de l'arrière-plan (*innere Wald*) ; les deux cinquièmes du sol sont demeurés forestiers. Le roi Charles IV avait ordonné que l'on épargnât la sylve, *quae tam utili, tamque mirabili*

1. Otto Straube. *Die höchsten Siedlungen des sächsisch-böhmischen Erzgebirges.* (Diss. inaug. Leipzig, 1906, p. 58).

2. Paul Müller, p. 51-63. L'auteur a compté 129 localités à nom slave sur le revers occidental de la Forêt de Bohême, et en a donné le croquis, p. 107.

3. Ban découpé en rais partant de l'habitation.

*arborum congerie regnum nostrum Boemiae circuit*[1].

L'Erzgebirge est non seulement par la géographie, mais en vertu de l'ethnographie, un massif allemand. Mais c'est une conquête. Les Slaves n'ont pas su maîtriser cette montagne doublement précieuse, et comme front de défense et comme source de richesses minérales. Les établissements des premiers occupants, dont quelques-uns très haut perchés, furent ruinés par la guerre de Trente Ans, et beaucoup périclitaient déjà par suite de l'épuisement des gîtes argentifères. Un nouvel influx ranima la montagne, non plus de mineurs mais d'artisans. Il en vint de Franconie, de Thuringe, de Saxe : car les dialectes originaires de ces provinces se partagent l'Erzgebirge. Dans cette contrée industrielle, les mœurs traditionnelles se perdent forcément : quelques types originaux ont disparu, les charretiers de Reischdorf, célèbres par leur esprit caustique et primesautier, jadis investis du monopole des transports ; les musiciens ambulants, harpistes surtout, de Pressnitz qui parcouraient le monde entier[2]. La civilisation apportée par les baigneurs à Teplitz, à Carlsbad, a contribué aussi à cette dégénérescence. Mais le sentiment allemand s'est conservé dans la région.

En ne s'implantant pas sur l'Erzgebirge et sur les hauteurs de la Suisse bohémienne, comme il leur eût été aisé après les victoires des Hussites, les Tchèques ont du même coup livré aux Allemands les généreux terroirs des bassins de l'Eger et de l'Elbe : là fleurissent les houblonnières de Saaz qui enrichissent les planteurs, dont la bière moelleuse donne aux habitants une voix si harmonieuse, que ce canton a été le berceau de nombreux chanteurs d'opéra[3] ; là aussi s'allonge la traînée houillière de Teplitz, Brüx, Komotau, bordée de verreries et de filatures. Tout cela est le domaine des Allemands. Entre Teplitz et Brüx,

1. Berlet, p. 27.

2. Anastasius Grün a chanté le *Musikantendorf*, et Richard Wagner dans sa nouvelle : *Pilgerfahrt zu Beethoven*, a été émerveillé de la virtuosité de ces artistes (Naaff, Ö. U. M., *Böhmen I*, p.502).

3. *Ibid.*, p. 503.

l'accent doux et chantant fait place à une prononciation plus rude : c'est le parler saxon qui résonne plus sec, ne s'empâtant guère en diphtongues.

Les riverains allemands de l'Elbe, cultivateurs, autrefois aussi adonnés à la batellerie, les habitants du pays de Leipa sont de souche saxonne. Quant au coin nord oriental des monts de l'Iser et des Géants, il a été approprié par des Allemands de Lusace et de Silésie : ceux-ci désertent peu à peu les *bauden* de la montagne pour s'empiler dans les villes ouvrières qui pullulent et gravitent autour de Reichenberg ; la race s'y étiole, et la fameuse vertu allemande y sombre. De ce côté, les Tchèques se repentent de leur abandon et viennent à l'assaut de cette citadelle du germanisme.

Au point de vue strictement géographique, les Allemands sont dans une situation défavorable : car au lieu de se serrer en un noyau compact, ils s'étendent sur une ligne longue et brisée et d'un relief tourmenté. Sans qu'il y ait de solution de continuité de l'extrémité de la Forêt de Bohême jusqu'aux Monts des Géants, il n'y a pas cohésion. La solidarité est plus morale que physique. Mais le sentiment national est entretenu et vivifié, parce que derrière les Allemands de Bohême se massent des congénères, avec lesquels ils ont gardé le contact, à travers les passages qui coupent la barrière montagneuse, congénères qui fourniraient au besoin des troupes fraîches et qui ne perdent pas de vue l'avant-garde de leurs frères bohémiens.

## IV

### Le peuplement.

Les Allemands ont donc peuplé le pourtour montagneux de la Bohême : ce sont eux qui, audacieusement, se sont enfoncés dans les fourrés mystérieux de l'Erzgebirge, ou en ont gravi les crêtes, à la recherche des métaux précieux, des terres cultivables et des forces motrices ; ils se

sont perchés dans les parages les plus ingrats [1]. Dans la montagne le but industriel de la colonisation a commandé le rapprochement ; et sur les talus qui regardent l'intérieur, comme dans le plat pays, l'Allemand ne s'est pas tout à fait isolé, par instinct de sécurité. Cependant le village allemand se compose de maisons ou fermes qui, de distance en distance et sans voisiner, jalonnent une route : c'est le *längendorf*, qui s'égrène parfois sur un kilomètre et prend, par le nombre de ses habitants, presque l'importance d'un centre urbain [2].

L'architecture des maisons campagnardes procède du type franconien [3] qui règne depuis le Rhin jusqu'en Saxe et jusqu'en Transilvanie même : cour carrée, bordée par le logis et les bâtiments d'exploitation, sauf en montagne où est préférée la maison saxonne qui abrite gens, bêtes, provisions et ustensiles, sous le même toit, pour ménager le terrain. Les matériaux de construction abondent : aussi la pierre est-elle plus employée que le bois. Les maisons ont un étage, et une galerie court tout autour. Dans le Riesengebirge où le cultivateur est rare, tandis que les habitants sont surtout bergers, bûcherons ou se livrent à l'industrie familiale, sont semées les *bauden*, baraques en bois, reposant sur un soubassement de pierres. Les *bauden* qui sont agglomérées sont celles qu'on habite pendant l'hiver ; il y en a qui servent de bergeries et laiteries seulement pendant l'été.

Enfin dans les villages industriels, les maisons prennent la physionomie citadine.

La Forêt de Bohême, plus sauvage, a conservé plus d'originalité dans son architecture : c'est le *blockhaus*, aux poutres à peine équarries, au toit chargé de pierres, comme le chalet alpestre. C'est surtout dans les cantons

1. Gottesgab, petite bourgade à 1.172 mètres, où les pommes de terre ont peine à pousser. (Burgkardt. *Das Erzgebirge*, Forsch. Deutsch. Landes u. Volksk. III).

2. Le village de colonisation se distingue non seulement par sa configuration, mais aussi à l'origine, par sa constitution sociale, le mode de tenure, etc. (Lippert, II, p. 366 suiv.).

3. Mais les colons allemands sont originaires d'autres provinces Bavière, Thuringe, Haut Palatinat. L'indice de ces diversités est la toponymie, surtout le suffixe.

si particuliers des Wallinger et chez les Freibauern que ce type a persisté : ici la maison est surmontée d'un petit clocher, dont la cloche sonne les prières, les incendies, les orages. Les incendies et la rareté du bois hâtent la disparition de ces constructions, et la banalité déshonore jusqu'à ces coins écartés.

Les tribus slaves de Bohême se répartirent en clans, dont chacun, au début, posséda son finage : les villages patronymiques, c'est-à-dire dénommés d'après la famille qui les peuple, sont les plus anciens du pays. Ces groupes primitifs essaimèrent dans la suite, quand les seigneurs distribuèrent des fonds ; ainsi se créèrent des agglomérations nouvelles, qui furent désignées d'après des circonstances topiques ou autres. Après les grandes dévastations, dont la Bohême fut le théâtre au cours des siècles, la restauration intérieure, plus spacieuse, fut signalée par des fondations slaves aussi bien qu'allemandes, qui toutes jouirent également d'exemptions et de baux perpétuels. Plus de 300 villages tchèques en Bohême doivent leur origine à cette colonisation privilégiée, qui se distingua par le terme de *lhota* (exemption, *freiung*)[1].

Le village slave est rond ou en fer à cheval[2] : les maisons font cercle autour d'une place médiane vers laquelle elles s'ouvrent ; le côté extérieur est palissadé ou muré, souvent même l'enceinte ne laisse passage qu'à une seule voie. C'est une disposition toute défensive, que renforce encore une ceinture de vergers, derrière laquelle le village se blottit, et dont n'émergent que la tour de l'église ou quelques toits surélevés. Les agglomérations récentes ont renoncé au type circulaire traditionnel : elles s'échelonnent,

1. Lippert, I, p. 277.

2. A l'origine, les logis des ménages se sont groupés en rond autour du local central, qui contient le foyer de la communauté familiale et qui sert d'habitation au chef de la communauté (Lippert, I, p. 200).

Les formes les plus anciennes du village slave ont été étudiées par Balzer, dans un article de la revue polonaise de Lemberg (Kwartalnik, Hist. 1910), analysé par Kaindl (Deutsche Erde, XI 1912, p. 84-5). Le type originel est la file des maisons isolées, qu'on agrandit pour abriter les membres nouveaux de la famille, d'où la *zadruga* ; le type en fer à cheval est plus récent et ne se rencontre que chez les Slaves septentrionaux (Tchèques et Polonais).

surtout dans les vallées, le long d'une route, faisant front de leur façade d'entrée. Les Chodes, placés à la garde de la frontière occidentale de Bohême, dissimulent leurs villages derrière une hauteur qui leur sert de boulevard.

La localité rurale aime à se placer au milieu de son finage, chaque logis à l'extrémité de son fonds qui s'allonge derrière lui en une bande bordée d'arbres fruitiers; souvent aussi les terres du ban sont morcelées pêle-mêle.

Le village fut anciennement construit en bois; il subsiste quelques curieux spécimens de cette architecture, surtout des églises, des clochers, et çà et là, vers la montagne principalement, des habitations. Aujourd'hui encore les fermes sont flanquées d'une sorte de *blockhaus*, qui jadis servait de refuge en cas de danger, et qui est déchu aux fonctions plus humbles de grenier à blé. Chez les Chodes le *blockhaus* faisait corps avec la maison et était percé de meurtrières. Ces bâtisses sont peu à peu remplacées par des constructions moins rudimentaires.

La ferme slave a généralement la figure d'un rectangle dont le côté le plus petit est tourné vers la place commune ou la rue. Le logis se soude aux étables et écuries; un second et un troisième corps de bâtiments, blockhaus et autres communs, s'élèvent parallèlement; derrière, jusqu'à la clôture qui donne sur les champs, s'étend le verger. Dans la Bohême orientale et vers la Moravie, les constructions sont plus accolées les unes contre les autres, et dessinent un carré assez exigu.

Le Slave pratique la vie commune et le régime patriarcal. Tous les habitants d'un domaine reconnaissent l'autorité du *hospodar*, du maître, et de la *hospodyne* qu'ils appellent aussi père et mère (*pantata, panimama*). Cet esprit d'obéissance et de discipline a d'ailleurs maintenu le caractère féodal de la propriété en Bohême.

## V

### Statistique.

Les forces numériques des Allemands et des Slaves se balancent assez pour qu'aucune des deux nationalités ne puisse légitimement prétendre à l'hégémonie. Sur 6.712.880 indigènes, les Tchèques[1] ont une majorité de 1.774.000 âmes; ils sont 4.241.000 contre 2.460.000 Allemands. C'est avec anxiété que les résultats du recensement sont interrogés et les oscillations fractionnaires curieusement commentées.

Le « bilan[2] », dressé par un pénétrant enquêteur accuse en faveur des Allemands un actif qui les surprend agréablement.

Rauchberg avait divisé la Bohême en quatre aires linguistiques dont deux dévolues exclusivement[3] aux Allemands et aux Tchèques et deux à majorité soit allemande, soit tchèque. Division factice et temporaire pour les pays mixtes, puisqu'elle se moule sur les circonscriptions administratives, et qu'une géographie politique plus avisée abrogera d'autant plus aisément que les nationalités tendent à se dissocier territorialement et ont horreur de la contamination forcée dans des cadres artificiels.

Sur leurs territoires respectifs, comment ces groupes se sont-ils comportés? Aucun assurément n'a numériquement perdu, à n'interroger que les chiffres absolus.

1. Nous employons la rubrique *tchèque*, que le recensement officiel affecte d'ignorer : il n'inscrit en effet que la langue ou les langues « bohême, morave, slovaque ». Or, si l'on peut accorder un statut philologique au slovaque, la distinction officielle entre les deux idiomes bohême et morave est-elle légitime?

2. Rauchberg. *Die nationale Bevölkerungsbilanz Böhmens* (Deutsche Erde, X Jahrg. 1911, p. 40). Cf. *Der nationale Besitzstand*, I, p. 35.

3. Sont considérés comme districts linguistiques purs ceux où la population dissidente n'atteint pas un cinquième de l'ensemble : c'est le taux officiellement consacré.

| | 1880 | 1890 | 1900 | 1910 |
|---|---|---|---|---|
| | — | — | — | — |
| Districts allemands | 1.510.494 | 1.606.645 | 1.779 562 | 1.932.192 |
| Districts à majorité allemande | 316.725 | 388.499 | 407.075 | 438.581 |
| Districts à majorité tchèque | 668.826 | 674.833 | 687.708 | 711.882 |
| Districts tchèques | 3.064.774 | 3.213.117 | 3.344.352 | 3.691.654 |

Mais de la comparaison des chiffres relatifs ressort le renforcement de l'élément germanique, l'affaiblissement du tchèque, toujours dans leur domaine respectif.

PROPORTION POUR 1000 HABITANTS DANS LES DISTRICTS

| | 1880 | 1890 | 1900 | 1910 |
|---|---|---|---|---|
| | — | — | — | — |
| allemands | 271,6 | 275,0 | 281,6 | 285,1 |
| à majorité allemande | 57,0 | 59,6 | 64.5 | 64,7 |
| à majorité tchèque | 120,3 | 115,5 | 108,8 | 105,0 |
| tchèques | 551,1 | 549,9 | 545,1 | 545,0 |

Ainsi, en terre allemande, courbe ascendante ; en terre slave, courbe descendante.

Dans la dernière décade, cette poussée allemande s'est victorieusement manifestée.

ACCROISSEMENT POUR 100 DE LA POPULATION DANS LES DISTRICTS

| | 1901-1910 |
|---|---|
| allemands | 8,58 |
| à majorité allemande | 7,74 |
| à majorité tchèque | 3,52 |
| tchèques | 7,18 |

Les Allemands se créent-ils des réserves d'hommes grâce à leur prolificité ? Ici encore la statistique encourage leurs espoirs.

NAISSANCES VIVANTES POUR 100 PERSONNES DANS LES DISTRICTS

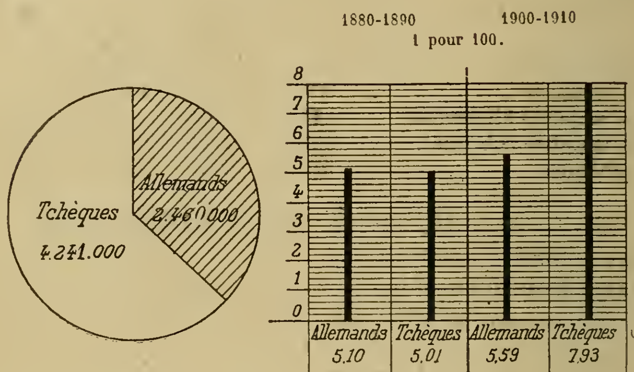
| | 1871-80 | 1881-90 | 1891-1900 | 1901-10 |
|---|---|---|---|---|
| | — | — | — | — |
| allemands | 38,1 | 37,4 | 36,9 | 31,7 |
| à majorité allemande | 42,1 | 37,6 | 39,4 | 36,9 |
| à majorité tchèque | 36,7 | 34,4 | 33,3 | 30,8 |
| tchèques | 39,0 | 36,5 | 34,6 | 30,5 |

A ne considérer que les pays non mélangés (ou à peine), la baisse de la natalité est plus marquée chez les Tchèques que chez les Allemands. Ces derniers, où citadins et

industriels étaient plus nombreux, étaient affligés d'une mortalité plus forte il y a un quart de siècle; la différence s'est atténuée et le phénomène semble s'équilibrer d'une nationalité à l'autre.

MORTALITÉ DANS LES DISTRICTS

| | 1871-80 | 1881-90 | 1891-1900 | 1901-10 |
|---|---|---|---|---|
| | — | — | — | — |
| allemands. . . . . . . | 29,9 | 30,8 | 26,9 | 22,0 |
| à majorité allemande . | 33,0 | 30,6 | 28,3 | 23,7 |
| à majorité tchèque . . | 26,7 | 26,8 | 24,8 | 22,0 |
| tchèque . . . . . . . | 28,2 | 27,9 | 24,7 | 21,4 |




Le gain, c'est-à-dire la diminution du nombre des décès, est cependant plus sensible dans les régions allemandes. Et le taux de l'excédent des naissances atteste pour celles-ci un remarquable progrès.

EXCÉDENT DES NAISSANCES POUR 100 DANS LES DISTRICTS

| | 1881-90 | 1891-1900 | 1901-10 |
|---|---|---|---|
| allemands . . . . . . . . | 6,44 | 9,69 | 9,61 |
| à majorité allemande . . . | 7,87 | 12,19 | 13,25 |
| à majorité tchèque . . . . | 7,61 | 8,47 | 8,74 |
| tchèques . . . . . . . . . | 9,57 | 9,91 | 9,17 |

Toutefois, la population allemande, quoique plus aisée et, comme elle s'en flatte, plus cultivée, ne sait pas préserver ses jeunes enfants avec le même soin ou le même bonheur que le font les Tchèques, soit faute d'hygiène, soit faute d'institutions protectrices des nourrissons [1].

1. D. E. 1911, p. 186. Analyse du *Jahrbuch der deutschen Jugendfürsorge in Böhmen,* 1908.

L'accroissement naturel est quelque peu compensé par l'émigration : mais ici encore les Allemands sont moins affectés, moins affaiblis que les Tchèques. Le pays purement tchèque a envoyé au dehors, pendant la dernière décade, près de 82.0000 individus ; la zone tout allemande n'en a perdu que 25 à 26.000. La proportion ressort à 2,23 p. 100 contre 1,38.

En quelle mesure ces données démographiques se reflètent-elles dans le rapport numérique des deux nationalités ou des idiomes ?

Contradiction déconcertante : l'*umgangssprache* allemande a fléchi, au regard du tchèque, surtout dans la dernière décade.

SUR 100 INDIGÈNES DE BOHÊME PARLAIENT

| | ALLEMAND | TCHÈQUE |
|---|---|---|
| 1880 . . . . . . . . . . | 37,17 | 62,79 |
| 1890 . . . . . . . . . . | 37,20 | 62,79 |
| 1900 . . . . . . . . . . | 37,27 | 62,67 |
| 1910 . . . . . . . . . . | 36,76 | 63,19 |

Et voici une plus frappante constatation : de 1901 à 1910 la population totale de la province s'est accrue de 7.0 ? unités pour 100. Or l'élément allemand, avec 130 mille confesseurs de plus, ne compte qu'un appoint de 5.59, tandis que le tchèque se prévaut d'un renfort de 7,93, dépassant ainsi le taux de l'ensemble.

Le slavisme fait tache d'huile : le Tchèque des districts ingrats de la plaine est plus mobile que l'Allemand ; celui-ci plus enraciné dans sa montagne et adonné à l'industrie familiale. Le Tchèque quitte volontiers les champs pour la ville où sa robustesse lui permet de se charger des besognes les plus pénibles, si bien qu'il forme dans les centres allemands le contingent des ouvriers et des domestiques. Enfin dans ces dernières années, c'est sur le terrain dont les Allemands se croyaient les maîtres, que leurs concurrents ont usurpé ; les Tchèques s'infiltrent dans la région industrielle du nord [1]. Il y a trente ou quarante ans, les *gerichtsbezirke* de Bilin, Brüx, Dux étaient

1. *Die Ergebnisse* (Oesterr. Stat., vol. XXXII, fasc. 1, p. VI, 1892).

indemnes de Tchèques; aujourd'hui la proportion des nouveaux venus atteint un quart, même un tiers de la population totale; c'est la main-d'œuvre attirée par les mines et fabriques qui s'agglomère en noyaux slaves.

DANS L'ARRONDISSEMENT DE BRÜX SUR 1.000 PERSONNES PARLAIENT

| ALLEMAND | | | | TCHÈQUE | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1880 | 1890 | 1900 | 1910 | 1880 | 1890 | 1900 | 1910 |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| 918.7 | 820 | 728 | 750 | 81,3 | 179,9 | 271,5 | 249,6[1] |

Un village tchèque mêlé, Tschausch, comptait en 1880, 1.027 Tchèques contre 767 Allemands : or vingt-cinq ans auparavant il ne possédait pas un Tchèque.

A cette diffusion s'ajoutent d'autres actions encore : les mariages mixtes au profit des Slaves surtout, car les femmes slaves exercent sur les Teutons une irrésistible séduction ; or dans la famille la nationalité de la mère est prépondérante ; la pression du prêtre et du fonctionnaire ; l'appoint des juifs qui grossissent le parti le plus fort. L'influence des minorités allemandes n'a tenu qu'au régime électoral et censitaire ; elle risque d'être ruinée par le suffrage universel.

Faisons le tour de la lisière mitoyenne et contestée ; enregistrons quelques épisodes du conflit national, épisodes héroï-comiques pour des spectateurs désintéressés, mais indices de l'exaspération. Le Dr Zemmrich[2] les a notés minutieusement. A Blisowa (district de Pilsen), commune composée de 3 localités, le culte est encore célébré en allemand « par bonheur » (*erfreulicherweise*) ; aussi les Tchèques se sont abstenus « en manière de démonstration », d'assister aux solennités de Noël[3]. Voici à Wittuna (district de Mies) une verrerie et une mine, toutes deux appartenant à une société franco-belge ; la première n'emploie que des Allemands, la seconde que

1. Le district de Brüx, dans la dernière décade, a perdu près de 5000 personnes par émigration ; il ne s'est accru que par multiplication naturelle, de plus de 1.800 unités, qui doivent être attribuées, pour une bonne part, aux gens de langue allemande, dont la proportion a monté de 22 p. 100.

2. Cf. Rauchberg, I, p. 56-94.

3. *Ouvr. cité*, p. 17 suiv.

des Tchèques : « toutes les tentatives pour occuper simultanément dans une même industrie des travailleurs des deux nationalités ont échoué ». A Dobrzan, pour renforcer la majorité tchèque, on fait état des pensionnaires de l'asile d'aliénés. On dénonce à la vindicte germanique le grand propriétaire foncier, prince Thurn et Taxis, qui a 4 métairies affermées à des Allemands, mais 3 à des Tchèques, et dont le personnel forestier est tchèque ! Nürschau « point stratégique », est un centre minier où les ouvriers tchèques affluent : on espère que les mines seront épuisées dans vingt-cinq ans et que le danger de la slavisation sera ainsi conjuré. Ailleurs, on imagine, pour emporter la municipalité, un ingénieux procédé : on nomme des citoyens d'honneur (ehrenbürger) étrangers à la localité, mais qui, le jour du vote, apportent leur bulletin à leur groupe national. Ailleurs encore, les Allemands ont paralysé l'action du clergé tchèque en provoquant des conversions au protestantisme et la séparation d'avec Rome. A Trabnitz, ville dotée de deux gares, chaque nationalité ne fréquente que la sienne. Mariages mixtes, remplacement d'un fonctionnaire allemand par un tchèque, chaque événement de cette sorte alimente la polémique de presse.

Les villes sont les champs clos des duels les plus furieux, parce que l'excitation y est contagieuse, dans la capitale surtout où les pouvoirs publics siègent et où se débattent les destinées du pays[1]. Prague a été durant des siècles aux mains des Allemands : sauf une éclipse pendant la guerre des Hussites, ceux-ci ont été maîtres de la commune jusqu'en 1848, et ont laissé leur empreinte à la cité[2]. En 1856, celle-ci renfermait 73.000 Allemands et 60.000 Tchèques. En 1861 déjà, la proportion était renversée, et une majorité tchèque s'installait à l'Hôtel-de-Ville. En 1880, les Tchèques se sont augmentés jusqu'à 126.000 ; les Allemands sont descendus à 32.600.

1. Sur le peuplement urbain, voir Hans von Zessner, *Städtisch-industrielle Konzentration der Bevölkerung und Abwanderung vom Lande in der Zeit von* 1880-1900. Diss. inaug., Berlin, 1912 (127 p.). Le phénomène est étudié sans préoccupation des conflits de nationalité.

2. Zemmrich, p. 20, etc.

La minorité allemande de Prague s'est fondue depuis trente ans : elle comptait environ 33.000 individus en 1880, 27 500 en 1890, 18.000 à 19.000 depuis les deux derniers dénombrements.

Bien que les Allemands suspectent la sincérité d'une statistique manipulée par leurs adversaires[1], le déchet n'en est pas moins incontestable. Si la cité même semble perdue, les cinq faubourgs se regarnissent d'un appoint tudesque, 7.700 en 1880, 10.600 en 1890, 11.500 en 1900, équipes de prolétaires. qui subissent docilement l'emprise de l'ambiance, d'autant que dans ces mêmes faubourgs de l'agglomération industrielle, la population tchèque a sauté de 76.500 à 186.000, de sorte que proportionnellement le *deutschtum* s'est amoindri.

Les Allemands de Prague ne se sont pas éteints ni expatriés ; ils se sont mués en Tchèques, plus ou moins volontairement, pour éviter le boycottage ou autres vexations, et pour complaire à la municipalité qui conclut le recensement de 1900 par cette triomphante constatation : « Prague est aujourd'hui une ville tchèque et si complètement tchèque, qu'elle ne l'a été davantage qu'à l'époque hussite et pendant la période immédiatement postérieure[2]. »

Les indifférents et les utraquistes ont grossi le contingent tchèque. Cela est fort probable ; et il n'y a pas là de quoi rassurer les Allemands, sauf si l'utraquisme disparaît, par l'exacerbation même du conflit des nationalités : Rauchberg signale dans la statistique scolaire une sensible diminution des enfants bilingues ; on se cantonne de plus en plus dans l'idiome national[3].

Les Allemands sont menacés dans leur prépondérance sociale : Prague se développe en un centre industriel et financier, avec des capitaux, avec des dirigeants tchèques. Enfin l'Université tchèque, les instituts techniques mettent la science au service de la cause nationale. De sorte que, comme on l'a dit, Prague a pris le caractère d'une métro-

1. Rauchberg, *Der nationale Besitzstand,* I, p. 148, 153 note.
2. *Ibid.*, p. 151.
3. *Ibid.*, 156.

pole slave, où l'élément tudesque, où l'Université allemande même se rongent et s'atrophient.

Aujourd'hui sur les 222 000 sujets autrichiens de la capitale, 202.000 se proclament Tchèques, à peine près de 19.000 Allemands;

| | ALLEMANDS | TCHÈQUES |
|---|---|---|
| **1900** . . . . . . . . . . . . . . | 20.272 | 178.123 |
| **1910** . . . . . . . . . . . . . . | 18.753 | 202.067 |

Peut-être les chiffres sont-ils moins sujets à caution qu'on ne le prétend. On accuse la lâcheté des Allemands, qui, sous la pression administrative, renient leur origine et s'agrègent à la masse slave : mais cette apostasie même est un symptôme. Les statistiques scolaires révèlent que la clientèle des écoles allemandes de la ville diminue, que celle des écoles tchèques grossit. Les écoles populaires (*Volksschulen*. à l'exclusion des écoles publiques dites *Bürgerschulen*) étaient en 1880-81 au nombre de 17, dont 5 allemandes et 12 tchèques; en 1889 celles-ci sont au nombre de 27, les allemandes n'ont augmenté que de 3. En 1880-81, les écoles tchèques sont fréquentées par 6.600 élèves, en 1889 par 11.100 (gain de 4.500); les écoles allemandes, qui avaient un contingent de 2.400 enfants en 1880-81, n'en ont recruté pendant la même période que 500 nouveaux. Chose curieuse, tandis que les enfants allemands brillent par leur absence dans les établissements scolaires tchèques, si bien que sur 13.000 enfants des deux sexes recensés dans ces derniers, on ne relève que le misérable chiffre de 40 petits Allemands (1888-89), les petits Tchèques figurent en contingent assez respectable dans les écoles allemandes. Ils sont plus de 1.500 au milieu de 2.600 Allemands ; ils deviennent ainsi maîtres de la langue allemande. Cependant cette mixtion a ému le conseil communal de Prague qui à plusieurs reprises a émis le vœu que les écoles allemandes ne pussent recevoir d'élèves de langue slave[1].

Ailleurs que dans la capitale, les passions ne sont pas

1. *Verwaltungsberichte der Kgl. Hauptstadt Prag* (pour les années 1887-9, p. 127).

moins surexcitées, et les victoires des Tchèques n'ont pas apaisé les conflits. Ces victoires sont pourtant décisives. En voici deux épisodes[1] : Pilsen était encore une ville allemande en 1850, en ce sens que sa population tchèque de 3 à 4.000 individus, sur 15.000 habitants, n'avait obtenu d'autre satisfaction nationale qu'un service religieux dans son idiome. Mais, par suite du développement de l'exploitation houillère, les faubourgs se remplirent d'ouvriers tchèques, si bien qu'en 1867 le conseil municipal était conquis en majorité; en 1878, les noms des rues furent apposés en tchèque : c'était la prise de possession manifeste. En 1880, 6.800 Allemands tenaient tête aux 31.600 Tchèques qui les opprimaient et leur refusaient une nouvelle école, bien que les Allemands payassent plus de contributions que leurs adversaires. Les Allemands sont évincés de la Chambre de commerce et une ligue de consommateurs Tchèques s'est formée contre eux. Ils se défendent avec l'appui de l'Association scolaire, de l'Association nationale allemande pour la Bohême occidentale, de sociétés musicales, ouvrières, d'un théâtre allemand[2].

Même phénomène à Budweis. Budweis est une oasis allemande, mais singulièrement menacée; elle comprend la ville et une vingtaine de villages. Il y a trente ans, tout était encore immaculé, c'est-à-dire teuton. La tare slave se diffusa sûrement et rapidement. Dans la ville même, les deux nationalités se font équilibre. Mais la banlieue est envahie par les Tchèques, qui se sont dans la dernière décade multipliés, alors que les forces des Allemands ont fléchi[3].

| | ARR. JUDICIAIRE DE BUDWEIS | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 1880 | 1890 | 1900 | 1910 |
| Allemands. . . . . | 17.774 | 17.208 | 21.620 | 23.584 |
| Tchèques . . . . . . | 24.810 | 32.325 | 41.465 | 50.909 |

1. Gehre, *Die deutschen Sprachinseln in Oesterreich*. Grossenhain, 1886.

2. Zemmrich signale les excès de la populace contre le Pilsener Hof, la seule auberge allemande de Pilsen, d'ailleurs dotée du confort d'un grand hôtel, et de prix très modérés (p. 25) : voilà une réclame de bon aloi.

3. Zemmrich enregistre avec joie les déconfitures des entreprises tchèques à Budweis : mauvaises spéculations immobilières de la založna ou banque foncière : exode forcé des ouvriers tchèques (p. 75).

Les procédés de slavisation sont toujours les mêmes : les paroisses allemandes reçoivent des prêtres tchèques ; les évêques ont dans ce sens déployé une activité qui ne s'est pas ralentie. Le curé tchèque attire l'instituteur tchèque, provoque les mariages mixtes. L'administration de son côté implante des fonctionaires tchèques, si bien qu'au spirituel comme au temporel tout se slavise.

Les *Schulvereine*, les journaux, luttent avec l'énergie du désespoir, depuis 1882 surtout, mais sans succès.

La seule revanche dont les Allemands peuvent se glorifier est qu'ils se fortifient dans leur citadelle de Reichenberg : là ils résistent encore aux Tchèques qui gagnent cependant du terrain.

SUR 1.000 PERSONNES PARLAIENT

| ALLEMAND | | | | TCHÈQUE | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1880 | 1890 | 1900 | 1910 | 1880 | 1890 | 1900 | 1910 |
| 908 | 946 | 922 | 939 | 91 | 54 | 76 | 61 |

*Solatia luctus exigua ingentis.*

## VI

### Les populations et les nationalités de la Moravie.

Bien que le recensement linguistique de l'Autriche affecte de confondre sous une même rubrique les idiomes bohême, morave, et même slovaque, la Moravie a conservé pour la géographie et l'histoire son individualité. Géographiquement, elle tourne en quelque sorte le dos à la Bohême; de même que le réseau fluvial, toute la vie de la province converge vers le fossé que sillonnent la Thaya et la Morava, la rivière éponyme ; la Moravie se resserre entre Sudètes et Carpathes et prend jour sur le bassin de Vienne. Elle est déjà plus encastrée dans le monde slave, plus distante des terres allemandes. Elle a sans doute été colonisée par des tribus slaves. sœurs de celles qui s'adaptèrent dans la région plus occidentale; mais ces tribus ont manifesté plus tôt et avec plus d'éclat leur sentiment de la nationalité slave; car ce n'est point d'Allemagne que leur est venu le christianisme, c'est de l'Orient slave, par la prédication de Méthode[1]; c'est en Moravie que fut tenté au IXe siècle par Svatopluk l'essai d'un Empire slave, ayant son Eglise; et cet Empire, dont la Bohême était simple vassale, eût sans doute fait front à l'Empire germanique, si les Allemands n'avaient eu contre lui pour auxiliaires les Magyars qui le prirent à revers. Après Svatopluk, le sort de la Moravie s'obscurcit; le souvenir de cette illustre

1. Au IXe siècle, dans le diocèse régi par Méthode et qui embrasse la Moravie et la Bohême, le culte est célébré en slave. Après la mort de Méthode, l'évêque allemand de Neutra réinstalla la liturgie allemande, mais contre le gré des populations : car les papes durent renouveler constamment l'interdiction du culte en slave. A. Brückner (*Die Wahrheit über die Slavenapostel*. Tübingen, 1911), développe cette thèse que Rostislav, prince de Moravie, demanda à Byzance des prédicateurs pour enseigner la religion dans la langue slave, dans l'intention de se détacher de Rome (p. 37) ; mais que Méthode dut chercher à Rome le droit d'investir ses disciples slaves et que le pape toléra la prédication et la liturgie en slave; que d'ailleurs Svatopluk ne voulait pas se brouiller avec le Saint-Siège.

fortune ne survit plus que dans la légende. La Moravie suivit les destinées de la Bohême depuis le début du XIII[e] siècle, époque où elle fut annexée au royaume des Přemysl ; ceux-ci, et notamment Ottokar II, appelèrent des colons allemands, octroyèrent des privilèges aux cités qui furent organisées à l'allemande. C'est ainsi qu'Olmütz eut sa charte de droit saxon, dont elle devint en Moravie en quelque sorte le foyer : au tribunal des échevins, la procédure était pratiquée en allemand, sauf pour les ressortissants d'idiome slave. Les villes de la Moravie méridionale avaient adopté les *spiegel* de l'Allemagne du Sud plus contaminés de droit romain. Au XIII[e] siècle, Brünn renfermait un corps de négociants et artisans venus d'Allemagne.

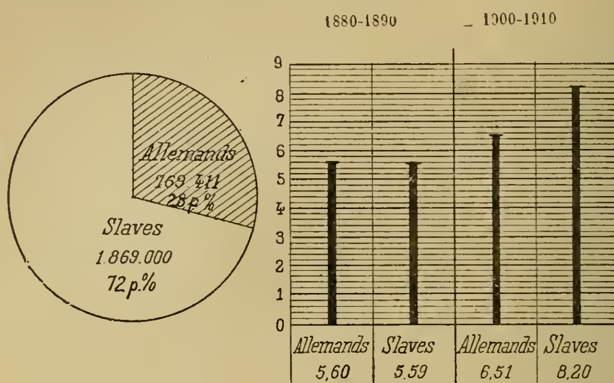
C'est au XIII[e] siècle aussi que le grand défricheur de Moravie, l'évêque d'Olmütz Bruno, transplanta des cultivateurs allemands sur les vastes propriétés de son diocèse.

A cette époque en effet, après l'irruption dévastatrice des Mongols, il fallut repeupler le pays : prémontrés et cisterciens firent venir des paysans de Westphalie, de Franconie, de Bavière, de Flandre, qui créèrent des colonies de clairières (*waldhufendorf*), ou s'installèrent dans les villages slaves abandonnés : la population teutonne s'épandait, dès le XIV[e] siècle, si amplement que cette mainmise du germanisme exaspéra les Slaves de Moravie comme ceux de Bohême. Aussi firent-ils cause commune avec les Hussites Bohémiens; la victoire ou du moins la lutte provoqua une renaissance du slavisme qui alla jusqu'à l'intolérance : les bourgeois de Brünn reçurent défense en 1601 de chanter en allemand à l'église. Et le parti national sous l'influence d'un légiste, Charles de Zierotin, réclama, au début du XVII[e] siècle, l'interdiction de l'allemand dans tous les actes de la vie publique, et l'obligation pour tous les propriétaires du sol de posséder l'idiome tchèque.

Il semble pourtant que la Moravie n'ait pas déployé à l'égard des Allemands la même force de résistance ou d'absorption que la Bohême. Les enclaves allemandes se sont maintenues plus nombreuses et plus solides[1].

1. Beaucoup de localités allemandes périrent cependant ou furent slavisées : ce dont témoigne le préfixe *niemtsch*.

La proportion numérique est plus sensible ici, en faveur des Slaves qu'en Bohême ; ils sont près de 1.870.000 contre 720.000 Allemands : 72 p. 100 contre 27 à 28 p. 100 (en Bohême 63 p. 100 contre 37 p. 100).




Les Allemands[1] n'ont guère poussé de pointes au milieu de la masse tchèque. Ils l'ont plutôt cernée. Au sud et au nord, ils donnent la main à leurs congénères qui nouent la ceinture de la Bohême; et de ce front de bandière sont détachés quelques postes avancés, autant de terres saintes !

La Moravie méridionale est tournée, non vers la Bohême, mais vers les pays danubiens. Aussi des Allemands autrichiens y ont remonté, sans peine et très tôt, dès le début du XIIIe siècle. Ils s'étendent aujourd'hui à travers le Marchland, depuis Nikolsburg à l'est jusqu'à la Thaya, se reliant aux Allemands bohémiens. Leur métropole est Znaim, sise à la frontière linguistique [2]. La ville date de 1226 et reçut des Saxons, Bavarois, Thuringiens, amenés par Ottokar Ier. La vallée de la Thaya bien abritée contre les vents du Nord est un vignoble; le reste du pays est livré à la culture maraîchère, surtout celle des cornichons et du persil; la population est vigoureuse et aisée.

Znaim est travaillé par la propagande tchèque qui semble tenue en respect; les Tchèques, dans les dix dernières années se sont bien avancés de 18 ou 1.900 à 2.300; mais

1. Bendel (*Die Völker*, II).

2. A. Vrbka. *Chronik der Stadt Znaim.* (Znaim, 1902.)

les Allemands, qui étaient 14.000 en 1900, se glorifient de leurs 16 milliers maintenant.

En avant de cette zone allemande se projettent deux îlots ou presqu'îles; ceux de Brünn et d'Iglau. Brünn, d'abord fondation slave, fut, à la fin du XIIe siècle, envahie par des marchands et ouvriers d'Allemagne : la communauté fut florissante, dotée d'une charte propre, *jura originalia*, qui n'était point calquée sur le *spiegel* des cités allemandes et qui devint un modèle de droit municipal. Brünn fut slavisée aussi par les Hussites; mais son caractère industriel, ses fabriques de drap, lui valurent un appoint de main-d'œuvre allemande.

S'il en faut croire les doléances teutonnes, la capitale et les 12 villages de sa banlieue, jadis citadelles du germanisme, seraient compromises[1] : des sociétés slaves où seraient entrés des renégats allemands, des journaux, dont un rédigé en allemand, terrorisent la vieille population germanique. La statistique officielle dément ces alarmes : à Brünn même, les Allemands paraissent se conforter singulièrement. En 1900, ils étaient dans le chef-lieu 69.000 contre 38.000 Tchèques; en 1910 ils se sont grossis de 20.000 congénères, les autres de 5.000 à peine. Mais dans la banlieue il leur faut déchanter; là ils sont peu à peu noyés dans la marée montante slave. Voilà des contradictions qui engendrent quelque scepticisme.

A travers la marche forestière qui séparait la Bohême de la Moravie, la piste suivie par les colporteurs fut jalonnée de quelques localités; au gué de l'Iglo se forma le noyau d'Iglau; à celui de la Sazava, Deutschbrod (*brod* signifie gué). Des gîtes d'argent furent reconnus en ces parages : aussitôt affluèrent des prospecteurs de Saxe et des Alpes bavaroises, et des traficants, et surtout des drapiers de Flandre. Dès 1227, un centre minier se développa dont le statut corporatif professionnel fit bientôt jurisprudence dans presque toute l'Allemagne, en Bohême et en Silésie.

1. Gehre, ouvr. cité. En 1902, on enregistre comme une défaite allemande la perte de 6 sièges à la Chambre de Commerce de Brünn (*Deutsche Gewinn- und Verlustlisten für* 1902. D. Erde, II, 1903, p. 52). En 1904, revanche : les écoles tchèques perdent 33 élèves, et l'on ouvre une école pour bonnes à tout faire allemandes (IV, 1905, p. 180).

Autour de ce centre, des villages éclorent : villages routiers, ou *rundlinge*; mais ces derniers n'ont rien de slave ; ils rappellent le type des hameaux sylvestres de Franconie et du Haut-Palatinat.

Les Allemands d'Iglau partirent en effet de la moyenne Allemagne et l'idiome s'en ressent encore; dans la partie méridionale de l'enclave furent distribués des Bavarois trapus, aux crânes ronds, aux yeux et aux cheveux foncés, qui se distinguent des blonds aux yeux bleus ou gris, à la tête oblongue, gens venus du Nord-Ouest. Couvents et seigneurs procurèrent une masse de paysans qui essartèrent des espaces encore incultes : il semble toutefois que des Slaves s'étaient glissés dans les couloirs fluviaux.

D'après la toponymie des villages et des lieux dits, les Allemands occupèrent jadis un terrain beaucoup plus étendu; la réaction slave au XIIIe siècle, la guerre des Hussites, les pestes les affaiblirent; et les quelques créations du XVIIIe siècle ne les renforcèrent pas sensiblement [1].

Les Allemands d'Iglau, qui sont de souches différentes, ont conservé leur vieux costume très bariolé. La race est robuste et fournit des nourrices aux grandes maisons de Vienne.

L'îlot linguistique couvre encore 390 kilomètres carrés dont 233 appartiennent administrativement à la Bohême. Outre la ville. il comprend 2 « marchés » ou grosses bourgades, et 74 villages. Les Allemands y ont le nombre : ils sont près de 40.000 contre une dizaine de milliers de Tchèques. Mais de 1900 à 1910, les Tchèques se sont accrus de 2.124 unités, gain sensible, surtout dans la campagne [2].

| | SUR 100 INDIGÈNES PARLAIENT | |
|---|---|---|
| | ALLEMAND | TCHÈQUE |
| 1890 | 82,37 | 17,55 |
| 1900 | 81,79 | 17,49 |
| 1910 | 79,72 | 20,24 |

1. Anton Altrichter *Kolonisationsgeschichte der Iglauer Sprachinsel*, (Ztschr. des deutschen Ver. für die Gesch. Mährens und Schlesiens, XII, 1908, p. 67-141).

2. Deutsche Erde, X, 1911, p. 105.

Entre le groupe méridional et le groupe septentrional des Allemands, quelques sporades sont disséminées à travers la Moravie : entre Brünn et Olmütz, un bourg, un marché, Neuraussnitz, que flanquent des villages allemands coupés par un village tchèque. C'est le reste d'une enclave jadis plus vaste[1]. Les localités bordent les routes sans rien qui évoque le *rundling*. Les gens s'appellent *Schwoben* et se prétendent de descendance suédoise! Il est possible que les colons primitifs introduits par les moines aient été des Souabes, mais les Souabes se sont éteints dès le XIVe siècle. Les villages ont des noms slaves. Les habitants actuels, survenus plus tard, paraissent être originaires de la Bavière et de la basse vallée de l'Inn, en Tirol; leur dialecte est le haut bavarois, ainsi que les noms de famille et les lieux-dits; leurs saints sont vénérés dans leurs pays de provenance, Saint Wendelin en Bavière, Sainte Notburga en Tirol. L'histoire de ce petit coin de terre prouve qu'il y a eu deux colonisations allemandes au moins, et que les gens du second ban ont adopté le nom ethnique de leurs devanciers au risque de dérouter l'ethnographie [2].

Deux gros noyaux allemands obstruent la Moravie au nord. Le plus ample est dénommé d'après une petite chaîne de hauteurs qui court du nord au sud sur les confins de Moravie et Bohême, le Schönhengst. Le Schönhengstgau occupe les deux versants, mais est plus large sur la terrasse morave que sur le revers bohémien. Il embrasse le territoire et les villes de Zwittau, Landskron, Mährisch-Trübau, surface d'environ 1.200 kilomètres

1. Lechner, *Eine tirolisch-bayrische Sprachinsel in Mähren* (Peterm. Mitth. 1886). Cf. *Die deutsche Sprachinsel um Olmütz* (Globus, 1894, vol. LXV, p. 249).

Le symptôme le plus grave ici de la slavisation est le manque de prêtres allemands. Le séminaire archiépiscopal comptait en 1877 sur 85 élèves, 13 allemands ; en 1893, 32 allemands sur 202 élèves ; or, dans cette région encore en partie allemande, le ministère ne sera plus guère exercé que par des Slaves. Aussi l'on a signalé il y a quelques années (*Neue Freie Presse*, 4 sept. 1897, p. 3) un mouvement en faveur de la restauration de la liturgie slave.

2. De même dans l'îlot d'Austerlitz, dont les habitants se nomment également *Schwoben*. il y a des Souabes et des Bavaro-autrichiens (Wanick. Ö. U. M., *Mähren*, p. 173).

carrés. Dès le XIII^e siècle, des Germains demeurent dans ces parages: au nord ce sont peut-être des restes des Hermundures (Landskron, Corona Hermundurorum); les Franconiens dominent; ailleurs ce sont des indigenes de la Basse-Autriche. Le dialecte est uniforme et bizarre, en ce sens qu'il ne donne pas la clef de son origine natale; c'est sans doute une déformation sur place; l'*u* devient *au* (*haut-hut; bauch-buch.*), l'*i* devient *ai* (*kraig-krieg.*; *schleiten*, *schlitten*); *au* résonne en *o* (*lofen-laufen*: *kofen-kaufen*), *o* s'écrase en *au* (*sauhn-sohn*). On dépeint les Schönhengstler, au moins ceux de la campagne, comme osseux, et de médiocre stature, très endurants[1]; au moral très méfiants, ainsi qu'en témoignent leurs habitations qui se ramassent en un quadrilatère où tout est aisément surveillé; les vieilles coutumes, surtout en matière de succession, ont disparu. Comme chez les autres Allemands de Bohême et Moravie, c'est l'industrie qui a de plus en plus évincé le travail du sol. Zwittau, Mährisch-Trübau sont des villes de fabriques (filatures) où les traits ethniques se corrompent. On estime le nombre des Allemands à 123.000 environ, dans les 3 districts bohémiens (bezirkshauptmannschaften) de Landskron, Leitomischl, Polička, et les cercles judiciaires de Gewitsch, Zwittau, Mährisch-Trübau, Hohenstadt, Müglitz, Sternberg. Ces circonscriptions administratives sont pour la plupart mixtes, et cette circonstance favorise les Tchèques soutenus par l'administration.

SUR 1.000 PERSONNES PARLAIENT

| CIRCONSCRIPTION | ALLEMAND | | | | SLAVE | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1880 | 1890 | 1900 | 1910 | 1880 | 1890 | 1900 | 1910 |
| Landskron. . . . | 441 | 438 | 429 | 400 | 558 | 561 | 571 | 600 |
| Leitomischl . . . | 295 | 293 | 300 | 292 | 705 | 706 | 700 | 708 |
| Polička. . . . . | 290 | 289 | 300 | 300 | 710 | 711 | 700 | 700 |
| Mährisch-Trübau. | 708 | 723 | 730 | 738 | 291 | 276 | 270 | 262 |
| Hohenstadt . . . | 533 | 512 | 492 | 470 | 460 | 486 | 506 | 530 |
| Sternberg. . . . | 892 | 857 | 880 | 880 | 108 | 102 | 128 | 220 |

La lutte est ici moins vive en apparence: les oscilla-

1. Cf. Kusy von Dubray, Ö. U. M., *ibid.*, p. 119 et suiv.

tions assez faibles. Ce qui maintient l'élément allemand à peu près indemne, c'est l'école. Et l'école allemande pousse même des pointes offensives dans la zone slave, très mince, qui sépare l'enclave tudesque de la masse des congénères [1]. Toutefois même dans les gymnases allemands de Landskron et Mährish-Trübau, le tchèque est enseigné. On se plaint des agissements du clergé tchèque, qui tient en mains ouvriers et domestiques de plus en plus nombreux [2].

Vers les premières eaux de l'Oder se détache du territoire allemand qui enveloppe le massif de l'Altvater une presqu'île qui porte le nom géographique d'Odergau et l'appellatif plus idyllique de Kuhländchen. Les colons furent des Franconiens, auxquels, dès le XIe siècle, l'évêché d'Olmütz assigna des terres, peut être aussi des Flamands appelés à la même époque par le duc Břetislav pour assécher les marais de l'Oppa, de la Mohra, de l'Oder. Après l'invasion mongole, c'est l'élément tudesque qui revivifia le pays ; la ville de Neutitschein eut un statut copié sur celui de Leobschütz, émanation du droit franconien [3].

Les vieilles mœurs sont indemnes ici aussi. Cependant les gens du Kuhländchen font exception parmi les Allemands de Bohême et Moravie en ce qu'ils sont restés fidèles à leur vie agricole et pastorale, au milieu des fécondes prairies qu'humectent les eaux vives de l'Oder ; les produits de leur élevage sont renommés. Le cercle judiciaire de Neutitschein se partage entre Allemands (27.000) et Tchèques (20.000) à peu près également.

1. Voir la carte de P. Langhans. *Die Schönhengster Sprachinsel nach der Sprachenzählung von* 1900, à 1 : 350 000 (Deutsche Erde, VII 1908, carte 9).

2. M. Gehre. *Die Schönhengster Sprachinsel* (*ibid.*, p. 166), avec 5 vues d'écoles, ouvertes en 1900, créations de l'Association scolaire allemande de Vienne.

3. Dans ce petit coin du Kuhländchen, la doctrine des frères Moraves, débris des Taborites, qui avaient embrassé la Réforme, avait conquis des adeptes parmi les Allemands comme parmi les Slaves : de là sont partis des missionnaires de cette secte pour prêcher les Eskimos du Grönland et les Hottentots. C'est du Kuhländchen que sortirent les fondateurs en 1722 du village de Herrnhut (Haute-Lusace), d'où la secte des Herrnhuter. Bendel (*Die Völker*, II, p. 328). La statistique n'en dénonce que 122 en Moravie. C'est dans les cercles judiciaires de Landskron et Reichenau en Bohême qu'il y a encore quelques-uns de ces sectaires, par petits essaims ; on en compte environ 500 pour la Bohême entière.

La situation géographique des Allemands de Moravie est loin de leur assurer la cohésion et la consistance dont jouissent leurs congénères de Bohême : ils vivent plus dispersés; les enclaves sont des enclos, de plus en plus bloqués. Il y a trente ans encore, c'étaient des pôles d'attraction pour les Slaves qui s'assimilaient. Cette ère de germanisation, c'est-à-dire d'ascendant matériel et intellectuel, est finie, — c'est l'aveu d'un bon observateur allemand[1].

Numériquement, chaque groupe a conservé ses positions; toutefois le nombre des Allemands s'est un peu fondu. Herz a calculé les pertes, par districts et localités, et le progrès de la slavisation, dû surtout à la diffusion et au relèvement de la main-d'œuvre tchèque, alimentée par une natalité plus forte.

La nouvelle loi électorale qui, au lieu d'apaiser les conflits nationaux, les exagère, portera, au jugement de l'auteur plus haut cité, un coup fatal à l'élément allemand[2]. Le recensement de 1910 a-t-il justifié cette prévision pessimiste[3]?

Les Slaves ont gagné plus que les Allemands : ceux-ci ont, dans l'intervalle des deux derniers recensements, augmenté de 6,51 p. 100 pour l'ensemble de la province, taux inférieur à celui de l'accroissement de la population totale qui ressort à 7,61. Les Slaves ont dépassé ce chiffre : ils se prévalent d'un accroissement de 8,20 p. 100, ce qui représente près de 142.000 individus, contre les 44.000 recrues du germanisme. Proportionnellement, les Allemands ont perdu 3 unités par mille (279,05 en 1900; 276,19 en 1910); les Tchèques passent de 713,53 à 717,49.

En général, le procès d'absorption des minorités se poursuit, sauf rescousses d'afflux industriel : c'est le cas du bassin de Mährisch-Ostrau où l'élément allemand a sauté en dix ans de 285 à 399 p. 1.000, tandis que le

1. Hugo Herz. *Der nationale Besitzstand und die nationalen Siedelungsverhältnisse in Mähren und (österr.) Schlesien* (Zeitschr. für die gesammte Staatswissenschaft, 1909, vol. 65, p. 620).

2. *Ibid.*, p. 623.

3. L'auteur ne partage pas l'optimisme de Rauchberg à l'égard des Allemands de Bohême.

tchèque déclinait de 552 à 482. Les villes se slavisent de plus en plus intensément.

POURCENTAGE DE L'IDIOME

| | ALLEMAND | | | TCHÈQUE | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1890 | 1900 | 1910 | 1890 | 1900 | 1910 |
| | — | — | — | — | — | — |
| Iglau . . . . . | 82,37 | 81,79 | 79,72 | 17,55 | 17,44 | 20,24 |
| Kremsier . . . | 12,91 | 10,69 | 4,92 | 87,07 | 88,81 | 94,87 |
| Olmütz . . . . | 65,47 | 65,75 | 60,52 | 32,02 | 31,93 | 36,67 |
| Ung. Hradisch. | 28,47 | 18,46 | 7,25 | 71,53 | 81,54 | 92,63 |
| Neutitschein. . | 58,38 | 55,11 | 52,98 | 40,95 | 44,69 | 46,76 |

Il est vrai que Brünn, Mährisch-Ostrau, Nikolsburg, où les Allemands ont pris du nombre, offrent une consolation, sinon une revanche.

Des indigènes slaves de Moravie, les uns s'apparentent plus étroitement à ceux de Bohême, et ne sont pas désignés par un nom générique particulier ; les autres ont la fierté, sinon d'un statut, du moins d'un état-civil distinct, au point qu'on les accuse de renier la solidarité qui les unit aux peuples frères[1] : ce sont les Slovaques[2].

Moraves et Slovaques ont leur domaine bien déterminé, et se sont tracé, par un instinct géographique, semble-t-il, leurs confins. Les Moraves occupent d'abord les Gesenke, c'est-à-dire le plateau de grès et schiste paléozoïque de 4 à 600 mètres d'altitude, que bossèlent quelques buttes basaltiques, plateau incliné vers le Sud-Est selon le cours de l'Oppa, de la Mohra, de l'Oder; le versant de ce toit qui tombe sur la cuvette d'Olmütz est beaucoup plus court. Là se croisent les deux orientations du relief, les Sudètes vers le Nord-Ouest, les Carpathes vers le Nord-Est ; un fossé profond les sépare, où se hausse le seuil entre Beczwa et Oder (292 mètres) ; c'est la Porte de Moravie.

Ceux des Moraves qui habitent cette région ainsi que les Sudètes auxquelles elle s'adosse et les terrasses qui montent vers la Bohême s'appellent Horakes (Horaci), c'est-à-dire montagnards.

La Morava, descendue de la montagne, féconde une

1. Vlach. (*Die Völker*, VIII, p. 2).

2. Sur les Slovaques, voir bibliographie dans Niederle, p. 226.

plaine, qui s'appelle la Hanna : les habitants sont désignés sous le nom de Hannakes ; ils tiennent aussi la croupe surélevée qui s'étale entre Morava et Zwitava vers Brünn, croupe tantôt découpée, tantôt étalée en causse : c'est le plateau de la Hanna.

Dans les contreforts avancés des Carpathes qui, vers la Beczva pointent sur le territoire morave, habite une population vouée à la vie pastorale et à l'élevage, et qui a reçu le nom générique — mais point ethnique — de Valaques.

La dépression de la Morava est barrée par un verrou que la rivière force à Napajedl. Ce verrou est un chaînon qui n'atteint pas 600 mètres, détaché des Carpathes. Ces monts de Mars ferment au sud le bassin d'Olmütz, long de 100 kilomètres, large de 8 à 20, d'une altitude moyenne de 230 mètres ; dès la percée, la Morava inaugure son cours inférieur. C'est jusqu'à cette ligne que s'avancent les Slovaques qui se diffusent vers le sud-est, et se relient à leurs frères de la Haute-Hongrie.

Le Slave de Moravie est moins agité que celui de Bohême ; il est aussi moins accessible aux nouveautés, plus conservateur. Les Hannakes aiment encore à porter leur costume bariolé, culottes de cuir rouge brique à bande verte, veste d'un vert tendre piquée de boutons blancs ; les femmes aussi affectionnent la nuance verte. Ce sont gens flegmatiques.

Entre les Moraves et les Slovaques la transition est ménagée, au point de vue dialectal, par ceux qu'on appelle les Valaques moraves[1]. Des opinions autorisées, comme celle de Miklosich[2], ont soutenu que ces Valaques sont des Roumains slavisés. Leur dialecte est slovaque, mais très original et différent de ceux d'alentour : cette circonstance prête à croire que, si ces Valaques étaient de provenance roumaine ou étrangère, ils auraient adopté le parler

1. Pastrnek, *Zur Charakteristik der mährischen Dialecte* (Arch. für slav. Philologie, XX. 1898, p. 64-77). Sur les Valaques de Moravie, voir Vaclavek (Zeitschr. für österr. Volkskunde, II).

2. Miklosich, *Die Wanderungen der Rumänen* (Denkschr. Acad. Wien, 1879, vol. XXX).

ambiant. Un auteur qui combat la thèse de Miklosich, Ladislas Pič[1], n'a point remarqué parmi ces Valaques moraves un seul type qui rappelle le Roumain, le physique est tout slave; c'est tout au plus si cette population emploie une quarantaine de mots roumains, mais ces mêmes mots ont cours chez les Slovaques des environs; Polonais et Ruthènes en emploient bien davantage.

Les Slovaques ont l'ambition de former un ensemble ethnique et même une nationalité. Il est difficile de connaître au juste leurs forces numériques. Czoernig en comptait 74.000 en Moravie et 7.500 en Basse-Autriche. Leur accroissement, pendant le dernier demi-siècle, a dû être plus lent que celui des Tchèques, qui se sont portés vers l'industrie. Les Slovaques sont pauvres et travaillent un terroir ingrat; écartés des grandes voies de circulation, ils demeurent attachés à leurs vieilles coutumes; leurs habits sont grossiers; la pièce essentielle en est la *halina*, sorte de pèlerine de drap blanc à liseré rouge; les Slovaques la portent même hors de leur rude pays dans les contrées tempérées; de même en toutes saisons ils s'affublent de fourrures. Ils sont avec cela vifs, sveltes et vigoureux; mais les femmes sont lourdes et laides, d'après un observateur peu sympathique et galant; car il ajoute que les Slovaques, ceux du Midi de la Moravie particulièrement, présentent la physionomie abrutie du paysan polonais. Cependant on loue leur adresse, la propreté de leurs maisons, généralement placées au fond d'un jardin, à distance de la route[2].

La nationalité slovaque dans la monarchie cisleithane serait fort modeste, si elle n'avait l'appui d'une Slovaquie hongroise de près de 2 millions d'hommes. C'est pourquoi les Slovaques ne font pas cause commune avec les Tchèques[3]. Jusqu'en ce siècle, leur langue littéraire avait été le tchèque, leur langue littéraire à la fois et

1. Lad. Pič, *Zur rumänisch-ungarischen Streitfrage*, Leipzig, 1886. Ce sont surtout les termes de la vie et du métier pastoral qui sont empruntés au roumain. Cf. Niederle, p. 128.

2. Woldan, *Die Slovaken im südlichen Mähren* (Aus allen Welttheilen. 1874, p. 321).

3. Niederle, p. 132.

nationale, car deux des plus illustres promoteurs de la renaissance slave, le poète Kollar, le chantre de *Slavy Dcera* (*la Fille de Slava ou de la Gloire*) et Šafařik, l'auteur des *Antiquités slaves,* étaient des Slovaques. Mais vers 1840, pour affirmer leur autonomie contre les Tchèques et surtout contre les Magyars, des tentatives furent faites pour créer une langue littéraire slovaque : ce fut l'œuvre de Štur, qui choisit le dialecte des comitats du centre de la Slovaquie[1]. Tentative maladroite, car les Slovaques ne résistèrent à l'oppression magyare qu'avec le secours des Slaves leurs voisins. Mais c'est dans la monarchie de Saint-Étienne que se pose, comme on verra, dans son acuité le problème slovaque[2].

1. A. Novak. *Die tschechische Literatur der Gegenwart* (*Die Literaturen des Ostens in Einzeldarstellungen,* Bd. V. 1te Abt. Leipzig Amelang 1907, p. 221, chapitre intitulé : *Die junge Slowakei. L. Stur und seine Schule*).

2. On a étudié d'une façon encore assez partielle les traits anthropologiques des peuples de la Moravie. Des données qu'on possède, il ressort une différence assez sensible entre les Tchèques (Horakes et Hannakes) et les Slovaques.

Pour la stature les Allemands s'interposent entre les deux groupes slaves.

| | TAILLE | LARGEUR DE POITRINE |
|---|---|---|
| | — | — |
| Tchèques | 1m,660 | 0m,838 |
| Slovaques | 1m,647 | 0m,824 |
| Allemands | 1m,656 | 0m,827 |

Quelques observations crâniométriques montrent que la brachycéphalie, déjà sensible chez les Allemands (index : 822), s'accuse encore chez les Slovaques (858) et les Tchèques (864). (Ö. U. M., *Mähren,* I, p. 120 et suiv.).

## VII

### Les populations et nationalités de la Silésie.

La Silésie autrichienne est un faible lambeau de la belle et vaste province que le Grand Frédéric — pour son coup d'essai, qui fut un coup de maître, — enleva cavalièrement à la Maison d'Autriche. Elle est réduite à 5.147 kilomètres carrés, l'étendue d'un département français de moyenne envergure ; — la Silésie prussienne embrasse 40.000 kilomètres carrés et compte 5.226000 habitants, tandis qu'il n'en reste qu'un peu plus de 750.000 à la Silésie autrichienne[1].

Néanmoins, malgré son exiguïté, ce pays a une signification géographique de singulière portée. Il s'insinue en coin dans l'échancrure qui scinde le massif bohémien des Carpathes, échancrure qui est le chevet des vallées de l'Oder, de la Vistule et de la Morava. C'est un couloir qui s'ouvre entre la plaine orientale de l'Europe et le bassin de Vienne. A tous les titres la Silésie est une région de transition : là, les vieux massifs de l'Europe centrale se butent contre l'ossature plus jeune qui saillit dans le plissement des Carpathes ; les deux climats, continental et maritime, s'affrontent ; enfin les civilisations de l'Occident et de l'Orient y prennent contact[2].

De vieille date les migrations ont suivi cette voie : les traces des peuplades préhistoriques y abondent ; ce fut la route du commerce de l'ambre, la *Bernsteinstrasse*[3] ; ce

1. Dont 741 000 nationaux.

2. Erwin Hanslik (*Kulturgrenze und Kulturzyklus in den polnischen Westbeskiden*. Ergänzungsheft n° 158 zu « Petermanns Mitteilungen, 1907). expose cette thèse, non sans subtilité ni outrance. Critique de cette conception par Grund (Vierteljahrsschr. für Sozial und Wirtschaftsgeschichte VI Bd., 1908, p. 539).

3. La route de l'ambre a-t-elle suivi le col que commande Glatz ? Cette opinion est combattue par R. Fox. *Die Pässe der Sudeten* (Forsch. zr Deutsch. Landes-und Volksk, XIII, 1900. p. 68 suiv.).

fut aussi celle des invasions. Tacite signale dans ces parages la grande nation des Lugiens, dont il énumère les tribus ; or, à l'époque de Marc-Aurèle, le nom s'est éclipsé : ces Lugiens sont remplacés par les fameux Vandales. Ceux-ci au v[e] siècle ont évacué la contrée ; rien ne rappelle leur séjour ; rien de préslave dans la toponymie, sauf peut-être les noms de l'Oder et de la Vistule[1].

Au v[e] siècle la Silésie entière est occupée par les Slaves qui ont donné leurs appellations à tous les lieux[2] : les villages slaves se plantèrent d'abord dans le plat pays, villages ramassés, dont les maisons se tassent au hasard (*haufendorf*) ; le finage ou les soles, au lieu de s'allonger, forment bloc ; le terroir fut chichement travaillé. Les fourrés des Beskides ne furent entamés que tard, vers le xiv[e] siècle ; et les gorales ou montagnards polonais s'y dispersèrent en hameaux et en habitations éparses, poussant le défrichement en raies ou bandes, mais adonnés à la vie pastorale plutôt qu'à la culture ; aussi l'abreuvoir marque-t-il le centre de l'agglomération. Ces montagnards se sont maintenus dans une sauvagerie farouche et une intraitable défiance à l'égard de tout ce qui vient du dehors[3].

Les tribus slaves de la région connurent des destinées très tourmentées. Elles passèrent tour à tour sous la sujétion des États qui se disputaient cette marche : le royaume de Bohême qui incorpora la Moravie, et celui de Pologne ; et les souverains allemands aussi convoitèrent ce riche champ d'exploitation : dès le début du xiii[e] siècle, l'avant-garde des colons allemands apparaît autour de Teschen et d'Auschwitz ; et, après la trombe dévastatrice des Mongols, les équipes se succèdent. Les pays silésiens se partagent alors en duchés dont ceux d'Oppeln, de Ratibor, Teschen, Bentheim, qui s'agrègent à la Bohême sous Charles IV : la Bohême était imprégnée

1. Weinhold, *Die Verbreitung und die Herkunft der Deutschen in Schlesien* (Forsch. Deutsch. Landes-und Volkskunde. II, p. 162).

2. Adamy, *Die schlesischen Ortsnamen, ihre Entstehung und Bedeutung* Breslau, 1889. Cf. Partsch, *Schlesien*, I, p. 338.

3. Hanslik (p. 113) raconte qu'il fut arrêté 4 fois comme espion russe, sans que les autorités locales aient été capables de lire ses pièces d'identité.

à ce moment d'influences occidentales; mais l'anarchie qui suivit le mouvement hussite aliéna les Silésiens qui au xv^e siècle recherchèrent comme une protection la suzeraineté polonaise. Le régime polonais ne fut pas plus goûté; l'égide de la Hongrie parut plus salutaire. Et quand la Hongrie échut en 1526 aux Habsbourg, la Silésie fut du même coup englobée dans les États de la Maison d'Autriche.

Sa situation géographique l'avait livrée aux tentations des voisins, Tchèques et Polonais.

Mais les Allemands, déjà mis en goût par un précédent essai, reprirent le chemin de cette lointaine contrée, sur la sollicitation des seigneurs ecclésiastiques. Des riverains de la Mer du Nord se mobilisèrent, des Flamands, peut-être aussi des Wallons[1], experts dans l'assèchement et la mise en culture des marécages[2], la tenure du sol est pratiquée souvent d'après le *jus flamingicum* qui comporte aussi certaines coutumes de succession : plusieurs communautés sont organisées suivant ce droit flamand Il vint aussi des paysans de la plaine du Bas-Rhin, des Ripuaires, dont le vocabulaire a persisté dans le dialecte des Allemands de Silésie[3], des Franconiens surtout, et des Thuringiens, dont le parler est le plus répandu, et qui ont apporté le type d'architecture, où le logis est séparé de la cuisine et des communs, tandis que les Slaves construisent leur maison d'une pièce, souvent sans foyer[4]. On estime qu'aux xiii^e et xiv^e siècles le chiffre des immigrants allemands atteignait 150 à 180.000 individus[5]. Allemands et Polonais se côtoyaient, mais ne fraternisaient point. Le clergé polonais s'efforçait d'écarter de ses ouailles la tare étrangère, et s'opposait à l'emprise temporelle et spirituels des prêtres et religieux allemands. Le métropolitain de Guesen, le Saint-Siège lui-même, appuyaient la cause polonaise. Les rois de Bohême Jean de Luxembourg et

1. Weinhold, p. 164.

2. Hanslik (p. 67) considère la mise en culture des étangs comme un recul sur l'agriculture ; elle fut pratiquée par les Slaves.

3. Weinhold, p. 206.

4. Voir les photographies sur la planche hors texte de Hanslik.

5. Weinhold, p. 172. Ce chiffre s'applique à la Silésie entière, prussienne et autrichienne.

son fils Charles IV favorisèrent les Allemands ; mais dès le milieu du xv^e siècle le tchèque, véhiculé par le hussitisme, conquiert la Haute-Silésie : les documents des chancelleries ducales de Ratibor, Oppeln, Troppau sont rédigés dans cet idiome, énergiquement soutenu par l'aristocratie locale, maîtresse des Diètes et des tribunaux, où le tchèque seul est admis. Toutefois devant les usurpations et la tyrannie des féodaux de Bohême, qui exploitaient le pays, la noblesse et le peuple indigènes recherchèrent la protection des Habsbourg et souhaitèrent de relever directement de Vienne et non plus de Prague ; la Chambre des Comptes de Breslau, instituée en 1558, suffragante de la Chambre aulique de Vienne, employa l'allemand comme langue de service ; en 1611, Mathias érigea une Chancellerie avec un vice-chancelier, dépendant directement du Roi, autorisée à expédier les affaires en allemand. Le tchèque cependant resta la langue commerciale jusqu'à l'époque de la germanisation, qui au xviii^e siècle fut poursuivie aussi bien par Frédéric II que par Marie-Thérèse et Joseph II.

Les Allemands silésiens entreprirent les premiers l'exploitation des minéraux et métaux, par le procédé primitif du lavage (*seifen*) : d'où le nombre de localités où entre ce mot (*Seifersdorf*, *Goldseifen*, etc.) : autour de Zuckmantel et de Freiwaldau les vieux placers abondent. La région montueuse fut singulièrement vibrante et animée jusqu'à la guerre de Trente Ans. Aujourd'hui le fer seul est exploité. Mais le calcaire des Sudètes produit une chaux renommée, la chaux de Silésie, fort recherchée dans les grandes villes allemandes, à Berlin notamment. Bielitz est un centre manufacturier de draps et de lainages, qui traite les toisons du haut pays ; il est vrai que la main-d'œuvre polonaise, ici comme dans les autres districts industriels, élimine ou oblitère peu à peu l'élément allemand [1].

Les Allemands silésiens au nombre de 325.000 occupent en force les arrondissements de Freiwaldau, Freudenthal,

1. Hanslik (*ouvr. cité*, p. 103). Voir aussi du même auteur. *Biala, eine deutsche Stadt in Galizien* (Vienne, Teschen et Leipzig, 1909), Biala, que la rivière de ce nom sépare de Bielitz, est sur territoire galicien.

Jägerndorf, c'est-à-dire toute la région à l'ouest de l'Oder et de l'Oppa ; ils dominent à Troppau, la capitale, 27.000 sur près de 30.000 habitants, et sont en majorité à Bielitz, sur les confins de la Galicie. Mais depuis le Moyen Age, le XIVe siècle, ils ont, semble-t-il, campé sur leurs positions, sans avancer[1]. Symptôme curieux : à Teschen et aux alentours, l'allemand n'est plus une langue populaire, mais une langue scolaire : la prononciation même s'est aveulie à la polonaise. Autour de Bielitz, le dialecte allemand a évolué dans l'isolement. La ville même se dégermanise : dans les campagnes les lieux dits allemands mêmes se sont perdus. De l'œuvre allemande, que reste-t-il ? quelques noms de localités plus ou moins défigurés et quelques noms individuels[2]. Mais elle se survit dans les contours extérieurs et le statut des établissements fondés : dans le village de clairière (*waldhufendorf*) qui a déblayé la végétation forestière des bas-fonds aquatiques, et où les blocs et biens-fonds sont distribués avec une tout autre entente du travail collectif et privé que chez les Polonais, disséminés au hasard sur les versants ; dans les villes surtout, qui sont d'abord des marchés, avec une place quadrangulaire, souvent entourée d'arcades, villes aménagées pour le trafic, et organisées selon le droit allemand, c'est-à-dire autonomes.

Dans leur domaine les Allemands se maintiennent et se multiplient même : grâce à une exploitation plus intensive du sol, ils nourrissent, sur une aire qui ne s'agrandit pas, plus d'hommes. Les Slaves au contraire ont besoin pour accroître leurs forces numériques de gagner du champ ; leur système de culture est extensif.

Nous ne savons si une géographie politique ou ethnique a présidé à la délimitation des circonscriptions administratives, si l'on a voulu masser chaque nationalité ou établir un équilibre[3]. En fait, nulle part les trois groupes ne

1. Hanslik, p. 43.

2. Hanslik fait état, comme indice de la nationalité, des noms ou prénoms personnels : opinion des plus contestables.

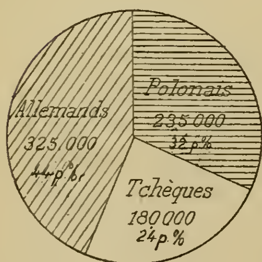
3. 26 cercles politiques nouveaux ont été créés en Autriche de 1901 à 1910. (*Die Ergebnisse*, 1910, p. 25) : en Silésie, celui de Friedeck, où sont cantonnés 7.600 Allemands et 14.500 Polonais.

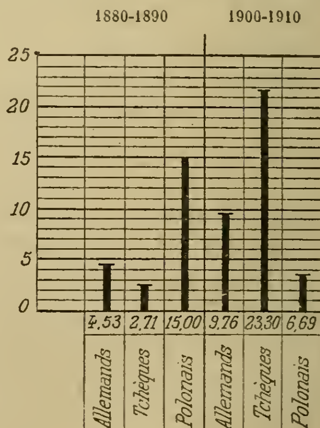
se font contrepoids ; et même les Slaves ne se sont pas aventurés dans les parages de Freiwaldau et de Freudenthal, où une centaine au plus réside parmi 66.000 ou 48 000 Teutons ; dans le district de Jägerndorf ils ne dépassent pas 500, au milieu de 58.000 Allemands. De ces derniers au contraire, on en trouve partout et en contingents assez respectables. Quant aux Tchèques et aux Polonais, ils s'amalgament fort inégalement. Parmi les 77.000 Polonais du cercle de Teschen résident 6.000 Tchèques seulement ; parmi les 30.000 Tchèques du cercle de Wagstadt, on n'enregistre que 411 Polonais.

Le mouvement des nationalités, entre les deux recensements de 1900 et 1910, se dessine à l'avantage des Tchèques, avec un progrès de 23,30 p. 100, tandis que les Allemands ne bénéficient que de 9,76, et les Polonais de 6,69. Et ce symptôme s'accuse dans la répartition linguistique.

SUR 1.000 INDIGÈNES PARLAIENT

| ALLEMAND | | TCHÈQUE | | POLONAIS | |
|---|---|---|---|---|---|
| 1900 | 1910 | 1900 | 1910 | 1900 | 1910 |
| — | — | — | — | — | — |
| 446,82 | 439,01 | 220,36 | 243,26 | 332,17 | 317,25 |




Les Tchèques sont l'élément le moins nombreux : 180.000 ; nulle partie de la province ne leur appartient exclusivement, si l'on considère la géographie administrative : ainsi le cercle de Troppau est partagé entre eux

(33.000) et les Allemands (32.000), mais ils enserrent le chef-lieu ; ils sont agglomérés en un bloc de 76.000 dans le sillon de l'Ostravitsa, de Friedeck à Oderberg. Parmi les Tchèques il faut compter les Slovaques qui occupent toute l'aile des Beskides à l'Ouest du col de Yablonka ; et ce passage si fréquenté a provoqué aussi des infiltrations de Slovaques hongrois.

Les Polonais tiennent la portion orientale de la Silésie, et s'adossent à leurs congénères galiciens ; toute la contrée de Freistadt, de Bielitz, de Teschen leur est dévolue : ils sont 235.000[1].

Cette statistique, qui indique en somme un recul de l'allemand, est interprétée comme « un phénomène d'interférence »[2], c'est-à-dire de métaphormisme linguistique, qui ne permet plus aux gens de la zone mixte de reconnaître s'ils sont allemands ou polonais : une même famille compte des membres de nationalités diverses. Mais dans les contrées de germanisme intact, c'est à force de sacrifices pécuniaires que les écoles ou autres institutions conservent quelque vitalité ; l'association pangermaniste « Nordmark » est la dispensatrice du tonique[3].

La fortune, qui avait jusqu'alors souri aux Polonais silésiens, revient aux Tchèques[4]. C'est au phénomène de la migration que ces changements doivent être attribués ; les

1. Le Polonais du bas pays a la figure ovale, le nez court ; celui de la montagne ressemble au Valaque, est osseux, a les traits accentués et on constate chez lui la prédominance des yeux gris (40 p. 100) comme chez les autres tribus des Carpathes. (Kusy von Dubrav, Ö. U. M., *Schlesien*, p. 547). Il doit y avoir eu des mélanges avec les Valaques ; car le vocabulaire pastoral des gorales est emprunté à l'idiome valaque (Hanslik, p. 87-8). Il faut noter aussi qu'il y a, tant dans le type physique que dans le parler, des transitions entre le tchèque et le polonais ; les Wasserpolaken et les Lasi (Lachen) sont des tribus métissées.

2. Hanslik, p. 97-8.

3. Wenzelides, *Die Deutschen in Oesterreichisch-Schlesien* (Deutsche Erde, II, 1903, p. 170).

4. Les statisticiens attachent une certaine importance — peut-être exagérée — à l'élément juif. Dans les provinces mixtes, les Juifs peuvent modifier les proportions des nationalités en se réclamant, suivant leur intérêt, de l'une ou de l'autre. Mais les volte-face, les sauts se sont produits non seulement de la part des Juifs, mais de la part des autres sujets de l'État, qui, d'un dénombrement à l'autre, ont pris position. En tous cas,

causes sociales jouent ici plus efficacement que la politique.

ces déplacements sont locaux. On a cité l'exemple de Ungarisch-Hradisch (Moravie) où sur 1.000 personnes parlaient :

| ALLEMAND | | TCHÈQUE | |
|---|---|---|---|
| 1880 | 1890 | 1880 | 1890 |
| — | — | — | — |
| 525 | 284 | 474 | 715 |

C'est pour les Allemands une perte de 24 p. 100, près du quart de leur effectif, un gain égal pour le parti adverse, suite d'une évolution des Juifs[1]. Or, il s'agissait d'une ville de 3,864 habitants, dont 1.100 Allemands, 2,674 Tchèques, et où la communauté juive comptait 500 âmes. En attribuant même la totalité des israélites à la nationalité allemande, celle-ci serait encore en minorité ; le résultat de ce virement se réduisait au changement d'une municipalité[2].

En général, les Juifs suivent les destinées de la population ambiante[3]. C'est ce qui apparait en Bohême, où la lutte est la plus ardente.

| PROPORTION POUR 100 DES | | | |
|---|---|---|---|
| ALLEMANDS | JUIFS ALLEMANDS | TCHÈQUES | JUIFS TCHÈQUES (1880) |
| — | — | — | — |
| 37,17 | 37,56 | 62,79 | 62,44 |

En Moravie, les Juifs se partagent mathématiquement entre les deux nationalités. En Silésie, 54 p. 100 d'entre eux se rangent du côté allemand ; 46 p. 100 avec les Tchèques ou Polonais. L'allemand a cessé, semble-t-il, d'être la langue commerciale exclusive.

Après ces exemples isolés, considérons les fluctuations en masse :

| | BOHÊME | |
|---|---|---|
| | 1900 | 1910 |
| | — | — |
| Allemands . . . . . . . . . . . . . . . | 2.337.000 | 2 467.000 + 130.000 |
| Tchèques. . . . . . . . . . . . . . . . | 393.000 | 4.242.000 + 312.000 |

Or le nombre des Juifs est de 73,000 en 1900, de 86,000 en 1910, En admettant qu'ils se soient tous ralliés à la nationalité tchèque — ce qui est invraisemblable — leur adhésion n'aurait qu'un effet restreint. En Moravie et en Silésie où le nombre des Juifs est très inférieur, leur rôle ne peut être invoqué pour expliquer les variations du recensement.

1. Held, *Zur Sprachenkarte Deutsch Oesterreichs* (Peterm. Mitt., 1887, p. 15).

2. *Damit dürfte das Schicksal dieser bisher deutschen Stadt entschieden sein !* (*ibid*).

3. Held, *Nationalitätenkarte von Mähren uud Schlesien* (Peterm. Mitt., 1884, p, 161). Hanslik, p. 72 et 97.

## VIII

### Le conflit des nationalités allemande et tchèque.

Les deux nobles mouvements qui avaient secoué le peuple tchèque au nom de la liberté religieuse et de l'indépendance nationale, la guerre des Hussites et l'insurrection contre l'Empereur au début du XVIIe siècle, l'avaient épuisé, mais non abattu : il ne se résigna pas stupidement au régime de compression que les souverains de la Maison d'Autriche firent peser sur lui ; à plusieurs reprises les paysans mêmes se soulevèrent contre le servage et les charges féodales. Il n'en est pas moins vrai que la proscription des hérétiques, les passages et quartiers de troupes, les dévastations de la soldatesque, avaient amoindri et appauvri la population slave : les vides furent comblés par les Allemands.

Au milieu de leurs misères, les Tchèques ne s'abandonnèrent pas et ne crurent pas à leur déchéance. Il leur restait leur langue, que Jean Huss avait vivifiée et ennoblie, comme Luther avait fait l'allemand. Mais cette langue vécut longtemps d'une vie obscure et triviale, demeurant livrée au seul populaire. L'élite s'était engouée des productions de l'esprit allemand. Les Jésuites, maîtres de l'enseignement, avaient deux bonnes raisons pour ne point favoriser l'idiome slave : d'abord parce que cet idiome pour eux sentait en quelque sorte le fagot, et aussi parce que toute manifestation de la nationalité contrariait leur œuvre cosmopolite. C'est pourquoi durant le XVIIe siècle et la première moitié du XVIIIe, l'esprit slave semble sommeiller en Bohême, alors que parmi les Moraves et les Slovaques il vibre encore un peu : en Bohême, la langue intellectuelle est le latin ; on n'écrit en tchèque que des ouvrages destinés à l'instruction élémentaire, surtout à l'instruction religieuse, des gram-

maires, qui montrent le déclin de cette langue[1], des chroniques insignifiantes.

Avec la seconde moitié du XVIII[e] siècle la résurrection s'annonce : en 1773, l'Ordre de Jésus est supprimé. Mais un autre danger menace aussitôt : c'est la germanisation. En 1774 une ordonnance scolaire élève l'allemand à la dignité de langue de l'enseignement. Alors paraît un écrit décisif : *Avertissement sur un sujet d'importance, par un Bohémien*, où étaient proclamés la nécessité et le droit de cultiver l'idiome national. L'auteur était le comte François-Joseph Kinsky, alors général-major (plus tard feld-maréchal et commandant de l'Académie militaire de Wiener-Neustadt). Et aussitôt se succèdent des « apologies » de la langue tchèque.

Certes il faut voir dans cette manifestation un réveil du sentiment national. Peut-être aussi l'on y soupçonnerait une opposition politique de la noblesse de Bohême contre les tendances de centralisation et les velléités libérales de Joseph II : la Société royale tchèque fondée en 1784 compte, outre les savants et écrivains, des aristocrates de marque ; la Diète de 1790 sollicite de Léopold II l'introduction du tchèque dans les gymnases, vœu auquel s'opposa le « gubernium » qui conclut simplement à l'érection d'une chaire de langue bohême à l'Université de Prague. Quant à la Commission aulique des Etudes, elle se prononça contre la campagne en faveur de « la langue de Rome et le dialecte provincial », au nom de « la langue nationale commune dans cet Empire allemand » qu'est la monarchie des Habsbourg. Elle déclara même qu'à Vienne une chaire de tchèque pouvait avoir son utilité ; qu'à Prague elle serait superflue. La chaire fut inaugurée cependant en 1793 par une leçon de Pelz[2] sur les avantages et l'importance de la langue bohême.

Dès lors tout le mouvement intellectuel alimenté par des sources lointaines, surtout de la pensée française, se mit au service du patriotisme tchèque, et toute une

1. Truhlarz, Ö. U. M., *Böhmen II*, p. 106.

2. E. Denis, *La Bohême depuis la Montagne Blanche*, II, p. 59.

pléiade d'hommes surgit pour restaurer et enrichir le patrimoine moral de la nation. C'est d'abord[1] Joseph Dobrovsky, qui s'adonna, bien qu'écrivant en allemand et en latin, à la reconstruction scientifique de la langue populaire ruinée, laissée à l'abandon, puisque les classes élevées la dédaignaient, — l'*Ausfürliches Lehrgebäude der boehmischen Sprache* (1809), les *Institutiones linguae slavicae dialecti veteris* (1822) rendirent à l'idiome épuré sa dignité comme son statut. Cet idiome, Jungmann essaie de l'adapter, par son exemple, à tous les besoins d'une langue classique et classée, à la poésie comme à la science, et surtout de rassembler toutes ses richesses, de sorte que son Dictionnaire tchèque-allemand, en 5 volumes (1834-39) apparut comme le trésor non seulement du tchèque, mais du slave ou, comme on a dit, du panslave. De généreux esprits rêvèrent alors d'une Slavie dont la Bohême serait le foyer; car pour nombre d'entre eux la Russie, barbare et tatar mongole, était déboutée de toute hégémonie sur le monde slave. A cet idéal sacrifièrent deux Slovaques enthousiastes, le poète Kollar[2], qui chanta dans la *Fille de Slava* (1824) cette patrie élargie, et l'érudit Šafařik, dont les *Antiquités slaves*, parues en 1837, rendirent aux Slaves la fierté de leur passé.

Dans ce passé se complut et s'attarda la première génération des promoteurs de la Renaissance, sous l'influence du romantisme moyenâgeux : le Musée bohême, fondé en 1821, la Société l'*Abeille (Matica)* qui y fut annexée en 1831, conservèrent un caractère trop académique qui ne flattait que les esprits cultivés[3]; toute cette archéo-

1. Sur le développement de la littérature slave, voir le chapitre de von Helfert dans le 2e volume de la collection *Die Völker*.

Pour l'histoire de la Renaissance littéraire de la Bohême, le lecteur français sera orienté par l'œuvre de M. E. Denis (tome II), bien que l'auteur se défende d'écrire une histoire de la littérature. Ces chapitres, pleins d'aperçus originaux et où sont critiqués à l'occasion les idées des écrivains tchèques eux-mêmes, encadrent les manifestations intellectuelles dans le milieu historique d'où elles procèdent.

2. M. Louis Leger a consacré une étude à ce poète (*Jean Kollar et la poésie panslaviste* (*Russes et Slaves*, vol. I).

3. La Zeitschrift der Gesellschaft des vaterländischen Museums in Böhmen, fondée par Palacky en 1827, disparut en 1832, sous les sévérités de

logie ne touchait guère la masse. C'est en associant la vie intellectuelle à la vie publique et à l'action politique qu'on pouvait intéresser le peuple aux destinées nationales : ce fut l'effort de Palacky, un Slovène, qui devint l'historien national de la Bohême[1]. A ce moment s'ouvre la période héroïque et militante, l'offensive contre l'absolutisme centralisateur et germanique.

L'histoire des Tchèques est, depuis 1848, tout ethnographique. Depuis 1848, surtout ; car avant cette date, semble-t-il, la Bohême a nourri un autre idéal que la lutte des races. Allemands et Slaves rêvaient la restauration du royaume de Saint Wencelas et, chose bizarre, chez les Allemands s'éveilla, plus tôt que l'idéal de la grande patrie allemande, l'amour de la petite patrie bohémienne. Les poètes et les écrivains allemands de Bohême chantèrent les beautés de leur pays et les épisodes de son histoire ; ils célébrèrent les hauts faits des héros slaves[2], dans des drames, des épopées consacrées à des gloires que les Allemands aussi revendiquaient comme nationales. La conscience ethnique était en eux éteinte ou endormie. L'ébranlement de 1848 la secoua. Mais, ne l'oublions pas, le rappel de la nationalité fut bruyamment battu en Allemagne : dès le 9 mars la Diète fédérale de Francfort arbore l'écusson et les couleurs de l'Allemagne unie.

Les Allemands de Bohême avaient des visées plus modestes et plus courtes ; ils aspiraient à une autonomie régionale, et ce vœu était celui de leurs compatriotes slaves : ceux-ci réclamaient l'égalité des deux langues à l'école et dans l'administration, et les Allemands n'y contredisaient pas. Le puissant souffle de liberté qui émanait de France épandait l'esprit de fraternité ; Allemands et Tchèques collaboraient à l'avènement de réformes démocratiques.

Mais, aux premières manifestations, les malentendus

la censure ; la publication tchèque fut continuée (Bretholz, *Die führenden historischen Zeitschriften in Böhmen*. Zeitschr. für osteuropäische Geschichte, II, 1912, p. 86 suiv.).

1. Le premier volume de l'*Histoire du peuple tchèque* parut en 1836.

2. Karl Egon Ebert, dans *Wlasta*; Alfred Meissner, dans *Zizka*. Uffo Horn, dans *Ottokar* (Bendel, *Die Völker*, II. p. 93).

éclatèrent. A la première réunion publique, du 11 mars, aux bains de Saint-Wenceslas, où les deux nations furent représentées, une résolution fut adoptée, toute d'inspiration tchèque : union administrative des pays de la Couronne de Bohême (Bohême, Moravie, Silésie), avec une Diète commune siégeant alternativement à Prague et à Brünn ; entière égalité des deux nationalités dans l'administration et l'école ; accès des emplois aux seuls indigènes, possédant les deux langues[1].

Une pétition à l'Empereur développa ces thèmes en insinuant les revendications tchèques au milieu d'articles plus généraux, et finissait par cette exclamation : « Tout avec Dieu, avec notre Empereur et Roi ! »

Le mot d'ordre, le programme tchèque était lancé, qui se réclamait du droit historique, qui restaurait et ranimait le Royaume de Bohême. Plateforme étayée sur des matériaux douteux, mais où les Tchèques se campèrent inébranlablement.

Les Allemands s'aperçurent aussitôt du danger. Moins d'un mois après, les originaires allemands de Bohême, habitant Vienne, protestèrent contre les résolutions prises à Prague, et l'Association centrale allemande de Bohême, à Reichenberg, le congrès des « hommes de confiance » allemands à Eger, s'indignèrent à l'idée d'imposer aux fonctionnaires allemands, dans les districts allemands, la connaissance du tchèque. Dans ces documents s'affirme la nécessité d'une partition linguistique[2].

Si les Allemands se reprennent, il en faut chercher la cause dans l'agitation nationale allemande, ou plutôt ultranationale. Car le Parlement préliminaire de Francfort (*Vorparlament*) conviait à se faire représenter dans l'Assemblée de la nation allemande et les Polonais de Posnanie et les Slaves de Bohême, Moravie, etc., comme si ces peuples englobés dans des États allemands faisaient partie intégrante de l'Allemagne[3].

1. Fischel, *Materialien*, p. 48.

2. *Ibid.*, p. 58 et 65.

3. Les Allemands de Bohême, dans leur adresse au Ministre Pillersdorf du 9 avril 1848, déclaraient leur vœu de se rattacher à l'Allemagne, avec

C'est alors que Palacky lança sa fameuse lettre, où il répudiait toute communion avec les Allemands[1]. C'est alors aussi qu'en face du Parlement de Francfort entra en scène le Congrès slave de Prague[2].

On s'y embrassa, on ne s'y entendit pas. Polonais, Ruthènes, Croates, à frayer pendant ces journées fiévreuses, sentirent mieux ce qui les séparait que ce qui les unissait. Le panslavisme de grande envergure les effaroucha tous : il débordait l'aire de leurs intérêts locaux et ombrait l'horizon du spectre Russe. On se cantonna dans le vieux cadre autrichien qu'on découperait en compartiments linguistiques : chacun chez soi, chacun pour soi, dans le vaste et banal giron de l'Autriche : fédéralisme, autonomie, ce fut l'idéal de Palacky[3].

Cette combinaison fut emportée par la réaction contre les événements de 1848. Elle avait soulevé l'hostilité des Allemands et celle des Magyars, dont l'hégémonie dans les pays de la Couronne de Saint-Etienne pouvait être mise en cause par la reconnaissance des droits historiques d'un peuple slave.

La déception fut d'autant plus dure pour les nationalités que l'aube de l'émancipation avait lui à leurs yeux. Au Parlement qui avait siégé à Vienne pendant l'été et l'automne 1848, et que les journées d'octobre avaient débandé, à celui de Kroměřice (Kremsier) en Moravie, une constitution fédéraliste avait été élaborée ; le 2 mars 1849, elle était prête à entrer en délibération ; le 4 mars la Diète fut dissoute et une Constitution fut publiée par le gouvernement.

Cette Constitution « octroyée » invoquait la nécessité de relier plus étroitement les membres de la patrie commune ; elle ne proclamait plus, comme le manifeste du 2 décembre 1848, l'égalité des « peuples » de la monar-

les autres pays allemands d'Autriche, mais s'élevaient contre la séparation de la Bohême, Moravie et Silésie du reste des pays allemands (*sic*) d'Autriche (Fischel, p. 58).

1. 11 avril 1848. Analyse dans Denis, p. 261.

2. Denis, p. 395.

3. Eisenmann, p. 127. C'est au Parlement de Kromerice (Kremsier) que la proposition fut formulée, quand on élabora la Constitution.

chie, mais n'accordait de droits qu'à des individualités politiques nouvelles et imaginées pour le besoin de la cause, « les Pays de la Couronne » ; elle confirmait enfin le fameux § 5 qui est devenu un credo : tous les *Volksstämme* sont égaux et chacun de ces groupes ethniques a un droit inviolable à cultiver et maintenir sa nationalité et sa langue ; elle ne définissait ni le groupe ethnique ni la nationalité.

D'ailleurs même cette formule en apparence respectueuse des titres historiques et des droits naturels ne fut pas appliquée. La décade de 1850 à 1860 fut une période à la fois d'absolutisme clérical[1], de centralisme gouvernemental et de germanisme à outrance : la Constitution de mars 1849 fut supprimée et remplacée par les « principes ou statuts organiques » du 31 décembre 1851, où il n'est plus trace du § 5 ; silence assez éloquent[2]. L'allemand devient langue obligatoire de l'enseignement dans l'Empire[3], langue judiciaire et administrative[4], si bien que le Bulletin des Lois auparavant polyglotte ne parut

1. Denis, p. 395.

2. Gumplovicz, p. 112.

3. Rien de plus flottant et de plus enveloppé que les règlements sur la matière ; il semble que le comte Léon Thun, ministre de l'Instruction publique, peu favorable à l'omnipotence de l'allemand, y apporta quelques ménagements ; dans sa note au gouverneur de Bohême du 15 septembre 1850 (Fischel, *Materialien*, p. 68), il prescrivit que dans les gymnases où la population tchèque recherche l'éducation, les élèves doivent la recevoir, et jusque dans les hautes classes, dans leur langue. Dans les établissements fréquentés par des élèves des deux langues, les professeurs seront autorisés à se servir, suivant les circonstances et la matière enseignée, de l'une et de l'autre alternativement. Autant que possible instituer des gymnases unilingues ; dans le gymnase tchèque de la Vieille Ville de Prague l'allemand est matière obligatoire ; dans l'obergymnasium (classes supérieures) la littérature allemande sera professée en allemand ; les traductions de langues classiques auront lieu en allemand et en tchèque, l'allemand sera employé pour les matières que ne défraient pas des manuels tchèques. Prescriptions modérées et avisées. — L'ordonnance du 16 décembre 1854, valable pour tous les Pays de la Couronne, sauf la Lombardo-Vénitie, (Fischel, *Sprachenrecht*, n° 227, p. 110. Cf. Denis, p. 408), introduit l'allemand, dans la mesure où il peut servir à une éducation plus approfondie, dans tous les gymnases, et l'impose comme langue de l'enseignement prédominante (*vorherrschend*) dans les classes supérieures. Cependant d'autres langues peuvent être employées pour l'enseignement, en tant que cette faculté se concilie avec les principes ci-dessus formulés. On sent l'hésitation et le manque de franchise.

4. Pour la Bohême, Fischel, *Sprachenrecht*, p. LXVI et p. 13.

plus qu'en allemand. La Hongrie fut du reste traitée comme les autres pays. Sous ce système (dit système de Bach) les Magyars se cabrèrent, les Tchèques semblèrent comme hébétés et inertes.

La défaite de l'Autriche en Italie sonna la fin de l'oppression. L'Empereur créa le Conseil d'Empire « renforcé », c'est-à-dire ajouta au collège de ses conseillers ordinaires des représentants des diètes provinciales, au nombre de 38 (mai 1860) : devant cette assemblée « renforcée », mais restreinte, le débat sur les nationalités et les langues fut très vif de la part des Hongrois surtout et des Galiciens polonais. Les Tchèques firent moins de bruit. Ils saluèrent avec joie le diplôme du 20 octobre 1860 qui attribuait aux « royaumes et pays » de la monarchie l'autonomie, la reconnaissance de la *landessprache*. Le gouvernement se repentit aussitôt de la concession; le ministre Schmerling se donna pour tâche sinon de l'annuler, au moins de la dévier. Le diplôme du 26 février 1861 institua en effet un Conseil d'Empire (*Reichsrath*) ou Parlement de deux Chambres : celle des députés était à la vérité élue par les Diètes provinciales ; mais ces dernières perdaient la plupart de leurs prérogatives et les plus essentielles, qui passaient au Parlement central. Encore si les Diètes avaient elles-mêmes été l'émanation du peuple ou des majorités nationales ! mais elles étaient la représentation d'intérêts particuliers et souvent contradictoires, ceux de l'aristocratie terrienne[1], des bourgeois des villes et des propriétaires ruraux !

Néanmoins dans ce Reichsrat, qui fut inauguré le 29 avril 1861, les Tchèques ouvrirent le feu. (Les Hongrois n'y siégeaient pas, leurs députés ne devant être convoqués que lorsqu'il s'agirait des affaires de la monarchie entière — c'était un prélude au dualisme. —) C'est Ladislas Rieger qui réclama la lecture de la formule de fidélité en plusieurs langues — Schmerling avait d'ailleurs préparé les formules en huit langues — ; qui protesta contre la géographie électorale du cabinet Schmerling, combinée pour

1. Sur la composition de la Diète de Bohême, Denis, p. 435.

favoriser l'élément teuton[1] si bien que Reichenberg avec 19.000 habitants avait 3 députés, et Prague avec 150.000 n'en avait que 10 ; les Polonais, guidés par Smolka, marchèrent d'accord avec les Tchèques. Aux interpellations sur la prééminence de l'allemand comme langue de l'enseignement, Schmerling répliqua que peu à peu les idiomes indigènes entreraient en scène, mais que le principal souci de l'État était le progrès de la science et de la véritable civilisation. On juge si cette déclaration était de nature à calmer les passions nationalistes. Rieger y répondit ainsi : « Combien de fois avons-nous dû entendre de nos oreilles que la langue allemande seule est pour nous la langue de la civilisation, de la science et que la science ne peut être cultivée qu'en allemand. Voilà le danger qui nous menace. Nous voulons que notre langue aussi s'affirme à l'école et dans l'administration, dans la vie publique, dans les débats de la Diète ; car cela est nécessaire à son plein développement ; nous voulons que les circonstances ne rendent pas impossible aux hommes de science de cultiver la science dans la langue de notre patrie. Nous ne voulons pas qu'il soit permis aux seuls paysans ou aux bonnes d'enfants de parler notre langue. »

Toute cette législature se passa en attaques ou en escarmouches entre Allemands et non Allemands. Ecœurés par l'insolence de la majorité allemande, les Tchèques prirent en juin 1863 le parti de faire grève ou, comme leurs adversaires s'amusèrent à le répéter, de bouder dans leur coin (*schmollwinkelpolitik*). Schmerling eut les mains libres ; il organisa en Bohême, Silésie, Moravie trois catégories de gymnases : allemands, mixtes (*paritätisch*), tchèques ; mais dans ces derniers la langue de l'enseignement des classes supérieures était l'allemand ; il fallait donc que les enfants fussent instruits dans cette langue dès les basses classes[2].

1. Le conflit s'était déchaîné à la Diète de Bohême, où le parti allemand, qui s'accolait habilement l'épithète : libéral, défendait contre la conception du droit historique la doctrine unitaire et centraliste. A quoi Rieger répliqua un jour : « Wir werden uns dagegen wehren, dass man uns wie französische Departements behandelt » (Kollmer, I, p. 55).

2. Gumplovicz, p. 155. Fischel. *Sprachenrecht*, n° 256, p. 133.

Pendant cinq ans (1861-65) Schmerling poursuivit sa tentative qui n'était que la continuation de celles de Joseph II et de Bach ; il succomba.

Il s'était évertué à fortifier le germanisme — ce qui lui avait aliéné tous les peuples non allemands — et le libéralisme, ce qui avait indisposé contre lui la Cour, l'Église et les féodaux.

Il n'avait pas affaibli les Tchèques dont la lutte fouettait le sang : cette période militante provoqua une floraison littéraire, scientifique, esthétique, dont la Bohême slave s'enorgueillit et s'arma.

Le successeur de Schmerling, Belcredi, un Morave qui suspendit la Constitution de février, penchait pour le fédéralisme ; il obtint de l'Empereur la sanction de la loi de 1863, votée par la diète de Bohême, sur l'enseignement. Cette loi accordait l'égalité aux deux idiomes ; dans les écoles publiques, un seul devait servir à l'enseignement, et l'autre, dans les écoles primaires supérieures, n'était traité que comme matière accessoire et facultative. Dans les gymnases et les écoles réales tchèques, l'allemand était obligatoire; mais en revanche le tchèque le devenait aussi dans les établissements allemands. La création était prescrite en pays mixte soit d'institutions à part, soit de divisions pour que chaque langue eût son domaine[1]. Les Allemands se récrièrent contre cette loi de la langue forcée (*sprachenzwangsgesetz*), contre cette contrainte à leurs enfants d'apprendre un dialecte inférieur et inutile ; ce qu'ils redoutaient, c'était la formation d'une « intelligence », d'une élite intellectuelle tchèque, capable d'évincer leurs fils des fonctions et des affaires. D'autres réformes étaient préméditées, qui rendaient aux nationalités l'espoir et la vie, quand survint la guerre avec la Prusse.

Le désastre profita aux seuls Magyars. Les Tchèques, dont l'empereur François-Joseph avait en 1865 exalté le rêve en déclarant son intention de coiffer la couronne de Saint Wenceslas[2], sentirent le slavisme humilié, non seulement

1. Fischel, *Sprachenrecht*, nº 288, p. 156.

2. Le 28 août 1867, la couronne et les insignes royaux furent transférés de Vienne à Prague : ce fut d'ailleurs une manifestation toute de parade.

par le lustre nouveau de la couronne de Saint Etienne, mais aussi par la joie insolente des Allemands d'Autriche, prêts à se revenger de la défaite infligée par leurs congénères, sur les Slaves désunis et désemparés. Leur amertume fut accrue par la manœuvre des Polonais qui se rallièrent sans murmurer à l'état de choses nouveau et qui députèrent au Parlement de Vienne où les Tchèques refusèrent de paraître, pour ne point sanctionner, fût-ce par leur seule présence, le Compromis consacrant le dualisme. Dès lors, ils s'aperçurent que la communauté slave était rompue. Aussi, en mai 1867, Palacky et Rieger, à la tête d'une nombreuse députation, se rendirent au Congrès ethnographique de Moscou [1]; ils furent présentés au tsar Alexandre II, qui leur déclara que désormais pas une âme slave ne serait germanisée. Cette démarche était une réponse et à la faction polonaise et surtout à la majorité allemande : les Tchèques isolés s'imaginèrent avoir trouvé un puissant appui contre le germanisme; aussi se montrèrent-ils intraitables; leurs élus votèrent le 22 août 1868 la Déclaration qui résumait leur programme et les aspirations du peuple tchèque de Bohême, Moravie et Silésie. Ils n'admettaient, entre le royaume de Bohême et l'Autriche, d'autre lien que l'union personnelle; ils déniaient à la Cisleithanie, conception sans fondement historique, le droit de traiter des intérêts du royaume de Bohême, et réclamaient un Parlement national, où la représentation ne fût pas faussée par des manœuvres électorales artificielles et oppressives.

Ils ne furent pas découragés par les procédés vexatoires, et notamment par l'abrogation de la loi de la « langue forcée » [2]. Ils ne démarrèrent pas de leur plateforme du droit historique.

Cette attitude les servit, et aussi les évènements. La dynastie de Habsbourg, effrayée de la grandeur allemande après 1870, et de l'arrogance de l'esprit tudesque surexcité, s'avisa de la contrebalancer en rehaussant les natio-

1. L. Leger. *La Renaissance tchèque*, p. 182 suiv.

2. Fischel. *Sprachenrecht*, n° 313, p. 172. Loi du 5 octobre 1868.

nalités hostiles : ce fut la tâche du ministère Hohenwart, honni par les Allemands. Car des négociations furent entamées avec les Tchèques : l'Empereur, par un rescrit du 14 novembre 1871, se déclara prêt à reconnaître les droits du royaume de Bohême « et à renouveler cette reconnaissance par le serment du Couronnement ». Les Tchèques reparurent à la Diète de Prague en majorité, et eurent pour don de joyeuse rentrée un projet de loi des nationalités, dont voici les articles essentiels. Après une affirmation, répétée avec une insistance significative, de l'égalité absolue des deux groupes ethniques dans le Royaume de Bohême, se développait toute une réglementation linguistique qui élevait le tchèque à la dignité de langue administrative et judiciaire. Outre la division en districts par nationalités, l'idée novatrice est le sectionnement de la Diète en « curies nationales », avec option pour les élus des collèges électoraux mixtes. Chacune des deux curies disposait des crédits scolaires, proportionnellement au rendement des impôts, dans chacune des zones nationales ; aux minorités devait être affectée une part proportionnelle des fonds. Toutes ces mesures d'ordre linguistique et scolaire pouvaient, après avoir été délibérées par la Diète plénière, être soumises encore à un vote par curies nationales. Au Parlement Central, la Bohême devait être représentée par une délégation d'un tiers au moins de la curie « bohême », un quart au moins de la curie allemande. C'était la scission intérieure, la Bohême politiquement coupée en deux, la rupture même de cette unité que recouvrait le vocable de droit historique. Etait-ce une combinaison artificieuse, une élégante trouvaille des fortes têtes de Vienne ?

La victoire des Tchèques aurait été complétée par les « articles fondamentaux » En échange de la reconnaissance du Compromis avec la Hongrie, la Bohême obtenait l'autonomie, une quasi souveraineté législative pour sa Diète, véritable Parlement ; elle participait aux affaires communes de la monarchie d'abord par une délégation élue, de même caractère que la délégation hongroise, par une quote-part financière, par une représentation à une sorte

de congrès pour la Cisleithanie, dont les pouvoirs étaient d'ailleurs très restreints. C'était trop beau.

Le parti allemand d'Autriche, soutenu par l'opinion de la Grande Allemagne, appuyé aussi par les Magyars, se remua si fort que l'Empereur se troubla ; après les entrevues d'Ischl, de Salzbourg, de Gastein, pendant l'été 1871, avec son puissant voisin, après les accordailles entre Bismarck et Andrassy, le ministère Hohenwart fut congédié (nov. 1871) et M. de Beust remplacé par un homme d'État hongrois. Le cabinet Auersperg reprit la politique allemande et réactionnaire : la Diète de Bohême fut dissoute ; le droit d'élection fut modifié, en ce sens que les Diètes cessèrent de nommer les députés au Reichsrat qui seraient désormais élus, non par le suffrage populaire, mais par des curies ; la fraction allemande redevint maîtresse de la Bohême.

Ce qui fut plus désastreux peut-être, c'est que les vieux champions de l'idée slave déposèrent les armes, ou plutôt les tournèrent contre des rivaux dont les aspirations les effrayaient plus que le germanisme le plus entreprenant ; en effet, les chefs du parti tchèque, Palacky, Rieger, travaillaient à l'indépendance nationale bien plus qu'à la liberté politique : ils avaient à ménager l'aristocratie foncière qui ne voyait dans l'indépendance qu'un moyen de garantir ses privilèges féodaux. Mais au sein même du peuple tchèque les tendances démocratiques avaient germé ; elles trouvèrent des porte-voix à la Diète[1].

Les Jeunes Tchèques, parmi lesquels se distinguèrent Trojan, Gregr, etc., au nombre d'une trentaine, loin de subir avec passivité, comme leurs aînés, le régime allemand et centralisateur, reprirent la lutte, confondant en un seul idéal leur patrie slave et la liberté. C'est contre eux que les Vieux Tchèques tendirent leurs efforts, pour les écraser, selon le mot de Rieger ; et le pays légal de

1. Sur cette lutte des vieux Tchèques et des jeunes Tchèques et en général sur les épisodes de la politique en Bohême durant cette période, nous renvoyons au volume bien informé, quoique peut-être un peu partial, de M. Jean Bourlier. (*Les Tchèques et la Bohême contemporaine*, Alcan, 1897). La chronique des événements de ces dernières années y est relatée presque au jour le jour.

Bohême, attaché aux traditions conservatrices, évinça les révolutionnaires de la Diète : les élections de 1874 les réduisirent à une poignée de sept.

Mais comme les Cinq de la Chambre française, les Sept relevèrent leur cause. Ils furent secondés par les circonstances : l'agitation des Serbes, des Bulgares, prélude de la guerre d'Orient, l'intervention de la Russie, le traité de Berlin même apparurent à la conscience slave comme autant d'encouragements et de consécrations ; la conclusion de la Triple Alliance, triomphe des Allemands et des Magyars, satisfaction aux Polonais, isola les Tchèques, mais les stimula du même coup ; enfin l'avènement du ministère Taaffe, qui succédait au cabinet Auersperg, fut le signal de leur rentrée dans la vie publique de la monarchie.

Le comte Taaffe, avant tout stratégiste parlementaire, manœuvra contre les libéraux allemands : il constitua le gros de ses troupes avec tous les ennemis de ces derniers, ennemis politiques ou ethniques ; il sollicita les Tchèques Jeunes et Vieux. Les Vieux, qui n'avaient pas siégé au Reischrat depuis 1861, ne se firent point prier ; les Jeunes, qui n'avaient jamais goûté l'abstention ni la protestation muette, y accoururent comme sur un champ de bataille.

A cette date (1880) se dégagent de la question de Bohême plusieurs termes dont les uns ont été résolus depuis, dont les autres sont encore en litige, mais à la veille de sortir du domaine des contingences.

Ils furent formulés d'abord dans le *Memorandum* de décembre 1879, que le club des députés « bohêmes et moraves de nation slave » présenta au souverain et au Ministre-Président.

Après l'antienne rituelle sur l'égalité des langues, sur l'obligation pour les fonctionnaires de posséder les deux idiomes, était posée une question nouvelle : celle de l'utraquisme de l'Université de Prague, qui devait offrir, selon le mot de son fondateur Charles IV, une table richement servie de science pour tous les fils de la Bohême. L'on réclamait donc l'institution d'enseignements en langue

tchèque avec le corollaire des épreuves d'agrégation, de doctorat en cette langue[1]. Ni les hommes, ni les talents, ni les œuvres ne manquaient[2].

Les Tchèques gémissaient que le centre intellectuel de la Bohême, l'Université de Prague, fût un foyer de germanisme : Joseph II y avait supplanté le latin par l'allemand, et n'avait autorisé l'enseignement tchèque que pour les théologiens, futurs prêtres, et les sages-femmes. L'aristocratie bohême qui, par hostilité contre l'Empereur « éclairé » s'intéressait à l'idiome national, obtint en 1793 une chaire de littérature tchèque. En 1848, les étudiants revendiquèrent la liberté de l'enseignement dans l'un ou l'autre idiome. Ce vœu fut exaucé en 1866, les cours en tchèque se multiplièrent ; en 1875, les facultés de droit et de philosophie étaient presque entièrement bilingues. Aussi le moment parut propice pour dédoubler cette institution hybride ; mais les Tchèques eux-mêmes ne s'entendirent pas sur la réforme. Les Vieux Tchèques pour garder à l'Université son nom, son titre historique, ses revenus, préconisaient une sorte de doublure de l'Université allemande ; les Jeunes Tchèques et les Allemands mêmes se prononçaient pour deux Universités autonomes[3]. Mais le système autrichien a des tendresses pour les formations bâtardes : une section tchèque fut créée d'abord au sein de la Carolo-Ferdinandea (1881)[4] jusqu'au jour où se dressa, tout armée, toute vibrante, la Carolo-Ferdinandea

1. Fischel, *Materialien*, p. 75 suiv.
Pour les écoles secondaires et professionnelles, l'on réclamait une répartition plus équitable des crédits et subventions, c'est-à-dire proportionnée à l'importance numérique et contributive des nationalités : les Allemands avaient jusqu'ici prélevé la part du lion.

2. Sur le mouvement intellectuel des Tchèques pendant cette période voir Denis, p. 575 suiv.

3. Dans leur mémoire du 9 février 1880, les députés allemands de Bohême observèrent judicieusement (Fischel, p. 89 suiv.) que l'utraquisme créerait une source de conflits dont la science souffrirait : que celle-ci serait mieux servie par deux Universités, même au prix de gros sacrifices pécuniaires ; ils invoquaient le précédent des deux Écoles Polytechniques.
L'exposé sur les écoles moyennes et professionnelles offre d'intéressants aperçus sur le développement de l'éducation publique chez les deux nationalités. (Fischel *Sprachenrecht*, n° 378, p. 208). Cf. Rauchberg. *Der Besitzstand I*, chap. XIV-XVI.

4. E. Marbeau, *Slaves et Teutons*. Paris, 1882, ch. VI, p. 65.

bohême ou tchèque en face de la vénérable ancêtre, cinq fois séculaire [1] ; les étudiants tchèques commencèrent par malmener la jeunesse studieuse teutonne, qui reçut en guise de consolation de leurs horions, une adresse de sympathie des *commilitones* d'Allemagne [2].

Un autre déboire affligea les Allemands déjà douloureusement frappés. En effet, une ordonnance du 19 avril 1880, signée par les ministres de l'intérieur (Taaffe) et de la justice (Stremayr), prescrivit en Bohême et en Moravie aux autorités politiques, administratives, judiciaires et communales d'employer à l'égard des administrés ou justiciables l'idiome dans lequel ceux-ci auraient engagé leurs affaires ou instances [3]. Cette mesure qui pourtant était limitative, puisqu'elle laissait intact le monopole de l'allemand comme langue de service des tribunaux [4], provoqua une terrible émotion ; les Allemands se sentirent atteints dans leurs œuvres vives ; et aux congrès (*parteitage*) qu'ils tinrent à Brünn et à Karlsbad, ils clamèrent à la persécution, comme si le germanisme était condamné : « *Deutsche sind wir*, s'écriait un de leurs chefs, Schmeykal, *und Deutsche wollen wir bleiben ; wollen als solche in unserm Vaterlande nicht bloss gezählt, sondern auch gewogen und geachtet werden.* » Aussitôt le *Schulverein* entra en action ; mais contre lui fit front la *Matice skolska*, aussi ardente, mais moins riche : car le *Schulverein* est vivifié par les sympathies sonnantes et trébuchantes de l'Allemagne ; la *Matice* n'a pas à compter sur le concours du monde slave.

Les Allemands ripostèrent par une sorte de demande reconventionnelle : la démarcation de circonscriptions administratives et judiciaires nouvelles, combinées de façon que chaque élément national fût maître chez lui [5].

1. Loi du 28 février 1882.

2. Voici pour l'année 1912-1913, la comparaison des étudiants immatriculés :

| | |
|---|---|
| Université tchèque | 4.406 |
| Université allemande | 1.931 |

3. Fischel, *Sprachenrecht*, n° 373, p. 208.

4. Fischel, *ibid*, n° 376, p. 211.

5. Motion Herbst à la Diète de 1884. M. Jean Bourlier (p. 62) qualifie

Cette motion radicale dérangeait le plan de leurs adversaires qui tenaient à l'unité du royaume de Bohême, au maintien des districts mixtes pour y placer des fonctionnaires tchèques et y poursuivre la propagande slave. A la proposition allemande la majorité tchèque de la Diète de 1886 répliqua en votant l'emploi obligatoire de la langue tchèque dans les districts allemands [1], toujours en vertu de l'égalité proclamée par la Constitution de 1867. La minorité fit sécession et ne reparut plus dans l'assemblée provinciale; elle jeta ce mot héroïque et insultant : « Plutôt mourir allemands que pourrir tchèques » (*lieber deutsch sterben als tchechisch verderben*). Le gouvernement d'ailleurs faisait le jeu des Tchèques : les tribunaux supérieurs de Prague et de Brünn reçurent l'ordre de se servir du tchèque au même titre que de l'allemand, qui passait jusqu'ici pour la seule langue du service autorisée (*dienstsprache*) [2] ; le gouverneur de Bohême provoquait par ses agissements les colères tudesques [3]. Celles-ci furent un peu calmées par le spectacle que leur offrirent leurs ennemis.

L'animosité entre les deux partis tchèques s'était exaspérée, d'autant que les Jeunes Tchèques étaient les directeurs de l'opinion et s'étaient renforcés, grâce à l'avènement au droit électoral de nouvelles couches, « les hommes à 5 florins », au point de contrebalancer les Vieux Tchèques

cette proposition de « monstrueuse ». Elle ne l'est pas plus que celle des Italiens du Tirol qui réclament l'érection du Trentin en province séparée. Les Tchèques protestent que les limites de la Bohême allemande marqueraient « la frontière tracée d'avance par le roi de Prusse ». Cette frontière engloberait aussi bien Vienne et les Alpes Autrichiennes jusqu'aux confins slovènes. La motion fut présentée par Plener à la Diète de Bohême à la fin de 1885.

1. Janvier 1886. (Fischel, p. 132-140). Comme riposte immédiate, le député Herbst et 156 de ses collègues déposèrent une motion, déclarant que le gouvernement avait outrepassé sa prérogative en réglant par simple voie d'ordonnance la question linguistique qui relève exclusivement de la loi, et demandant l'institution d'une commission pour connaître du cas. De cette commission émanèrent deux rapports, qui sont des historiques du sujet : la majorité donna raison au gouvernement, la minorité réclama l'abrogation des ordonnances (Fischel, *Materialien*, p. 105-128).

2. Ordonnance du ministre de la justice Prazak du 23 septembre 1886. (Fischel, *Sprachenrecht*, nº 397, p. 230.

3. Interpellation Knotz au Reichsrat (1887).

et les féodaux : la glorification de Huss, en 1889, avait été celle de la démocratie tchèque. Aussi l'élément conservateur prêta-t-il une oreille complaisante aux ouvertures qui lui vinrent de Vienne en vue d'une coalition contre les éléments « radicaux et subversifs ». Le souverain émit le désir que l'on négociât une entente ; en janvier 1890 les mandataires Vieux Tchèques se concertèrent à Vienne avec les délégués allemands et ceux de l'aristocratie. Les *Ponctuations* qui sortirent de cette conférence, à laquelle assistèrent les principaux ministres, en janvier 1870, portaient que la haute cour de justice de Prague[1], le conseil supérieur de l'instruction publique[2] et celui de l'agriculture seraient mi-partie, c'est-à-dire partagés en deux sections, une allemande et une tchèque ; que les circonscriptions judiciaires (*gerichtsbezirke*) n'embrasseraient que des communes de la même nationalité ; que les curies de la Diète, celles des députés des villes et des députés ruraux, seraient remplacées par deux curies nationales, mais la curie des grands propriétaires serait conservée ; qu'aucune modification au statut provincial ne serait valable sans le consentement de chacune des deux curies nationales. C'était la scission de la Bohême en deux provinces ethniques. Au mois de mai 1890, les Allemands reprirent séance à la Diète en triomphateurs. Les Jeunes Tchèques, exclus de tous ces pourparlers, protestèrent contre le Compromis ; ils avaient le peuple de Bohême avec eux ; car aux élections de mars 1891 pour le Reichsrat, les Vieux Tchèques portèrent la peine de leur félonie : douze des leurs seulement passèrent contre trente-sept Jeunes Tchèques ; Rieger fut conspué comme traître. Les radicaux et socialistes se posèrent en

1. La haute cour était partagée en « groupes » ou chambres (sénats), l'un de 26 membres, dont était exigée la connaissance des deux idiomes, l'autre de 15, qui se contentait de l'allemand. Le premier « groupe » connaissait de toutes les affaires des ressorts tchèques.

2. Un règlement spécial concernait les « écoles des minorités. » Les communes mixtes, où résidait un nombre déterminé d'enfants en âge scolaire dont les parents désiraient l'instruction en leur langue nationale, étaient tenues de fonder une école pour cette minorité, école subventionnée par le budget provincial (landesfonds). On juge du surcroît de dépenses que provoquait l'utraquisme. (Fischel, *Materialien*, p. 147).

champions du droit historique. Le sentiment slave s'exalta : l'exposition *ethnographique* de Prague, inaugurée en mai 1891, où les étudiants français furent reçus avec un enthousiasme indescriptible, la venue des Sokols à Nancy en 1892, l'obstruction tumultueuse contre les tentatives de nouvelles circonscriptions, conformes au Compromis, les mouvements populaires à Prague, qui obligèrent le gouvernement à décréter l'état de siège, un meurtre attribué à l'association de l'*Omladina*[1], dont les tendances séparatistes et antidynastiques furent incriminées (1893), toutes ces manifestations d'une crise aiguë jetèrent un jour sinistre sur l'état de la Bohême.

Après la chute de Taafe (novembre 1893), après l'intérim d'un ministère de coalition, de libéraux, féodaux et cléricaux présidé par le prince Alfred Windischgrätz et dans lequel figura Plener, le chef du parti allemand de Bohême, l'élu de 19 membres de la Chambre de commerce de Reichenberg, le comte Badeni, gouverneur de la Galicie où il s'était imprégné de souplesse slave, s'empressa de lever l'état de siège, de proclamer l'amnistie, de confirmer dans la dignité de bourgmestre de Prague le sokol Podlipny. Les élections au Reichsrat de mars 1897 où furent appelés les non privilégiés de la cinquième curie achevèrent les Vieux Tchèques, exaltèrent les Jeunes, qui emportèrent 63 mandats au lieu de 37 qu'ils détenaient jusqu'alors. Pour les embrigader dans sa majorité, le ministère, sans marchander, acheta leur adhésion : l'ordonnance du 5 avril consomma la parité bilingue, la concurrence des deux langues dans les rapports externes et internes de toutes les administrations[2]. L'ordonnance, ou plutôt les deux ordonnances du 5 avril portent les signatures des ministres de l'intérieur, de la justice, des finances, du commerce et de l'agriculture[3]. Voici les articles essentiels : toutes les administrations, tribunaux, parquets, sont tenus de rendre

1. Voir sur le procès de l'*Omladina*, Bourlier, chap. VII.

2. L'ordonnance fut précédée de divers projets : « d'une loi des nationalités » ; d'autres émanés de l'initiative parlementaire : projets de Pacak à la Diète de Bohême du 10 janvier 1896 et du 27 janvier 1897. (Fischel. *Materialien*, p. 161-8).

3. Fischel *Sprachenrecht* n[os] 417 et 418 p. 247 suiv.).

leurs décisions dans celle des langues où les affaires auront été engagées soit oralement soit par écrit; cette langue sera pratiquée à tous les degrés de juridiction ou d'instance et devra être employée dans les délibérations des tribunaux. Si les parties se servent de l'une et l'autre langue, les actes seront rédigés dans les deux, etc. La seconde ordonnance obligeait les employés de toutes les administrations mentionnées à faire preuve, à partir du 1er juillet 1901, de la connaissance orale et écrite des deux langues du pays.

C'est à la suite de ces ordonnances que se déchaîna le *furor teutonicus* au Parlement. Les Allemands protestèrent contre l'application d'une mesure si grave par simple voie administrative et réclamèrent l'intervention d'une loi. Mais outre cette chicane constitutionnelle, ils s'insurgèrent surtout contre l'humiliation qui les mettait de niveau avec les Tchèques traités par eux de race inférieure, et qui les contraignait à s'assimiler un idiome barbare autant qu'inutile pour exercer des fonctions publiques dans les districts purement tudesques[1]. Les pangermanistes confisquèrent et exploitèrent le mouvement, provoquèrent des bagarres à la Chambre et dans la rue : Badeni fut remercié (novembre 1897). Alors c'est à Prague qu'éclatèrent des émeutes. L'effervescence ne fut pas calmée par les ordonnances linguistiques du ministère Gautsch parues le 24 janvier 1898; ordonnances provisoires « sous réserve d'une réglementation législative ». Au lieu d'investir les deux idiomes concurremment dans les services publics, on déclarait langue de l'administration et du service la « langue usuelle » (*umgangssprache*) du district ou du ressort, d'après le témoignage du recensement; dans les districts mixtes, les deux langues seraient également valables. Quant aux fonctionnaires, on ne leur imposait la connaissance des langues que selon les besoins du service.

1. Quelques semaines après, deux juristes éminents de l'Université allemande de Prague rédigèrent un projet transactionnel qui énumérait les districts unilingues et bilingues, et proposait pour ces derniers des modalités très acceptables (Projet Pfersche-Ulbrich du 26 juin 1897. Fischel, *Materialien*, p. 173-181).

C'était implicitement la tripartition[1].

Cette fois les Tchèques se rebiffèrent; et le nouveau cabinet, présidé par un magnat de Bohême, le comte Thun, disposa d'un portefeuille pour un jeune Tchèque, Kaizl.

Nouvelle levée des Allemands qui lancèrent leur programme national de mai 1899. Et le ministère Clary abrogea les mesures de son prédécesseur, remettant en vigueur l'état antérieur aux ordonnances de Badeni, jusqu'à l'issue d'une loi en préparation et qu'on attend encore. Nouvelle explosion des Tchèques qui, par leur abstention, mirent le cabinet en déroute. M. de Körber, dont l'avènement coïncide avec le nouveau millésime 1900, aborda franchement le problème. Dans l'exposé des motifs de son projet de loi[2] — car c'est par une loi qu'il prétendait fixer le statut des nationalités et des langues — il distinguait en cette matière le « principe personnel » et le principe territorial, le premier comportant l'usage bilingue dans tous les emplois et pour tous les fonctionnaires, puisque toute affaire engagée dans une langue doit être suivie et liquidée en cette même langue sur n'importe quel point du pays, système compliqué autant qu'onéreux; le second, pour lequel le Ministre se prononçait, divisait la Bohême en 3 régions linguistiques, dont une mixte, où seule le maniement des deux idiomes de service s'imposait[3].

Les Tchèques répudièrent cette conception comme une négation de la parité des langues, qui étaient en quelque sorte cantonnées dans leurs domaines respectifs, sauf que l'allemand avait seul cours dans le service intérieur, les postes, les monopoles industriels de l'État, les rapports avec la police, la gendarmerie et l'armée etc[4].

1. Elle fut formellement établie, pour les circonscriptions financières, par une décision du ministre des Finances du 27 décembre 1898 (Fischel, *Sprachenrecht*, n° 428, p. 262).

2. Fischel, *Materialien*. Projet du 8 mai 1900 et exposé des motifs, p. 186-208.

3. Au projet était annexé un plan de remaniement administratif que nous regrettons de n'avoir pas eu sous les yeux.

4. Promemoria de la fraction tchèque du Parlement du 7 juin 1900 (p. 208-17).

Le projet gouvernemental ne vint pas en discussion jusqu'à la chute de Körber (fin de 1904) et les partis nationaux, — l'on ne saurait dire : couchèrent — mais trépignèrent sur leurs positions.

L'introduction du suffrage universel, qui fonctionna pour la première fois le 14 mai 1908, allait-elle apporter une solution ?

Avec l'entrée en action des masses populaires, le conflit s'exaspéra ; les Tchèques ne se départirent pas de leur intransigeance : ils exigèrent dans la zone allemande l'installation d'écoles de leur nationalité, avec un personnel enseignant, et dans les tribunaux un personnel judiciaire tchèque, pour quelques poignées d'ouvriers qui cherchaient là du travail. Les Tchèques trouvèrent la complicité de fonctionnaires subalternes, qui de leur initiative introduisirent dans leur service la langue tchèque, et qu'il fallut menacer de peines disciplinaires[1]. Ils demandèrent même l'admission de leur langue dans les écoles et tribunaux de Vienne. A Prague cependant étudiants et prolétaires des deux nationalités se battirent dans les rues le jour même où l'Empereur François-Joseph célébrait le jubilé du soixantième anniversaire de son règne : l'état de siège y fut proclamé.

Ni les ministères parlementaires ni les ministères d'affaires n'avaient la puissance de conjurer la fatalité d'autant qu'ils se neutralisaient par leur composition même : les portefeuilles se partageaient entre Allemands et non Allemands.

Ce qui compliquait la crise, c'est que le germanisme et le slavisme débordaient le cadre autrichien pour se régénérer et tremper au contact de la grande Allemagne et de la Russie.

C'est de ce côté que l'Union slave, formée au début de 1909, avec les Tchèques, Slovènes et Vieux Ruthènes, chercha ses directions spirituelles et des subsides temporels, ce qui lui aliéna d'emblée les Polonais.

Le gouvernement présidé par Bienerth chercha son

1. Fischel, *Sprachenrecht* n° 480, p. 319. Décision du gouverneur de Bohême, du 9 avril 1908.

appui chez les Allemands, d'autant que les pangermanistes d'Allemagne mettaient une sourdine à leur animosité contre la dynastie des Habsbourg[1] et que la politique extérieure de la monarchie l'inféodait à l'Allemagne. Cette tactique ne réussit pas au cabinet Bienerth, qui à la fin de l'année de 1910 démissionna.

Il avait travaillé cependant à un nouveau Compromis entre les deux nationalités de Bohême, toujours sur le vieux canevas : délimitation de circonscriptions nationales, scission de la Diète en curies nationales. C'est la minorité allemande qui, cette fois, revendiquait ses droits, s'offrant d'ailleurs à reconnaître l'unité et l'indivisibilité nominale du Royaume de Bohême. On ne se prêta des deux parts à aucune concession ferme[2].

Cela n'empêcha point Bienerth de reconstituer un troisième cabinet sous sa présidence, cabinet panaché, où figura un fonctionnaire tchèque (janvier 1911), en même temps que le comte Thun fut investi du gouvernement de la Bohême; c'était pour les Tchèques une garantie.

Mais les oreilles sont si accoutumées en Autriche au grondement des passions nationales que, s'il se taisait, il manquerait quelque chose à la marche de l'État. Obstruction de virtuoses, chutes de ministères qui se succèdent brusquement comme des films de cinématographe, ne détournent pas l'attention des problèmes plus irritants de la politique extérieure, poursuivie avec le plus aristocratique dédain des visées ou ambitions slaves. Le gouvernement se persuade et persuade aux groupes slaves qu'ils ont besoin de l'Autriche : et c'est pourquoi même les Tchèques hostiles à la Triple Alliance votèrent au cours de 1912 la loi militaire qui renforçait l'armée.

En même temps, ils se résignèrent à l'idée d'un condominium avec les Allemands sur la base de la délimitation de zones ethniques et du partage proportionnel du budget

1. Réunion des *Alldeutsche* et des Allemands de Bohême à Tetschen en 1909. B. Auerbach. *Le pangermanisme, son organisation, son action.* (Rev. Polit. et Parlem. T. LXXVIII, octobre 1913, p. 27).

2. Sur le détail de la politique linguistique en Bohême, voir Rudolf Slawitschek. *Die Frage des Sprachengebrauches bei den autonomen Behörden in Böhmen.* (Ztschr. für Volkswirtschaft, etc. Vol. XIX. 1910, p. 804 suiv.)

dans le Royaume de Saint Wenceslas, nominalement un et indivisible. Nul abandon de doctrine dans cette attitude, mais la plate nécessité de ramener les Allemands à la Diète que leur abstention paralysait, et de restaurer les finances provinciales menacées de la hideuse banqueroute. La condition du pays est devenue si précaire qu'en juillet 1913 le gouvernement a dû dissoudre la Diète, et confier à une Commission l'administration du Royaume mis sous tutelle ou plutôt sous conseil judiciaire. Même si l'on négocie un *modus vivendi* qui ménage l'amour-propre des uns et des autres, la question de principe demeure entière, c'est-à-dire des plus ambiguës. En travaillant à la restauration du royaume de Saint Wenceslas, les Tchèques se prévalent du droit historique. En proposant la scission administrative et politique des territoires allemands et slaves, les Allemands invoquent le droit des nationalités. N'y a-t-il pas antinomie entre ces deux droits?

Et si jamais se réalise l'idéal des patriotes tchèques, sera-ce une solution? Cet État mi-partie, au sein duquel s'affronteront deux peuples de forces égales, n'est-il pas condamné à la guerre civile? Et les Tchèques sont-ils si assurés de la victoire? Les Allemands sont appuyés à la Grande Allemagne, réservoir où ils puisent énergie et concours. Les Tchèques sont livrés à eux seuls, jalousés par les Polonais, indifférents aux Slaves du Sud. La Russie serait pour eux une protectrice aussi éloignée que redoutable. Que serait donc, dans une Europe où s'épanouiraient de grandes communautés ethniques, le sort de ce petit monde isolé? Mais tous ces doutes n'ébranlent pas la foi des Tchèques en leur avenir.

---

# CHAPITRE VI

## GALICIE[1]

En groupant sous une seule dénomination les territoires qui lui échurent grâce au démembrement de la Pologne, l'Autriche a violenté la nature des choses et des hommes. La Galicie n'est à aucun titre une province homogène. Elle se divise, en dehors de l'arc des Carpathes, qui en est l'ossature, en deux tranches, la terrasse sous-carpathique dont les eaux s'écoulent à la Vistule, et le plateau de Podolie, que draine le jeune réseau du Dnjestr, du Sereth et du Pruth ; — et entre deux peuples, les Polonais et les Ruthènes. Pays et gens se rattachent sans soudure aux régions contiguës et aux nationalités consanguines ; solidarité dont l'Autriche doit, selon les conjonctures, pâtir ou bénéficier.

La partie occidentale de la Galicie, qu'on peut appeler polonaise — sans préjuger de la coïncidence des limites ethnographiques et géographiques — est constituée par un gradin qui s'adosse à la montagne et que couvre le löss, et par un palier qui serait plat, s'il n'était bosselé de moraines et raviné par les torrents tributaires de la Vistule. Entre les Carpathes qui s'infléchissent en retrait et

1. Les travaux dont cette province a été l'objet sont énumérés sans appréciation par E. Hanslik, *Die landeskundliche Literatur von Schlesien, Galizien und der Bukowina in den Jahren* 1897 *bis* 1904. (Geogr. Jahresbericht aus Oesterreich IV Jahrg. 1906, p. 149-167. Stephan Rudnyckyj, *Die landeskundliche Literatur von Galizien und der Bukowina in den Jahren* 1905 *bis* 1909 (*ibid*. X. Jahrg., 1913, p. 68-95).

Courtes analyses par Kaindl, *Neuere Arbeiten zur Völkerkunde, Völkerbeschreibung und Volkskunde von Galizien, Russisch-Polen und der Ukraine* (Globus, vol. XCI, 1907, p. 62-5, 78-82). *Bericht über neue Arbeiten zur Völkerwissenschaft von Galizien, Russisch-Polen und der Ukraine* (*ibid*., vol. XCV, 1909, p. 341-5, 365-6).

la plateforme russe s'étale un large champ de dépression à travers lequel se déploie le San, la plus importante rivière de Galicie. A l'ouest cette région se bute à l'aile extrême du plateau silésien, dont la Vistule baigne la base et où s'enchâsse le petit territoire de l'ancienne république de Cracovie. Le paysage glaciaire offre quelque pittoresque à la gauche du San, avec la silhouette majestueuse de la Tatra à l'arrière-plan ; au delà du San, c'est la lande de sable, la grisaille des dunes, avec des oasis de verdure vive qui surgissent des marais et des tourbières. Ce triste pays expire vers l'est le long d'un escarpement, qui le surplombe d'une centaine de mètres, et que souligne le chemin de fer de Lvow à Tarnopol ; cet escarpement, tronçon de la ligne de partage européenne, marque le bord du plateau de Podolie, la portion orientale de la province : c'est la steppe poudrée de löss, brillante de fleurs et houleuse de blé à la belle saison, mais sans arbres, sauf quelques saulaies autour des masures ; la surface n'y est point plane, les cours d'eau ont creusé dans les assises qui supportent le löss de véritables cañons, comme celui du Dnjestr. C'est ce fleuve qui, vers le midi, dessine le fossé du socle podolien.

Les grandes voies fluviales ont sollicité les migrations. Peut-être deux courants se sont-ils rencontrés, l'un du N.-W., remontant l'Elbe et l'Oder, le second du S.-E. longeant le Dnjestr[1]. En tous cas, deux peuplades, slaves toutes deux, sont à demeure, dès les temps historiques, dans les avenues fluviales jusqu'au pied des Carpathes ; ce sont les Lechs ou Polonais, et une tribu petite russienne ; toutes deux, sans doute, prenaient la place des Serbo-Croates qui s'étaient ébranlés vers le sud (VII^e siècle). Ni l'une ni l'autre ne fut tentée d'abord de s'enfoncer dans les montagnes sauvages ; plus tard des fugitifs, chassés de la plaine, se blottirent dans les recoins inhospitaliers de la Tatra et des Bieskides. Près des gués ou des points de passage des cours d'eau, des habitations s'agglomérèrent, noyaux citadins.

1. Szujski, *Die Polen und Ruthenen* (Die Völker. IX. p. 7.).

Les Lechs et les Petits Russiens, malgré une certaine similitude de leurs institutions, malgré des contacts plus ou moins spontanés, diffèrent par leurs caractères ethniques comme par leur histoire.

## I

### CARACTÈRES ETHNIQUES DES POPULATIONS DE LA GALICIE

Le San peut être considéré comme la limite des deux peuples. Cependant vers son cours supérieur, le Ruthène franchit cette rivière et s'avance dans le couloir du Poprad, où il englobe quelques villages de la rive gauche; dans la montagne, qui servit d'asile à des persécutés de toutes origines, les démarcations sont singulièrement tourmentées et, pour mieux dire, inextricables ; sur les confins de la Hongrie, Slovaques, Polonais, Ruthènes se sont postés à l'aventure. Dans le plat pays même, il n'y a point entre le polonais et le ruthène cette rupture brusque, cette horreur du contact qui frappe entre le tchèque et l'allemand : il s'y contourne une frange mixte, dont Czoernig s'est évertué à suivre les linéaments ; encore, par surcroît de complexité, cette zone mixte comprend des districts purement polonais et purement ruthènes, ou même des enclaves isolées, où règne exclusivement l'un ou l'autre idiome [1]. On voit que les deux nationalités se disputent le terrain pied à pied.

Toute la section occidentale, tout le pays chorwate ou chrobate est l'habitat de Polonais. Au moins les débris de plus anciennes colonisations ont disparu. Cette population a son siège entre la frontière silésienne qu'elle déborde en fusionnant avec les Tchèques et en formant la tribu

1. Czoernig, I. § 29, p. 50. Le Monnier sur sa carte à 1 : 1.000.000e emploie deux nuances vertes assez voisines, ce qui répond peut-être à la logique, mais exige un effort pénible de l'œil. Il est naturel qu'entre la carte de Czoernig et celle de Le Monnier, il y ait eu des oscillations. V. aussi la carte de la répartition des Petits Russiens, de Rittich (Peterm. Mitth., 1878, carte 18). La Société de l'Instruction publique (*Prosvita*) de Lemberg a publié en 1894 une *Carte ethnographique de la nation ruthéno-ukrainienne*, par G. Velytchko. On en trouvera une reproduction dans le Bullet. de la Soc. d'Anthropologie de Paris, 1897, fasc. 2, p. 150.

des Polonais aquatiques (Wasserpolaken), et vers l'est la ligne de la Raba et du Dunajec. Elle occupe aussi l'ancien territoire de la République ou du Grand duché de Cracovie, sur l'autre rive de la Vistule, dernier prolongement du plateau de Tarnowitz : autour de Cracovie étaient essaimés les villages de *ministeriales,* d'artisans (jardiniers, pêcheurs, bateliers, bouchers, etc.)[1]. Le Chrobate a conservé là ses anciennes mœurs, ses réminiscences païennes (fête du printemps, feux de la Saint-Jean) ; le Krakowiak[2] surtout montre un trait saillant du caractère polonais, la gaîté insouciante, qui se donne carrière dans la chanson populaire.

C'est par là qu'il se distingue de son voisin, d'entre la Raba et le San, où le paysage s'attriste et prend l'apparence de la steppe : là vit le Masovien, trapu, de mine rébarbative, d'accoutrement terne. Le Masovien est indolent et routinier ; mais il s'est révélé terrible lors de la jacquerie de 1846[3].

Sur les premières rampes des Carpathes qui dominent les cantons masoviens, dans la haute vallée du Wislok, est domiciliée une peuplade polonaise par son parler, mais dont le nom cependant dénonce une origine étrangère, vraisemblablement tudesque : c'est celle des Gluchoniemcy (*Taubdeutsche*) immigrés d'Allemagne, voire de Suède ;

1. Szujski (p. 73) montre que la chronologie des établissements se révèle par les terminaisons des noms : les plus anciens sont les villages patronymiques ou de clans avec suffixe *ice* (pol.), *yja, yje* (ruth.) ; les villages de *ministeriales* se distinguent par la terminaison *iki;* ceux qui portent le nom d'un fondateur ou propriétaire par la terminaison *ów;* ceux de type et de statut allemand sont précédés par l'accolade *wola.* Sur l'état social du paysan depuis le xiv<sup>e</sup> siècle, voir St. von Hupka. *Ueber die Entwicklung der west-galizischen Dorfzustände in der 2. Hälfte des* 19 *Jahrhunderts* (Teschen, 1910, p. 39 suiv.) ; le petit cultivateur libre disparaît et est asservi.

2. Les riverains de la Vistule, à gauche Krakoviak, à droite Podgorzanié, ont la stature moyenne, le nez saillant, les yeux bleus, la figure ovale ; les enfants blonds brunissent plus tard (*Ethnographisches aus dem Krakauer Gebiet.* Mittb. Vienne, 1872, d'après l'ouvrage polonais d'Oscar Kolberg. Cracovie, 1871). Schimmer constate que les enfants krakoviak et masoviens ont le type polonais le plus accentué.

3. Kolberg, *Masovice. Ein ethnographisches Bild*, 356 pages. Cracovie, 1885.

Svietek, *Les populations riveraines de la Raba* (Bulletin intern. Cracovie, janvier 1894).

le vêtement rappelle celui des Saxons transilvains. On découvre aussi, parmi les types très variés de cette tribu, des éléments tatars.

Le cours du San marque le seuil de la Ruthénie[1]. Le sol s'appauvrit davantage en une nappe de sable et de marais; c'est le séjour d'une tribu mêlée, les Belziens (pays de Belz) habillés de lin comme les Masoviens; mais sur les confins des deux nationalités se découvrent aussi des affinités slovaques. C'est sur les bords du Bug qu'apparaît le Ruthène ou Rusniak authentique, race svelte, à la face longue et pâle, aux yeux et aux cheveux noirs. Cette physionomie méridionale est aussi celle des riverains du Dnjestr, et des gens de la Pokutie, dont le costume est semblable à celui des Houtzoules : chez eux se révèle déjà le métissage roumain.

Différent du Rusniak occidental, qui n'a pas échappé aux croisements polonais, celui du plateau de Podolie, dont la métropole dans la monarchie autrichienne est Tarnopol, a le physique du Petit Russien : blond aux yeux bleus, membres massifs, démarche lourde, tête rasée à la cosaque[2]. Le Podolien ou Opolan a conservé plus jalousement que les autres Ruthènes les usages ancestraux. Quoiqu'il exploite le fertile terroir de la steppe où les blés ondulent à perte de vue, le bien-être matériel n'a point élevé chez lui le niveau intellectuel; c'est du moins l'opinion d'un auteur polonais qui lui reconnaît d'ailleurs du bon sens et des aptitudes naturelles[3]. Il est fataliste à la russe.

Sur le versant galicien des Carpathes se sont répandues quelques tribus de provenances mélangées, et qu'on

1. L'ethnographie ruthène est pieusement et abondamment étudiée par la Société Ševčenko (Chevtchenko) de Lvow, dont les publications forment plusieurs recueils : les Sapiski, consacrés aux articles, comptes-rendus, etc., l'Etnografičnyj Sbirnyk, et les Materijaly do ukrainskoji etnologit, qui renferment des travaux étendus sur le folklore.

2. C'est à ce groupe que paraît correspondre le plus exactement le signalement donné par les auteurs anciens qu'avaient frappés la nuance blond-roux des cheveux et le teint coloré des Slaves de l'Ukraine (Michael Hruševškyj, *Geschichte des ukrainischen (ruthenischen) Volkes* I Band. Leipzig, Teubner, 1906, p. 309).

3. Szujski, p. 22. Cf. Barwinškij Ö. U. M. *Galizien*, p. 380.

désigne sous le nom générique de *gorales* (montagnards). Ce n'est point par elles que les montagnes ont été baptisées des vocables usités par les géographes : les appellations de Tatra et de Bieskides sont étrangères aux habitants; d'ailleurs les lieux géographiques des Carpathes portent souvent plusieurs noms, slovaque, polonais, allemand, parfois magyar.

Le massif de la Tatra est garni de près de 30 villages que bâtirent du XIIIe au XVIIe siècle des colons allemands et polonais, montés depuis la plaine, du terroir de Nowy Targ (Neumarkt) où ils avaient travaillé sur les apanages royaux. De l'ouest, vinrent des Slovaques; de l'est, des Valaques, bergers. Les cultivateurs furent amenés par les couvents, puis par les propriétaires et gentilshommes polonais[1]. Tout ce petit monde de la Tatra est connu sous la désignation de Podhales; il s'étend au sud jusqu'en Hongrie, dans le comitat de Zips. Les Podhales sont donc issus de plusieurs types anthropologiques; d'après le Dr Le Bon, l'un de ces types au moins procéderait du slovaque[2]. Ils étaient brigands jadis, mais aiment mieux aujourd'hui détrousser l'étranger en qualité de guides; ils vivent de l'engrais des bestiaux et de la fabrication des fromages; plus agiles que robustes, ils sont peu amoureux des travaux pénibles[3].

Les gorales des Beskides se fractionnent en groupes auxquels le milieu semble avoir imprimé quelques traits communs[4] : ils sont moins sveltes que les Podhales, moins gais; ce sont des bûcherons taciturnes. Ils ont conservé le costume traditionnel, *swita* (justaucorps) brun ou rouge, hauts de chausse blancs, collants, chaussures en

1. Potkanski, *Grenzen und Ansiedlungen des Tatralandes (Podhale)*. (Bulletin Acad. Cracovie, mars 1896).

2. Le Bon, *Excursion anthropologique aux Monts Tatra* (Tour du Monde, 1881[1]).

3. Matlakowski, *Construction des maisons rurales dans la contrée de Podhale* (Bullet. Internat. Cracovie, mai 1892, p. 171-80. V. les planches et figures nombreuses dans le Mémoire de l'Acad., dont le Bulletin donne le résumé).

4. D'après l'enquête scolaire, parmi les yeux clairs, ce sont les gris qui prédominent; ce même trait se remarque d'ailleurs chez les Pokutiens (plaine du Dnjestr), les Podoliens et les riverains du Bug.

lanières de cuir. Dans le Beskid occidental et central, vers les gorges du Dunajec et du Poprad, végètent des populations de crétins, des Ruthènes refoulés qui ont gardé un idiome particulier, ou des Valaques, qui pendant longtemps ont joui de l'autonomie sous leurs voïvodes. Mais les types les plus curieux des montagnards galiciens sont les *werchowynci*, les « gens des sommets » du Beskid oriental, les Boykes, Tucholz, Houtzoules.

Les deux premières tribus occupent les vallons où se rassemblent les premières eaux du Styr (affluent du Dnjestr); ce sont des hommes de stature moyenne, portant une casaque en fourrure sans manches, adonnés à la culture, là où elle est possible, et à l'élevage. Le Boyke est plus migrateur, colporte des denrées achetées en Hongrie[1], le Tucholz, plus sédentaire et patriarcal. Quant au Houtzoule[2], il n'a rien au physique ni au moral du paysan sédentaire : grand, élancé, de teint foncé, de chevelure et d'yeux noirs, le nez en bec d'aigle; il trahit une origine méridionale[3]; il la trahit encore dans son amour des couleurs vives et de l'apparat ; il est botté (en cela il fait exception parmi les gorales), il porte une chemise brodée de rouge, le chapeau orné de plumes de paon. Il est pâtre ou éleveur

1. Parmi les Bojki de la vallée de l'Opor, on signale des types turcs et tatars, descendants des prisonniers de guerre (Ö. U. M., *Galizien*, p. 68.) Joan Franko, *Eine ethnologische Expedition in das Bojkenland* (Ztschr. für oesterr. Volkskunde, XI Jahrg.).

2. Cette peuplade des Houtzoules a été particulièrement étudiée par F.-R. Kaindl, *Die Huzulen, ihr Leben, ihre Sitten*. Vienne, Hölder, 1894 (130 pages). — *Neue Beiträge zur Ethnologie und Volkskunde der Huzulen* (Globus, 1896, vol. LXIX). — *Der Festkalender der Rusnaken und Huzulen* (Mitth. Vienne, 1896, nos 6-7). — *Haus und Hof bei den Huzulen* (Mitth. Anthrop. Ges., XXVI, XXVII, XXVIII, 1896-7-8), avec illustrations.

Les Houtzoules sont comptés comme Ruthènes; mais ils sont très mêlés : on a voulu discerner parmi eux des éléments Scythes, Goths, Koumanes, Mongols. Les noms de famille et la toponymie slaves prédominent avec quelques noms roumains, polonais, magyars, arméniens, allemands. Le patois est ruthène, mais les termes relatifs à l'élevage sont souvent roumains. Les Houtzoules s'appellent eux-mêmes *chrestieny, hirski* ou *werchowenci* (montagnards); *russki ludy* (ruthènes).

Une œuvre d'ensemble, en 4 vol., sur les Houtzoules, par W. Šuchewyč a paru, en langue ruthène, dans les Materijali de la Société Ševčenko, (1900-4) et, en polonais, à Cracovie (1908).

3. Szujski, p. 11. D'après Schimmer, au contraire, Houtzoules et Boykes seraient en majorité blonds, mais l'indication de Schimmer se rapporte aux enfants qui brunissent à l'âge d'homme.

de chevaux ; d'une moralité douteuse, toujours en conflit avec ses voisins ; le nom de *huzul* en roumain signifie brigand.

Toutes ces diversités entre les indigènes de la Galicie sont-elles spécifiques ou provoquées par les circonstances ambiantes ? Toute conclusion serait prématurée, car les enquêtes sont encore fragmentaires. Celles qu'on invoque avec le plus de sûreté ont porté sur des catégories restreintes, recrues et population des hôpitaux et prisons. Elles embrassent les trois éléments ethniques de la province, Polonais, Ruthènes et Juifs, ces derniers se partageant, par option politique, entre les deux nationalités maîtresses. Voici les résultats essentiels que livrent jusqu'ici ces recherches[1].

Pour la stature, les Polonais adultes de 25 ans (âge où la croissance est accomplie) atteignent $1^m,642$ ; le tiers d'entre eux (330 p. 1000) mesure de $1^m,60$ à $1^m,65$. Les Ruthènes sont de taille plus haute généralement de un à deux centimètres et l'on rencontre parmi eux les individus les plus grands ($1^m,67$-8) : ce sont les gens de l'extrémité orientale de la Podolie[2]. Les Juifs se rapprochent plutôt des Polonais, mais moins nombreux sont ceux qui ont la taille moyenne (291 sur 1000) qui est la même que chez les Polonais. La différence des races se traduit encore dans le rapport entre les individus qui dépassent la taille moyenne et ceux qui restent au-dessous.

1. Nous puisons ces données dans l'article de Josef Majer (Ö. U. M., *Galizien*, p. 239-52), article qui est le résumé des études de cet auteur dans le *Recueil de données sur l'anthropologie cracovienne* (*Zbior Wiadomosci do Antropologii Krakowy*) publié sous les auspices de l'Acad. de Cracovie (Imprimerie de l'Université de Jagiello) et dont nous avons consulté les 3 premiers volumes, 1877-9).

J. Talko-Hryncewicz (*Les Polonais du Royaume de Pologne d'après les données anthropologiques recueillies jusqu'à présent* Bullet. Acad. Cracovie. Sciences Nat., juin 1912, p. 574-84 distingue, malgré la précarité des notions, deux groupes : celui des Polonais du Royaume, avec les Lettons-Lithuaniens. Blancs-Russiens et Grands-Russes purs ou Vieux-Croyants, et celui des Polonais de Galicie, Podoliens, Ruthènes, Ukraïniens ; le premier, composé de Finnois slavisés ; le second, où se reconnaît l'origine asiatique ou mongoloïde.

2. Les données, rassemblées par Hruševškyj (annexe 42, p. 599) se rapportent principalement aux Ukraïniens russes.

D'après Talko-Hryncewicz, les Polonais et Ruthènes de Galicie sont plus petits que les Podoliens et Ukraïniens.

| | |
|---|---|
| Polonais | 100 : 95 |
| Ruthènes | 206 : 100 |
| Juifs | 100 : 90 |

Les types, d'après l'enquête scolaire, sur laquelle on a déjà exprimé des réserves, se répartissent ainsi :

| | TYPE | |
|---|---|---|
| | CLAIR | FONCÉ |
| Polonais | 354 | 194 p. 1.000 |
| Ruthènes | 240 | 262 — |
| Juifs | 143 | 247 — |

Le type clair règne surtout chez les Polonais, le foncé chez les Ruthènes, et moins sensiblement — trait qui n'a rien de déconcertant pour qui connaît les mélanges auxquels ce peuple soi-disant immaculé a été soumis — chez les Juifs. En prenant pour terme de comparaison le type foncé, pour 100 exemplaires de ce type, on compte 182 types clairs chez les Polonais, 91 chez les Ruthènes, 58 seulement chez les Juifs. Mais la majorité peut être partout classée sous la rubrique : mixte.

Voilà, semble-t-il, des caractéristiques de race assez nettes ; il s'y ajoute quelques modifications dues au milieu. Le gorale ou montagnard — s'il n'est point toujours plus petit que l'homme de la plaine — est presque uniformément plus foncé. Et de même il a le crâne plus court, la figure plus ronde et plus large que son congénère du plat pays : cela est vrai du gorale polonais à l'égard du Lech, comme du gorale ruthène à l'égard du Podolien.

La mensuration des crânes permet d'affirmer la brachycéphalie déterminée des Polonais et des Ruthènes, par quoi ils se sont différenciés des habitants primitifs de leur contrée [1], — altération qui a été constatée aussi dans les régions alpestres.

| | PROPORTION POUR 1.000 [2] | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | BRACHYC. | SUBBRACHYC. | MÉSOC. | SUBDOLICHOC. | DOLICHOC. |
| Polonais | 323 | 391 | 210 | 60 | 16 |
| Ruthènes | 361 | 412 | 160 | 52 | 15 |
| Juifs | 192 | 421 | 220 | 61 | 106 |

1. Les occupants de la région, à l'époque néolithique, sont dolichocéphales. Dès l'âge du fer, la brachycéphalie est constatée. (Hruševskyj, p. 35-45.)

2. La division adoptée par la Commission anthropologique (Majer, p. 246) repose sur les index suivants : brachycéphales, 85 et au-dessus ;

Le fort contingent de dolichocéphales chez les Juifs est fourni, paraît-il, par le sexe féminin.

Le Polonais a le front et l'occiput plus étroit, la face plus ronde et plus aplatie que le Ruthène.

Malgré ces signes de dissidences ethniques, les deux peuples ont été, sur bien des points, modifiés et fondus, de gré ou de force — de force plutôt, car ils n'ont jamais sympathisé : rares sont les unions entre eux.

Le contraste se manifeste dans la vie extérieure comme dans la vie intime. La commune polonaise s'allonge volontiers sur une route, en masures isolées par des barrières et qui ne montrent du côté de la rue que leur façade latérale blanchie à la chaux[1] ; la communauté ruthène s'agglomère, les familles sont groupées en clans, vivent ensemble sous la direction d'un ancien : l'effectif est moins nombreux que dans la *zadruga* sud-slave[2] ; le village, principalement dans la contrée podolienne, se développe autour de l'église à trois coupoles, église de bois le plus souvent ; il se compose de huttes basses, en torchis, couvertes de chaume ; quelques piliers de bois servent d'armature ; le grenier est fait de quatre poutres surmontées d'un toit mobile ; la ferme est ceinte d'un rempart de fumier qui, desséché, joue le rôle de combustible ; le bois est denrée précieuse dans la steppe : des arbres fruitiers sauvages, des saules rabougris et mutilés, qui fournissent les matériaux de construction, entourent la maison. La pièce principale est munie d'un poêle (*istuba*. cf. *stube*), lieu de réunion[3]. En montagne la maison en bois est plus fruste, sans cheminée ; souvent elle est peinte en rouge. Toute l'Ukraïne est semée de fortins ceints de fossés, qui formaient un réseau[4]. Les plus hautes cimes sont semées de bergeries et laiteries (*koliba*)[5].

subbrachyc., 81 à 84 ; mésocéph., 78 à 80 ; subdolich., 75 à 77 ; dolicocéph., 75 et au-dessous.

1. Dans le pays de Cracovie, les villages sont agglomérés, entourés de bouquets de bois. Les maisons se touchent, faisant front vers le midi (Kolberg, Mitth. Geogr. Ges. Vienne, 1872. p. 174-83).

2. Hruševškyj, p. 361.

3. *Ibid.*, p. 274.

4. *Ibid.*, p. 369.

5. Chez les Houtzoules, les huttes sont éparpillées, entourées de vergers

## II

### NATIONALITÉS ET CONFESSIONS

#### 1° Les Polonais.

Les Lechs[1] se sont avancés dans le pays des Croates qui porta longtemps encore le nom de Grande ou Blanche Croatie (Chorwatie); premières colonnes, vers le midi, des hordes qui se fixèrent dans la région plate drainée par l'Oder et la Vistule; d'où leur nom de gens de la plaine (*polié*). Dès les premiers temps de l'occupation leur indépendance paraît avoir été menacée; ils auraient été incorporés dans la Grande Moravie, si cet Empire n'avait été de bonne heure détruit; au x<sup>e</sup> siècle, les Přemyslides étendirent leurs conquêtes jusqu'au San et méditèrent d'annexer la Chorwatie à l'État tchèque : c'eût été l'absorption de cette avant-garde de la Pologne. Mais les souverains de ce dernier pays firent front. Boleslav Chrobry repoussa les usurpations bohémiennes et allemandes, et se tailla dans les embryons d'États rudimentaires et plastiques, qui couvraient l'aire entre Baltique et Carpathes depuis la Prusse et la Poméranie jusqu'aux confins du territoire de Kiew et jusqu'à Cracovie, un royaume dont il prit la couronne (1025). Boleslav le Vaillant put maintenir cet établissement immense et informe, image de ce que devait être la future Pologne. Mais après lui, cet organisme se dissout; les Empereurs, les rois de Bohème en démembrent quelques provinces comme la Silésie; les petites principautés des *piast* se reforment, et déjà se manifeste l'humeur indépendante de la *szlachta*, de l'aristocratie féodale. Les Chevaliers teutoniques, les colons allemands introduits au XIII<sup>e</sup> siècle, apportent la langue, le droit, les mœurs germaniques. Mais au milieu de ces déchirements il semble

ou de bouquets d'arbres : le centre de la communauté est l'église en bois, de style byzantin, flanquée d'un clocher en bois, généralement pourvu d'un carillon de cinq cloches (Barwinski Ö. U. M., *Galizien*, p. 396).

1. L'origine du nom est discutée. On suppose que l'*e* a été nasal ; d'où l'appellation *Lenkas* en lithuanien, et *Lengyel* en magyar.

qu'un certain sentiment de la nationalité s'annonce : un *piast*, Wladislav Lokietek (le Nain), reprend la lutte contre les intrus, et deux fois évincé, il est, en 1320, couronné roi à Cracovie. Le centre de gravité de la Pologne s'est déplacé, et en 1340, Casimir le Grand, continuateur de la politique paternelle, incorpore au royaume le duché de Halicz (Galicie) tombé en déshérence, boulevard de la Pologne contre les Tatares et les Russes.

Dès lors Cracovie s'érige à la dignité de métropole religieuse et politique, de Rome de la Pologne ; la Petite Pologne éclipse la Grande ; c'est à Cracovie et non plus à Gnesen que depuis 1320 les rois se font sacrer ; c'est à Cracovie que Casimir le Grand fonde, en 1364, l'Université polonaise. L'annexion de la Lithuanie, par l'union de la princesse Jadwiga, fille de Louis de Hongrie, roi de Pologne, avec le duc Jagiello, ne compromit pas la fortune de la Petite Pologne où prospérèrent des cités très vivantes : Neu Sandecz, Biecz, Tarnow, Wieliczka avec ses célèbres salines.

La nationalité polonaise se concentre et se rétracte en quelque sorte à mesure que se fortifie dans le Nord l'Ordre teutonique, auquel le traité de Thorn en 1466 abandonne en fief la Prusse Orientale ; à mesure que gagne en Lithuanie l'Église orthodoxe, et aussi, parce que depuis 1444 l'union factice avec la Bohême et la Hongrie a cessé.

Le secret de cette conservation réside encore en grande partie dans la solidarité spirituelle et temporelle avec l'Occident : dès le x<sup>e</sup> siècle, le catholicisme romain adopté par le roi Mieczyslav en 965, propagé par les moines de Cluny, de Citeaux, s'y enracine ; pendant les phases les plus critiques que le catholicisme traverse, la Pologne lui reste fidèle : ni l'exemple des tsars russes devenant chefs de leur Église, ni celui des princes sécularisateurs d'Allemagne, n'oblitèrent chez les Polonais et leurs souverains le sens de la mission de leur pays, de son rôle de marche contre l'Orient schismatique ou infidèle. Même dans l'anarchie qui suivit la mort de Sigismond II, et que caractérise l'introduction de la royauté élective, la Pologne

ne se déprend pas de cet idéal pour lequel elle lutte et succombe[1].

La politique de la Pologne — dont la Galicie suit les destinées agitées — a été forcément mêlée aux complications de l'Orient européen. Son âme est demeurée pendant des siècles toute latine : l'Université de Cracovie, instituée par Casimir le Grand, sur le modèle de Bologne, a pour première tâche la diffusion du droit romain[2]; puis elle se voue au triomphe de l'humanisme ; des humanistes étrangers viennent assister la phalange des indigènes, en conflit comme ailleurs avec les scolastiques : en 1489 est fondée la *Sodalitas Vistulana litteraria ;* en même temps que fleurit une littérature latine, de tournure toute classique, l'architecture de la Renaissance italienne se transplante sous le ciel brumeux des régions carpathiques, grâce à la femme de Sigismond I^er^, une Sforza de Milan.

C'est en latin aussi que se déchaînent les controverses constitutionnelles et religieuses du XVI^e^ siècle ; rares sont les écrits polonais[3]. Avec la prépondérance des Jésuites, la Pologne devient une province de la littérature romane ; alors se répand le style dit macaronique, car l'idiome parlé se farcit de mots latins ; alors prévaut aussi l'esprit catholique et monarchiste, imprégné des conceptions de l'Occident.

Quand enfin la pensée en Pologne s'émancipe au XVIII^e^ siècle, c'est sous l'empire de la philosophie française. Depuis la poésie jusqu'aux doctrines et polémiques de

1. Ce qu'attestent et l'appel d'un Valois et la conversion imposée à Étienne Batory, avant son élection. C'est ce prince qui favorisa la Compagnie de Jésus, et fonda pour elle l'Université de Vilna et de nombreux collèges.

2. Elle eut huit chaires de droit contre deux de médecine et une de philosophie. Après la mort de Casimir le Grand, l'Université subit une éclipse, et le centre du mouvement intellectuel polonais se transporta à l'Université de Prague. Un des premiers actes de la dynastie nouvelle des Jagellons fut de restaurer l'Université nationale et de la doter des quatre facultés.

3. Les poètes polonais du XVI^e^ siècle, comme celui qu'on appela leur prince, Jan Kochanowski (1503-1584), etc., ont été des imitateurs, notamment de la Pléiade.

parti, tout puise à cette source[1]. C'est dans cet état d'anarchie ou d'impersonnalité intellectuelle que le territoire actuel de la Galicie échut à l'Autriche ; c'est à cette heure tragique, dans les affres du déchirement, par un enfantement dans la douleur que naît la conscience nationale. Jusqu'alors la Pologne était comme la branche la plus lointaine qu'eût poussée et entretenue de sa sève le tronc européen ; désormais le rameau, quoique mutilé, puisera sa force vitale dans son propre terroir, fécondé de sang.

Les Polonais annexés à l'Autriche ne répudièrent ni leurs traditions ni leur idéal. L'Autriche n'eut pas l'habileté tout d'abord de flatter au profit de sa propre grandeur dans l'Europe orientale leur rêve d'une restauration de la Pologne. Elle s'appliqua au contraire à conjurer cette éventualité; elle proscrivit la langue indigène de l'administration et des tribunaux, et pour les actes à double ou triple version (latine et polonaise), le texte allemand seul faisait foi et loi[2]; elle exclut des hauts emplois l'aristocratie dont la turbulence était proverbiale, et pour la contenir attisa contre elle la haine trop justifiée du paysan qu'elle espéra gagner en organisant à l'allemande, c'est-à-dire avec quelques principes en apparence plus libéraux, la juridiction seigneuriale.

La *szlachta*, profondément blessée bien qu'elle gardât ses privilèges, salua d'un cœur joyeux l'ébauche même mal venue du grand duché de Varsovie, noyau du futur royaume, auquel Napoléon annexa Cracovie et la Galicie

1. V. le chapitre très documenté de Szujski (Die Völker, IX) sur la littérature polonaise, p 222 et suiv. Voir aussi le chapitre consacré à la littérature par W. R. Morfill, lecteur de langues slaves à l'Université d'Oxford, dans son histoire de la Pologne (*Poland*, Londres, Fischer Unwin 1900, p. 294 suiv.).

Il semble pourtant aussi que plus récemment le paysan polonais de Galicie prit conscience de sa nationalité, sous l'influence de congénères revenus d'Amérique (St. von Hupka, p. 374).

2. Joseph II entreprit de germaniser l'élément le plus actif et productif de la population, les Juifs; chaque communauté dut instituer une école allemande. et nul garçonnet n'était admis à l'école talmudique sans un certificat de l'école allemande; obligation de ce certificat pour le mariage, état-civil rédigé en allemand. etc. (Patente du 7 mai 1789. Fischel, *Sprachenrecht*, n° 77a, p. 41).

occidentale en dédommageant la Russie avec le cercle du Tarnopol. Courte lueur d'espoir! Les traités de Vienne rendirent à l'Autriche sa part de la Pologne; mais ce démembrement nouveau fut atténué par un témoignage officiel de contrition : la Russie assurait à ses Polonais un régime constitutionnel ; la Prusse et l'Autriche promettaient aux leurs le respect de leur langue et de leurs droits.

En Galicie la Diète fut restaurée, assemblée de parade où siégeaient pompeusement, à de rares intervalles, les prélats, les magnats, les hobereaux non titrés, et le représentant de la bourgeoisie de Lvow. Mais dans ce foyer à peine rallumé, l'idée polonaise couvait. L'explosion de 1830, dans la Pologne russe, mouvement à la fois national et révolutionnaire, effara les autorités autrichiennes qui dès lors travaillèrent les paysans contre l'aristocratie foncière et provoquèrent contre le polonisme les revendications ruthènes. Cette politique aboutit à la jacquerie de 1846 et à l'occupation de Cracovie, république autonome depuis 1815 et asile des insurgés, également inquiétants pour les Puissances copartageantes.

La Révolution de mars 1848 mit en émoi Polonais et Ruthènes galiciens.

Les premiers se hâtèrent de rédiger leurs doléances qui furent expédiées à l'Empereur dans la semaine même où le monarque venait d'être si brutalement secoué. La pétition émanait des grands propriétaires et marquait quelque naïveté : elle rappelait que le soulèvement des paysans, deux ans auparavant, avait « creusé un abîme » entre « les maîtres du sol et les sujets », comme si le gouvernement lui-même n'avait pas excité ces dissensions et déchaîné les meutes paysannes; elle rappelait les vexations des fonctionnaires (allemands), « pénétrés d'animosité contre les enfants du pays », les procès politiques, la Diète supendue depuis deux ans, le manque d'écoles, cause de l'obscurantisme (*obscurität*) du peuple des campagnes, etc. Elle réclamait, après la rupture du lien patriarcal entre les seigneurs fonciers et leurs sujets, l'abrogation des redevances et de la corvée, cadeau que les privilégiés octroyaient à leurs serfs (*welche die*

*galizischen Grundherren ihren gegenwärtigen Unterthanen zum Geschenke machen wollen*); l'institution d'écoles populaires, du jury; la garantie de la nationalité polonaise avec l'emploi de la langue, un gouvernement provincial séparé, etc.[1].

Une seconde adresse du 6 avril, encadrant les mêmes vœux fondamentaux, revendiqua fièrement, avec une courageuse franchise, l'idéal polonais : la restauration de la patrie une.

« Nous ne dissimulons pas que c'est là le but de nos désirs, et que pour atteindre ce but nous sacrifierons corps et biens... » La patente du 15 mars 1848, qui reconnaissait le droit des nationalités, était largement interprétée et bien au delà de sa portée réelle : « Dans la déclaration de V. M. nous discernons le dessein d'abroger les traités (de 1815) en ce qui regarde le partage de la Pologne ».

La Cour de Vienne ne rêvait pas de si généreuses aventures. Elle avait assez des complications intérieures. Elle ne retint, des suggestions de la *szlachta*, que la plus propre à diminuer les nobles seigneurs, l'abolition du servage. Elle leur joua le tour d'octroyer cette réforme, comme spontanément (patente du 25 avril 1848), et avec la dédaigneuse promesse d'une indemnité en compensation de la corvée. Contre l'élite, le gouvernement s'appuyait sur les masses rurales.

Il soutint aussi, contre l'ambitieux polonisme, la nationalité ruthène, et lorsqu'il s'agit de doter les provinces de Diètes, le gouverneur Stadion proposa la division de la Galicie en deux territoires, sous la juridiction de deux Diètes. Bach ne trouva pas ce morcellement assez rassurant encore, et la Diète de Galicie fut divisée en trois curies, siégeant à Cracovie, Lvow, Stanislavow[2], et représentées dans l'intersession par un comité permanent issu des trois curies. Cette tripartition affaiblissait l'élément polonais.

1. Fischel, *Materialien*, p. 283 (18 mars 1848).

2. Georges Bienaimé. *La Diète de Galicie* (Thèse Fac. Droit, Paris, 1909-1910, p. 50).

L'institution d'une Diète unique en 1861 — grâce à l'avènement au Ministère d'un magnat Polonais, le comte Agénor Goluchowski — ne tonifia pas le polonisme galicien qui, pendant l'angoissante période de l'insurrection de 1863 dans le Royaume[1], dut se contenir, d'autant que jusqu'en avril 1865 l'état de siège pesa sur lui : pendant cette ère d'oppression les Polonais eurent l'amertume de voir s'épanouir le ruthénisme, stimulé par l'humiliation de ses adversaires.

C'est alors que les Polonais furent touchés de la grâce autrichienne, moins par amour de l'Autriche, que par horreur pour la Russie.

Or le péril russe n'est pas lointain ; il se projette, à entendre les Polonais, au cœur de la Galicie même où les Ruthènes lui servent d'annonciateurs et d'avant-garde.

### 2° Les Ruthènes.

Tandis que la vie intellectuelle et morale des Polonais est comme une émanation, un dernier écho du monde occidental, c'est à l'Orient russe que se rattache l'histoire des Ruthènes, de même que leur pays se fond plus intimement avec la plaine sarmate.

Ils forment à l'Occident le corps avancé du peuple ukraïnien qui emplit le bassin fluvial où Dnjepr, Dnjestr, Vistule semblent s'appeler et se raccorder : au centre de ce carrefour s'est épanoui l'État de Kiew, berceau de la Russie originelle et authentique[2], berceau peut-être aussi de la race slave[3]. Ces Ukraïniens[4] se glissèrent le long des Carpathes où demeuraient des tribus thraces ; et ils s'y enfoncèrent : car les halliers servirent d'abri aux

1. Les Polonais d'Autriche et de Prusse appellent Royaume la partie de la Pologne échue à la Russie.

2. Hruševškyj, (p. 396, 686). D. Aïtoff a dressé une « Carte de l'extension du peuple Ukrainien » à l'échelle de 1/10.000.000, à la suite de la brochure de Romain Sembratovytch, *Le Tsarisme et l'Ukraïne* (Paris, Cornély, 1907). Sur la toponymie ruthène, voir Rudnyckyj dans Sevcenko Sbirnyk XII, 1908, p. 1-151 (ruthène et allemand).

3. Hruševskyj, p 67.

4. On écrit aussi *ukraniens*, *Ukranie*. L'*u* doit se prononcer *ou*.

colons ukraïniens de la steppe, refoulés par les hordes asiatiques, Petchenègues, Polovtzes, Tatars, dont les processions sauvages se déroulèrent du x^e^ à la fin du xv^e^ siècle ; mais après ces bourrasques les paysans refluaient de la montagne ténébreuse vers les espaces libres et les terroirs nourriciers. Toutefois, dans ces charriages successifs, les Slaves de l'Ukraïne se contaminèrent d'éléments étrangers ; mais, au prix d'une altération physique, ils gagnèrent, entre des races hostiles, Polonais, Lithuaniens, Moscovites, l'instinct de leur unité, de leur nationalité même, qui prit corps dans l'Empire de Kiew. Un des souverains, Wladimir, qui régnait à la fin du x^e^ siècle, se fit le propagateur du christianisme grec, au même temps où le christianisme romain se diffusait dans l'État polonais.

Vers le milieu du xii^e^ siècle, cet Empire, auquel s'accola le nom de Russie, se morcela en plusieurs principautés, où régnèrent des descendants de Rurik : l'une d'elles embrassa la Podolie et Russie rouge ; par suite des invasions tatares et des rivalités des princes russes, ces territoires connurent des vicissitudes politiques rapides. Dans le courant du xiii^e^ siècle, il s'ébaucha un royaume de Galicie et Wladimir, que ses voisins appelèrent Petite Russie (par opposition aux principautés de Moscou, Sousdal ou Novgorod et Tver, qui constituaient la Grande Russie) ; ce royaume comprenait la Wolhynie, les pays de Lvow et Premysl et ceux de Chelm et Halicz[1]. A la mort du premier souverain, Daniel I Romanovitch, cet État fut divisé : un de ses fils, Lew, régna sur la Galicie ; il agrandit la ville que son père avait fondée en son honneur, Lvow ou Lemberg ; son fils Georges (Jury), qui lui succéda en 1301, réunit la Wolhynie à la Galicie et s'intitula Roi de toute la Petite Russie. Il mourut en 1315, et sa descendance directe s'éteignit en 1337.

Les Ruthènes appelèrent au trône son petit-fils, duc de Masovie, mais avec répugnance : car ce prince passait pour infidèle à la loi orthodoxe et infecte de tendances polo-

1. Halicz est le nom d'une ville bâtie en 1140 par Wladimir, fondateur de la principauté ruthène de Galicie.

naises ; il fut empoisonné en 1340. Le roi de Pologne Casimir saisit ce prétexte pour envahir la Galicie, incité par le pape Benoît XII à cette croisade contre les schismatiques, alliés aux Tatars idolâtres. Les armes eurent moins de succès que la corruption : des bojars ou magnats ruthènes se laissèrent tenter et se convertirent au catholicisme romain, des missionnaires latins furent envoyés en Galicie où furent créés des évêchés[1], où furent édifiées des églises, où furent lotis des colons étrangers, Tchèques, Serbes, Arméniens, Allemands et même Tatars.

Au milieu du XIVe siècle, l'Église Romaine a pris pied dans le pays ruthène. Elle eut l'appui des gouvernants ; car n'ayant point de dynastie nationale, les Ruthènes tombèrent tour à tour sous la domination hongroise (sous Louis le Grand, 1372) et polonaise, mais sans que leur sort y gagnât[2] ; car les Jagellons poursuivirent avec acharnement la ruine de l'Église orthodoxe ; celle-ci était abandonnée par les Russes, trop occupés à leurs propres querelles, et par l'Empire grec, qu'absorbait sa défensive contre les Turcs. Les révoltes des Ruthènes furent si cruellement réprimées que leurs chefs naturels, nobles et haut clergé, firent défection, par crainte surtout d'être dépouillés : des dons avaient été distribués à profusion à la *szlachta* polonaise, et les Églises catholiques richement pourvues. Aussi se prêterent-ils à la tentative, d'ailleurs généreuse, et déjà caressée par le premier Jagellon, d'une union des deux Églises[3] : ce fut l'objet du synode de Florence en 1439, où les Ruthènes furent représentés par leur métropolite Isidor. Mais celui-ci n'osa pas rentrer dans son pays et mourut cardinal Romain. Néanmoins, il y eut dès lors parmi les Ruthènes

1. Wladimir, Chelm, Premysl et l'archevêché de Haliez.

2. Quatre ans après la mort de Louis le Grand, roi de Hongrie et de Pologne, son gendre, Vladislav V Jagellon, grand duc de Lithuanie, devient, comme époux de la reine de Pologne Hedvige, roi de ce pays (1386), tandis que la Hongrie échoit à l'autre gendre de Louis le Grand,) Sigismond de Luxembourg, roi de Bohême.

3. Déjà sous Daniel Ier qui avait dû, pour défendre son royaume contre les Tatars, chercher des accointances avec l'occident, une tentative d'union avec l'Église de Rome avait été amorcée : c'est le légat du pape, qui, en 1253, avait placé la couronne royale sur la tête de Daniel.

des Uniates, qui, au prix de la soumission au pape, gardèrent leur rite, leur discipline ecclésiastique et eurent la paix. Mais les orthodoxes furent traqués de toutes manières; la Galicie n'était plus qu'un duché polonais. Il est vrai que théoriquement les droits des Ruthènes étaient garantis; leurs évêques siégeaient à la Diète, leur langue était la langue officielle des délibérations; mais les Polonais étaient des maîtres si durs qu'ils interdisaient aux Ruthènes de Lvow jusqu'au commerce et que les paysans étaient traités en serfs; en 1583, le roi de Pologne, Étienne Bathory, voulut imposer aux Ruthènes orthodoxes le nouveau calendrier grégorien : devant leur refus, l'évêque catholique de Lvow envahit à la tête de troupes, la veille de la Noël orthodoxe, les églises ruthènes, en expulsa les fidèles et en scella les portes. Mais il y eut une telle agitation que Bathory revint sur la mesure et même autorisa des écoles et confréries orthodoxes.

Le but que poursuivaient les souverains de la Pologne était l'Union de gré ou de force : ils redoutaient également les accointances des schismatiques avec les Russes[1], avec les Cosaques de l'Ukraïne notamment, et avec les protestants déjà très puissants en Lithuanie, et jouant le jeu des Allemands. Aussi le successeur de Bathory, Sigismond III (de Suède, 1587-1632), travailla-t-il à réaliser cette conception; il envoya à Rome deux évêques ruthènes, qui signèrent l'Union avec le pape Clément VIII, et convoqua pour confirmer cet acte solennel un synode à Brest Litewski pour octobre 1596. Tandis que l'Union était proclamée le 9 octobre, un contre-synode, tenu sous les auspices du chef temporel des Ruthènes, le prince Constantin Ostrojskyj, sous la présidence d'un délégué du patriarche

1. D'après Samuel de Herberstein (*Rerum Moscovitarum Commentarii*, 1557), le terme ruthène serait la désignation religieuse des Chrétiens slaves de l'Eglise orthodoxe ou unie, qui, dans le langage laïque et ethnique, étaient appelés Russes : *gentiliter Russi, latine Rhruteni appellati* (Cité par H. I. Bidermann, *Die ungarischen Ruthenen, ihr Wohngebiet, ihr Erwerb und ihre Geschichte*, Innsbruck, 1868, 2e partie, 1er fasc., p. 35.) Le clergé catholique polonais désigne tout sectateur de l'Eglise grecque comme russe ; les Jésuites emploient les expressions *ritus ruthenicus, ecclesia ruthenica*.

de Constantinople, et où figurèrent les évêques de Lvow, de Přemysl, et plus de 10.000 fidèles, lancèrent une protestation et un anathème[1]. Mais l'acte d'Union n'en porta pas moins ses conséquences : grâce à la propagande du clergé uniate, grâce aux vexations qui ne furent pas épargnées aux réfractaires, il suffit de quelques années pour avoir raison d'un peuple épuisé ! le tsar Mikhail que les Ruthènes implorèrent n'osa pas les secourir (1625).

L'année 1648 fut une ère de revanche. L'hetman des Cosaques de l'Ukraïne, Bogdan Chmelnizkyj, né dans la province de Kiew, ancien élève des Jésuites en Galicie, tenta de restaurer la patrie ruthène et la foi orthodoxe. Dès qu'il s'ébranla à la tête de ses Cosaques, ce fut le signal du soulèvement des paysans ruthènes, d'une jacquerie nationale, contre les seigneurs laïques ou ecclésiastiques polonais; tandis que Chmelnizkyj battait l'armée royale, s'emparait des villes et même de Lvow, les bandes pillaient, massacraient les maîtres détestés. Ces victoires valurent à la cause ruthène de sérieux appuis, celui de Rakoczy, prince de Transilvanie entre autres et celui du tsar : en 1654, une assemblée de Ruthènes, convoquée à Perejaslawl par Chmelnizkyj, proclama l'union des pays ruthènes (Ukraïne, Kiew, Podolie, partie de la Wolhynie) sous le sceptre du tsar Alexis Mikhaïlowitch. Mais les Ruthènes de Galicie furent laissés à la Pologne.

Les Ruthènes, livrés à la merci des boïars moscovites, se soulevèrent en une dernière convulsion, et leur hetman, Jean Mazeppa, invoqua le secours de Charles XII ; on sait comment Pierre le Grand défit l'armée suédoise et asservit plus durement encore le peuple ukraïnien[2].

1. Kupczanko, *Die Schicksale der Ruthenen* (Leipzig, 1887, p. 38). L'auteur appartient à la religion grecque unie; il a été un des adversaires les plus agressifs du polonisme. Cf. Likowski, *Le prince Ostrojski et l'union de Brzesc* (Bulletin internat. de l'Acad. de Cracovie, mai 1896). Ce dernier travail est de tendance catholique et polonaise.

2. Sur le sort des Ruthènes, en Russie, à signaler un résumé historique de Kavelin, membre de l'Acad. des Sciences de St-Pétersbourg : *Ursachen die seit der Katastrophe von Pultawa 1708 zur Entwicklung der ruthenischen Nationalität das Meiste beigetragen haben* (sans lieu ni date, Biblioth. Nationale, 8° M. 13.567, 80 p. carte ethnographique et confessionnelle de la Russie et des pays voisins); aperçus intéressants sur le rôle de la France.

Alors ce qui restait de la nationalité ruthène dépérit; les plus désespérés s'enfuirent dans les montagnes, aux confins de la Hongrie et de la Valachie; ces « libres compagnons », qui formèrent sans doute une tribu des Houtzoules, se livrèrent au brigandage à la faveur de l'anarchie qui régna en Pologne aux XVII[e] et XVII[e] siècles, et avec la connivence de leurs compatriotes.

L'incorporation à l'Autriche, qui possédait déjà le coin ukraïnien des Carpathes rattaché à la Hongrie et qui annexa bientôt la Boukovine avec ses colonies ukraïniennes, marqua pour les Ruthènes un renouveau. Joseph II autorisa la création d'un séminaire orthodoxe à Lvow, l'enseignement de l'idiome national.

Après la réintégration de la Galicie dans la monarchie des Habsbourg en 1815, pour punir les Polonais de leur défection — ils avaient avec une loyauté chevaleresque suivi la fortune de Napoléon qui les leurrait — la Cour de Vienne montra une particulière tendresse aux Ruthènes, d'autant plus méritoire, qu'elle favorisait l'église grecque unie, dissidente et un peu suspecte. L'instruction religieuse dut être départie à la jeunesse catholique grecque en langue ruthène, même dans la partie polonaise de la province; et le ruthène fut traité sur le même pied, dans l'enseignement, que le polonais[1]. Il suffit même, pour remplir une fonction en Galicie, de posséder une seule langue slave, ce qui évinçait les Polonais de la région orientale[2].

Le peuple ruthène s'attacha d'autant plus fidèlement à l'Autriche que ses frères en Russie souffraient des brutales persécutions du tsar Nicolas I[er]. Il se sentit encouragé contre ses oppresseurs polonais; et, lorsqu'en 1846 « après avoir si longtemps servi d'enclume, il se mit à jouer comme marteau », contre les féodaux de la *szlachta*, on ne lui en sut pas mauvais gré en haut lieu.

La nation ruthène arriva aux jours critiques de 1848

1. Résolution du 16 avril 1818 pour la Galicie et la Boukovine (Fischel *Sprachenrecht*, 124[a], p. 66).

2. Décret du 22 octobre 1827 (*ibid.*, n° 139, p. 61).

déjà consciente et trempée par sa lutte séculaire contre la Pologne.

Elle avait un patrimoine intellectuel, une littérature de controverses théologiques, de poésies de piété : la confrérie *bratstvo* de Lvow devint, à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, un foyer de culture que l'Académie de Kiew n'éclipsa pas. Des genres plus laïques servirent mieux la renaissance ukraïnienne[1].

Les initiateurs qui assumèrent la tâche de ressusciter la nationalité ruthène eurent à cœur de lui rendre d'abord son instrument naturel, sa langue, qui s'était individualisée dès le XVI<sup>e</sup> siècle et distinguée du russe. Là aussi le polonisme avait envahi : il fallut procéder à une épuration ; en même temps qu'on éliminait les corps étrangers et corrupteurs, l'idiome atrophié, arrêté dans son développement, cherchait un afflux de vie et de jeunesse à la source natale : c'était l'époque (entre 1835-1875) de la renaissance intellectuelle de la Petite Russie, l'époque où Chevtchenko, Kostomarow et Kulish, traduisaient l'âme de cette patrie presque idéale à force d'avoir été méconnue ou ignorée des autres et d'elle-même. La Halickorusskaya Matica, fondée en 1848, élabora grammaires, manuels, brochures de propagande ruthène.

### 3° Le conflit des Polonais et des Ruthènes depuis 1848.

Les Ruthènes jugèrent donc que l'heure de l'émancipation avait sonné pour eux comme pour les autres nationalités de la monarchie en 1848. Leur Comité national, qui se dressa en face du Comité polonais, invoqua sans tarder les droits de l'homme et du citoyen. L'Empereur leur répondit, par l'organe du ministre Pillersdorf, dans les

1. Chose piquante : une des premières œuvres littéraires de cette renaissance ruthène fut une traduction de l'*Enéide travestie* de Scarron, par Iwan Kotliarevskyj en 1798. En 1898, une statue fut érigée à cet écrivain dans sa ville natale Poltawa : les délégués de l'Ukraïne autrichienne eurent seuls l'autorisation de parler en langue ukraïnienne (Sembratovytch, p. 50). L'on veut que l'*Enéide travestie* et traduite décrive en réalité le vagabondage des Cosaques à travers l'Ukraïne, après la ruine de leur Nid « le Sitch des Zaporogues » (*Aperçu historique de la littérature ukranienne*. Les Annales des Nationalités, 2<sup>e</sup> année, mars-avril 1913, p. 134).

termes les plus gracieux. Tout était accordé : le ruthène était autorisé comme langue de l'enseignement non seulement au degré élémentaire, mais dans les gymnases et à l'Université de Lvow, afin d'adapter cet idiome encore rudimentaire aux besoins de la science et de la haute culture, — fonction où l'allemand le suppléerait jusqu'à nouvel ordre. — Égalité des confessions ; accession des Ruthènes aux emplois, etc.[1] : ces déshérités étaient comblés.

Les effets de la bonté paternelle de l'Empereur furent interceptés au passage par l'oligarchie polonaise. Celle-ci, dans la chaleur communicative du congrès de Prague, avait admis l'égalité des deux groupes en Galicie, avec un sectionnement territorial qui laissait toutefois subsister l'unité de l'administration provinciale[2]. Mais elle se hâta d'annuler en fait les prérogatives reconnues : depuis, les Ruthènes élevèrent leurs doléances, dans une pétition du 26 octobre[3]. Ils dénoncèrent les brimades pratiquées par les intrus polonais sur la population autochtone, grâce à leur richesse, à leurs relations, au terrorisme qu'ils exerçaient sur les fonctionnaires mêmes ; ils portèrent un coup droit aux Polonais par l'accusation de préparer un nouveau démembrement, celui de l'Autriche, pour reconstituer leur Pologne. Comme obstacle à ce forfait séparatiste, s'offrait le découpage de la Galicie en deux circonscriptions indépendantes, l'une ruthène, l'autre masoure (*sic*)[4]. Solution logique, gage de sécurité pour les Polonais et les Ruthènes, et qui ne lésait à vrai dire aucun droit historique dont pût se prévaloir le factice et composite royaume de Galicie et Lodomérie.

C'est à l'instigation du gouverneur Stadion que le Conseil national ruthène formula ce vœu : aussi le statut galicien de 1850 brisa l'unité galicienne par l'institution de trois curies, comme il a été dit. Ce fut une ère de

1. Fischel, *Materialien*, p. 285-291.
2. *Ibid.*, p. 4.
3. *Ibid.*, p. 294-8.
4. La Masourie ou Masovie formait une partie de l'ancienne Pologne, aujourd'hui dévolue à la Prusse.

réhabilitation et de revanche pour les Ruthènes dont plusieurs furent appelés dans des postes de bureaucrates à Vienne, dont l'Église uniate fut honorée de marques officielles de respect : la célébration de leurs fêtes religieuses fut déclarée obligatoire. Aussi supportèrent-ils avec sérénité le régime de centralisation et de germanisation qui les défendait contre le polonisme.

Tout ce bonheur — relatif — s'évanouit avec l'avènement au Ministère du comte Agénor Goluchowski, gouverneur de la Galicie, digne représentant de la *szlachta*.

Les Ruthènes furent signalés comme visant au communisme agraire — fâcheux grief en un pays de latifundia — et, incrimination plus grave dans la catholique Autriche, — comme travaillant à la fusion de leur Église avec l'orthodoxie russe. Le gouvernement affecta de s'inquiéter de ce mouvement et, pour resserrer le lien des Uniates avec les Latins, s'avisa de remplacer l'écriture cyrillique par la latine. Une commission présidée par Goluchowski, dirigée par Joseph Jireček, étudia la réforme[1], en 1859. On prépara des manuels scolaires, avec l'écriture et l'orthographe « étrangères ». Le corps enseignant, le clergé ruthène, repoussèrent la nouveauté avec tant d'énergie que Goluchowski n'eut plus l'occasion de l'imposer : il tomba en décembre 1860, et son successeur, Schmerling, supprima la procédure engagée, déclarant qu'il n'appartenait pas à l'État de régir la formation et le développement d'une langue, de sorte que l'écriture cyrillique fut autorisée pour les actes judiciaires et publics[2], dans les districts de la Galicie Orientale.

Ce fut pour les Ruthènes la dernière phase de répit. On les ménageait, au moment où se percevaient les grondements de l'imminente insurrection polonaise.

La désastreuse issue de ce suprême effort assagit les

1. *Die ruthenische Sprach-und Schriftfrage in Galizien* (Lemberg, 1861), recueil des documents de la commission; [Biblioth. Nat. Fonds Picot, 1142]; plusieurs sont reproduits par Fischel, *Materialien*, p. 301 suiv.

2. Décision du 13 mars et du 10 avril 1861, *Sprachenrecht*, n° 261[a], p. 139. Ordre aux fonctionnaires de posséder l'écriture cyrillique, 8 avril 1862, n° 278, p. 149.

Polonais d'Autriche : la restauration de l'ancienne patrie s'estompait en un idéal lointain. La monarchie des Habsbourg s'offrait comme un asile confortable et sûr, à la condition de s'accommoder avec les maîtres. D'ailleurs l'esprit révolutionnaire qui s'était déchaîné parmi les patriotes polonais alarmait les magnats, et les conservateurs et le parti des politiques entra en coquetterie avec le gouvernement. Tactique habile, mais égoïste ; trahison envers l'idée slave. Les Tchèques furent marris de cette défection : les Polonais abandonnaient ces enfants terribles qui les brouillaient avec le pouvoir. Il fallait reconnaître tant de déférence et bonne volonté ; on envoya, à Lvow, comme gouverneur, le comte Agénor Goluchowski lui-même (septembre 1866).

Dès lors le conflit s'exaspéra.

Tout d'abord fut conférée au polonais l'éminente dignité de langue officielle pour les lois du royaume de Galicie et de Lodomérie et du grand duché de Cracovie, les décisions générales de la Diète et de sa Commission permanente. Dans l'enseignement, le ruthène fut subordonné au polonais : dans les écoles secondaires entretenues par l'État, toutes autres matières que le ruthène et le catéchisme étaient traitées en polonais : le ruthène n'était toléré au gymnase de Lvow que dans les classes inférieures. Dans les écoles élémentaires publiques, les autorités académiques restaient juges, après avis des communes, de la langue d'enseignement principal[1].

Le conseil scolaire n'admit, dans les actes intéressant l'instruction publique, que le polonais[2].

Le polonais fut investi comme langue administrative, langue de service dans tous les départements ministériels, concuremment avec l'allemand[3].

L'emploi du ruthène continuait à être permis dans les litiges et procédures de première instance, dans les affaires du culte.

1. Loi du 22 juin 1867 (Fischel, *Sprachenrecht*, nº 298, p. 162).

2. Décision du 5 nov. 1868 (*ibid.*, nº 315, p. 138).

3. Ordonnance du cabinet (*Gesammtministerium*) du 5 juin 1869 (*ibid.*, nº 328, p. 179).

Ces privilèges, les Polonais les avaient payés : ils avaient vendu leurs voix à Beust, s'étaient ralliés au Compromis avec la Hongrie et ne boudaient point, comme les Tchèques : ceux-ci d'ailleurs s'étaient aliéné les sympathie polonaises par leur pèlerinage à Moscou (mai-juin 1867).

Encouragés par ces concessions, les Polonais, par une Résolution, réplique de la déclaration tchèque, réclamèrent pour la Galicie l'autonomie nationale — entendez : polonaise — qui aboutissait à la séparation d'avec l'Autriche : car les quelques députés envoyés par la Diète au Reichsrat n'auraient à délibérer que sur les intérêts communs à la Galicie et à l'Empire ; toute la vie intérieure du pays était régie par la Diète, sans contrôle du pouvoir central. C'était un statut à l'instar de la Hongrie.

La pilule parut trop amère aux centralistes du Reichsrat, qui prétendaient au contraire restreindre les privilèges des Diètes.

Et devant cette fin de non recevoir, Goluchowski démissionna, et les Polonais, par un concert avec les Roumains, Slovènes et Italiens, désertèrent le Parlement. Ils ne se réconcilièrent pas avec le comte Potocki, un des leurs, qui, en avril 1870, forma un ministère, mais ne se prêta pas au jeu fédéraliste.

Les victoires allemandes de 1870 orientèrent les hommes d'État autrichiens vers le slavisme ; en avril 1871, Hohenwart appela dans son cabinet un Ministre de Galicie, le chevalier Grocholski, un Polonais, et quelques jours après déposa un projet de constitution galicienne, qui consacrait l'autonomie, en même temps qu'il négociait les « articles fondamentaux » avec les Tchèques. C'était la multiplication des « Compromis » qui alarmaient à la fois les Allemands, pour l'unité de l'Empire, et les Hongrois qui perdaient le bénéfice du dualisme. Le Reichsrat fit le récalcitrant ; il ne sanctionna pas l'émancipation des Pays de la Couronne ; il enleva aux Diètes la prérogative de nommer les députés au Parlement commun, et vota le suffrage direct — sinon universel — (mars 1873). Bien que la réforme permît d'augmenter le contingent

ruthène, les Polonais s'arrangèrent pour l'escamoter, et à ce prix ils esquissèrent un semblant d'opposition. Ils se contentèrent, à défaut d'une constitution qui les eût libérés en doctrine, de jouir de toutes les libertés chez eux, et les magnats, les *Stanczyk*[1], eurent mainmise sur la Galicie. Les Ruthènes furent livrés en proie à des maîtres impitoyables. Leurs doléances ont défrayé toute une littérature, nourri des interpellations parlementaires, sans succès.

Et d'abord on travaille à dénationaliser les Ruthènes en les amenant par les vexations et la terreur au giron de l'Église romaine, par l'adoption du calendrier grégorien, la suppression du mariage des prêtres uniates. Ce fut une lutte acharnée entre la Société de Jésus et le clergé indigène[2] : la première s'étant fait adjuger par décision papale le couvent de Dobromil, le métropolite ruthène, Sembratovitch, ayant protesté, fut cité à Rome pour faire amende honorable.

La polonisation s'opère aussi par la colonisation : des paysans polonais sont implantés en terre ruthène, grâce à l'appui d'une Banque foncière ; c'est le système suivi en Posnanie et Prusse Occidentale par les Allemands. Outre les cultivateurs, c'est une infiltration d'ouvriers, d'employés de chemins de fer, de petits fonctionnaires qui débusquent les Ruthènes. Les fonctionnaires, les instituteurs ruthènes sont exilés dans la Galicie polonaise, où ils sont dépaysés.

La nationalité ruthène trouve-t-elle un asile à l'école ? Elle n'est chez elle que dans les plus humbles et les plus pauvres écoles de campagne ; elle subit, même sur son propre territoire, dans les classes supérieures l'enseignement polonais ; et celui-ci s'installe, comme dans sa maison à lui, partout où se rencontrent quelques écoliers catholiques romains. Dans les écoles mixtes, l'élève ruthène est brimé par les maîtres et condisciples polonais. Les

1. Le fou du roi Sigismond Ier, Stanczyk, était légendaire pour son franc parler et son jugement. Un grand seigneur, le comte Tarnowski, ayant publié une brochure sous ce sobriquet, celui-ci fut appliqué à tout le parti.

2. Y. Fedortchouk (*Le réveil national des Ukraniens*, Paris, Cercle des Ukraniens, 1912) admet que nombre de paysans se sont convertis (p. 40).

Ruthènes fondent à leurs frais, là où ils peuvent, des établissements d'instruction privés.

L'Université de Lvow, où le ruthène n'a droit de cité que dans 4 chaires, est revendiquée par les Polonais, qui qualifient les Ruthènes d'intrus : d'où des bagarres sanglantes en ces dernières années. Pourquoi n'adopter pas la légitime combinaison qui a prévalu à Prague, la coexistence de deux Universités à Lvow? Cette solution n'a pas l'heur de plaire aux Polonais, puisqu'elle rendrait à la nationalité adverse quelque prestige.

Ce sont là des griefs généraux qu'enveniment les tracasseries journalières. Les Ruthènes ont sans doute leurs avocats à la Diète locale et au Parlement, mais réduits par de savantes et brutales manœuvres électorales à une infime représentation.

Pourquoi les Ruthènes continuent-ils à être traités en sujets de seconde catégorie? C'est qu'ils sont suspects pour avoir gardé dans leur liturgie et leurs conceptions religieuses l'empreinte byzantine qui a marqué le monde orthodoxe, pour avoir gardé aussi le souvenir du lien qui les rattache à leurs congénères les Malo-Russes de l'Ukraïne. Il est vrai que quelques Galiciens célébrèrent peut-être trop haut l'idéal de la patrie petite russienne qui, sous l'inspiration ardente de Chevtchenko, de Kostomarow, de Kulisch, sortait d'un long assoupissement. L'Autriche n'eut pas à réprimer ce mouvement; la Russie s'en chargea : les trois poètes furent emprisonnés, et le plus illustre, Taras Chevtchenko, envoyé comme simple soldat à Orenbourg[1]. C'est que le programme ukraïnien, bien que placé sous le patronage des Saints Cyrille et Méthode, comportait des revendications démocratiques : l'abolition du servage et des peines corporelles, la liberté de conscience et du culte. Mais l'idée ukraïnienne reprit vigueur, au début du règne d'Alexandre II, après les défaites de Crimée qui avaient attrempé et amolli l'aristo-

1. Emile Durand, *Le poète national de la Petite-Russie : Tarass-Grigoriévitch Chevtchenko*, Revue des Deux-Mondes, 15 juin 1876. — A. Leroy-Beaulieu, *La liberté en Russie* (*ibid.*, 1er février 1877). — R. Andree, *Die Ruthenen in Galizien* (Globus, vol. XXVII, 1870, p. 39-42, 58-61 sq.).

cratie. Courte accalmie : en 1863 le mouvement ukraïnien fut étouffé par la proscription de la langue, à qui fut dénié jusqu'à son état-civil.

A ce moment, l'Autriche n'était plus aussi hospitalière à la nationalité mitoyenne entre Polonais et Russes : avec Goluchowski, on l'a dit, le régime polonais sévissait. Il eût été habile, de la part de l'Autriche, de soutenir le mouvement panukraïnien, dont Lvow devint le quartier-général et la Revue *Pravda* (La Vérité), l'organe : toute l'élite intellectuelle des Ukraïniens y collabora. Elle eût ainsi conquis des amis, et sans doute des agents dans l'Ukraïne russe, fomenté peut être une tendance autonomiste ou séparatiste, dont le gouvernement russe s'alarma, puisqu'en 1876 il supprima la Société de Géographie de Kiew, dont les recherches ethnographiques furent suspectées comme un essai d'une restauration politique de l'Ukraïne.

Par quel curieux virement un parti ruthène, celui des conservateurs, désespérant de s'incorporer à la Petite Russie, songea-t-il à s'intégrer dans la Grande Russie? Sans aucun doute, les plus intransigeants des Uniates, émus des tentatives contre l'écriture cyrillique et le vieux slavon de leur liturgie[1], se sont rejetés vers l'orthodoxie pour échapper à l'emprise de l'Église latine qui les spoliait, et de la bureaucratie polonaise qui faisait office de bras séculier.

Ce groupe vieux ruthène, issu de la sacristie de Saint-Jure ou Saint-Georges — la cathédrale de Lvow — a singulièrement compromis la cause de ses compatriotes. Les Polonais, de bonne guerre, ont retourné contre les Ruthènes l'accusation d'un complot de démembrement de l'Autriche, et cela au bon moment où l'Autriche avait lié sa fortune à celle de l'Allemagne, où les aigles de Habsbourg et des Hohenzollern se becquetaient fraternellement, et tendaient leur serres menaçantes vers l'aigle des Romanof. Contre les Ruthènes qui faisaient le jeu de la Russie, qui lui servaient de pionniers dans cette Gali-

1. L'Académie Impériale des Sciences de Pétersbourg, consultée par le gouvernement, a reconnu l'indépendance de la langue ruthène : le rapport a paru dans les Mémoires de l'Académie, en mars 1905 (Fedortchouk, p. 9).

cie, bastion de l'Autriche contre le redoutable voisin, fut intenté en 1883 un procès de trahison, dont les principaux inculpés, le P. Naumovicz, quelques prêtres et journalistes, furent d'ailleurs acquittés.

Et en effet, ces « Moskalophiles » du vieux style ne créent pour l'Autriche aucun danger sérieux. S'il est vrai que la Russie les soutienne de ses subsides[1], si les clercs tournent vers la Sainte Russie les regards de leurs ouailles[2], cet idéal n'a pas séduit tout ce qui, parmi les Ruthènes, aspire à un sort plus digne[3].

L'élite des Ruthènes ne professe pour l'Empire des Tsars qu'une sympathie assez lointaine[4]. Si elle garde son cœur à la grande Ukraïne, elle a songé à vivre et à s'organiser dans le cadre étroit où l'histoire a cantonné une fraction du peuple, en Galicie même. Le parti jeune Ruthène a répudié l'obédience cléricale et s'est pénétré des idées laïques et démocratiques de l'Occident[5]. Il veut son Université. Il mène la lutte à la fois nationale et sociale.

1. Voir le roman de mœurs cléricales de Mme Marguerite Poradowska, intitulé *Yaga*, paru aussi dans la *Revue des Deux-Mondes*, 1er et 15 août 1887, et *Popes et Popadias* (*ibid.*, nov. et déc. 1892).

2. On prétend cependant que le paysan ruthène ne veut pas être identifié avec le « Moskal » (Lewicki, Ö. U. M., *Galizien*, p. 160).

3. Dans ces derniers temps, l'agitation du parti russophile s'est manifestée plus vigoureusement. Le Congrès tenu à Lvow en février 1914 a été encouragé dans ses revendications par des députés tchèques. Les Russophiles se déclarent victimes à la fois des Polonais et des Ukraïniens : ces derniers semblent avoir accepté un compromis sur le système électoral pour la Diète, que les Russophiles veulent doter du suffrage universel et direct. Le Congrès s'est clos sur un acte de grâces à la Russie, pour sa sollicitude envers les frères pauvres de Galicie, Boukovine et Hongrie. La réplique autrichienne n'a pas tardé. En mars 1914, ont commencé les débats d'un procès de haute trahison, intenté à un journaliste, un étudiant, deux prêtres, accusés d'avoir comploté la réunion à l'Empire Russe du pays ruthène, répandu l'orthodoxie — deux villages, en effet, se sont convertis, — comme missionnaires de la Société russo-galicienne, dirigée par le comte Bobrinski. C'est un pendant au procès des Ruthènes de Hongrie, dont il sera question plus loin, et un essai de répression des agissements panslavistes.

4. En mars 1914, le gouvernement russe interdit la célébration du centenaire de Chevtchenko ; mais surtout par crainte que cette commemoration ne dégénérât en une manifestation révolutionnaire, caractère qu'elle prit en effet à Kiew.

5. L'inspirateur du parti a été le professeur Dragomanow de Kiew, établi vers 1875 à Genève, où il fonda la revue ukraïnienne *Hromada* (*la Commune*).

Son ardente propagande souleva les masses rurales, provoqua en l'été 1902 une grève agraire contre les popriétaires polonais[1], des désordres à l'Université de Lvow, d'où les Ruthènes firent sécession : l'assassinat du gouverneur, le comte André Potocki, en avril 1908, par un étudiant ruthène, ne marqua même pas l'épisode le plus tragique de ce conflit[2].

Il est vrai que les paysans polonais avaient prêché d'exemple : sous le verbe d'un agitateur, le P. Stojalowski, à la suite des élections de mars 1898, des émeutes éclatèrent contre les magnats et les juifs ; la répression fut sanglante. Cependant la *szlachta* était ébranlée ; un parti démocrate, un parti populiste plus avancé encore, se levaient contre elle[3] ; et ce dernier s'alliait à ses coreligionnaires politiques ruthènes.

Si l'aristocratie a perdu de son prestige et de son influence, il ne semble pas que la cause polonaise périclite en Autriche.

Elle garde en Galicie même, dans cette « Béotie catholique, substantielle et appesantie[4] » toute sa prépondérance. Elle tyrannise la Diète où un ingénieux système électoral à deux degrés filtre les voix ruthènes, où la langue ruthène est à peine tolérée. Elle a pour premiers serviteurs et le président, ou maréchal, de ce parlement et le gouverneur du pays, choisi complaisamment parmi les Polonais. Elle dispose des ressources matérielles de cette province que le labeur des paysans enrichit ; et pour prix des votes du Club Polonais au Reichsrat, l'État la comble de largesses[5]. Les Polonais ont la

1. Maurice Lair, *Noblesse polonaise et paysans ruthènes* (Annales des Sciences politiques, XVIII^e année, sept. 1903).

2. L'on écrit couramment que les mouvements ruthènes ont été encouragés et stipendiés contre les Polonais par des agitateurs au service de l'Allemagne. M. Fedortchouk a dénoncé ces agissements (*ouvr. cité*, p. 4[illegible]). Les Polonais accréditent l'accusation (Marius-Ary Leblond, *La Pologne vivante*, Perrin 1911, p. 122).

3. Bienaimé, p. 1[illegible]8 suiv.

4. M. A. Leblond, p. [illegible]68.

5. En mai 189[illegible], les Polonais ayant menacé de passer à l'opposition, Taaffe leur fit accorder un don de [illegible] millions de florins, outre 16 millions de subventions. Les Polonais ont élevé aussi des exigences pour la construction

haute main sur l'administration, les tribunaux, l'école[1].

Mais, en dehors de leur domaine national, ils régissent les destinées de l'Empire, grâce à la stratégie de leur Club ou fraction parlementaire et, par l'organe du ministre spécial qui est comme leur délégué et leur avocat attitré dans les conseils du gouvernement.

Ce qui rehausse enfin leur suprématie, c'est leur rôle européen. La Pologne autrichienne apparaît aux Pologues, serves et brutalisées, de Prusse et de Russie comme un pôle lumineux, comme une terre bénie. Aussi est-ce là, que dans certaines circonstances solennelles, pour les commémorations patriotiques, que les frères séparés viennent communier ensemble, et puiser du réconfort[2]. Cracovie est le plus libre foyer intellectuel de toute la Pologne. L'Autriche tient en mains contre la Russie et — il ne faut jurer de rien — contre l'Allemagne un levier d'un très délicat, mais très efficace maniement.

Les Polonais Galiciens ont la conscience de leur condition privilégiée ; ils se gardent de la hasarder. Aussi répugnent-ils à se laisser absorber dans un vague et vaste slavisme[3]. Ils ne coopèrent ni avec les Tchèques — quittes à laisser dans les limbes le Royaume de Saint Wenceslas — ni avec les Yougo Slaves, qui entraîneraient l'Autriche dans des voies trop orientales. Quant au panslavisme — c'est sous cette rubrique que la Russie masque ses ambitions — les Polonais pratiquent plus égoïstement le panpolonisme[4].

des canaux en Galicie, et l'amélioration des voies navigables ; sur le refus de Bienerth d'engager de si onéreuses dépenses, ils ont, par leur abstention dans le vote du budget, provoqué la démission du Ministère (fin 1910).

1. Bienaimé, chap. VI et V.

2. Un de ces épisodes a été la commémoration à Cracovie, en juillet 1910, de la victoire de Grünwald où les Polonais et Lithuaniens unis défirent en 1410 les Chevaliers Teutoniques. Ce fut aussi une manifestation slave et anti-allemande : car des Tchèques et des Russes y parurent.

3. Les Polonais galiciens se sont abstenus de participer aux essais d'union du néo-slavisme, en [illegible], soit à Pétersbourg, soit en Pologne russe. Les Tchèques s'y prêtèrent. Les Polonais en général refusèrent de se rendre en [illegible] au congrès slave de Sofia, justifiant un mot qui a fait fortune : « Chez nous, le slave commence où finit le Polonais. »

4. Le panpolonisme est persécuteur, non seulement contre les Ruthènes, mais contre les Lithuaniens, comme en fait foi un mémoire du clergé

C'est encore là un des germes qui lèvent du sol tant remué de la monarchie autrichienne et qui, fructifiant et ramifiant au dehors, en embroussaillent terriblement tous les confins.

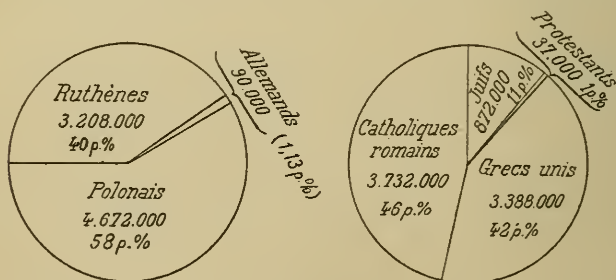
### 4° Statistique ethnique et confessionnelle.

La Galicie est de toutes les provinces cisleithanes la plus peuplée ; elle compte 8 millions d'habitants, très compacts le long des dépressions fluviales, plus dispersés sur le revers des Carpathes. Cette forte masse est partagée entre les deux nationalités polonaise et ruthène :

| POLONAIS | (1910) | RUTHÈNES |
|---|---|---|
| — | | — |
| 4.672.000 | | 3.208.000 |

Il s'y ajoute un contingent allemand, de près de 90.000 individus, contingent qui numériquement ne fait pas grande figure, puisqu'il ressort à 1,1 p. 100 du total. Le petit essaim slovaque, d'environ 9.000 âmes, ne doit être mentionné que pour mémoire.

Non seulement les Polonais l'emportent par leur nombre absolu, mais ils paraissent se développer davantage. De



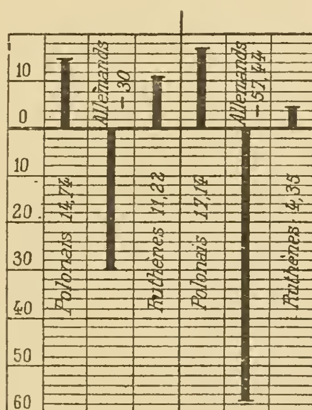

1880 à 1890, ils se sont accrus de près de 15 p. 100 (14,74) ; les Ruthènes de 11 p. 100 (11,22). De décade en décade, la supériorité polonaise se prononce : de 1890 à 1900, 13,66 p. 100, avec un appoint de près de 480.000 âmes ; de 1900 à 1910, c'est de 684.000 unités que s'enfle cette nationalité,

catholique de cette province, publié à Rome chez Enea de Gregori) en 1912 : *Le condizioni dei Littuani Cattolici nella Diocesi di Vilna e gli eccessi del panpolonismo.*

tandis que les Ruthènes se contentent d'un croît de 8,42 (239.000 individus) puis de 4,35, ce qui ne les fortifie que de 134.000. Le chiffre des Polonais s'augmente des Ruthènes passés au catholicisme latin, et par là même officiellement polonisés. L'effectif des Ruthènes diminue encore du fait de l'émigration en Amérique.

SUR 1.000 PERSONNES PARLAIENT

| POLONAIS | | | | RUTHÈNE | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1880 | 1890 | 1900 | 1910 | 1880 | 1890 | 1900 | 1910 |
| — | — | — | — | — | — | — | — |
| 515,0 | 533,40 | 517,54 | 585,49 | 429,40 | 431,03 | 422,04 | 401,99 |




Dans les districts mixtes, c'est le plus souvent le ruthène qui recule, même dans ceux où la majorité lui est acquise[1]. Il est vrai que ce sont là des mouvements moins ethniques que politiques : les nationalités se grossissent de l'appoint

1. Voici quelques exemples des pertes des Ruthènes au profit des Polonais.

POUR 100

| | POLONAIS | | | RUTHÈNES | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1890 | 1900 | 1910 | 1890 | 1900 | 1910 |
| Buczacz. . . . . . . . | 37,54 | 40,06 | 46,63 | 62,07 | 59,53 | 53,00 |
| Czortkow . . . . . . . | 24,44 | 36,38 | 39,13 | 69,50 | 61,86 | 59,71 |
| Kolomea . . . . . . . | 21,08 | 20,64 | 38,14 | 69,81 | 69,24 | 59,24 |
| Premysl. . . . . . . . | 47,33 | 47,06 | 52,42 | 48,41 | 48,81 | 44,93 |
| Rawa Ruska. . . . . . | 20,66 | 24,62 | 31,98 | 70,60 | 69,68 | 66,93 |

Cf. Hruševškyj, pp. 218, 593 (annexe 37). Historique des pertes des Ruthènes.

des Allemands, chrétiens ou juifs, qui se rangent du côté de la majorité : pourtant ces renégats de leur langue adoptent plus volontiers le polonais que le ruthène. Les villes sont des citadelles polonaises : rien d'étonnant pour Cracovie, mais Lvow même. Toutefois, dans cette dernière, l'élément ruthène a progressé quelque peu ; l'avance, il est vrai, est insignifiante au prix des efforts déployés : c'est une conquête de 3,61 p. 100 en vingt ans de propagande effrénée. Les Ruthènes assiègent les abords de leur capitale politique, où le terrain est disputé avec acharnement ; dans la banlieue, les Polonais sont montés de 43,68 à 56 p. 100 ; les Ruthènes sont tombés de 50,35 à 36.61.

Ceux qui paient les frais de la guerre en Galicie sont les Allemands. Et cette déchéance est peut-être imméritée. Car les Allemands non seulement ont organisé les communautés urbaines, éveillé la vie commerciale, mais ont défriché aussi les fourrés et fécondé le sol de la Galicie orientale. La colonisation germanique s'est aux XIV[e] et XV[e] siècles portée sur les villes, où elle forma un patriciat hanséatique. Dès l'annexion, elle fut d'abord citadine et recrutée parmi les gens d'affaires et artisans. Les paysans furent écartés par la dévote Impératrice Reine, car les postulants étaient évangéliques ou réformés[1]. L'Empereur Joseph II avec plus de largeur d'esprit fit appel, en 1781, aussi aux cultivateurs qu'il eut l'ambition de loger sur les apanages de la couronne, en hommes libres et non en serfs, et dont le sort servît d'exemple et d'idéal aux seigneurs et paysans indigènes[2], politique qui lui aliéna les premiers sans lui concilier les seconds : car les nouveaux venus, Souabes du Wurtemberg, Rhénans du Palatinat[3], étaient pour la plupart des réformés ; aussi ces

1. Kaindl, *Geschichte der Deutschen in den Karpathenländern* (t. III, 1911, p. 8 suiv.).

2. *Ibid*, p. 17.

3. Czoernig dénombrait les Allemands de Galicie d'après leur origine.

| | |
|---|---|
| Colons originaires des pays autrichiens | 31.990 |
| — Souabes | 26,327 |
| — Franconiens (Palatinat rhénan) | 19,303 |
| — Saxons | 1,743 |
| — Allemands des Sudètes | 7,010 |
| — Bas-Allemands | 7,014 |
| | 93,387 |

*Swabski* furent mal vus, parce qu'ils étaient hérétiques, parce qu'ils étaient privilégiés, et surtout parce que leurs fonds, soigneusement exploités, produisaient des rendements qui stupéfiaient l'incurie et narguaient la misère polonaise. Les institutions de Joseph II eurent à lutter contre l'antipathie nationale ; bien que le gouvernement ne nourrît aucun dessein de germanisation, les intrus furent tenus en défiance ; l'Université de Lvow ne devint pas un foyer de savoir ou de patriotisme allemand ni même autrichien. Dans les campagnes, le germanisme a mieux résisté : si les Allemands citadins ont été polonisés, au point de déguiser même leur nom, il subsiste de nombreuses colonies agricoles, de 130 à 140 ; ce sont, au dire des Allemands, de petites oasis, où les maisons sont plus nettes, les terres mieux travaillées ; il est vrai qu'à l'école le polonais fait concurrence à l'allemand, car ce dernier idiome est réduit à des finages exigus et n'est guère entendu des populations qui environnent les enclaves. Ces Allemands de Galicie prononcent leur langue avec l'accent slave, et cette langue elle-même s'est transformée : ainsi le dialecte souabe dans les colonies de l'ouest a été remplacé par un *hochdeutsch* assez correct, étant celui de l'école [1].

La statistique dénonce un déchet considérable, et dont le chiffre veut être interprété.

En 1880, la Galicie renfermait 325.000 Allemands environ ; en dix ans, ce nombre a fléchi de près de 100.000, à 227.000 ; c'est un recul de 30 p. 100 en une décade.

En 1900, le chiffre est encore respectable, 211.000. Et voici, en une décade, que l'élément germanique s'évapore ; les recenseurs en 1910 n'ont dénombré, sur leurs feuilles, que 90.000 Allemands, soit près de 58 p. 100 de perte.

De 1900 à 1910, voici quelques exemples de cette volatilisation :

1. A.-C. Wiesner, *Deutsche Kolonieen in Galizien* (Ausland, 1886, p. 805). L'auteur a vu surtout les colonies du district de Rzeszow, le long du San. Zehlicke, *Die deutschen Colonieen in Galizien* (Im Neuen Reich, 1876, n° 18).

| | 1900 | 1910 |
|---|---|---|
| | — | — |
| Bohorodczay. . . . . . . . | 5.429 | 878 |
| Brody . . . . . . . . . . . . | 8.817 | 3.609 |
| Doline. . . . . . . . . . . . | 16.531 | 4.192 |
| Saworan. . . . . . . . . . . | 5.754 | 917 |
| Kolomea. . . . . . . . . . . | 10.925 | 2.969 |

Autour de Biala, l'enclave germanique s'est affaiblie de plus de 1.000 unités entre 1900 et 1910; l'élément slave s'est accru de plus de 3.000; ce dernier fournit la main-d'œuvre, et il est plus prolifique. Les classes cultivées même sont gagnées au polonisme, par l'extension enseignante de l'Université de Cracovie [1].

Point d'extermination brutale; mais des conversions très naturelles au polonisme, d'abord des Juifs, que leur jargon hébréo-allemand affiliait au germanisme, et des catholiques qui convolent sans répugnance avec des Polonaises et dont la nationalité, celle des enfants à plus forte raison, s'absorbe dans la famille où ils entrent. Enfin des émigrations ont appauvri l'effectif allemand, vers l'Amérique, et aussi vers les confins orientaux de la monarchie prussienne, où se poursuit depuis plus d'un quart de siècle une assez malchanceuse colonisation allemande. Polonais et Ruthènes se sont empressés d'acquérir les biens fonds abandonnés. Dans les villes, la main-d'œuvre polonaise fait prime; ainsi à Biala, tandis qu'en dix ans les Allemands ont perdu environ 600 unités, les autres en ont gagné plus du double. L'îlot linguistique autour de cette petite métropole enregistre dans ses quatre communes une fuite de 1.032 âmes, et un gain de 3.040 pour le slavisme.

Insigne ingratitude! clament les Allemands : car l'activité teutonne ranima les contrées dévastées par l'irruption mongole; elle abattit la forêt, et, sur les clairières, des finages réguliers furent délimités, les maisons s'alignèrent en ordre, faisant contraste avec les masures polonaises, égrenées au hasard; dans les champs, l'assolement triennal fut pratiqué, des cultures nouvelles tentées, comme

1. Erwin Hanslik, *Biala, eine Deutsche Stadt in Galizien* (Vienne, Leipzig, Karl Prochaska, 1909).

celle de la vigne; des moulins bruirent partout. Les villages de statut allemand, où les habitants jouissaient de plus de bien-être et de liberté, parurent aux voïvodes d'un meilleur rendement; et c'est pourquoi des chartes furent prodiguées.

C'est dans les villes que le droit allemand fleurit, au profit d'une bourgeoisie active et enrichie par l'exploitation des mines, par le commerce dont Cracovie fut le foyer pour l'occident, Lvow pour l'orient : des négociants allemands d'origine en sont les maîtres. La supériorité sociale et intellectuelle des Allemands excita contre eux l'animosité des peuples et l'envie des seigneurs : ceux-ci se repentirent bientôt de leurs concessions libérales, et les firent payer de plus en plus cher, avec d'autant plus de facilité que bientôt les groupes allemands se débilitèrent numériquement et se diluèrent dans la masse slave ; le sentiment national, exaspéré dans tous les pays polonais par les méfaits des Chevaliers teutoniques, se tourna contre les Allemands : à Cracovie, on signale dès le début du XVI[e] siècle de continuels échanges de horions entre artisans teutons et polonais; les Allemands ne résistèrent pas, et se laissèrent poloniser : ils adoptèrent des noms en *ski*[1].

Après l'annexion à l'Autriche, le peuplement fut entrepris, comme on l'a dit, non par la dévote Marie-Thérèse qui eût préféré laisser la province assauvagie et vide plutôt que d'y implanter des protestants, mais par le tolérant Joseph II, dont l'appel fut entendu : une foule de cultivateurs et d'ouvriers de l'Allemagne occidentale, ruinés par les guerres et les brimades des *landesväter*, afflua dans les régions polonaises pourtant mal famées ; l'administration fut débordée, il fallut restreindre et filtrer l'immigration.

Cette entreprise officielle, admirablement organisée sur le papier[2], échoua en dépit de la volonté impériale, et

1. Kaindl, *Geschichte der Deutschen* (1907, t. I, p. 153). Cf. du même : *Zur Geschichte der deutschen Siedlungen und des deutschen Rechts in Polen und Galizien* (Deutsche Erde IX, 1910, p. 226-32).

2. Le type et le dispositif des maisons fut prévu. Il subsiste encore des

dans les premières années du XIX[e] siècle, contre les intentions de l'archiduc Charles. Elle fut trahie par les fonctionnaires qui redoutaient l'avènement d'une classe de paysans moins humbles, plus instruits, et contaminés par les idées révolutionnaires. Elle fut contrecarrée aussi par les indigènes.

L'espoir d'une restauration de la Pologne, sous les auspices de la France, agita jusqu'aux masses rurales. Et les haines nationales se sont exacerbées. Kaindl en avance deux raisons : le ressentiment de la politique anti-polonaise de la Prusse, et les mesures de défense et de résistance des Allemands. A quoi il faut ajouter la complaisance gouvernementale dont bénéficie le polonisme en Galicie.

Les 220 communautés allemandes qui subsistent ont la vie pénible : les méfaits dont elles se déclarent victimes constituent un gros cahier de doléances[1]. Le catéchisme ou le prêche en polonais ne saurait édifier les âmes allemandes ; dans une centaine d'écoles seulement l'enseignement est distribué dans la langue ancestrale : ailleurs le maître polonais ou ruthène est imposé ; les gymnases allemands de Brody et Lemberg sont discrédités. Les intérêts matériels ne sont pas moins lésés : de malicieuses combinaisons écartent les acheteurs allemands des terres qu'ils convoitent. Aussi des exodes se produisirent, notamment parmi les protestants, vers les provinces polonaises de Prusse, où se poursuit la tentative de germanisation : les Galiciens qui s'y aventurèrent se trouvèrent plus malheureux encore que dans leur lieu natal, s'en retournèrent chez eux ou partirent outre-mer ; cependant 7 à 8.000 originaires de Galicie ont été casés, de 1899 à 1909, en Posnanie et Prusse Occidentale, dans la Marche de l'Est[2].

En dépit de leur dispersion géographique, les Allemands de Galicie font effort pour se grouper moralement, surtout

habitations « joséphiniennes ». Description et images, dans Kaindl, *Das deutsche Ansiedlerhaus in Galizien und sein Einfluss auf die einheimischen Bauernhäuser*. (Globus, XCVII, 1910, p. 104-10, 117-23).

1. Kaindl, *ouvr. cité*, p. 166-84.

2. Hans Pokorny *Die Deutschen in Galizien* (Deutsche Erde, X, 1911, p. 202)

les Evangéliques, plus isolés et réfractaires. Ils sont soutenus par l'Association scolaire allemande de Vienne, par l'Association Gustave-Adolphe, par l'Union des Allemands chrétiens de Galicie[1]; quant aux catholiques, ils sont abandonnés et s'abandonnent. La situation, assure-t-on toutefois, n'est pas désespérée[2] : on compte que l'Allemagne ne laissera pas périr ces frères lointains, sentinelles avancées du germanisme.

A vrai dire, le noyau allemand conserve, plutôt que la conscience de sa nationalité, celle de sa confession, qui est le protestantisme évangélique[3]. Il bénéficie aujourd'hui de l'appui et de la sympathie ruthène contre l'oppresseur polonais et catholique ; les Ruthènes autoriseraient l'enseignement allemand dans les écoles moyennes[4].

D'ailleurs, le conflit national en Galicie n'est au fond qu'une guerre confessionnelle, entre le rite catholique romain et le rite catholique grec. On peut presque affirmer qu'au regard de la statistique nationalité et confession se couvrent[5].

Polonais 4.672 000
Cath. Rom. 3.732.000

Ruthènes 3.208.000
Grecs Unis 3.380000

Allemands 90 000

Protestants 37 000

| | | |
|---|---|---|
| Polonais . . . . . . . . | 4.672.000 | Différence : 911.000[1] |
| Catholiques romains. . . | 3.731.000 | |
| Ruthènes. . . . . . . . | 3.208.000 | Différence : 171.000 |
| Catholiques grecs. . . . | 3.379.000 | |

1. La Galicie ne renferme que 33,000 Évangéliques de la confession d'Augsbourg, allemands pour la plupart : on en comptait 40.000 en 1900.

2. On signale un renforcement d'un certain nombre d'écoles allemandes évangéliques, et quelques symptômes de reprise (Joseph Schmidt, *Das Deutschtum in Galizien*. Deutsche Erde, VIII, 1909, p. 145).

3. Le clergé catholique polonais persécute jusqu'aux coreligionnaires allemands. On cite le cas d'un fidèle allemand condamné sur la dénonciation du curé à plusieurs semaines de prison pour avoir voulu chanter à l'église un hymne en allemand (Pokorny, *Das Deutschtum in Galizien*. Deutsche Erde, XII, 1913, p. 94).

4. Kaindl, p. 183.

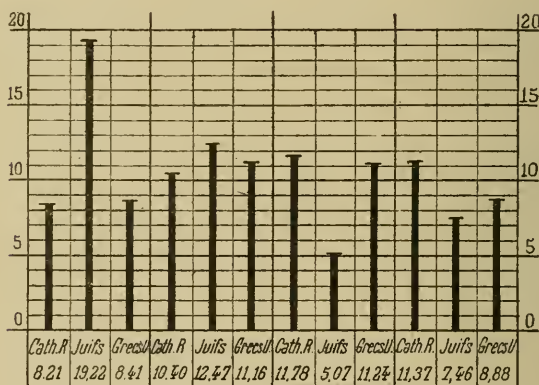
5. Ici une anomalie statistique : le recensement des confessions porte sur la population *présente* : celui de l'*umgangssprache* sur la population

Si le chiffre de la nationalité dépasse celui de la confession pour les Polonais, c'est qu'il englobe les Juifs, dont le nombre s'élève à près de 872.000.

L'Église latine compte, sur 1.000 personnes, 464 fidèles, l'Église grecque unie, 421. Si les deux Églises se font équilibre, l'avantage, qui semblait se dessiner en faveur de la dernière jusque vers la fin du dernier siècle, est revenu à la première.

| | AUGMENTATION POUR 100 | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 1869-80 | 1881-90 | 1891-1900 | 1900-10 |
| | — | — | — | — |
| Cathol. romain. . | 8,21 | 10,40 | 11,78 | 11,37 |
| Cathol. grec. . . | 8,41 | 11,16 | 11,24 | 8,88 |

1869-1880 1881-1890 1891-1900 1901-1910




Les catholiques romains ont bénéficié de la propagande de leur clergé, des missions, de l'éclosion des couvents de Jésuites, Résurrectionnistes, Ursulines, etc., qui dépassent la centaine[1], et surtout de la faveur gouvernementale. C'est un miracle que le progrès, ralenti, il est vrai, de l'Église ruthène, dont les fidèles sont pauvres et les prêtres, chargés de famille, plus pauvres encore, misérablement rétribués ; les chefs du clergé sont tièdes[2]; les couvents, aux mains du

présente *indigène* seulement ; aussi ressort-il entre les deux relevés une différence de 45.500 unités.

| | |
|---|---|
| Population présente | 8.025.982 |
| — présente indigène | 7.980.477 |
| — domiciliée (*wohnbevölkerung*) | 8.142.193 |

1. Szujski, p. 118.

2. Le métropolite de Lemberg, le cardinal Sembratovicz, a été en 1893

seul ordre des Basiliens, peu nombreux. Comment ce progrès, qui est aussi national que religieux, coïncide-t il avec le recul avéré de la nationalité ruthène qu'accuse la statistique linguistique? Peut-être y a-t-il lieu de faire état plutôt du recensement confessionnel, qui traduit plus exactement la réalité. Car il en est sans doute parmi les Ruthènes qui sacrifient leur idiome et ne font pas de ce signe extérieur le symbole de leur nationalité : cette nationalité, ils la confessent par leur attachement à leur foi et aux rites de leur Église[1].

On a longtemps considéré comme un groupe ethnique à part les Juifs, qui forment près de 1 p. 100 de la population galicienne. Sans aborder le problème de la provenance des Juifs de Pologne, il y a lieu de rappeler qu'ils furent attirés dans ce pays par la sécurité et les privilèges que leur assura la protection — d'ailleurs intéressée — des rois et de la noblesse. Les persécutés affluèrent de partout, d'Allemagne notamment, qui parlaient des dialectes allemands, déjà farcis d'hébraïsmes; en Pologne, l'épanouissement des études talmudiques, qui pénétrèrent même les classes populaires, développa encore le jargon *yiddisch*, en même temps qu'il isola davantage encore les Juifs des Gentils. Toutefois les Juifs tenaient un rôle social, au point de former « presque un Etat dans l'Etat »[2], ils étaient les fermiers ou intendants des grands domaines; c'est à ce titre surtout qu'ils provoquèrent la haine des paysans et du petit monde. Aujourd'hui encore ils se distinguent par leur parler, leurs mœurs, leur costume même,

l'objet d'une démonstration hostile de ses ouailles qui l'accusent de pactiser avec Rome. On peut sur l'esprit du clergé uniate consulter les deux gros volumes d'un prélat de cette Église, Julian Pelesz, *Geschichte der Union der ruthenischen Kirche mit Rom von den ältesten Zeiten bis auf die Gegenwart* (Würzburg et Vienne, 1881). L'ouvrage est écrit dans un esprit tout à fait papiste.

1. L'église grecque unie ou catholique n'a contracté avec l'église romaine qu'une union dogmatique; elle a gardé sa discipline et sa liturgie. Sur les griefs de cette église, v. Kupczanko, p. 119 et suiv. Le sort de cette Eglise a été raconté par Eduard Likowski, *Gesch. des allmætigen Verfalls der unirten Ruthenischen Kirche im XVIII und XIX Jahrhundert unter polnischem und russichem Scepter, ins deutsche übertragen,* von A. Tlozynski (Posen, 1885-1887, 2 vol.).

2. Grætz, *Histoire des Juifs,* trad. Moïse Bloch, V, p. 121.

et ils fournissent matière d'étude aux ethnographes et romanciers. Cependant l'assimilation s'annonce, d'abord parce que leur accroissement s'harmonise avec le mouvement démographique de la province : de 1869 à 1880, tandis que la population totale ne s'augmentait que de 9,44 p. 100, les Juifs gagnaient près du double 19,22. Entre 1880 et 1890, on constate plus d'équilibre entre les deux taux ; 10,89 pour l'ensemble du pays, 12,47 pour les Juifs. Mais depuis, la multiplication des Juifs a fléchi : de 1891 à 1909 elle est tombée à 5 p. 100 alors que le total de la population monte de 10,72 ; de 1901 à 1911, elle revient à 7,46 contre une élévation du chiffre global de 9,70. Malgré l'émigration qui entraîne des milliers de Juifs galiciens aux États-Unis ou vers l'Europe occidentale, le judaïsme ne périclite pas : en trente ans, par la seule progression naturelle, il s'est renforcé de 185.000 adeptes. En second lieu, les plus relevés des Juifs par leur culture et leur situation, qui jusqu'en ces dernières années se rattachaient au germanisme, embrassent la nationalité polonaise : l'allemand qu'ils cultivaient comme langue littéraire depuis le XIX^e siècle cède devant le polonais[1], depuis une trentaine d'années[2].

1. Max Weissberg, *Die neuhebraïsche Aufklärungs-Literatur in Galizien* (Leipzig et Vienne, Breitenstein, 1898, p. 88).

2. Il faut citer pour mémoire la colonie arménienne, dont les ancêtres ont immigré au XI^e siècle déjà, et plus en nombre au XV^e siècle, pour fuir le joug turc. La petite communauté s'est réduite à moins de 1.400 fidèles. L'essaim le plus gros vit dans le cercle de Kuty (arrondissement de Kossow) ; d'autres à Kolomea et Stanislau. Les Arméniens sont cultivateurs et commerçants. On les reconnaît à leur type oriental. Depuis le XVII^e siècle, ils sont unis à l'église catholique, leur évêque métropolitain réside à Lvow. Leur langue (qui est l'arménien occidental, dont les dialectes sont parlés en Turquie, Hongrie et Pologne) n'est plus que liturgique ; l'idiome usuel est le polonais ; cependant, à Kuty, l'arménien vulgaire sert de langue commerciale. (Hanusz, *Lautlehre der polnisch-armenischen Mundart von Kuty in Galizien* Extr. de la Wiener Ztschr. für die Kunde des Morgenlandes. Vienne, 1889).

# CHAPITRE VII

## BOUKOVINE[1]

Ce n'est point une anomalie que la Boukovine ait son individualité dans l'Empire autrichien. Il eût été contre la nature des choses de la fondre soit avec la Galicie[2], soit avec la Hongrie : plus encore que sa constitution physique, son histoire, son peuplement condamnaient une telle fusion. La Boukovine offre à tous les points de vue l'image de la complexité. Elle s'appuie sur un haut massif des Carpathes, un noyau de schiste cristallin, tronçon de la zone interne la plus ancienne de cette chaîne ; elle enjambe le plateau de Podolie et se soude à la basse steppe sarmate. Elle déverse ses eaux au Dnjestr et au Danube, et cependant ne semble pas faire partie intégrante de l'un ou l'autre domaine fluvial : elle ne livre au Dnjestr qui l'effleure à peine qu'un appoint insignifiant ; elle n'est point danubienne en réalité : car elle ne connaît les tributaires danubiens qu'au berceau et demeure étrangère à leur destinée ultérieure.

C'est parce qu'elle est un foyer de dispersion des eaux qu'elle est devenue un lieu de rassemblement de peuples. De tous côtés, des vallées y plongent et la transpercent ; sur les deux façades de la barrière des Carpathes, dont les sommets s'étalent en croupes herbues, les sillons se

1. Voir l'indication bibliographique en tête du chapitre précédent.

2. A plusieurs reprises pourtant, par raison d'économie, sous Joseph II et sous François Ier, elle fut annexée à la Galicie. Entre temps, elle recouvra sa personnalité sous Léopold II ; en 1849, sous l'influence de Hurmurzaki, elle fut érigée en duché, et obtint une administration séparée jusqu'en 1860, où elle fut derechef réunie à la Galicie ; puis détachée quelques mois après (mars 1861). Ces alternatives n'ont pas été sans dommage pour la vie politique et morale du pays. (Voir le chapitre de Zieglauer von Blumenthal. Ö. U. M., *Bukowina*, p. 136 suiv.)

répondent avec une remarquable symétrie, si bien que l'on a pu tracer la frontière politique entre Hongrie et Boukovine sur le faîte même de partage [1]. Les migrations ont donc pu circuler aisément ou se fixer en toute sécurité sur les paliers qui s'étagent de la plaine à la montagne et que bordent des fossés : entre les lits horizontaux et parallèles du Dnjestr et du Pruth, une première terrasse où s'est élevé Czernowitz, le chef-lieu ; entre le Pruth et le Sereth, un second gradin à l'extrémité duquel est sise une ancienne étape commerciale, Sereth, qui fut un moment (au xiv^e siècle) le siège d'un évêché de rite latin ; entre le Sereth et la Suczawa, la contrée se redresse encore jusqu'à ce qu'au delà de cette dernière rivière elle s'élargisse en une plateforme crayeuse, dont Radautz est le centre [2]. La Boukovine s'étend sur un peu plus de 10.000 kilomètres carrés : ce si petit territoire n'a rien d'homogène.

Le passé de la Boukovine est fort obscur, caché en quelque sorte dans les mystérieux halliers qui ont valu au pays son nom (hêtraie, *Buchenwald*)[3].

Que de hordes ont rôdé par ce carrefour, y ont même campé à demeure, jusqu'à la poussée d'une nouvelle vague ethnique qui les charrie plus loin : l'armée de Darius en pourchassant les Scythes jusqu'aux marais de Pripet ; les Gètes qui remontaient du bas Danube, des Germains, des Sarmates, des Slaves déferlent à travers les Carpathes dans la Pannonie et la Dacie romaines et sont à leur tour bousculés par les Huns et les Avars : ce fut un défilé de ramassis turcs, Ougres, Petchenègues, Koumanes, qui s'exproprient successivement.

Cependant, vers le milieu du xi^e siècle, les pays où sourdent les premiers ruisselets du Dnjestr et du Pruth sont englobés dans une principauté russe, une Ruthénie [4] dont Halicz fut la capitale. Dans cette Ruthénie s'étaient égaillés

1. V. carte 8 du *Phys. Stat. Atlas von Oesterr. Ungarn.*

2. F. R. Kaindl, *Landeskunde der Bukowina*. Czernowitz, 1895.

3. Krones, *Handbuch*, I, p. 460.

4. R. Kaindl, *Geschichte der Bukowina* (1^re partie, 2^e éd., Czernowitz, 1896, p. 31).

aussi du Sud des bergers nomades appelés Valaques.

Ruthènes, Valaques, Koumanes furent asservis, au milieu du XIIIe siècle, par les Mongols ou Tatars, jusqu'à la délivrance par le roi de Hongrie, Louis le Grand, un siècle après. Les Hongrois ne profitèrent pas de leur victoire : ils furent évincés par un voïvode valaque du bas Marmaros, Bogdan, qui se tailla un Etat entre Carpathes et Danube, la Moldavie, dénommée d'après la rivière Moldava (vers 1350).

Cet Etat eut la vie difficile : les avenues de la Moldava et du Sereth, qui descendent à travers de riches terroirs jusque vers les bouches du Danube et la Mer Noire, tentaient les ambitieux souverains de la Pologne et de la Hongrie, rêvant un empire maritime. Aussi l'un et l'autre fomentaient les querelles intestines des voïvodes, et se piquaient d'émulation pour conquérir à l'Église Romaine ce pays qui, avec un peu plus de vigueur interne, serait devenu le boulevard de l'Eglise orthodoxe, à la fois contre le catholicisme et l'islam. Pour apaiser ses dangereux voisins, Latzko, le fils de Bogdan, se convertit à leur foi, en 1370 ; cette condescendance n'assura ni l'indépendance ni la dignité de ses successeurs : car en 1412, les rois de Pologne et de Hongrie élaborèrent un traité de partage éventuel de la Moldavie ; et en 1456, une triple vassalité l'humiliait devant les deux États chrétiens et devant le Turc, auquel un tribut était dû.

Si Stefan le Grand (1457-1504) releva le prestige et la puissance de sa principauté en brisant par deux fois le flot turc qui vint battre les murs de Suczawa sa capitale, s'il reconduisit rudement et affronta chez eux-mêmes les Polonais dont ses succes avaient avivé la jalousie, ce ne fut qu'un intermède : la marche moldave ne cessa d'être disputée et foulée, de sorte que ses possesseurs, descendants des anciens voïvodes, hospodars, phanariotes, créatures du sultan, sollicitèrent tour à tour et parfois simultanément la protection du roi de Pologne, de l'Empereur souverain de la Hongrie, ou du Tsar. La Boukovine et les pays du Bas Danube furent à la fin du XVIIIe siecle l'enjeu de la partie qui se jouait entre Autriche et Russie. Celle-ci

avait occupé dès 1769 ces contrées, et Joseph II redoutait pour la Galicie nouvellement annexée, pour la Transilvanie toujours frémissante, ce contact dangereux : il s'avisa donc dès 1773 de négocier avec la Porte la cession de ce coin d'une si haute valeur géographique. A mesure que les Russes, après le traité de Koutchouk-Kaïnardji, évacuèrent le pays, des détachements autrichiens s'y glissèrent, et aussitôt le territoire, pour lequel on exhuma le nom de Boukovine, fut organisé : il renfermait une population misérable de 60 à 70.000 habitants en majorité roumains, et les villes ressemblaient à des bourgades rustiques. En dépit de l'exiguité, on résolut d'abord de ne pas intégrer la Boukovine à la Galicie et de lui laisser ou créer une personnalité.

Par raison stratégique encore et politique, l'État autrichien ne s'est pas dessaisi de cette possession au profit de la Hongrie qu'elle tient à revers, de même qu'elle maîtrise la tête des voies qui s'amorcent vers les bouches du Danube et la Mer Noire.

La Boukovine est par sa situation un rendez-vous des peuples. Outre les Ruthènes et les Roumains qui par leur nombre se disputent la suprématie, des Polonais, des Magyars s'y sont infiltrés ; enfin les Allemands, ici plus que dans les autres provinces orientales de la monarchie, font bonne figure.

## I

### Les Roumains.

Le peuplement est d'assez fraîche date : au moment de l'occupation, la contrée était presque vide ; on n'y comptait que 60.000 à 70.000 âmes. Du jour au lendemain elle fut envahie par des Ruthènes de Galicie, désireux d'échapper à leurs seigneurs polonais, par des Roumains de Hongrie, de Transilvanie, de Petite Valachie, également opprimés dans ces pays et qui aspiraient à s'aménager là une petite patrie roumaine, sous la tutelle de l'Autriche, préférable à la tyrannie des magnats et des hospodars : ils éprou-

vèrent, paraît-il, dès le début, une déception amère ; l'incorporation à la Galicie, qui rendait la prépondérance à l'élément ruthène, provoqua une émigration assez imposante[1].

Cependant la nationalité roumaine s'est peu à peu consolidée en Boukovine. Elle y a trouvé des traditions et des vestiges enracinés dans le sol : c'est de la région du Marmaros qu'est sorti le premier État moldave ; c'est Radautz qui garde le tombeau du fondateur de cet État, Bogdan Dragosch ; c'est à Suceava (Suczawa) qu'avait, sous le règne du voïvode Alexandre le Bon, au xv^e siècle, fleuri une école de droit et de théologie. Sans doute après la ruine de cet État, et sous la menace des irruptions cosaques et tatares, les Roumains avaient gagné la montagne, perché sur de hauts rochers des couvents, à la fois forteresses et dépôts de leurs monuments nationaux, mené l'existence rude et précaire des bergers. Depuis l'annexion, ils sont descendus sur les terrasses au sol fertile où quelques bojars se taillèrent de grands domaines.

La maison du paysan est en bois avec toit en bardeaux, plus rarement avec toit de chaume ; elle s'oriente le plus souvent au midi. L'aile gauche du vestibule est occupée par la pièce d'habitation servant de cuisine et de dortoir ; l'aile droite est réservée aux chambres d'apparat, avec penderie pour les vêtements de fête et bahut renfermant les objets précieux. La façade ouest donne sur une cour avec puits ; la façade opposée sur un jardinet. Derrière, les communs : granges, étables, etc. Les maisons se dispersent au hasard[2].

Il semble que le Roumain de Boukovine ait conservé quelques traits archaïques, qui ne se rencontrent plus guère que dans les coins perdus des Carpathes moldaves :

1. Quelques auteurs avancent le chiffre de 30.000 âmes. (Slavici, *Die Rumänen in Ungarn, Siebenbürgen und der Bukowina*, Die Völker, VI, p. 108). Cependant les Roumains reçurent à titre de satisfaction la garantie qu'un fonctionnaire possédant la langue « valaque » serait adjoint à l'administration fiscale de Lemberg. (Fischel, *Sprachenrecht*, n° 64 B. Décret aulique du 15 nov. 1766). L'administration autrichienne paraît avoir été embarrassée pour la désignation de l'idiome : elle le qualifie valaque, puis « moldave » (*ibid.* n° 164), et ultérieurement, langue « romane ».

2. Sbiera et Marian, Ö. U. M., *Bukowina*, p. 195-6.

ainsi le costume avec la chemise brodée, la *fota* carrée, les fleurs dans les cheveux ; dans les villages septentrionaux de la province, survivent des particularités de prononciation communes avec la grande Valachie [1].

Mais le Roumain de Boukovine ne saurait prétendre, en dépit de la conscience qu'il s'est faite de sa nationalité, à la pureté de race : dans ce coin des Carpathes, les races se sont amalgamées. Aussi parmi les Roumains de toute cette région distingue-t-on plusieurs types. Le plus répandu en Boukovine, au dire de Slavici, qui a exploré minutieusement la Roumanie austro-hongroise [2], est l'individu de haute taille, svelte, à face large, aux pommettes saillantes et à la barbe fournie ; c'est le type commun sur le bas cours du Maros, dans le bassin du Szamos. Cependant, en Boukovine, il n'est pas absolument net : il rappelle soit le Motze, le montagnard grand, au gros cou, à la figure allongée, aux cheveux et teint clairs, au poil rare, malgré cela lourdaud, si bien qu'on l'a surnommé ours ; soit l'Olteanu, le Roumain de la vallée de l'Aluta (Olt), à la tête ronde, aux yeux et cheveux souvent noir de corbeau, à la face velue : c'est surtout vers Campulung qu'on rencontre ce dernier exemplaire.

Des mensurations prises sur les recrues [3] donnent pour les Roumains de Boukovine une stature moyenne de $1^m,673$, quelque peu supérieure à celle des Roumains de Hongrie ; les bruns, 41 p. 100, sont plus grands ($1^m.681$) que les hommes au type clair ; ils sont les uns et les autres brachycéphales. Ces observations ne portent que sur 200 soldats de vingt et un à vingt-quatre ans.

1. G. Weigand, *Die Dialekte der Bukovina und Bessarabiens.* (Leipzig, Barth, 1904, p. 4 suiv.).

2. Slavici, p. 158. Lad. Pič, *Zur rumänisch-ungarischen Streitfrage,* Leipzig, 1886.

3. Observations faites par le Dr Himmel sur des soldats du régiment d'infanterie n° 41 à Czernowitz (Weisbach, *Körpermessungen in der Bukowina* Mitt. Anthrop. Ges., 1888, fasc. 4, p. 85). *Populatiunea Bucovinei* (Bullet. Soc. Géogr. Roumaine, 1890, p. 37 sq.). Kluczenko (O. U. M., *Bukowina,* p. 184 suiv.) a recueilli des données plus amples, d'où il ressort que les Roumains atteignent une haute stature, ([illegible] p. 100 d'entre eux dépassent $1^m,66$).

Donc point d'unité ethnique[1]. Ce qui fait l'unité et l'union des Roumains de Boukovine, c'est qu'ils sont fils d'une même Église qui n'est pas seulement nationale, mais strictement provinciale : car elle a été détachée de l'Église moldave.

Est-ce à dire que ce particularisme comble les vœux des Roumains de Boukovine et qu'ils se complaisent dans leur isolement ?

En 1848, ils manifestèrent, comme tous les autres groupes nationaux, leur ambition d'indépendance. Ce qu'ils sollicitèrent cependant, outre l'érection de la Boukovine en pays autonome, la liberté de leur Église avec l'élection de l'évêque, l'emploi officiel de la langue « romane », ce fut surtout la facilité des communications et relations avec leurs « congénères » de Moldavie et de Valachie, par l'abrogation du cordon sanitaire et autres mesures prohibitives qui depuis 1836 dressaient une barrière entre les Roumains d'Autriche et ceux des principautés[2]. Depuis, ils semblent avoir aspiré à la communion avec leurs frères de Hongrie ; dès 1861, ils ont demandé l'institution d'une métropolie unique embrassant tous les Grecs orientaux de la monarchie. Ils s'associent de cœur aux revendications de leurs consanguins transleithans, s'ils ne rêvent plus de se fondre avec eux en une seule nationalité ; ni l'Autriche, ni la Hongrie ne paraissent disposées à satisfaire à ce vœu.

Le nombre des Roumains de Boukovine s'élève à 273.000 ; c'est une fraction de la masse roumaine qui, en Autriche-Hongrie, atteint le chiffre respectable de 3.200.000 unités. Ils occupent la tranche méridionale de la province longeant la frontière moldave jusqu'au Sereth ; ils poussent un coin au nord jusqu'au coude de ce

1. Selon Pič, impossible à Czernowitz de distinguer le Roumain du Ruthène, sauf par la langue. La littérature roumaine de Boukovine, qui n'a pris consistance et vie que depuis 1848, ne doit être considérée, semble-t-il, que comme une parente pauvre dans la famille roumaine. (Sbiera, Ö. U. M., *ibid.*, p. 376-95). Kaluzniacki (*ibid.*, p. 394 et 404) constate que les Ruthènes de Boukovine n'apportent qu'une faible contribution à leur littérature nationale. Et les Allemands n'ont pas une veine plus généreuse. (Wolkan, *ibid.*, p. 408).

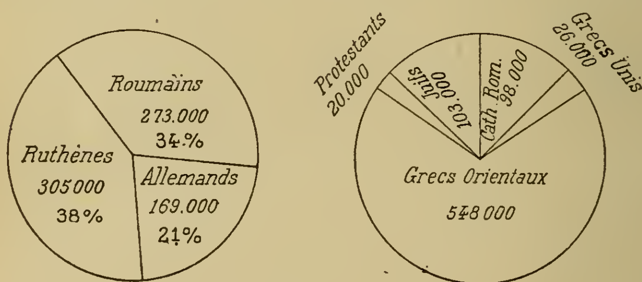
2. Fischel, *Materialien*, n° 88, p. 319.

fleuve, mais ne se hasardent qu'en sporades sur sa rive septentrionale ; ils s'agglomèrent en un petit îlot sur le Pruth, dans la banlieue de Czernowitz. Ils sont enserrés et pénétrés par des Slaves, les Ruthènes.

## II

### Les Ruthènes.

Ceux-ci ont remonté la vallée de la Czeremos et du Sereth, et se sont avancés jusqu'au chevet du cours de la Moldava ; ils s'insinuent en tampon entre les Roumains de Boukovine et l'aile nord orientale de ceux de Hongrie. Les Ruthènes dépassent les Roumains par leurs forces numériques, 305.000 ; mais il semble bien que cette faible



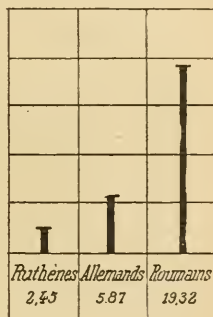

supériorité de 32.000 unités soit due surtout à la facilité des Roumains, trop plastiques, trop polyglottes, car ils adoptent, avec une singulière indifférence pour l'idiome ancestral, le parler ruthène[1]. Le slavisme recrute le contingent des fonctionnaires, tirés en grande partie de Galicie et de Bohême, la main-d'œuvre polonaise, l'appoint des Juifs.

Les Ruthènes de Boukovine[2] sont de type mélangé ; ils sont souvent roumanisés, comme les Roumains sont slavisés. A peu près de même taille que les Roumains,

1. Weigand, p. 14-15. Simiginovitz, *Die Völkergruppen der Bukowina*, Czernovitz, Pardini, 1885.

2. Kaindl, *Die Ruthenen der Bukowina*, 2 vol. Czernowitz, 1890.

1m,670, les bruns étant de beaucoup plus élancés (1m,689), leur indice céphalique montre que le crâne est rond et court (84). Les cheveux clairs et les foncés se répartissent à peu près également (47,5 p. 100 — 52,5 p. 100), tandis que les Roumains présentent une différence sensible, (37,5 p. 100 — 62,5 p. 100) ; il en est à peu près de même pour la couleur des yeux, claire 56 p. 100, foncée 44 p. 100, tandis que les Roumains ont en majorité les yeux foncés, 52 p. 100 foncés contre 47,5 p. 100 clairs. Les deux groupes n'ont pas le même indice céphalique : Ruthènes, 84 ; Roumains, 86.




La maison du paysan ruthène ne diffère pas sensiblement de celle du Roumain : elle est coupée aussi par le vestibule en deux appartements, ou deux chambres, une grande avec foyer, des bancs le long des murs ornés d'images de piété et des portraits de la famille impériale, une plus petite, avec poêle, où l'on se tient, et où l'on dort pendant la froide saison [1]. Les communs s'élèvent de l'autre côté d'une cour, sauf l'étable d'hiver contiguë au logis ; potager et verger s'étendent derrière. Mais tandis que les habitations roumaines s'éparpillent, celles des Ruthènes se pressent les unes contre les autres, source de querelles mitoyennes ; les terres sont séparées par des haies ou des fossés ; chaque finage surveille jalousement ses bornes contre les finages voisins [2].

Les montagnards ruthènes des hauts couloirs du Sereth, de la Suczawa, de la Moldavitza, de la Moldava, sont des Houtzoules, que quelques traits distinguent de leurs semblables de Galicie. Leur dialecte est plus mélangé d'éléments roumains. Ils pratiquent l'élevage ; mais dissipent en beuveries et débauches les revenus de l'industrie pastorale : aussi les chefs de famille recherchent-ils des enfants adoptifs, des Juifs, particulièrement, qui leur

1. Sur le poêle ruthène voir images dans Kaindl, *Das deutsche Ansiedlerhaus* (p. 121).

2. Manastyrski, Ö. U. M., *ibid.*, p. 252.

servent une pension alimentaire. Le professeur Kaindl qui les a particulièrement étudiés signale chez eux des survivances nombreuses et frappantes du paganisme[1].

Quoique plus nombreux, les Ruthènes ne sont peut-être pas politiquement plus forts que les Roumains. C'est que ces derniers trouvent des auxiliaires contre l'influence ruthène parmi les administrateurs et les propriétaires polonais de race ou de tendance ; jusqu'en 1848, la Boukovine a été annexée à la Galicie et livrée en proie aux Polonais; ceux-ci prétendent encore au rôle de classe dirigeante. C'est pourquoi ils favorisent l'élément roumain au détriment du Ruthène. Un exemple piquant de ce système est fourni par un épisode des élections de 1885: la *Ruska Rada* (comité ruthène) avait désigné, non un candidat national, mais le ministre de l'instruction publique et des cultes du cabinet Taaffe, le baron Conrad, contre le candidat roumain ; or c'est celui-ci qui fut le candidat officiel et qui passa, tandis que le ministre se laissa élire par le collège tout roumain de Radautz[2].

## III

### Nationalités et confessions.

Entre Ruthènes et Roumains le conflit se greffe-t-il sur un antagonisme confessionnel ? La question est délicate. Les Ruthènes de Boukovine n'appartiennent pas à l'Église catholique grecque comme ceux de Galicie : on en compte à peine 26.000 ; la grande majorité confesse la foi grecque orientale[3]. C'est la même religion que

1. Ö. U. M., *ibid.*, p. 271-82.

2. Kupczanko, p. 144, 151-6. Il ne faut pas oublier que l'auteur lui-même, journaliste à Vienne, fut candidat du parti ruthène (p. 155). Jorga (*Geschichte des Rumänischen Volkes*, II, p. 454) cite le cas d'un politicien roumain, qui a passé dans le camp ruthène, dont il est devenu un des chefs. Au surplus, selon le même auteur, l'idée roumaine serait très affaiblie en Boukovine.

3. Sans doute, il peut y avoir des Ruthènes sectateurs de l'Église romaine; mais celle-ci doit principalement recruter ses fidèles, au nombre de 98.000, parmi les Polonais (36.000) et les Allemands (168.000 sur lesquels 20.000 évangéliques seulement).

pratiquent les Roumains. Cette communauté toute doctrinale qui ne se retrouve ni dans la liturgie, ni dans la langue engendre des sympathies politiques : le clergé roumain et les fidèles fraternisent avec les vieux Ruthènes ou vieux Russes, tenants de l'orthodoxie[1].

Toutefois, il se pourrait que les deux nationalités sentissent le devoir de se coaliser contre un ennemi commun : le catholicisme romain. C'est un vieux procès. L'Église catholique romaine qui avait pu fonder des monastères, un évêché à Sereth — *in partibus infidelium*, il est vrai — un autre à Suczawa, au début du xv^e^ siècle, ne fut soutenue que par la domination polonaise. Mais, pour la tenir en échec, les voïvodes favorisèrent le hussitisme et le protestantisme. Le pays fut gagné cependant à la doctrine grecque-orientale, et dès le xiv^e^ siècle est placé sous la juridiction spirituelle du métropolite de Halicz, puis du patriarche de Constantinople; en 1402 un métropolite national réside à Suczawa, dont fut suffragant l'évêché de Radautz ; l'ordre de Saint-Basile bâtit en Boukovine de riches maisons. L'Église romaine n'a pas désarmé toutefois : avec l'appui des Polonais et de l'administration, des missionnaires, principalement Jésuites, mènent une vive propagande à travers la Boukovine ; des congrégations catholiques ouvrent des écoles, élèvent des couvents. Ce qu'il y a de plus dangereux, c'est que cette œuvre pie a aussi pour zélateurs des prêtres ruthènes, uniates, qui proclament travailler au nom de l'idée nationale[2]. S'il est vrai que le catholicisme romain a, dans les dernières années, conquis proportionnellement plus d'adeptes que l'orthodoxie, les chiffres absolus offrent de quoi rassurer les orthodoxes : leurs rivaux se sont grossis, depuis trente ans, d'environ 35.000 recrues; eux de 133.000, et ils sont 549.000 contre 125.000 catholiques, tant latins qu'unis.

1. *Die Slavisierung der Bukowina im XIX Jahrhundert, als Ausgangspunkt grosspolnischer Zukunftspolitik. Ethnographische und politische Betrachtungen, von einem Bukowinaer Rumänen* (Vienne, C. Gerold, 1900).

2. Kupczanko, p. 179 et suiv.

AUGMENTATION POUR 100

| | POPULATION TOTALE | CATHOL. ROMAINS | GRECS ORTHODOXES |
|---|---|---|---|
| 1881-90 . . . | 13,11 | 13,66 | 11,45 |
| 1891-1900 . . | 12,93 | 19,71 | 10,98 |
| 1901-10 . . . | 9,57 | 13,94 | 9,46 |

Ruthènes 305 000
Grecs Unis } 26 000

Roumains 273 000
Grecs Orientaux 547 000

L'église orientale trouve un élément de force vitale dans sa fortune mobilière, ses biens-fonds, un beau budget que l'État autrichien contrôle, mais laisse indemne[1].

En attendant, aucune des deux nations n'est qualifiée pour l'hégémonie; et l'une et l'autre, si l'on consulte le mouvement de la population, paraissent en recul au regard des minorités qui se développent. De 1880 à 1890, la population globale s'est accrue de 13 p. 100; or Ruthènes et Roumains sont restés en deçà de ce chiffre, les premiers avec 12 p. 100 (11,96), les seconds avec moins de 10 (9,62).

De 1891 à 1900, l'effectif total de la province montait de 12,93; il ne revenait aux Ruthènes que 10,97, aux Roumains que 9,95. La dernière décade est triomphante pour ceux-ci (19,32 avec 44.000 congénères), accablante pour ceux-là (2,45 avec 7.300 individus seulement de plus dans leurs rangs).

Les Polonais ont singulièrement progressé par bonds, ils étaient 23.000 en 1890, 26.000 en 1900; les voilà à 36.000.

Mais c'est le noyau allemand qui s'est surtout épaissi : de 108.000 âmes, il s'est enflé à 133.000, à 160.000, à 169.000; le recensement de 1851 n'en enregistrait guère que 25.000.

Dès le XIII^e siècle, les Chevaliers teutoniques, puis les

1. J. von Onciul, Ö. U. M., *ibid.*, p. 155-74.

rois de Hongrie, amenèrent de leurs gens aux confins des Koumanes et des Valaques ; les voïvodes moldaves appelèrent d'Allemagne des cultivateurs et des artisans. Mais cette colonisation allemande ne fit pas bloc ; quelques communautés, quelques familles se maintinrent dans les villes.

Les Allemands furent installés après l'annexion de la Boukovine pour remettre en état le pays ruiné par les pachas turcs et laissé en friche par les hospodars moldaves, mais timidement et par petits paquets ; on préférait aux paysans les ouvriers d'industrie : on voulut d'abord exploiter les mines et les salines, équiper des verreries. C'est seulement à partir de 1830 que l'on s'avisa de solliciter le terroir, et des Allemands de la Forêt de Bohême furent accueillis, qui, de même que les Souabes, émerveillèrent Ruthènes, Slovaques et Roumains par leurs procédés culturaux, et transformèrent le décor. Ils furent établis sur les domaines de la Couronne et de l'Église à Fratautz, Illischestié, S[t]-Onufri, Satulmare, puis à Radautz, Arbora, etc. C'était des Wurtembergeois et des Rhénans[1]. A partir de 1830 des Souabes qui dénommèrent leurs localités Lichtenberg, Buchenhain, Schwarzthal, etc. ; enfin des Saxons de Transilvanie, des Bavarois arrivèrent comme ouvriers des mines, des verreries, comme artisans, à Louisenthal, Eisenau, etc., etc.

Grâce à leur activité, ces nouveaux venus formèrent une élite prospère, non seulement dans les campagnes, mais dans les agglomérations urbaines, si bien qu'actuellement ils jouissent encore de la prépondérance dans les villes ; à Czernowitz, ils sont près de la moitié de la population, 41.000 sur 85.000 habitants ; le reste se partage à peu près également entre Polonais, Ruthènes, Roumains ; à Kimpolung, le tiers, à Radautz, le quart ; et leur influence ne se mesure pas au nombre. Car l'Université de Czernowitz, fondée en 1875, est allemande, au scandale des Roumains

1. L'histoire de cette colonisation au XVIII[e] siècle est racontée par Wickenhauser, *Molda oder Beiträge sur Gesch. der Moldau und Bukowina*. Vol. II : *Die Deutschen Siedlungen in der Bukowina*. Czernowitz. 1885-8. C'est une série de monographies. Cf. Kaindl, t. III, livre VI.

qui en réclament la conversion pour eux ; l'allemand est la langue de « l'intelligence » et est cultivé par une école de littérateurs et savants indigènes ; il est enfin un des trois idiomes reconnus du pays, prérogative dont le polonais ne jouit pas[1].

Mais, comme partout, les Allemands n'ont pu vivre cordialement avec les autres nationalités : que leur bien-être, que la supériorité morale et sociale dont ils se targuent, que leur morgue aient excité l'envie, quoi d'étonnant? Ils se plaignent que leur idiome ne soit pas enseigné dans les écoles où leurs enfants ne sont qu'en minorité ; ils se plaignent de n'entendre la parole divine que sous des vocables roumains ou ruthènes ; ils se plaignent d'être délaissés par leurs congénères même autrichiens ; le germanisme en Boukovine paraît malade[2].

Il est vrai que si les Allemands font parade de leurs forces numériques, ces forces sont hétérogènes : les Juifs en fournissent le gros effectif. Chose curieuse ; tandis qu'en Galicie, les fils d'Israël tendent à se confondre avec la majorité et font défection à la cause teutonne, ici c'est à une minorité qu'ils se rallient. Czernowitz compte 28 à 29.000 Juifs et 41.000 Allemands ; la banlieue 11.000 Juifs, 13.000 Allemands ; le district de Wisnitz, 10.400 Juifs et 11.300 Allemands. Toutefois, il serait injuste de n'attribuer le progrès des Allemands qu'à l'appoint israélite[3] ; leur contingent se puise à d'autres sources encore, notamment dans les garnisons ; mais il n'est pas dit que tous les militaires soient de langue allemande. Il faut donc admettre ou une immigration allemande,

1. Kupczanko, *Die Deutschen in der Bukowina* (Ausland, 1886, p. 981). Kaindl, *Die Herkunft der Deutschen in der Bukowina* (Aus allen Welttheilen, 1897, fasc. 9).

2. Kaindl, t. III, p. 407.

3. Polek, *Statistik des Judenlhums in der Bukowina* (Stat. Monatschr., 1889, p. 249-74). Les Juifs ont proportionnellement décru depuis 1850 : les accroissements proportionnels, entre les quatre derniers recensements, ressortent à 19,62, 15,86, 8,95. Il faut signaler que l'état civil des Juifs est assez malaisé à définir : la plupart ne contractent que des unions religieuses que l'autorité civile ignore, les enfants qui en sont issus sont réputés illégitimes. Enfin nombre de Juifs émigrent. Les Juifs sont d'ailleurs divisés en modernistes et sionistes ; ces derniers se rallient, au point de vue électoral, en une nationalité et dressent une liste à part.

ou plus vraisemblablement un surcroît de natalité[1].

Ainsi, ce petit pays de Boukovine, si écarté des grandes voies et de l'histoire européennes, est, tout comme les provinces plus illustres et bruyantes de la monarchie, livré aux querelles de races et de confessions[2]. Le problème ne sera résolu que le jour où l'Autriche aura démembré ces *kronländer* artificiels pour constituer des nationalités. Et même ce jour-là, le problème sera-t-il résolu ?

1. Il ne semble pas que l'immigration allemande soit considérable. Rauchberg (p. 116), donne des tableaux d'où il résulte que ce n'est pas des provinces allemandes de l'Autriche que la Boukovine tire beaucoup d'immigrants — il ne saurait être question, dans nos chiffres, que des Allemands indigènes et sujets de la monarchie. — Signalons un fait qui est à l'avantage de la population allemande : c'est le grossissement du nombre des protestants réformés.

2. Nous ne dénombrerons pas ici les petites églises ou sectes qui, dans la question des nationalités, ne jouent qu'un rôle subordonné. La Boukovine, seule province de la monarchie, renferme au nombre de plus de 3.000 des Lippowanes. Ce sont des *raskolnik*, réfugiés de Russie, grands, blonds, mais défigurés souvent par la variole : car ils sont hostiles à la vaccination comme à toutes les pratiques de la science. Végétariens, ennemis de tout plaisir profane, ils évitent le contact avec les Gentils, et dans les villages, ils cachent leurs maisons derrière de hautes haies. Entre eux ils parlent russe. Leur petite communauté, à l'exception d'un groupe qui répudie toute autorité cléricale, vit sous la direction d'un archevêque, de quelques prêtres, et d'un grand nombre de moines et de nonnes ; les principaux couvents sont à Biala-Krinitza (Polek, *Die Lippowaner Kolonieen in der Bukowina*, Mitth. Geogr. Ges., Vienne, 1885, p. 301-12. Dan, *Die Lippowaner in der Bukowina*, Czernowitz, 1890). Cette secte figure pour la première fois en 1890 sur le recensement des confessions, tandis qu'on faisait état depuis longtemps du petit noyau arménien, environ 700. Ces Arméniens ont pour langue usuelle le polonais, bâtissent leur maison à la roumaine : ils ont conservé quelques coutumes de leur lieu d'origine. Ils sont divisés en deux groupes cultuels : les Unis et les Orientaux ; leur principale église est à Suczawa (Wlislocki, *Die Armenier in der Bukowina*. Ungarisch- armenische Revue, vol. VII, 1893, fasc. 5, 7, 8).

La Boukovine renferme aussi des Tsiganes. Ce nom de Tsigane s'est appliqué dès le xv<sup>e</sup> siècle aux serfs de toute origine, et notamment aux Tatars qui avaient été réduits à cette situation humiliée. (Kaindl, *Gesch der Bukowina*, 2e partie, p. 58.) Les Tsiganes, jadis serfs des couvents et des grands propriétaires, aujourd'hui encore vivent en communautés séparées sur des terrains qui leur sont réservés en dehors des villages, les plus misérables dans des huttes en terre, *bordei*. Ils exerçent toutes sortes de métiers, le plus plaisant est celui de musicien. Bien qu'attachés à leur langue originelle, ils se disent Roumains et sont comptés avec cette nationalité. Aussi est-il malaisé d'en dresser la statistique. (Ficker, Stat. Monatsschr. V, 1879, p. 249). Quelques intéressants détails se lisent dans un récit d'excursion (E. Strasburger, *Die hohe Tatra*, Deutsche Rundschau, nov. 1897, p. 268). Voir encore Demeter Dan, Ö. U. M., *Bukowina* p. 330-38. Polek, Jahrb. des Bukoviner Landesmuseums, 1905 et 1908.

# CHAPITRE VIII

## L'AUTRICHE ADRIATIQUE ET BALKANIQUE[1]

### I

### LE PEUPLEMENT ET LES VICISSITUDES POLITIQUES

On aime à répéter — en Italie — que l'Adriatique est un lac italien. L'ethnographie donne tort à cette définition irrédentiste. La façade orientale est occupée aussi par des Slaves, qui sentent tout le prix de leur rôle de riverains. La nature les invite à prendre goût à ce rôle : car elle a mal aménagé l'arrière-pays.

La falaise littorale, où rampent les buissons vert sombre du mâquis, marque la retombée sur la mer bleue du causse istriote[2], qui se projette jusque dans les îles, rides fragmentées de l'ancien appareil littoral. Les hâvres, Parenzo, Rovigno, Pola, où s'entrebaillent des estuaires qui sont des vallées noyées, sont dominés par une plate-forme monotone, ravinée, mais où le calcaire crétacé est saupoudré d'une argile rougeâtre : cette « Istrie rouge » est égayée de cultures. Elle s'adosse au Nord à une lisière gréseuse d'un relief plus accidenté qui depuis Trieste prend la péninsule en écharpe ; le paysage est plus animé, villages blancs coiffés de toits rouges, entourés de bois,

1. Norbert Krebs, *Die landeskundliche Literatur der österreichischen Karstländer in den Jahren* 1897-1904. 1905-1908. 1909. (Geogr. Jahresber. aus Oesterreich, IV Jahrg. 1906, p. 119-148, VIII Jahrg. 1910, p. 70-112) Nous laissons en dehors de ce chapitre, la Bosnie-Herzégovine, bien qu'elle s'encadre dans cette province naturelle ; mais, en raison de son statut, nous en traiterons à part.

2. Norbert Krebs (*Die Halbinsel Istrien* Geogr. Abhandlungen herausgegeben von A. Penck, Band IX. Heft 2. Leipzig. 1907) a donné une remarquable monographie.

de prés, de champs ; mais la roche qui affleure répand une tonalité jaune ou grisâtre : c'est l'*Istria grigia* ou *gialla*.

Le contraste éclate entre cette zone avenante et le palier qui se hausse vers la racine de la presqu'île : district particulièrement minable, à 5 ou 600 mètres d'altitude, sur une longueur de 50 kilomètres environ, sur une largeur de 18 à 20 ; c'est comme un champ de ruines, avec des blocs rongés, un sol couturé, feutré de taches d'herbes comme moisies et d'arbustes rabougris ; les dolines, les trous d'eau sont cernés de murs bas, qui protègent contre la dent des moutons et des chèvres les quelques arbres, chênes, charmes, érables, les carrés plantés, qui poussent dans cet enclos humide. C'est le pays des Tchitches, une des landes les plus désolées du karst, où la population se disperse dans des masures de pierre couvertes de tuiles cimentées, afin que la bora ne les enlève pas.

Vers l'Est, les terrasses se resserrent et se renflent en croupes hérissées de bois, domaine des charbonniers ; ces vagues rocheuses déferlées vers le Sud-Est se tassent et culminent dans le Monte Maggiore, à près de 1.400 mètres, dont l'escarpement oriental plonge dans le golfe de Quarnero.

La terre des Tchitches se prolonge au Nord-Ouest dans le haut karst triestin, dont la paroi abrupte barre en quelque sorte le quai du port : c'est ici l'Istrie blanche, d'une blancheur d'ossuaire, désert rocailleux, criblé d'entonnoirs, qui ne connaît qu'une courte période d'enchantement, de parure, de senteurs parfumées au printemps où les fleurs éclosent, mais qui est tantôt calciné par le soleil à la réverbération cuisante, tantôt enseveli sous la neige et toujours cinglé par la bora brutale.

Tout cet ensemble traduit l'épanouissement de la zone calcaire des Alpes, affligée ici comme d'une véritable hypertrophie. Ce qui ajoute à la disgrâce de ce socle abrasé, c'est la déforestation par des pâtres incorrigibles ; jadis les forêts du karst défrayaient les marines de Rome et de Venise. Aujourd'hui subsistent des massifs que l'État surveille jalousement.

Deux lisières, que le flysch a étoffées, et que soulignent

les sillons de la Wippach et de la Reka, séparent le karst des faisceaux montagneux de l'arrière-plan, qui ferment le décor : là se dresse la chaîne dinarique ou illyrienne, contrefort des Alpes, assurément, mais qui brise avec le maître tronc, le long de la dépression tectonique de Goriz à Ljubljana ; la nature a ébauché là comme la frontière de la Sud Slavie. Les plis s'infléchissent plus décidément vers le Sud-Est, dessinant l'ossature des provinces croates et serbes ; mais même le long de l'axe le plus ardu, où culminent à plus de 2.000 mètres la Bielašnica, qui couvre Serajewo, le Maglic, et le maître pilier, le Dormitor monténégrin, la montagne ne se profile pas en saillies aiguës, en pitons ; elle s'aplatit en croupes presque rigides. Tout ce faisceau, compris entre deux champs de dépression, l'Adriatique et la plaine sarmate, se compose de socles et paliers bosselés de chaînes : le Velebit qui se cintre au-dessus du canal des Morlaques ; l'arc de la Dinara, frontière entre la Dalmatie et la Bosnie ; le Biokovo, tronçon transversal que continue un archipel d'îles trapues, Brazza, Lesina, Sabbioncello.

Toute cette région, vestibule, si l'on peut dire, de la péninsule balkanique, appartient à la formation disgraciée du karst : les halliers presque vierges qui s'y étalent n'adoucissent pas l'horreur du paysage ; ni même les bassins qui s'y creusent, les polje, où un terreau de désagrégation supporte les cultures et provoque le peuplement.

La vie s'est portée sur la côte, où le karst lui-même, sous les chaudes caresses du soleil méditerranéen, semble s'amollir et s'enjoliver : il s'arrondit en ondulations douces, dont des oliviers, des figuiers, des pins piquent les versants, tandis que les pentes les mieux exposées sont enguirlandées de vignes ; les maisonnettes blanches sont ombragées de cyprès. Là jaillissent les sources et les rivières, que les causses ont englouties. Les cantons les plus riants sont ceux qu'a épargnés la pellagre calcaire : Traù, Spalato, la banlieue de Raguse verdoient comme des oasis, grâce à leur terroir de marnes et de grès[1].

1. Norbert Krebs, *Die physisch-geographischen Verhältnisse Dalmatiens* (*Dalmatien und das österreichische Küstenland.* Vorträge, herausgegeben von Ed. Brückner, Vienne et Leipzig, 1911, p. 4-5).

Mais cette frange privilégiée est bien rétrécie, et parfois même s'évanouit : la paroi du karst serre le rivage. Cette tare est-elle rachetée par d'autres avantages ? Le littoral istriote, et surtout dalmate, est singulièrement articulé ; longé sur plusieurs files d'alignements insulaires, témoins d'un relief effondré ; cette disposition, que les géographes ont classée sous la rubrique de type dalmate, a inspiré l'imagination des anciens : les îles, d'après la légende, sont les membres du jeune Apsyrtos, que sa sœur Médée aurait déchiqueté : on veut que par leurs contours elles rappellent un fémur (Cherso), un cubitus (Lussin), une omoplate (Veglia), etc. ; par la teinte et la contexture de leurs roches, elles ressemblent à des ossements blanchis[1].

Ce semis de roches, de récifs, défend les abords de la rive aujourd'hui continentale, où sur les escarpements calcaires s'étaient accrochés les nids des pirates illyriens, dont les descendants fournissent encore à la flotte autrichienne ses meilleures recrues[2].

L'Autriche, qui s'est faufilée le long de cette côte, en apprécie toute la valeur défensive : elle s'était préparé des destinées dont l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine marque l'épisode initial. Elle a laissé aux Hongrois un segment du littoral, avec un débouché, Fiume, qui donne à la Hongrie l'illusion de la puissance maritime : encore la zone dévolue à la Couronne de Saint-Étienne est-elle barrée par un parapet insulaire que la Cisleithanie s'est prudemment réservé.

Si donc l'Autriche est solidement retranchée derrière ces glacis naturels, défendue par le lacis de chenaux où les navires ennemis hésitent à s'engager, surtout quand le sirocco ou la bora en secouent les eaux, si elle s'assure ainsi la maîtrise de la mer, elle est comme forclose de l'arrière-pays. C'est à peine si quelques échancrures entr'ouvrent le mur farouche qui obstrue l'Illyrie : les couloirs se rétrécissent en gorges, comme celle de la Narenta, la plus pénétrable.

1. Allusions à la légende des Argonautes.

2. Norbert Krebs, *Die strategischen Punkte der adriatischen Ostküste* (Geogr. Zeitschrift, XIX, 1913, p. 130).

Et c'est pourquoi l'Autriche épie d'un œil inquiet la dépression où le lac de Scutari est enchâssé au seuil de l'Albanie, par où les Serbes prétendent accéder à la mer : ligne critique entre toutes pour la géographie et la fortune politique de la péninsule des Balkans[1].

Et parce que la mer Adriatique n'est pas une impasse, mais un couloir intercommunicant, elle a exercé son attrait aussi bien sur les peuples marins que sur les terriens. Il est vrai que les premiers hommes, en ces parages, ne se sont pas aventurés sur les grèves : les traîtrises et les colères du flot les ont sans doute effrayés. Ils se sont abrités, dès l'ère paléolithique, dans les grottes de la falaise, à Nabresina, à Opčina, au-dessus de Trieste. A l'époque néolithique, ils ont habité de nombreuses cavernes, sur la terre ferme et dans les îles, puisqu'ils pratiquaient la navigation. Mais bien qu'ils aient demeuré jusqu'à l'âge du bronze et du fer dans ces refuges obscurs qu'ils n'ont pas ornés, ils ont préféré l'air libre et la lumière ; comme les pierres ne leur manquaient pas, ils ont bâti sur des mamelons des fortins, les *castellieri* des Italiens, les *gradišče* ou *starigrad* des Slaves, noyaux des futurs *oppida*, voire même des villes, comme Pola, et peut-être Trieste. L'Istrie seule a vu se dresser plus de 400 de ces bourgs, fertiles en trouvailles, qui attestent les relations avec l'Italie et la Grèce mycénienne[2].

En Bosnie, et en Herzégovine, on en signale plus de 500, couvrant un espace de plusieurs hectares parfois : au-dessus de l'emplacement de Serajewo se haussait le Debelo brdo, ceint de remparts ; le haut plateau de Glasinac était densément peuplé, puisqu'il est bossué de plusieurs milliers de sépultures, riches en ustensiles et armes de bronze importés et d'articles indigènes[3].

1. Sur la géographie de l'arrière-pays, voir l'ouvrage de Edouard Richter, *Beiträge zur Landeskunde Bosniens und der Hercegovina* (Wissenschaftliche Mittheil. aus Bosnien und der Hercegovina, X, 1907, p. 383-545, avec 10 pl. hors texte), ouvrage publié par G. A. Lukas, après la mort de l'auteur survenue en 1905.

2. Comte Wurmbrandt, Ö. U. M., *Das Küstenland*, p. 127, Krebs, *Istrien*, p. 112, où l'on trouvera la bibliographie.

3. Hörnes, Ö. U. M., *Bosnien und Hercegovina*, p. 157 suiv.

Troglodytes des causses, bâtisseurs des bourg murés, sont sans doute les ancêtres de ceux que l'histoire a désignés sous le nom d'Illyriens. Ce groupe ethnique, dont l'idiome a survécu dans la toponymie, semble avoir occupé une aire très étendue en largeur depuis la plaine frioulane jusqu'au bassin de Vienne ; mais ils furent refoulés vers le Sud par les Celtes, qui laissèrent les hauts lieux aux peuplades pastorales et se casèrent dans les contrées cultivables : ils domestiquèrent les Illyriens au travail du sol, et inaugurèrent, a-t-on remarqué, le régime des *begs*[1]. Les Illyriens se divisaient en tribus, et politiquement, en États ou principautés : c'étaient, entre autres, les Istres, éponymes de la péninsule[2]; les Yapides, dans le coin où s'éleva Tarsatica, devancière de Fiume; les Liburniens nichés aux flancs du Velebit, et dont les bateaux à la voile triangulaire étaient renommés pour leur vitesse ; les Delmates, campés dans le massif de la Dinara, près des polje herbus, et dont les Romains emportèrent d'assaut la place forte, Delminium, en illyrien, l'alpage. Peut-être aussi faut-il associer aux Illyriens les Vénètes, et des congénères qui ont essaimé jusqu'en Apulie, comme les Messapiens. On leur apparente aussi les Albanais, dont la langue serait un succédané de l'illyrien.

Ni leurs repaires sur la côte, protégés par un rempart insulaire, ni dans l'arrière-pays, les fourrés épais ne préservèrent les Illyriens de la contamination d'autres races, ni des invasions ni de la servitude.

Une occupation des îles et de la façade dalmate fut hasardée dès le IXe siècle avant J.-C. par le tyran de Syracuse Denys Ier, précurseur de la politique de Rome, de Venise et de l'Italie : des établissements gréco-siciliens s'élevèrent sur l'île de Lissa, et à Tragurion (Traù). D'autres comptoirs helléniques jalonnèrent le littoral, Apollonia (Valona), Epidamnos (Durazzo), Pharos (Lesina), etc.

1. Hörnes, *ouvr. cité*, p. 161.

2. Frauer (*Das oesterreichische Küstenland an der Schwelle der Geschichte*, Globus, XCII, [illegible], p. 18[illegible]-6), a soutenu l'origine sémitique des Istres, qui seraient venus de la Colchide. La linguistique lui fournit des arguments.

Mais cette influence grecque fut sporadique et courte : elle ne dépassa point l'ourlet maritime, bien que les produits de sa marque aient été répandus à l'intérieur. Ces factoreries tentaient d'ailleurs les flibustiers illyriens, qui, pendant les guerres puniques, entreprirent des courses fructueuses. Aussi Rome se chargea de l'opération de police qui s'amplifia en une admirable œuvre de civilisation. Il était fatal que l'Illyrie fût visée par les Romains, très attentifs à ne laisser grandir aucun État de la péninsule des Balkans (Epire, Macédoine, Illyrie) qui pût, grâce à l'alliance de Carthage, affecter l'hégémonie sur le monde grec et l'Adriatique ; d'où les campagnes contre Philippe de Macédoine et Persée (197-168 avant J.-C.), campagnes qui n'amenèrent pas la pacification, puisque César, qui eut, outre la Gaule, la Dalmatie, dut y agir à deux reprises (57 et 54). Une fois maîtresse d'Aquilée (182 avant J.-C.), tête d'un lointain réseau routier, Rome plaça des garnisons dans les villes côtières, et créa des échelles du Levant, Pola, Salone, Narona (Metkoviċ)[1]. Le paysage, aujourd'hui sévère et infesté de malaria, s'égaya de villas, s'orna d'édifices grandioses. L'Istrie reçut une fournée de colons, 14.000 en 127 ; des capitalistes de Rome, des négociants exploitèrent et exportèrent les ressources naturelles de cette contrée qui depuis s'est appauvrie, bois, marbres, vins ; y fondèrent des industries, les blanchisseries de Trieste et de Pola, des fabriques de couvertures, des verreries. Ainsi fleurit, en face de la vieille Italie, une Italie nouvelle, toute romanisée.

Les Illyriens de l'intérieur résistèrent désespérément. Octavien mit une quinzaine d'années à les dompter, jusqu'en l'an 12 après J.-C. Ne pouvant plus exercer le brigandage et le vol des bestiaux, beaucoup de ces barbares s'enrôlèrent dans les légions et furent des agents de romanisation parmi leurs frères qui restaient à l'écart[2]. La paix romaine apporta dans ces parages la sécurité, l'aisance,

1. Oberhummer, *Dalmatien*, p. 85 suiv.

2. Constantin Jirecek, *Die Romanen in den Städten Dalmatiens während des Mittelalters* (Denkschr. Wien. Acad. philosoph. histor. Classe, t. XLVIII, 1901, p. 13).

une prospérité qu'ils n'ont plus guère connue depuis cette ère heureuse ; les mines attiraient spéculateurs et mercanti; les routes tracées depuis la côte jusqu'aux confins de la Pannonie desservaient le trafic. Tout ce monde illyrien fut comme le prolongement de l'Italie ; le latin, langue de l'administration, de l'armée, du commerce, se diffusa : l'albanais actuel même en garde des traces.

Aussi ne s'intégra-t-il pas, ni pour la satisfaction de ses intérêts matériels, ni par son éducation intellectuelle, dans l'Empire byzantin, même quand il y fut politiquement annexé. Les Byzantins furent trop faibles pour défendre ces provinces occidentales contre les Huns et les Avars. Aquilée, Salone, les métropoles furent ruinées [1]. Mais ces Mongols passèrent comme des bourrasques.

Le monde illyrien fut plus profondément atteint et altéré par l'infiltration des Slaves. C'est un épisode décisif et qui a régi, qui régit encore les destinées de l'Autriche adriatique et balkanique.

De Moldavie, de Bessarabie où elles cantonnent à l'avènement de Justinien, les hordes slaves franchissent le *limes italicus orientalis*, ancien front de défense contre les Thraces, et en 548 apparaissent à Dyrrachium, tandis que d'autres bandes se sont acheminées par les vallées alpestres. Les empereurs byzantins, harcelés par les Perses, puis par les califes, et absorbés par la sauvegarde de Constantinople, sans cesse en péril, n'arrêtent ni les Wendes qui débouchent du Nord, ni les Hrvati ou Croates, qui, des planina bosniaques, descendent au bord du golfe de Quarnero, et se multiplient avec une étonnante rapidité. Ils se croisent avec les Illyriens des hauts plateaux dont ils partagent les mœurs pastorales, chez qui s'est ébauché un latin rustique, peut-être père du roumain. Ils contaminent les Illyriens et les grecs romanisés du littoral, où la langue s'est déformée en ce parler vieux dalmate, supplanté plus tard par le vénitien.

Mais aussitôt le slavisme et le germanisme s'affrontèrent sur cette marche où déjà tant de races s'étaient méta-

1. On sait que les habitants de Salone se réfugièrent dans le palais de Dioclétien, noyau de la ville de Spalato.

morphisées. Les ambitions franques disputèrent aux Byzantins cette zone où l'Autriche pousse aujourd'hui son *Drang nach Osten*. Les cités, tout imprégnées de civilisation romaine, invoquèrent le patronage des Césars de Byzance; mais l'Église catholique, plus forte par la conversion des Croates et ennemie des Grecs hétérodoxes, fit le jeu des Césars germaniques. L'Istrie tomba sous la suzeraineté des ducs de Bavière, de Carinthie, des comtes de Goriz. La Dalmatie, la Bosnie s'encadrèrent en un royaume croate, vassal en nom de l'Empire grec, mais sous l'obédience spirituelle de Rome. Et les Croates pratiquèrent la piraterie contre les vieilles et riches cités illyriennes.

C'est alors que tout ce qui conservait la culture et l'âme latine jeta « un cri de douleur » vers Venise, l'héritière d'Aquilée et, plus éminemment, l'héritière de Rome.

On prêterait à tort aux hommes d'affaires vénitiens le haut dessein d'une restauration désintéressée de l'idée romaine : leur impérialisme fut plus mercantile. Ils profitèrent, en gens avisés, des dissensions et de la faiblesse des deux Empires d'Occident et d'Orient. Ils jouèrent de l'influence religieuse et des avantages économiques : en l'an 1000, le doge, Pietro Orselo II, par une démonstration navale énergique, terrorisa les populations maritimes de l'Istrie et de la Dalmatie Dès le milieu du XII[e] siècle, afin d'évincer de l'Adriatique Hongrois et Normands, Venise procède contre les îles et la terre ferme. Non sans lutte. Car la plupart des cités étaient en partie slavisées, intermédiaires entre le monde roman et le monde slave [1]; c'était le rôle de Traù, Spalato, Raguse, Cattaro, Antivari. Le slavisme se maintenait avec d'autant plus de facilité que l'Église ne le combattait pas. Ce n'est qu'au prix d'exécutions militaires, de négociations d'argent, que Venise parvint à éliminer ses rivaux, à établir son monopole commercial, la suprématie de son patriarcat[2]. Les révoltes

1. Matteo Giulio Bartoli *Das Dalmatische* (Schriften der Balkankommission. Linguistische Abteilung, Vienne, Hölder, 1906. I. *Einleitung und Etnographie Illyriens*, colonne 151 § 116, colonne 180, § 124).

2. Heinrich Kretschmayr, *Istrien und Dalmatien, das ostadriatische Reich der Republik Venedig* (*Dalmatien*, p. 144-52). Charles Diehl. *Une république patricienne, Venise* (Paris, Flammarien 1915, p. 263-7).

furent fréquentes, et le slavisme — on le verra — fut un instrument de revanche.

Les sujets mal résignés de la Sérénissime République trouvèrent des patrons : d'abord les rois de Hongrie, qui ne voulaient pas emmurer leurs destinées dans une steppe ceinturée de montagnes horrifiques, et qui cherchaient à se donner de l'air par une issue maritime ; en 1358, Venise dut céder la Dalmatie à Louis Ier le Grand, l'Angevin, qui acquit pour le royaume de Saint-Étienne des droits et des prétentions encore vivaces aujourd'hui, et dont Fiume n'est qu'une faible compensation[1]. Les Habsbourg aussi subirent l'attraction de la mer et eurent la bonne fortune que Trieste se donnât à eux, plutôt que de s'humilier sous la griffe du lion de Saint-Marc (1382). Mais, après ces échecs, l'emprise vénitienne étreignit plus énergiquement les annexes illyriennes : car l'avancée victorieuse des Osmanli, le désastre du Champ des Merles débilitaient et les Hongrois et les Bosniaques qui avaient fait main basse sur la Dalmatie. Raguse échappa seule à la sujétion vénitienne en invoquant la protection de la Hongrie et surtout de la Turquie : elle pratiqua fructueusement, entre autres commerces, la traite des blancs et des blanches, articles qu'elle tirait de Bosnie pour les revendre aux Vénitiens, Siciliens et Catalans.

La domination vénitienne apporta plus de bienfaits que de maux : elle enrichit et vivifia ces petits hâvres qui n'auraient point prospéré sur un terroir indigent, exigu, et toujours à la merci des corsaires croates. Et les Illyriens témoignèrent leur reconnaissance par un loyalisme qui jusqu'à la chute du régime vénitien, sous les coups de Bonaparte, ne défaillit pas. Venise a enraciné, ennobli par sa civilisation et ses monuments l'italianité sur la façade orientale de l'Adriatique.

1. La loi de 1868, art. XXX, déclare que la Hongrie et la Croatie-Slavonie-Dalmatie forment un État commun et indivisible. La revendication s'est manifestée par intervalles (Rudolf Havass. *Der Wiederanschluss Dalmatiens an das ungarische Reich*. Ung. Revue, IX Jahrg., 1889, p. 709-18). Tout récemment encore au début de la 21e session du Reichsrat (juillet 1911), les députés dalmates des partis de droite ont déposé une déclaration portant que si leur province est de fait « un pays de la Couronne », elle est de droit portion intégrante du royaume de Croatie.

Mais l'italianité ne dessinait sur cette façade qu'un mince feston. L'arrière-pays, où l'élément illyrien s'était fondu, était dévolu aux Slaves, Croates et Serbes qui avaient importé leur cadre ancestral de la župa, tout en empruntant quelques innovations aux institutions soit romanes, soit byzantines. Les principautés slaves se débattirent avec un vague instinct d'unité, mais sans symptôme de conscience nationale, contre des forces mieux organisées : l'inquiète et envahissante Hongrie, qui étouffe dans son enclos continental, dans l'air lourd de ses pusztas, toujours en quête de nouveaux espaces, soumet à sa mouvance le royaume croate, le banat bosniaque et elle aspire à descendre vers la mer. De l'autre côté, c'est, dès le XIVe siècle, les randonnées des Osmanli, qui bousculent Bulgares et Serbes. En vain le czar Douschan s'était épuisé à créer une grande Serbie ; en vain un prince bosniaque, Tvrtko Ier, essaie de réaliser cette conception dans un royaume uni de Bosnie et Serbie. Mais tous ces échafaudages politiques, sans consistance, se disloquent après le désastre du Champ des Merles (1389) ; et l'humiliation de la chrétienté à Nicopoli (1390) livre la Serbie et la Bosnie en proie à l'islam, que des derviches viennent prêcher avec succès.

La chute de Belgrade en 1521, la défaite de Mohacs en 1526, l'avancée de Soliman jusque sous Vienne et sa suzeraineté sur la Hongrie, l'indifférence de l'Occident consomment l'incorporation de l'arrière-pays adriatique à l'Empire ottoman. Tout ce qui put s'enfuir, de la raïa affolée, gagna le territoire vénitien ou impérial.

Heureuse aubaine pour le littoral et l'Istrie, que la malaria avait dépeuplés : les Vénitiens qui avaient entrepris un essai de colonisation italienne, bientôt ruiné, accueillirent avec joie les réfugiés ; c'étaient surtout des bergers plus ou moins maraudeurs, des *vlach*, serbes ou roumains slavisés : ces *vlach noirs* ou Morlaques furent transplantés sur le Velebit, au bord du bras de mer dont ils furent les éponymes ; il vint des Albanais, des Grecs, des Chypriotes [1]. On les aggloméra tant bien que mal dans les

1. Krebs, *Istrien*, p. 118.

villes où il fut pénible de les embourgeoiser. Beaucoup s'égrenèrent à travers le karst où ils saccagèrent les forêts et pillèrent les paysans illyriens : la tradition de ces méfaits n'est pas encore éteinte.

Le brigandage ne s'exerça pas que contre la population indigène : il s'ennoblit et se sanctifia quelque peu dans une façon de croisade et de révolte contre le Turc. Dans cette œuvre pie se distinguèrent les Uskoks, qui à la longue s'assagirent et se fixèrent dans quelques coins carniolais et istriotes. Dans un des districts les plus ingrats les Tchitches tracèrent leur canton.

Ces épisodes marquent un progrès de la slavisation dans la lisière romane, progrès favorisé par Venise, pour attirer la main-d'œuvre ou hospitaliser des chrétiens exilés : l'on ne se soucie pas du mélange des races ou des langues.

Venise soutint ce rôle de champion de la chrétienté, tandis que la Maison d'Autriche était absorbée par la guerre de Trente Ans, puis par les complications européennes. Mais après la terrible alerte du siège de Vienne en 1683, les Habsbourg comprirent que le salut contre le péril Turc exigeait l'offensive et la conquête. Depuis la fin du XVII^e siècle se poursuit la politique balkanique de l'Autriche, dont le programme comporte l'occupation de la Serbie, de la Bosnie avec l'Herzégovine, l'extension maritime.

L'action autrichienne militaire et diplomatique fut contrariée moins par les intrigues vénitiennes, négligeables, que par l'intervention parallèle et rivale de la Russie. Si l'effort de l'Autriche fut le plus souvent trahi par la fortune des armes, au moins tint-il en haleine et en espoir les populations chrétiennes, de plus en plus impatientes du joug infidèle : l'Autriche se prépara une clientèle parmi les catholiques, tandis que la Russie travailla les frères orthodoxes.

La propagande religieuse qui, grâce à l'annexion de la Dalmatie en 1797, après la chute de la souveraineté vénitienne, eût élargi son champ en Bosnie et en Albanie, n'était point un ferment d'émancipation ; loin de là. Ce

qui donna aux groupes ethniques la conscience de leur force et de leur droit, ce fut l'idée de nationalité, idée de frappe française, mais qui, entre l'Adriatique et le Balkan, prit une signification et une vertu toute particulière.

Pour Napoléon, la Dalmatie, qui lui était cédée par le traité de Presbourg, était une porte et même toute une ligne de portes ouvertes sur la péninsule des Balkans[1]. Mais en dehors de cet intérêt militaire, il semble que sur la portée ethnographique de cette conquête, la politique française fut des plus incertaines. Le nouvel ordre de choses fut tout d'abord en apparence imprégné d'un esprit tout italien. Outre que la Dalmatie, suivant les destinées de Venise, fut agrégée au royaume d'Italie, l'administration civile n'eut d'autre programme que de continuer, en les modernisant, les traditions de Venise; le chef de cette administration fut un Vénitien, Vincent Dandolo, avec le titre de provéditeur, que portaient les représentants de la République de Saint-Marc; tout fut organisé à l'italienne[2]. Plus tard, en incorporant la Dalmatie aux Provinces illyriennes, Napoléon obéit à une autre conception: celle d'une « marche » slave, dont Marmont devait être le margrave[3]. Aussi l'on attacha, paraît-il, quelque importance à l'élément slave: le *Télégraphe officiel des Provinces illyriennes* dut avoir une édition slave (outre une italienne, une française et une allemande)[4]; l'enseignement de cette langue figura dans le plan d'études du

1. Pisani, *La Dalmatie de 1797 à 1815*, p. 146.

2. L'occupation française, qui dura de mai 1809 jusqu'en octobre 1814, fut signalée par la fondation d'écoles italiennes (*contrassegnata da un gran zelo dei Francesi di promuovere gli istituli dell' istruzione nella lingua del paese*). Depuis la suppression des Jésuites en 1773, l'enseignement de l'italien avait cessé; en 1775, les autorités autrichiennes avaient installé une école élémentaire allemande. C'est pendant l'ère française aussi qu naquit la Société *la Minerva,* société de lecture en apparence, mais, dan la pensée de son fondateur, Domenico Rossetti, foyer d italianité. (Attilio Gentille, *Il primo secolo della Società di Minerva MDCCCX-MCMIX,* Archeografo Triestino, 3e série, vol. V, 1909, Appendice, p. 5 et 17).

3. Pisani, p. 332. Déjà la Russie avait songé à créer un royaume « slavéno-serbe » avec Raguse pour capitale. (Haumant. *Les Français à Raguse.* Revue de Paris, 1er mars 1912. p. 155).

4. Selon Pisani (p. 345), « il ne semble pas que l'édition slave ait jamais existé ».

lycée de Raguse[1]; dans les écoles primaires, on devait apprendre à lire et à écrire dans la langue du pays; en matière judiciaire, l'emploi des différentes langues indigènes est autorisé. Indirectement sans doute et sans préméditation, la domination française émut le sentiment de la nationalité slave — mais elle le provoqua contre elle, par un essai d'assimilation à outrance (conscription, introduction du code civil, attitude à l'égard du clergé)[2]. C'est à ce sentiment que fit appel contre les tyrans français, en 1812, le vladika du Montenegro, dans sa proclamation aux « Slaves, aux glorieuses et illustres populations des Bouches de Cattaro, de Raguse et de la Dalmatie[3] ».

L'Autriche, après avoir ramené dans son giron, en 1815, les pays adriatiques, montra peu de tendresse pour l'illyrisme, invention française. Elle ne tenta plus, à la manière de Joseph II, de supplanter par l'allemand, l'italien, instrument de culture et de négoce, si généralement adopté que Joseph II lui-même en avait toléré l'usage sans restriction pour les transactions du port de Trieste. D'ailleurs l'Autriche, puissance italienne par ses possessions dans la Péninsule, eût eu mauvaise grâce à proscrire un idiome de longue date en honneur à la cour impériale. Aussi l'imposa-t-elle pour la procédure civile, dans le Tirol méridional dès 1814, en Istrie et Dalmatie, dès juillet 1815, et pour toutes les affaires, à la nouvelle Cour d'appel de Zara.

Cette mesure exclusive gêna fort les justiciables et surtout les commerçants slaves; il fallut en 1818 autoriser la production des livres rédigés en « illyrien » avec des caractères serbes ou latins[4].

Mais voici que l'italien cessa de plaire; il sonnait, lui aussi, la révolution, et on voulut, en 1824, l'exproprier de

1. Le général Bertrand, successeur de Marmont, visitant le Lycée Impérial en 1811, fut complimenté en vers latins, italiens et slaves (Haumant).

2. La période française fut loin d'être pacifique : la Dalmatie subit les contre-coups du conflit européen; les Russes, les Anglais, les Autrichiens harcelèrent sans cesse les corps français soit sur la terre ferme, soit dans les îles. Le parti « national » fut hostile aux Français.

3. Pisani, p. 463.

4. Fischel, *Sprachenrecht*, n° 127.

sa prérogative, au profit de l'allemand [1], tout comme le polonais en Galicie. Et en 1848, l'on se fit une joie d'opposer aux Italiens, fiers de leur civilisation, cette nationalité illyrienne, ces Slaves dociles, ignorants, dévots, contrepoids à la turbulence et à l'impiété latines. Aux députés italiens d'Istrie qui réclamaient pour leur langue le monopole officiel dans toute la province, sauf un seul district, le ministre Stadion répondit de haut que les Italiens n'étaient qu'une minorité de 60.000 individus contre 150.000 Slaves et Valaques [2].

Et l'illyrisme fut réhabilité. Il fut admis au même titre que l'italien dans les tractations et pièces judiciaires [3], ce qui rendit quelque prestige au serbe et au croate jusqu'alors dédaignés ; et même le gouvernement concéda au clergé orthodoxe, non uni, le droit de tenir ses registres et ses actes en serbe et en écriture cyrillique [4].

La perte de la Lombardie avait affaibli et humilié les Italiens, demeurés sujets de l'Autriche. Le gouverneur de l'Istrie déclara tout net au ministre de la Justice, en 1866, que l'italianisme avait abusivement envahi, grâce à la basoche, tous les organes de juridiction, que la raison d'État commandait le plus énergique appui à l'élément non italien [5]. Les prescriptions favorables au slave furent confirmées ; et désormais nul ne fut plus reconnu apte à une fonction en Dalmatie s'il ne possédait à fond les langues italienne et « illyrienne » [6], et, par une spécification qui veut être plus exacte, « illyrienne ou dalmate » [7]. L'ordonnance linguistique du 30 avril 1872 règla dans cette province l'emploi des deux langues, l'italienne et la « slave » [8]. Celle du 26 avril 1909 consacra la supériorité

1. *Ibid.*, n° 132.

2. *Materialien*, n° 100, p. 328 (lettre du 15 décembre 1848).

3. Le tribunal de Rovigno est avisé, en 1850, d'avoir à se procurer un interprète slave (*Sprachenrecht*, n° 201).

4. *Ibid.*, n° 273 (1861).

5. *Materialien*, p. 329 (lettre du 25 novembre 1866).

6. *Sprachenrecht*, n° 295 (1867).

7. *Ibid.*, n° 319 (1869). L'appellation de langue « illyrienne » persiste.

8. Sous ce terme il faut entendre le serbe-croate en Dalmatie et en Istrie et Goriz, aussi le slovène (*ibid.*, n° 395a et 410b).

de cette dernière promue à l'office de langue administrative, tandis que la première est réduite à un rôle subordonné[1]. Entre slavisme et italianisme le duel est furieusement engagé.

## II

### LES NATIONALITÉS DU « LITTORAL »

Pour mieux marquer les coups et diriger les reprises, le gouvernement autrichien, dont les desseins sont uniformes, mais les procédés très complexes, n'a pas voulu embrasser dans une unité administrative ses pays adriatiques. Il a morcelé ce qu'on appelle officiellement le Littoral en trois petites provinces, dont la plus exiguë, Trieste et son territoire (95 kilomètres carrés), est la plus difficile à gouverner; dont une seconde, Goriz et Gradisca (moins de 3.000 kilomètres carrés), occupe les issues des Alpes juliennes sur le Frioul et la Vénétie; dont la troisième, l'Istrie (à peu près 5.000 kilomètres carrés) mérite par sa situation une surveillance incessante. L'union des trois pays eût valu d'emblée à l'élément italien la prépondérance : sur les 827.000 habitants, près de 356.000 se réclament de la nationalité italienne, soit 43 p. 100; les forces numériques des Slaves, 267.000 Slovènes, 171.000 Serbo-Croates, ne contrebalancent pas, malgré l'avantage arithmétique, celles des Italiens; d'abord parce que les Slaves sont divisés en deux groupes, et surtout parce que les Italiens possèdent une influence intellectuelle autant qu'économique, qu'exalterait au sein d'un même pays, d'une même Diète, la conscience de leur cohésion politique.

A Trieste, les Italiens dominent sans conteste : ils sont 119.000 dans la ville même; les Slovènes atteignent 51.000 âmes : paysans et pâtres du causse, ils ne sont point en mesure de lutter contre les riches et puissants citadins.

Dans le comté de Goriz et Gradisca, les Slovènes l'emportent sur les Italiens, qui d'ailleurs sont de même condition sociale à peu près, ne s'étant pas élevés à une

1. *Ibid.*, n° 486.

aristocratie marchande et financière, comme à Trieste : 155.000 Slovènes, 90.000 Italiens.

En Istrie enfin, chaque nationalité est représentée par une fraction respectable : les Serbo-Croates avec 168.000 âmes, les Slovènes avec 55.000, les Italiens avec 147.000.

Ces chiffres fournis par la statistique ont une valeur plus documentaire que morale : Czœrnig, fils de l'auteur de l'Ethnographie, en avait, dès le premier recensement linguistique, ébranlé la véracité[1]. Il a montré par des exemples topiques que la langue usuelle ne s'identifie pas avec la langue maternelle, ni la race avec la nationalité. Dans plusieurs villages autour du lac Cepich (Istrie), des Roumains qui n'ont pas renié ni perdu leur idiome, qui ont adopté, il est vrai, pour leurs relations de voisinage le croate, ont été déclarés d'office italiens. Dans d'autres communes (par exemple Neresine, de l'île Lussin), on relève, sur le recensement, une forte majorité d'Italiens : or les enfants qui entrent à l'école ne comprennent pas un mot de cette langue, si bien qu'il a fallu slaviser l'école; la majorité italienne qui fait bien sur un tableau est un leurre. Ailleurs (district de Parenzo) on inscrit comme Slovènes plus de 2.000 individus qui ne se servent que du croate. Voici des témoignages plus récents, fournis par le connaisseur le plus autorisé de l'Istrie : dans le karst de Buje, un groupe d'une quinzaine de mille individus slovéno-croates, et qui parlent un jargon italo-slave, invoquent l'italianité. Voici encore, aux alentours de Pinguente, les Fučki, qui en 1880 se partageaient linguistiquement entre l'italien et le croate, en 1898 entre le slovène et le croate, et qui n'ont droit à aucune de




1. *Die ethnologischen Verhältnisse des oesterr. Küstenlandes nach dem richtiggestellten Ergebnisse der Volkszählung vom* 31 *déc.* 1880 (avec une carte ethnographique). Trieste, Schimpff, 1885.

Ce travail a été analysé, au point de vue italien, par le professeur Giovanni Marinelli, dans une brochure intitulée : *Slavi, Tedeschi, Italiani nel cosiddetto « littorale » austriaco* (Venise, Antonelli, 1885, 43 pages).

ces rubriques : ce sont des Roumains, à peine slavisés. Les Roumains de l'Arsa — 1600 en 1880 — se disaient italiens : depuis, une moitié d'entre eux s'est retrouvée roumaine[1]. Le dénombrement est sujet à caution. Toutefois, une contre-enquête critique, comme celle de Czœrnig ou de Krebs, n'entraîne que de faibles déplacements de chiffres, corrige quelques traits de l'image ethnographique qui, dans son ensemble, n'est pas faussée : car, le plus souvent, l'option de l'*umgangssprache* est ou devrait être la libre expression du sentiment national[2].

En Istrie, la géographie régit, avec une suffisante précision, la répartition linguistique : l'italien sur la côte, plus serré, plus dense, et cela est une force ; le slave dans l'arrière-pays et s'éparpillant, en raison de la nature du sol[3]. L'italien a cependant gravi le karst, en remontant le val de la Montona ; il s'est aventuré en quelques îlots plus éloignés, bourgades de citadins, au milieu des paysans serbo-croates.

Il n'en subsiste pas moins que les minorités s'agrègent à la masse linguistique la plus puissante, par raison d'affaires, ou lorsque, comme en Istrie, les deux langues dominantes, l'italien et le serbo-croate, se pénètrent au point de devenir hybrides et de provoquer l'inquiétude des philologues. Rien d'étonnant du reste que cette région littorale, grande voie de circulation, soit le théâtre de fusions et mixtures : la mer est un agent d'union. Il semble toutefois que les nationalités tendent, pour se préserver, à réagir contre la nature : le conflit les force à se reconnaître.

1. Krebs, p. 123 suiv.

2. Il faut compter aussi que l'option est parfois difficile aux polyglottes, qui abondent en ces pays. Bartoli (col. 24, § 29) en cite un amusant exemple ; son informateur, qui parlait italien, savait aussi le serbo-croate, puisqu'il avait eu une amourette avec une jeune personne slave du village de Verbenico.

3. Voir les deux petites cartes des nationalités et de la densité de G. Gravisi, *Nazionalità e densità di popolazione in Istria* (Bollet. Soc. Geograf. Italiana, vol. XLII, 1905, p. 151).

## III

## LES NATIONALITÉS

### 1° Italiens et Frioulans.

Les Italiens du littoral, qui vantent légitimement leur unité, seraient mal venus à se targuer d'une communauté d'origine. Tout d'abord, ils ne sont pas foncièrement de purs Italiotes ; les colons latins, introduits par le gouvernement romain, se sont croisés avec les indigènes illyriens déjà mélangés eux-mêmes. Des dialectes naquirent, succédanés du latin rustique ; celui des montagnards des Alpes Carniques, appelés « *cargnelli* », Rhétiens ou Ladins romanisés qui avaient séjourné en Istrie, ne s'éteignit à Muggia que dans ces dernières années[1].

Ce dialecte était apparenté à celui qui régnait sur tout le coin septentrional de l'Adriatique, depuis les lagunes jusqu'aux Alpes[2], le frioulan. On pense que le frioulan[3]

1. Krebs, p. 114.

2. Dans le *territorio* du comté de Goriz, la terrasse qui du bas Isonzo descend à l'Adriatique, le dialecte appelé *bisiacco* est vénitien, mais a des affinités avec le frioulan (Comte Coronini-Cronberg, Ö. U. M. *Das Küstenland*, p. 161).

3. Le frioulan, qui a été recouvert par le vénitien à Trieste et dans l'Istrie, est demeuré vivant et compact dans le comté de Goriz et Gradisca. Le recensement le confond avec l'italien; mais il est plus proche du catalan, du roumain, du provençal; ce qui excuse la statistique officielle, c'est que le frioulan n'est qu'un dialecte qui a l'italien pour expression littéraire; que d'autre part les gens qui le parlent se rattachent à la nationalité italienne. Antonio Ive, (*I dialetti ladino-veneti dell Istria.* Strasbourg, Trübner, 1900), admet avec Ascoli que le ladin-frioulan s'est fondu avec le vénitien de terre ferme. Outre le dialecte mixte, il s'est formé aussi l'istriote. (Giuseppe Vidossich, *Studi sul dialetto triestino* Archeografo triestino. Nouv. série, vol. XXIII, 1900, p. 249).

Czoernig, dans sa *Völkertafel* de 1851, dénombrait dans ce pays du Littoral environ 50.000 Frioulans *. Czoernig le fils les distingue des Italiens propres, il en compte 52,500, tandis que les Italiens ne se chiffrent qu'à 21.000 environ. Dans les districts dévolus au frioulan, ce dialecte sert à l'instruction et à la prédication religieuses; il est exclu de l'école et de l'administration où l'italien règne, il ne s'en est pas moins maintenu **.

Le Frioulan est de taille moyenne, d'épaules larges, généralement de type foncé, l'hyperbrachycéphalie domine (73 p. 100 des mensurations faites). On signale dans la forme du crâne et du faciès une analogie avec le Rhétien ou Ladin ***.

* C'est lui qui a appelé l'attention sur ce groupe ethnique. *Das Land*

fut parlé à Trieste jusqu'au XVIII[e] siècle, jusqu'à l'époque où le hâvre grandit en un port méditerranéen; il était aussi répandu en Istrie. Déjà Dante (*de vulgari eloquentia*) signalait la différence du parler vénitien avec celui d'Aquilée et d'Istrie, où les gens « *crudeliter accentuando eructant* », parler si rude, « *quod mulierem loquentem non solum disterminat, sed esse virum dubitare facit* ». Au XVI[e] siècle, dit un historien, la langue de Trieste « *è forlana corrotta* » (un frioulan corrompu) [1]. Les familles patriciennes de Trieste conservèrent longtemps cet idiome, pour se distinguer du populaire qui, grâce aux immigrations et par nécessité commerciale, adopta peu à peu le vénitien, le *volgare*, mais avec des singularités. Dès le XII[e] siècle une colonisation vraiment italienne, toscane, vénitienne, surtout de nobles, marchands, pêcheurs et marins se diffusa [2], et le vénitien conquit ainsi la primauté, effaçant les idiomes plus anciens, le dalmate, par exemple, qui survécut jusqu'à la fin du XIX[e] siècle, à Veglia [3]. Non seulement le vénitien fut la langue mercantile, mais encore celle de l'intelligence : les évêques de Capodistria, cité qui mérita, par ses institutions savantes, son nom de « tête de l'Istrie », de Parenzo, de Pola, étaient pour la plupart des patriciens de Venise, qui travaillèrent à l'italianisation des Slaves [4].

*Görz und Gradisca*. Vienne, 1873. — *Die alten Völker Oberitaliens*. Vienne, 1885.

** Par un respect exagéré des rubriques officielles, Czoernig jeune n'a pas cru devoir consacrer sur sa carte une teinte spéciale au frioulan (p. 10); il eût dû prendre pour modèle la carte de son père, ce qui eût rendu la comparaison intéressante.

*** Ö. U. M. *Das Küstenland*, p. 155.

1. Tomasin (*Die Volksstämme im Gebiete von Triest und in Istrien*, Trieste Schimpft, 1890, p. 24.) Spécimens du frioulan comparés au patois actuel de Trieste et à l'italien littéraire. Marinelli (p. 25) montre comment se restreint l'aire du frioulan.

2. Tomasin, p. 17 suiv., cite les noms et le lieu d'origine d'un grand nombre de familles.

3. Bartoli lui a consacré une copieuse étude.

4. Sur tout le littoral, l'Église eut une liturgie particulière, qui resta en vigueur à Venise jusqu'à la fin de la République (Tomasin, p. 40).

Il ne faut pas omettre que l'Istrie ne resta pas étrangère au mouvement littéraire et intellectuel: elle eut ses humanistes, les deux Vergario de Capodistria (le fils embrassa la Réforme); ses poètes, ses archéologues et

Venise a donc fait souche, moins par ses colons que par son gouvernement, son parler, ses capitaux ; c'est elle qui a conquis à la vie et à la pensée occidentales ces Illyriens que Rome avait commencé à assimiler.

Aujourd'hui à l'action de Venise, qui fut d'autant plus efficace un temps, qu'elle s'exerça dans les limites de la monarchie autrichienne, s'est substituée la propagande plus large et plus prestigieuse de l'Italie elle même.

La statistique dénonce l'effort de l'italianisme depuis un demi-siècle. En 1851, 58 p. 100 de la population de Trieste appartenaient à la nationalité italienne ; en 1890, ce nombre a sauté à 74 p. 100, au détriment surtout des Slovènes qui sont tombés de 31 à 20 p. 100 et des Allemands déchus de moitié, de 10 à 5 pour 100. Mais Trieste est terriblement disputé à l'italianité. Celle-ci en 1910 a maintenu ses positions avec 120.000 champions environ ; mais les Slovènes auraient plus que doublé leur effectif depuis dix ans (25.000 en 1900. 57.000 en 1910[1]), et les Allemands sont 3.000 de plus (11.800 contre 8.800.) Mais les opérations du recensement ont été si agitées que ces chiffres sont suspects.

Tout de même, à Trieste, l'italianisme est sur la défensive : son taux d'accroissement, de 1900 à 1910, ne se traduit que par 1,83 p. 100, alors que celui des Slovènes a pour expression 130 p. 100, celui des Serbo-Croates, 433 p. 100, proportion formidable qui se réduit en chiffres absolus à 1.952 personnes.

A Goriz[2], voici les fluctuations linguistiques (en pourcentage) constatées depuis vingt ans.

| | ITALIEN | SLOVÈNE | SERBO-CROATE | ALLEMAND |
|---|---|---|---|---|
| 1890. . . . . | 75,23 | 17,82 | 0,25 | 7,47 |
| 1900. . . . . | 67,80 | 20,01 | 0,32 | 11,61 |
| 1910. . . . . | 50,57 | 36,84 | 0,27 | 11,05 |

historiens dont le plus renommé est Peter Kandler (1804-72). Capodistria eut son Académie des *Risorti* (Renaissance) ; Trieste, celle des *Arcadi-Sonziaci*.

1. M. Gaston Gravier (*Le mouvement anti-italien chez les Slaves du Sud. Le Temps*, 17 avril 1914) écrit que les Slovènes contestent ce chiffre comme trop bas et qu'ils comptent au moins 80.000 des leurs à Trieste.

2. Le comte Coronini (Ö. U. M. *ibid*,, p. 163) décrit comme tout italienne la physionomie de Goriz avec ses rues bruyantes, les bavardages dans les cafés, pharmacies, boutiques de barbiers, les vendeurs de *caramelli* (fruits confits), *pettorali* (pommes rôties et marrons).

En Istrie, à Rovigno, les Italiens ont subi de 1900 à 1910 un déchet de 1.3 p. 100, à Parenzo jusqu'à 10 p. 100, et dans toute la province. ils sont touchés. L'italianité, dans les villes même, est battue en brèche.

C'est que l'italianisme trouve devant lui, non plus seulement l'administration, mais des nationalités qui se ressaisissent, Slovènes et Croates, et cette zizanie entre Italiens et Slaves n'est pas pour chagriner le gouvernement. Les Italiens[1] de Trieste ont proscrit des délibérations de la Diète l'usage d'expressions ou termes slaves (1880)[2], ont asservi les Slaves à l'enseignement italien. L'irrédentisme qui eut, en 1882. son martyr, Oberdank; qu'ont fomenté l'Association scolaire *Pro patria* et le *Lega nazionale*[3], a été stimulé par une lutte d'autant plus âpre qu'il est officiellement combattu, que les fonctionnaires et jusqu'aux plus élevés, jouent contre lui le rôle d'agents provocateurs.

Les fins politiques de Vienne affectaient de croire que l'italianisme des Triestins était uniquement sentimental, mais que ces calculateurs et gens d'affaires appréhendaient d'être détachés de l'Autriche dont leur port était le débouché, tandis que l'annexion à l'Italie le couperait de son aire de drainage : on prit texte des inquiétudes exprimées par la Chambre de Commerce de Trieste sur la concurrence éventuelle de Salonique, lorsque les ambitions austro-hongroises furent éblouies par le mirage oriental. C'est méconnaître l'italianité triestine qui est dégagée de toute compromission mercantile[4].

1. Les Italiens reconnaissent que jusqu'à la fin du siècle dernier à Goriz, notamment, Italiens et Slaves vivaient en bonne harmonie. (Ignazio Bresina *Il Friuli irredento* (*I problemi attuali*. Anno I, n° 7, Turin 1915, p.7).

2. En 1896, la municipalité de Trieste a rayé des listes électorales les électeurs slaves. Le gouverneur ayant ordonné leur réintégration, conseil municipal et bourgmestre ont démissionné. Le candidat progressiste italien a, aux élections de mars 1897, battu le candidat slave, président de la Société slovène.

3. La *Lega Nazionale* a aujourd'hui deux foyers principaux, Trieste et Trente.

4. L'on a fait allusion plus haut à la question de l'Université italienne en Autriche, question agitée depuis l'incorporation à l'Italie de l'Université de Padoue. Les Triestins demandèrent pour leur ville la création de cet institut de haut enseignement, arguant que l'élément de prospérité du

### 2° Slaves et Slavo-Roumains.

« Dans aucune région de la monarchie ne se sont maintenus, relativement à la surface du territoire, autant de restes de nationalités diverses, que dans la petite péninsule d'Istrie. » Czœrnig, qui écrivait ces mots en 1857, y notait « treize nuances ethnographiques » ; il y signalait la confusion des langues, confusion telle « que les plus instruits parmi ces populations avaient peine à discerner à quelle langue littéraire ressortissait leur idiome. On y rencontre non seulement des Slovènes croatisés et serbisés, et des Croates slovénisés, mais encore des Valaques croatisés, puis des Croates italianisés, qui ont en partie oublié leur langue maternelle (sur la côte occidentale), puis des Italiens croatisés, où c'est le même cas (à l'intérieur), enfin un peuple mêlé, dont le costume est italien, les mœurs slaves, la langue un mélange de serbe et d'italien[1] ». Ajoutez à cela les « Tchitches énigmatiques » et vous aurez le tableau d'un capharnaüm ethnique.

Le dénombrement officiel ne s'inquiète pas de toutes ces complications ; il parque les Slaves en deux rubriques :

principal port de la Monarchie est l'italien, et jouant aussi du péril slave, (Ferdinando Pasini. L'*Università italiana a Trieste*. Quaderni della Voce. Firenze, Casa Editrice Italiana, octobre 1910, p. 86 suiv.). L'écrit est dédié *alla Città di Triestà, dove palpita il cuore di quanti Italiani risorgono dalle sconfitte più certi della victoria*. Ces Italiens (fascicule II, p. 21) attendent *gli aiuti della nazione-madre*. Nous avons dit aussi que Trieste a été désignée par les Slovènes comme siège de leur Université nationale.

1. *Ethnographie*, I, p. VIII. Le professeur Musoni a étudié un exemple particulier de ce mélange (*I nomi locali e l'elemento slavo in Friuli*. Rivista geogr. italiana, 1897, p. 41-6, 109-47). Il insiste, à propos de la toponymie, sur les traductions et travestissements des noms de localités où se plaisent « par un patriotisme mal entendu » les Slaves et les Italiens. Ainsi les Slovènes changent Monfalcone en Trzic, Duino en Devin, Capodistria en Koper, Castelnuovo en Novigrad, Pola en Pulj. — Les Italiens font de Javornik Pomario, de Rosenthal Valdirose, du Triglaw Tricorno, etc.

Sur la mixture linguistique, les exemples abondent dans Hugo Schuchart, *Slawo-Deutsches und Slawo-Italienisches* (Graz, 1885). L'auteur remarque que l'Italien est moins accueillant pour le Slave, qui défraie surtout, à Trieste notamment, le parler populaire (p. 74 : cependant le frioulan et le vénitien même ont été contaminés (p. 77). D'autre part, les pêcheurs de Lesina ne désignent certaines espèces de poissons que sous des noms slaves.

Slovènes et Serbo-Croates, et chaque individu est sollicité d'adopter l'une ou l'autre : la statistique est ici par trop simpliste[1]. Il est vrai cependant que ces deux fractions ont été géographiquement réparties, l'une au nord, l'autre au sud.

Les Slovènes se relient à leurs frères de Carniole ; ils couvrent le karst et tout l'arrière-pays, et ne touchent à la mer qu'entre Nabresina et Trieste ; ils poussent une pointe jusque vers le littoral, en Istrie, dans le district de Capo d'Istria, et vers Castelnuovo, qui est leur gros centre. Ils descendirent des Alpes dès le VIIe siècle, avec les Lombards et les Avars, dit Paul Diacre ; au début du IXe siècle, ils alarmaient les populations romanes ; il fallut les pourvoir de terres à défricher. Dans la suite, du XIIIe à la fin du XVIIe siècle, en 1699 encore, fuyant les Turcs, ils dévalèrent par petites bandes, et occupèrent des localités qui portent encore un nom roman ; dès le XIVe siècle, le chapitre de Trieste leur donna des vicaires pratiquant leur idiome.

Dans le comté de Goriz-Gradisca, les Slovènes détiennent la majorité, 155.000 habitants sur 250.000 (62 p. 100)[2] ; en Istrie, 55.000 sur 386.000 habitants (14 p. 100). Leur nombre semble stationnaire, et peut-être plutôt en recul ; dans le premier de ces pays, ils se sont accrus, entre 1900 et 1910, de 14.000, surtout dans le chef-lieu où ils ont passé de 4.754 à 10.790, au détriment de l'italien qui a perdu 2.000 adhérents. En Istrie ils se sont maintenus et même augmentés de 14.000 unités, mais les Serbo-Croates de 25.000. C'est surtout dans le territoire de Trieste que leur situation est intéressante : ils sont 57.000 contre 110.000 Italiens ; il s'est produit là de singulières oscillations : de 1890 à 1900, chute profonde, déchet de 3.000

1. Le comte Coronini (*ouv. cit.*, p. 165-6) montre combien la statistique ethnique est impraticable : « Dans une même famille du comté de Goriz, dit-il, de deux frères élevés et grandis dans les mêmes conditions, l'un a des sentiments italiens, l'autre slaves ».

2. Dans le comté de Goriz, on a signalé cependant une forte émigration des Slovènes, notamment vers l'Égypte, où beaucoup d'entre eux, hommes et femmes, font souche et fortune (Ö. U. M., p. 165). De 1900 à 1910, plus de 10.000 émigrants ont quitté ce petit pays, vide que compense l'excédent des naissances.

(— 10,43 p. 100); au bout de la décade suivante, 32.000 Slovènes de plus, saut formidable de 130 p. 100. C'est l'influx du prolétariat infime, maçons, ouvriers des travaux publics. Dans la campagne, les mandrieri (de *mandra*, troupeau, preuve qu'ils étaient pasteurs à l'origine) ont conservé leur costume et leurs mœurs. Chaque commune a son école où leur langue est cultivée[1]. Le gouvernement les soutient contre l'animosité italienne, et leur rend la conscience de leur nationalité, lente à s'éveiller[2]. Leur littérature n'a rien d'original encore, quelques traductions les initiant à la pensée et à l'esthétique des autres peuples.

Le centre et le midi de la presqu'île istriote, et de même les îles, sont habités par des Croates : ils sont 168.000. Ils apparurent d'abord par petits paquets au début du VIIe siècle; au Xe, ils rôdent, en pillards, détruisent Rovigno; et plus tard Venise, qui ne peut plus les expulser parce qu'ils sont en force, les fixe à demeure; très rapidement, semble-t-il, l'Istrie intérieure est colonisée par eux; au XVIIe siècle, écrit un contemporain : « *sono sparsi per tutti i luoghi, anzi al presente la lingua slava si è fatta commune quasi per tutto, e le genti di molte ville non sanno nemmen pronunciar l'italiana*[3]. » Ils sont organisés dès le XIVe siècle, sous leurs zupan, leurs juges, et ont une noblesse, propriétaire de biens-fonds étendus.

Ce qui leur donna prestige et vigueur, c'est moins leur nombre que la conscience de leur culture intellectuelle et religieuse. Très tôt ils possédèrent avec leur liturgie l'écriture glagolitique: le plus vieux monument de cette écriture est le manuscrit dit Clozianus (du nom d'un de ses possesseurs), originaire de l'île Veglia (Krk) et datant de la fin du Xe ou du début du XIe siecle; beaucoup de manuscrits se répandirent en Istrie; puis dès 1483, on

1. Le vocabulaire des paysans de la campagne de Trieste est très mélangé de slave et d'italien (Tomasin, Ö. U. M., p. 192).

2. Sur les efforts des Slovènes pour faire prévaloir leur langue, dès 1861, V. Gumplovicz, p. 152 et suiv.

3. Tomasin, p. 67.

imprima à Venise, foyer intellectuel des Slaves catholiques depuis la chute de Constantinople, un missel, *missale romanum glagoliticum*, qui eut des éditions successives ; puis se publièrent des *schiavetti*, extraits slaves des passages du missel qu'on chantait au service divin : ils sont reproduits en croate, mais imprimés en lettres latines. Cette liturgie en leur langue, cette écriture contribuèrent à fortifier ce qu'on peut appeler déjà la nationalité croate. La Réforme la servit encore : des Istriotes et Dalmates protestants réfugiés en Wurtemberg, à Urach, lancèrent une Bible imprimée en glagolitique et en cyrillique (1562). La tentative de Réforme des Slaves du sud avorta. Mais l'Église catholique ne proscrivit pas l'emploi des caractères glagolitiques[1].

Ces caracteres furent usités aussi pour des documents profanes, juridiques et autres.

Mais la littérature religieuse prévalut forcément; car le peuple croate toujours inquiété par l'Infidèle concentra toute son existence morale autour de sa foi[2]. C'est dans ce siècle seulement que le mouvement des esprits s'est annoncé : tout d'abord vers 1835, une orthographe plus souple, plus adaptée à l'idiome rajeuni, la Gajevica[3], provoqua une production plus féconde et plus large, qui commença par des traductions et des anthologies ; on rassembla les pièces populaires, qui, en 1879, furent éditées en un volume par une Revue fondée en 1870, *Nasa Sloga* : le promoteur de ce réveil fut Jacob Volčič, carniolais de naissance, mais qui vécut comme prêtre en Istrie. Ces poésies sont inspirées à la fois par l'épopée serbe du roi Marko et par le souvenir des luttes avec Venise (com-

1. Voir décret de la congrégation des Rites du 18 déc. 1906 et de la congrégation consistoriale du 22 juillet 1909 (Fischel. *Sprachenrecht*, nos 471 et 488).

2. Le catholicisme croate est des plus vivaces et très particulariste, très défiant même à l'égard de Rome, non pour des raisons doctrinales, mais par une répugnance ethnique qu'a traduite l'illustre évêque Strossmayer lui-même, lors qu'il fit confidence à M. Ch. Loiseau qu'il combattit l'infaillibilité pontificale « par peur de voir l'élément italien absorber l'autorité dans l'Église ». (Ch. Loiseau. *L'évolution politique des catholiques italiens.* Rev. de Paris, 1er juin 1913, p. 666.)

3. Du nom de Gaj, le promoteur de l'*illyrisme*.

plainte de Jean Frangipani ou Frankopan, seigneur de Veglia, traîtreusement pris par les Vénitiens) ; la langue est si mélangée d'italianisme qu'il a fallu dresser un lexique spécial. Ce sont là des caractéristiques de la population croate d'Istrie.

Les écrivains de cette nation se préoccupent surtout de l'éducation de leur peuple, et sacrifient patriotiquement l'art pour l'art. Leur effort n'est pas vain. La nationalité croate s'est imposée ; elle a, en Istrie, gagné sur l'italien et sur le slovène, à Capo d'Istria, Parenzo, Pisino. En ces dix dernières années, son contingent est monté de 42 à 45 p. 100 et s'est accru de 25.000 unités, et proportionnellement de 17,56 p. 100 environ, alors que l'augmentation du Slovène n'accuse que 15,54 et que celle de l'Italien n'arrive qu'à 8,24. La race est endurante, quoique d'aspect misérable à cause de sa pauvreté, travailleuse et digne d'une meilleure fortune[1].

La section du karst istriote qui se soude au plateau de Carniole est en partie habitée par une population dont l'état civil est encore incertain, ou plutôt dont la diversité ethnique est certaine. Le pays des Tchitches (*Tchitscherei*), d'une surface de 500 kilomètres carrés, est borné au Sud par l'arête où saillit le Monte Maggiore et s'étend au Sud-Est jusqu'à la chaîne côtière qui surplombe le golfe de Quarnero ; il embrasse un des plus tristes cantons du karst, un désert pierreux, à peine animé par les taches vertes de quelques bois ou pâturages ; des huttes basses, dont les parois sont des morceaux de roche et dont le toit est de chaume, y sont éparpillées, elles abritent gens et bêtes, qui ménagent l'eau, fort rare en ces parages, au point de ne la gaspiller jamais pour leur toilette.

Ces Tchitches n'ont pris gîte que depuis le xe siècle ; auparavant on les connaît comme nomades et comme pillards ; la ville de Trieste leur interdit à plusieurs reprises le séjour sur son territoire ; on leur avait au

1. Cependant les Croates comptent encore le plus grand nombre d'illettrés : dans le district de Pisino, qu'ils peuplent presque entièrement, 22 p. 100 des hommes, 12 p. 100 seulement des femmes savent lire et écrire (Krebs, p. 129).

xi^e^ siècle assigné une paroisse. Lanisce (arrondissement de Pinguente). On leur a laissé une sorte d'indépendance, quoiqu'ils soient administrativement incorporés dans les districts de Volosca, Pinguente, Castelnuovo. On les évalue de 15 à 20.000 âmes [1].

Ils n'ont nulle tradition; ils parlent le croate, comprennent l'italien; dans une commune, Zejane, le dialecte est roumain. C'est pourquoi leurs origines sont fort embrouillées. Leur nom n'est, à ce titre, pas suggestif: ce serait le mot *čiča* [2], cousin, en croate, l'appellation dont ils se saluent. Bidermann [3] voit en eux un mélange de Croates, Valaques, Roumains, greffés peut-être sur la couche celto-ligure primitive. Urbas de même [4] discerne des Rumunes, parents ou descendants des Roumains, des Berkines et Savarines qui sont slovènes, des Castuans qui sont croisés. Ch. Yriarte les soupçonne d'avoir été contaminés par les Uskoks et les Albanais, d'après leur structure osseuse, leur naturel brutal, vindicatif et fourbe, et aussi leur vocabulaire. C'est la solution la plus plausible de ce problème que déjà Kandler [5] déclarait insoluble.

On ne peut tracer un portrait physique qui s'applique à tous les Tchitches: la taille svelte, la physionomie expressive, l'œil vif, le profil régulier témoignent, semble-t-il, de la provenance roumaine; la face large, le nez épaté, les petits yeux ternes et mélancoliques sont des indices slaves. « Ils ont le front bas et plat », écrit Charles Yriarte tandis que l'anthropologue de l'Ö. U. M. leur attribue un front très bombé, *vorgewölbt* [6], les yeux noirs et extrê-

1. Ils sont comptés, soit comme Slovènes, soit comme Serbo-Croates.

2. Pron. *Tchitcha*. Ce sobriquet, donné aux Rumeri istriotes, s'identifierait avec *tsintsar*, dont la signification est également inconnue (Jorga, I, p. 154).

3. Bidermann, *Die Rumänen und ihre Verbreitung in Oesterreich-Ungarn*. Graz, 1877, p. 79 suiv.

4. Urbas. *Die Tchitscherei und die Tchitschen* (Zeitschr. D. Ö. Alpenver. 1884). — Ch. Yriarte, *L'Istrie* (Tour du Monde, 1875 ¹).

5. Kandler, *I Cici*, cité par Urbas (p. 94) et Tomasin (p. 57). Sur vingt-deux noms de famille, les plus communs parmi les Tchitches (d'après Tomasin) sont authentiquement roumains. G. Vassilich. *Sull' origine dei Cici. Contributo all' etnografia dell' Istria*. (Archeografo Triestino, 1900, t. XXIII, p. 159; 1903, t. XXIX, p. 55-80, 351-395; 1905, t. XXX, p. 211-247.)

6. Vipauz, Ö. U. M. *Das Küstenland*, p. 160.

mement brillants, les joues saillantes avec les pommettes très accusées ; les femmes ont presque toutes le nez pointu et retroussé, avec la face plate et ronde ».

Les Tchitches sont sains, malgré leur misère, et d'une grande pureté de mœurs. Jadis ils étaient faux sauniers, de la côte vers l'intérieur. Aujourd'hui, ils sont bûcherons, charbonniers dans les ventes, fabricants de douves. Ils vendent leur charbon à Trieste, en criant : *kerbune*. Leur costume est composite, emprunté à diverses tribus slaves : ils chaussent l'opanka.

En somme, le Tchitche est le produit de ces contacts et superpositions qui laissent deviner les flux et reflux des migrations sur cette région adriatique.

Une autre petite tribu, douteuse comme celle des Tchitches, mérite quelque attention : celle des Morlaques. Le nom permettrait de conclure à une souche roumaine, si l'on identifiait Valaques et Roumains. Les Turcs les appellent en effet Karavlassi, Valaques noirs, ce qui correspondrait au Morlaque des Slaves[1]. Mais la dénomination de Valaques n'a pas de sens ethnique. On s'accorde à croire que les Morlaques séjournant aujourd'hui autour de Pola, Rovigno, Dignano, Parenzo, Pisino, sont des Roumains slavisés[2], et non les descendants des Uskoks; cependant Tomasin se prononce pour leur filiation serbe qui les apparente aux Bosniaques et Herzégoviniens[3].

Ce sont des réfugiés qui voulurent échapper aux Turcs ; on les parqua dans l'intérieur de l'Istrie et on ne les souffrit

1. Lechner (*Die Rumänen in Istrien*. Peterm. Mitth. 1883), admet la dénomination de Valaques de la mer (*more vlahi*) et l'origine roumaine. Cf. Jirecek *Wlachen und Maurovlachen in den Denkmälern von Ragusa* (Sitzungsber. Böhm. Ges. Wissenschaften, 1879). Jorga, I, p. 152-4.

2. Bidermann, Lechner.

3. P. 54. Les mœurs des Morlaques ont excité la curiosité de longue date. En 1778, l'abbé de Fortis publia à Berne un petit volume intitulé : *Lettre à Mylord comte de Bute, sur les mœurs et usages des Morlaques appelés Monténégrins*, qui a été commenté par Lovrich, *Osservazioni sopra il viaggio in Dalmazia dell abbate Fortis* (Venise, 1876). Cf. A. Schimpff, *Die Morlachen in Dalmatien* (Aus allen Welttheilen, 1877, p. 207).
Majnoni d'Intrignano *Die Morlaken in Dalmatien* (*ibid.*, 1893, vol. XXIV, p. 95-101 ; 122-8), signale chez les Morlaques leur défiance à l'endroit de la « loyauté italienne » qui est pour eux la *fides punica*.

guère sur le littoral; l'immigration se poursuivit longtemps. Au milieu du XVII[e] siècle, le doge Pesaro (de Venise), pour repeupler l'Istrie décimée par la peste, distribua des Morlaques, des Bouches de Cattaro à Peroï, sur la côte occidentale au nord de Fasana. Ceux-là sont des *Bocchesi* et des Grecs orthodoxes qui ont conservé leur dialecte et leurs mœurs, d'ailleurs fort honnêtes. On en compte environ 700; sur la carte de Czœrnig le jeune, le territoire de Peroï est teinté comme serbo-croate et faisant tache au milieu des Italiens.

En 1851, Czœrnig inscrivait 2.800 Roumains en Istrie, dans quelques communes au nord du lac Cepich, et dans celle de Zejane, du pays des Tchitches. Ce chiffre était en désaccord avec le recensement officiel de 1846 qui en relevait 1.555; celui de 1880 néglige cette partie de la population; celui de 1890 en porte 470. Or Czœrnig le jeune a rendu un état civil à 2.121 Roumains, dont 1.590 avaient été enregistrés comme Italiens et 531 comme Serbo-Croates. Ce petit groupe est curieux parce qu'il est un témoin de l'histoire ethnique de la province. Cette communauté, qui fond à vue d'œil — puisqu'en effet à l'église et à l'école elle emploie le serbo-croate — est un reste de la colonisation romane jadis plus étendue, qui embrassait et la frange littorale et les îles. Ces résidus, dont l'effectif n'atteint pas un millier, végètent autour d'Albona (arrondissement de Pisino)[1].

Mais les Roumains ou Rumunes sont-ils les descendants des colons romains, comme ils s'en targuent, sur la foi de textes qui racontent que le latin fut la langue parlée jusqu'au XIII[e] siècle par tous les riverains de la côte dalmate[2]?

1. Lechner dit que le dialecte de l'île de Veglia a des affinités sensibles avec l'Istro-Roumain. Selon G. Vassilich (*Sui Rumeni dell' Istria. Riassunto-storico-bibliografico,* Archeografo triestino XXIII, 1899-1910, p. 183), les Roumains de Veglia et des îles et de l'Istrie seraient venus au XIV[e] siècle de la *Maior Vlachia.*

Burada, *Rumanii din Istria* (Bullet. Soc. Géogr. roumaine, t. XV, 1894, 3[e] et 4[e] trim., p. 56, 77), donne une bibliographie, des spécimens dialectaux et les évaluations diverses auxquelles a été porté le nombre des Roumains à diverses époques : il ne paraît pas que le chiffre doive dépasser 3.000.

2. Constantin Jireček. *Die Romanen in den Städten Dalmatiens während*

Est-il plus probable que leurs ancêtres furent chassés par les Hongrois du Bas-Danube, de la Mésie, et durent s'ébranler vers l'Occident en menant la vie nomade, d'où leur nom de Valaques[1] ? Beaucoup de localités furent habitées par eux, qui aujourd'hui sont slaves et qui rappellent le terme de village, *catunù*, en roumain (*Catuna*, *Cattun*, *Cadum*, etc.) ; tels aussi les noms de *Vlach* et *Vlahova* et quelques autres vestiges dans la toponymie[2]. Actuellement, le plus gros réside à Berdo ; un petit îlot subsiste à Zejane.

Leur idiome est un roumain très particulier ou très altéré, avec des emprunts dialectaux à l'Istro-Roumain et au Macédo-Roumain, qui ne se rencontrent pas dans la langue daco-roumaine, celle de la Roumanie. Beaucoup de vocables latins persistent parmi eux[3]. Loin de vouloir assimiler ou détruire ce petit monde des Vlahovi, comme les désignent les Slaves, ou Ciribiri[4], suivant le sobriquet italien, la Diète d'Istrie a décidé, en 1888, de les doter d'écoles roumaines, et de les conserver, pour l'intérêt archéologique qu'ils présentent.

Les Allemands dénoncent avec d'autant plus d'amertume la propagande des nationalités qu'ils crient à la dépossession. Ils évoquent le souvenir des Lombards, qui en effet prirent quartier dans la contrée de Goriz ; les comtes de Goriz dépendirent des Habsbourg. Les Allemands affirment en conséquence que le karst istriote est — historiquement — un morceau de terre germanique[5]

*des Mittelalters* (*loc. cit.*, t. XLVIII, 1901, XLIX, 1903 et 1904), se demande si les Vlach du XIIIe ou XVe siècle parlaient encore roumain ou étaient déjà slavisés.

1. Tomasin, p. 41.

2. Miklosich, *Ueber die Wanderungen der Rumänen in den dalmatinischen Alpen* (Denkschr. Acad. Wien, Phil.-hist. Cl. vol. XXX, 1879).

3. Tomasin, p. 44. D'après Vassilich, (p. 178) les Roumains ne parlent leur langue originelle qu'en famille : quasi lingua di confidenza.

4. L. Czink, *Vlashie, la vallée des Ciribiri en Istrie* (Bullet. Soc. Géogr. roumaine, XII, 1891, p. 261-5, d'après l'Abrégé du Bullet. Soc. Géogr. hongroise).

5. Bidermann, *Neuere slavische Siedelungen auf süddeutschem Boden* (Forsch. Deutsch. Landes und Volksk. II : les trois premiers chapitres concernent l'Istrie, Goriz et Gradisca, la Carniole. Martin Wutte, *Das Deutschtum im oesterreichischen Küstenlande* (Deutsche Erde, VIII, 1909, p. 202-5, 229-33, carte n° 11 à 1/750.000e.)

où régna au moyen âge le droit allemand. Assurément, ces pays ont été incorporés aux appartenances de la Maison d'Autriche et à l'Empire ; mais l'élément tudesque les a-t-il peuplés ? En 1626, les « États » de Goriz se font décerner par l'Empereur Frédéric II un brevet de « vrais et authentiques vieux allemands » — aujourd'hui encore le nobiliaire de ce petit pays compte des noms tudesques — et les jeunes gens de famille continuèrent à fréquenter les Universités de Vienne et de Graz. L'Istrie a été semée jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle de castels, de bourgades, dont les noms allemands ont été oblitérés et ne vivent plus que dans les chartes. La vague slave s'est depuis lors enflée et a tout submergé. Les Allemands se défendirent mal [1] ; le gouvernement les a soutenus par un contingent de fonctionnaires et soldats. Ils sont 29.000 sur tout le littoral, dont 12.000 à Trieste, où beaucoup de familles à nom allemand se sont italianisées [2], et plus de 9.000 à Pola [3]. Ils luttent en clamant à la persécution [4]. Le témoignage des statistiques est suspect dans l'espèce. Les Allemands, sur ce terrain méridional, ne poussent pas de racines, et ceux qui s'y implantent se modifient [5].

### 3° Les nationalités en Dalmatie.

Assurément, la Dalmatie est une province serbo-croate : sur 635.000 indigènes, 610.000 relèvent de cette nationalité ; cette force s'est par une progression naturelle

1. Pour l'histoire de la slovénisation de Deutsch Ruth, voir Johannes Kostial, *Deutschruth. Uebersicht der noch zugänglichen Angaben über das Schwinden des dortigen Deutschtums* (Deutsche Erde, XII, Jahrg, 1913, p. 88-92, avec carte à 1/750.000<sup>e</sup> de Paul Langhans, *Die ehemalige deutsche Sprachinsel Deutschruth-Zarz*.)

2. Tomasin, p. 97.

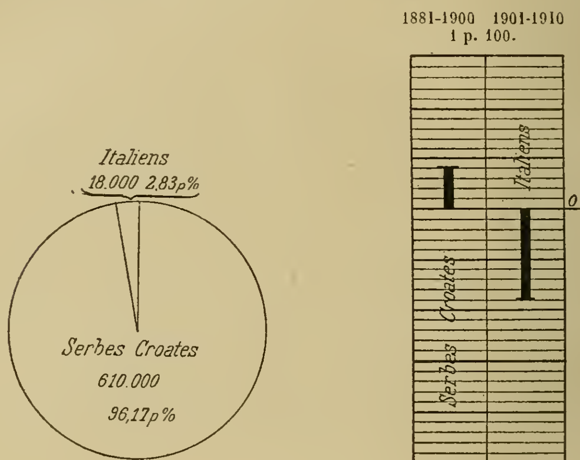
3. Ces chiffres comprennent l'élément militaire.

4. Gross, *Der deutschen Zunge an der Adria Noth und Hoffnung* (Aus allen Welttheilen, 1883, p. 326-31).

5. Les Allemands ont foi en la vertu de leurs associations scolaires et politiques, comme la « Südmark » pour protéger et fortifier le germanisme. Ils espèrent que le chemin de fer des Tauern et des Karawankes servira de lien matériel entre le bloc germanique et sa colonie adriatique.

affirmée à mesure que les Dalmates sont entrés en communion avec leurs frères du royaume triunitaire. En 1880, le serbo-croate était parlé par 93 personnes sur 100, depuis 1890 par 96.

Jusqu'à ces derniers temps c'est sur l'italien que le slavisme avait empiété[1]. En 1880, 27.000 personnes confessaient l'italianisme, dix ans après 11.000 l'avaient déserté,




perte de 41 p. 100[2] ; en 1910, un petit ressaut qui accroît le groupe jusqu'à 1.800 individus.

Toutefois la dernière décade enregistre une reprise de l'italien, avantage modeste de 2 unités p. 1.000 (de 26,11 à 28,40 p. 1.000 sujets autrichiens, dans la province). L'influence de l'italianisme est tout historique et sociale.

Les Italiens ont en effet la gloire d'avoir conservé la Dalmatie à la civilisation de l'Occident. Ils ont fait l'éducation intellectuelle des cités dalmates, auxquelles ils ont envoyé des maîtres et des idées ; l'élite de la jeunesse dalmate fréquenta les universités italiennes, celle de Padoue principalement. La Dalmatie a fourni à l'Italie

1. G. F. Bulat, *Die Sprachenfrage im Königreich Dalmatien* (Vienne, Holder, 1900).

2. Sur la situation des Italiens, v. Samminiatello, *Noterelle dalmate* (Nuova Antologia, 1er juin 1897, p. 497 : reproduction d'un discours-programme du député italien à la Diète de Zara en février 1896).

même des penseurs et des savants : cette solidarité intellectuelle n'est pas rompue[1].

Les Slaves de la Dalmatie sont désignés officiellement sous le nom de Serbo-Croates. Ils semblent donc appartenir à deux tribus. Tout le nord et le centre de la province jusqu'à la Narenta se dit croate (*horvacki*) ; au sud de cette frontière, la population, surtout celle qui appartient à l'Église orthodoxe, déclare parler le serbe (*srpski*). Mais une différence linguistique ne saurait faire loi pour l'ethnographie ; car Czœrnig considère cette différence comme insignifiante et sensible seulement par des transitions graduées[2]. Cet auteur range tous les Slaves dalmates (Morlaques, Ragusains, Bocchesi, riverains et insulaires) dans la famille serbe, et exclut de la province les Croates ou Serbo-Croates[3].

Les slavisants paraissent pencher à identifier ou plutôt à confondre Croates et Serbes[4]. Les deux groupes auraient fait partie de ces *Sclavini*, Σκλαβηνοί, dont l'avant-garde se projeta jusqu'au cœur de l'Allemagne, vers la Saale et dont un fort détachement, les Wendes, dénommés plus tardivement Slovènes, pénétra dans les Alpes Orientales. Ceux qui se répandirent dans l'arrière-pays adriatique, charriés par les invasions des VI[e] et VII[e] siècles, ne se distinguèrent pas à l'origine ; leur idiome faisait transition entre le Slovène et le Bulgare. Ce qui différencia

1. Nous signalons, sans en tirer argument, un ouvrage collectif où sont exposés les arguments de l'italianité. — l'ouvrage a en effet paru depuis la guerre — *La Dalmazia, sua italianità ; suo valore per la libertà d'Italia nell'Adriatico* (Gênes, Formiggini, 1915).

2. I, p. 57.

3. *Völkertafel*, p. 78.

4. Jagić, *Ein Kapitel aus der Geschichte der südslavischen Sprachen* (Archiv. für slav. Philologie, XVII, 1895, p. 47-87). L'auteur rejette le dualisme, après examen des théories adverses. Emile Haumant (*La nationalité serbo-croate* Annales de Géogr., 23e année, 1914, p. 54) écrit : « Identiques à leur début dans l'histoire, les Serbes et les Croates se sont modifiés au cours des siècles ». Ces modifications tiennent, selon l'auteur, à l'absorption de groupes très divers, Avars, Koumanes, Vlaques, Illyriens, Gépides, Goths, etc. Mais où est le point de bifurcation ?

Voir Matthias Murko *Die südslawischen -Literaturen* dans le Recueil intitulé *Die osteuropäischen Litteraturen und die slawischen Sprachen* (Die Kultur der Gegenwart hrsgb. von Paul Hinneberg. Berlin et Leipzig, 1908, 1re partie, section IX, p. 194 suiv.).

les Croates de ceux de leurs frères qui, sous le nom de Serbes, se créèrent un État et menèrent une vie nationale, c'est qu'ils purent, grâce à la configuration du pays dalmate, préserver leur indépendance, les uns sur les hautes crêtes de leurs causses, les autres dans leurs repaires de pirates : ils ne tombèrent pas comme les peuples de la Grande Serbie sous le joug osmanli ; et ils eurent la bonne fortune d'être conservés par Venise à la communauté européenne. Non seulement les Serbes de Dalmatie se sont isolés de la masse de leurs congénères par un large faisceau de haut relief, impraticable et inhospitalier, mais davantage encore en relâchant jusqu'aux liens spirituels. Tandis que les Serbes en effet sont incorporés à l'Église grecque orientale, les Dalmates sont acquis à l'Église romaine (83 p. 100), à l'exception du groupe méridional des Bocchesi de Knin où les Grecs Orientaux se dénombrent à plus de 70 p. 100, (105 060 fidèles) ; encore cette fraction est-elle étrangère à la Serbie ecclésiastique et rattachée à la métropole orthodoxe de Boukovine.

Les Dalmates ont vu jadis leurs destinées plus intimement soudées à celles de la Grande Croatie, dont leur pays fut un moment le centre politique. Cette période d'union fut agitée et tragique . les rois de Hongrie, la dynastie normande de Naples, Venise, les Turcs s'arrachèrent tour à tour les lambeaux de ce territoire croate. La Croatie propre échut à la Hongrie; la Dalmatie à Venise, puis à l'Autriche ; c'est seulement depuis la restauration du royaume triunitaire que les Croates de Dalmatie se reprennent au rêve d'une patrie commune [1].

Qu'ils forment une ou deux familles ethniques — le proces est irrésolu — il est certain qu'ils se scindent en deux groupes dialectaux, distingués d'après le pronom interrogatif : quoi? Les uns disent *ča*, les autres *što* [2]. Le čakave est plus archaïque et son domaine plus restreint; il règne dans le chapelet septentrional des îles, sur un tron-

1. Ch. Loiseau. *Le conflit serbo-croate* (Revue des Deux-Mondes, 1er sept. 1896, p. 80 suiv.).

2. Prononcer *tcha, schto*. Voir Jagić, *ouvr. cité*, p. 81.

çon de la côte, de Noma jusqu'à Spalato, dans une partie de l'ancienne Poglizza et sur la moitié occidentale de la presqu'île de Sabbioncello (Pelješac). Tout le reste du pays est dévolu au stokave, plus souple, plus harmonieux : un des sous-dialectes, celui de l'Herzégovine, a eu l'honneur d'être élevé par les rénovateurs et inventeurs de l'illyrisme, Vuk Karadžić et Gaj, à la dignité de langue poétique et littéraire ; un autre, le ragusain, a servi à des fins moins nobles, mais s'est laissé imprégner par l'italien au point de devenir un précieux truchement. C'est aux xv^e^ et xvi^e^ siècles que l'idiome stokave a pris la prépondérance ; mais s'il a exproprié l'ancien parler de sa possession d'état, cette modification linguistique ne coïncide pas avec une modification ethnique, avec l'expansion d'une autre tribu.

D'ailleurs, l'anthropologie ignore toute différence entre Serbes et Croates[1]. Elle constate que les Slaves de Dalmatie figurent parmi les plus beaux hommes de l'Europe : leur taille, de 1^m^,690 en moyenne, est supérieure à celle de tous leurs voisins (Albanais 1^m^,664, Grecs 1^m^,651, Turcs 1^m^,622, Italiens du littoral 1^m^,667, Slovènes 1^m^,668) ; du nord au sud, la stature s'accroît : les hommes des îles du groupe septentrional mesurent 1^m^,671 : ceux du groupe méridional, 1^m^,702 ; à Raguse, 1^m^,691 ; à Cattaro, 1^m^,698. Ceux de la Dalmatie continentale surpassent les insulaires : 1^m^,708.

Les Dalmates sont osseux, maigres, mais très résistants ; aussi bien leur climat aux écarts extrêmes les endurcit au point que, chez les Anciens déjà, on leur attribuait une longévité de cinq cents ans, et qu'ils sont rebelles à la tuberculose.

Ils sont brachycéphales, et en majorité, appartiennent au type foncé ; le type blond est plus fréquent sur la côte : sans doute est ce un vestige des populations qui ont devancé

1. Weisbach, *Die Serbo-Kroaten der adriatischen Küstenländer. Anthropologische Studie* (Ztschr. der Ethnologie, Berlin, 1884, 16^e^ année, supplément, 77 pages, 1 planche et 6 tableaux de mensurations).

L'auteur a observé surtout des marins, à l'hôpital de Constantinople : 2.110 individus dont 303 Istriotes, 207 Croates du littoral, 1.609 Dalmates.

Cf. Vipauz, Ö. U. M., *Dalmatien*, p. 119.

les Slaves, et certainement l'indice d'un croisement. Chez les insulaires du groupe nord, le type clair est plus prononcé que vers le sud et sur la terre ferme[1].

Impossible d'ailleurs de discerner des traits ethniques d'une incontestable authenticité. Ce qui fait l'originalité de la Dalmatie, c'est son caractère hétérogène. « Le fourmillement de ces marchés dalmates, écrit M. René Millet[2], ferait la joie d'un peintre et le désespoir d'un ethnographe. Il perdrait son latin, cet honnête homme, à noter sur son carnet les particularités et physionomies d'une centaine de commères, piaillant sur une place dans trois ou quatre patois différents..... »

Par son esprit, par sa littérature, par son art la Dalmatie est une province de transition entre le monde latin et le monde slave. Elle cède tantôt à l'un, tantôt à l'autre courant intellectuel ou plutôt linguistique. Dans ses monuments, les styles byzantin et italien se marient[3]; la pensée, même lorsqu'elle trouve en slave son expression, s'est inspirée longtemps, du xv^e^ au xvii^e^ siècle, de la pensée italienne[4]. Ce qu'il y a de national dans la production intellectuelle de la Dalmatie, c'est d'abord l'écriture glagolitique au service de la langue populaire (čakave), alors que le slavon est l'idiome ecclésiastique[5]; c'est l'éclosion à Raguse d'un foyer de culture slave, foyer d'autant plus vif, que partout ailleurs l'activité intellectuelle était étouffée sous l'oppression turque. Grâce à son indépendance, Raguse fut au xvi^e^ siècle

1. Sur 1.400 individus examinés, Weisbach a compté les proportions suivantes : blonds, 9,37 p. 100; châtains clair, 14,85; bruns, 31,14; bruns foncé, 33,85; noirs, 10,50. Point de répartition géographique nette : cependant, le blond diminue du nord au sud. Les noirs sont les plus grands (1^m^,717), puis les bruns (1^m^,692) qui dépassent les blonds (1^m^,675).

2. *De Salonique à Belgrade : la Dalmatie.* Revue des Deux-Mondes, 15 avril 1890, p. 845.

3. J. Strzygowski, *Orientalische Kunst in Dalmatien* (Dalmatien, p. 153 suiv.)

4. V. l'excellent chapitre sur la littérature italienne en Dalmatie de A. Mussafia. O. U. M, *Dalmatien*, p. 217 suiv.

5. L'écriture cyrillique fut surtout employée à Raguse pour les relations avec la Bosnie et la Serbie; un cyrillique cursif, *bukvica* ou encore *besancica*, fut en usage le long de la frontière de Bosnie et d'Herzégovine; le statut de la Poljica ou Poglizza est rédigé en ce dernier caractère. (Kusar, *ibid.*, p. 237).

l'Athènes des Slaves méridionaux ; elle prétendait se soustraire de la sorte à l'emprise vénitienne : aussi les humanistes latinisants s'irritent *contra stribiliginem illuricam ;* ce fut le mérite des humanistes et poètes ragusains de la Renaissance d'initier leur peuple aux idées classiques de l'Occident ; au XVII[e] siècle, un patricien de Raguse, Jean Gudulič, écrivit l'épopée intitulée : *Osman*, où il glorifie la lutte de la croix contre le croissant ; c'est déjà une épopée slave bien qu'imitée de la *Jérusalem* du Tasse. Le tremblement de terre de 1667, qui ruina Raguse, porta un coup funeste à la littérature nationale qui s'élaborait ; sur les autres villes en effet s'appesantissait la griffe du lion de Saint-Marc ; l'italien seul y était toléré, et les Jésuites, maîtres de l'instruction, tenaient le slave en mépris et en disgrâce.

L'esprit provincial se manifesta encore dans quelques œuvres de caractère populaire ; mais la conscience nationale des Dalmates ne se réveilla que lors de l'explosion du mouvement illyrien [1]. Alors, entre 1830 et 1840, se fondèrent quelques organes de revendications serbo-croates, à Zara, le *Magasin serbo-dalmate*, l'*Aurore dalmate ;* à Raguse la revue appelée du nom slave de la ville, *Dubrovnik* (1849) ; et enfin en 1861, la *Matica dalmatinska*, qui paraît dans la capitale, Zara, et dont la tâche est d'affirmer et d'exalter la nationalité dalmate.

Celle-ci semble maîtresse désormais de ses destinées, mais travaillée aussi d'ambitions qui débordent peut-être le cadre étroit de la province. M. R. Millet a écrit avec quelque optimisme : « En terre dalmate, les races se sont de tout temps rapprochées sans se confondre, et même aujourd'hui les efforts méritoires des journaux pour attiser les passions ne peuvent leur apprendre à se haïr. Slaves,

1. Parmi les littérateurs du mouvement illyrien, il ne faudrait pas oublier un Français, Marc Bruère Desrivaux, un jeune Lyonnais qui fut élevé à Raguse dans le collège des Piaristes. Bruère Desrivaux fut consul de France à Travnik en Bosnie, en 1806 ; puis consul général à Scutari d'Albanie et en 1814 à Raguse ; il mourut dans cette même fonction à Tripoli de Syrie en 1825. Il a laissé des poésies italiennes et « illyriennes » (J. Nagy, *Marko Bruère Desrivaux als ragusanischer Dichter* Archiv für slav. Philologie, XXVIII, 1906, p. 52-76).

Italiens, Morlaques, même les farouches Monténégrins s'apprivoisent dès qu'ils descendent sur cette côte aimée du soleil. » Mais le soleil échauffe ces têtes : témoin la sanglante insurrection des Bocchesi en 1869, et en 1881-1882 celle de la Krivoscie (Dalmatie méridionale) contre le service militaire à l'autrichienne ; ce dernier mouvement ne fut pas simplement local : outre qu'il coïncida avec celui de l'Herzégovine, il fut fomenté par les Serbes et les Panslavistes russes. Mais si les orthodoxes tournent leurs regards vers leurs coreligionnaires, les Dalmates catholiques cherchent des yeux leurs frères de la Grande Croatie, et se réclament d'un autre panslavisme [1].

1. Nous plaçons ici quelques observations générales sur le mode de peuplement de la région adriatique. Les localités italiennes et frioulanes ont volontiers un aspect citadin : le Roman ne s'isole pas de ses congénères, sauf au bord de la lagune dans la Bassa (Goriz) où sont éparpillées des exploitations rurales. Sur le Karst, les maisons se pressent le plus souvent autour d'un château-fort, sur les flancs d'un monticule ; les incursions turques ou vénitiennes ont commandé le resserrement. Toutefois, comme le terroir est infertile, que les lambeaux arables ou les pâturages sont dispersés, des huttes s'égrènent autour des hameaux, huttes de pierres au toit de chaume. Chez les Croates d'Istrie, dont beaucoup immigrèrent aux XVI[e] et XVII[e] siècles, pour repeupler la région dévastée, la vie familiale était très développée, très centralisée : là fleurit, comme en Grande-Croatie, le système de la *zadruga*, qui entraîne l'agglomération au moins des individus d'un clan, et le rapprochement des maisons. L'architecture est des plus rudimentaires : rarement dans les villages de la montagne émerge une demeure à un étage. L'aménagement est primitif : une grande chambre, sorte de salle commune, qu'une cloison de planches sépare d'une petite pièce ordinairement habitée, où l'on mange, où dorment les propriétaires ; une baraque qui sert en même temps de cuisine est affectée au personnel domestique, qui a pour couche un banc reposant sur deux pierres, pour literie de la paille. Les communs ne sont pas attenants au logis. Les maisons ne se touchent pas dans les villages. Sur le littoral, on a bâti d'abord, à quelque distance de la plage, par crainte des pirates, et sur des éminences ; dans les temps plus tranquilles, on s'est rapproché du bord : aussi la même commune est-elle souvent partagée en deux sections, une haute et une basse*.

Les villes aussi se sont perchées à flanc de montagne et corsetées de remparts ; dans ces petites places repliées sur elles-mêmes, s'est épanoui l'esprit municipal, avec ses étroitesses et ses vertus.

* Dans les *Bocche*, Ö. U. M., *Dalmatien*, p. 190.

## CHAPITRE X

### LA HONGRIE

#### I

#### L'habitat et les colonisations.

Les Magyars se plaisent à célébrer la belle ordonnance et les sobres linéaments de leur domaine, dépression plane et spacieuse que ceinturent des monts de haut relief ; Alpes et Carpathes se raccordent et fraternisent en quelque sorte pour faire à la Hongrie un rempart.

L'arc des Carpathes qui se développe sur 1.500 kilomètres, de Presbourg aux Portes de Fer, tantôt se branche et s'épanouit, tantôt se contracte, étalant vers le dehors, vers la Silésie et la Galicie, ses croupes gréseuses, tandis que sur le rebord interne se hérissent des îlots, des récifs (klippen) d'un plissement plus ancien, submergé ou ruiné : des épanchements volcaniques attestent les bouleversements subis. Mais les Beskides, la sauvage Tatra, massif allongé sur 50 kilomètres et large de 15, les Monts Métalliques de Hongrie, et les parois rocheuses qui s'y épaulent barrent de leur rideau sombre l'horizon de la plaine, divisée elle-même en deux compartiments. Le plus septentrional, que commande Presbourg, se distingue par son paysage plus riant et animé de la steppe dont l'expression la plus caractéristique entre Danube et Tisza est la *puszta*. La capitale s'est placée à la suture de ces deux provinces naturelles, où le Danube s'abandonne en un delta intérieur. A vrai dire, c'est un réseau hydrographique indépendant qui se déploie dans ce bassin : car le Danube, qui en dessine la maîtresse ligne, semble ici

avoir rompu avec son passé, revêtir une individualité nouvelle et s'adapter, si l'on peut dire, au dualisme. Tout conspire donc à prédisposer ce territoire au rôle d'habitat d'un groupe homogène, d'une nationalité, d'un Etat.

Ce plan de la nature — si tant est qu'elle l'ait combiné — n'a été réalisé que tard et mal. L'histoire l'a perpétuellement déjoué. L'unité, dont la Hongrie peut se prévaloir, et dont elle proclame la consommation, est, en dépit des circonstances physiques qui semblent la dicter, pure fiction constitutionnelle; ou, si l'on veut, elle est toute formelle et administrative; c'est de l'unité peut-être, de l'union point : les disparates et rivalités ethniques dissipent chaque jour un peu plus le rêve d'une patrie hongroise. La carte ethnographique montre l'image d'un champ de bataille : concentrés dans la plaine, les Magyars, obligés de faire front de toutes parts, cernés qu'ils sont par un immense cordon d'investissement, au nord, par les Slovaques et les Ruthènes, campés sur les Carpathes; à l'est, par les Roumains, appuyés sur leur citadelle transilvaine et le pâté montagneux du Banat; au sud, par les Serbes et les Croates, retranchés derrière la Drave; à l'ouest, par les Wendes ou Slovènes et des essaims allemands, qui occupent les derniers éperons alpestres. Les Magyars, il est vrai, ont l'inappréciable avantage de la cohésion, et celui du nombre : ils forment un bloc de 7 millions et demi d'hommes contre des adversaires agissant en ordre dispersé, sans solidarité matérielle ni morale, et dont aucun ne peut numériquement se mesurer avec eux. Voilà les meilleurs éléments de leur primauté. Mais ils prétendent la légitimer aussi par l'histoire. Le nom qu'ils se donnent, *magor*, *mogar* (magyar) et qui signifierait « *indigène* »[1], est au moins contestable. Ils n'y ont pas plus de titre que les nations qui partagent

1. Hunfalvy, *Die Magyaren* dans la collection Die Völker, vol. V, p. 40. — Vambéry (*Der Ursprung der Magyaren : Eine ethnologische Studie*. Leipzig, 1882, p. 182. Cf. Mittheil. Geogr. Ges. Wien., 1897, fasc. 3-4, p. 167-86) repousse cette étymologie comme « sans base ni fondement ». Après une discussion aussi subtile que confuse, ce savant propose l'hypothèse étymologique suivante : *magyar* ou *majar* serait l'équivalent du turc *bajar*, qui signifie : puissant, dominateur (p. 188).

avec eux le sol de la Hongrie. Ce pays a été pendant des siècles le théâtre des mouvements de peuples les plus désordonnés ; sur ce fond plat de la cuvette danubienne, les couches humaines, dévalées des hauteurs, se sont empilées et parfois écrasées.

Pour ne pas remonter au delà de l'époque historique, un siècle avant l'ère chrétienne, les Daces maîtrisent les deux versants des Carpathes, jusqu'à la Tisza ; entre ce dernier fleuve et le Danube, les Yaziges sont établis ; à l'ouest du Danube, les Boiens, qui débordèrent ensuite sur la Bohême ; et le long de la Drave et de la Save, rôdent des Celtes, des Illyriens, des Scordisques, etc. Les campagnes des Romains en Pannonie sont provoquées par des déclenchements de peuplades et en provoquent à leur tour : les Quades qui sont des Germains envahissent d'un côté, les Sarmates d'un autre. Successivement déferlent des Goths, des Vandales, des Gépides, et enfin les Huns, dont la vague paraît tout balayer.

C'est dans la lisière alluviale de la Tisza, proche de l'emplacement de Szegedin, sur les espaces découverts, herbus, propres aux ébats des chevaux, qu'Attila dressa une ville de tentes et de baraquements, dont s'émerveilla le Byzantin Priscus ; c'est là encore qu'il revint se consoler et se refaire après sa formidable randonnée jusqu'au cœur de la Gaule : c'est là qu'il mourut brusquement.

Rien d'étonnant que, parmi cette agitation, les Romains si habiles manieurs de nations, n'aient pu implanter ni leur civilisation ni leur langue et que des pierres seules, une épigraphie officielle[1], témoignent de leur présence. Un seul peuple fonda sur toutes ces ruines un établissement stable, et ce fut un peuple de nomades et de fourrageurs, les Avars, apparentés aux Huns, dont une de leurs tribus porta ou reprit le nom. C'est que les peuplades germaines s'étaient ébranlées vers l'Occident, l'Italie, la Gaule, l'Espagne, abandonnant leur steppe aux hordes

1. Cependant Aquincum, à peu près sur l'emplacement de la capitale actuelle, a été un municipe, puis une colonie, sous Septime Sévère, et un camp d'où étaient surveillés Yaziges et Marcomans. Des restes assez pauvres de monuments romains y ont été retrouvés.

des cavaliers et pasteurs mongols. Les Avars dominèrent de la fin du vi[e] siècle jusqu'au ix[e], depuis l'Enns jusqu'au Don, et absorbèrent les Gépides, Bulgares, Slaves, fixés dans ces limites. Leurs chagans se firent habilement les auxiliaires des empereurs de Byzance contre les Sclavini du bas Danube, puis entrèrent en conflit avec les Romains. Leur empire fut détruit par les Francs en 803, et la tranche occidentale ou pannonienne divisée entre deux marches, celles d'Orient et de Frioul ; eux-mêmes se convertirent en chrétiens et en cultivateurs, et la *terra Hunnorum* ou *Avarorum* s'ouvrit à des colons bavarois et slovènes. Pendant ce temps, le royaume morave de Svatopluk (Zwentibold) englobait la Haute-Hongrie et la lisière au pied des monts jusqu'à la Tisza[1].

Tout le bassin du Danube hongrois était plongé dans l'anarchie — anarchie politique, anarchie ethnique — quand, au début du x[e] siècle, apparut un nouveau tourbillon de migrateurs, les Magyars.

C'étaient encore des hommes de cheval, amoureux des steppes aux larges horizons. Ils cheminent par étapes, de l'Oural vers le Dnjepr et le Don, où ils voisinent avec les Khazars, dont l'Empire, bien organisé, contournait les rives de la mer Noire et de la mer d'Azow. Quand cet État se disloque sous l'assaut des Turcs musulmans sans doute[2], c'est la bousculade vers le couchant, et l'on reprend haleine sur le palier qui descend des Carpathes orientales, dans l'aire qui embrasse Galicie, Podolie, Boukovine : c'est l'Etelköz. C'est là que ces escadrons jusque-là sans cohésion sentirent le besoin d'un cadre plus rigide, et élurent un chef, Arpad. Les Magyars n'avaient pas encore trouvé le repos : sous la poussée des Petchenègues, il fallut s'engouffrer par les défilés des Carpathes; on campa d'abord à Munkács, et de là on rayonna par la plaine.

1. Cette hypothèse de l'extension de l'Empire slave du Nord, chère aux historiens slavisants, est très contestée par les Magyars (Hunfalvy, *Ethnographie von Ungarn*, trad. Schwicker, § 35, p. 123). De même est niée l'existence d'une principauté bulgare sur la Tisza (§ 31). Cf. E. Haumant, *Quid detrimenti ex invasione Hungarorum Slavi ceperint*, Paris, 1894, p. 68.

2. Vambéry, p. 403.

Le pays était à peu près vide : il y restait de pauvres Slaves terrorisés. La prise de possession eut lieu aux dernières années du IXe siècle, entre 889 et 896. Pour les nouveaux venus ce n'était pas le domicile d'élection définitif : ils se lancèrent en randonnées par les dépressions de la Save et de la Drave jusque dans les Alpes et le bassin du Pô ; ils galopèrent à travers l'Allemagne jusqu'au Rhin, jusqu'au jour où les Allemands, d'abord affolés, se ressaisirent, tinrent tête à Mersebourg en 933, et enfin brisèrent l'élan des charges maygares près d'Augsbourg (955). Ce désastre fut salutaire aux Maygars qui jusqu'alors n'avaient fait œuvre que de razzia. Ils avaient joué à l'extrémité orientale de l'Europe organisée le même rôle que les Normands à l'extrémité occidentale, et simultanément ; ils défirent l'Empire morave comme les autres l'Empire franc.

Dès lors ils se ramassèrent dans la contrée qui fut dénommée Hongrie.

Ils avaient apporté de leur contact avec les nations occidentales des conceptions nouvelles : en moins d'un demi-siècle, le christianisme — le christianisme romain — les pénétra, et leur prince Etienne, marié avec une fille du duc de Bavière, ceignit le jour de l'Assomption de l'an 1000 la couronne royale, qui le consacra souverain dans la communion chrétienne ; il fut le créateur de la monarchie hongroise, l'apôtre de son peuple.

## II

### Origines et formation de la nationalité magyare.

S'il est vrai qu'ils méritaient le nom de peuplade ougrienne, parce qu'ils avaient fait étape dans cette mystérieuse Ougrie, Iougrie, qui de la Volga moyenne et de la Kama s'étendait en enjambant l'Oural jusque vers l'Ob et l'Irtisch, et peut-être en plein Turkestan[1], leur filiation

1. Hunfalvy, § 41, p. 173 et suiv. — Vambéry, p. 395. Les lecteurs français ont été mis au courant par Edouard Sayous, *Histoire générale des Hongrois*, dont l'exposé (tome I, livre Ier, chap. 2) a le mérite de la clarté : l'auteur adopte la thèse de l'origine finnoise, tant pour la grammaire que pour le vocabulaire essentiel.

ethnique n'est point pour cela authentiquée. La question de leurs origines a défrayé une controverse des plus érudites, dont les arguments ont été développés, avec un appareil scientifique qui ne fait point tort à leur passion, par deux champions également autorisés, Hunfalvy et Vambéry[1].

De vieille date l'opinion fut accréditée par les écrivains ou chroniqueurs tant byzantins qu'orientaux que les Magyars étaient des Turcs. L'écrivain arabe Ibn Dasta, qui vécut vers la fin du IXe siècle, l'empereur grec Léon VI le Philosophe, son contemporain, plus tard un autre historiographe impérial, Constantin Porphyrogénète, identifient les Magyars avec les Turcs. S'emparant de ces textes formels, les corroborant par des preuves multiples, Vambéry professe que les Magyars sont des Turco-Tatars, c'est-à-dire une branche méridionale de la famille ouralo-altaïque, tandis que l'école des Budenz et Hunfalvy répudie cette affinité et range les Magyars parmi les Finno-Ougriens (Permiens, Wogoules, Ostiaks, Tchérémisses, Mordvines, etc.) aujourd'hui encore disséminés dans la Russie du nord-est, entre la Volga, la Kama et l'Oural[2].

Les tenants de cette dernière opinion — dont l'amour-propre hongrois n'est pas autrement flatté — s'appuient sur les données linguistiques, voulant que la langue soit le signe déterminant de la race[3]. La langue est aggluti-

1. Ni l'un ni l'autre de ces savants n'est l'initiateur de ce débat, qui a été à plusieurs reprises soulevé. On trouvera dans leurs études le résumé des discussions antérieures. Hunfalvy doit beaucoup aux recherches de Budenz, et Vambéry lui-même a eu des devanciers (p. 392). Mais Hunfalvy et Vambéry ont repris, pour l'édification du lecteur non magyar, la discussion. Au lendemain de l'apparition du livre de Vambéry, Hunfalvy en a publié à Teschen un examen critique d'une soixantaine de pages. D'autres auteurs se sont encore mêlés à la querelle.

2. Entre ces deux thèses scientifiques, une autre plus populaire fait honneur aux Magyars d'une descendance qui flatte leur amour-propre national. On leur donne pour ancêtres les Huns. Certaine similitude de nom, la floraison d'un royaume hunnique en Hongrie, sous Attila, ont accrédité cette légende que les *Nibelungen* ont, comme le montre ingénieusement Hunfalvy, pour ainsi dire consacrée (V. Die Völker, vol. V, le chapitre intitulé *Das Nibelungenlied und die ungarischen Chroniken*. Cf. Vambéry, p. 175 et 400).

3. Vambéry, p. 308, donne une liste de 32 mots indicatifs des parties du corps, dont 16 offrent une analogie avec le finno-ougrien, 16 avec le turco-tatar. Hunfalvy, p. 147, ne compare les termes magyars qu'avec le wogoule, l'ostiak et le finnois et point avec le turc.

native ; quant aux vocables élémentaires, primitifs (parties du corps, termes familiaux, numération, etc.), vocables qui datent de la période de formation des Magyars, ils se rapprochent de ceux usités chez les tribus ougriennes. En conséquence c'est sur ce rameau du tronc finnois que se greffent les Magyars. Vambéry proteste, non sans raison, contre la prédominance attribuée à un seul indice, le parler ; mais, suivant ses adversaires sur leur terrain, il s'efforce de démontrer que si la phonétique et la morphologie du magyar ne dénoncent pas plus expressément l'influence finno-ougrienne que la turco-tatare, le vocabulaire emprunte plus au second qu'au premier de ces idiomes. Il nous appartient ici tout au plus de signaler cet argument.

Le litige ne porte pas avec moins de vivacité sur d'autres témoignages : la nomenclature des objets qui rappellent la chasse, la pêche, les occupations domestiques, les relations sociales, les conceptions mythiques les plus vieilles. Il est certain que, durant leurs migrations, les Magyars furent contaminés dans leur sang, dans leur langue, dans leurs usages. Ces apports ont masqué souvent, oblitéré même des éléments originels, et la suite chronologique s'en laisse si peu dater que toute la polémique tourne autour de ce motif.

On trouve dans le magyar beaucoup de noms turcs : ceux d'animaux inconnus dans le Nord (lion, chameau, etc.)[1], ceux du bétail, ceux des plantes et fruits du midi, ceux de quelques armes ou instruments, ceux du costume et de l'habitation, les titres politiques et militaires, etc. Selon les partisans de l'origine finno-ougrienne, tout ce turc serait d'importation étrangère : un parti, insurgé contre la domination Khazare, se serait réfugié chez les Magyars, leur aurait appris son idiome ; cet idiome des Kabars ou révoltés n'était point le turc des Osmanli modernes, mais celui d'une tribu actuellement déchue, habitant entre Nijni-Novgorod et Kazan, les

1. Pour le nom du chien de chasse, Vambéry admet (p. 270) qu'il a été fourni par les Ougriens, qui employaient cet animal à la chasse, plutôt que par les Turcs nomades.

Tchouvaches, débris misérables d'une grande nation. Cette hypothèse de Budenz et de Hunfalvy, étayée sur un récit du Porphyrogénète, est taxée d'invraisemblable par Vambéry, sous ce prétexte qu'une poignée d'individus n'aurait pu imposer sa langue à une masse d'hommes six fois plus considérable, et que le dialecte tchouvache était, à l'époque de cette adjonction des Kabars, au début du IXe siècle, trop rudimentaire encore et trop informe pour jouer un pareil rôle [1].

Quoi qu'il en soit, c'est avant l'occupation de leur habitat définitif que les Magyars avaient cessé d'être un peuple ethniquement pur; ils formaient un amalgame d'ougrien et de turc. Sur le Danube, ils rencontrèrent une agglomération sédentaire, déjà touchée par le christianisme, les Slaves. Conquérants et conquis se mêlèrent; de là, dans la langue magyare, un contingent de mots slaves, d'ordre ecclésiastique ou religieux, et d'ordre politique, l'appellation de plantes cultivées, d'outils culturaux, de métiers. Ce vocabulaire, d'après Miklosich, auquel Hunfalvy accorde toute confiance, serait de provenance slovène [2]. Vambéry, outre qu'il expurge et réduit la liste des termes slaves entrés dans le magyar, conteste que les Slaves aient enseigné aux nouveau-venus la pratique agricole et les aient initiés à une civilisation plus avancée [3].

Ce qui est certain, c'est qu'à la différence des Bulgares et des Russes, les Magyars ne se laissèrent point slaviser: sans doute possédaient-ils, soit grâce à leur nombre, soit grâce à l'instinct ou à la conscience de leur nationalité, une énergie de résistance et d'absorption telle qu'ils purent, sans risque de dissolution ou de dégénérescence, être pénétrés par des éléments exotiques. Ils ne furent

1. Vambéry, p. 237. V. le chapitre relatif aux Tchouvaches, dans un livre postérieur du même auteur, *Die Türkenvölker*. Leipzig, 1885.

2. Hunfalvy, p. 179.

3. P. 381 et appendice V. Mais Vambéry reconnaît que les Slaves ont fourni un fort contingent au peuple magyar et formaient le fond de la population. *Die Entstehung des Magyarenthums*. Ung. Revue, XIV, 1894, p. 253). Miklosich avait relevé les éléments slaves dans le magyar. Nombre de travaux hongrois ont paru sur la matière, qui ont prétendu corriger les erreurs de l'illustre slavisant. (Balassa, Ung. Revue, V, 1885, p. 270).

donc pas modifiés quand le pays fut envahi par des bandes, peut-être ougriennes, peut-être turques, et plus vraisemblablement mélangées; celles des Petchénègues, des Palocz, des Koumanes[1]. Les Petchénègues se répandirent surtout dans la Haute-Hongrie, à l'époque de Saint Étienne; on compte encore un certain nombre de localités appelées *Besenyö;* les Palocz (que les Magyars nomment Polovts) avaient franchi les Carpathes, et un de leurs essaims s'était cantonné dans le massif de la Matra; ils se sont magyarisés, sauf quelques particularités de prononciation[2]. Quant aux Koumanes, ils ne vinrent pas d'abord en envahisseurs, mais en suppliants; en effet, terrifiés par les Mongols qui avaient vaincu les princes russes, ils demandèrent asile au roi de Hongrie, Béla IV, qui les accueillit en 1239, au nombre de 40.000 et leur distribua des terres dans le district encore aujourd'hui désigné comme Koumanie. C'étaient des Turcs, dont l'idiome différait de celui des Magyars, ainsi qu'en témoigne un lexique, avec interprétation italienne, dont Pétrarque fit don à la Bibliothèque de Venise[3]. Ils demeurèrent longtemps nomades et pillards: ils formèrent dans la Yazigie et la Koumanie, dont Jaszbereny est la modeste métropole, un petit État dans l'État dont les privilèges n'ont été abrogés qu'en 1848. Ces Turcs se sont mués depuis en Magyars de la vieille roche[4].

1. Sur la nationalité de ces tribus s'est engagée encore une controverse. Hunfalvy, § 54, affirme la parenté des Petchenègues et des Magyars, mais constate une différence ethnique entre ces derniers et les Palocz et Koumanes. Vambéry les identifie tous sous les espèces d'une famille turque (p. 91 et suiv.). Nous ne citons que pour mémoire, parmi les immigrants postérieurs aux Magyars, la peuplade soit de Baschkirs, soit de Bulgares ou Khazares musulmans qui ne furent convertis qu'à la longue et qu'on appela Ismaélites. (Czetncki, *Die Ismaeliten in Ungarn.* Ung. Revue, I, 1881, p. 658, s'efforce de démontrer que ces Ismaélites furent non une peuplade, mais des trafiquants persans qui accompagnèrent les Magyars et vécurent parmi eux, en accaparant le commerce, comme les Juifs au milieu des sociétés chrétiennes. Ces Ismaélites se sont fondus dans la masse au XIII^e siècle).

2. V. le dénombrement de leurs localités dans Hunfalvy, *Ethnogr.*, note 412, p. 420. On les évalue à 120.090 (Die Völker, V, p. 85).

3. Ce lexique fut rédigé au début du XIV^e siècle. Il était destiné aux négociants italiens qui trafiquaient avec les Koumanes de la Crimée et de la Russie méridionale.

4. Hunfalvy, p. 263. A. Baksony (Ö. U. M. *Ungarn*, II, p. 231) les définit les plus purs des Magyars.

Si l'on ajoute à tous ces éléments qui se sont agrégés au noyau magyar des infiltrations plus récentes, comme celles des Allemands, colons de la première heure, il apparaît que le peuple hongrois ne s'identifie pas avec une race. Mais cette mixture ethnique a été fondue dans un creuset commun, façonnée dans le moule magyar ; et de là est sortie une nationalité.

## III

### La nationalité magyare et l'État hongrois.

La nationalité magyare s'est de bonne heure imposée à l'attention de l'Europe et est entrée tôt en communion avec elle, alors que les peuples congénères, finnois ou turcs, y demeuraient étrangers. Il ne semble pas que l'Église orientale ait fait de grands efforts pour capter les Magyars, bien que ceux-ci se soient trouvés un temps dans son champ d'action ; mais elle ne put lutter contre la propagande, trop avancée en Pannonie, des évêques de Salzbourg, de Prague, de Ratisbonne, et surtout contre l'impérieuse vigilance des papes qui couvaient la Hongrie comme un boulevard contre les païens et les schismatiques et un instrument contre ceux qui secouaient l'obédience romaine, rois d'Allemagne, de Bohême, de Galicie. L'Église hongroise, au xiii<sup>e</sup> siècle, est gouvernée, presque administrée par Rome; les étudiants hongrois fréquentaient les Universités de Paris et de Bologne. La masse des Magyars fut conquise au catholicisme. Ses dynastes sentirent aussi l'avantage politique de cette communauté. Dès lors la culture occidentale prévalut par l'introduction de l'alphabet latin qui n'eut à évincer aucune écriture nationale, par la création d'écoles, par les rapports avec la Pologne, dont les princes angevins rêvèrent l'annexion et dont la vie intellectuelle devait être plus tard dirigée par les Jésuites, par le rôle de la Hongrie dans les complications européennes qui la mit aux prises avec tous ses voisins, les Tchèques, les Allemands, les Polo-

nais, qui l'attira jusqu'aux rives de l'Adriatique, la mêla, sous sa dynastie angevine, aux affaires italiennes et méditerranéennes.

Ces influences du dehors[1] ne compromirent pas la formation de la conscience, le progrès de la langue et de l'éducation nationale. La nationalité magyare s'affirma en dépit des rois étrangers, en dépit de l'anarchie, moins parce que la Hongrie se projetait comme la marche orientale de la catholicité, mais parce qu'elle était un enclos ethnographique, cerné par des agglomérations slaves, tchèques, polonaises, ruthènes, serbes et par un noyau roumain.

Les monuments littéraires, les chroniques latines, rédigées par des moines expriment l'état d'âme des Magyars qui, loin de répudier leurs origines ethniques, évoquent avec orgueil l'épopée d'Attila, exècrent l'Allemand et le Romain qui s'engraissent sur la terre de Hongrie[2]. Le nationalisme magyar s'est exalté au milieu d'un encerclement hostile.

La langue prit corps et âme, d'abord parce que le pays s'éleva au rang de grande puissance, et surtout parce qu'elle fut, comme pour les Tchèques, l'instrument d'émancipation des esprits ; en effet, lors du mouvement hussite, deux persécutés traduisirent la Bible pour le peuple magyar comme un « ferment »[3] ; les *Compactata* furent publiés à Iglau en 1436 en latin, allemand, tchèque et hongrois ; la Réforme, embrassée avec ferveur, provoqua la traduction de la Bible, et toute une controverse religieuse en idiome vulgaire; cet idiome fut dès lors étudié[4]. C'est miracle qu'il se soit développé, dans la tourmente qui sévit sur la Hongrie au cours de la première moitié du

1. Sayous (I, p. 351) note l'introduction d'idées et d'institutions d'origine française, reconnue par les Hongrois mêmes.

2. I. Kont, *Histoire de la littérature hongroise* (Budapest et Paris, 1900, p. 11 suiv.).

3. Kont, p. 42.

4. La littérature en langue vulgaire avant le XVIe siècle est presque exclusivement théologique et pieuse. La *grammatica ungarico-latina* de Jean Sylvester (Erdösi) date de 1536 : l'*orthographia ungarica* de Mathias Devai, ami de Luther, de 1539, etc.

XVI[e] siècle ; l'unité politique est brisée : une Hongrie turque s'oppose à une Hongrie royale. Là, dans le palais de Bude, a paradé Soliman le Magnifique, et un parti, dit national, autour de la dynastie des Zapolya, s'accommode du régime osmanli : dans la tranche occidentale (Presbourg) règne Ferdinand d'Autriche, le frère de Charles-Quint, qui ne fut reconnu que sous conditions.

Toute l'énergie vitale du peuple hongrois, du jour où un prince autrichien coiffa la couronne de Saint Étienne, se dépensa pour la sauvegarde de sa nationalité. Il redoutait l'humiliation de ne faire figure que comme un membre, sinon de l'Empire, mais des États de la Maison de Habsbourg. Aussi les Magyars exigèrent-ils de Ferdinand d'Autriche, lors de son avénement, qu'il respecterait leur nationalité et leur langue[1]. Ils se défiaient des choses germaniques au point qu'ils embrassèrent la Réforme en manière d'opposition contre la religion d'État autrichienne qui s'identifiait pour eux avec le catholicisme, instrument de domination et de centralisation, et le calvinisme de préférence à la Confession d'Augsbourg, par horreur pour l'origine de cette dernière secte. Au cours des XVI[e] et XVII[e] siècles, ils eurent à lutter pour leur indépendance bien moins contre le Turc que contre l'Autrichien. La résistance ne s'énerva pas, comme celle de la Bohême, vivifiée qu'elle fut par un noyau de congénères qui échappaient, dans la *puszta* ou dans le réduit transylvain, sous le protectorat de l'islam, à l'emprise autrichienne. Toutefois les Habsbourg qui, au cours du XVII[e] siècle, reconquirent leur ascendant en Allemagne et y restaurèrent le prestige impérial, n'entendirent pas dans leurs propres États compromettre le principe d'autorité : sous le règne de Léopold I[er] le conseil aulique eut pour maxime de terroriser les turbulents Hongrois qui pactisaient avec les Osmanli et les Français, et qui réclamaient des libertés constitutionnelles et religieuses ; quelques nobles qui ébauchèrent un mouvement insurrectionnel furent exécutés pour l'exemple (1671) ; les soulèvements des *Kurucz*, des

1. *Nationem et linguam vestram servare, non perdere, intendimus.*

Magyars qui combattaient pour leur foi protestante ou la dignité de leur patrie furent sanguinairement réprimés par les *labancz*, les soldats allemands qui travaillaient, selon le vœu de l'archevêque Kolonics, à rendre la Hongrie d'abord mendiante, puis catholique, puis allemande. C'est ainsi que la Diète fut contrainte à subir l'archiduc Joseph comme roi héréditaire et à renoncer à la prérogative de l'élection monarchique. L'investissement et l'isolement des Magyars fut resserré par l'amenée d'un peuple serbe entre Drave et Save et par la création des Confins militaires. Vint un moment toutefois où ces remuants magnats semblèrent pris de lassitude : sous Marie-Thérèse, ils se laissèrent attirer à la cour, pourvoir de charges lucratives, et marier de la main de la souveraine à des héritières autrichiennes. On a fort joliment décrit cette transformation. « Il est curieux de voir, dans les châteaux de Hongrie, les galeries de portraits de famille. Aussi haut que l'on remonte, ce ne sont d'abord que de graves figures orientales..... A partir de Marie-Thérèse, tout change, et la physionomie et l'expression des personnages. Le contraste est frappant dans le portrait du magnat qui le premier épousa une Allemande. Le Hongrois, seul, occupe un coin de la toile... Sa moustache noire pend à la turque et de grands cheveux tombent en boucles sur son cou. Il y a du barbare dans cet homme-là. Sa femme, assise, en robe de cour, est au milieu du tableau. Elle règne et elle domine. Près de son fauteuil se tiennent les enfants, qui ont déjà les yeux bleus et les lèvres autrichiennes. Les enfants sont à elle, à elle seule. Ils sont poudrés comme elle, lui ressemblent, l'entourent et lui parlent. Ils parlent l'allemand, bien entendu[1]. »

Des raisons plus nobles expliquent ces conversions. L'appel qu'en une heure de détresse Marie-Thérèse avait lancé aux Hongrois, non seulement avait ému leur esprit chevaleresque, mais éveillé leur ambition pour leur pays : la Hongrie était comme le pivot de ce complexe territorial

1. Attila de Gerando, *De l'esprit public en Hongrie depuis la Révolution française*. Paris, 1848, p. 17.

que formait la monarchie des Habsbourg; un réservoir de forces vives en un moment où la Maison d'Autriche était évincée de la dignité impériale, où ses pays héréditaires et la Bohême étaient en péril; mais pour prix de son loyalisme et rançon de ses sacrifices, la Hongrie prétendait le respect de son statut parlementaire et de son individualité.

Elle fut loin de compte avec Joseph II. Marie-Thérèse, avec d'infinis ménagements, avait dans un programme d'instruction (*ratio educationis*) recommandé l'étude de l'allemand aux « sept nations principales » du royaume de Hongrie, surtout « pour son insigne utilité ». Jusqu'alors le latin avait servi de langue officielle et scolaire. Joseph II, novateur peut-être libéral dans ses tendances, mais absolu dans ses procédés, voulut substituer à cette « langue morte » un idiome vivant, qui fût le véhicule de la pensée moderne, en même temps qu'un instrument et un symbole d'unité pour l'Empire : l'allemand[1]; il remarquait avec raison que le magyar ne pouvait affecter le rôle de truchement commun entre les nations de la Hongrie. A vrai dire, l'idiome magyar était discrédité : les classes instruites le dédaignaient, ayant adopté l'allemand et le français. S'il se releva et se régénéra, ce fut moins pour servir la cause nationale, que pour répandre en Hongrie les œuvres et la pensée de l'occident ; et c'est ainsi que s'essayèrent à des imitations et traductions de jeunes gardes nobles de la cour de l'Impératrice Reine et que naquit une *école française*, dont le plus illustre écrivain fut Georges Bessenyei ; même les sujets de l'histoire de Hongrie, les deux tragédies de Ladislas Hunyadi (1772) et de Buda, dont le héros est le frère d'Attila, furent traités dans la manière, selon les rythmes et les règles classiques.

Plus encore que la germanisation tout administrative et politique, les velléités centralisatrices de Joseph II lui aliénèrent l'aristocratie, sinon la nation hongroise ; et ces

1. Le décret du 18 mai 1784 fixait aux fonctionnaires des administrations centrales un délai de six mois, à ceux des comitats et villes, un délai de dix-huit mois pour se rendre maîtres de l'allemand ; à partir de 1787, les débats des délégations de comitats devaient avoir lieu en cette langue. L'obligation fut imposée aux instituteurs, aux ecclésiastiques. Des mesures analogues furent pratiquées en Galicie et d'autres provinces.

nobles, irrités de l'émancipation des paysans, mais pénétrés des idées de Voltaire, de Rousseau, des Encyclopédistes, confondirent et marièrent le sentiment de la liberté avec le sentiment national particulariste, ancestral, jusqu'à l'évocation des Scythes. On voulut prescrire le port exclusif du costume magyar. Mais la liberté, telle que la concevait l'aristocratie, n'avait rien de commun avec les principes de la Révolution française : c'est pourquoi la classe dirigeante de Hongrie s'effraya du jacobinisme, et entra en défiance contre les choses de France. D'autant plus que l'exaltation révolutionnaire monta au cerveau des Serbes, Slovaques, Ruthènes, Roumains, Saxons de Transilvanie ; et la Cour de Vienne, trop heureuse de diviser pour régner, accueillit les vœux de ces peuples, et fit mine d'y satisfaire, en instituant pour les Slaves du Sud une Chancellerie illyrienne (avril 1791).

Ici, en effet, surgissait un irritant problème. L'enjeu pour les Magyars n'était pas seulement d'échapper à la tutelle autrichienne et d'organiser un État autonome. Car cet État autonome ne se présentait pas comme homogène. Les Magyars avaient éprouvé l'animosité des groupes ethniques qui les enserraient, et qui gardaient, au même titre qu'eux, le culte de leur statut et de leur droit national[1]. Les Magyars s'étaient proposé la mission historique d'enfermer ces peuples divers dans les cadres d'une nation et d'une patrie, expérience qu'ils ont poursuivie jusqu'ici sans trop de bonheur ni d'honneur, et dont il conviendra de signaler les épisodes les plus significatifs.

L'Autriche trouva dans les Slaves, Roumains et Allemands de Hongrie, de précieux auxiliaires contre les ambitions magyares. C'est parce qu'ils eurent la conscience de leur faiblesse et de leur isolement au milieu d'un cercle d'ennemis conjurés contre eux que les

1. A plusieurs moments, sous le règne de Mathias Corvin notamment, roumain d'origine, sous quelques rois polonais, les nationalités avaient été protégées contre les entreprises des Magyars. Ceux-ci formulèrent en quelque sorte leur programme politique déjà dans le Code hongrois ou Tripartitum (de 1514), œuvre de leur grand légiste erböczy, tout imbu de l'idée unitaire, et qui dénie à la Croatie, à la Transilvanie, aux comitats le droit de se créer des statuts contre la loi du royaume.

Magyars, après la déconfiture de l'Autriche, après la prise de Vienne, ne firent pas défection à la Maison de Habsbourg, seule capable malgré tout de les préserver, qu'ils restèrent sourds à l'appel de Napoléon Ier. Celui-ci en effet, relevant la tradition de la diplomatie française, les conviait à reprendre leur existence comme nation. « Vous avez des mœurs nationales, une langue nationale. Ayez un roi de votre choix qui ne règne que pour vous, qui réside au milieu de vous, qui ne soit environné que de vos citoyens et de vos soldats[1] ». Les Hongrois continuèrent à prodiguer leur sang pour l'Autriche qui les en paya mal.

En effet, ils eurent, plus peut-être que tous les autres sujets de l'Autriche, à se débattre contre une administration despotique, policière, et vouée à l'œuvre de germanisation. L'érection d'un Empire d'Autriche ravalait la Hongrie, en dépit d'assurances apaisantes, au rang d'une simple province des États héréditaires ; et on le lui prouva lorsqu'après la banqueroute de 1811 on prétendit lui imposer des contributions sans le consentement de la Diète. Aussi la Hongrie devint-elle comme le foyer et la citadelle des idées libérales et même démocratiques, du régime constitutionnel, dans l'Orient de l'Europe. Kossuth mena le combat contre l'absolutisme de la Cour de Vienne, de sorte que les réformes politiques et sociales furent emportées de haute lutte et consacrées au lendemain de la Révolution de février.

Mais si les Hongrois revendiquaient légitimement leur droit national, si même ils osaient manifester une sympathie fraternelle aux Polonais insurgés, par une contradiction dont ils ne sentirent pas, semble-t-il, l'iniquité, ils ne professèrent pas le même respect pour les droits des peuples hospitalisés dans la monarchie de Saint Étienne. C'est en effet des Diètes de 1830 à 1840 qu'émane une législation où l'hégémonie magyare s'affirme dans toute son intransigeance[2].

1. Sayous, II, p. 392.

2. A plusieurs reprises, depuis la réaction qui suivit le retrait des mesures de Joseph II, des velléités se manifestèrent d'accorder à la langue magyare une situation prépondérante. A la Diète de 1790, il fut décidé que

Il fut décrété que le texte hongrois des lois serait seul authentique et non plus le latin ; que nul ne pourrait accéder aux fonctions publiques, s'il ne possédait la langue hongroise ; que nul ne pourrait pratiquer la profession d'avocat sans la connaissance de cette langue ; que nul ne pourrait, sans cette condition, exercer le saint ministère, dans quelque confession que ce fût. Successivement le magyar devait prendre possession du gouvernement, du Parlement, des tribunaux, de l'école, de l'église [1]. L'empiètement alla si loin, qu'il fut intimé de procéder en hongrois devant les juridictions urbaines, pour la plupart allemandes, et de rédiger en hongrois les registres paroissiaux, même là où la prédication n'était pas faite dans cet idiome, c'est-à-dire où la population l'ignorait totalement.

Ce qu'affectaient les Magyars, assuraient-ils, c'était l'unité politique. Mais cette unité ne pouvait être consommée que par leur suprématie. Elle apparut aux non-Magyars comme un bienfait aussi problématique que coûteux. Aussi s'agitèrent-ils ; les Slaves du sud menèrent le branle, sous le vocable de l'illyrisme : eux seuls, après une bataille dont nous raconterons les péripéties, couchèrent victorieux sur leurs positions et restèrent maîtres de la Croatie. Les autres furent moins heureux : ce fut une mauvaise chance pour leur cause que l'affaiblissement, en 1848, du gouvernement autrichien qui sanctionna les revendications magyares, en sacrifiant les autres groupes ethniques. Outre qu'elles impliquaient l'incorporation de la Croatie et de la Transilvanie, les lois de

les procès verbaux seraient rédigés, non seulement en latin, mais aussi en magyar ; ce qui provoqua l'enthousiasme. En 1791, la Diète obtint que dans tous les gymnases ou lycées serait fondé un enseignement de la langue et de la littérature hongroises ; que le hongrois serait exclusivement la langue des affaires : en 1805, que certaines administrations pussent employer le hongrois au même titre que le latin, etc. Cf. Czoernig, III, p. 244. Metternich fut particulièrement favorable au privilège linguistique. Eisenmann (p. 67) estime qu'il n'y vit qu'une « marotte nationale ».

1. Il importe de rappeler que les prélats et les magnats s'opposèrent énergiquement à ces mesures : la réhabilitation de la langue populaire coïncidait avec l'agitation pour l'émancipation des paysans, à quoi travaillaient les plus éclairés des libéraux, des patriotes, comme Déak.

1848 donnaient à la Hongrie l'autonomie et le régime parlementaire, c'est-à-dire la responsabilité du gouvernement devant la Diète ; le palatin devenait un véritable monarque constitutionnel. La langue hongroise était déclarée la seule langue « diplomatique » et législative : aussi ne pouvait être député quiconque ne la possédait pas ; elle seule devait être employée dans l'administration des comitats, etc. [1].

Cette Constitution, arrachée par Louis Kossuth à la peur de la cour et des ministres affolés, créait l'hégémonie magyare et annulait de fait, pour les autres nationalités, la belle formule de la Charte du 25 avril 1848, déclarant inviolables leur nationalité et leur langue, en dépit des réclamations qu'elles avaient élevées au lendemain de la Révolution [2]. La revanche ne tarda pas pour elles.

Une Hongrie parlementaire, démocratique, effraya les gouvernants réactionnaires de Vienne comme un fâcheux exemple et un dangereux voisinage. On avisa ; d'opportuns soulèvements éclatèrent chez les Slovaques, les Roumains, les Serbes du Banat. Enfin l'armée impériale elle-même entra en campagne, appelant à la rescousse un corps russe ; et les révolutionnaires hongrois durent capituler à Vilagos (août 1849). Les peuples sujets des Magyars assistèrent sans douleur à l'écrasement de leurs maîtres : les Croates, sous le ban Jelačić, avaient allègrement coopéré à cette répression sanglante qui leur valut l'autonomie, ou du moins les sépara de l'État hongrois ; et de même en furent démembrées, de par la Constitution octroyée d'Olmütz, la voïvodie serbe et la Transilvanie. Chose paradoxale : la défaite des Hongrois de Kossuth, martyrs de la liberté aux yeux de l'Europe, fut saluée par ces peuples sujets comme la fin d'une tyrannie détestée ; ces derniers subirent sans impatience le régime centraliste et germanisateur qui fut inauguré par Haynau et auquel Bach a laissé son nom ; la Transilvanie, la Croatie,

1. Marczali, *Ungarische Verfassungsgeschichte*, Tübingen, 1910, p. 145.

2. 28 mars, programme de la « nation » slovaque du comitat de Lipto ; adresse des Saxons Transilvains à l'Empereur demandant le maintien de leur organisation politique et de leur nationalité : 3 mai, résolution des Serbes au Congrès de Karlovitz ; 17 mai, résolutions des Roumains au Congrès de Blasendorf (Blaj).

la Slavonie, le Banat furent détachés du royaume de Saint-Étienne. La Hongrie elle-même fut ravalée à la condition d'un « Pays de la Couronne » ; la primauté de la langue magyare fut abolie, et toutes les langues du pays mises sur le pied d'égalité, c'est-à-dire subordonnées à l'allemand : en 1855, l'allemand fut introduit comme enseignement obligatoire dans tous les gymnases, concurremment avec la langue maternelle de la majorité des élèves ; les livres terriers durent être rédigés en allemand ; l'Académie hongroise vit rayer de ses statuts le privilège de la langue hongroise de servir seule à ses délibérations. Pendant dix ans, les Magyars burent la coupe d'amertume, sous le sabre des « hussards de Bach », jusqu'à ce que les désastres d'Italie eussent atteint la dynastie dans sa force et son prestige. Alors retentirent dans le « Parlement renforcé » les doléances des nationalités qu'on peut appeler de premier rang, Magyars, Tchèques, Polonais, évoquant les « individualités historico-politiques », clamant contre l'oppression tudesque, mais étouffant les plaintes des nationalités de seconde classe. Le gouvernement n'entendit que les grosses voix : le rescrit du souverain au comte Vay, son lieutenant en Hongrie, du 20 octobre 1860, corollaire du Diplôme édicté pour l'ensemble de la monarchie, rétablit la langue hongroise dans sa prééminence officielle, « diplomatique », sauf qu'il remettait aux communes le choix de l'idiome dans les affaires municipales, scolaires et ecclésiastiques, et ordonnait que l'administration traiterait les questions portées devant elle dans la langue où elle aurait été saisie.

Les Magyars firent la moue : les lois de 1848, qui leur tenaient à l'âme, n'étaient point restaurées dans leur intégralité. Ils se défiaient non sans raison. Car voici qu'en février 1861 une « patente » fut promulguée, où Schmerling prétendait rénover, plus solide et mieux armé, le régime centraliste, renforcer les attributions du Parlement de l'Empire, avec 85 sièges, réservés aux Hongrois tandis que les députés de Transilvanie en occuperaient 29, ceux de Croatie et de Slavonie 9, proportion désavantageuse à la Hongrie. Les Hongrois refusèrent de

reconnaître ces réformes organiques, de députer au Parlement-croupion de Vienne, et se considérèrent comme dégagés de tout lien envers l'Autriche. Ce qui les exaspéra, c'est que le gouvernement autrichien se posait en patron des peuples non magyars. « Sa Majesté, déclarait Schmerling, sent le devoir de maintenir, avec un amour et un soin paternels, le droit au respect et au développement de leur nationalité des nombreux millions de Slaves, Roumains, Allemands, chers à son cœur, qui vivent en Hongrie. » En même temps était monté à Thurocz Saint-Martin un congrès slovaque qui réclamait entre autres la représentation de la nation slovaque au Reichsrat (juin 1861) ; la nation saxonne était restaurée en Transilvanie avec un comte à sa tête (novembre) ; toutes les sociétés slaves étaient autorisées. Mais Schmerling commit la maladresse d'irriter les Serbes, en réintégrant la voïvodie dans la Hongrie, les Croates, en leur enlevant les Confins et la Dalmatie, où l'élément italien fut favorisé contre le Slave.

L'échec du système Schmerling, la réaction fédéraliste ébauchée par Belcredi, préparèrent aux Magyars leur revanche : ils amorcèrent, dès l'été de 1865, un compromis qui trouva sa consécration sur les champs de bataille de Bohême. Sadowa fut une victoire pour les Magyars et pour eux seuls, parmi les peuples de l'Empire. Aussi, maîtres de leurs destinées et libres de leurs gestes, toute leur superbe à l'égard des nationalités subordonnées se donna carrière ; l'expression la plus forte — sinon la plus franche — en est la loi dite des nationalités du 6 décembre 1868[1]. Une seule nation existe en Hongrie, savoir la nation hongroise, une et indivisible ; la langue de cette nation, consacrée comme unité ou corps politique, est le magyar, dont l'emploi est obligatoire à la Diète (sauf pour les députés croates), dans les publications gouvernementales et les documents législatifs, dans les chaires de l'Université de

1. Bidermann, *La loi hongroise sur les nationalités dans ses rapports avec le passé et le présent de la Hongrie* (Rev. de droit international et de législation comparée, vol. I (1869), p. 513-49; II (1870), p. 20-37). Eisenmann, p. 549 suiv.

Pest, même pour l'enseignement des autres langues et littératures du pays ; l'usage du magyar est facultatif dans nombre de cas où les idiomes non magyars ne jouissent pas de la réciproque ; le ressort de ces idiomes est minutieusement défini, c'est-à-dire limité, bien que l'option de leur langue soit laissée aux communes, aux Églises, aux justiciables devant les tribunaux, aux institutions scolaires. Tout ce dispositif est savamment combiné pour forcer l'entrée du magyar dans les milieux même les plus réfractaires.

Mais il était loin de la pensée des promoteurs de la loi, Déak, Eötvös, d'en user comme d'un instrument de contrainte contre les autres nationalités. Ils n'en avaient pas moins posé la doctrine de la magyarisation, que leurs successeurs immédiats allaient traduire en actes, avec une brutale franchise.

Les intéressés ne s'y méprirent pas. Les débats dont est sorti ce monument de l'hégémonie magyare furent singulièrement vibrants : le chœur des protestations retentit de toutes les autres nationalités, au nom du droit historique comme du droit naturel. « Toute la loi, s'écria l'ancien chef de l'insurrection serbe de 1848, le général Stratimirović, est pénétrée d'un esprit dangereux pour l'avenir de la patrie, esprit que je dois combattre comme citoyen, abstraction faite de mon point de vue exclusivement national : c'est l'esprit d'une centralisation opiniâtre. »

Cette centralisation, les Magyars la confessent comme une nécessité primordiale, comme la raison d'être de leur État « national », le terme de leur histoire. Jadis ils s'étaient réclamés de motifs plus désintéressés. « En rendant la priorité à leur idiome, écrit un avocat du magyarisme, les Hongrois ne fortifiaient pas seulement l'indépendance de la Hongrie. Il ne s'agissait pas uniquement pour eux de regagner une position abandonnée, il s'agissait encore d'opérer une révolution démocratique. Le latin, en effet, pouvait suffire à ce pays tant que la noblesse seule comptait dans l'État ; mais il devait nécessairement s'effacer devant un idiome populaire le jour où les droits politiques allaient cesser d'appartenir à un petit nombre[1]. »

1. De Gérando, *ouvr. cité*, p. 333.

Mais de longue date cet argument ne fait plus illusion. Plus réalistes aujourd'hui, les Magyars invoquent les dogmes de la lutte pour l'existence et de la sélection. Accordons-leur qu'ils sont en état de guerre et de légitime défense. « Ils sont comme une île dans l'océan slave », déclamait le poète de l'illyrisme, Gaj. Ils ont essayé de briser les furieux assauts du flot qui menaçait de les submerger, tandis qu'en sourdine l'Autriche soufflait la tempête. C'est sur le Danube que Kollar excitait les frères slaves à « abattre le sanglier blasphémateur qui s'arme contre notre langue ; ici doit tomber le lion néméen qui déchire notre peuple ». Le lion a montré les griffes ; le sanglier a foncé sur ses ennemis.

Il n'importe ici de décider si les Magyars ont été provoqués ou non. Ce qui déconcerte au suprême degré, c'est que les mêmes hommes, qui avaient repoussé avec une si noble ardeur les attentats de l'Autriche sur leur langue et leur nationalité, aient repris à leur compte le principe unitaire et centraliste, et travaillent à le réaliser avec une rigueur que l'Autriche même ne déploya pas.

L'école est le théâtre et l'enjeu de la lutte : ce sont les jeunes générations que guette le chauvinisme magyar. La loi organique XXXVIII de 1868[1] garantissait aux citoyens de chaque nationalité, à condition qu'ils fussent agglomérés en nombre suffisant, le voisinage d'un établissement de l'État où l'instruction serait distribuée dans leur langue maternelle. Mais la promesse a été mal tenue ; de sorte que pour préserver ce patrimoine moral qu'est l'idiome, les citoyens ont dû se grever pour subventionner des écoles privées, la plupart confessionnelles. Car dans les écoles élémentaires, publiques, le magyar fut intronisé en 1879 (loi XVIII) : il n'a pas évincé, mais il tend à éclipser les langues nationales. Même l'on se flatte d'atteindre jusqu'à l'âme encore indécise des tout petits : la loi du 5 mai 1891 oblige les parents des enfants de trois à six ans, qui ne peuvent en assumer la garde journalière

1. *Développement de l'Instruction Primaire des pays de la Sainte Couronne Hongroise.* Publications statistiques hongroises. Nouvelle Série, 31e volume, 1913, p. 137* suiv.

— et c'est le cas des gens du peuple et des ouvriers — de les envoyer dans des crèches et asiles : on semble sacrifier à la préoccupation de l'hygiène surtout, mais l'article 8 de cette loi insinue que ces pupilles seront familiarisés avec la langue de l'État[1].

On s'est attaqué aussi aux fils de la classe bourgeoise : depuis 1883 (loi du 27 mai), le magyar figure comme matière obligatoire dans les gymnases et écoles réales — à cette date une quinzaine d'établissements, 1 serbe, 5 roumains, 9 allemands, jouissaient encore du privilège de n'enseigner que dans leur idiome naturel exclusivement — et nul ne peut être dispensé des matières obligatoires : les communes, particuliers ou associations ne sont autorisés à fonder que des gymnases où le magyar tiendrait la place d'honneur. Quant aux gymnases confessionnels, l'enseignement y peut être donné dans une autre langue, mais celle de l'État doit être cultivée intensivement. Car le ministère se réserve de contrôler le plan d'études et la liste des livres scolaires.

Enfin l'État s'est ménagé, par une habile manœuvre, l'ingérence dans l'enseignement privé (loi 26 décembre 1893). Il a pris à sa charge le complément du traitement des instituteurs confessionnels et communaux, au-dessous d'un chiffre minimum. Or les communes magyares de la plaine sont assez riches pour parfaire ces émoluments. Seules les communes montagnardes, pour la plupart non magyares, bénéficieront et pâtiront de cette générosité bien entendue. Et depuis, l'inspection scolaire a été renforcée pour promouvoir une culture encore plus poussée de la langue d'État.

Devant ces abus de pouvoir et ces usurpations, les nationalités menacées se sont coalisées[2] : le 10 août 1895,

1. En 1907-8, il existait sur un total de 2.632 écoles maternelles 2.489 (près de 95 p. 100) où le magyar était la langue d'enseignement exclusive, 69 allemandes, 29 serbes, 27 roumaines ; les établissements d'enseignement mixte ont disparu (*Ibid.*, p. 145*).

2. Les défiances sont excitées au point que le projet de loi vraiment libéral sur le mariage civil obligatoire a été considéré par les Serbes et les Roumains entre autres comme une atteinte à la nationalité : ils ont manifesté leur répugnance à comparaître devant l'officier d'état-civil magyar (V. A. Horn, *La question du mariage civil en Hongrie*. Rev. de Paris, 15 avril 1894).

elles ont ouvert un premier congrès à Pest. où se sont rencontrés les délégués roumains, serbes et croates ; en juin 1897, une nouvelle veillée d'armes s'est tenue, où Roumains, Serbes, Slovaques, Saxons ont fraternisé : un programme d'action commune a été arrêté ; un memorandum ou cahier de doléances rédigé à l'adresse de l'Empereur Roi et d'un arbitre plus insigne encore, l'opinion européenne.

Les groupes nationaux se sont organisés en partis dont la statistique officielle même a daigné graduellement authentiquer l'existence[1]. Aux élections de 1896, seuls les Roumains ont les honneurs d'une mention ; en 1901, Slovaques et Serbes obtiennent une rubrique ; en 1906, apparaissent les Saxons qui ont disparu depuis, et les paysans allemands ; en 1910, les Allemands figurent encore avec un chiffre de voix d'ailleurs misérable.

Ce sont là, pour les Hongrois pur sang, convulsions de nationalités agonisantes. Et l'on poursuit l'assimilation de tous les sujets de la Couronne de Saint-Étienne. Après l'enfant, l'adulte; après l'école, l'armée.

Mais l'armée est soustraite à la mainmise de l'État hongrois ; elle est sous l'obédience immédiate de son chef suprême, l'Empereur Roi, et toutes ses unités sont commandées et exercées en allemand : véritable viol de l'âme magyare, s'écrient les chauvins. Aussi, à la conception de l'armée austro-hongroise, instrument de défense commun aux deux parties de la monarchie, le parti de l'Indépendance, mené par Louis Kossuth, opposa celle d'une armée spécifiquement hongroise qui aurait le magyar comme langue de commandement et de service, quitte à violer l'âme des recrues roumaines, slaves, allemandes, et pour que le régiment achevât l'œuvre de l'école.

Cette revendication, qui fut saluée dès 1902 par des mutineries militaires, des sifflets à l'hymne impérial, embarrassa les hommes d'État responsables, et provoqua,

1. Résultat des élections générales de 1896 à 1910. (*Annuaire statistique hongrois, rédigé et publié par l'Office Central de statistique du Royaume de Hongrie.....* Imprimerie de la Soc. Anonyme Athenæum. Nouveau Cours XIX, 1911, p. 440-3.)

de la part de François-Joseph, une réplique décisive, l'ordre du jour de Chlopy (septembre 1903) où le vieux monarque affirma la communauté et l'unité de son armée.

Ni le verbe du monarque, ni les concessions accordées sur les emblèmes, sur l'emploi de la « langue régimentaire », sur l'enseignement du magyar dans les instituts militaires n'ont apaisé les nationalistes hongrois. Chaque demande d'augmentation du contingent, d'appel des réserves, dégénère en un conflit dont le Compromis même est l'enjeu : austrophiles et austrophobes s'énervent en crises gouvernementales et parlementaires[1].

Mais les peuples sont-ils touchés de ces passions de légistes et de politiciens ? Il semble bien que ceux-ci réussissent à persuader aux petits fermiers et aux prolétaires ruraux que les maux dont la patrie hongroise pâtit sont déchaînés par l'Autriche exploiteuse, et que l'essor économique est entravé par la jalousie et les complots des nationalités ennemies, au cœur même de la Hongrie[2]. Et pourtant le bilan numérique du Recensement offre de quoi rassurer les Magyars.

## IV

### Les forces comparées des nationalités et la politique de magyarisation[3].

La vie et la lutte des nationalités se traduisent dans la statistique. Traduction incomplète et suspecte — on l'a montré par ailleurs — parce que la nationalité est une réalité insaisissable, immatérielle comme l'électricité, et dont les phénomènes dérivés ne révèlent qu'imparfaitement la nature intime et complexe[4]. La langue a été reconnue

1. On ne peut ici suivre tous ces épisodes, l'état barbarement appelé *ex-lex ;* le pacte entre le monarque et la Coalition qui aboutit au suffrage universel. De pénétrants publicistes français ont discerné et signalé la part de l'évolution sociale dans ces agitations politiques. R. Gonnard, *La Hongrie au XXe siècle* (Paris, Colin, 1908). Gabriel Louis Jaray, *La question sociale et le socialisme en Hongrie* (Alcan, 1909).

2. G.-L. Jaray, p. 185.

3. Nous signalons ici le volume du sagace et caustique observateur qu'est Scotus Viator (Seton Watson) *Racial problems in Hungary* (Londres, 1909).

4. Il ne faut pas oublier que parmi ceux qui ont avec le plus de sûreté

comme le signe — non pas le plus authentique — mais le plus apparent de la nationalité, le seul aussi qui soit matière à dénombrement. En Hongrie, comme en Autriche, on s'est inspiré de ce principe très élevé et très juste que chaque homme appartient à la nationalité qu'il confesse. Que la passion politique n'ait pas toujours respecté cette liberté d'option, que la précision des chiffres masque toutes sortes de manipulations, cela est certain. Toutefois, les partis contraires se surveillent si jalousement que les fraudes et les pressions sont dénoncées avec fracas. On peut donc accorder aux documents statistiques une confiance relative.

Le recensement de 1850 entreprit de classer les populations de la Hongrie par nationalités. Mais à cette date, le magyarisme n'était pas en bonne odeur, et l'on s'ingénia par conséquent à le réduire à la portion la plus congrue possible, en enflant le contingent des nationalités hostiles. C'est sur ces données, corrigées par des informations personnelles, que travaillèrent Czoernig et Ficker. Le Magyar Alexius Fényes prit à cœur de rétablir la vérité, c'est-à-dire qu'il exagéra la prépondérance de ses congénères. Les publications de Keleti, de Schwicker, d'autres encore, sans doute plus sincères, ne présentent que des résultats partiels[1].

En 1880, le recensement porta sur la langue : non pas la langue usuelle ou parlée (*Umgangssprache*) comme en Autriche, mais sur la maternelle[2], différence à laquelle

fixé le concept de la nationalité figurent Eötvös et Ch. Keleti, qui fut directeur du Bureau de statistique de Hongrie.

Eötvös, *Ueber den Einfluss der herrschenden Ideen*. Vienne, 1857. *Die Nationalitätenfrage*, (*aus dem ung. Manuscripte übersetzt von Dr Max Falk*. Pest. 1879).

Keleti. *Qu'est-ce que la nationalité*? Mémoire rédigé en vue du IXe congrès international de statistique. Pest, 1874.

*Préface* du recensement de 1880, p. xvii.

1. Fényes. *Ungarns Statistik, Besitzverhältnisse und Topographie*. Pest, 1860. — Schwicker, *Stat. des Königreichs Ungarn*. Stuttgart, 1877.

Voir *Les Recensements dans les Pays de la Sainte Couronne Hongroise* (Activité et travail de l'Office central de statistique, Publications statistiques hongroises. Nouv. Cours, 36e volume, 1911. p. 468 suiv.).

2. Sur le bulletin de recensement de 1890, la rubrique « langue maternelle » est complétée et définie ainsi : « ou en d'autres termes celle que l'on reconnaît pour telle, que l'on parle le mieux et le plus volontiers » (*Les Recensements*, p. 473).

L'instruction pour le recensement de 1910 (art. 17. p. 512) s'exprime ainsi : « Il faut remarquer que bien que la langue maternelle soit dans la

il n'y a pas lieu d'attacher trop d'importance[1]. En 1890, 1900 et 1910, on a suivi le même errement : ce qui permet des comparaisons instructives[2].

Voici d'abord les effectifs en présence : le total de 16.721.000 sujets de la Sainte Couronne hongroise se décompose ainsi qu'il suit entre les nationalités[3] :

| | 1900 | | 1910 |
|---|---|---|---|
| | — | en milliers | — |
| Magyars . . . . . . . | 8.652 | | 9.945 |
| Allemands . . . . . . | 1.999 | | 1.903 |
| Slovaques. . . . . . . | 2.002 | | 1.947 |
| Valaques . . . . . . . | 2.799 | | 2.948 |

plupart des cas identique avec celle que l'on parlait dans son enfance et que l'on a appris (*sic*) de sa mère, toutefois il peut arriver que la langue maternelle de l'enfant est (*sic*) différente de celle de la mère, surtout lorsque l'enfant s'est approprié, soit à l'école ou par d'autres rapports sociaux, soit par ce fait que ses parents ont une langue maternelle différente, une langue qui n'est pas celle de sa mère ».

Ce paragraphe insidieux annonce et légitime, ou légalise, la magyarisation scolaire.

1. Keleti (*Les Recensements,* 1880, p. 222) remarque avec raison que si, sur un total de plusieurs millions d'hommes, quelques milliers d'individus — l'élite — emploient aussi d'autres langues que celle qu'ils ont apprise dans les bras de leur mère, le résultat d'ensemble, l'état respectif des nationalités, n'est guère faussé.

Keleti met en relief un résultat très décisif du dénombrement d'après la langue, c'est qu'on s'est aperçu que la Hongrie ne comptait que 6 millions de Magyars, alors que les chauvins se targuaient de 10 ou 12 millions. (*Ungarns Nationalitäten auf Grund der Volkszählung des Jahres* 1880. Ung. Revue, II, 1882, p. 119.) Jekelfalussy. *Die Nationalitätenverhältnisse der Länder der ungarischen Krone.* (Peterm. Mitth., 1885).

2. Les résultats du recensement sont publiés par l'Office central de Statistique. Outre l'édition hongroise, l'Office Central rédige une édition hongroise-allemande et une édition hongroise-française (celle-ci a débuté avec la Nouvelle Série, 1900). Ces documents sont distribués avec une générosité pour laquelle nous exprimons ici notre vive reconnaissance. On souhaiterait par endroits des rubriques d'un français plus clair ; bien des termes administratifs exigeraient une définition. Les données du Recensement général doivent être complétées par celle de l'Annuaire statistique (édition française depuis 1901). (Voir la *Liste des publications de l'Office Central* dans le vol. 36 des Publications, p. 629-32).

Une des difficultés de la confrontation statistique vient de la multiplicité des noms que portent les circonscriptions territoriales ou les localités : les documents magyars substituent le plus souvent le nom magyar à l'allemand, au roumain, au slave. On trouvera les différentes dénominations — pas toutes — dans le répertoire intitulé : *A magyar Korona orszagainak Helységnévtára,* vol. II, 1892. Ajoutons qu'en décembre 1897 la Chambre des députés de Pest — serait-ce pour obvier à l'inconvénient que nous signalons ? — a voté la magyarisation des noms de toutes les localités non magyares du royaume, en dépit des protestations de toutes les autres nationalités.

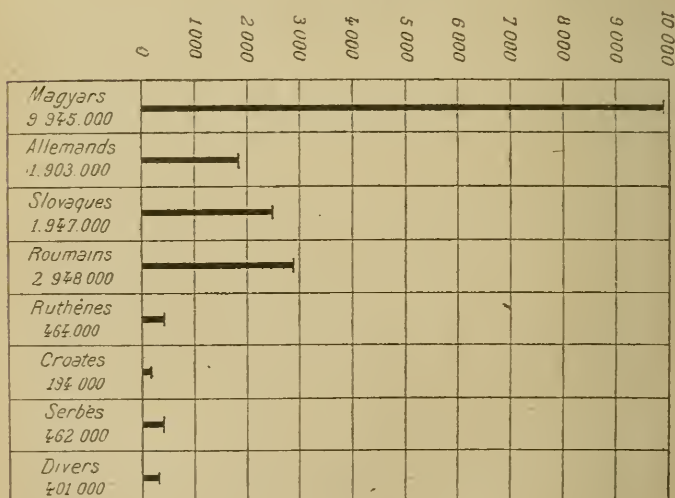
3. Chiffres arrondis.

| | 1900 | | 1910 |
|---|---|---|---|
| | — | en milliers | — |
| Ruthènes | 425 | | 464 |
| Croates | 191 | | 194 |
| Serbes | 438 | | 462 |
| Divers[1] | 333 | | 401 |

La statistique apporte des constatations réjouissantes pour l'amour-propre et la sécurité des Magyars. Leurs forces numériques sont en voie de s'accroître au double de ce que gagnent les plus favorisés des autres groupes linguistiques.

ACCROISSEMENT POUR 100 EN HONGRIE[2]

| 1880-1890 | | 1900-1910 | |
|---|---|---|---|
| | — | | — |
| Magyars | 14,88 | | 14.91 |
| Allemands | 6,35 | | — 4,8 |
| Slovaques | 2.22 | | — 2,8 |
| Roumains | 7,64 | | 5.3 |
| Ruthènes | 7,52 | | 9,8 |
| Serbo-Croates | 7,40 | Croates | 1,8 |
| Autres[2] | 15,35 | Serbes | 5,4 |
| | | Autres | 20,5 |




1. Sous cette rubrique le recensement général (tableaux détaillés) note pour chaque localité les nationalités ou groupes non officiellement classés, schokatzes, tchèques-moraves, vendes, bulgares, tziganes, etc. La nomenclature est inscrite au bas des pages. On peut ainsi faire le relevé des communes mixtes.

2. N'est considérée ici que la Hongrie propre, abstraction faite de la Croatie et de Fiume.

Déjà cette augmentation de l'élément magyar se décèle dans la proportion ou situation respective des nationalités. Cette proportion a peu varié dans les 3 dernières décades ; toutefois, seuls les Magyars gagnent du terrain ; les autres ont peine à défendre leurs positions.

PROPORTION POUR 100 DES NATIONALITÉS SUR L'ENSEMBLE DE LA POPULATION

| NATIONALITÉS | 1890 | | 1900 |
|---|---|---|---|
| — | — | | — |
| Magyars | 48,61 | | 51,4 |
| Allemands | 13,14 | | 11,9 |
| Slovaques | 12,53 | | 11,9 |
| Roumains | 17,11 | | 16,6 |
| Ruthènes | 2,51 | | 2,5 |
| Serbo-Croates | 4,49 | Croates | 1,1 |
| Divers | 1,61 | Serbes | 2,6 |
| | | Divers | 2,0 |




C'est la montée magyare continue ; c'est la déchéance des non magyars.

Ce gain numérique, les Magyars en sont-ils redevables à leur complexion prolifique ? Les tableaux démographiques répondent par une affirmative, particulièrement

flatteuse au regard des chiffres qui intéressent les deux groupes sur lesquels les Magyars ont la plus efficace emprise.

| NOMBRE DES NAISSANCES VIVANTES D'APRÈS LA LANGUE MATERNELLE DE LA MÈRE[1] | | | | |
|---|---|---|---|---|
| MOYENNE DES ANNÉES | MAGYARE | ALLEMANDE | SLOVAQUE | ROUMAINE |
| **1901-05** . . . . . . | 330.785 | 67.682 | 81.651 | 102.652 |
| **1906-10** . . . . . . . | 346.287 | 62.406 | 77.517 | 105.578 |

Il est vrai que les Roumains se fortifient et absorbent même par endroits des Magyars ; mais ceux-ci appellent à leur aide et la nature et leur culture.

L'accroissement naturel par groupes linguistiques se répartit ainsi, de 1896 à 1910[2].

| MOYENNE DES ANNÉES | MAGYARS | ALLEMANDS | SLOVAQUES | ROUMAINS |
|---|---|---|---|---|
| **1896-1900** . . . . | 107.461 | 23.539 | 27.297 | 16.016 |
| **1901-05** . . . . . | 103.733 | 20.586 | 24.857 | 23.130 |
| **1906-10** . . . . . | 118.081 | 18.555 | 26.186 | 26.369 |

Ces données linguistiques se combinent mal avec l'anthropologie ou la physiologie : car les Magyars qui évoluent ainsi comprennent déjà des éléments magyarisés. En réalité, le magyarisme trouve sa définition, ainsi que l'observe justement le commentaire du Recensement de 1910, dans la « propagation pacifique de la culture hongroise »[3].

Cette « propagation pacifique » accomplit des miracles : certaines régions ont vu, en une simple décade, doubler et davantage le nombre des Magyars. Voici le comitat de Turocz où l'accroissement en pourcentage, de 1900 à 1910, ressort à 154 p. 100 ; cette formidable proportion représente le modeste chiffre absolu de 3.375 unités; celui de Zolyom a gagné 82 p. 100, avec 7.400 individus ; ceux de Lipto et de Trencsen, 60 p. 100 et dans le premier le bond a été déterminé par 16 à 1.700 magyarisants, nouveau-venus ou convertis[4].

1. *Annuaire statistique*, XIX, 1911. p. 42, tableau 20.

2. *Ibid.*, p. 55, tableau 33.

3. *Recensement général de la population des pays de la Sainte-Couronne Hongroise* en 1910, 1re partie. Publications statistiques hongroises. Nouvelle Série, 42e volume. (Budapest, 1913, p. 18*).

4. *Ibid.*, p. 37*, tableau 6.

La magyarisation s'est poursuivie avec une particulière intensité sur la rive gauche du Danube et dans la mésopotamie entre les deux maîtresses artères du pays[1]; elle a progressé de 20 p. 100 — il est vrai que la formidable poussée de la capitale et de sa banlieue enfle ce taux. — En Transilvanie l'accroissement brut ressort à plus de 100.000; mais là les Roumains ont su faire front avec 75.000 recrues nouvelles; de même entre Tisza et Maros, les Magyars ont augmenté leur effectif de plus de 66.000 unités, les Roumains le leur, de 24.000.

Cette dernière province est un des plus curieux champs de bataille : voici l'effectif des armées en présence, d'un recensement à l'autre.

| | MAGYARS | ALLEMANDS | SLOVAQUES | ROUMAINS |
|---|---|---|---|---|
| **1900**. . . . . . | 408.000 | 451.000 | 44.000 | 821.000 |
| **1910**. . . . . . | 475.000 | 427.000 | 44.000 | 846.000 |

C'est le germanisme qui sous la friction des groupes nationaux s'émiette et se désagrège.

En Transilvanie les Magyars comptaient 32,9 p. 100 de la population il y a dix ans, et ont avancé à 34 p. 100; tandis que les Roumains ont reculé de 56,4 à 55. Même dans la province transdanubienne, la prépondérance magyare s'affirme fièrement : elle se glorifie de 176.000 zélateurs de plus.

L'énergie expansive des Magyars s'alimente dans ces foyers de propagande et de vie nationale que sont les villes. Tandis que les autres peuples sont dispersés dans les campagnes, se sentent moins de cohésion matérielle et morale, et tombent ainsi plus facilement en proie aux entreprises du magyarisme, les Magyars se concentrent dans les agglomérations urbaines; ils composent les deux tiers des citadins[2].

1. Le recensement divise la Hongrie proprement dite en sept régions géographiques, outre la ville et le district de Fiume : 1° rive droite du Danube ; 2° rive gauche ; 3° entre Danube et Tisza ; 4° Tisza rive droite ; 5° rive gauche ; 6° entre Tisza et Maros ; 7° « au delà du Kiralyhago (Transilvanie) ». Chacune de ces régions comprend des comitats, des villes municipales, des villes à conseil organisé.

2. Sur l'accroissement de la population urbaine, G. Thirring. *Die Bevölkerungsentwicklung der ungarischen Städte* (Ungarische Rundschau, 1912, I, p. 334-54, 810-21).

Les Allemands, jadis classe dirigeante dans un grand nombre de villes, perdent leur suprématie. Les Magyars font mine de les exproprier à la longue : à Ödenburg (Sopron) par exemple, tandis que la population allemande de 16.425 âmes en 1880, 17.390 en 1890, 17.924 en 1900, 17.318 en 1910 est demeurée sensiblement stationnaire, les Magyars ont sauté de 4.665 à 15.000.

A Presbourg (Pozsony) les Allemands maintiennent leurs positions entre 1900 et 1910 : de 33.202 à 32.790 ; c'est une faible perte, il est vrai, mais formidablement soulignée par le renfort des Magyars de 20.000 à 31.000.

Dans la capitale même de l'État la déroute est plus brutale : ils étaient plus de 104.000, il y a dix ans ; ils ne se comptent plus qu'à moins de 79.000 au dernier dénombrement, et les Magyars se glorifient de pres de 180.000 recrues nouvelles : c'est un gain de 30 p. 100 au regard d'une perte de près de 25 p. 100, d'un quart de l'effectif[1].

La « propagation pacifique » que le magyarisme exerce est régie par des nécessités sociales et politiques ; c'est pourquoi les non Magyars même sont obligés de s'assimiler la langue de l'administration et des affaires : le nombre s'en est accusé de 500.000 en dix ans, et si cette connaissance de l'idiome n'implique pas le reniement de la nationalité, elle infuse les idées et symbolise l'ascendant de la nation gouvernante.

On est même surpris que sur les 18 millions de Hongrois propres il en reste encore 6 millions et demi qui ignorent le maître idiome : la législation scolaire n'a pas encore déployé toute sa vertu.

Dès maintenant toutefois la statistique est édifiante grâce à des relevés détaillés avec une rare complaisance[2].

Nous n'en tirerons que quelques indications, les plus suggestives pour l'avenir du magyarisme.

1. (Recensement, vol. 42, p. 19*). Un autre exemple frappant de la conquête urbaine est celui de Selmeczbanya (Schemnitz), comitat de Hónt : la proportion des Magyars a sauté de 20 à plus de 42 p. 100 de 1900 à 1910, grâce à une conversion en masse des Slovaques (p. 37, tableau 6) c'est un gain de 95 p. 100.

2. Dans l'*Annuaire statistique*, XIX 1911, le chapitre *Culture et instruction publique* est analysé en une soixantaine de tableaux.

Les tout petits sont élevés à la hongroise : car 2.626 écoles maternelles magyares, sont là qui les captent[1] ! Que peuvent contre cette attraction les 86 écoles allemandes, les 11 slovaques, les 26 roumaines, la trentaine de croates et serbes ? Aux 2.245 maîtres magyars, ces dissidents opposent un personnel de 180 enseignants ; et la notation officielle discrimine les 167 qui parlent le magyar « à perfection » des 13 malheureux que la grâce n'a pas encore touchés.

Aussi les écoles maternelles magyares, de toutes catégories et de toutes confessions, accaparent presque toute la clientèle enfantine ; avec 146.000 pupilles de langue hongroise, 40.000 allemands, 22.000 slovaques, 11.000 roumains, etc.

13.017 écoles primaires ou élémentaires magyares fonctionnent en face de 3.484 non magyares — dont 2.801 roumaines — ; elles instruisent près de 1.100.000 élèves, en laissant 8 à 900.000 aux autres nationalités. Dans les écoles magyares exercent 25.613 instituteurs diplômés ; les écoles non magyares n'en comptent que 5.782, dont 5.600 savent le magyar « à perfection ».

En quelles proportions les subventions de l'État hongrois sont-elles réparties ? Le tableau statistique[2] élude la question en n'inscrivant, dans ce chapitre financier, que les rubriques confessionnelles et en oubliant les langues d'enseignement[3].

Écoles élémentaires, agricoles, industrielles et commerciales, primaires supérieures et « bourgeoises », c'est l'établissement magyar qui draine la moitié au moins, parfois plus des trois quarts de la population scolaire[4].

Passons à « l'intelligence ». L'instruction secondaire des

1. Chiffres de l'année scolaire 1910-11 (p. 337).

2. *Annuaire*, XIX, 1911, p. 350, tableau 13.

3. Dans l'exposé sur le *Développement de l'Instruction Primaire* (Public. stat., vol. 31, p. 155*), nous lisons que sur un crédit de 85.400 couronnes aux écoles maternelles 800 couronnes seulement (0,1 p. 100) ont été attribués à un seul établissement de langue non magyare, l'école italienne de Fiume, qui depuis a introduit cet idiome véhiculaire. Pour les autres catégories, les renseignements sont très embrouillés.

4. *Ibid.*, p. 366-7, tableau 19.

gymnases et des écoles réales est dispensée à plus de 70.000 jeunes gens sur lesquels 13.500 environ déclarent une autre langue maternelle que le hongrois[1]. Sur 124 gymnases laïques ou confessionnels, on en relève 7 où la langue d'enseignement n'est pas la langue d'État, et 3 sur les 32 écoles réales.

La statistique compte soigneusement chaque année les élèves ayant satisfait aux examens, et qui, outre leur idiome maternel, parlent aussi le magyar ; ils sont 12.750 en 1910-11, et seulement 600 réduits à la courte honte de n'entendre pas le magyar.

Et voici où se manifeste la supériorité intellectuelle du Magyar : ont obtenu le certificat de maturité avec la mention *très bien*, 19,5 p. 100 des candidats de langue magyare, 16,8 p. 100 des candidats allemands, 8,1 p. 100 des Slovaques, 10,0 des Roumains, 8,5 p. 100 des Slaves. La mention *bien* est à peu près également répartie, sauf pour les Ruthènes dont les deux uniques représentants ont dû se contenter du *passable*[2].

Quant à l'enseignement supérieur, il est recherché surtout par les étudiants de langue hongroise, qui forment 90,5 p. 100 de l'effectif, dans les facultés et académies de droit, contre moins de 3 p. 100 d'Allemands, un peu plus de 4 p. 100 de Roumains. Ils fournissent environ 88 p. 100 des facultés des lettres et des sciences (1.406, contre 122 Allemands, 36 Roumains) ; 85 p. 100 des futurs médecins, les Allemands 7 p. 100 ; plus de 90 p. 100 des techniciens[3].

Quelque complaisantes que soient ces données officielles, peut-on les taxer de fausseté ? Il faut les signaler comme les symptômes d'une magyarisation méthodique et fatale.

Les Magyars monopolisent presque toutes les professions libérales[4], enseignement, administration, lettres et arts, réfractaires qu'ils sont au travail manuel, surtout à

1. Statistique de l'année scolaire 1910-11, *ibid.*, p. 378, tableau 24.

2. *Ibid.*, p. 387, tableau 30².

3. P. 405, tableau 42.

4. Jekelfalussy, *Die Intelligenz in Ungarn und das Ungarnthum* (Ung. Revue, XIV, 1894, p. 303-30).

la discipline de l'atelier ou de la caserne industrielle. Ce phénomène n'a rien qui étonne, si l'on songe que les fonctions publiques sont, en quelque sorte, et par droit de conquête et par droit de naissance, dévolues aux Magyars et Magyarisants [1]. Il y a peut-être quelque excès des Magyars à tirer vanité du tableau suivant :

| PROPORTION POUR 100 DES NATIONALITÉS | DU TOTAL DES PROFESSIONS LIBÉRALES | DE LA POPULATION TOTALE [2] |
|---|---|---|
| Magyars | 70,09 | 48,61 |
| Allemands | 12,52 | 13,14 |
| Slovaques | 4,21 | 12,53 |
| Valaques | 8,60 | 17,11 |
| Ruthènes | 0,84 | 2,51 |
| Serbes | 1,81 | 3,27 |
| Croates | 0,36 | 1,21 |

Seuls les Magyars sont plus nombreux parmi les professions libérales que ne le comporterait leur part représentative dans l'ensemble de la population. Mais, outre la raison plus haut mentionnée, beaucoup de fonctionnaires, qui ont eu la disgrâce de naître non magyars, se parent de la nationalité dominante.

Ces constatations, pour rassurantes et flatteuses qu'elles apparaissent, ne contentent pas encore ce peuple jaloux. « L'intelligence » n'est pas encore assez magyarisée. Aussi les enseignants, qui ont l'audace de confesser leur ignorance de la langue souveraine, sont-ils soigneusement pointés, pour être éliminés par la force des choses. Le magyarisme militant ne dormira sur ses lauriers que

1. Par exemple, les secrétaires ou greffiers (notaires) de communes et de districts, personnages influents en contact direct avec les populations, sont, même dans les régions où dominent d'autres nationalités, pour la plupart de nationalité magyare. Ainsi, dans le comitat de Wieselburg (Moson), où l'on comptait en 1890 55.000 Allemands contre 21.000 Magyars, sur 40 de ces fonctionnaires, 29 étaient Magyars, 9 Allemands, 2 Croates ; dans celui de Bars, partagé entre 87,000 Slovaques, 47,000 Magyars, 17,500 Allemands, sur 51 de ces notaires, 48 sont Magyars, 2 Allemands, 1 Slovaque.

2. Ce tableau, déjà ancien, qui figure dans notre première édition, n'a pu être mis au point et rajeuni, les statistiques officielles omettant peut-être à dessein le relevé professionnel d'après la nationalité. Mais voici un indice : dans les Universités de Budapest, de Kolozsvar, à l'École Polytechnique, 9,400 étudiants de nationalité magyare contre 1,250 environ d'autres groupes ethniques.

quand « l'intelligence » aura capitulé : ce jour-là sera achevée la mission « apostolique » du génie magyar [1].

Les procédés plus ou moins naturels et spontanés de la magyarisation se laissent, dans leur détail, surprendre dans la capitale où le phénomène a été suivi de près et décomposé [2].

Pest et Ofen, après l'expulsion des Turcs à la fin du XVIIe siècle, furent repeuplées de colons allemands, serbes [3] et autres. En 1720, dans la première de ces villes, les Allemands représentaient 36 p. 100 de la population totale, les Hongrois 20 p. 100. A Ofen, ces derniers ne figuraient que comme un essaim insignifiant, 8 p. 100, en face des Allemands (38 p. 100) et des Serbes (32 p. 100) [4].

Ce fut un étonnement quand le dénombrement de 1851 révéla que la capitale renfermait autant de Magyars que d'Allemands. Ces derniers composaient, non l'élite officielle ou intellectuelle, mais le monde commercial, et cela grâce à l'appoint des Juifs ; aussi leur langue était-elle la plus parlée : en 1881, sur 1.000 personnes par 743 ; le magyar par 704 personnes seulement, le slovaque par 147. En dix ans, la proportion s'est renversée en faveur du magyar, qui compte 830 adeptes, l'allemand n'en a plus que 643, le slovaque que 137. Après une nouvelle décade, la proportion du magyar a monté encore à 915 ; celle de l'allemand est tombée à 550, le Slovaque a quelque peu baissé (120). En réalité, plus de la moitié des habitants de la capitale sont polyglottes [5], et si le polyglottisme a perdu, ce progrès à rebours au point de vue de la culture des esprits, est un bénéfice brut pour le magyarisme.

Le magyarisme conquiert les jeunes générations. Dans les familles dont le chef est allemand ou slovaque, l'en-

1. Jekelfalussy, *art. cité*, p. 330.

2. Körösi et Thirring, *Die Hauptstadt Budapest im Jahre 1891. Resultate der Volksbeschreibung und Volkszählung* (Publication du Bureau statistique, vol. XXV, 2e partie. Berlin, 1895. traduit du hongrois).

3. Un quartier de la ville porte encore le nom de « ville raïtze ».

4. Aujourd'hui encore la cité de la rive droite du Danube renferme sur le total de sa population 18 p. 100 d'Allemands, tandis qu'à Pest même on n'en relève que 7,6 p. 100 (1906).

5. Parmi les habitants de Pest, d'autre langue maternelle que le magyar, 58 p. 100 parlent couramment ce dernier idiome.

fant grandit en Magyar, c'est-à-dire que la langue dominante est sa vraie langue maternelle. Le tableau suivant montre que la moitié des familles, il y a trente ans à peu près, était déjà ainsi contaminée, soit que la mère magyare, soit que l'école aient fait leur œuvre de propagande.

PROPORTION POUR 100 D'ENFANTS AVEC LANGUE MATERNELLE

| | MAGYARE | ALLEMANDE | SLOVAQUE |
|---|---|---|---|
| | — | — | — |
| Familles dont le chef est Magyar. . | 97,82 | 2,04 | 0,14 |
| — — Allemand. | 48,47 | 51,06 | 0,45 |
| — — Slovaque . | 41,47 | 11,32 | 47,01 |

En 1911, presque tous les ménages, dans la capitale, se servent du magyar ; 89 à 90 p. 100 des époux l'ont pour langue maternelle ; 97 à 98 p. 100 l'emploient familièrement.

Tous les enfants allemands et slovaques ne parlent donc pas l'idiome maternel de leur père, donc n'appartiennent plus à sa nationalité. On assure que les Allemands voient avec joie, par pur patriotisme hongrois, leur progéniture balbutier le magyar [1]. Ainsi, par une sorte de transsubstantiation, les pères et mères d'origine tudesque engendrent des rejetons magyars authentiques.

Le moment peut donc être prévu où il ne naîtra plus que des Magyars dans la capitale de la monarchie de Saint-Étienne.

Voici en tous cas des chiffres éloquents et qui laissent augurer le triomphe du magyarisme :

POPULATION DE BUDAPEST

| | CHIFFRE TOTAL | | |
|---|---|---|---|
| | 1880 | 1890 | 1910 |
| | — | — | — |
| Allemands . . . . | 122.157 | 115.573 | 78.882 |
| Slovaques. . . . . | 21.872 | 27.126 | 30.359 |
| Magyars. . . . . . | 201.774 | 326.533 | 756.000 |

Le gain pour les Slovaques est dû à l'immigration. Quant aux Magyars ils se multiplient naturellement d'une

1. Körösi et Thirring, p. 85.

part, et de l'autre assimilent et convertissent l'élément germain, le moins tenace de sa nationalité, le moins fidèle à ses traditions.

Toutes ces données attestent que la capitale des Pays de la Sainte-Couronne hongroise est de plus en plus nationale, et ce phénomène prend, avec le régime de centralisation forcenée, une singulière portée.

---

# CHAPITRE X

## MAGYARS. — ALLEMANDS. — SLAVES DU NORD

### I

#### Les Magyars.

Il importe d'étudier dans son milieu chacune des nationalités, afin de comprendre le rôle et la mission que chacune d'elles affecte.

Les Magyars se partagent en deux groupes d'inégale importance; l'un, le plus considérable de beaucoup, emplit ce qu'on peut appeler la piste du cirque hongrois; le second, celui des Szekler, est perché sur les gradins orientaux des Monts Transilvains, et du haut de ce bastion surveille la frontière roumaine. La masse de la nation — qui nous occupera d'abord — est moins compacte à l'ouest du Danube; elle est entamée là par des agglomérations allemandes dont quelques-unes s'avancent jusqu'à la vallée; du nord, s'insinuent des îlots slovaques; du sud, quelques pointements serbes. Les Croates, en revanche semblent s'être rigoureusement cantonnés derrière la Drave, et les Slovènes ne paraissent pas tentés de suivre le cours de la Mur et du Raab dont ils gardent les issues en plaine. Mais c'est surtout entre Danube et Tisza que l'élément magyar est presque inviolé; c'est seulement au sud de l'isthme entre Baja et Szegedin, dans la Bacska, que se montrent une avant garde serbe et un contingent de colons allemands. Sur la gauche de la Tisza, depuis Szegedin, la ligne du Maros borne la terre proprement magyare dont les confins orientaux n'outrepassent guère la limite toute géographique où les fleuves transilvains

touchent le plat pays : de ce côté les Magyars sont pris en flanc par les Roumains dont le front recule de plus en plus vers le nord-est ; ces derniers sont coupés par une bande magyare plus ou moins continue qui assure la jonction avec les Szekler. Tout le long des zones mixtes, le terrain est disputé pied à pied.

Le Magyar, par une réminiscence de la vie de horde et des spacieux ébats de ses chevaux, aime l'infini de la steppe, à peine ombré à l'horizon d'une silhouette montagneuse ; il a l'horreur des vallées étriquées, où les Germains et les Slaves se claquemurent.

Aussi est-ce dans la plaine même des pusztas qu'il a planté sa demeure. Demeure de fortune, par une survivance atavique du nomadisme : la *tanya* de l'alföld rappelle le *györ* des Avars, sorte de blockhaus défendu par une enceinte circulaire ; le corps principal de la ferme est entouré de fossés avec une haie d'acacias et barré par un obstacle plus répulsif encore, le « bastion », remblai d'immondices et de fumier[1] ; de hargneux chiens de garde surveillent l'unique avenue du logis, qu'entourent les communs.

Les plus pauvres gîtent dans des excavations creusées dans le sol, recouvertes de roseaux, et dont les parois sont étayées de planches. Ailleurs, par exemple dans le val de la Rabnitz[2], des huttes sont semées, dont le toit incliné des deux parts figure la tente atavique.

Quant aux maisons, dans ces contrées où le bois, la pierre, la terre à tuile manquent souvent, elles sont construites en pisé, cimentées à la hachure de paille, surmontées de chaume ou de ces excellents roseaux que fournissent les nappes stagnantes du plat pays. Aujourd'hui cependant, elles sont blanchies à la chaux, opération très coûteuse, mais qui flatte l'œil et l'amour-propre de l'occupant.

La maison magyare se compose de trois compartiments essentiels, la pièce de réception, précédée d'un vestibule

1. Baksay, Ö. U. M., *Ungarn* II, p. 107.
2. Bella, *ibid.*, IV, p. 416.

ouvert, qui s'allonge sur la rue ; elle est munie du poêle à paille, autour duquel on tient réunion ; la cuisine et la chambre familiale ou dortoir complètent le logis.

Ce dispositif s'est diversifié, modernisé[1].

Le peuple magyar offre, comme il est naturel, des variétés locales engendrées soit par le milieu, soit par les vicissitudes historiques[2]. Dans l'uniformité de l'Alföld, sorte d'échiquier dont les cases sont des cuvettes en contre-bas les unes des autres, quelques groupes ressortent par l'originalité du type et du nom. Il survit des Haydukes, des Yaziges, des Koumanes.

Les Haydukes habitent encore le district qui formait, il y a un peu plus de vingt ans, une république fondée par leurs ancêtres, sur le modèle de celles des Cosaques. Aux xvi^e et xvii^e siècles, le corps franc des cavaliers haydukes qui avaient poussé leurs *raids* de tous côtés, combattit pour la cause nationale contre les Turcs comme contre les Autrichiens : ils reçurent des privilèges pour eux et leur territoire qui fut une marche entre Hongrie et Transilvanie, et qui, en 1876, fut annexé au comitat dont Debreczin est le chef-lieu. Les Haydukes actuels sont de paisibles campagnards, mais dédaignent le métier d'artisans et portent fièrement la plume de grue au chapeau et l'éperon à la botte[3].

Vers le sud-ouest, les Haydukes confinent aux Koumanes, eux-mêmes fondus avec les Yaziges[4]. Ce fut, d'abord

1. L'on trouvera des images de la maison hongroise dans le 2e vol. de l'ouvrage d'Elek Benedek *A Magyar Nep Multja és Jelene* (Budapest 1898).

2. On ne peut cependant, en ce qui concerne les dialectes, tenter une classification ethnique ou proprement géographique ; il n'y a point de dialecte spécial à telle des tribus qui ont composé le peuple magyar. La classification est toute phonétique et le trait essentiel semble être la prononciation de l'*ë*, qui dans l'Alföld se transforme en *ö*, ailleurs en *é* ou *i* (Balassa, *Die Dialekte der ungarischen Sprache*. Ung. Revue, XII Jahrgang, 1892, p. 44 et 113).

3. V. une intéressante monographie de Bela Szivos. Ö. U. M., *Ungarn* II, p. 404.

4. *Ibid.*, p. 231, monographie de A. Baksay. Le nom des Yaziges n'est pas celui d'une ancienne peuplade comme l'ont cru et fait accroire quelques savants. Il dérive d'un mot magyar qui signifie : arc ; les Yaziges sont donc des archers. Il n'y a entre eux et les Koumanes aucune différence ethnique (Hunfalvy, *Ethnogr.*, p. 244). Pour les Koumanes, Geza Kuun a soutenu l'opinion, qui a été controversée, que leur langue première a été le turc et non le magyar (Ung. Revue, V, 1885, p. 644).

une peuplade de chevaucheurs, à la barbe sauvage, au crâne ras ou garni d'une houppe ; pendant des siècles ils guerroyèrent contre les Hongrois, dont les rois, au prix d'une souveraineté toute nominale, représentée par le Palatin, les laissèrent libres au milieu de leurs marais le long de la Tisza et du Maros. Ils jouirent d'une autonomie presque absolue, et même au XVIII[e] siècle, se rédimèrent de toutes les charges; le lien avec l'État hongrois fut si lâche qu'ils se dispensèrent d'envoyer des députés à la Diète. Leur régime fut démocratique, et la seule aristocratie qu'ils connurent fut celle de l'intelligence : nulle part l'instruction classique n'était si recherchée et les simples pâtres pouvaient s'expliquer en latin [1]. Les Yazigo-Koumanes sont divisés en trois districts : la Grande Koumanie, entre Maros et Tisza, où la race est grande, à figure ovale et teint blanc; de l'autre côté de la Tisza, la petite Koumanie, au terroir sablonneux et maigre, mais où les gens, excellents cavaliers, sont vifs, quoique trapus, de complexion foncée, témoignant d'un croisement tatar; et la Yazigie, dont la ville principale, Jaszbereny, fut la métropole du territoire franc : les hommes y sont de haute stature, sveltes, et les femmes de beauté renommée. Les Yazigo-Koumanes, dont le nombre dépasse 200.000 individus, ont essaimé autour d'eux, colonisé la Bacska, et amplifié ainsi le domaine magyar. Car leur parler est peut-être le plus pur et le plus authentique de toute la Hongrie : aussi doute-t-on qu'ils aient jamais employé un autre idiome.

Autour du pâté montagneux de la Matra, dans le sillon de l'Eipel, c'est encore un coin de survivance Koumane, où vivent les Paloczes, dont le dialecte magyar offre des particularités intéressantes pour les philologues. Le type n'a rien de caractéristique ; la prédominance des cheveux noir est attribuée moins à la nature qu'à la teinture [2], le

1. Baksay, p. 243.

2. Istvanffy, Ö. U. M., *Ungarn* V[2], p. 182. Platthy, *ibid.*, p. 202. On rattache aux Paloczes les Matvó, concentrés dans quelques localités du comitat de Borsod, au nombre d'une vingtaine de mille. On les considère aussi comme des descendants des Tatars. Leur costume est fort original. (Hidvégy, *ibid.*, p. 237.) Voir encore E. Findura (Bull. Soc. Géogr. Hongr. Abrégé, XIII, 1885, p. 47-56).

Palocze étant très coquet ; les hautes bottes rouges même ne déparent pas la jambe féminine. La primitive maison en bois à toit de chaume conique, rappelant la tente, cède à l'architecture de la brique et de la pierre : cependant se conserve la séparation des deux pièces principales, servant de dortoir, l'une aux hommes, l'autre aux femmes de la famille.

Dans la tranche occidentale du pays, dans ce qui fut la Pannonie des Romains, et que l'on dénomme aujourd'hui Hongrie transdanubienne, Dunantúl[1], il semblerait que les traits ethniques des Magyars dussent se brouiller au contact des civilisations plus vieilles ou des intrusions étrangères plus multiples. Mais Arpad, dont les ambitions étaient tournées vers l'Occident, s'y était établi en forces, et les Magyars ont pris racine dans ce sol uni et fertile de la puszta, abandonnant aux Allemands et aux Slaves les contreforts alpestres et les croupes boisées du Bakony. On trouve là des traces de magyarisme vierge de toute contamination, dans le petit canton de Göcsej (comitat de Zala)[2] ou encore chez les riverains de la basse vallée du Raab (comitat d'Oedenbourg [Sopron]).

D'ailleurs dans cette partie du royaume de Saint Etienne, la cause magyare a suscité d'illustres serviteurs, des poètes, tels que les Kisfaludy, Michel Vörösmarty qui chante dans son épopée « la fuite de Zalan » la conquête de la Hongrie, des hommes d'État comme François Deák, qui fit d'abord de sa petite patrie, l'excentrique comitat de Zala, un foyer de la vie nationale.

De très vieille date, dans l'Ougrie, leur berceau, les Magyars étaient mêlés : la pratique des rapts de femmes, chère et indispensable aux nomades, eût suffi à les altérer. Les auteurs byzantins distinguent des Ougres blancs et des noirs, et il semble que ce signalement se rapporte à la couleur des cheveux et du teint. Parmi les congénères finno-ougriens des Magyars, en admettant qu'ils soient issus de cette souche, des différences profondes se décè-

1. L'orientation est prise de l'intérieur de la Hongrie.
2. Ö. U. M., *Ungarn* IV, p. 220, 415.

lent : l'Ostiak d'entre l'Obi et l'Irtich, l'Ostiak grand et blond côtoie le Vougoule trapu, à la face mongolique. Mais, — on le sait, de reste — il n'existe pas de race magyare ; il est donc impossible de donner la définition anthropologique d'une race qui n'existe pas. Tout au plus peut-on citer les mesures prises sur des individus de nationalité magyare, en n'attachant à ces observations, fragmentaires d'ailleurs, qu'une valeur relative [1].

La taille de 2.400 recrues magyares — adultes qui n'ont pas atteint leur pleine croissance — a fourni une moyenne de 1m,625, stature inférieure à celle des autres nationalités (déterminée dans les mêmes conditions), sauf les Ruthènes hongrois [2].

| | TAILLE MOYENNE |
|---|---|
| 500 Ruthènes | 1m,618 |
| 2.400 Magyars | 1 ,625 |
| 880 Valaques | 1 ,630 |
| 600 Serbes | 1 ,638 |
| 1.100 Slovaques | 1 ,638 |
| 1.900 Allemands | 1 ,642 |

Le Magyar a la tête petite relativement à la longueur du corps (moins d'un septième de la taille totale). L'indice céphalique, relevé par le Dr Lenhossek, sur 172 vivants, se présente ainsi : 55 hyperbrachycéphales, 99 brachycéphales, 18 moyens ; la forme de la tête est généralement aplatie (122 sur 172) ; les arcades zygomatiques peu développées (147 sur 172 ont la cryptozygie très accusée) [3].

Cependant quelques groupes se distinguent. Voici les Yaziges, au port majestueux, les Grands Koumanes, à la

1. Les anthropologistes sont d'accord sur la difficulté de définir le type magyar. Otto Herman, (*Das Gesicht und der Charakter des ungarischen Volkes*) a reproduit dans le tome LXX de la Soc. hongroise d'Histoire Naturelle (Budapest, 1902), un certain nombre de types, et ses conclusions ont suscité de nombreuses critiques (Mitteil. Anthropol. Ges. Wien, XXXIII, 1903, p. 347-8, XXXV, 1905, p. 53-63, avec 4 fig. et 9 planches).

2. Chiffres reproduits d'après les relevés du Bureau statistique de Pest, de 1879.

3. La *Cranioscopie* de Lenhossek, parue dans les Mém. de l'Acad. des Sciences de Budapest, en 1873, a été résumée par A. Hovelacque, dans la *Revue d'Anthropologie*, 1876, p. 551-5. Hunfalvy (*Ethnographie*, p. 274) cite les résultats de 130 mensurations du même savant, et (*ibid.*, p. 6) quelques données partielles de médecins militaires auxquelles il n'accorde pas une absolue confiance (note 496). Cf. vol. V. Die Völker, p. 252-3.

face ronde, au teint blanc, contrastant avec les Petits Koumanes, trapus, noirauds, aux pommettes en saillie, ne pouvant renier la filiation tatare. On veut retrouver l'exemplaire pur et impollu de la race, tantôt sur les rives du lac Balaton [1], tantôt dans les bergers des pusztas de Debreczin [2], bergers hiérarchisés, suivant qu'ils sont préposés au gros bétail, aux chevaux, aux porcs et aux moutons, mais tous de figure fine avec la moustache effilée à la pommade hongroise. En réalité le type magyar est composite, si l'on peut dire, et plus moral que physique. Voici dans les pusztas des fils de la steppe qui s'appellent Mayer, Weber, ou de tel nom slovaque : ce sont de fermes patriotes magyars. Seulement ils ne sont pas travaillés par l'instinct nomade : ils sont épris de la terre ou se sont adonnés à l'industrie ou au commerce; c'est leur atavisme germanique ou slave qui se revenge.

## II

### Les Allemands [3].

Dix neuf cent mille Allemands vivent en Hongrie [4]. Ce sont de tous les sujets de la Couronne de Saint Étienne

1. J. Janko a publié une série de types du Balaton, d'après les collections ethnographiques du Musée national hongrois (voir Mitteil. Anthropol. Ges., XXXI, 1901, p. 330).

2. Maurus Jókai, Ö, U. M., *Ungarn* II, p. 294.

3. La carte de P. Langhans *Verbreitung der Deutschen in den Ländern der ungarischen Krone* à 1 : 1500000e. (Peterm. Mitth., 1896. Carte 20) sera utilement confrontée avec les images tracées par le même cartographe : *Verbreitung der Deutschen in Ungarn nach Bezirken*, 1900. (Deutsche Erde, I, 1902, carte 3) ; *Das Deutschtum in Ungarn am* 31 *Dezember* 1910, (*ibid.*, X, 1911, carte 25). Le sous-titre porte : *Zu-und Abnahme des Anteils an der Gesamtbevölkerug der Gespanschaften und Munizipalstädte*. Si cette carte est établie d'après les chiffres rassemblés dans l'article qu'elle se propose d'illustrer (*Das Deutschtum und die anderen Nationalitäten in Ungarn.*, *ibid.*, p. 203-7) et qui sont empruntés à la Deutsch-ungarische Korrespondenz d'Alois Krisch, notons que la rédaction de la Deutsche Erde fait d'expresses réserves sur la valeur et l'interprétation de ces chiffres. Langhans a publié encore une *Nationalitätenkarte von Ungarn*, I, *Auf Grund der Sprachenzählung von* 1900, *bezirksweise bearbeitet* à 1 : 1500000e (Deutsche Erde, XI, 1912, carte 20). C'est la première de la série que cette publication annonce pour la Hongrie (p. 220), sur la base de la « langue préférée » (*lieblingssprache*), appellation acceptable.

4. Exactement 1.903.357 dans la Hongrie propre et Fiume.

les moins qualifiés peut-être pour revendiquer leur nationalité. Ni leur répartition géographique, ni pour une forte partie d'entre eux leur passé, n'autorisent pareille prétention ; ils sont distribués par groupes espacés, différents par l'habitat, le mode de colonisation, le dialecte[1], les mœurs, sans intérêts communs, sans conscience commune. C'est là pour l'État hongrois une bonne fortune et un gage de sécurité : car si les Allemands avaient fait masse, le sentiment de leur supériorité comme représentants d'une civilisation plus haute parmi des peuples traités de barbares, l'appui et le renfort de leurs congénères eussent créé aux Magyars un contrepoids et un péril. Dispersés au contraire, les Allemands ont rendu d'appréciables services. Leurs destinées ont été suivies avec sollicitude, et ces frères lointains, que le germanisme est menacé de perdre, sont d'autant plus chéris[2].

Des Germains ont de toute antiquité foulé le sol hongrois : le royaume des Quades engloba la lisière du Nord, de la March à la Tisza ; des Goths et des Vandales occupèrent un temps la Pannonie, où s'épandirent des Gépides, Hérules, Lombards, s'entretuant pour la possession des bonnes terres de la plaine. Après la destruction de l'Empire des Avars et l'organisation des marches franques, au début du IX<sup>e</sup> siècle, nouvel afflux tudesque, attiré

1. Franz Kräuter, *Deutsche Mundarten und Mundartenforschung in Ungarn* (Jung Ungarn, I, 1911, six articles).

2. Czoernig, vol. II et III, leur a consacré la meilleure part de ses recherches. Schwicker a raconté leur histoire dans le 3e vol. de la collection *Die Völker* et l'a résumé dans un chapitre spécial de l'*Ethnographie* de Hunfalvy ; on trouvera là presque toute la bibliographie du sujet. Les monographies de l'Ö. U. M., ont beaucoup emprunté à Schwicker. Nous avons consulté avec confiance cet auteur, aussi documenté que modéré, bien que lui-même ait été mêlé aux luttes politiques de son pays (. . *Unsere Zeit*, 1890[2]). V. encore Bergner. *Die deutschen Kolonieen in Ungarn*. (Geogr. Universal-Bibliotek, n° 23. Weimar, 1887, 42 pages.) Dans la Deutsche Erde, Richard Pfaundler a exposé l'état des Allemands en Hongrie d'après les statistiques de 1900. *Das Verbreitungsgebiet der deutschen Sprache in Westungarn* en six articles dans le tome IX (1910) et un article (tome X, 1911), avec 4 cartes en couleurs, 1 légende très explicite. *Das Deutsche Sprachgebiet in Südungarn* (*ibid.*, X, 1911, 4 articles, XI, 1912, 3 articles et 3 cartes XIII, 1914, avec 4 cartes). Les cartes des comitats sont d'une très belle exécution mais huit symboles pour la proportion des groupes ethniques embrouillent l'image qui n'offre pas une vue d'ensemble. Ces derniers travaux sont signés Richard *von* Pfaundler.

par les églises, couvents et seigneurs, sur leurs domaines, de sorte qu'à la fin du siècle déjà les localités germaniques sont plus nombreuses que les établissements plus anciens des Celto Romans, des Slaves et Avars. Elles furent ruinées par l'irruption des Magyars qui refoula les anciens occupants dans les régions montueuses ; car déjà se décèlent des rivalités ethniques : les Slaves font cause commune avec les envahisseurs contre leurs maîtres d'hier. Mais la défaite des Hongrois au Lechfeld, en 955, rend l'audace aux Allemands qui reprennent leur conquête territoriale et leur propagande religieuse, au point que les Magyars, convertis au christianisme, accueillent avec empressement ces « hôtes » (*hospites*) et que le roi Saint Étienne érige cette pratique en doctrine, professant qu' « un Empire où ne règnent qu'une seule langue et les mêmes mœurs est débile et périssable ». Les institutions du royaume furent calquées sur celles d'Allemagne, et l'imitation poussée si loin qu'à la mort de Saint Étienne une réaction éclata, réaction exaltée encore par l'humiliation de la Hongrie que l'Empereur Henri III réduisit au rôle de fief de l'Empire germanique ; deux princes de la famille Arpad menèrent le mouvement qui fut à la fois national et païen. Mais, après avoir recouvré l'indépendance, les souverains hongrois, loin d'entraver l'immigration allemande, s'appliquèrent à la provoquer et à la régler, afin d'augmenter la population, de défricher, de garder les frontières : ainsi furent introduits aux XII[e] et XIII[e] siècles des Saxons, des Bas-Allemands, des Flamands ; ces « hôtes » ne s'éparpillèrent pas dans les campagnes ; ils s'agglomérèrent, pour résister aux brigandages, sur l'emplacement d'anciens *oppida* ou dans les bourgs fortifiés, embryons de villes[1]. De ces villes ils firent à la longue des foyers de germanisme, et le caractère ethnique, non moins que la prospérité des bourgeois, excita les rancunes de la noblesse magyare ; Mathias Hunyade fut le roi national, élevé au trône pour exterminer les étrangers (1457).

1. Ödenburg, Güns, Neusiedl, Eischstadt, etc.

Ces étrangers étaient forts de leurs richesses, de leur autonomie communale, — car ce fut le mérite des Allemands, ici comme en Bohême et en Silésie, d'instaurer la vie municipale — de l'esprit de liberté que leur avait insufflé la Réforme. Mais la Contre-Réformation, le déplacement du commerce par la découverte des pays d'outre-mer, l'occupation turque, l'anarchie intérieure, toutes ces causes ruinèrent la fortune matérielle et la puissance politique des villes. C'en fut fait de ces cités allemandes des Carpathes, centres miniers et industriels : elles furent infestées de Slovaques et de Magyars. Avec elles, le germanisme était frappé de mort. Il se releva cependant, après l'expulsion définitive des Turcs, en ce sens qu'il regagna en forces numériques, mais ne retrouva point son prestige aux mêmes lieux où il avait fleuri. Les princes de la Maison d'Autriche, peut-être avec l'arrière-pensée de consolider en Hongrie leur souveraineté toujours précaire et d'y jeter la semence de sujets loyaux, prirent à tâche d'y implanter des lignées allemandes : Marie-Thérèse et Joseph II appliquèrent sur les domaines fiscaux et royaux un plan systématique de peuplement, qui reste un modèle de colonisation intérieure [1]. On fut préoccupé d'abord de dresser une barrière humaine contre l'éternel ennemi, le Turc : aussi furent campés dans le Banat et la Bacska des immigrants allemands et des Serbes et des Valaques. Toutefois les premiers étaient préférés, tant pour leurs vertus propres et leurs aptitudes culturales, que parce qu'il entrait dans la politique de Joseph II, non pas de faire œuvre de germanisation au sens ethnique du mot, mais de consommer l'unité de son Empire surtout par la suprématie d'une langue maîtresse et officielle, le plus efficace des instruments de règne [2].

L'expansion fut canalisée : le Banat, échu à l'Autriche en 1718, après un siècle et demi de domination ottomane,

1. V. l'historique de cette œuvre dans Czoernig, vol. III.

2. V. Czoernig, III, p. 72. Kaindl, *ouvr. cité*, III, livre V. W. Köhl, *Die deutschen Sprachinseln in Südungarn und Slavonien* (Innsbruck, 1902).

dut être aménagé d'abord[1] ; c'est au bout de dix ans que Charles VI autorisa l'introduction d'originaires du Wurtemberg, du Brisgau, de l'Alsace, de la Lorraine[2].

Dans le Banat, quadrilatère dont le Maros, la Tisza, le Danube dans son cours horizontal dessinent les fossés au nord, à l'ouest et au midi, et que borne à l'orient la falaise transilvaine, les cultivateurs allemands ont vivifié, assaini un territoire que le régime turc avait assauvagi et empesté ; malgré des retours offensifs de l'Osmanli, le flot de l'immigration, que nourrissaient des soldats libérés après la guerre de Sept Ans, grossit au point que, en 1775 le Banat malgré les déplorables installations renfermait 318.000 âmes, 550.000 dix ans plus tard, 636.000 en 1805 : car les guerres de la Révolution et de l'Empire avaient poussé des fugitifs vers ces contrées indemnes et sûres. Les Allemands ne figuraient dans le premier de ces dénombrements que pour 40.000, chiffre peut-être trop bas ; mais ils ont été si prolifiques, et surtout ils ont été au début si soigneusement préservés de tout contact avec les « nationalistes », appellation des non-allemands, qu'aujourd'hui, dans les trois comitats de Temes, Torontal et Krasso, leur nombre est monté à 388.000 ; dans la dernière décade 1889-90 le gain brut n'a pas, il est vrai, été moindre de 65.000 unités, soit environ 17 p. 100 ; mais pendant la même période, les Magyars se sont accrus de 24 p. 100[3]. Mais les Allemands ont quelque mérite à progresser ; ils gardent encore la majorité dans les villes de Temesvar et Versecz, mais à Panc-

1. La première colonisation, sous l'impulsion du feld maréchal comte Mercy, comprit des gens de toutes provenances, jusqu'à des Italiens, qui devaient acclimater le mûrier et le riz, et des Espagnols de Biscaye.

2. Sur la colonisation lorraine et alsacienne, dont les vestiges sont encore vivants — au moins par les noms de familles — dans les communes de Charleville, Saint-Hubert, Seultour, Trübswetter, Gottlob, Ostern, M. le Dr Hecht a publié, dans les Mém. de l'Acad. de Stanislas, 1878, p. 219-68, une étude des plus documentées et dont l'intérêt est relevé par des souvenirs personnels. Sur le recensement, les communes de Seultourn (*sic*) (peut-être une réminiscence de Solothurn-Soleure), et Szent-Hubert se reconnaissent encore ; celle de Charleville est sans doute devenue Karolyliget (comitat de Torontal, arr. judiciaire de Zsombolya-Hatzfeld). Voir aussi R. Recouly, *Le pays Magyar* (1903, p. 186-200).

3. Voir la carte de la distribution des Allemands dans le Banat (Deutsche Erde, II, 1913, carte 7).

sova et à Lugos, les Serbes et les Roumains les ont dépassés [1].

Plusieurs localités allemandes sont à peu près pures de tout élément étranger [2]; elles offrent alors une physionomie coloniale qui les distingue : la large rue, plantée d'arbres avec fossé d'écoulement des deux côtés, croisée par une seconde grande artère; au carrefour ou sur « la place », s'élèvent l'église, l'école, le cabaret. Les points d'intersection des autres rues sont marqués par une fontaine ou une croix. Les maisons tournent le dos à la voie publique sur laquelle ne s'ouvrent que 2 ou 3 fenêtres aux volets verts, et que longent des clôtures en planches ou en briques. L'habitation, qui a pour centre la cour intérieure, a pour pièce principale la cuisine spacieuse, au fourneau énorme; la *stube*, la *kammer* sont peu occupées. Le bûcher, l'écurie, l'étable sont séparés du logis. Quant au type des habitants, il est rustique, trapu, épais, avec le visage rasé : seul le juge porte moustache pendant la durée de son mandat; le costume masculin s'est rapproché de la mode hongroise. Les femmes restent plus fidèles à la tradition. Le peuple allemand du Banat aime l'instruction : il est fier d'avoir donné le jour à quelques hommes remarquables, dont l'illustre poète Lenau [3]. C'est dans le lieu natal de leur poète, à Csatad [4], que les Allemands se rassemblent pour délibérer sur leurs intérêts et organiser la résistance aux entreprises magyares.

1.

| COMITAT | ALLEMANDS 1890 | ALLEMANDS 1910 | MAGYARS 1890 | MAGYARS 1910 |
|---|---|---|---|---|
| Temes | 168.000 | 121.000 | 38.000 | 47.000 |
| Torontal | 185.000 | 158.000 | 98.000 | 125.000 |
| Krasso | 48.000 | 56.000 | 11.000 | 34.000 |

Nous négligeons ici la comparaison avec les Roumains et les Serbes.

2. On compte 147 communes dans le Banat sur 657 où les Allemands sont la majorité.

3. Les premières impressions poétiques de Lenau sont nées du milieu où il a vécu, et en dépit de la langue, toutes hongroises d'inspiration. A. Theuriet, *Nicolas Lenau* (Rev. des Deux Mondes, 1er septembre 1878. L. Reynaud, *N. Lenau poète lyrique* (Paris 1909) rappelle que Lenau est revendiqué par les Allemands et les Magyars, à propos de l'érection du monument dans sa ville natale, Csatad (p. 3 suiv.) Voir dans ce même volume la Bibliographie, p. 453-4.

4. Alois Krisch, *Die Schwabengemeinde Csatad im Banat. Die Geburtsstätte von Nikolaus Lenau* (Deutsche Erde, X. 1911, p. 76-81).

La Bacska, annexée en 1699, offrit l'image d'une singulière mixture de peuples. Pour créer une barrière contre les Turcs, on amena de la raïa libérée, des Raïzes ou Serbes, des Valaques, des Illyriens qui brigandaient. Les Allemands, qui affluèrent après la guerre de Sept Ans et que Marie-Thérèse dota de privilèges, eurent quelque velléité d'évincer cette racaille des bons endroits. Joseph II dut, par un rescrit du 8 juillet 1786, prendre des mesures contre ces convoitises, et laisser leur place aux autres communautés. A la longue chaque groupe s'est casé, mais non isolé, de sorte que la contamination est aujourd'hui endémique[1], presque toutes les localités sont mixtes[2]. Les Allemands sont agglomérés surtout entre le Danube et le canal François qui relie ce fleuve à la Tisza, le long de l'ancienne ligne de défense romaine; ils sont enveloppés de Magyars et de Serbes, avec lesquels ils fraient assez volontiers : le serbe est le truchement des diverses nationalités[3].

Aucune d'elles ne détient la majorité; les Magyars dominent dans l'ensemble : ils forment à peu près la moitié; les Slaves, eux-mêmes fractionnés, représentent 3 à 4 dixièmes; les Allemands, un dixième; ils gardent la prépondérance numérique dans cinq districts, dont celui de Zombor, mais de 1880 à 1910, ils ont proportionnellement baissé, comme les Serbo-Croates, comme les Slovaques; et là même où ils augmentent, leur accroissement est dépassé par celui des Magyars. Dans les villes, l'allemand fond à vue d'œil; dans les campagnes, peu à peu il cède la place au magyar, soit par expatriation[4] soit par conversion.

Jusqu'à quel point l'esprit national se maintient-il parmi les Allemands de la Hongrie méridionale ? Schwicker produit une statistique rassurante, qui date de 1881, et d'après laquelle, dans le rayon postal de

1. Voir la carte à 1 : 200 000 de Pfaundler (Deutsche Erde, XI, 1912, carte 6).

2. *Ibid.*, p. 52.

3. Badics, *Die Bacska*, Ö. U. M., *Ungarn* IV, p. 590.

4. Pfaundler, *loc. cit.*, p. 121.

Temesvar, chaque feuille allemande était lue par 30.565 lecteurs, tandis que les journaux d'autres langues n'étaient expédiés qu'à 16.491 exemplaires, les magyars mêmes à moins de 5.000[1].

Le Danube sépare la Bacska d'un autre groupe de colonies souabes contemporaines, semées dans le triangle entre ce fleuve, la Drave et le lac Balaton : c'est là qu'au lendemain de la reconquête, le prince Eugène de Savoie, le duc de Lorraine, les chefs de l'armée établirent des cultivateurs sur les terres qui leur furent octroyées : la noblesse hongroise en embaucha tant qu'elle put. Ces essaims ont prospéré : ils se sont fixés de préférence dans des parages élevés, abandonnant aux Magyars les étendues plates et marécageuses de l'Alföld ; dans le comitat de Tolna, les établissements fondés sous les auspices du comte de Mercy sont répartis dans un petit massif montagneux : la « Turquie souabe » du comitat de Baranya est constituée par un contrefort des monts Sziklos, précédemment occupé par les Magyars, à ce qu'il semble, car la toponymie est si magyare qu'à peine les habitants actuels la peuvent-ils prononcer[2]. Ces Souabes sont des laboureurs dont l'aisance et l'activité contrastent avec la misère et l'indolence de leurs voisins[3]. Ce contraste même alimente les jalousies nationales, que le clergé allemand de toutes confessions ne cherche point à apaiser[4]. Les Allemands s'étaient soutenus et même fortifiés : dans le comitat de Tolna, ils avaient passé de 75.000 en 1880, à 80.000

1. La Deutsche Erde (XI, 1912, p. 87) donne une liste des journaux et périodiques allemands de la Bacska et de la Turquie Souabe. Point de quotidiens ; les publications sont hebdomadaires. Une seule est signalée comme de « conscience allemande ». La gazette allemande de Fünfkirchen (Pecs) paraît en magyar depuis plusieurs années. (Voir aussi Recouly, p. 166).

2. Baksay, Ö. U. M., *Ungarn* IV, p. 351.

3. Les Souabes avaient pourtant une réputation de fainéantise. Ils déclaraient être venus en Hongrie « pour se vautrer et garder les cochons ». Karl Fuchs, *Die Eigenart der Deutschen Stämme Ungarns und ihr Verhältnis zum Madjarentum* (Deutsche Erde, III, 1904, p. 103).

4. W. Groos, *Durch die Tolnauer Gespanschaft und die Baranya* (*Schwäbische Türkei*). (Deutsche Erde, X, 1911, p. 163), signale cependant quelques jeunes pasteurs allemands, professant le sophisme qu'en Hongrie il faut être hongrois.

en 1890 ; mais de décade en décade, ils se sont affaiblis de 3.000, et en 1910 sont 74.000. Dans le comitat de Baranya, même courbe 101.000, 112.000, 110.000 et 106.000. Progression constante chez les Magyars, qui ont bénéficié d'une plus value de 2 p. 100 enlevée aux Allemands : ceux-ci se consolent par l'assertion que les défections sont juives, et aussi en se récupérant sur les Serbo-Croates ; c'est une compensation[1]. Mais outre ces chiffres d'ensemble, il y aurait lieu d'enregistrer les oscillations commune par commune, dont les causes ne sont pas toujours perceptibles ni contrôlables.

Au nord du Balaton, les noyaux allemands sont moins compacts, plus éclaircis dans les puszta ; dans les centres urbains, ils sont réduits à rien.

| | STUHLWEISSENBURG | | RAAB | | VESZPREM | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | ALLEMANDS | POPULATION TOTALE | ALLEMANDS | POPULATION TOTALE | ALLEMANDS | POPULATION TOTALE |
| | — | — | — | — | — | — |
| 1900 . . | 700 | 27.000 | 1.200 | 23.000 | 800 | 12.000 |
| 1910 . . | 540 | 36.000 | 1.170 | 43.400 | 260 | 14.700 |

Les noms allemands de ces villes sont à juste titre effacés[2], ou sont d'ironiques survivances.

De l'autre côté du Raab et vers le lac de Neusiedl, s'étend une marche allemande. La rive orientale du lac est peuplée de Souabes venus, dit-on, des environs du lac de Constance : ce sont les *heidebauern*, dont le terroir, en dépit du nom, est fertile, étant lubréfié par des nappes plus ou moins palustres. Cependant le *heidebauer* ou *hadbauer* exerce volontiers le trafic; jadis il faisait le métier de courrier ou postillon ; ses contacts incessants avec Magyars et Croates ont défiguré son idiome. Toutefois, dans le comitat de Wieselburg (Moson), la répartition ethnographique est encore en faveur des Allemands : c'est même le seul comitat où ils conservent la majorité. Ces pays en effet furent, de la seconde moitié du xv[e] siècle jusqu'au milieu du xvii[e], annexés à l'Autriche qui

1. Pfaundler, Deutsche Erde, X, 1911, p. 158 (comitat de Baranya).

2. Les noms magyars sont pour les deux premières : Székes-Fejérvár et Györ.

ne les retrocéda que de mauvaise grâce et dans l'affolement des désastres de la guerre de Trente Ans. La situation de l'élément tudesque paraît un peu ébranlée : ils étaient 54.957 en 1880; ils ne comptent plus que 54.729 en 1890, 54.406 en 1900, 52.000 en 1910; le déchet est insignifiant, mais le symptôme significatif; les Magyars ont au contraire presque triplé leur contingent, de 13.000 à plus de 33.000. Ce qui accuse plus encore la déchéance, c'est qu'en dépit de leur supériorité politique, les Allemands ne se défendent guère : leur humiliation politique a provoqué un exode vers les pays autrichiens tout proches.

Dans le comitat d'Oedenburg ou Sopron, le germanisme est menacé; le magyarisme le distance définitivement de 34.000 unités. Dans le chef-lieu même, la proportion des Allemands a baissé de 76 à 56 p. 100; les Allemands ont gardé leurs 17.000 unités; les Magyars ont sauté de 4.800 à 15.000. Même spectacle dans le comitat de Presbourg (Poszony), dans celui d'Eisenburg (Vas), d'où les paysans Allemands émigrent en Amérique. Ce sont les Hienzen, dont le vocable est aussi incertain que la filiation; on croit que leurs ancêtres furent les gens de l'empereur Henri III (Heinz), ou d'un chef de même nom, ou, selon une étymologie plus triviale, mais peut-être plus authentique, de simples éleveurs et marchands de volailles, *heanlkramer*[1], et qu'ils sont des immigrés de la première heure, des Bavarois sans doute[2], comme le décèlent leur dialecte apparenté au styrien, et le style de leurs maisons, avec le corps de bâtiment principal, renfermant cuisine et les deux pièces d'habitation sur le modèle styrien[3].

1. W. Nagl, *Die Hienzen, Eine ethnographisch-etymologische Studie* (Ztschr. Oesterr. Volkskunde, VIII, 1902, p. 161-5). Cf. A. Dachler, *Die Hienzen*, (*ibid.*, XVI, 1910, p. 28).

2. Firbas, *ouvr. cité*, p. 509, énonce que le dialecte parlé dans le quartier du Mannhartsberg est identique à celui des *Hienzen*.

3. J.-R. Büncker, *Das Bauernhaus in der östlichen Mittelsteirmark und in benachbarten Gebieten* (Mitt. Anthropol. Ges. Wien, 1897, XXVII, p. 113-91, avec 56 croquis dans le texte). La maison de la Heanzerei est spécialement étudiée dans le tome XXV, 1895. — Le même auteur a décrit les finages, *ibid.*, XXX, 1900, p. 109-48, avec 7 plans cadastraux. *Typen von Dorfflaren an der dreifachen Grenze von Niederösterreich, Ungarn und Steiermark.* De cette simple description sans conclusions ressort l'identité de conception du groupement des terres et de l'aménagement des fonds, chez la tribu austro-bavaroise de cette région.

Plus tard des réformés autrichiens trouvèrent asile dans cette région accidentée, hérissée de châteaux-forts. Les campagnards, qui fatiguent un sol ingrat, sont musculeux, mais émaciés et souvent voûtés, avec des traits saillants.

C'est d'un œil contristé que l'ethnographe allemand contemple la lisière septentrionale de la Hongrie, véritable cimetière et champ de ruines du germanisme. Que reste-t-il de cette race de mineurs saxons qui, dès le XIIe siècle, faisaient vibrer la montagne, de ces cités enrichies par le commerce des métaux, et dont l'opulence excita la convoitise des Turcs, des magnats et des intrus slaves et magyars ?. Les communautés allemandes se sont fondues : en 1867, Schemnitz (Selmecz) renfermait 2.600 Allemands, réduits en 1910 à 450 ; à Königsberg (Ujbanya), Briesen (Breznobanya), Neusohl (Zolyom), les chiffres sont dérisoires. Les 4 comitats de Bars, Hont, Zolyom, Turocz sont peuplés de moins de 40.000 Allemands, dont l'effectif n'a guère grossi en dix ans : leur absorption par les Magyars et Slovaques n'est qu'une question de temps.

Non moins fatal est le sort des brillantes colonies du pays de Zips [1] : autour du puissant massif de la Tatra, s'était tressée, dès le XIIIe siècle, toute une guirlande de villes fières et industrieuses, créées par des Thuringiens, Silésiens, Franconiens qui formèrent une ligue, *universitas XXIV regalium civitatum Terræ Scepus*, individualité politique qui sut se faire respecter de ses ennemis du dedans, les nobles, et de ceux du dehors, les Polonais. Mais l'afflux des Hussites, la mise en gage de treize cités entre les mains du roi de Pologne au début du XVe siècle, hâtèrent l'extension du slavisme, en même temps que la contre-réformation extirpa le sentiment de la nationalité allemande que la Réforme avait exalté. Aujourd'hui dans le comitat de Szepes (Zips) ne vivent que 38.000 Alle-

1. Krones, *Zur Gesch. des deutschen Volksthums im Karpathenlande, mit besonderer Rücksicht auf die Zips.* (Graz 1878, *Festschrift* de l'Université. 33 pages). W. Rohmeder. *Das Deutschthum in Zipsen* (Jahresb. Geogr. Ges-München. XII, 1887, p. 80-108).

mands, ayant diminué de 4.400 têtes depuis 1900 ; ils ne dominent plus que dans deux localités ; tout le reste est slovaque ou polonais ; mais la poignée de Magyars, fonctionnaires et professeurs, qui se comptaient à 5.000, il y a vingt ans, s'est multipliée à plus de 18.000, en écornant Allemands et Slovaques mêmes. Le type germain se reconnaît à peine ; d'ailleurs on distingue plusieurs groupes allemands : les « Saxons » des anciennes 16 villes libres, classées pendant un temps dans un district à part, parlant un dialecte moyen allemand ; les descendants des mineurs (*gründler*), dont le langage décèle l'origine austro-bavaroise. Mais les mœurs traditionnelles et le costume se sont oblitérés ; il subsiste, comme indice ethnique le *schutthaus*, ou plus exactement *schutzhaus*, sorte de baraque en bois, en forme de caisse, qui flanque le logis et où l'on serre les provisions[1] ; les mariages mixtes, l'introduction dans la famille de serviteurs slovaques, rebelles à l'intelligence de l'allemand, ce sont là autant de dissolvants de la nationalité.

D'ailleurs si le germanisme est condamné en Hongrie, lui-même est pour une bonne part l'auteur de son destin. L'Allemand a la réputation de se dénationaliser avec une étrange désinvolture : ici l'isolement, les conditions économiques et sociales ont précipité la mue. Aussi n'oppose-t-il aux empiètements du magyarisme qu'une résistance passive. Même dans la marche allemande du Dunantúl, l'enquête minutieuse de Pfaundler aboutit à cette conclusion que depuis la constitution de l'État hongrois en vertu du dualisme, le magyarisme affirme, avec son ascendant, son progrès numérique. Encore si cette résistance était demeurée même passive. Mais elle a cédé elle-même : et les prétendues victimes se sont changées en fauteurs et complices. Le parti ultra magyar a recruté de fervents adeptes parmi les Allemands « qui laissaient pousser leurs moustaches à la hongroise, criaient : *eljen !* quand l'ombre du kalpak de Kossut tournait le

1. Karl Fuchs, *Das deutsche Haus des Zipser Oberlandes* (Mitt. Anthropol. Ges. Wien. 1899, p. 1-12 avec 35 croquis).

coin de la rue, mais arboraient le drapeau jaune et noir dès qu'un caporal autrichien avec ses six hommes apparaissait à l'horizon[1] ». Les historiens de tendance germanophile dénoncent avec indignation cette servilité, cette platitude de leurs compatriotes de Hongrie[2]. Jugement trop sévère. Car aux yeux de ces renégats, la cause magyare s'est, au cours de ce siècle, identifiée avec la cause libérale, tandis que l'idée allemande se réalisait dans le régime oppressif et tracassier de l'Autriche et s'incarnait en Metternich. Et puis, dans une des crises les plus douloureuses de leur histoire, Allemands et Magyars combattirent ensemble le bon combat contre le Russe, pour l'indépendance de la commune patrie, et du même cœur, depuis 1850, contre la réaction et l'absolutisme.

Cette fraternité s'est évanouie, et s'est transformée en un antagonisme que les Allemands ont subi, loin de l'avoir provoqué. Il faut l'avouer : il y a dans les attaques des Magyars contre les Hongrois de race et de langue allemande de l'injustice et de l'ingratitude. Ces « hôtes » et colons ont mérité leurs lettres de naturalisation, et, à n'invoquer que l'histoire, ils ont sur le sol qu'ils occupent des droits aussi imprescriptibles que les Magyars eux-mêmes. Leur loyalisme envers la Couronne de Saint Étienne ne s'est pas démenti ; ils ne sont pas, comme leurs congénères d'Autriche, en coquetterie avec la grande Allemagne. Une preuve de cet attachement à la patrie hongroise se tire de leur empressement à s'assimiler

1. Schwicker. p. 185 et suiv.

2. Tout en contestant la sincérité du recensement, qui accuse pour l'ensemble des Allemands une perte exagérée de près de 90.000 âmes, entre 1900 et 1910. M. Lutz Korodi *Das Deutschtum in Ungarn nach der Zählung von* 1910. D. Erde, XII, 1913, p. 204) reconnaît que nombre d'Allemands ont d'un cœur léger abjuré leur nationalité. Voir les doléances dans un article de la Deutsche Erde, X, 1911, p. 130-3 : *Die Wiedererweckung des Deutschtums in der Zips von Einem Zipser.* L'auteur se plaint du manque de conscience allemande chez l'élite intellectuelle et sociale, de l'absence d'attachement à la dynastie, de l'hostilité envers l'Autriche. Les noms allemands des localités se sont en grande partie oblitérés. (Voir la liste Deutsche Erde, XI, 1912, p. 82-4).

l'idiome magyar[1], en quoi ils dépassent toutes les autres nationalités. Et d'autre part, l'Allemand sert à la pensée magyare de véhicule vers l'esprit occidental ou européen[2]. Jusqu'à nouvel ordre, dans les documents officiels l'allemand et en une certaine mesure le français figurent à côté de la langue d'État comme truchements indispensables ; pareil honneur n'est point dévolu aux autres idiomes de la monarchie. Et malgré cela, le fait brutal s'impose, la décadence de l'élément germain : dans les villes, il est de plus en plus évincé ou affaibli, et dans le royaume entier c'est lui qui accuse le moindre progrès. A-t-il des chances de se relever ? Oui, proclament ses tenants, à condition qu'il ait foi en lui-même. Mais cette foi tarde à se manifester[3].

1. PARLENT HONGROIS[1] (1910)

| | POPULATION CIVILE ET MILITAIRE | | | |
|---|---|---|---|---|
| Allemands | 618.000 | sur | 1.903.000 | |
| Slovaques | 301.000 | — | 1.946.000 | |
| Roumains | 246.000 | — | 2.948.000 | |
| Ruthènes | 35.000 | — | 464.000 | |
| Croates | 43.000 | — | 195.000 | |
| Serbes | 50.000 | — | 461.000 | |
| Wendes | 20.000 | — | 79.000 | |
| Bunyewatzes, Chokatzes, Dalmates, Illyriens | 38.000 | — | 87.000 | |
| Bosniaques | 13 | — | 770 | |
| Bulgares Krassovanes | 3.900 | — | 21.500 | |
| Tchèques Moraves | 9.200 | — | 35.200 | |
| Polonais | 4.500 | — | 25.800 | |
| Tziganes | 13.700 | — | 54.400 | |
| Arméniens | 250 | — | 270 | |
| Italiens | 2.500 | — | 23.400 | (dont 17.000 à Fiume). |

Le faible chiffre des Slovaques s'explique par l'émigration.

2. Il a été l'initiateur du socialisme (G. Louis Jaray, p. 195).

3. Pour pallier leur déchéance, les Allemands proclament que ceux d'entre les individus qui font défection à la langue allemande ne sont pas les purs Teutons, mais les Juifs, parlant un jargon plus ou moins tudesque. Schultheiss (Globus, vol. LXII, p. 355) relève cette constatation consolante : il signale que le prêche en magyar s'est introduit dans les synagogues. En 1911, sur 271 communautés israélites orthodoxes, le sermon est prononcé en allemand dans 147 ; les communautés juives réformées ou modernistes sont presque exclusivement magyares. C'est aussi, dans la confection de sa carte (Peterm. Mitth., 1891, p. 281), la préoccupation de Langhans de trier l'ivraie du bon grain, c'est-à-dire l'élément juif du teuton ; et les communes où prévaut l'élément juif sont marquées d'un signe spécial. N'oublions pas que c'est là un des griefs des Ultra-Teutons contre les Magyars, — on sait qu'un coryphée du parti, le Dr Lueger, bourgmestre de Vienne, ne désignait la capitale de la Hongrie que sous le nom de *Juda-Pest*. La capitale

1. Publ. Stat. XLII, p. 212 suiv.

## III

### Les Slovaques[1].

Les Carpathes, depuis le champ déprimé du bassin de Vienne jusqu'à la faille jalonnée par les villes d'Eperies, Kaschau, Miskolcz, se décomposent en deux zones. La première extérieure, s'inclinant sur la terrasse que baigne la Vistule, se profile en un faisceau de plis, où le grès des séries crétacée ou éocène se bombe en croupes assez molles, tandis que les roches jurassiques surgissent en falaises dentelées ; la Babiagurà et la Popadia s'élancent à plus de 1.700 mètres, comme les deux piliers de cette muraille, que trouent, en des gorges étroites, le Dunajec, le Poprad et d'autres affluents de la Haute Vistule. Cette contrée s'ouvre sur la Galicie : aussi est-elle sur les deux versants habitée par des populations mélangées de Polonais et de Slovaques.

Ces derniers occupent plus exclusivement la zone intérieure des Carpathes, les massifs de schiste cristallin et de granit qui se développent en arc évasé et regardent la Hongrie, massifs qui sont des tronçons désarticulés, des ruines de la chaîne : Petites Carpathes aux fourrés épais, qui des portes de Theben s'allongent sur 50 kilomètres vers le nord; monts d'Inowec, aux forêts de hêtres, entre

compte plus de 200.000 Juifs, près du quart de sa population. Même proportion à Nagy-Varad.

Ajoutons toutefois que les Juifs ne sont pas seuls incriminés. Schultheiss accuse aussi l'Église catholique de servir la propagande magyare ; et quant aux changements de noms, il cite des renégats, tels que Hunfalvy, qui a préféré cette forme magyare à l'appellatif peu flatteur de *Hundsdörfer ;* Munkacsy qui porte en allemand le nom aimable de *Lieb*, etc. Enfin la conversion au magyarisme est une *massenpsychose,* un phénomène de la psychologie des foules, ce qui prouve bien que les Juifs seuls n'y sont pas entraînés. Sur les tentatives d'agitation pangermaniste dans la Baczka, voir Recouly, chap. xv.

1. Lubor Niederle a dressé une carte ethnographique des Slovaques de Hongrie (Prague 1903). Voir aussi Czambel. *La langue slovaque et sa place dans la famille des langues slaves* (en Slovaque, Saint-Martin 1906). Cette indication figure par mégarde dans la bibliographie de l'ouvrage de Niederle (p. 223), sous la rubrique *Russia.*. Le livre de Czambel est tendancieux : il attribue l'idiome slovaque au sud slave, pour mieux accuser la scission d'avec les Tchèques.

Waag et Nyitra ; plus à l'est, le bloc de la Weterne Hole que souligne au nord le fossé horizontal de la Waag; et enfin, la petite ou basse Tatra, le Vjepor, etc. ; région sauvage, tourmentée, dont les larges fûts de trachyte racontent les bouleversements, mais région très découpée par un réseau fluvial, où rayonnent les couloirs de communication du Danube à l'Oder et à la Vistule; les grandes vallées méridiennes débouchent sur la voie du Danube entre Presbourg et Pest.

C'est là ce qu'on est convenu d'appeler la Haute-Hongrie, qui est devenue la patrie des Slovaques.

Ceux-ci forment vers l'Orient la queue de cette bande de peuples slaves dont les Tchèques sont l'avant-garde en Europe. Refoulés dans les Carpathes, ils se sont à peu près détachés de leurs congénères de Bohême et de Moravie dont ils avaient, il est vrai, adopté la langue ecclésiastique et littéraire, à l'époque hussite, mais dont ils n'ont guère, depuis la dissolution de l'Empire morave, partagé la fortune. Eux-mêmes se sont dissociés, se nichant par petits paquets dans les vallées. Aussi n'offrent-ils pas cet air de famille qui atteste la parenté originelle : le type, a-t-on pu dire, varie de village à village[1]. Un trait assez général, c'est la nuance claire des cheveux. Le Slovaque se reconnaît à son visage glabre, et chez les vieux à la chevelure tombant souvent jusque sur les épaules et copieusement graissée. De même l'architecture des maisons se modifie du plat pays à la montagne : l'habitation est carrée d'ordinaire. percée sur le dehors de fenêtres avares, la pièce principale contient le poêle avec le banc de réunion. Les gens riches se construisent de petits châlets alpestres. Souvent la maison abrite plusieurs générations, suivant le régime de la zadruga. Les circonstances physiques ont individualisé les tribus slovàques, à la recherches de terres à pâture pour leurs troupeaux. La plus respectable ou la plus authentique, — car elle a conservé le plus intégralement l'idiome et les usages vieux slaves, — est celle des Hornyaks ou Montagnards,

1. Pechany, Ö. U. M., *Ungarn* V[1], p. 400 et *Das slovakische Volk in Oberungarn.* (Abrégé Bullet. Soc. Hongroise de Geogr., XXVIII, 1900, p. 1-16.)

dans les massifs que percent les jeunes eaux de la Waag et de la Nyitra[1]. Ce sont, autant qu'on le conjecture d'après la toponymie et les trouvailles des âges du bronze et du fer, sinon des autochtones, du moins les plus anciens colons des Carpathes centrales. Leur parler se rapproche du tchèque primitif; leur habillement, braies étroites, pourpoint blanc, *klobuk*, (chapeau slave), etc., est de façon archaïque.

Les autres tribus sont moins pures et de moins longue possession d'état. Celles du petit pays de Zips, qu'ébrèchent les coupures de la Waag, du Poprad, du Hernad, sont croisées de Saxons et de Ruthènes : les Saxons, surtout mineurs, très nombreux depuis le moyen âge, ont été jusqu'en ce siècle slovaquisés avec une évidente complaisance[2] ; les Ruthènes, d'ailleurs survenus assez tard, au XIVe siècle, se sont fondus avec les gens de la Magura, qui tiennent d'eux une complexion physique plus faible ; on les appelle Tchopak, d'après une particularité dialectale : ils prononcent *tcho* [čo] au lieu de *tso* [ćo].

C'est encore un amalgame de Ruthènes, Polonais et Slovaques que les Sotaks, aux cheveux d'un blond pâle, établis dans le bassin du Bodrog. Ceux-là disent *so* au lieu de *tso*[3]. Tous ces parentages se constatent encore : ainsi les Slovaques limitrophes de la Galicie ont gardé un vocabulaire polonais, et la configuration de leurs finages.

Les Slovaques ont déployé d'ailleurs une puissance d'assimilation d'autant plus remarquable qu'ils se sont incorporé des groupes d'une civilisation plus haute, des Allemands, des Tchèques Hussites, réfugiés politiques, et l'amalgame des aventuriers prospecteurs qui ont, dès le XIIIe siècle, éventré les roches de la Tatra[4]. Non seulement ils se sont renforcés, mais ils ont essaimé à leur tour, leur territoire étant trop ingrat pour les nourrir ; on les appela, depuis la retraite des Turcs, pour combler les

1. Comitats Lipto, Arva, Turocz, Trencsen, partie septentrionale de Zolyom (Sohl) et Gömör.

2. Czoernig, III, p. 100.

3. Niederle, p. 129.

4. Czoernig, II, p. 149.

vides ; au XVIII[e] siècle, ils colonisèrent maintes localités de l'Alföld : ainsi la contrée de Békés-Czaba où ils gardent encore la prépondérance ; ils se répandirent même jusque dans le Banat et en Serbie : nombre de localités qu'ils ont peuplées se reconnaissent au préfixe de *tót*, vocable sous lequel les Magyars les désignent[1]. Mais dans le plat pays ils courent grand risque de se dénationaliser ; à Bekes-Czaba, les descendants des montagnards, immigrés depuis un siècle et demi, ne se reconnaissent plus : leur visage triangulaire s'est arrondi, comme la face magyare ; et sur cette terre nourricière de l'Alföld, leur musculature s'est élargie, le long cou atavique s'est engoncé, la figure osseuse s'est empâtée de graisse[2]. Ils s'absorbent dans le bloc magyar, et ne restent indemnes que dans les cantons ingrats de la puszta, sur les sables de la contrée de Nyir, où leurs hameaux ou tanyas se sont agrandis, depuis le XVIII[e] siècle, en villages de type slave[3]. Dans les Carpathes, ils sont les maîtres : dans les comitats d'Arva, de Lipto, de Nyitra, de Trencsen, de Zolyom (Sohl), ils constituent la majorité, partout ailleurs des forces respectables[4]. La Slovaquie est une province ethnique de près de 2 millions d'âmes. Aussi les Slovaques ont-ils restauré

1. A la fin du XVIII[e] siècle on relève, dans le comitat actuel de Lipto, 91 communautés, dont 41 de nom magyar, 34 slovaques, 5 allemandes, 5 latines, 5 sous le vocable de saints (Maylath, Ö. U. M., *Ungarn* V[2], p. 394).

2. P. Hoitzy, Ö. U. M., *Ungarn* II, p. 224. Zsilinski, *ibid.* p. 448-9. Les Slovaques de Szarvas ont adopté aujourd'hui le costume magyar (p. 410).

3. G. Simko, *Die Besiedelung von Nyiregyháza und seiner Tanya's.* (Bull. Soc. Hongr. Geogr. Ed. int. XXXVIII, 1910, p. 33-88, avec 6 planches, cartes et vues).

4. Les Slovaques sont concentrés surtout dans la région géographique désignée officiellement sous le nom de Danube rive gauche où ils sont dénombrés : 1.279.000, et sur la rive droite de la Tisza, où ils forment un bloc de 440.000, notamment dans les comitats de Sarós, de Szepes et de Zemplen. Le recensement de 1910 donne le chiffre de 1.946.000 pour toute la Hongrie : ils sont agglomérés dans les comitats de Trencsen (92 p. 100 de l'ensemble de la population), Lipto (90 p. 100) Zolyom (85 p. 100) Nyitra (71 p. 100) Turócz (69 p. 100). Dans ceux de Sarós et de Szepes, ils ne représentent qu'entre 55 et 60 p. 100. Mais ils étaient plus de 2 millions en 1900 ; ils se sont amoindris de 50 mille âmes. Proportionnellement leurs pertes sont par endroits si fortes que le taux en devient suspect : ainsi dans le comitat de Borsod, de 59 p. 100 dans la dernière décade ; de 44 p. 100 dans la ville de Komarom, de 32 p. 100 dans celles de Miskolcz et de Pancsova. L'émigration n'explique que partiellement ce phénomène.

ou plutôt instauré de toutes pièces leur nationalité peu connue dans l'histoire[1]. Ils emboîtèrent d'abord le pas aux Tchèques qui menèrent le branle, mais ils eurent la gloire de fournir deux des plus illustres promoteurs du renouveau slave, Šafařik, né dans le comitat de Gömör, et le poète Jean Kollar, originaire du comitat de Turócz.

Cependant les Slovaques faisaient figure de frères cadets. Le tchèque, qui leur avait été apporté par les Hussites exilés de Bohême, s'éleva tout naturellement parmi les Slovaques, dont le parler était tout populaire, à la dignité de langue littéraire et liturgique. C'est ainsi que le slovaque fut classé comme un dialecte tchèque[2]. Quelques esprits généreux, conscients de l'originalité ethnique, se lassèrent d'être disqualifiés. A la fin du XVIII^e^ siècle déjà (1788-91), Antoine Bernolak prétendit donner ses lettres de noblesse à un dialecte local trop proche encore du tchèque; cette tentative, qui coïncida avec une revendication des titres de l'idiome slovaque à régner dans l'école[3], échoua, parce qu'elle semblait servir l'intérêt catholique exclusivement; elle fut répudiée par les Réformés[4]. En 1846, Louis Štúr put lancer avec plus de succès un néo-slovaque, formé avec le dialecte le plus caractéristique et le plus répandu. Mais cet idiome ne fut adopté que par les luthériens; les catholiques gardèrent celui que Bernolak avait construit. Cette scission fut exploitée par les Slovaques d'expression tchèque, mus par l'idée panslaviste, et qui obtinrent du gouvernement l'investiture du tchèque comme langue de l'enseignement dans les écoles du pays. Aussi les Slovaques de la stricte observance se coalisèrent : le professeur de langue slave à l'Université de Prague, Martin Hattala, élabora un compromis d'où sortit sa *Grammatica linguæ slovenicæ* (Schemnitz 1850) ; la conférence linguistique de Presbourg

1. Sassinek, *Die Slovaken. Eine ethnographische Skizze* (33 pages). (Prague, 1875), cite un duché de Slovaquie, assertion hasardeuse à laquelle ne s'associent pas les historiens slavisants. Hunfalvy, *Ethnogr.*, p. 302.

2. Czambel, Ö. U. M., *Ungarn* V[1], p. 434. Cf. L. Niederle. p. 135 qui conteste la thèse de Czambel.

3. Gumplovicz. p. 32.

4. P. 60.

donna en 1851 la consécration officielle et publique à l'idiome national[1].

En réalité, Hattala, loin de rompre avec le tchèque, lui avait fait, avec un juste sens de la solidarité, sa part. Et cette tendance inspira la *matica* slovaque, fondée en 1863 sur le modèle des *matice* tchèques, les périodiques et revues, les poètes et historiens locaux. On a tenté de diviser bohémistes et slovaquisants, bien que les bohémistes dont le plus illustre est Kollar, aient travaillé aussi pour la nationalité slovaque[2].

Les Slovaques risquent trop à cette dissension. Ils ont, comme toute la raïa de Hongrie, après le court enchantement de l'ère libérale où leur nationalité s'est épanouie, éprouvé les méfaits de la magyarisation[3] ; tout est traité à la magyare, l'église, l'école, dont le programme a été ainsi défini : « introduire par un bout de la machine des élèves slovaques pour en faire sortir après quelques années de trituration des Magyars accomplis[4] ». Peut-être les Slovaques regretteraient-ils de perdre le contact avec leurs soutiens naturels, les Tchèques de Bohême et de Moravie[5].

Mais ils puisent quelque force dans leur alliance — plus ou moins stable — avec les socialistes et démocrates de Hongrie qui prennent en mains la cause de tous les opprimés, paysans, ouvriers, contre la féodalité terrienne et industrielle.

## IV

### Les Ruthènes[6].

Tandis que les Slovaques sont les maîtres de la section occidentale des Carpathes hongroises[7], les Ruthènes

1. Czambel, p. 438, Gumplovicz, p. 32.

2. Il faut lire dans les Mémoires de Kollar avec quelle vivacité s'est éveillée en lui la conscience de la nationalité slovaque (L. Leger. *Russes et Slaves*, 1890, p. 283).

3. Ernest Denis, *Les Slovaques* (La Nation tchèque. 2e année, 15 sept. et suiv.)

4. Vlach, *Die Völker*, VIII, p. 352.

5. V. Helfert, *ibid.*, X, p. 350.

6. Herm. Ignaz Bidermann, *Die ungarischen Ruthenen, ihr Wohngebiet, ihr Erwerb und ihre Geschichte*, 2 vol. Innsbruck, 1862-8.

7. Les groupes slovaque et petit-russien prennent contact dans la région

enjambent la zone gréseuse de haut relief qui se dresse entre la plaine de Hongrie et la Boukovine, arêtes parallèles où quelques sommets, saillant au dessus du socle cristallin, culminent, comme le Pietriosu, jusqu'à 2.300 mètres; par endroits émergent des pâtés trachytiques, comme les monts de Vihorlat. Ce sont des montagnes aux halliers profonds, mais que dévêtent à la longue les troupeaux errants des Valaques et des Ruthènes.

Ceux-ci ont pénétré par les fissures dont la chaîne est percée. Mais depuis quand? La tradition veut qu'ils aient cheminé avec les Magyars en partance vers l'Occident, et qu'ils les aient joints à Kiew[1]. Ils viennent en effet de Russie, comme l'indique leur nom. Mais s'ils avaient été les compagnons des premiers immigrants magyars, ces Russes n'auraient pas été des Slaves; car, à cette date, ce vocable de Russe désignait encore, semble-t-il, des Scandinaves : la slavisation des Russes n'était pas encore en voie. Il est plus probable que les Russes, Ruthènes ou Russines, appelés en Hongrie Oroszok, s'introduisirent par détachements successifs; qu'ils furent, comme mercenaires, postés d'abord à la frontière[2]; en 1340, sous le règne de Louis Ier, un prince lithuanien, Theodor Koriatowicz, chassé par une guerre civile, franchit les Carpathes avec une troupe de Ruthènes, et reçut Munkacs où il fonda un couvent qui fut jusqu'au milieu du XVIIe siècle un foyer du culte grec orthodoxe.

Les Ruthènes continuèrent longtemps à vaguer, ne renonçant pas volontiers à l'existence nomade; au XVIIIe siècle encore, quelques bandes vivent sous la tente; cependant ils se vouent à l'agriculture dès qu'ils peuvent se substituer aux Réformés allemands, forcés d'émigrer, ou se mêlent à eux en les convertissant à leur foi et à

d'Ungvar; il se produit une pénétration linguistique. Olaf Broch, *Studien von der slovakisch-kleinrussischen Sprachgrenze im östlichen Ungarn* (Skrifter udgivne af Videnskabsselskabet i Christiania Hist. filosofisk Klasse, 1897, n° 5, 76 pages, carte en couleur hors texte). Broch signale des Ougrorusses.

1. Niederle, p. 46.

2. Ils occupèrent à ce titre le château-fort d'Oroszvar, auj. Karlsburg.

leur langue. Les localités créées ou colonisées par eux se reconnaissent à l'accolade *orosz* (Oroszvar, Oroszfaja, etc.); et dans les districts saxons à celle de *reuss* (Reussdörfel, Reussmarkt, etc.). Le sort des Ruthènes en Hongrie n'a guère été plus enviable que celui de leurs frères galiciens : ils sont tombés en servage, sous la coupe des intendants des grands domaines, qu'ils ont péniblement défrichés. Ils furent exploités aussi par leur clergé, de sorte que le village dut nourrir parfois une demi-douzaine d'ecclésiastiques. La loi émancipatrice de 1848 aggrava leurs charges en substituant l'impôt en argent à l'impôt en nature et en réduisant les droits de pacage sous bois. Aussi le Ruthène mène une vie misérable : sa maison est bâtie en poutres non équarries dont les interstices sont bouchés avec de la mousse et cimentés avec de la boue; le toit de chaume, ou, dans la montagne, de planches, descend très bas[1]; le poêle n'a souvent pas de cheminée et le logis s'emplit de fumée et de suie; telle est la baraque des Houtzoules et Boykes perchés sur les hauts versants, tandis qu'en aval les Blyachs et Lemakes (Lemki) sont mieux gîtés. Le développement physique de ce peuple souffre de sa pauvreté; le Ruthène est petit, chétif, avec une tête anguleuse, des joues rouges, des cheveux blonds, à l'exception du Houtzoule au teint olivâtre et à la figure ronde[2].

Ceux des Ruthènes qui confinent aux Slovaques semblent faire la transition entre les Tchécho-Slaves et les Petits Russiens; ils ont gardé de nombreuses traces du vieux slave, et, par quelques particularités de prononciation, se confondent presque avec les Slovaques : il y a parmi eux aussi des Tchopaks et des Sotaks. Ils sont plus vigoureux et plus cultivés que ceux de la région orientale, descendants de Lithuaniens et Podoliens, de complexion moins robuste, peut-être parce que les nombreux jeûnes, prescrits par l'Église grecque, contribuent à les débi-

1. Le Recensement général (Statistique hongroise, vol. XXXXII), comporte une statistique des « maçonneries et toitures des maisons d'habitation ».

2. A. Hodinka, Ö. U. M., *Ungarn* V[2], p. 401 suiv.

liter[1]. Mais leur adhésion à cette confession les a au moins préservés de la fusion avec des peuples contigus.

En 1851, le recensement évaluait le nombre des Ruthènes à 422.000[2]; en 1871, d'après une estimation de Keleti, ce nombre était monté à 469.000. Mais dix ans après, la statistique officielle — car le dénombrement de 1870 n'avait point relevé ni les langues ni les nationalités — dénonce une déchéance au moins suspecte : 353.000 Ruthènes seulement. Pendant la décade 1880-90, l'accroissement est notable : il ressort à 27.000 unités. Et il s'est affirmé jusqu'au retour à l'effectif d'il y a un demi-siècle, 464.000[3]. C'est le groupe qui, après le magyar, semble le plus vivace.

Les Ruthènes de Hongrie font corps — géographiquement — avec leurs frères de Boukovine. Ils ont comme ces derniers à lutter pour leur vie nationale contre les Magyars : ils se serrent autour de leur Église grecque unie[4]; ils paraissent se fortifier, mais ne peuvent, avec leur faible appoint numérique, que grossir les rangs des nationalités hostiles à l'hégémonie magyare.

Il semble que du côté russe on se soit inquiété de ranimer les sympathies et traditions nationales des Ruthènes hongrois. En 1885, la Soc. Imp. de Géographie de Russie a fait publier, sous ses auspices, un recueil de chants populaires ungaro-russes. Les Magyars dénoncèrent la manœuvre[5] et s'indignèrent de ce que l'éditeur russe portât le nombre des Ruthènes à 500.000, de ce

1. Czoernig, II, § 89, p, 219. Bidermann, II, p. 75.

2. Czoernig, III, p. 148.

3. PRINCIPAUX GROUPES RUTHÈNES

| COMITAT | 1880 | 1890 | 1900 | 1910 | GRECS-UNIS |
|---|---|---|---|---|---|
| Bereg. . . . . | 74.021 | 81.907 | 95.000 | 101.000 | 117.000 |
| Maramaros . . | 106.221 | 122.528 | 143.000 | 159.000 | 254.000 |
| Saros. . . . . | 30.939 | 35.019 | 39.000 | 38.000 | 94.000 |
| Szepes (Zips) . | 16.158 | 17.518 | 14.000 | 12.000 | 19.000 |
| Ugocza . . . . | 29.976 | 32.076 | 32.000 | 34.000 | 57.000 |
| Ung. . . . . . | 41.871 | 46.521 | 55.000 | 61.000 | 19.000 |
| Zemplen. . . . | 30.164 | 31.036 | 34.000 | 39.000 | 103.000 |

4. Le tableau détaillé des localités (Recensement général) montre souvent la correspondance presque absolue du nombre des Ruthènes et des Grecs Unis.

5. *Abrégé Bullet. Soc. Géog. hongroise*, XVI, 1886, p. 32.

qu'il russifiât les noms magyars : comitats Marmarusskij (Marmaros). Zemplianskij (Zemplen). Uszokszkij (Ugocza).

Ce coin de Ruthénie, échu à la Hongrie, est resté une « terre maudite » et sauvage, et l'État hongrois a laissé aux suggestions de la misère ces montagnards qu'un bon observateur a déclarés plus intelligents et entreprenants qu'on n'affecte de les juger en Hongrie[1]. L'âme assoupie et dolente de ces déshérités s'éveille, depuis plusieurs années, au verbe mystique d'évangélistes, qui s'efforcent de ramener ces Russiaks à l'Église orthodoxe orientale ou russe. Une société russo-galicienne, présidée par le comte Bobrinski. envoya des émissaires ou missionnaires, organisa des pélerinages aux sanctuaires et couvents russes, instruisit des catéchumènes, futurs propagandistes parmi leurs compatriotes. Un de ces « médecins d'âmes » a été le moine Alexis Kabalouk, né catholique grec, converti à la religion orientale, dont il s'était pénétré à Kiew et au Mont Athos. Kabalouk exaltait, confessait, mariait ses congénères.

Le gouvernement hongrois qualifie ces agissements d'attentat à la sûreté, à l'intégrité territoriale de l'État ; il soupçonne cette prédication de préparer l'annexion à la Russie des régions occupées par ses sujets ruthènes; il n'ose incriminer le gouvernement russe, directement. mais les associations, comme celles du comte Bobrinski[2], comme la Ligue populaire russe, sont accusées de subventionner ce mouvement politique, dont la tendance n'est pas douteuse; l'accaparement de citoyens hongrois par une Église dont le chef est étranger. D'où le procès qui, au début de 1914, s'est déroulé à Marmaros-Sziget, procès qui dépassait la personnalité des quelque quatre-vingt-dix paysans ahuris, y compris leur apôtre, mais qui visait les menées panslavistes[3], surveillées, d'après le

1. Bidermann, p. 97.

2. Le comte Bobrinski comparut comme témoin à Marmaros-Sziget et put s'exprimer, non en russe, mais en français.

3. Il semble bien que le prosélytisme religieux ait eu quelque succès, car de 1856 à 1911, la dénomination grecque orientale a gagné plus de 10.300 adeptes enlevés au rite catholique grec, et 1.700 de l'Église romaine. (*Annuaire Statistique,* XIX, 1911, p. 432).

réquisitoire, depuis soixante-dix ans. Trente-deux des prévenus ont été condamnés (mars 1914) pour excitation contre la religion et l État. Ces épisodes judiciaires ont été l'illustration d'une campagne russophobe, encore exagérée par la découverte de sensationnels actes d'espionnage. Ils révèlent les dessous de l'âme ruthène, travaillée par l'instinct national.

---

## CHAPITRE XI

### LA TRANSILVANIE[1]

### I

#### Le pays.

Les Carpathes qui ceinturent la dépression hongroise se développent sur presque tout le pourtour en un faisceau de chaînes généralement resserré. Mais le coin sud oriental est envahi par une excroissance et boursouflure montagneuse qui s'étale sur près de 60.000 kilomètres carrés : c'est la Transilvanie. C'est un enclos surélevé qui d'ouest en est se hausse de 400 à 800 mètres, et que de larges sillons fluviaux décomposent en socles bombés, de tous côtés fermés par une barrière. A l'est, une double muraille, dont la plus extérieure, aux roches gréseuses dentelées de pics, tourne le dos en quelque sorte à l'intérieur et regarde la terrasse moldave. Comme borne entre les deux contrées, se dresse la croupe trachytique de la Hargita, ruine imposante de la zone effondrée du système, s'allongeant du N.-W. au S.-E. sur 1.200 kilomètres, dont les sommets tantôt nus et ballonnés, tantôt vêtus de sombres fourrés, et souvent baignés par les nuages, culminent de 1.500 à 2.000 mètres (Hargita 1.798). La Hargita se relie par les Monts de Persiani à un noyau de schiste cristallin dont le versant abrupt tombe vers l'intérieur, tandis que sur la Valachie la pente est plus douce : ce

1. Le nom officiel est *Királyhágón túl :* au delà du *Kiralyhago* ou Royaume. Cette région géographique comprend 15 comitats, et couvre 55 à 56 mille kqu. Le nom allemand *Siebenbürgen* viendrait de l'ancienne appellation de Hermannstadt, *Burg am Sibiu.* (Nagy-*Szeben.*)

sont les Alpes transilvaines où la pyramide du Négoï et la Mandra s'élancent à plus de 2.500 mètres. La façade hongroise est trouée de cirques, dessinée par des massifs plus articulés, que séparent des coupures fluviales et dont la complexion géologique a été fort bouleversée par des pointements trachytiques qui ont amené au jour des veines métallisées, d'où le nom de Monts Métallifères ; le pâté des Monts de Bihar se cintre vers la plaine ; ses cimes, le Biharu ou Kukurbeta (concombre), le Vlegyazsza (1.850 mètres), étaient jadis noires de forêts : si bien que le pays qu'elles cachaient fut appelé « Au delà des forêts » (*Transilvania*, *Erdély* de *erdö*, forêt).

Des contreforts qui s'infléchissent vers le N.-E., Monts Meszes et Lapos, se soudent au tronc carpathique et achèvent la clôture du quadrilatère.

Il semble que dans cette forteresse une nation maîtresse de ses destinées pût se retrancher dans un fier isolement. Mais l'indépendance géographique de la Transilvanie, comme celle de la Bohême, a été détruite par ses eaux qui ont déchiré de brèches le rempart protecteur et déblayé les avenues du réduit naturel. Le Szamos, le Maros, les deux Küküllö s'ouvrent sur la Hongrie, et s'enfonçant par leurs racines jusqu'à l'arrière-plan de la Transilvanie, tracent un réseau de pénétration ; l'Aluta (Oltu) a percé une voie vers le Bas Danube. Les montagnes s'échancrent complaisamment pour appeler la circulation : dans l'angle sud oriental se creusent le Pas d'Oïtoz (852 mètres) dont le débouché est Galatz ; celui de Tömös (1.026 mètres), par où le chemin de fer gagne aujourd'hui Bucarest ; celui de la Tour Rouge, foré par l'Aluta ; celui de Vulkan, seuil des Monts du Banat.

C'est donc un passage que la Transilvanie, et qui sollicite les migrations : les peuples traqués cherchaient un refuge dans les hauteurs hérissées de bois ; les nomades escaladaient ses alpes verdoyantes, pacages généreux pour leurs troupeaux ; ses rivières qui roulent de l'or et les flancs de ses monts qui recèlent des métaux précieux attiraient les aventuriers ; et même aux cultivateurs

s'offraient des bassins au terroir de marnes et de sables, copieusement arrosés[1].

Aussi, dès les âges les plus lointains, la Dacie a été convoitée par ses voisins les rois de Thrace et de Macédoine. Elle fut occupée par les Romains. Trajan y établit des colonies, dont la prospérité fut courte : car moins de deux siècles après, commença le défilé des Barbares, Goths, Huns, Gépides, Avars, Magyars, Turcs; à la longue seulement prirent pied les habitants définitifs, Hongrois, Allemands, Valaques. Ces groupes nationaux vécurent côte à côte, chacun sur son territoire réservé, sans que nul ait tenté d'asseoir sa domination exclusive. Les plus qualifiés, Magyars, Szeklers, Saxons contractèrent un pacte fédéral[2], dont ils exclurent le peuple, primitivement nomade et pillard, des Valaques. En tous cas, ce cadre merveilleusement aménagé, semble-t-il, pour un établissement homogène, ne connut point l'unité. Et de même que la Transilvanie ne jouit pas d'une indépendance géographique entière, elle ne jouit pas de la pleine indépendance politique. Après le désastre de Mohacs, elle tomba sous la suzeraineté ottomane, tandis que la Hongrie échut à la Maison de Habsbourg : elle fut régie par des dynastes électifs, les Bathory, les Rakoczy, les Bethlen, dont la fidélité flottait tour à tour de l'Empereur au Grand Seigneur, sans que fût jamais secoué le joug de l'un ou de l'autre. En 1650, la Transilvanie fit retour à la Couronne de Saint Étienne, et le diplôme de l'Empereur Léopold lui garantit son ancien statut et une administration distincte. L'orgueil magyar souffrit impatiemment de sentir dans le flanc de l'État hongrois un État presque libre ; aussi profitant des troubles de 1848, les Magyars incorporèrent la Transilvanie, proie qui leur fut aussitôt arrachée, mais qu'ils ressaisirent au lendemain du Compromis de 1867. Ils l'ont traitée dès lors en province

1. Voir E. de Martonne. *La Valachie* (Paris 1902, chap. IX).

2. Les Unions, dont la première date de 1437, furent à plusieurs reprises renouvelées (Czoernig, II, p. 235). Elles furent dirigées aussi bien contre l'ennem du dehors que contre les usurpations royales ou celles des comtes.

conquise, y maintenant des lois d'exception ; ils ont dénié l'égalité des droits aux citoyens qu'ils décorent de la qualification de hongrois ; ils ont déchaîné la plus passionnée des luttes de races. Là se trouvent en présence aujourd'hui 918.000 Magyars, 234.000 Allemands, 1.972.000 Valaques. Ces derniers seuls forment plus de la moitié de la population totale de 2.658,000 âmes : soit 55 p. 100; les Allemands environ 9 p. 100; les Magyars, qui sont en progrès statistique, près de 35 p. 100 [1].

## II

### Les Szekler.

Ce fut un souci pour les souverains hongrois de s'assurer du massif transilvain, boulevard de leur État. Aussi établirent-ils là, comme sur les autres confins de leur royaume, des garde-frontières. Vers la fin du XIII[e] siècle, autour du château-fort de Torda-Aranyos, sont agglomérés des gens que les chartes latines appellent Siculi, et auxquelles les rois Étienne V et Ladislas IV avaient octroyé des terres en récompense de leurs brillants services contre les Tatars et les Koumanes. Ces Siculi sont des Magyars : le nom de Szekely ou Szekler sous lequel ils sont désignés signifierait garde-frontières [2]. Ce corps fut à

1. De 1880 à 1890, l'élément magyar a gagné plus que les autres nationalités, près de 11 p. 100 ; les Roumains, 7,77 ; les Allemands, 2,80. De 1900 à 1910, les chiffres ressortent à 12,07 pour les Magyars, 0,5 pour les Allemands, 5,4 pour les Roumains. Les autres groupes sont insignifiants, sauf les Tsiganes. Ce gain est inégalement réparti dans les 15 comitats transilvains : de 1880 à 1890, les Magyars s'étaient multipliés surtout dans ceux de Fogaras, 48 p. 100, et Szeben, 40 p. 100 ; de 1900 à 1910, c'est dans le comitat de Hunyad qu'ils ont emporté l'hégémonie, 63 p. 100, alors que le taux de l'accroissement roumain reste inférieur à 6 p. 100 ; ailleurs, il est en progrès du tiers et du quart en chiffres absolus. La Transilvanie compte, d'un recensement à l'autre, 103.000 Magyars de plus. Les Roumains ne se sont renforcés que de 75.000 unités, les Allemands, d'un millier. Les Magyars sont maîtres de 4 comitats, Czik, Haromszék, Maros-Torda, Udvarhely ; les Allemands forment le groupe le plus fort dans le comitat de Nagy.-Küküllo : partoutail leurs la prépondérance numérique appartient aux Roumains.

2. Hunfalvy, *Ethnogr.*, p. 200, détruit la légende qui fait des Szekler des Huns et montre que ce sont des Magyars. On a cru que ce fut une bande de Ougres Noirs qui, chassés par les Petchénègues, cherchèrent refuge en Transilvanie (V. Rethy, Ung. Revue, VII, p. 812). Czetneki (*Die Szekler-*

l'origine militairement organisé : il se divisait en cavaliers et fantassins (darabontes) ces derniers peut-être recrutés d'hommes de toutes provenances [1], mais tous réputés nobles et libres. Cette colonie soldatesque devint une communauté politique sous un comte nommé par le roi; les chefs formèrent une aristocratie; le centre fut Udvarhely. Les Szekler s'acquittèrent vaillamment de leur mission qui fut de défendre le pays : ils ne se ménagèrent pas contre le Turc. Aujourd'hui l'enclave des Szekler est un noyau étranger dans le bloc roumain ; elle commande les hautes vallées, et notamment l'Aluta, qui débouchent en terre roumaine. Mais cette avant-garde ne se borna pas à ce rôle stratégique : elle se constitua en une nation, sur le même pied que les Magyars et les Saxons. La filiation ethnique des Szekler n'est pas douteuse : cependant ils se distinguent des Magyars transilvains par une stature imposante, athlétique, mais aussi par une moindre noblesse de traits : ils ont le front large, de petits yeux vifs, la moustache touffue, les cheveux drus; on rencontre parmi eux aussi bien des bruns maigres que le type clair et blond, peut-être résultat de croisements avec leurs voisins teutons. Moralement le Szekler est plus conservateur que le Magyar, plus fidèle à ses traditions et à son costume [2], très jaloux de ses libertés; jusqu'au cours du XIXe siècle, il a prétendu servir, sans se soumettre à la conscription.

Il prétend parler l'idiome ancestral le plus pur, se glorifiant d'être le fils, tandis que le Magyar n'est que le petit-fils d'Attila [3].

La statistique le confond — on ne saurait l'en blâmer — avec le Maygar, dont il a épousé la cause et les passions [4].

*frage. ibid.*, I, p. 411-28) donne raison à Hunfalvy en ce qui concerne l'identification des Szekler et des Magyars ; mais propose une autre étymologie : le mot *szek* signifie siège et s'applique à une circonscription administrative, comme le mot *stuhl* des Saxons transilvains.

1. Czoernig, II, p. 99. Franz Kozma. O. U. M. *Ungarn* VI, p. 266.

2. Wislocki, *Die Szekler in Ungarn und Siebenbürgen* (Collect. Virchow et Holtzendorf, VIe série, n° 137, 1892). Cette étude est surtout consacrée à la description des coutumes.

3. Ö. U. M. *Ungarn* VI, p. 280.

4. Les Szekler occupent les comitats de Udvarhely, où ils forment 95 p. 100 de la population totale ; de Czik, Haromszek (83 à 86 p. 100), Maros Torda

## III

### Les Saxons[1].

Les Szekler ne furent pas seuls postés à la sécurité du bastion transilvain qu'assaillaient les hordes Koumanes et Petchenègues. La manière la plus efficace de maîtriser ce pays consistait à le peupler : les rois s'adressèrent à leurs « hôtes » de prédilection, les Allemands. Le roi Gesa II, au milieu du XIIe siècle, fit raccoler dans les parages du Rhin Moyen et de la Moselle des défricheurs auxquels furent promises des terres neuves et des privilèges alléchants. Un premier convoi de Flamands et Saxons, — dans le sens qu'on attachait alors à ce vocable[2]

(58 p. 100). On trouvera une monographie détaillée sur la population des Szekler de Torda, Aranyosszek et Toroczko, par le Dr Janko, dans le Bullet. de la Soc. de Géogr. hongroise, t. XXI, 1893, 294 pages, avec cartes, tableaux et reproductions et un résumé allemand dans l'Abrégé, p. 121-88. L'étude ne porte que sur 36.000 individus, partagés entre Magyars (22.400) et Roumains (12.600). Les mensurations anthropologiques n'ont été prises que sur 83 personnes. Faut-il assimiler aux Szekler, les Csángó (bâtards ou cheminots) qui vivent dans la banlieue de Krassó, ressemblent physiquement aux Szekler et appartiennent à la Confession d'Augsbourg? Ils ont des congénères sur le Sereth en Moldavie (A. Hermann. Ö. U. M. *Ungarn* VI, p. 384). Carl Fuchs a décrit l'habitation (*Ueber das Szeckler Haus* Mitt. Anthropol. Ges. Wien., XXXI, 1901. p. 334-9, avec 12 fig.) Le style rappelle celui des maisons saxonnes du Burzenland : aussi se demande-t-on s'il est haut allemand ou magyar. L'habitation est précédée d'un portail ornementé, décoratif : elle se divise en grand logis, avec pièce de réception, et petit logis, pièces intimes; la salle à manger sert aussi de cellier. On signale sur les toits en lattes qui retombent vers la rue des sculptures qui distinguent les confessions : une croix pour les catholiques romains; un calice pour les réformés; une sorte de galette (*preskurá*) pour les orthodoxes (Stefan Téglás. Ö. U.-M. *Ungarn* VI, p. 200). Le village s'aligne le long de la route : l'église fortifiée, flanquée de tourelles, en occupe le milieu. Les Szekler, qui ont cessé d'être des soldats de carrière, se sont faits bûcherons, marchands ambulants de prunes; les femmes exercent l'industrie domestique du tissage et de la broderie; elles assurent le gagne-pain.

1. Les Saxons de Transilvanie ont suscité une énorme littérature. Outre les ouvrages classiques de G. D. Teutsch, *Urkundenbuch zur Gesch. Siebenbürgens*. Vienne, 1857, et *Gesch. der Siebenbürger Sachsen*. 2e éd. Leipzig. 1874, nous nous contenterons de renvoyer, pour les travaux les plus récents, à la bibliographie de la Deutsche Erde, où les moindres notices sont signalées.

2. Czoernig. II. p. 206.

— fut amené dans la vallée de l'Aluta, pour surveiller le défilé de cette rivière à travers les Alpes de Transilvanie; cette contrée s'appela, par un jeu de mots historiquement consacré : *Das alte Land*. L'administration en fut donnée aux chapitres de Hermannstadt, Leschkirch et Schenk; le premier reçut même l'immunité. — En 1211, André II concéda aux Chevaliers Teutoniques un « désert »[1] à la limite de la Koumanie (Moldavie actuelle), le pays de Borza; la garde des pas d'Oitoz et de Tömös leur était confiée, avec permission de construire des bourgs fortifiés[2]. Kronstadt fut la métropole du Burzenland, que l'Ordre Teutonique perdit au bout de quelques années, par suite de démêlés avec le roi. Enfin, dans les hautes vallées du Szamos et du Maros furent campés d'autres pionniers, peut-être des Saxons de la Zips, déjà familiarisés avec le métier de mineur; leur centre fut Bistritz, en allemand Nösen, d'où le Nösnergau; ce troisième essaim était moins compact que les deux autres et dispersé par petits paquets.

Cette colonisation était avant tout stratégique: c'est pourquoi on ne laissa pas les individus s'égrener dans ces solitudes; on les aggloméra dans des villages et chacun fut pourvu de son lot; ces villages eux-mêmes furent groupés en un ban. Enfin, les trois morceaux de terres saxonnes furent réunis par André II en un corps politique et dotés de privilèges qu'énumère la lettre de franchise de 1224. Le peuple saxon ne dépendait que du roi, représenté par un comte; il ne devait au souverain que l'impôt foncier et un contingent armé; il élisait ses juges et ses clercs. C'était donc un peuple d'hommes libres, députant à la Diète hongroise au même titre que la noblesse de Hongrie.

Celles des communautés saxonnes qui ne périrent pas sous la dévastation mongole refleurirent avec plus de

1. Ce *desertum* aurait déjà, selon Iorga, renfermé des établissements roumains (*Hist. des Roumains* I, p. 50-65).

2. Franz Zimmermam, *Zur siebenbürgisch-deutschen Geschichtschreibung, besonders über die Besiedlungsfrage* (Mitt. Instit. Oesterr. Geschichtsforschung, VI, Ergänzungsband, 1901, p. 719-38).

vigueur une fois l'orage passé. Leur prospérité qui atteignit son apogée au XIVe siècle excita la convoitise non seulement des pâtres et brigands valaques qui rôdaient alentour, mais encore et surtout des nobles ; elle fut non moins gravement menacée, dès le début du XVe siècle, par les irruptions turques. Du même coup, leur nationalité fut en péril ; des Valaques se fixèrent dans des cantons où le Turc avait fait le vide, les Hongrois ébranlèrent dans quelques cités la suprématie de la classe dirigeante. Les Saxons maintinrent cependant le prestige de « l'Université » de leur nation ; la Confession d'Augsbourg qu'ils adoptèrent fut pour eux comme un symbole ethnique et national, tandis que les Hongrois embrassaient le calvinisme, que les Szekler restaient fidèles à l'Église romaine et les Valaques au rite oriental. C'est aussi au nom de leur conscience allemande qu'ils se dévouèrent à la cause de Ferdinand d'Autriche contre son compétiteur Zapolya, le candidat des Hongrois. La séparation de la Transilvanie d'avec le royaume de Saint Étienne, l'avènement de dynasties indigènes les livrèrent à leurs ennemis : dès lors ils s'entendirent traiter d'intrus, recueillis par la grâce des Hongrois, de ramassis de cordonniers et de tailleurs, et non de soldats. Jésuites et nobles exploitèrent contre eux l'antipathie de races. « L'Université » des Saxons ne connut plus guère de beaux jours ; Joseph II, sans égard pour leur inébranlable fidélité à sa Maison, abolit leur statut et les réduisit à la condition de simples sujets autrichiens ; et après lui, leur autonomie restaurée fut singulièrement amoindrie. En effet, répudiant le souvenir des anciennes unions, Hongrois et Szekler, à la Diète de 1790-1791, substituèrent le vote par tête au vote par curie ou nation, procédure qui mit les Saxons en minorité, et leur enlevèrent le droit exclusif de propriété et de bourgeoisie sur le « Sachsenboden », ce qui facilita la pénétration d'éléments étrangers. C'étaient les premiers succès de la magyarisation qui dès lors se donna carrière, et que son court triomphe en 1848 — l'incorporation de la Transilvanie — ne fit que stimuler. Mais du même coup l'esprit national des Saxons se retrempa dans cette crise : leur littérature,

leur industrie se déployèrent et témoignèrent que ce peuple ne s'abandonnait pas. Comme de juste, ils figurèrent et combattirent dans la coalition des opprimés qui, en 1849, se jetèrent allègrement sur l'oppresseur magyar; leur loyalisme autrichien fut encore assez mal récompensé: ils n'eurent pas à se louer du régime centraliste, ni même de la germanisation à laquelle ils ne prêtèrent pas les mains[1].

L'annexion à la Hongrie, depuis 1868, a empiré encore leur sort.

Théoriquement, le droit historique de « l'Université » de la nation saxonne était garanti, ainsi que le principe de l'autonomie municipale[2]. Mais l'application souffrit des difficultés, moins encore de la part du gouvernement hongrois que des intéressés eux-mêmes : les Saxons s'étaient divisés en trois fractions dont chacune élabora un programme différent (1871). Le corps politique de la nation fut mutilé par un nouveau sectionnement administratif et électoral, tel que, dans la plupart des circonscriptions, les Saxons étaient balancés par les Roumains et les Magyars[3]. La loi scolaire de 1879 violenta la personnalité morale des peuples sujets : alors, au grand scandale des Magyars, les Saxons invoquèrent à la rescousse le *Schulverein* de Berlin, et en pleine Chambre des Députés, un de leurs représentants exprima sa gratitude à la « forte nation allemande» (Séance du 27 mai 1882). Des jeunes Saxons transilvains allèrent chercher dans les Universités d'Allemagne la culture germanique; sur quoi le gouvernement hongrois supprima, en 1887, l'Académie ou Faculté de droit de Hermannstadt où le droit saxon était professé et projeta l'institution d'une Académie protestante magyare, pour y pousser, de gré ou de force, les étudiants allemands de Transilvanie. Il ne ménagea pas les vexations : le jury de Hermannstadt ayant osé acquitter

1. Schwicker (p. 452) s'exprime assez amèrement sur les procédés du gouvernement autrichien pendant l'ère de réaction : son témoignage mérite d'être relevé, car il est celui d'un des chefs politiques des Saxons.

2. Loi XLIII de 1868.

3. Loi municipale de 1876.

un journal roumain poursuivi pour crime de lèse-magyarisme, sa compétence fut abolie, et le ressort subordonné à celui de Kolozsvar (Klausenburg) déjà tout magyarisé ; l'autorisation fut refusée à une association de cultivateurs allemands, etc. Malheureusement pour eux les Saxons avaient gâté — comme les Tchèques — leur propre cause par leur désunion ; ils s'étaient fractionnés en deux partis, l'un, modéré, opportuniste, dirait-on, assez disposé à s'entendre avec les Hongrois, par opposition au parti démocratique et populaire, intransigeant sur le droit national, avec le mot d'ordre de s'abstenir de toute participation à la vie politique de l'État hongrois[1]. En 1890, un rapprochement fut tenté, et du Congrès national (*Sachsentag*) de Hermannstadt sortit un programme commun. Tout d'abord, les Saxons affirment leur attachement au Compromis de 1867, dont ils sentent tout le prix, et se refusent à relâcher le lien avec l'Autriche, tandis que le parti national magyar veut le couper ; ils affirment non moins résolument leur désir de travailler à la prospérité de l'État hongrois, à condition que cet État ne les traite pas en citoyens de deuxième classe, et se garde de toute intervention dans la vie confessionnelle et scolaire ; ils reconnaissent le magyar comme langue officielle, mais réclament le respect de l'idiome ancestral ; enfin latitude est laissée aux députés de se mêler ou non aux groupes du Parlement sur la base du Compromis de 1867. En somme, c'étaient en sauvant la face, le ralliement et la sujétion.

Il n'en est pas moins vrai que les incertitudes et dissensions des Saxons ont favorisé en quelque mesure les empiétements des Magyars. Ceux-ci enregistrent avec fierté leurs gains continus.

Dans les comitats où l'allemand se prévaut encore de sa consistance, le magyar ronge et s'instille, si l'on ajoute foi aux opérations de l'arithmétique officielle :

1. Schwicker, p. 458, en sa qualité de porte-parole du parti gouvernemental des *Regierungssachsen*, critique cette attitude et cette politique stérile. V. du même auteur : *Das neue politische Programm der Siebenbürger Sachsen* (Unsere Zeit, 1890, 2e vol.).

*Langue maternelle en pourcentage de la population totale.*

| COMITAT | ALLEMANDE | | ROUMAINE | | MAGYARE | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1900 | 1910 | 1900 | 1910 | 1900 | 1910 |
| — | — | — | — | — | — | — |
| Bestercze-Naszód. | 21.9 | 20.0 | 69.1 | 68 5 | 7.1 | 8.4 |
| Brássó. . . . . . | 30.8 | 29.2 | 35.5 | 34.7 | 32.6 | 35.0 |
| Nagy-Küküllö . . | 42.5 | 41.8 | 42.6 | 40.6 | 11 8 | 12.4 |
| Szeben . . . . . | 28.7 | 28.1 | 65.2 | 64.3 | 4.9 | 5.7 |

Cependant le nombre absolu des Allemands, dans les deux derniers comitats, celui des Roumains dans les comitats de Bestercze-Naszod et Szeben accuse un gain.

L'accroissement de population de chaque groupe linguistique se chiffre ainsi (en pourcentage) entre les deux derniers recensements.

| COMITAT | ALLEMAND | ROUMAIN | MAGYAR |
|---|---|---|---|
| — | — | — | — |
| Bestercze-Naszód . . . . . | 1.6 | 6.5 | 26.7 |
| Brassô . . . . . . . . . . | 0.4 | 3.6 | 13.4 |
| Nagy-Küküllö . . . . . . . | 0.7 | — 2.3 | 7.8 |
| Szeben . . . . . . . . . . | 4.4 | 4.9 | 25.7 |

On a tenté un dénombrement sur la base confessionnelle, en identifiant évangéliques et saxons[1]. Il est difficile, d'après les données administratives, de distinguer les Saxons des Allemands d'autre origine et provenance : ce serait l'objet d'une enquête dialectale.

Nulle part l'élément tudesque ne jouit d'une majorité exclusive : il n'est point d'agglomération indemne ; partout cohabitation : le Magyar manque par endroits, jamais le Roumain.

Quoi qu'il en soit, le germanisme est en perte presque partout, sauf dans le comitat de Maros-Torda, et encore dans la partie rurale : car au chef-lieu, Maros-Vasarhely, il enregistre une diminution, faible mais symptomatique. Les villes surtout sont éprouvées : c'est dans les cités, par suite de l'avènement à l'égalité des droits municipaux des groupes étrangers que le magyarisme a fait des recrues.

1. Schuller, *Volksstatistik der Siebenbürger Sachsen* (Forschungen zur deutschen Landes-und Volkskunde. IX, 1896). L'auteur (p. 34), fait quelques réserves sur son procédé. Aujourd'hui encore les deux chiffres correspondent à peu de chose près : 234.000 Allemands en Transilvanie, 229.000 évangéliques de la confession d'Augsbourg. Nous avons fait la même constatation localité par localité (Recensement général, vol. 42, p. 372-458).

Le progrès, parmi les populations rurales, est insignifiant l'afflux de congénères allemands a cessé de longue date[1]; et l'émigration appauvrit le peuple saxon.

Les causes de cette décadence sont politiques et sociales. Les Saxons s'expatrient pour échapper aux persécutions magyares. Mais ils diminuent aussi de leur propre fait: paysans aisés, ils craignent d'être prolifiques pour éviter le morcellement du fonds patrimonial[2], et leur routine empêche l'amélioration de ce fonds. Ils ne fournissent plus assez de bras à la culture et à l'industrie. Le Roumain, prolifique, sobre et dénué, les supplante et avilit le prix de la main-d'œuvre. Cette concurrence roumaine semble particulièrement redoutable pour le Saxon ; mais elle est tout économique, et dans la lutte nationale, elle s'est à l'occasion convertie en une fraternité d'armes contre l'ennemi commun[3].

## IV

### Les Roumains[4].

Avec l'entrée en ligne des Roumains l'action s'agrandit au lieu de la poignée de Saxons ramassés sur eux-mèmes,

1. Les derniers établissements allemands, wurtembergeois principalement, ont eu lieu en 1845-6. (Czoernig, III, p. 89.)

2. Le fait a été établi par H. Siegmund. *Der drohende Volkstod der Siebenbürger Sachsen infolge der Kinderbeschränkung* (D. Erde XII, 1913, p. 42-5 avec 10 planches graphiques hors texte). Les Saxons pratiquent cependant une sorte de colonisation intérieure, en acquérant des morceaux des latifundia magyars ; ils se défendent contre l'expansion roumaine (*ibid.*, p. 41).

3. Dans le Burzenland, la fusion s'accélère ; on ne distingue guère l'habitation saxonne de la roumaine : ainsi souvent les communs, étables, granges, s'accolent sous un seul toit : un compartiment spécial, où l'on fait du feu, contient la cuisine, boulangerie, buanderie. La façade du logis donne sur la rue, mais les portes sont franchement closes : le mur mitoyen entre deux maisons est garni de niches et appartient à celui sur le bien duquel s'ouvrent ces niches. (Karl Fuchs, *Der Burzenländer Hof* Mitt. Anthropol. Ges. Wien, XXXI, 1901, p. 275-96 avec 28 fig. dans le texte). La maison saxonne en général a été étudiée par Buncker *Das siebenbürgisch-sächsische Bauernhaus* (Mitt. Anthropol. Ges. Wien., XXIX, 1899, p. 191-231 avec 52 croquis).

4. Cette dénomination est officiellement inconnue de l'État hongrois : les Roumains sont désignés par *oláh* (valaques). Toutefois, dans les tableaux du Recensement, le terme : roumain, figure dans les rubriques françaises.

se déploie en bataille une masse compacte de 3.000.000 d'hommes, sentant derrière elle les forces et les cœurs d'un peuple frère, jeune et libre. Aussi, quoique les Roumains aient solidarisé leur cause avec celle des autres nationalités, leur duel avec les Magyars paraît l'épisode décisif de cette mêlée : eux vaincus, c'en serait fait des Slovaques, des Ruthènes, des Allemands esseulés ou misérables.

Il semble que les adversaires aient à vider une vieille querelle de possession d'état, d'un intérêt en apparence tout rétrospectif, mais que leur passion ne laisse point prescrire. Les Roumains se proclament de tous les occupants actuels de la Transilvanie les plus anciens et les plus qualifiés, c'est-à-dire descendants de ces légionnaires et de ces colons que Trajan établit dans la Dacie et qui implantèrent dans ce sol la civilisation. Les Hongrois leur dénient cette origine et les considèrent comme le dernier venu des groupes ethniques aujourd'hui fixés en terre transilvaine. Sans reprendre ici dans le détail une controverse qui n'est pas épuisée, il n'est pas sans intérêt de résumer les arguments de ce qu'on peut appeler un procès de droit historique[1].

1. N. Jorga (*Geschichte des rumänischen Volkes im Rahmen seiner Staatsbildungen*. Gotha, F. A. Perthes, vol. I, 1905, p. 86-90) a esquissé une bibliographie critique de la question roumaine. Avant même que les Roumains n'eussent énoncé leur prétention d'être les descendants des colons amenés par Trajan, cette thèse fut révoquée en doute dès la fin du XVIIIe siècle par Sulzer (Introduction bibliographique, *ibid.*, p. 2). A l'école anti-roumaine ou romaine s'opposa, mais assez tardivement, vers le milieu du XIXe siècle seulement, une école nationaliste avec Lincai, Petru Maïor, Onciul, etc. Les arguments hostiles furent de nouveau ramassés par Rœsler (*Romänische Studien*, Leipzig, 1871) qui a défraye la polémique et la politique magyare. Nous nous bornerons à signaler que plusieurs ouvrages sur la matière sont écrits en français ; ceux de Xénopol, prof. à l'Université de Jassy (*Histoire des Roumains de la Dacie trajane*, 2 vol., Paris, 1896, couronnée par l'Institut), dont M. Jorga ne pense pas grand bien (p. 7) d'Ovide Densusianu (*Histoire de la langue roumaine*, tome Ier. *Les origines*, Paris, 1902). Nous avons eu la bonne fortune, au moment de mettre sous presse, de consulter l'*Histoire des Roumains de Transylvanie et de Hongrie*, par M. Iorga (2 vol., Bucarest, imprimerie » Gutemberg » 1915 et 1916, avec une *Carte des droits territoriaux du peuple roumain, tracée pour l'* « *Univers pittoresque* » *d'Ubicini vers* 1840 ; illustrations et photographies). La cause roumaine est plaidée, sans aperçus nouveaux, mais avec clarté, dans une thèse présentée à la Faculté de Droit de Paris, par M. Mircea R. Sirianu. *La question de Transylvanie et l'unité politique roumaine* (Paris, Jouve 1916, avec un croquis des *Pays Roumains d'Autriche-*

On sait que pour repeupler et maîtriser la Dacie, Trajan, vers l'an 107, y introduisit des colons sollicités de tout le monde romain (*ex toto orbe Romano*). Ces gens de toutes races et de toutes provenances, — Sémites, Syriens, Palmyriens, Celtes, Grecs, Illyriens, etc., et de tous métiers, prospecteurs, ouvriers, paysans, qui affluèrent en masse (*infinitas copias hominum*), s'il en faut croire à la lettre le chroniqueur, durent, pour se comprendre et frayer, jargonner le latin, l'idiome militaire et administratif, et se romanisèrent, surtout dans les villes, dont la floraison fut rapide. Quant aux indigènes, les Daces, ils se cachèrent dans les montagnes, ou furent transportés comme légionnaires aux Confins occidentaux de l'Empire ; il est possible que des femmes de cette nation aient contracté union avec les nouveaux venus et fait souche de métis daco-romanisés [1]. L'établissement romain vécut d'une vie brillante, mais précaire, et ne dura que cent soixante-dix ans ; les Barbares, alléchés par les richesses et le confort de cette « Dacie heureuse », tâtèrent sans cesse le *limes dacicus*, qu'ils finirent par forcer, occupant les friches et les steppes herbues, pillant les localités, municipes ou colonies, dont bon nombre dépérirent, de sorte qu'Aurélien jugea la province perdue pour l'Empire, et ramena les restes des garnisons et de la population civile, les fonctionnaires, de l'autre côté du Danube, en Mésie (274). Mais, dit l'école roumaine, l'évacuation ne fut pas complète ; des sujets romains se sauvèrent dans les abris inaccessibles des massifs, et tandis qu'étaient balayés par les

*Hongrie*, où figurent les chiffres de la densité (*sic*) de la population roumaine par « district ». L'auteur semble commettre une confusion entre la densité et le pourcentage qui est seul inscrit).

On trouvera des exposés plus ou moins partiaux dans les nombreux écrits polémiques, les manifestes de la jeunesse universitaire des deux nationalités, etc. « L'examen de tant de plaidoyers reconventionnels, a écrit avec trop de scepticisme peut-être, Léon de Rosny, ne prouve qu'une chose : c'est la possibilité de donner, dans ce débat, une apparence vérité aux systèmes les plus discordants » (*Les Romains d'Orient. Aperçu de l'ethnographie de la Roumanie*, Paris, Maisonneuve, 1885, p. 29).

1. Le peuple dace ne disparut pas sans laisser quelques traces (Geza Kuun, *Etude sur l'origine des nationalités de la Transylvanie*. Revue d'Ethnographie, vol. VII, 1888, p. 240). On ne saurait adopter toutes les conclusions de cette étude un peu superficielle.

flots barbares, qui déferlèrent les uns sur les autres à travers la Dacie et la Mésie, les vestiges de la domination romaine, villes et monuments, c'est dans des coins perdus, parmi des hordes assauvagies, que purent se perpétuer et le parler et les souvenirs de la culture romaine. C'est là, prononce Xenopol, « que s'est forgée la nationalité roumaine. La vie politique ne put s'y développer, parce qu'à ses débuts elle a été étouffée par la conquête magyare[1] ».

Si la nationalité roumaine s'est forgée au fond des sombres fourrés des Carpathes, l'opération n'a guère fait de bruit et s'est éventée. Ce qui s'est forgé bien plutôt, assure l'école hongroise, c'est la légende de la filiation et de l'indigénat des Roumains de Transilvanie. Ce serait un roman historique imaginé par Petru Maïor de Ditzö Saint-Martin et Georges Schinkay, deux écrivains sortis au début de ce siècle de cette école de Blaj (Blasendorf) qui a tant fait pour la renaissance de l'esprit national roumain[2]. Ce qui suscite des doutes sur la persistance de l'élément roumain en Transilvanie, après l'exode, c'est le silence des historiens et chroniqueurs, jusqu'au XIII[e] siècle[3]; à

1. *L'Empire valacho-bulgare*. Rev. histor., 1891, vol. XLVII, p. 308. *Hist. des Roumains*, I, p. 100. Xénopol a tenté d'ébranler la véracité du texte « clair et positif » de Vopiscus, qui est catégorique sur l'évacuation (*sublato exercitu ac provincialibus*). Il reconnaît toutefois « l'anéantissement des formes civilisées de la vie romaine » en Dacie. Mais en 164 ans, la domination romaine avait pu « effacer complètement de l'esprit de la popu. lation indigène, l'idiome national... » transformer le type même de la race asservie, de sorte qu'aujourd'hui les types les plus caractéristiques de la race roumaine ne penchent point vers le prototype dace, mais bien plutôt vers celui des Romains » (p. 109-10). Il faudrait donc admettre que les colons implantés par Rome furent de purs Romains, argument qui dépasse la thèse même de Xénopol.

Iorga (*Hist. des Roumains*, I, p. 13 et suiv.), avec plus de vraisemblance, veut que les cultivateurs et bergers, que ces changements laissaient indifférents, n'aient pas bougé: c'est par eux que le romanisme se serait conservé et transmis.

2. Hunfalvy, *Ethnographie*, p. 340 : réfutation par l'écrivain magyar de l'historien roumain Kogalniceanu.

Dans plusieurs articles de la *Ungarische Revue*, Hunfalvy est revenu avec une sorte d'acharnement sur la méthode et l'esprit historique des Roumains, et a pris à partie Schinkay, Peter Maïor et des écrivains plus modernes (*Wie die Rumänen Geschichte schreiben*, V, 1885, p. 200-21, 241-59), Cf. Xénopol, *Hist.*, II, p. 375 et 475, où sont mentionnés les travaux sur ces historiographes roumains.

3. Par exemple, — argument invoqué par les adversaires de la thèse roumaine — Saint Bruno qui, dans son voyage à travers les Carpathes

partir de cette date seulement, des Valaques sont signalés par des témoignages sûrs : en 1224, un diplôme d'André II mentionne des forêts leur appartenant ainsi qu'aux Bissènes. Beaucoup de ces Valaques immigrèrent sur l'invitation des propriétaires, désireux de repeupler leurs domaines dévastés par les Mongols : ils furent casés dans les *villæ olachales* par groupes, sous l'autorité de leurs *knez* ou *voïvodes* dans la *terra Blacorum*[1]. Ils se livrèrent à la vie agricole ; d'autres, les plus deshérités, menèrent l'existence errante de pasteurs transhumants ; c'est à ceux-ci que s'appliquait le nom générique de Valaques[2], ne désignant pas une race : car il est vraisemblable que ces bandes de rôdeurs étaient recrutées aussi de Bulgares, Serbes, Albanais et autres. A la longue, ces Valaques firent tache d'huile ; ils se superposèrent à la couche slave, qui avait fécondé le sol transilvain, et, sans que la toponymie slave s'effaçât, par une sorte de métamorphisme, cette population sédentaire s'assimila l'idiome, les mœurs, le type de ces nouveaux venus[3].

orientales recueillit en 1006 ou 1007 des informations sur la Hongrie Noire (c'est-à-dire la Transilvanie), ne fait aucune allusion à un peuple descendant des Romains ou parlant leur langue. Jorga, p. 120, s'ingénie à expliquer le silence des chroniques byzantines, bulgares et serbes sur ce peuple ; (Cf. *Hist. des Roumains*, I, p. 32 et suiv.).

1. Jorga s'efforce d'établir que les Roumains ne furent pas des nomades, mais des sédentaires, du moins en Transilvanie : il n'en est pas de même des Valaques du Balkan (p. 148 suiv., 210).

2. Le nom, chez les Magyars, est *olah* : quant au terme de *valaque*, il est identique — d'après les témoignages autorisés — à celui de welche. D'autres admettent une étymologie slave : *vlach* ou *vloch* signifiant : noir, allusion au type foncé des Valaques.

3. Joan Slavici (Die Völker, VI, p. 54). Jorga, I, p. 113-4, montre la nécessité d'une discrimination toponymique. Les suffixes *eçti*, *eni*, roumains, se rencontrent surtout dans la zone transilvaine, contiguë à la Roumanie actuelle et dans les couloirs du Maros, Szamos, Körös, jusque dans la vallée de la Tisza : mais ici comme dans la région montueuse, les noms slaves dominent. Jorga admet que les établissements slaves ont été pris, restaurés, dénationalisés par les Roumains, survenus plus tard ; le nom original a été conservé. Xénopol affirme que les Daco-Roumains furent les premiers propriétaires du sol dont ils furent dépouillés dans la suite par la fraude et la violence ; sans cela on ne comprend pas, selon lui, comment ils se seraient adonnés à la culture. « Comment expliquer que les Roumains, venus plus tard dans le pays (dans l'hypothèse des contradicteurs de Xénopol), s'adonnent à l'agriculture, lorsqu'ils ne pouvaient pas avoir de terres en propre, celles-ci étant déjà occupées ? » (*ibid.*, p. 307). L'argument n'a rien de péremptoire. Karl Fuchs (art. cité) signale les maisons de bois, de style classique romain, avec une cour dallée intérieure carrée, entourée d'une galerie.

Ceux-ci s'étaient-ils répandus hors de leurs repaires des Carpathes, d'où ils débordèrent aussi sur les terrasses inclinées vers le Bas Danube, futurs emplacements de principautés roumaines[1] ? On a professé qu'au contraire ils vinrent du midi, d'entre Danube et Balkans, et qu'ils franchirent le fleuve. Pendant les luttes de l'Empire valacho-bulgare contre les Byzantins, des hordes, pour échapper aux armées ennemies, auraient cherché asile sur la rive septentrionale, chez les Koumanes ; plus tard ils auraient fui devant les Turcs. Par conséquent — c'est la thèse de Rœsler, à laquelle se sont ralliés les adversaires de l'idée daco-roumaine — leur berceau ne doit et ne peut être cherché au nord du Danube, ni en Transilvanie, ni en Moldavie ou Valachie, mais dans l'ancienne Mésie, jusque sur les rampes du Balkan.

Les champions du daco-roumanisme n'admettent pas ce reflux vers le nord. Selon eux, l'invasion slavo-bulgare, au VII^e siècle, coupa les Roumains nord danubiens de leurs congénères méridionaux, et dès lors ces deux branches de la race roumaine perdirent le contact et se développèrent séparément; la preuve la plus sensible de cette rupture serait la différence des conditions économiques de leur vie : les Daco-Roumains sont agriculteurs, les Macédo-Roumains se livrent à l'industrie et au commerce[2]. Sans attacher trop de portée à la diversité des milieux historiques et géographiques, la philologie fournit ici un argument plus troublant encore : s'il est vrai que le latin serve de fonds commun aux idiomes daco-roumain et macédo-roumain, les deux dialectes dans ces foyers séparés ont évolué de telle sorte qu'ils « apparaissent comme deux langues différentes ». Au VII^e siècle, époque où l'on place la rupture, le roumain n'avait pas encore été formé, et plus tard, l'on n'aperçoit pas sous quelle nouvelle bousculade barbare les deux tronçons auraient été coupés. L'énigme n'est pas résolue, mais il demeure acquis que Daco-Roumains et Macédo-Roumains ne sont point les

1. E. de Martonne, *Ouvr. cité*, p. 242 et suiv.
2. Xénopol, p. 306.

fils de la même terre, et aujourd'hui c'est un lien tout mystique et politique que l'on renoue. « Un Roumain de Bucarest saurait à peine ou même ne saurait pas du tout se faire comprendre de son congénère de Bitolia[1]. »

Enfin, puisqu'il semble admis, par une jeune école roumaine moins entichée de la formation sur place ou continuité géographique, que les ancêtres sont des immigrés, ne peut-on chercher leur point de départ en terre latine même ? Un érudit, hongrois, il est vrai, Ladislas Rethy, désigne comme berceau la région pastorale de l'Apennin, la *Romagne*, d'où ces bandes auraient cheminé vers le Nord-Est à travers le Frioul : là elles auraient ramassé au passage des formes dialectales que le roumain a en commun avec le frioulan ; puis ayant débouché sur le terre-plain balkanique où elles trouvèrent des populations déjà romanisées, elles adoptèrent encore des traits phonétiques empruntés à l'illyrien ou albanais. Ainsi se seraient amalgamés dans le roumain, qui ne prit figure de langue romane que du VII^e au XI^e siècle, des éléments de plusieurs dialectes néo-latins[2].

Nous n'avons voulu — et pu — que signaler les obscurités de ce procès historique. S'il a le don de passionner les parties adverses, un témoin étranger sera fort en peine de comprendre en quoi la conscience et la dignité nationale des Roumains sera exaltée ou ravalée suivant que leurs ancêtres sont ou non les arrière neveux des légionnaires de Trajan. On n'imagine pas que les Roumains aient la présomption que du sang latin coule dans leurs veines[3]. Leur parler appartient incontestablement à la

1. Jorga, p. 99.

2. Ladislas Réthy, *Daco-Roumains ou Italo-Roumains*. (Extrait de la Revue d'Orient et de Hongrie. Budapest, 1897, 30 p.). Jorga, (*Hist. des Roumains de Transylvanie*, I, p. 6) professe que les éléments Daces, Gètes, Thraces, Illyriens, formant le fond primitif des Roumains ont été « dénationalisés par une colonisation lente, accomplie d'abord par des paysans venus d'Italie, bien avant la conquête de Trajan ». Ces paysans se seraient expatriés pour échapper à la misère provoquée par l'extension des latifundia et de la main-d'œuvre servile.

3. Ladislas Pič a voulu apporter à la thèse daco-roumaine la sanction de l'anthropologie. Il rencontre le type romain, celui des médailles et des sculptures, dans la population roumaine du Banat, du comitat d'Arad près de Vilagos, des Monts Bihar (ou un peintre trouverait des modeles pour

famille romane : toute l'armature de la langue est de frappe latine ; mais elle est masquée sous le placage slave. Les termes rudimentaires et de première et de plus grossière nécessité dérivent du latin ; le slave a généreusement apporté le vocabulaire d'une culture plus raffinée et d'ordre intellectuel et sentimental[1]. Chose plus grave : le Roumain n'est pas entré en communion religieuse avec l'Occident, sa foi le rattache à l'Orient slave. Mais en dépit de cette complexité, de l'incertitude de ses origines, la nationalité roumaine en Hongrie a — comme les autres — sa légitimité. L'on ne saurait exciper contre elle de la lenteur avec laquelle elle s'est constituée.

L'histoire des Roumains, depuis la dislocation de l'Empire valacho-bulgare, est peu éclatante en Hongrie et Transilvanie : ce fut un peuple de serfs agricoles et militaires, à ce dernier titre, *iobaggiones castrorum*[2], campés dans les postes des confins et parqués comme les Petchenègues (Bissènes), les Koumanes, les Tatars, les Szekler, pour la défense des pays de la Sainte Couronné hongroise ; le nom de Romanus devint comme en Occident, synonyme de serf, comme celui de slave dégénéra en esclave ; assurément ils partageaient le sort des paysans d'autres races. Toutefois, ils trouvèreut des protecteurs naturels dans leurs knèzes, leurs chefs nationaux, dont plusieurs portèrent le titre princier ou ducal. Mais les rapports avec leurs voisins étaient pénibles : les Valaques étaient exécrés, moins à cause de leur turbulence et de leurs

les figures classiques) : taille médiocre, cheveux noirs, souvent frisés, yeux noirs et brillants, teint noir cuivré, nez aquilin, menton court, partie inférieure du visage ovale. — Dans les régions septentrionales de la Transilvanie, l'auteur observe des types romains déformés, affaiblis, avec mélange de traits daces. En plaine, le type pur est moins fréquent que dans la montagne, car il y a eu croisement avec les Slaves.

1. Cihac (*Dictionnaire d'étymologie daco-romane*, 2 vol. Ouvrage couronné par l'Institut, Francfort, 1870-9) prononce que l'élément latin, substance de la langue, ne forme plus qu'un cinquième du vocabulaire ; le slave prédomine (II, p. 8). Cihac admet aussi les affinités thraco-illyriques des Roumains et des Albanais. Voir l'important ouvrage de Lazar Saineanu, *Histoire de la philologie roumaine*, Bucarest, 1892. — Cf. Densusianu, *ouvr. cité*. Le 1er fasc. du tome II de l'ouvrage : *Phonétique-Morphologie*, a paru en 1914.

2. Jorga, *Hist.*, I, p. 103,

pilleries, qu'à cause de leur tare schismatique. Les souverains hongrois, avec l'encouragement de l'Eglise, ne ménagèrent pas les avanies à cette gent maudite; de sorte que des fractions ou des tribus valaques prirent le parti de descendre vers les plaines avoisinantes, sur l'autre revers des Carpathes ; et c'est ainsi qu'à la fin du XIII[e] siècle et au milieu du XIV[e], s'ébauchèrent les futures principautés de Valachie et Moldavie. Cet exode ne rompit pas la solidarité avec les congénères transilvains.

Ceux qui restaient tombèrent dans l'avilissement du servage, dont ils se vengèrent par d'effroyables jacqueries. En 1437, ils défirent leurs maîtres; mais aussitôt la noblesse magyare, les Szekler et les Saxons se liguèrent par le pacte de Kapolna dans l'union des Trois Nations, qui pendant des siècles pesa de toute sa brutalité sur le paria valaque.

Celui-ci fut abandonné de ceux qui auraient dû prendre sa cause en mains ; l'aristocratie roumaine embrassa le catholicisme et participa à la vie de l'Etat hongrois. Le *iobage*, comme ses frères en misère, gagna, sous la dynastie des Hunyades, famille d'origine valaque, quelques adoucissements à son sort [1].

Le réconfort lui vint des princes et surtout des Églises moldaves et valaques, qui préservèrent de leur mieux le peuple frère d'outre-monts contre la propagande calviniste, favorisée par les princes de Transilvanie, les Bethlen, les Rakoczy. Bien que les ennemis des Roumains les dépeignent comme vivant au plus bas degré de la sauvagerie, leur sort, même celui des serfs, n'était point trop douloureux ; petite noblesse patriarcale, bourgeoisie commerçante qui s'enrichissait, paysans propriétaires de leur fonds, telle est leur condition, au moment où la Transilvanie échoit à l'Autriche, dans les quinze dernières années du XVII[e] siècle.

C'est alors que la nationalité roumaine fut soumise à la

1. Iorga (I p. 121) fait bien ressortir que les Hunyades n'étaient point considérés par la masse des congénères comme des représentants de leur nationalité. M. Mircea Sirianu (chap. VI) s'efforce de démontrer que les Hunyades, parce que Roumains, ont eu à cœur d'améliorer la condition des serfs.

plus périlleuse épreuve : elle connut l'amertume de sa foi religieuse trahie par ceux-là mêmes qui avaient pour mission de la soutenir.

La Cour de Vienne, à l'instigation des Jésuites, travailla quelques clercs roumains pour une rentrée dans l'Eglise catholique : l'Union fut proclamée, en 1701, grâce à la faiblesse de l'évêque Atanase[1] ; mais ni le clergé ni les ouailles converties malgré elles n'en ressentirent le bienfait matériel ou moral. « L'Église unie » ne conquit pas les âmes ; pour réprimer les rébellions roumaines, la Cour de Vienne eut, pour instruments, les Saxons, qui prirent conscience, avec la conquête des Impériaux de leur supériorité de race. Les Roumains furent dépouillés, opprimés ; beaucoup émigrèrent en Moldavie et en Turquie, préférant le régime des boyars et des pachas[2]. Les revendications nationales trouvèrent dans l'évêque — grec uni cependant — Jean Innocent Klein (Micu), un généreux défenseur ; mais l'orthodoxie eut pour soldats les paysans qui prirent les armes, sans doute avec l'argent de la Russie[3]. Marie-Thérèse dans les embarras de la Guerre de Sept Ans, dut rendre un édit de tolérance en faveur du culte grec non uni.

Joseph II se servit des Roumains plus insidieusement : il autorisa la jacquerie de 1784, dirigée par Nicolas Ursu Horea, contre les hobereaux magyars, que l'Empereur voulait mater.

La plèbe roumaine salua en Joseph II un émancipateur : le servage fut aboli, en 1785 ; les privilèges et jusqu'au nom de la « nation » saxonne, abolis.

S'il est vrai que pour l'aristocratie féodale les réformes du monarque restèrent non avenues, néanmoins le sentiment national était né : en 1791, la Diète de Transilvanie eut à examiner une supplique (*supplex libellus*) des Valaques revendiquant l'égalité (*concivilitas*), le libre exercice de leur culte, l'entretien de leur clergé uni et non

1. Iorga, *Hist.*, II, chap. xv.
2. Czoernig, III, p. 152.
3. Jorga, II, p. 207 suiv.

uni. On se borna à concéder aux Valaques du rite non uni qu'ils seraient traités *ad instar reliquorum incolarum ;* mais on ne reconnut pas la nation roumaine.

Cette nation s'élaborait. Elle était dotée de l'indispensable instrument, la langue littéraire. La propagation de la Réforme par les Saxons transilvains avait provoqué chez leurs voisins valaques la rédaction en leur idiome d'ouvrages religieux et le rejet du vieux bulgare liturgique ; dès 1561, les Évangiles sont traduits en roumain, et au milieu du XVII^e siècle, le Nouveau Testament[1]. Mais le peuple n'adhéra pas à la doctrine qui lui apportait cette nouveauté. Il se rétracta non moins farouchement contre les tentatives de catholisation de l'Autriche, quand la Transilvanie passa sous cette domination ; l'élite seule voyait dans la communion religieuse avec l'Occident latin et l'Église romaine un moyen de régénération[2]. Celle-ci eut pour premiers foyers des écoles, surtout des écoles normales, où sous la direction d'hommes comme le moine Georges Schinkay, on prépara des instituteurs pour la *Valachica plebs ;* on rédigea des grammaires et des lexiques pour réformer et relatiniser la langue : les *Elementa linguæ daco-romanæ sive valacchiæ*, dus à Klein et Schinkay, parurent à Vienne en 1780. On publia des histoires du peuple roumain, celle de Petru Maïor fut imprimée à Ofen en 1812. Ainsi s'annonça la renaissance intellectuelle qui vivifia même les frères des principautés[3].

Le 15 mai 1848 (nouveau style) c'est avec stupéfaction que les autorités hongroises assistèrent au rassemblement

1. G. Alexici, *Geschichte der rumänischen Litteratur, in deutscher Umarbeitung von* K. Diederich (Litteratur des Ostens. Bd., III, Leipzig, Amelangs Verlag, 1906, chap. III).

2. M. Sirianu regarde comme une heureuse conjoncture cette conversion d'une importante fraction des Roumains. « Il ne faut pas oublier, écrit-il (p. 196), que la *renaissance nationale* roumaine a eu comme berceau l'Église Romaine et comme point de départ la petite ville catholique romaine de Blaj, « la Rome des Roumains »... C'est la conscience de sa *latinité* qui a valu au peuple roumain une vie vraiment nationale ».

3. Sur le « mouvement transylvain » voir Pompiliu Eliade, *De l'influence française sur l'esprit public en Roumanie* (Paris, 1898. Livre II, chap. IV, p. 277, suiv.)

à Blaj[1] d'une quarantaine de mille Roumains. C'était la rencontre de toutes les classes sociales, prêtres, étudiants, paysans sur « le champ de la liberté, » où parurent côte à côte les deux évêques, le catholique uni et le grec orthodoxe, symbolisant ainsi l'unité du peuple roumain. Ce dernier prélat, André Schaguna, était l'âme du mouvement que voulaient élargir dans un esprit plus laïque des intellectuels, comme Barnuts, l'évocateur mystique de la tradition romaine. L'assemblée proclama d'abord la formule du serment au souverain — formalité qui avait sa signification au moment où Kossuth affichait ses desseins séparatistes, — puis vota les termes d'une pétition où au nom de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, elle réclamait l'indépendance de la nation, avec représentation à la Diète ; la nomination de fonctionnaires roumains, l'emploi de la langue roumaine, l'institution d'écoles populaires roumaines, l'autonomie de ses Églises, la suppression de la corvée et des charges féodales. C'était une provocation, aux yeux des Magyars : car la Diète de Presbourg venait de décréter (11 avril) — sans consulter les intéressés — l'annexion de la Transilvanie. La réponse ne se fit pas attendre : le 29 mai, une Diète convoquée à Koloszvár (Klausenburg) par le gouvernement hongrois, vota, sous la terreur et dans les formes les plus illégales, ce qu'on appela dérisoirement l'union. Ce coup de force ne réussit pas : les régiments roumains se rebellèrent, les hommes de la réserve, des volontaires prirent les armes. Comme récompense de ces sacrifices et de ce dévouement, auquel les hommes d'Etat autrichiens préférèrent l'humiliant appui des Russes, les Roumains émirent le vœu de constituer en un corps de nation tous leurs congénères des États autrichiens, avec députation au Parlement impérial : l'Empereur était supplié de prendre le titre de grand-duc des Roumains[2]. Ce plan trop vaste n'était pas

1. En roumain, Blaj ou Blache (comme écrit Xénopol), en magyar, Balaszfalva, en allemand, Blasendorf.

2. Pétition du 25 février 1849. Brote, *Die rumänische Frage in Siebenbürgen und Ungarn*, Berlin, 1895, p. 174. Dans ce document était indiquée l'idée que cette Roumanie autrichienne serait comme le noyau de toute la nation roumaine en Orient.

pour séduire la Cour de Vienne, qu'effrayaient les grandes fédérations et les tendances révolutionnaires[1] ; mais flattant les nationalités hostiles aux Magyars, le gouvernement central, qui avait autorisé la tenue d'un Congrès national roumain, fit mine d'ériger en 1863 les Roumains en quatrième nation reconnue et dirigeante de la Transilvanie, et leur langue à la dignité de *landessprache* au même titre que le magyar et l'allemand ; en 1864, un de leurs désirs les plus chers fut exaucé : une métropolie roumaine fut créée à Sibiu[2]; c'était la consommation de l'Église nationale, désormais séparée de l'Église serbe[3]. Mais tous les beaux rêves d'avenir des Roumains furent brutalement dissipés par l'incorporation de la Transilvanie, comme « partie intégrante » au royaume hongrois, en 1867[4].

Dès lors les déboires et humiliations ne sont pas épargnés aux annexés malgré eux. Il semblait que « l'union » eût pour conséquence l'unification des droits civiques. Or la loi électorale de 1874 scindait en deux catégories les électeurs de la Hongrie propre et de la Transilvanie, par une majoration énorme du cens électoral au désavantage de ces derniers, de sorte que sur 1.000 habitants on comptait en Hongrie 58 électeurs, et seulement 33 en Transilvanie; encore faut-il distinguer : dans les 4 comitats transilvains où les Magyars dominaient, 60 personnes sur 1.000 habitants exerçaient le droit de vote, et 24 seulement dans ceux où la prépondérance numérique était acquise aux Roumains : car les Magyars jouissaient encore du privilège nobiliaire qui les dispensait des conditions de cens et de capacité. Les circonscriptions étaient combinées de façon que sur les 73 députés de Transilvanie, les 4 comitats

1. Eisenmann, p. 359-60, signale la subtilité de la politique de Schmerling en ces conjonctures.

2. En allemand, Hermannstadt : en magyar, Nagy Szeben,

3. Les ouailles orthodoxes roumaines avaient des pasteurs serbes, désintéressés de la question nationale, sinon hostiles. Or dans le Banat même, les Serbes étaient en minorité. Le gouvernement de Vienne attisait les jalousies théologiques et politiques.

4. Andrassy présenta l'incorporation de la Transilvanie à l'Etat transleithan comme une nécessité de retenir les Roumains de la monarchie dans l'obédience, depuis la formation du royaume de Roumanie.

magyars en absorbent 23 ; les 11 comitats roumains se partageaient les 50 autres, et encore sur les 36 sièges qui proportionnellement devaient revenir aux Roumains, 22 furent habilement ménagés à leurs adversaires. La procédure était calculée de manière à fausser le suffrage : l'électeur émettait son vote oralement, à haute voix, et cela devant un bureau de fonctionnaires magyars ; le procès-verbal était rédigé dans la langue officielle ; le paysan intimidé n'osait s'attirer les disgrâces administratives. Les voix roumaines furent donc rares et isolées au Parlement.

La législation scolaire suscita des alarmes et des rancunes non moins vives[1]. Toutefois elle fut subie d'abord avec résignation. Les Roumains ne prirent pas dès le début une attitude de défi et de combat. Sous l'influence de leur métropolite orthodoxe Schaguna[2], le mot d'ordre avait été « patience » ; et quand la patience fut à bout, cet homme d'Église avait répondu aux doléances de ses compatriotes par ce mot désespérant : *flere possem, sed juvare non.* A ses yeux d'aillenrs, l'organisation ecclésiastique symbolisait et fixait le statut national[3]. Alors entra en scène le parti de l'action, d'inspiration plus populaire et moins diplomatique, dont les promoteurs furent Vincent Babes, plus tard professeur à Bucarest, et Georges Baritsiu, un des historiens de sa nation[4]. Quelques journaux furent lancés. Mais la masse semblait frappée d'atonie ; car, en dépit des mesures vexatoires de magyarisation, l'Église répugnait à se brouiller avec les pouvoirs publics ; tout au plus se ralliait-elle à l'idée d'un parti constitutionnel qui respectait « l'état actuel de droit[5] ». Toutefois une « Conférence » nationale fut tenue à Sibiu en mai 1881,

1. La loi Tréfort, du nom du ministre qui en fut le promoteur (1897), obligeait les instituteurs à se rendre maîtres de l'idiome magyar, de manière à enseigner en cette langue au bout de six ans.

2. Joan Slavici (*Die Völker*, VI, p. 208 et suiv.) présente une apologie de la politique de Schaguna et se montre assez animé contre l'autre parti roumain. Le volume a paru en 1881. Depuis cette date, l'auteur, devenu directeur de la *Tribuna* de Sibiu, a paru accentuer son opposition à l'égard du magyarisme.

3. Schaguna mourut en 1873, après avoir perdu son prestige.

4. Slavici. p. 218.

5. Jorga II p. 290.

véritable congrès national, où siégèrent, à côté des Roumains de Transilvanie, ceux du Banat et d'autres régions hongroises. Le programme reprit, sur un ton un peu plus élevé que jadis, le thème de l'égalité politique et de l'autonomie. L'antienne, si souvent proférée, échauffa les oreilles des gouvernants, et dès lors, tout crime de lèse-magyarisme, toute expression offensante contre les agissements gouvernementaux furent impitoyablement poursuivis : les Magyars se défendirent à coups de procès de presse et de tendance [1], contre des journalistes d'abord, et finalement contre le peuple roumain lui-même, dans la personne de ses délégués élus. La conférence de Sibiu, en janvier 1892, avait décidé d'en appeler des abus de pouvoir de l'État hongrois à l'Empereur Roi, protecteur naturel de toutes les nations de son Empire. Le Mémoire du 26 mars 1892 exhalait les griefs longuement amassés, protestait contre l'incorporation de la Transilvanie, qui avait été opérée sans l'aveu des Roumains, dans une Diète illégalement constituée ; contre les lois d'exception, qui mutilent ou annulent leur suffrage ; contre leur exclusion des fonctions publiques, la violation des libertés municipales, scolaires et confessionnelles, etc. [2].

Et tout en affirmant leur désir de vivre en bon accord avec leurs concitoyens, et de travailler au progrès de la patrie commune, les Roumains déclaraient que dans l'état actuel, où une politique irréfléchie, égoïste, avait mis aux prises les peuples les uns contre les autres, le calme ne pouvait être ramené que par l'intervention salutaire du souverain. Ce manifeste fut porté à Vienne par une députation que François-Joseph, à l'instigation du ministère hongrois, refusa de recevoir ; les signataires furent impliqués dans un procès monstre qui dura dix-huit jours (mai 1894) et se termina par la condamnation des plus marquants [3]. Était-ce là un acheminement

1. Brote, Annexe 49, en énumère 44 de 1884 à 1894.

2. La « Ligue pour la culture intellectuelle des Roumains » a publié en français, une brochure intitulée : *Programmes politiques des Roumains de la Transylvanie et de la Hongrie* (Bucarest, Imprimeria Populara, 1894).

3. Le Dr Lucaciu, secrétaire général de la Délégation, eut cinq ans d'emprisonnement (F. Amouretti, *Les Roumains de Hongrie* Revue Bleue, 19 mai 1894).

vers cette unité, idéal des hommes d'État hongrois?

Cette unité, on a reproché aux Roumains d'en être les ennemis nés et de rêver le démembrement de cette patrie dont ils se disent les fils très fidèles. Les Magyars affectèrent de prendre au tragique le danger d'une Roumanie « irredenta » et du daco-roumanisme. Ovary soupçonnait, dans son pamphlet écrit en 1894[1], que l'agitation roumaine était dirigée contre la Triple-Alliance, inculpation étrange quand on sait que la diplomatie du royaume de Roumanie, sous le roi Carol, a tendu et réussi à l'intégrer dans ce système; non moins spécieuse était l'assertion qui présentait les Roumains comme les instruments de la Russie, ce croque-mitaine des Magyars.

En réalité, des deux côtés des Carpathes, les Roumains ont tenu la conduite la plus correcte et la plus franche; les Transilvains, dans leur Congrès de 1890, se sont exprimés sans réticence sur ce sujet scabreux : « Nous sommes et nous nous sentons membres d'une grande famille roumaine de 11 millions d'âmes. Comme membres de cette famille, nous aspirons à son développement matériel et intellectuel, et travaillons à préserver notre peuple de toute influence étrangère. Mais nous nions nourrir des tendances soi-disant daco-roumaines. Nous appartenons à la monarchie austro-hongroise et sommes des sujets fidèles de la Couronne de Habsbourg[2]. » Ovary reconnaît que Jean Bratiano, tant qu'il dirigea la politique roumaine, n'a point prêté l'oreille aux suggestions tentatrices qui venaient d'au delà des Carpathes; et le comte Kalnoky en septembre 1894 rendait hommage, devant les Délégations, à la façon dont le royaume rou-

1. Ovary, *Die daco-rumänische Frage und der ungarische Staat* (Ung. Revue XIV, 1894, p. 515). De même, la comtesse Almasy (née Karolyi). dans un article de la Revue de Paris (août 1894), où sont plaidées les raisons magyares dans un exposé dénué d'artifice, dénonce les maîtres d'école et notaires, c'est-à-dire secrétaires de mairie, roumains de Transilvanie, comme étant à la solde de la Russie : « Le rouble roule ».

2. Brote, p. 307. Il est certain d'autre part que de 1848 à 1868, le parti séparatiste magyar a conspiré avec les Roumains de la Moldavie et de Valachie pour les entraîner dans un mouvement contre l'Autriche. Les Roumains de Transilvanie ne se sont pas, pendant cette période d'intrigues, départis de leur loyalisme (Brote, p. 112 et suiv.).

main pratiquait ses devoirs de voisinage. Même la « Ligue pour la culture intellectuelle des Roumains » de Bucarest, ce prétendu foyer d'irrédentisme, répudiait hautement toute visée de ce genre[1]. Sans doute les Roumains du royaume élevèrent la voix, devant l'opinion européenne, en faveur de leurs frères opprimés[2]. Protestations sentimentales, toutes platoniques : car le gouvernement de Bucarest, inféodé alors au système de la Triple-Alliance, dont il ne voulait chagriner aucun des membres, évitait tout geste compromettant[3]. De sorte que les Roumains de Transilvanie, laissés à la merci des maîtres magyars, ont continué à subir les avanies coutumières[4] : aux élections de juin 1910, singulièrement frelatées, s'il en faut croire leurs doléances[5], 5 seulement des leurs ont pu triompher de la fraude et de la violence.

Mais voici qu'après la guerre balkanique de 1913, géné-

1. Brote, p. 118.

2. V. par exemple, Xénopol, *les Roumains et les Hongrois à l'occasion du millenium magyar* (Rev. de Géogr., mai et juin 1896). *Mémoire des étudiants universitaires de Roumanie relatif à la situation des Roumains de Hongrie*. Bucarest, 1891 (Biblioth. Nat., 4°, J 315). Les étudiants roumains sont intervenus dans la polémique engagée entre la jeunesse académique de Budapest et celle de la Transilvanie, 1891-2. (On trouve les exemplaires français de ces pamphlets, qui ont été répandus dans les principales langues, à la Biblioth. Nat., 8° M 7269 et 8° J 5989). V. surtout la réponse au Mémoire des étudiants de Bucarest, de Gregor Moldovan (*Eine Antwort auf die Denkschrift der Bukarester Universitätsjugend* (Ung. Revue, X, 1891, p. 377-421) sorte de déclaration de guerre du parti roumain-magyar de Transilvanie au roumanisme oriental et orthodoxe.

On peut prendre une idée de la polémique courante dans une publication vouée à la défense de l'idée roumaine, et qui a eu des fortunes diverses : la *Romanische Revue*, éditée par Cornelius Diaconovitch, qui a débuté à Budapest en 1885, et qui, après des changements de domicile et de titre, paraît à Temesvar, sous le nom de *Romanisches Jahrbuch*. Toutes les questions y sont abordées, mais dans le ton et avec l'allure du journal plutôt que la revue.

3. M. Iorga (II p. 376) fait une allusion discrète à l'appui que les Roumains de Hongrie devaient rencontrer « malgré tout » dans l'Etat Roumain.

4. Loi Aponyi (1907), permettant la fermeture des écoles roumaines, etc.

5. L'éminent historien Iorga, professeur à l'Université de Bucarest, a rédigé un petit tract : *Les dernières élections en Hongrie et les Roumains* (*juin* 1910) (Mémorial Roumain, II, édition de la Liga Culturală. Valeniĭ-de-Munte, 1910) répertoire de faits délictueux et criminels à la charge des autorités hongroises. M. Mircea Sirianu (p. 343) attribue le désastre électoral à la défection de quelques leaders du roumanisme, qui furent flétris du nom « de traîtres », Joan Slavici, Brote, et le vicaire Basile Mangra. [Ce dernier, promu métropolite, a manifesté avec éclat son patriotisme hongrois, au moment de l'entrée en guerre de la Roumanie contre l'Autriche-Hongrie].

ratrice d'une plus grande Serbie, d'une plus grande Bulgarie, d'une plus grande Grèce, une école politique, en Roumanie même, lança l'idée d'une plus grande Roumanie, au prix d'une orientation nouvelle de la diplomatie.

Les hommes d'État de Budapest s'humanisèrent, et des négociations furent entamées, pendant l'année 1913-14, par le premier ministre, comte Tisza, avec les mandataires des Roumains de Transilvanie. Des concessions d'ordre électoral, scolaire, linguistique, furent accordées, mais qui n'impliquaient pas l'autonomie proprement dite.

Ce qu'on exige des Roumains de Transilvanie, qui, pendant plusieurs années, assure le premier ministre, ont nourri des aspirations contraires à l'unité de l'État hongrois, c'est qu'ils entrent dans les cadres de cet État et coopèrent ainsi à l'accomplissement du rôle historique de la nation hongroise. « Il est certain, a prononcé le comte Tisza, que les peuples non magyars vivant en Hongrie ne peuvent avoir une individualité à part, ni des droits particuliers[1]. »

Il vient, au spectacle de cette lutte, une réflexion pénible : c'est que les uns et les autres ne revendiquent les droits de l'homme et du citoyen qu'au bénéfice de leur race ou de leur nationalité ; et cet égoïsme enlève à leur cause quelque chose — sinon de sa légitimité — du moins de sa noblesse : il est plus aisé, paraît-il, de célébrer que de pratiquer les principes de la Révolution française !

Que peut-on augurer de l'issue du conflit ? Les cadres de la nationalité roumaine — la statistique gouvernementale en fait foi — ne cèdent à aucune pression[2].

1. Les pourparlers avec le Comité national roumain n'ont pas abouti. Par leur *Résolution* du 17 février 1914, les mandataires des Roumains maintinrent leurs revendications essentielles. La rupture se compliqua d'un incident symptomatique. Il avait été institué un évêché catholique grec à Debreczen, qui devait attirer vers les églises où le culte se célèbre en hongrois les fidèles roumains, débauchés de leurs églises. Une bombe adressée sous paquet à l'évêque officiel hongrois tua le vicaire épiscopal (février 1914). On accusa les Roumains de ce crime. Le recensement compte, à Debreczen, 286 Roumains seulement, 386 Grecs orthodoxes, 2.655 catholiques grecs.

2. Les Roumains forment la proportion pour 100 des nationalités en :

| Transilvanie | | | | Entre Maros et Tisza | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1880 | 1890 | 1900 | 1910 | 1880 | 1890 | 1900 | 1910 |
| 56,86 | 56,73 | 56,4 | 55 | 42,95 | 41,04 | 40 | 39,5 |

La Roumanie hongroise se projetant vers l'Alföld, qui s'étale de la Tisza jusqu'aux premiers talus transilvains (monts de Bihar et de Bükk), atteint les seuils où les affluents de l'artère magyare se dégagent vers la plaine; le front est jalonné par les villes de Temesvar, Arad, Nagyvarad, où de petites colonies servent d'avant-postes. Derrière cette ligne la Roumanie hongroise s'épanouit, rétrécie cependant vers le coin des Szekler par un isthme dont la ville de Kolozsvar, avec ses 50.000 Magyars, occupe le centre et sert d'étape et de point d'appui sur cet axe magyar. Dans l'aire même de la Tisza, 620.000 Roumains sont établis, dont 260.000 dans le bastion du Bihar qui défend l'accès du réduit transilvain. Entre Tisza et Maros, ils sont 850.000 environ avec quelques pointements jusque vers Szegedin; dans la Transilvanie propre, leur bloc s'épaissit à plus de 1.470.000 individus, plus de la moitié (55 p. 100) de la population totale.

Ils sont faiblement représentés dans les villes : Arad offre le pourcentage le plus favorable, 16 p. 100 des habitants. Les villes se magyarisent; le plat pays et la région montagneuse sont dévolues aux Roumains[1]. Mais ce peuple tient en réserve des forces frustes et fraîches : ces paysans, longtemps abrutis par le servage, ces pâtres montagnards, Motze ou Mokanes, aux cheveux pendants, à la démarche lourde et dandinante de l'ours[2], ont tressailli enfin à la voix qui les appelait à la vie nationale; peu à peu ces forces s'organisent et se trempent. Avant même que la nation se fut éveillée ou du moins formée, s'était préparé pour elle un foyer intellectuel : l'école de Blaj, fondée en 1754, d'où sont sortis les pères spirituels, les instaurateurs de la langue, et de l'histoire — pour ne pas dire de la légende — daco-

1. Nicolae Mazere. *Harta etnografica a Transilvaniei*, Iassy, 1909. Dressée à l'Institut géogr. de l'Armee. Echelle 1 : 340.000. Les noms de toutes les localités figurent en roumain et magyar.

2. Voir l'esquisse intéressante de ces populations dans Slavici (p. 29 suiv., 133 suiv.). Slavici ne trace pas de la population un portrait par trop flatté, mais insiste sur son opiniâtreté. Sur les Motze ou Mokanes, cf. Schwicker, *Die Mokane in Siebenbürgen* (Deutsche Rundschau für Geogr., 1884, p. 246), Francu et Gandrea. *Romanĭ din Muntiĭ apaseni* (*Motiĭ*) *scriere etnografica* (Bucarest, 1888). Le moke (*muntean*) s'oppose au cultivateur du plat pays (*teran*).

roumaine, Maïor, Schinkay et leurs disciples, Cipariu, Barnuts, outranciers et fétichistes de l'idée latine. Mais le centre de ralliement des Roumains est leur Église : c'est à dessein qu'on emploie le singulier, quoique les Roumains se partagent entre les deux rites grec uni et grec oriental ; mais l'une et l'autre Église sont roumaines, par leur liturgie et leurs aspirations, et la division théologique n'a point compromis l'union nationale[1]. C'est là un sentiment supérieur à la raison d'État hongroise[2].

1. La métropolie des catholiques grecs uniates est Blaj ; celle des orthodoxes, Sibiu. Cette dernière compte parmi les Roumains la majorité des fidèles. Les Roumains uniates sont si jaloux de leur autonomie ecclésiastique que leurs évêques ont refusé de participer, en 1897, au Congrès convoqué à Pest par le prince primat de Hongrie, et ont décidé de protester contre la tendance du gouvernement hongrois d'assimiler l'Eglise roumaine gréco-catholique à l'Eglise catholique hongroise.

La statistique religieuse mérite une discrimination qu'on a, peut-être avec préméditation, négligée ; le peuple roumain de Hongrie se partage entre uniates et orthodoxes. La première Eglise compte 2.025.000 fidèles ; l'autre, 2.987.000 ; en Transilvanie, les ressortissants des deux confessions forment deux communautés, numériquement égales à peu de chose près, 749.000 Grecs Unis, 792.000 Grecs Orientaux ; dans cette province, l'élément ruthène, croate et serbe, qui ailleurs grossit le contingent de l'Eglise orthodoxe, est insignifiant. Cette scission en deux communions au sein d'un groupe ethnique homogène, explique l'attitude d'un certain parti des Roumains transilvains à l'égard du royaume de Roumanie.

Voici la répartition confessionnelle dans les comitats où les Roumains prédominent.

| | COMITATS | EN POURCENTAGE | | |
|---|---|---|---|---|
| | | ROUMAINS | UNIATES | ORTHODOXES |
| Majorité orthodoxe. | Fogaras | 88,1 | 24,9 | 65,0 |
| | Hunedoara (Hunyad)[1] | 79,9 | 17,7 | 63,9 |
| | Alba-Inférieure (Alsó Féhér) | 77,4 | 38,5 | 40,5 |
| | Carash-Severön (Krassó-Szöreny) | 72,1 | 4,3 | 72,4 |
| | Arad | 45,3 | 4,2 | 62,2 |
| | Sibin (Szeben) | 64,2 | 9,1 | 56,5 |
| Majorité uniate. | Solnoc-Dobâca (Szolnok-Doboka) | 75,9 | 61,7 | 15,3 |
| | Turda-Ariesh (Torda-Aranyos) | 72,1 | 41,7 | 32,5 |
| | Bistritza-Nasaud (Besztercze-Naszód) | 68,5 | 56,7 | 13,0 |
| | Cluj (Kolozs) | 68 | 52,4 | 17,9 |

[1] Nous avons reproduit la nomenclature roumaine d'après M. Sirianu ; l'appellation magyare est entre parenthèses.

2. Les notions sur l'anthropologie des Roumains sont précaires. (Cf. de Martonne, p. 239). Pour l'habitation, le type des villages, le groupement, nous renvoyons à l'auteur précité (chap. XVII), car la plupart des traits se retrouvent de l'un à l'autre versant des Carpathes roumaines. Dans la montagne, de misérables huttes en branchage ou en terre battue (*istina, kaliba*), sans cheminée, avec de petites ouvertures en guise de fenêtres. Ailleurs chez les populations plus aisées, des maisons en bois (*casa*) composées de deux pièces, l'une donnant sur la rue, l'autre sur la cour. Les maisons se dispersent volontiers (J. Csernatony, Ö. U. M. *Ungarn VI*, p. 252, p. 416). Images intéressantes dans l'*Histoire* de Iorga.

## CHAPITRE XII

## LES SLAVES DU SUD

### I

**Slovènes ou Wendes. — Croates. — Bulgares.**

L'État hongrois ferait volontiers un sort aux diverses tribus slaves hospitalisées dans le Royaume de Saint-Étienne, dans la malicieuse intention de morceler un bloc d'ailleurs mal cimenté. On les honore d'une rubrique officielle. Outre que, depuis le Recensement de 1900, on discrimine Serbes et Croates, on confère une dignité nouvelle et l'existence légale, peut être indésirée des intéressés mêmes, à des essaims de Wendes, Bouniévatzes, Schokatzes, Dalmates et Illyriens, Polonais, Bosniaques, Bulgares, Krassovanes, — et pour ne point faire de jaloux, on note les Tsiganes et les Arméniens ! De la sorte on se donne le plaisir d'opposer dans le cadre des « Pays de la Sainte Couronne Hongroise » cette poussière ethnique à la nation cohérente, consistante, consciente des Magyars.

Le groupe des Slovènes en Hongrie ne semble pas jouir d'un état civil fixe : il a été désigné par les Magyars sous l'appellation générique de *Tót*, appliquée à tous les Slaves, et aujourd'hui réservée plus spécialement aux Slovaques ; sur les documents officiels, il figure sous la rubrique *wend;* on paraît vouloir exclure ou éviter le vocable de Slovènes : est-ce à dessein de rompre toute solidarité, même celle de nom, avec la masse des Slovènes autrichiens[1] ? Pourtant les Slovènes ont été le

1. Dans le recensement de 1880 apparaît le nom *Slovenen*, allemand, à côté du magyar *Wend*. Celui de 1890 ne porte que les mots *Wend*, en allemand *Wenden*. Dans la version française on orthographie *Vénèdes*.

peuple éponyme de la région d'entre Drave et Save qu'ils occupent encore en partie et qui jusqu'au XVIe siècle fut la Slavonie : c'est seulement après la diffusion des Croates que la contrée fut dénommée Croatie. La distinction entre les deux nationalités n'est pas éteinte; dans les anciens Confins, la section dont le généralat était établi à Varasdin était la section wende; celle qui dépendait de Karlstadt, la section croate. On trace la démarcation entre Slovènes et Croates au sud d'une ligne qui coïncide avec la voie ferrée de la Drave à Karlstadt par Agram, ligne qui coupe la Save et la Kulpa et passe à Belovar et Ivanic. Dans l'île entre Drave et Mur habitent ceux que leurs congénères de Carantanie appellent Prekmurci (gens de l'autre côté de la Mur).

Ces Wendes de Hongrie sont comme les traînards de la migration slave, qui, bousculée par les Avars, s'engouffra dans les vallées des Alpes orientales. Sans doute ils seraient demeurés en plaine, s'ils n'avaient été par les Magyars, et dans la suite par les Turcs, refoulés vers la montagne. Ils sont aujourd'hui politiquement isolés, et, à cause de leur petit nombre, — 70.000 — négligés. Mais ils sont restés fidèles à leurs traditions et ont cultivé leur idiome. Au XVIe siècle, sectateurs ardents de la Réforme [1], ils ont provoqué toute une littérature de polémique religieuse, et la contre-réformation, loin de nuire au progrès du slovène, le favorisa; car des écrits populaires réveillèrent la foi catholique ; des prêtres, des Jésuites surtout, rédigèrent des grammaires et lexiques. Mais les Prekmurci, séparés de leurs frères moins par la nature que par la surveillance jalouse du gouvernement hongrois, se laissèrent entamer par l'influence magyare ; ils abandonnèrent leur orthographe nationale pour adapter à leur dialecte la phonétique magyare ; leurs premiers livres, imprimés sous cette forme, parurent au début du XVIIIe siècle [2]. Ils prétendent être les dépositaires authentiques du vieux Slovène

1. On compte 20.000 réformés environ de la Confession d'Augsbourg, dans le comitat de Vas (Eisenburg) contre 27.000 catholiques. Dans le comitat de Zala, les Slovènes sont tous catholiques.

2. Suman, Die Völker, X[1]. p, 133, 166.

de la langue sacrée [1]. Cependant, une réaction s'annonce contre la tendance à l'isolement; la conscience de la nationalité slovène se réveille à l'appel des frères plus nombreux et plus forts qui travaillent à relever le nom slovène [2].

Par le type, les Slovènes hongrois ont conservé leurs affinités avec ceux de leur race. Assez trapus en montagne, plus élancés dans le plat pays, ils ont le teint ocreux, les cheveux clairs, avec les yeux bleus; le nez, souvent camus chez les femmes, ne nuit pas, dit-on, à leur beauté [3].

En Hongrie, les Slovènes sont confinés dans deux comitats : celui de Zala, où ils occupent surtout le district de Alsolendvai; ils y cohabitent avec des Tsiganes, en tout un peu plus de 21.000; et de Vas (Eisenburg) au nombre d'une quarantaine de mille, dont la majorité dans le district du « coin de la Mur », Muraszombat, et une dizaine de mille dans celui de Saint-Gothard.

En Croatie-Slavonie, ils sont dispersés par toutes petites fractions, un peu partout dans les villages de population très mélangée [4]. Ils ont cependant conservé leur individualité; ils ont un dialecte bien distinct, employant le mot *kaj* (quoi?) au lieu du *što* des Croates et Serbes, d'où le surnom de *Kaijkavci;* une littérature où brillèrent Miklo-

1. Le vieux slovène serait, d'après Kopitar et Miklosich, la langue liturgique des Slaves en laquelle les livres saints furent traduits primitivement. D'autres savants, dont Safaiřk, ont identifié le slavon liturgique avec le vieux bulgare. Mais les Slovènes de Pannonie fondent leur prétention sur un manuscrit de Freising du x[e] siècle. M. Louis Leger (*Cyrille et Méthode. Étude historique sur la conversion des Slaves au christianisme,* Paris, Franck, 1867, p. 200-5) se prononce d'une façon moins décisive.

2. En 1900, sur les 60.000 wendes, c'est à peine si 20.000 étaient enregistrés comme parlant aussi le magyar (Dénombrement. Nouv. Série, 5[e] vol. 1907, p. 226.)

3. Belloszic, *Die Wenden im Zalaer und Eisenburger Comitat* Ö. U. M., *Ungarn* IV, p. 259.

Dans le bassin du lac Balaton, les Slovènes semblent s'être fondus dans la population magyare. Mais l'idiome garde des traces de leur vocabulaire, plus sensibles encore dans la toponymie (Geza Czirbus, *De la vie du peuple aux environs du lac Balaton.* Abrégé Bullet. Soc. Géogr. hongroise, XIII, 1885, p. 71-6).

4. Voir Recensement. vol. XLII. p. 460 suiv. notes.

sich et Lovrenchic[1]. Mais entraînés par le mouvement yougo-slave, ils s'absorbent peu à peu dans les Croates.

La bande slovène et allemande qui longe la frontière occidentale de la Hongrie est piquée de quelques enclaves croates. On aurait tort de considérer les Croates établis dans cette lisière comme des résidus semés en route par la grande migration de leur peuple qui, au VII[e] siècle, descendit à travers les Carpathes, pour gagner l'Illyrie et les bords de l'Adriatique. Au contraire, ils ont reflué vers le nord; leur histoire est récente et banale; ils se sauvèrent au XVI[e] siècle devant le Turc; quelques familles poussèrent jusqu'au voisinage de Vienne, où leurs traces persistent; d'autres furent accueillies par de grands propriétaires hongrois[2]. Leur type, leur dialecte, leurs usages les rattachent évidemment à leurs congénères de Croatie[3]. On peut les scinder en deux communautés : les riverains du lac de Neusiedl, les Croates aquatiques (*Croatæ Aquatici*, *Wasserkroaten*[4]), appelés aussi Bosniaques, à cause de leur lieu d'origine, ou encore Polyanczi; et celle dite des Croates du Bas-Pays, riverains de la Mur, et confinant à la masse de leur nation. Les premiers dont seuls nous nous occupons ici — les autres relèvent déjà de la grande Croatie — sont musclés, élancés, bien proportionnés, de teint clair. Ils se sont fatalement croisés avec leurs voisins, mais n'ont point perdu à ce mélange; car ils ont transformé en Croates des Magyars, des Wendes et des Allemands. Ils auraient conservé, comme une réminiscence du régime de leurs anciens maîtres turcs, l'habitude de laisser le gros ouvrage aux femmes. Ils préfèrent au labeur agricole les professions errantes de voiturier, colporteur, d'ouvrier nomade d'une sucrerie à l'autre. C'est avec les Wendes qu'ils ont le plus d'affinités natu-

1. Suman, p. 171. Le kajkawe est classé comme un dialecte de transition entre le serbo-croate pur et le slovène (Milan Reschar. *Der Štokavische Dialekt*, Schriften der Balkankommission. Linguist. Abteilung VIII. Mém. de l'Acad. de Vienne, 1907, col. 5-6. Voir la carte 1).

2. Czoernig, II, p. 64, donne la liste de ces établissements.

3. III, p. 110, note 1.

4. L. Bella Ö. U. M. *Ungarn* IV, p. 417. Pfaundler, Deutsche Erde IX, 1910, p. 179.

relles; aussi un ethnographe hongrois, Rethey, les confond sur sa carte[1]. Le dénombrement de 1890 maintient avec raison, pour la Hongrie, la séparation entre Croates et Serbes qu'on associe trop aisément. Le nombre des Croates, dans leur domaine d'au delà du Danube, s'élève à 170.000 dont 85.000 cantonnés dans le seul comitat de Zala. Ils se maintiennent, c'est un louable résultat, et se sont même augmentés dans la dernière décade de 8 à 9 p. 100.

On a fait un sort, parmi les rubriques du recensement, aux Bulgares[2]. La monarchie de Saint Étienne possède en effet, des sujets de cette nationalité. Nationalité semi-officielle, accessoirement signalée dans le dénombrement des communes. On les évalue à une vingtaine de milliers. L'ethnographie s'intéresse à ces dédaignés.

Des Bulgares, il y en eut en Hongrie aussi loin que remonte l'histoire. Ils y ont devancé les Magyars, et sans doute aussi les Avars, peut-être parce que ceux-ci les poussaient devant eux. Ces Bulgares de la première heure, de souche ougro-finnoise, originaires des bords du Don, sont ceux auxquels on attribue la création d'une légendaire et à coup sûr éphémère Bulgarie dans le bassin de la Tisza. Une nouvelle horde fit son apparition au VII^e siècle, et subjugua les Slaves du Bas-Danube: mais les vaincus se glorifièrent désormais du nom de Bulgares et imposèrent aux vainqueurs — comme les Gallo-Romains aux Francs — leur langue et leurs coutumes. Depuis cette trasmutation, les Bulgares sont classés parmi les peuples slaves. De ceux-là peut-être il reste quelques débris dans le Banat, d'après l'opinion de Miklosich.

Mais la plupart sont des réfugiés comme les Serbes; les uns pour échapper aux Turcs, après l'écroulement de la Grande Bulgarie; les autres, catholiques, pour éviter les vexations du clergé grec.

Parmi ces derniers, tous n'étaient pas de bon aloi; il s'y rencontrait des Bogomiles ou Pauliciens, confessant

1. Il crée une rubrique *horvat-wend*, distincte de *horvat-szerb*.

2. Czirbusz, *Die südungarischen Bulgaren* (Die Völker, XI) avec bibliographie.

ouvertement la foi catholique, mais qui n'avaient pas tout à fait abjuré l'hérésie manichéenne, et qui s'étaient ralliés à l'Église romaine, par horreur des dogmes, rites et régime byzantins[1]. Ces Pauliciens ou Paulityens, comme ils s'appellent encore aujourd'hui, se répandirent dans la partie alors autrichienne de la Valachie, en Transilvanie et dans le Banat actuel ; vers 1740, un certain nombre de familles, la plupart fugitives de la Valachie rétrocédée aux Ottomans, furent installées sur les domaines royaux de Vinga Bodrog, Selyos et autres (comitat de Temes) ; il était exigé de ces Bulgares et Pauliciens qu'ils bâtissent des écoles et églises catholiques, et n'élussent des juges et assesseurs que de cette religion. Cette infiltration se poursuivit durant le XVIII<sup>e</sup> siècle, et jusqu'en ces dernières années. En général ces colonies bordent les vallées de la Bega, de la Temes, de la Berzava. Il existe aussi un petit noyau de montagnards dans le district minier d'Oravicza (comitat de Krasso) : ce sont les Kraschovanes ou Krassovanes, immigrés aussi vers 1740. Czoernig les évaluait à 5 ou 6.000. Czirbusz en porte le chiffre à 6 ou 7.000[2]. Le dénombrement de 1910 les localise dans quelques rares agglomérations des comitats de Krasso-Szörény, Temes et Torontal ; encore sont-ils noyés dans d'autres populations ; c'est qu'on les enregistre tantôt comme Roumains, tantôt comme Croates[3]. Ces Krascho-

1. Czoernig, III, p. 143. Les privilèges des Bulgares leur furent octroyés en 1727 ; ils stipulaient entre autres que les Pauliciens de Bessenyö devaient se réunir aux Bulgares ; on se défiait de leur hérésie. Aleska (Ivic) *Ansiedlungen der Bulgaren in Ungarn* (Archiv. für slav. Philol. XXXI, 1910, p. 414-30).

2. *Les Bulgares Krassovans* (Abrégé Bullet. Soc. Geogr. Hongr., XI, 1883, p. 41-5). Ce petit groupe autour du village de Krassova, dans la vallée du Karas, serait un mélange de Valaques et de Bulgares. Lj. Miletic (*Ueber die Sprache und die Herkunft der sogenannten Krasovaner in Südungarn*. Arch. für slav. Philologie XXV, 1903, p. 161-81) considère cet essaim comme descendant de catholiques serbes originaires de Prisren et immigrés au XV<sup>e</sup> siècle pour fuir la persécution turque. Le dialecte est serbo-croate, avec quelques particularités qui le distinguent du štokave.

3. Dans le dénombrement de 1890, Krassova comptait sur 3.335 habitants 3.150 Croates ; dans celui de 1910, ces Croates se sont évanouis jusqu'à 3 subsistants ; on enregistre 2.974 « divers », qui sont des Krassovanes et des Tsiganes ; Nermed avait en 1890, 676 Croates sur 685 habitants ; ces Croates se sont transformés en 1910 en « divers », au nombre de 662, qualifiés de Krassovanes (comitat de Krasso, arrond. de Resiczabánya).

vanes présentent d'ailleurs un type de croisement. Les Bulgares de la plaine, ethniquement plus purs, sont évalués à 14 ou 15.000 : leurs petits centres sont Vinga (com. Temes), où l'on relève aujourd'hui 2.701 *divers* sur 4.700, et Vieux Bessenyö (com. Torontal, járás Nagy-Szt-Miklos) aujourd'hui 5.362 *divers* sur 5.913 habitants. Ils sont en voie de diminution : car ils semblent sacrifier à la loi de Malthus ou à des pratiques pires, pour ne point aggraver leurs charges de famille ou conserver les charmes de la femme[1].

Le Bulgare se distingue physiquement de ses voisins : il est osseux, trapu, a le crâne en pointe, le nez proéminent, les pommettes saillantes, les yeux petits et enfoncés, la face large ; rien de la sveltesse du Valaque ou du Magyar. Le Bulgare a le moral de son physique : il est d'une mélancolie quelque peu lourde ; il se ressent encore sans doute de la longue humilité où vécurent ses ancêtres et sa moralité laisserait encore à désirer[2]. Mais il a jusqu'ici assez bien préservé ses traditions et ses mœurs ; et ce n'est pas un mince mérite, vu sa faiblesse numérique, et sa condition sociale de petit cultivateur[3]. Les Bulgares ont un organe hebdomadaire qui se publie à Vinga, un almanach, une littérature religieuse : ainsi se défendent-ils contre les nationalités plus puissantes par lesquelles ils sont cernés et guettés ; jusqu'ici la Bulgarie n'a pas joué le rôle d'une grande sœur pour eux, et sans doute ne les patronera pas ; car outre la situation géographique, leur religion catholique romaine les rend étrangers à l'État bulgare.

La Hongrie est semée encore de petites agglomérations slaves, dont les scrupuleux recenseurs font revivre les noms. Voici, dans le comitat de Baranya, des villages peuplés de Schokatzes dont beaucoup portent encore des

1. Czirbusz, p. 362. Les Kraschovanes sont catholiques romains.

2. Czirbusz (*Neue Beiträge zur Ethnographie der süddungarischen Bulgaren* (Abrégé Bullet. Soc. Hong. Géographie XXXI. 1903, p. 61-6) porte un jugement peu favorable sur ce groupe, notamment sur les Kraschovanes.

3. A Vinga, la classe aisée et dirigeante se compose de Magyars. Szentklaray, Ö. U. M., *Ungarn* II, p. 532.

noms turcs. L'appellation dériverait du Mont Sok (Schok) situé dans le Balkan [1]. Ils ont conservé quelques coutumes imitées des Turcs : le tapis de prière à l'église, le mariage précoce; de l'atavisme slave, le régime communautaire de la zadruga. Ils sont catholiques romains.

D'Herzégovine sont venus des Bounievatzes [2], nommés aussi Dalmatins ou Illyriens : une bande de fugitifs, amenée par les moines franciscains à la fin du XVIIe siècle dans la puzsta de Szabadka (Maria-Theresiopol), assainit ces parages infestés de malaria, et les descendants se sont enrichis. Aujourd'hui cette cité compte 33.000 Bounievatzes, signalés comme tels. A Zombor, ils sont 6.000 [3].

Dans la steppe sableuse qui baigne le Danube en aval de Pest, sur les tertres qui émergent de la zone d'inondation, des Illyriens et des Bounievatzes se sont établis [4].

Cette dispersion ethnique, qui comprend d'autres éléments encore : des Tchèques, des Bosniaques, des Italiens et des Espagnols même, marque les épisodes de la colonisation intérieure et du peuplement méthodique poursuivis en Hongrie. Ces minuscules communautés sont des proies faciles pour le magyarisme qui, par coquetterie, leur confère une sorte d'existence historique [5].

## II

### Les Serbes.

La tranche sud occidentale de la Hongrie est morcelée en plusieurs mésopotamies, dont la Tisza, le Danube, la Drave, la Save dessinent les fossés ; tous ces sillons convergent sur le défilé des Portes de Fer. La plus méridionale de ces presqu'îles, celle d'entre Drave et Save, dont

1. Badics, Ö. U. M. *Ungarn* II, p. 610.

2. Un travail en langue serbe d'Ivanitch, *Les Bunjevci et les Schokci* (Belgrade 1899) est mentionné dans la bibliographie de L. Niederle (p. 228).

3. Recensement, vol. XLII, p. 183.

4. *Ibid.*, p. 194.

5. Le Recensement se plaît à noter le nombre des non magyars qui parlent la langue d'État.

les avenues s'enfoncent par une extrémité dans les vallées alpestres et par l'autre s'ouvrent sur la péninsule balkanique, est le noyau de cette individualité politique qu'on appelle le royaume triunitaire de Croatie, Dalmatie, Slavonie : là se concentrent les Serbo-Croates, reliés par les couloirs qui débouchent sur la Save au monde slave du midi.

Mais au nord de la ligne tracée par la Drave et le Danube en aval du confluent, débordent les Serbes — qui sont proprement sujets hongrois — dans les territoires qui sous le nom de Voïvodine et de Banat furent un temps assignés comme domaines à leur nation[1].

Les Serbes sont répandus dans le bassin entre Danube et Tisza, que jalonnent les villes de Maria Theresiopol[2], Zombor et Neusatz[3] : c'est la Bacska ; et de l'autre côté de la Tisza, dans le Banat que le Maros limite au nord et qui confine à l'est aux massifs avancés de la Transilvanie, où Serbes et Roumains se touchent. Sauf ce pâté montagneux, de relief très accidenté, la contrée est plate, nivelée par les ondes des deux grandes coulées fluviales qui s'y prélassent. Le Danube et la Tisza surtout que grossissent les torrents des Carpathes ont déposé un gras et riche limon ; cependant, vers le sud, l'aire d'inondation s'est étalée en une lisière marécageuse d'où émergent les mornes crêtes des dunes. La population serbe, grâce à son terroir, n'est point misérable ; le bien-être fortifie ses sentiments d'indépendance et la rendra plus sûrement maîtresse de ses destinées.

Ces destinées[4] ne se sont déroulées sur le sol hongrois

1. Il y a donc lieu de distinguer les Serbes des Croates ou Serbo-Croates, distinction que n'ont pas toujours observée même les documents officiels. Rethey, sur sa carte, teinte d'une couleur différente les deux nationalités.

2. Mag. : Szabadka, serbe : Szubotieza.

3. Mag. : Ujvidek : serbe : Novi-Sad.

4. L'ouvrage capital sur *les Serbes de Hongrie* est celui que M. E. Picot a publié sous ce titre à Prague, en 1873. C'est un plaidoyer aussi documenté que chaleureux en faveur des Serbes. On y trouve une abondante bibliographie. Il en a paru une traduction serbe par Sk. Pawlowitch à Novi-Sad en 1883. La plupart des auteurs qui ont posterieurement traité la question ont simplement résumé ce travail capital, par exemple M. Gaidoz, *Rev. des Deux-Mondes*, 15 août 1876. On lira encore avec interêt le chapitre consacré aux Serbes dans l'*Ethnographie* de Hunfalvy, par Schwicker,

que par accident. Des plaines de Galicie et de Pologne, ayant franchi les Carpathes, les Serbes, avec la tribu sœur des Croates, cheminèrent à travers la Pannonie; les Croates poussèrent de l'avant jusque sur les chaînes côtières de l'Adriatique, et s'engagèrent même dans les Alpes. Les Serbes s'arrêtèrent plus à l'est, ne dépassant pas le Vrbas et dominant, sur leur front oriental, la coupée de la Morava; au sud, ils s'avancèrent jusqu'aux alentours de Raza (aujourd'hui Novi-Bazar), d'où le nom de Rasciens, Raïczes, qui les suivit loin de là. Cette situation géographique influa sur leur sort — tout au moins au spirituel : c'est de l'Église grecque qu'ils reçurent leur foi chrétienne[1], tandis que la fraction de leur peuple détachée à l'Occident, ainsi que les Croates, furent captés par l'Église romaine; quant à leurs affaires temporelles, ils y pourvurent en toute indépendance : ils repoussèrent, souvent coalisés avec les Hongrois, les usurpations byzantines. En effet, un Empire serbe s'éleva, dont le premier souverain, le grand župan Nemanja (1165-96), dénia tout hommage à l'Empereur de Constantinople et s'allia contre lui avec l'Empereur Frédéric I[er], conducteur de la troisième croisade : ce fut d'ailleurs une habileté des Slaves balkaniques de profiter du conflit des Latins et des Byzantins. Le rapprochement des Serbes avec les gens d'Occident alla si loin que leur premier roi couronné, Étienne Uroš, fils de Nemanja, reçut l'investiture de Rome (1217). Mais après le déclin de l'Empire latin, il reprit contact avec les Grecs : il obtint de l'Empereur Théodor I[er] Lascaris la fondation d'un archevêché indépendant, dont le premier titulaire fut son frère même, le moine Sava, qui

auteur d'une *Histoire politique des Serbes en Hongrie* (Budapest, 1880), plutôt favorable aux Magyars, et d'une *Histoire des Confins militaires autrichiens* (Vienne et Teschen 1883), toutes deux en allemand. Quant à l'œuvre de Constantin Jireček *Geschichte der Serben* (Gotha F. A. Perthes, 1911) elle raconte l'histoire du peuple serbe entier. Le premier tome seul paru s'arrête en 1371. Voir aussi la monographie de Stefanovic de Vilovo *Die Völker*, vol. XI, 1884.

1. En dépit de leur aversion pour Byzance, les Serbes furent catéchisés par les clercs venus des pays grecs et slaves, de Macédoine, de Bulgarie, de l'Athos. L'évêché de Ras fut le germe de l'église autocéphale serbe (Jirecek, p. 221).

résidait au Mont Athos, et qui est devenu le saint le plus vénéré et le patron des Serbes [1].

La puissance de l'Empire serbe s'affirma dans tout son éclat, au milieu du XIVe siècle, quand Étienne Douchan se proclama Empereur (tsar) de Serbie et de Roumanie — par ce dernier nom il désignait l'Empire romain de Byzance — et revendiqua la gloire de capitaine de la Chrétienté contre le Turc. Mais après la fin tragique de la Grande Serbie, sur le Champ des Merles (Kossovo) (1389), suivie d'une seconde catastrophe à Nicopoli (1396), les Serbes s'enfuirent au nord du Danube ; ils rencontrèrent là des colonies de leurs congénères déjà florissantes ; ils s'épandirent vers le nord ; en 1404, on les signale dans l'île Czepel, en aval de Pest. L'immigration fut organisée quand, en échange de Belgrade, que le despote de Serbie, Georges Brankovic, impuissant à la défendre, avait cédée au roi de Hongrie, des terres lui furent assignées où il transplanta ses sujets. Ceux-ci acquittèrent brillamment la dette de l'hospitalité, en soldats valeureux du monde chrétien et de la royauté hongroise ; aussi Mathias Corvin les exempta de la dîme qu'ils payaient à l'Église catholique et les gratifia d'autres privilèges non moins précieux. Ce sort enviable provoqua un afflux d'immigrants : en 1481, 50.000 furent amenés par l'illustre capitaine Paul Kinis, et cantonnés autour de Temesvar, au grand scandale du clergé catholique qui protesta contre l'invasion de ces schismatiques, dispensés pour comble de la dîme. Ces nouveaux venus, en échange de leurs immunités, reçurent mission de défendre la frontière contre l'Infidèle : c'est l'embryon des futurs Confins militaires.

A la fin du XVIIe siècle, en 1690, l'élément serbe fut renforcé par un nouvel et plus ample contingent. En 1689, les armées impériales avaient recouvré sur les Turcs la Serbie, la Bosnie et l'Herzégovine. Un appel pressant de l'Empereur Léopold aux chrétiens délivrés comme à ceux qui gémissaient encore sous le joug ottoman, leur promit, s'ils se levaient pour la guerre sainte, la reconnaissance de

1. Les origines de l'Eglise serbe sont d'ailleurs des plus obscures (*Ibid*, p. 296 suiv.).

leurs privilèges religieux et politiques. Les Serbes se présentèrent en foule[1]. Mais la campagne de 1690 fut désastreuse : les Serbes offrirent de reconnaître l'Empereur pour souverain et de combattre pour lui, à certaines conditions auxquelles Léopold souscrivit. Par des diplômes d'août 1691, Léopold Ier leur octroya, outre des établissements, le droit d'exercer leur culte, d'employer leur calendrier vieux style, l'intronisation d'un archevêque de leur nationalité élu par la communauté, l'exemption des dîmes. Tant d'alléchantes perspectives décidèrent le patriarche serbe d'Ipek (Péc), Arsène Črnojesić, à se transporter lui-même en Hongrie ; et à la suite de leur pasteur, trente à quarante mille familles, c'est-à-dire deux ou trois cent mille personnes, inondèrent cette terre promise où elles campèrent sous la tente, dans l'espoir de regagner bientôt leur patrie ; quelques groupes cependant furent dirigés sur le nord, vers Ofen, Gran, Komorn, Raab.

En recueillant tout ce peuple, la Cour de Vienne ou plutôt la Camarilla, sous l'inspiration des Jésuites, se flattait de conquérir des ouailles à l'Église ; on comptait y faire rentrer, par la porte basse de l'Union, cette masse de schismatiques que leur hérésie infestait de tous les vices. « *Populus adeo rudis in rebus fidei, ut re vera sylvestres quasi homines et fauni possint nuncupari. Interim est nimium perfidus, perjurus, crudelis, furtis, latrociniis, rapinis, homicidiis, omnibusque flagitiis et facinoribus jam ab antiquo deditus*[2]. » Pourquoi donc alors avait-on sollicité des hôtes si incommodes ?

En réalité, ces « Raïczes » furent les sentinelles de la chrétienté placées aux extrêmes avant-postes ; car les

1. Ils furent recrutés par Georges Brankovič, qui, en 1663, avait été consacré comme « despote » des Serbes. Schwicker dit (*Ethnographie*, p. 315) qu'il prit le titre de despote héréditaire de Serbie, Bosnie, Mésie, Thrace, Bulgarie et Sirmie, et qu'il éveilla par là la défiance de l'Autriche : aussi fut-il emprisonné pendant 22 ans. Picot (p. 64) est moins explicite sur les motifs de cette arrestation. Cependant, il semble bien que la raison d'Etat, invoquée par l'Autriche, était la crainte de voir se reconstituer une Grande Serbie indépendante et schismatique. M. Louis Leger a consacré au personnage, d'après les plus récents travaux, un chapitre biographique (*Serbes, Croates et Bulgares* (Paris, Maisonneuve 1913, p. 19-31 : *Un prétendant serbe au XVIIe siècle. Le Comte Georges Brankovitch*).

2. Rapport d'une commission d'enquête en 1699 (Picot, p. 87).

Turcs occupaient Temesvar, Peterwardein et Belgrade, et la paix de Carlovitz (1699) leur abandonna tout le pays au sud du Danube et de la Save. Cette paix enleva aux Serbes tout espoir de retour dans leurs foyers. Elle ne leur enleva rien de leurs prétentions à vivre en nation libre, sur le même pied que les Magyars et les Allemands. En 1707, lors du Congrès d'élection du patriarche à Krušedol, ils demandèrent que l'on organisât leur territoire, et qu'on leur accordât d'être représentés et à la Cour impériale et à la Chancellerie hongroise. Ni les Magyars ni les Allemands ne l'entendaient ainsi : ils s'efforcèrent au contraire de restreindre les privilèges de ces intrus hérétiques, qui réclamaient des écoles ; en 1723, la Diète hongroise les abrogea sans autre forme de procès, si bien que les Serbes furent du coup réduits au servage. Tandis que les uns s'insurgeaient ou rentraient en terre turque, les autres s'enrôlaient dans les régiments des Confins, préférant la discipline militaire à la domination des magnats ; mais en 1741, la noblesse magyare, exploitant la détresse de Marie-Thérèse, lui arracha la suppression des Confins ; en même temps, le métropolite serbe, jusqu'ici chef de la nation, était dépouillé de la direction des affaires politiques. Alors de nombreuses colonnes serbes, plus de 100 mille individus, émigrèrent en territoire russe où elles fondèrent la Nouvelle Serbie (autour de Novgorod[1]). A Vienne on vit d'un œil inquiet cet exode qui menaçait de vider une province au profit de l'hégémonie magyare. Aussi Marie-Thérèse les rassura par une patente du 23 octobre 1751, créa une commission serbe, puis une députation aulique (*hofausschuss*), où d'ailleurs aucun Serbe ne fut appelé[2]. Mais sous la pression des Magyars, la mesure fut rapportée :

1. La Cour de Vienne refusait aux Serbes l'autorisation d'imprimer en leur langue des livres d'enseignement. Aussi l'archevèque des Serbes qui, après la paix de Passarowitz (1718) s'était transporté de Karlovci à Belgrade, recourut à la Russie qui envoya livres, grammaires, et des maîtres, qui fondèrent une sorte d'école normale à Karlovci. Le russe évinça le serbe et devint vers la fin du xviiie siècle la langue littéraire.

2. La présidence en fut donné au baron de Bartenstein, qui a laissé le récit de ces épisodes : *Kurzer Bericht von der Beschaffenheit der zerstreuten zahlreichen Illyrischen Nation in den K.K. Erblanden* (Francfort et Leipzig 1802) et qui se montre sympathique aux Serbes.

en 1770, le *Regulamentum Constitutionis Nationis illyricæ* décida que le peuple serbe relèverait désormais et en première instance des magistrats locaux et des seigneurs terriens : c'en était fait de la charte de 1694, d'après laquelle « la nation rascienne devait être soumise seulement à S. M. Impériale et Royale et être exempte de toute dépendance, aussi bien des comitats que des seigneurs terriens ». La « Députation illyrienne », sorte d'organe des intérêts de la nation, fut abolie en 1777, et ses attributions déférées à la Chancellerie hongroise ; le pays serbe fut dépecé en comitats.

On se repentit à Vienne d'avoir ainsi sacrifié à l'ambition magyare un peuple qui ne marchandait pas son sang pour les Habsbourg, sur les champs de bataille, contre Prussiens et Turcs. Léopold II établit une Chancellerie aulique illyrienne, égale et rivale de la Chancellerie hongroise, et destinée à représenter auprès de lui la nation illyrienne qui venait d'être restaurée : car la loi de 1790-1791 investit les adhérents du rite non uni des droits de citoyen.

Les Serbes prisèrent fort peu leur érection à la dignité de citoyen. L'égalité en effet signifiait pour eux « la ruine de l'individualité historique de leur nation [1] ». Quant aux Magyars, ils en prirent texte pour réclamer l'abrogation de la Chancellerie illyrienne, rouage désormais superflu. L'Empereur François Ier, pour qui toute agitation, même nationale, avait quelque chose de révolutionnaire, exauça le vœu de l'aristocratie hongroise non moins hostile à la Révolution. Il est vrai que le clergé serbe fit le jeu de la Cour de la Vienne en s'opposant aux nouveautés dangereuses et aux idées émancipatrices.

De 1830 à 1840, l'omnipotence magyare s'appesantit de plus en plus lourdement sur les peuples sujets. Les Serbes manquèrent dans leur résistance, non de fermeté, mais de largeur de vues : loin de s'associer au mouvement illyrien qui donnait d'ailleurs à leur langue un prestige nouveau comme verbe commun des Slaves du

1. Picot, p. 172.

Sud, loin de se rallier à leurs frères pour former un grand peuple, ils obéirent à une inintelligente préoccupation sectaire : leur clergé rejeta la substitution de l'idiome vulgaire à la langue liturgique ; il flairait là-dessous quelque machination papiste ; le mot d'illyrisme apparut comme un symbole éclipsant le nom ethnique des Serbes. C'est avec défiance encore que ces âmes, passivement dociles au régime théocratique, accueillirent les tentatives de renaissance intellectuelle.

C'est que le réveil littéraire condamnait la langue sacrée, le slavon, qui jouait le même rôle que le latin chez les catholiques, et avec la langue des clercs semblait condamner la puissance ecclésiastique. Et cependant s'augurait le triomphe de l'esprit laïque et libéral. C'est de la Serbie hongroise que partit la réforme : Dosithée Obradovič, né dans le banat de Temesvar (1739-1811), osa le premier écrire dans la langue vulgaire, et non plus pour les seuls lettrés, mais pour tous[1]. Il suscita un imitateur plus hardi et plus génial, son élève Vuk Karadžić, qui non seulement donna à l'idiome national son code, sa grammaire et son lexique, et surtout une orthographe plus souple, mais rajeunit le vieux fonds des légendes et des traditions serbes : grâce à lui son peuple commença à revivre son histoire et à ressaisir son âme. En dépit de l'opposition cléricale, la réforme eut gain de cause (de 1825 à 1850), consacrée par la foi agissante des jeunes générations de philologues et de poètes, tant en Hongrie que dans la Serbie revivifiée. L'organe de la littérature nationale fut la *Matica*, l'Abeille serbe (la première en date des *Matice*), fondée à Pest en 1826, en défi à l'Académie hongroise, et transportée en 1865, à Novi-Sad (Neusatz), centre littéraire des Serbes de Hongrie et qui rivalisa avec Belgrade et Zara. La *Matica*, par ses publications telles que les Annales serbes, travaillait à la conservation et à l'accroissement du patrimoine intellectuel de la nation.

Cette floraison du génie serbe coïncidait avec l'épanouissement des idées de progrès et de liberté. Les événements

1. Voir la biographie de ce personnage dans Louis Leger, *Serbes, Croates et Bulgares*, p. 92-105.

de 1848 trouvèrent les esprits prêts à en tirer les conséquences naturelles. Les Serbes, un mois après la Révolution, revendiquèrent l'institution d'une voïvodine embrassant le territoire qu'ils occupaient, et présentèrent naïvement leur pétition à la Diète hongroise; ils s'imaginaient que les Magyars, champions du droit des peuples et qui déclamaient de belles phrases sur le principe des nationalités, accueilleraient leur juste requête. C'est Kossuth en personne qui se chargea de dissiper brutalement leurs illusions. Aussitôt les Serbes réunirent un Congrès à Karlovci (13 mai), élurent un patriarche, Rajacić, et un voïvode, Étienne Šuplikać, ancien officier qui avait servi sous Marmont; ils votèrent l'union avec le royaume croate, c'est-à-dire la fédération illyrienne. L'armée insurrectionnelle, commandée par Stratimirovic, remporta une série de succès, tandis que le ban de Croatie, Jelačić, entrait en action : l'Autriche lançait les opprimés contre les Magyars, et, pour stimuler les Serbes, l'Empereur investit leur patriarche et leur voïvode (Rescrit de François-Joseph, daté d'Olmütz, 15 décembre 1848). Puis furent créés la Voïvodine et le Banat de la Temes, dont l'administration, indépendante de celle de la Hongrie, devait relever directement du ministère impérial : l'Empereur ajoutait à ses titres celui de Grand Voïvode (18 nov. 1849).

Était-ce enfin la réalisation de cet idéal si longtemps caressé et si chèrement payé ? L'Autriche eut peur de son œuvre, parcequ'elle rehaussait le monde slave et du même coup l'Église orientale, et risquait ainsi d'attirer l'attention trop bienveillante et intéressée de la Russie, protectrice universelle des Slaves et des Orthodoxes. Aussi la voïvodine, d'abord organisée à l'allemande avec des fonctionnaires allemands sous le régime germanisateur, eut la vie courte[1] : à partir de 1861, elle fut réincorporée à la Hongrie. Erreur de Schmerling qui renforçait l'État

1. Avec sa rouerie coutumière, le gouvernement autrichien avait englob, dans cette formation politique des comitats peuplés en grande partie de Magyars, Roumains et Allemands, de manière à provoquer d'emblée des dissidences.

hongrois. Les Serbes, dès lors, se sentirent abandonnés par l'Empereur. Ils crurent trouver leur sûreté et leur félicité, dans les cadres de l'État où ils étaient enfermés. Ils se fiaient à la Hongrie libérale et constitutionnelle, pour se grouper sous son égide, en une voïvodine autonome, avec son chef, son patriarche, sa langue, son écriture cyrillique, selon les vœux formulés au congrès national périodique de Karlovci. Ils crurent dans leur simplicité qu'une Serbie hongroise fleurirait le jour où la Hongrie jouirait de la dignité souveraine. C'est pourquoi les jeunes Serbes saluèrent avec joie le Compromis, fraternisèrent de tout cœur avec les Magyars qui exploitaient cet enthousiasme [1], qui ne se formalisaient pas de l'envoi d'une députation, avec les autres Slaves de la monarchie, à l'Exposition ethnographique de Moscou, ni de l'affiliation de la jeunesse à l'*Omladina*. Mais le Compromis fut fatal aux nationalités non magyares qui, par leur dissensions intestines, favorisèrent les entreprises de leurs dominateurs. Ainsi la Jeune Serbie, en même temps que contre les Magyars, avait à lutter contre la Vieille Serbie, c'est-à-dire contre l'influence ecclésiastique [2], à prendre en mains et laïciser [3] la gestion des fonds nationaux, à vivifier d'un souffle plus moderne une nation arriérée. Outre la législation qui attentait à l'intégrité de toutes les nationalités sujettes, un coup très sensible fut porté aux Serbes quand les Confins militaires furent, à partir de 1871 [4], transformés en territoires civils, à la merci des fonctionnaires magyars. Un autre déboire, plus amer peut-être, a touché

1. Eisenmann, p. 464.

2. Le système et les programmes scolaires, tels qu'ils furent conçus par les Vieux Serbes, mettaient au premier plan l'éducation catéchistique et la lecture de la langue liturgique (Ignjat Bokar *Die Entwicklung der serbisch-nationalen konfessionnellen Volksschulen und Bildungsanstalten für Lehrer und Lehrerinnen in Ungarn und in Kroatien-Slavonien von* 1848-1906). (Diss. inaug. Zurich, 1911. p. 41 suiv.).

3. Le parti libéral a obtenu en 1907 que le fonds national, d'un revenu de plus de 20 millions de couronnes, provenant de la fortune des couvents, fût administré par une commission du Congrès national : les Magyars entretiennent ainsi l'animosité entre libéraux et cléricaux, Jeunes et Vieux Serbes.

4. Les Confins furent définitivement supprimés en 1881.

au cœur les Serbes hongrois : leurs frères de Serbie se sont pendant longtemps dérobés ; leur appui n'a été qu'intermittent et timide : c'est que les diplomates magyars qui ont dirigé les affaires extérieures de l'Austro-Hongrie, les Andrassy et les Kalnoky, ont eu, au bon moment, l'habileté d'imposer au jeune État serbe leur protection et leur amitié jalouse ; suivant le jeu de bascule de ses partis politiques, c'est tantôt de l'Autriche, tantôt de la Russie que la Serbie a paru attendre la satisfaction de ses convoitises balkaniques ; ayant garde de se brouiller, pour l'amour de quelques congénères malheureux, avec l'une de ses puissantes tutrices. Mais depuis que la fortune et le prestige de l'État serbe ont grandi, au lendemain de la reconquête de la Vieille Serbie, le bloc serbe d'Autriche-Hongrie, grossi encore et cimenté par les congénères bosniaques et herzégoviniens, s'est raidi contre les provocations et les tracasseries où s'exercent contre lui la diplomatie et la police austro-hongroise.

Mais une cause de faiblesse pour les Serbes de Hongrie, c'est qu'ils ne forment pas une masse compacte : ils ont fluctué avec les progrès et les reculs des Turcs ; les basses vallées du Danube, de la Tisza et de la Drave ont été de grands chemins sillonnés par des migrations diverses : les races s'y croisent ; enfin ces régions ont été semées de colons de toutes provenances que le gouvernement par des « translocations » a volontairement juxtaposés et mélangés[1]. Aussi rien n'est sinueux et flottant dans ces parages comme la limite des langues.

Les Serbes sont agglomérés surtout dans les comitats de Temes, Torontal et Bacs. On les a dénombrés à diverses époques, mais sans trop de précision : il y a lieu, d'ailleurs, de distinguer dans les recensements anciens les Serbes des comitats de ceux des Confins. Les premiers ont été évalués à 344.000 en 1797, à 415.000 en 1847, à 413.000 en 1867 ; les seconds, à ces trois dates, comptaient 322.000, 481.000, 513.000 âmes : l'accroissement est très digne de remarque, si l'on songe qu'ils ont été décimés

1. Czoernig, III, p. 132.

par les guerres incessantes et affaiblis par les expatriations[1].

Les relevés plus récents ont beaucoup rabattu de ces chiffres : celui de 1890 n'en porte que 495.000 en Hongrie, 437 000 en 1900. 461.000 en 1910 ; après un fléchissement c'est une remontée menue, mais significative. Les plus gros contingents sont distribués dans les comitats de Bacs, 117.000 ; Torontal, 191.000 ; Temes, 57.000. Nulle part ils ne possèdent la majorité.

Dans les villes, ils sont contrebalancés par les Magyars et les Allemands[2]. Zombor est encore leur place la plus forte. Ils représentent 2,5 p. 100 de l'ensemble de la population hongroise, mais ils se défendent. Dans la Bacska, toutefois, ils n'ont, durant la décade 1880-90, gagné que 8,30 p. 100, alors que les Magyars se glorifient d'un accroissement d'effectif de 21.58 p. 100. De 1900 à 1910 la progression n'est plus que de 3,4 contre près du triple pour les Magyars ; entre Tisza et Maros, en cette dernière décade, la conquête magyare ressort à 16 p. 100 ; les Serbes se sont grossis de 5,4 seulement. Ce n'est pas la magyarisation qui constitue pour eux la plus grande menace, ni la germanisation, quoique l'allemand ait, de la façon la plus bizarre, contaminé leur langue[3] ; M. Picot assure qu'ils se laissent absorber avec une singulière facilité par les Roumains, leurs coreligionnaires. « Il suffit, disent-ils, qu'une femme roumaine soit introduite dans une maison pour qu'en peu d'années toute la maison devienne roumaine[4]. » La statistique ne confirme pas cette assertion[5].

1. Picot, p. 364. Schwicker (ap. Hunfalvy), note 612, p. 438.

2.

| | | 1890 | | | 1910 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | SERBES | MAGYARS | ALLEMANDS | SERBES | MAGYARS | ALLEMANDS |
| Com. Bacs. . . | Novi Sad. | 9.300 | 7.804 | 5.996 | 11.594 | 13.343 | 5.918 |
| — . . . | Zombor . | 17.397 | 6.176 | 2.676 | 11.881 | 1.078 | 2.181 |
| Com. Temes. . | Versecs . | 7.712 | 1.254 | 12.154 | 8.602 | 3.890 | 13.556 |
| Com. Torontal. | Pancsova. | 7.713 | 2.055 | 7.284 | 8.714 | 3.364 | 7.467 |

3. M. Picot (p. 383) cite les exemples suivants : à Temesvar, les noms de métiers ont été serbisés : schuster šustr), schneider šnajdr), tischler (tišlr). C'est en allemand qu'on respire l'air pur : friše lu t šep ovati (frische Luft schöpfen). D'autre part, dans certains districts de la Bacska, Allemands et Magyars, pour s'entendre, emploient le serbe (Ö. U. M., *Ungarn* II, p. 590).

4. *Ibid.*, p. 358.

5. Remarquons en effet que dans le bassin entre Tisza et Maros, alors

Mais la nationalité serbe n'est point condamnée, tant qu'elle n'aura rien abdiqué de ses titres. Sa mission dans l'Orient slave ne paraît point prescrite. Ce peuple doit se ranimer parce que son passé n'est pas mort dans sa mémoire : l'image de la Grande Serbie s'est perpétuée dans les chants épiques des *guslars* ou trouvères et a laissé dans l'âme serbe comme un lumineux sillon qui n'est pas éteint et qui vient de se rallumer.

que les Serbes se sont accrus de 5,4 p. 100, le taux d'augmentation des Roumains ne s'élève qu'à 2,9. Voici pour les régions où les deux populations s'affrontent les chiffres des deux derniers recensements.

| | 1900 | | 1910 | |
|---|---|---|---|---|
| | ROUMAINS | SERBES | ROUMAINS | SERBES |
| | — | — | — | — |
| Comitat Krasso-Szöreny . . . . . . | 328.000 | 13.000 | 336.000 | 14.000 |
| — Temes . . . . . . . . . . . | 116.000 | 54.000 | 160.000 | 57.000 |
| — Torontal . . . . . . . . . | 87.000 | 184.000 | 86.000 | 191.000 |

# CHAPITRE XIII

## LA CROATIE

La fortune a été plus clémente à la tribu des Croates, premiers compagnons des Serbes, mais très tôt, dès le VIIe siècle probablement, détachés d'eux [1]. Le hasard des migrations, en effet, les a conduits dans un des coins de l'Europe où il est impossible qu'un groupe humain

1. L'anthropologie ne distingue pas les Croates des Serbes. D'après A. Weisbach (*Die Serbo-Kroalen Kroatiens und Slawoniens* Mitt. Anthropol. Ges. Wien XXXV, 1905, p. 99-117), ces deux tribus ne forment qu'un seul groupe ethnique. Ces Serbo-Croates, d'après 3.190 mensurations sur des soldats, figurent parmi les Slaves les plus grands, avec une taille de 1m,695, inférieure à celle des Bosniaques (1m,726) et des Dalmates (1m.708), mais plu élevée que celle des congénères d'Istrie (1m,668), des Slovènes (1m,663) des Ruthènes (1m,640), des Polonais galiciens (1m,622).

Le type brun domine plus accusé chez les Serbes que chez les Croates: cependant les blonds se rencontrent plus fréquemment (27,9 p. 100) que chez les Bosniaques (9 à 10 p. 100) et les Dalmates (7 à 8). La brachycéphalie est prononcée : indice céphalique 857, égal à celui des Bosniaques, et à peu de chose près, des Tchèques (854), plus forte que chez les Galiciens (Polonais et Ruthènes) et les Slovènes. René Gonnard (*Entre Drave et Save*, Paris, Larose et Tenin, 1911, p. 35) a remarqué chez les Croates « la physionomie accentuée des vieux pandours, le nez droit et mince, les yeux durs, bleu d'acier ou jaune cuivre, la moustache blonde tombante, le teint jaune et hâlé » ; chez les paysannes, « les traits un peu masculins et mal dégrossis ». Dans les villes de Croatie, le Slave se reconnait, au milieu des types allemands, magyars, juifs, par sa laideur.

Isidor Kršnjavi (Ö. U. M. *Croatien und Slavonien* p. 11) distingue 5 types Croates, parmi lesquels celui du pays ondulé et riant de Zagorje, blond, aux yeux clairs, plus souple que vigoureux, où l'élément masculin l'emporte en beauté sur le féminin ; celui d'entre Drave et Save, où les hommes sont très élancés et forts, les femmes très belles, terre d'élection des brigands et pandours ; le Croate de la Lika, bien découplé, très endurant, surtout bûcheron.

La maison croate, en bois dans la vallée de la Save, en briques, au toit très incliné, dans la plaine, accède à la rue par un vestibule couvert menant à une grande chambre, où se tient la famille ; derrière cette pièce, la cuisine avec une cheminée souvent ornementée chez les riches ; sur la façade nord, point de fenêtres. Sur le littoral, ou sur les hauteurs où sévit la bora, la maison est en pierre, avec un avant-mur qui sert de pare-neige. (Ferdo Hefele *ibid.*, p. 98.)

s'isole et s'étiole. Le milieu géographique, dont les Croates ont fait leur habitat, tire sa signification de sa complexité même : les Alpes y expirent au seuil de la steppe qui s'épanouit dans l'Alföld hongrois, et les eaux de l'Adriatique en caressent les bords ; c'est le point de raccord entre le tronc continental et l'appendice balkanique.

Le noyau du peuple croate est aggloméré dans la presqu'île entre Drave et Save, passage entre l'Orient et l'Occident ; ce triangle, dont le sommet est Belgrade, est rempli de sédiments tertiaires et d'alluvions propres aux labours et aux prairies et, dans les fonds humides, abrite des massifs forestiers ; la surface en est découpée en casiers par des arêtes montagneuses, derniers tronçons des Alpes styriennes : ce sont les contreforts dolomitiques d'Ivanscica, les Monts Kalnik que les coteaux de Bilo relient au pâté de Pozsega ; celui-ci domine la dépression, marécageuse par endroits, de la Slavonie et de la Syrmie, d'où émerge le modeste, mais pittoresque massif du Vrnit ou Fruška Gora, aux versants enguirlandés de pampres, aux cimes boisées, semé de couvents. Entre Save et Kulpa se projettent les éperons des Alpes carniques, les monts des Uskoks, au pied desquels se creuse le bassin de Karlstadt.

La Kulpa marque la limite de la Croatie balkanique ou illyrienne, prolongement du karst, haute terrasse calcaire de 700 mètres d'altitude, dont les rebords sont dessinés par les deux murailles du Velebit et de la Kapela, hérissées de sapins ; d'une croupe à l'autre des falaises transversales, comme autant de verrous, ferment des enclos ; c'est un pays au climat rude, au sol aride et raviné ; la frange littorale, plus riante et tiède, adoucit la sévérité du tableau.

A vrai dire aucune frontière que la nature ait imposée ne sépare les Croates hongrois de leurs frères dalmates et bosniaques : c'est une politique prudente et timorée qui maintient l'incohésion. Toutefois les deux régions qui composent la Croatie n'ont pas toujours partagé les mêmes destinées. L'Etat croate s'ébaucha en Dalmatie, province

à peu près abandonnée par les Byzantins : là les Slaves entrèrent en contact avec le monde roman du littoral. Il prit corps en Slavonie et Syrmie, contrée mitoyenne, ouverte dans toutes les directions, exposée aux invasions contraires ; en dépit de cette situation périlleuse, la nationalité croate ne fut ni refoulée ni étouffée.

Le territoire ne fut pas, comme il y semblait voué, un champ clos entre Byzance et les puissances temporelles et spirituelles de l'Occident. Byzance fut devancée et dès la première heure déboutée.

Les Croates à peine fixés[1] étaient guettés par les missionnaires catholiques, dépêchés d'Aquilée et de Spalato. Rome eut donc l'entrée de jeu. Avec une naturelle prudence, à l'heure du grand schisme, elle ne travailla pas à latiniser ses ouailles, gagnées par Méthode et Cyrille à la liturgie et à la prédication slaves, mais pour peu de temps ; le latin évinça de nouveau la langue populaire ou nationale, que légitima un moment dans l'Eglise le pape Innocent IV en 1248. Mais l'emprise romaine fut la plus forte et les Croates restèrent des fils obstinément fidèles de l'Eglise catholique et apostolique : c'est un légat du pape Grégoire VII qui posa la couronne sur la tête de leur roi Zvonimir (1076), lequel paya tribut pour cet octroi. La lutte contre le musulman a, comme chez les Espagnols, enraciné chez les Croates la foi, que la Réforme n'a pu entamer, tandis qu'elle induisait en perdition les Slovènes voisins. L'Eglise grecque schismatique a renoncé à la

1. L'on s'est demandé si le clan communautaire, la *zadruga*, est une institution originelle chez les Yougo-Slaves. Il semble bien que ce statut familial remonte très haut, peut-être avant l'arrivée des Slaves dans les régions danubiennes et balkaniques. Mais que l'institution soit spécifiquement slave, cela est douteux. Nous renvoyons à l'étude aussi substantielle que critique de Arthur Mayer *Die bäuerliche Hauskommunion (zadruga) in den Königreichen Kroatien und Slavonien* (Diss. inaug. Heidelberg, 1910, p. 138 suiv., avec bibliographie copieuse). L'originalité de la *zadruga* avait été signalée par les autorités françaises lors de l'occupation des provinces illyriennes (Ivan Strohal, *Die Hauskommunionen (zadrugas) bei den Südslaven* Wissenschaftliche Mitteil. aus Bosnien und der Hercegovina XII, 1912, p. 407-89.)

La *zadruga* ne s'est guère maintenue dans la Croatie civile. Elle subsiste dans la zone des anciens Confins. On en compte aujourd'hui — d'après les recensements de 1890 et 1895 — une soixantaine de mille avec 430.000 personnes. La plupart des communautés (85 p. 100) ne dépassent pas 10 membres ; on en relève cependant 981 encore avec 21 à 30.

propagande : c'est au XVII[e] siècle seulement, après l'immigration de nombreuses familles orthodoxes, qu'elle reçut un établissement en Syrmie, le patriarcat de Karlovci.

Byzance ne fut pas plus heureuse dans ses visées politiques : les peuplades barbares qui rôdaient le long du Bas Danube barraient le chemin de la Croatie. Mais celle-ci était menacée d'autre part : les Francs d'abord, puis les Magyars qui subissaient l'attirance du midi, ne dissimulèrent pas leurs velléités de conquêtes. Pour préserver son indépendance menacée par Venise, plus gravement encore par les discordes civiles et l'anarchie que provoquaient la rivalité des bans ou župans indigènes, le peuple croate n'eut d'autre recours que d'offrir le trône, après l'extinction de sa dynastie nationale, au roi de Hongrie, Koloman (1102). Fut-ce une annexion que ce pacte de Krizovci, ou bien une simple union personnelle ? La question est aujourd'hui encore passionnément discutée[1]. Les Croates gardaient leur statut, leurs franchises : le roi régnait par l'intermédiaire du ban, son lieutenant, dont la résidence fut Zagreb (Agram) et qui fut appelé ban de Slavonie ; ce personnage, souvent le prince héritier de la Couronne de Saint-Étienne, bien qu'assisté d'une Diète, jouissait des pré-

1. La nature des premiers rapports de la Croatie avec le royaume de Saint Etienne est encore sujette à polémique. Les Magyars soutiennent que la Croatie n'accepta la suzeraineté que pour éviter une occupation armée. V. Pesty, *Die Entstehung Croatiens* (Ung. Revue, II, 1882, p. 1-37, 138-86.) Fr. Racki a repris le débat (Kroatische Revue, publiée par Ivan von Bojnicic, 1[er] fasc. Agram, 1882, p. 65-101). Hunfalvy est venu à la rescousse, (*Die staatliche Selbständigkeit Croatiens* Ung. Revue, 1885, IV, p. 153). Pesty (*Aspirationen der Croaten* Ung. Revue, V, 1886, p. 55) ; Pliveric. professeur à l'Université d'Agram, *Das rechtliche Verhältniss Croatiens zu Ungarn*. Agram, 1885.

Pour donner une idée de l'animosité que suscite cette question historique, Pesty va jusqu'à réclamer la réincorporation pure et simple à la Hongrie des comitats de Syrmie, Veröcze, Pozsega, qui constituent la Slavonie ; deFiume et d'une bande du littoral, et ne veut pour la Croatie qu'une autonomie provinciale, à l'égal des autres comitats : la Diète croate lui paraît inutile, vu l'unité de la législation pour le royaume de Saint Etienne (Ung. Revue II, p. 183).

Voir l'exposé sur « la nature juridique » du traité par M. Horn *Le Compromis de* 1868 *entre la Hongrie et la Croatie* (Thèse Fac. Droit Paris, 1907, chap. IV,) avec bibliographie.) L'auteur conclut pour la simple union personnelle.

On trouvera un substantiel résumé de l'histoire de la Croatie dans l'ouvrage de R. W. Seton-Watson (Scotus Viator) *Die südslavische Frage im Habsburger Reiche* (Edition allemande de Berlin 1913).

rogatives souveraines, commandement de l'armée, frappe de la monnaie, levée des impôts, etc[1]. Dès lors le centre de gravité politique se déplaça en faveur des Croates; la Dalmatie fut quasi abandonnée aux entreprises vénitiennes.

L'union personnelle fut un ménage passable. Les souverains hongrois se montrèrent respectueux du pacte constitutionnel jusqu'au règne de Sigismond qui refusa de se laisser couronner en terre croate (1403). Dès lors les empiètements sur les libertés croates se multiplièrent : Sigismond aliéna, contre écus sonnants, au comte de Cilli un morceau du pays et la dignité de ban. Si les rois de Hongrie exploitaient les Croates, en revanche ils ne les protégeaient pas; ils portèrent la peine de leur dédain et de leur défection : les Turcs se ruèrent sur les Hongrois après Mohacs. Les Croates, que le désastre des Magyars ne contrista pas, invoquèrent le secours de la Maison d'Autriche, dont la mission était de refouler l'Infidèle. Et leur Diète unanime acclama sans tarder comme roi héréditaire, et non plus électif, Ferdinand I^er^, déjà roi de Bohême et de Hongrie (1527). La Croatie s'intégrait par là dans le complexe des Etats de la monarchie des Habsbourg, elle ne relevait plus immédiatement de la Hongrie; elle était régie par un souverain qui ne subordonnait pas les intérêts croates à ceux de la Hongrie ; de sorte qu'à l'égard de ce royaume l'union personnelle étant périmée, la Croatie n'eut plus ni obligations ni dépendance. Cette thèse, chère aux Croates, semble juridiquement et historiquement confirmée [2].

La Croatie cependant resta liée ou plutôt alliée à l'Etat hongrois : les deux nations résistaient et aux assauts de l'Infidèle et aux usurpations autrichiennes, qui avaient amoindri la Croatie de la zone des Confins militaires, divisés en capitanats, et considérés comme territoire

1. Une preuve de l'indépendance de la Croatie fut le couronnement à Zagreb en 1301 du prince Charles Robert d'Anjou, alors que les Hongrois avaient à la même époque élu un autre roi.

2. La question des rapports entre la Croatie et la Hongrie est à peine effleurée avec une timidité presque comique dans le volume de l'Ö.U.M. *Croatien und Slavonien*.

d'Empire. En vue d'une action concertée la Croatie envoyait à la Diète hongroise des députés de sa propre Diète pour y expédier les affaires communes; mais les décisions de la Diète hongroise n'avaient force de loi en Croatie qu'après le vote de la Diète croate[1]. Nulle sujétion; cela est si vrai que la Diète de Croatie accepta la pragmatique sanction de Charles VI plusieurs années avant celle de Hongrie et dans un tout autre esprit : elle n'entendit en effet obéir qu'au souverain qui régnerait sur les provinces de Styrie, Carinthie, Carniole, en partie peuplées de Slaves, témoignage saisissant de solidarité ethnique et du sentiment de la nationalité. Cependant les Magyars tendirent à s'arroger la suprématie, à réduire la Croatie au rang d'une simple annexe, *partes annexæ* et non plus *regna socia :* ce que leur concéda imprudemment en 1779 la Cour de Vienne, qui, consciente de son erreur, ressuscita la Diète croate en 1790.

A ce moment, chez les Slaves du Sud comme chez les autres sujets opprimés, fermentaient les idées d'indépendance nationale et de libertés publiques. Les aspirations du monde sud-slave purent, sinon se satisfaire, du moins se déployer, grâce à la conquête française et à la création d'une Illyrie, d'une patrie naturelle [2]. Il se forma, parmi les jeunes gens surtout, des sociétés pour la culture des idiomes sud-slaves (même en dehors du pays, à Vienne et à Graz); et, quoique le peuple croate fût numériquement faible, puisqu'une bonne partie de ses forces vives était parquée dans les Confins, c'est lui qui assuma l'honneur de tenter la restauration de la communion slave; c'est de lui que sortirent les initiateurs, ceux qui ressuscitèrent, pour une fin plus désintéressée, la conception napoléonienne de l'illyrisme. En effet, s'il importait à la phalange intellectuelle de la Croatie de recouvrer les franchises politiques, les ambitions dépassaient le cadre étroit de la province : aussi fut substitué au nom croate un symbole plus large, qui embrassait tous les hommes de

1. Horn, chap. VII.

2. L'Illyrie comprenait les pays slovènes alpestres, l'Istrie, la Dalmatie, la Croatie maritime.

même langue et de même race : celui de l'illyrisme. Ce vocable éclipsait et fondait ensemble les vieilles divisions et désignations des membres séparés d'une même famille : Serbes, Esclavons, Dalmates, Slovènes [1].

L'illyrisme trouva son apôtre à la fois entraînant et adroit dans Louis Gaj, né à Krapina en 1809, docteur de Leipzig [2]. Gaj sentit sourdre sa vocation sous l'influence du poète Kollar qu'il connut à Pest, et qui venait de lancer à la fois le cri de guerre contre les Magyars et l'hymne d'espérance des Slaves.

Gaj débuta discrètement, pour ne point effaroucher les défiances autrichiennes qui suspectaient partout et en tout la Révolution ; il publia un traité d'orthographe croato-slavonne ; c'est par la même méthode en apparence inoffensive que Vuk Karadžic entreprit l'œuvre de régénération des Serbes. En 1833, il composa une chanson patriotique : « la Croatie n'est pas encore perdue », qui vola bientôt sur toutes les lèvres. En 1835, il fonda un journal à Zagreb (Agram) : les *Nouvelles Croates* avec un supplément : l'*Étoile du Matin.* Ce titre ne figura qu'un an : en 1835, il fut transformé en *Nouvelles nationales illyriennes*, et le dialecte croate remplacé par une langue sonore, élaborée déjà par les poètes illyriens, moins rébarbative non seulement à l'oreille, mais à l'œil : car elle revêtait une forme extérieure, une transcription simple et aisée [3].

Gaj eut la bonne fortune non seulement de susciter la collaboration enthousiaste d'une génération de jeunes

1. Les promoteurs de l'Illyrisme crurent que les antiques Illyriens étaient des Slaves.

2. Voir la biographie de Gaj dans Louis Leger *Serbes, Croates et Bulgares* (p. 74-86). Une analyse de la correspondance de Gaj révèle l'intérêt des autres groupes slaves pour l'illyrisme.

3. W. Wachsmuth, *Geschichte des Illyrismus oder des südslavischen Antagonismus gegen die Magyaren. Nebst einem Vorworte.* Leipzig. 1849.

Cyprien Robert, *Les deux Panslavismes* (*Rev. des Deux Mondes.* 1er novembre 1846, et une série d'articles du même écrivain dans cette Revue).

Hip. Desprez, *La Grande Illyrie et le mouvement illyrien* (*Rev. des Deux Mondes*, 15 mars 1847). *La Guerre des Magyars et des Croates* (*ibid.*, 15 août 1848). *Les Illyriens, le ban Jellachich et l'Autriche* (15 novembre 1848).

Cf. Starè, *Die Kroaten im Königreiche Kroatien und Slavonien* (Die Völker. X[2]).

écrivains et poètes[1], mais encore de rallier le clergé d'abord inquiet du lustre jeté sur l'idiome serbe, un idiome schismatique ; car les schismatiques — on l'a vu — faisaient froide mine aux avances des Slaves papistes. Or le clergé croate tremblait pour la religion d'État, qui était comme le palladium de l'autonomie nationale : les Hongrois réclamaient les droits civiques en Croatie pour les protestants. — Par une chance suprême enfin, Gaj eut d'abord la neutralité bienveillante du gouvernement autrichien, qui méditait de jouer de l'illyrisme contre l'insolence magyare[2].

Bientôt en effet des hautes sphères de la littérature la lutte se transporta sur le terrain parlementaire. À la Diète mixte où les députés Croates siégeaient avec les Hongrois — car leur Diète nationale avait été supprimée de nouveau — ils réclamèrent, sous la pression du mouvement illyrien, l'emploi de leur langue : proposition qui déchaîna les colères magyares jusqu'aux voies de fait. La faiblesse du gouvernement de Vienne sacrifia encore les fidèles et dévots Croates aux ambitions magyares. Dans la séance du 20 juin 1843 de la Diète hongroise, un député croate déclara qu'il avait reçu mandat de ses commettants de ne parler qu'en latin, et se refusa à s'exprimer dans la langue officielle des débats ; l'émotion fut si vive, qu'à la Table des magnats, le palatin archiduc Joseph, lieutenant du Roi, prononça ces mots qui voulaient être décisifs : « Il n'y a pas ici de nation illyrienne, il n'y a qu'une nation hongroise ». Un magnat croate, plus tard ban de Croatie, le baron Rauch, dénonça la conjuration révolutionnaire, c'est-à-dire libérale, et la haute trahison. « Je dirai quels sentiments effrénés M. Gaj inspire à la jeunesse et au clergé des séminaires, à qui il assure que dans un avenir prochain les Russes dicteront des lois à Presbourg et donneront une constitution à chaque nation slave qui s'alliera à eux. Je dirai encore que le *vivat* des Illyriens est pour le czar. Je montrerai

1. En 1838, est créée la Société de lecture de Zagreb; en 1842, *l'ilirska matica* (*l'Abeille illyrienne*,) autre Société littéraire ; vers la même époque se développe le théâtre croate ; en 1846, représentation du premier opéra.

2. L'imprimerie où Gaj éditait son journal s'appela imprimerie *illyrienne* Imp. et Roy. privilégiée, titre assez significatif.

que leur but est de se détacher de la Hongrie et, en s'unissant à d'autres nations slaves, de former un grand royaume illyrien[1] ».

L'évocation du spectre russe, du panslavisme, troublait la chancellerie autrichienne ; si bien qu'au début de 1843, l'Empereur Ferdinand avait ordonné la suppression des mots : illyrien, illyrisme, Illyrie, dans les feuilles publiques, les livres, l'enseignement. Le mot disparut, l'idée ne périt pas.

D'ailleurs c'était une concession de forme aux Magyars. On continua donc à encourager tout bas cet illyrisme que l'on condamnait tout haut[2]. Les fonctions de ban furent données à un illyrien ardent, l'évêque de Zagreb, Haulik ; les vœux de séparation d'avec la Hongrie furent accueillis. La fureur des Magyars, attisée par les doléances des magnats croates hostiles à l'illyrisme, grandit encore contre l'Autriche. En réalité, les Magyars étaient fort inquiets ; ils sentaient que la cause illyrienne était gagnée devant le tribunal de l'opinion libérale en Europe[3]. Ils avaient beau persifler le caractère artificiel de l'illyrisme, et de sa langue, inventée par des érudits, éclose en serre chaude : ils appréhendaient que l'Autriche ne réalisât à son bénéfice l'idée illyrienne ; qu'elle ne fît de l'Illyrie, selon le rêve de Joseph II, le noyau d'un État où s'agrégeraient les provinces slaves encore soumises aux Turcs ; État « par lequel l'Autriche pèserait sur la frontière méridionale de la Hongrie comme elle pèse déjà sur la frontière du nord par la Moravie et la Galicie ».

C'est au milieu de la fièvre des esprits que la Révolution de 1848 fit explosion. Les Croates, milices des Confins et volontaires, se jetèrent avec entrain contre les Magyars : et de même que l'illyrisme avait trouvé son

1. Gérando, p. 365.

2. V. l'anecdote citée par Gérando, p. 379-80. L'archiduc Jean correspondait avec Gaj (Eisenmann p. 99).

3. Gérando (p. 395) exhale sa méchante humeur contre les « erreurs répétées par les feuilles et revues de l'étranger, de la *Gazette d'Augsbourg* jusqu'au *Times*, en passant par la *Revue des Deux-Mondes*, où MM. Saint-René Taillandier, Cyprien Robert et M. Desprez ont abordé des questions qu'ils ne connaissaient qu'à demi ».

apôtre en Gaj, il trouva son épée dans Jelačic, colonel d'un des régiments de frontière, que Gaj avait désigné pour les fonctions de ban de Croatie. Jelačic porta une série de coups foudroyants aux ennemis, parut devant la capitale hongroise et, pour terroriser les Magyars révoltés, fut nommé commissaire royal en Hongrie. Puis il marcha sur Vienne à la rescousse de Windischgrätz qui assiégeait la capitale. Ce Croate symbolisait l'obédience dynastique. Le monde slave tout entier tressaillit ; mais ni les Tchèques ni les Polonais n'osèrent à ce moment les actes décisifs qui eussent assuré le triomphe de la cause commune.

Cependant la Cour de Vienne affolée oscillait entre Hongrois et Croates. Ceux-ci avaient, dans leur plan d'une Constitution nouvelle, proclamé le retour de la Dalmatie à leur royaume, l'union avec les Serbes, dont le patriarche avait investi le ban élu Jelačic, et une action d'ensemble avec les frères slaves des pays alpestres et du littoral. Manifestation révolutionnaire et fédéraliste au suprême degré, intolérable aux hommes d'État centralistes et unitaires, dont Bach fut le type représentatif.

Les Croates durent songer à eux-mêmes : leur ambition se restreignit à la restauration de l'ancien royaume triple et un, Croatie, Slavonie, Dalmatie, avec le district littoral de Fiume et Buccari ; ils ne brisaient pas l'attache avec la Hongrie, mais se bornaient à une sorte de dualisme : avec le ban pourvu des prérogatives d'un souverain constitutionnel, l'emploi de leur idiome comme langue officielle, l'indépendance de leur Église.

Avec de la fermeté, de la suite dans les vues, et surtout de l'union, les Croates eussent sans doute obtenu tout cela. Mais ils ne surent pas orienter leurs destinées. Au moment de la détente qui suivit la période centraliste à outrance, après les défaites en Italie, l'Autriche et la Hongrie s'efforcèrent chacune d'attirer la Croatie dans son orbite. Mais la poigne autrichienne avait laissé des meurtrissures que les Sau-Kroaten[1] — c'était l'aimable quali-

1. Jeu de mots sur l'appellation allemande de la Save et le vocable *sau* (truie).

fication dont les gratifiaient les bureaucrates allemands — ne pouvaient oublier. Vienne voulut mettre du baume sur les blessures ; une délégation croate reçut en décembre 1860 les plus flatteuses assurances de François-Joseph : usage officiel de la langue nationale, réannexion de la Dalmatie, chancellerie spéciale (*hofdicasterium*). Les esprits s'exaltèrent du mirage de la grande Croatie avec sa presse libre, son Académie yougo-slave dont Mgr Strossmayer annonçait l'imminente fondation[1].

Quelques jours après, la déception survint ; le ministère fédéraliste de Goluchowski était supplanté par l'administration de Schmerling, tout allemande de doctrine et de pratique. Schmerling suscita les jalousies italiennes qui, redoutant une absorption dans le slavisme, protestèrent contre l'incorporation de la Dalmatie au royaume tri-unitaire.

Entrèrent en scène alors les tentateurs hongrois : la Hongrie humiliée avait dépouillé son orgueil ; au lieu du défi brutal et intransigeant d'un Kossuth, s'offraient les habiles et généreuses avances d'un Deák, tendant aux Croates « une page blanche » pour y inscrire leurs conditions. Pour les magnats croates, qui sous l'étiquette illyrienne flairaient la révolution[2], la Hongrie était l'alliée naturelle ; ils formèrent le noyau du parti magyar ou magyaron, avec les gens d'affaires préoccupés de conquérir le marché hongrois, avec les Italiens de Fiume, désireux de secouer le joug croate, et quelques libéraux reconnaissants à la Hongrie d'avoir combattu et souffert pour les principes démocratiques. Mais ce parti des Unionistes négligea de remplir le blanc seing que la Hongrie lui avait présenté; le *sabor* (diète) s'était montré intransigeant ; ce fut une chance pour les Magyars, qui, au lendemain du Compromis de 1867, se trouvèrent maîtres de la situation.

1. Vladimir Zagorsky. *François Racki et la Renaissance scientifique et politique de la Croatie* (1828-1894). (Thèse Univ. Paris, Hachette, 1910, chap. III).

2. La plupart de ces grands seigneurs descendaient de familles étrangères, dotées de domaines repris sur les Turcs : ils n'étaient pas d'origine croate.

Il était trop tard : les Croates se sentirent à la merci de leurs oppresseurs. Mais leur fierté nationale ne céda pas : la Diète de Zagreb refusa d'envoyer des représentants au couronnement du Roi à Pest, marquant que cette cérémonie ne l'intéressait en rien. La Diète fut dissoute; le baron Rauch, chef des magyarons, et ennemi juré des tendances illyriennes, fut chargé, en qualité de ban, de rappeler à la Croatie récalcitrante les droits supérieurs de la Hongrie; des élections, savamment travaillées, sortit une Diète docile, expurgée [1], dont une délégation négocia le pacte fédératif avec une délégation hongroise.

Ce pacte ou *nagoda* est un dualisme bâtard. Il y a pas lieu de critiquer ici ce monument constitutionnel [2]. Si les intérêts économiques des Croates étaient lésés, si, sous la rubrique d'affaires communes, la Hongrie avait la mainmise sur leurs finances et leurs richesses, au moins la nationalité était respectée nominalement : les Magyars consentaient à l'existence officielle et légale d'un peuple croate, jouissant d'une quasi-autonomie interne, mais sans individualité extérieure, peut-on dire. La Couronne de Saint-Étienne encastrait et couvrait la Couronne de Zvonimir.

Dans la réalité, on ne se fait pas scrupule de ménager les Croates plus que les autres sujets : le ban n'est que l'agent de la magyarisation — au moins la plupart de ces dignitaires ont compris leur mission ainsi. — Aussi toute la vie politique de la Croatie se dépense dans la lutte

1. Le parti national magyarons dont Strossmayer et Racki, laissa le champ libre aux magyarons.

2. I. Pliveric (*Beiträge zum ungarisch-kroatischen Bundesrechte*, Agram, 1886), développant la thèse que Croatie et Hongrie sont deux Etats confédérés ayant passé un compromis (p. 22), étudie à ce point de vue, qui n'est pas celui des nationaux intransigeants, les rapports constitutionnels. On trouvera une pénétrante et fine analyse de la Nagoda dans un article de M. Charles Loiseau. *La Hongrie et l'opposition croate* (*Rev. des Deux-Mondes*, 1er septembre 1895). Horn a donné la traduction la plus sûre de la Nagoda : (2e partie de sa thèse) : il professe, lui aussi, que ce pacte est complexe et peu clair. G. de Montbel. (*La condition politique de la Croatie-Slavonie dans la monarchie austro-hongroise*. Thèse, Fac. Droit. Toulouse, 1909, p. 214-21,) conclut plutôt en faveur des Hongrois ; mais si la Croatie n'est pas un État, elle n'est pas davantage une province, et il est certain qu'elle abrite un groupe ethnique ou national.

contre la Hongrie. Cette lutte manque, sinon de vigueur, du moins d'unité. Un premier parti a eu pour guide l'illustre évêque de Diakovo, Mgr Strossmayer, une figure européenne. Mgr Strossmayer, sur la base constitutionnelle qu'il redoutait d'ébranler, travailla généreusement à édifier une Croatie qui fût comme la patrie d'élection, le foyer idéal de tous les Yougo-Slaves ; il tenta de préparer son pays à cette tâche historique par une régénération intellectuelle et morale. Mais c'était là une œuvre de longue haleine, d'efforts continus, de compromissions avec les faits établis ; une œuvre d'homme d'Eglise qui ne compte pas avec le temps. Ce plan de temporisation irritait les impatients, les combatifs et les doctrinaires. Ceux-là composaient le « parti du droit », qui poursuivait la séparation d'avec la Hongrie, et dont les ambitions de grandeur et d'union se concentraient sur les seuls pays croates, sans déborder sur les autres Yougo-Slaves. Cette fraction, appelée aussi radicale, a eu pour tête Antoine Starčevic, penseur et homme d'action, et pour état-major la phalange intellectuelle de la nation qu'offusquait sans doute l'auréole sacrée de l'évêque de Diakovo. Mais, contraste paradoxal : Strossmayer, avec son âme d'apôtre qui planait au-dessus des contingences doctrinales ou dogmatiques, aspirait à l'union — politique — des Croates catholiques et des Serbes schismatiques. « Les uns et les autres, prononçait-il, nous honorons et invoquons saint Cyrille et saint Méthode..., que ces deux saints nous unissent dans une amitié fraternelle. » Strossmayer avait puisé auprès du poète Kollar cette religion du slavisme[1]. Ainsi tandis que ce prélat embrassait dans la communauté slave tous ceux que leur sang et leur parler y convient, sans distinction de foi religieuse, les radicaux, les libres penseurs, en excluaient les ouailles de l'église orientale[2].

1. Louis Leger, *Serbes, Croates et Bulgares*, p. 157.

2. Il est vrai que les Serbes, par haine des Croates, formèrent le gros du parti magyaron. En 1895, lors du voyage de l'Empereur-Roi à Zagreb, les deux factions en vinrent aux mains, aux cris de : Vive le roi de Croatie et vive le tsar des Serbes ! (Loiseau. *Revue des Deux Mondes*, 1er septembre 1896, p. 881.)

Aux yeux des Magyars, Starčevic comme Mgr Strossmayer étaient les instruments de la Russie. Ce dernier, par une démarche hasardeuse, a prêté le flanc au soupçon. En 1888, lors du millénaire de saint Wladimir à Kiew, il envoya une dépêche de sympathie, plaçant la communion de race au-dessus de celle de confession. Il fut apostrophé par l'Empereur-Roi en personne, pour avoir trahi sa foi et son Etat. Sans doute le sentiment intime et vrai des Yougo-Slaves s'exprime dans ce mot que prononça un jour l'évêque : « Plutôt Russes que Magyars [1] ».

En dépit de la scission des partis, l'idée nationale manifestait sa vitalité : le *sabor* de 1871 déclarait la nullité de la *nagoda*, des émeutes militaires éclataient dans les Confins. Et les Hongrois, redoutant que l'Autriche n'exploitât contre eux les colères croates et slaves, se résignèrent à des concessions, c'est-à-dire à une modification du pacte dualiste, avec quelques satisfactions constitutionnelles secondaires, et une répartition douteuse des quotes-parts budgétaires. Les Magyarons, en grosse majorité à la Diète, s'en contentèrent[2]. D'ailleurs une ère de conciliation s'ouvrit. Le ban Mazuranic, un Croate, investi en 1873, tout imprégné d'idées occidentales — au point qu'il laïcisa des écoles — fonda l'Université de Zagreb [3], créa une haute cour devant laquelle le ban et les ministres pourraient être traduits.

La popularité de Mazuranic, le renforcement du slavisme par l'occupation de la Bosnie-Herzégovine, alarmèrent les Hongrois. Et, avec le successeur de Mazuranic, qui s'était démis en 1880, la magyarisation reprit son cours interrompu. Mais si les magyarons livraient le gouvernement, les masses populaires ne s'abandonnaient pas. En 1883, l'administration des finances de Zagreb s'avisa de rehausser d'inscriptions magyares les écussons de ses édifices, où ne figuraient jusqu'alors que des inscriptions

1. Dans une conversation avec M. de Laveleye (*La péninsule des Balkans*, (I, p. 89). V. aussi Jehan de Witte, *A travers l'Autriche-Hongrie* (Correspondant, 10 et 25 mars 1896).

2. Zagorsky p. 144.

3. *ibid.* p. 147 suiv. Racki en fut le véritable organisateur.

croates. En une nuit ces emblèmes furent arrachés, insultés, avec de tels désordres qu'il fallut décréter une sorte d'état de siège. Mais finalement les autorités reculèrent, et les écussons qui avaient blessé la fierté patriotique des Croates disparurent. Tous les Slaves de la monarchie acclamèrent les héroïques frères Croates.

On compta les mater par un gouvernement à poigne ; le comte Khuen-Hedervary, un slavonien, se fit le ministre des rancunes et des peurs magyares. La manière forte réussit à merveille : la Diète fut peuplée de créatures soumises.

Sous cette compression de vingt années (1883-1903), si le peuple croate s'est raidi dans sa haine du Magyar et parfois cabré, ses politiciens ont donné le spectacle de leurs flottements, de leurs voltes, de leurs abdications[1]. Les plus conséquents avec eux-mêmes ont été les magyarons, à qui leur obédience procurait fonctions, aubaines et faveurs gouvernementales ; ils s'intitulaient parti national ou unioniste. Un autre groupe hésitait à brusquer une rupture avec la Hongrie : en octobre 1905, des Croates de Croatie, Dalmatie, Istrie, se réunirent en un congrès à Fiume, pour offrir à la Hongrie une collaboration loyale et naïve au prix d'un remaniement libéral du pacte constitutionnel et d'une moins illusoire autonomie[2]; la *Résolution* de Fiume valut à ses adhérents l'appellation de résolutionnistes. Les intransigeants invoquaient le droit pur, le droit historique de la Grande Croatie, sans contamination d'autres éléments slaves, surtout serbes : ce pancroatisme s'oppose au vieil illyrisme ou à la conception plus large et plus éclectique de l'unité yougo-slave. Celle-ci défraie le programme du parti populaire des paysans.

1. Sur l'État intérieur de la Croatie, de 1905 à 1906, on consultera les reportages de M. René Henry dans son volume *Des Monts de Bohême au golfe Persique* (Paris, Plon, 2e partie). Ces notes au jour le jour laissent deviner la suite des faits dans leur déconcertante mobilité, Cf. G. de Montbel, 3e partie.

2. Seton Watson, p. 169 et suiv. et 514.

Les partis sont officiellement classés en 1910 sous les dénominations suivantes[1] :

| | NOMBRE DES ÉLECTEURS | VOIX EXPRIMÉES |
|---|---|---|
| Parti des paysans . . . . . . . . . . | 22.708 | 15.484 |
| Coalition croato-serbe — Parti croate réuni indépendant. | 40.792 | 26.999 |
| Coalition croato-serbe — Parti serbe indépendant. . . . | 20.735 | 10.820 |
| Coalition croato-serbe — En dehors des partis . . . . . | 5.995 | 2.429 |
| Parti du droit. . . . . . . . . . . . . | 39.847 | 23.060 |
| Parti social-démocrate. . . . . . . . . | 2.203 | 1.523 |
| Parti serbe radical. . . . . . . . . . . | 1.833 | 2.753[2] |
| Parti croate du droit (dit de Starcevic)[2]. . | 14.819 | 9.857 |
| Parti du gouvernement. . . . . . . . . | 37.699 | 20.057 |
| En dehors des partis. . . . . . . . . . | 3.465 | 2.601 |
| | 190.096[3] | |

Emiettement et impuissance qui rassuraient les Hongrois, d'autant plus que l'Autriche par prudence semblait se désintéresser de ces querelles domestiques.

Celles-ci s'aigrirent cependant par une série d'usurpations des gouvernants de Pest, dont la plus injurieuse prétendit, en 1907, imposer l'idiome magyar dans le service intérieur des chemins de fer de l'Etat, en plein pays croate, et au prix d'une violation de la *nagoda*. Comme exécuteur de cette sorte de coup d'Etat fut envoyé en qualité de ban le baron Rauch, deuxième du nom, et dont le plus bel héritage était la poigne paternelle. Il fut suivi à Zagreb par les députés croates qui désertèrent le Parlement hongrois. Serbes et Croates se coalisèrent contre le « Satrape ». C'est alors que celui-ci monta un scénario, le procès d'Agram, qui stupéfia l'Europe[4].

Le monde apprit, au début de 1909, que s'était ourdie en Croatie une formidable conjuration pour soulever contre la monarchie austro-hongroise tous les sujets serbes orthodoxes, et annexer la Croatie-Slavonie-Dalmatie ainsi

1. Annuaire statistique XIX, 1911, p. 442-3. Nous reproduisons la nomenclature française.

2. Le parti est subdivisé en 2 groupes : l'un « en dehors des partis, » l'autre dit groupe d'Eszék.

3. Les chiffres résument ceux des élections de 1896, 1901, 1905, 1906, 1910.

4. Voir l'histoire documentaire de cet épisode dans Seton Watson, chap. VIII-XII.

que la Bosnie-Herzégovine au royaume de Serbie. Les ouailles de l'Eglise grecque orientale étaient travaillées, surexcitées par des journaux, brochures, images, qui glorifiaient la patrie serbe et le roi Pierre Ier Karageorgevitch ; les Croates catholiques étaient terrorisés par les conspirateurs. Une cinquantaine de ces derniers furent traduits devant le tribunal d'Agram et la pendaison fut requise contre eux.

Ce n'étaient que des comparses. Le véritable accusé fut le Royaume de Serbie, ou le panserbisme[1] dont des agents provocateurs et des publicistes trop informés dénoncèrent les maléfices, attestations décisives à l'appui de la politique anti-serbe qui devenait la devise de la diplomatie austro-hongroise.

Cette scandaleuse action judiciaire préluda dignement à la suspension de la vie civique en Croatie : les libertés constitutionnelles furent remplacées par « l'état d'exception »; un simple commissaire régit le royaume dont la Diète fut dissoute[2].

C'est seulement au début de 1914 que les relations normales ont été rétablies. Les victoires serbes, qui ont exalté les aspirations yougo-slaves, ont humanisé les Magyars ; il importe de rompre l'union des Serbes et des Croates, en promettant à ces derniers de légitimes satisfactions : un réglement linguistique pour le réseau ferré ; une interprétation plus conciliante du pacte de 1868.

Heureusement que dans cette crise l'idée nationale, loin de s'atrophier, s'élabore et se tonifie. Tout d'abord les Croates ont chez eux le nombre : sur les 2.600.000 habitants du royaume, ils sont 1.638.000 ; à ce chiffre il convient d'opposer ou d'ajouter 645.000 Serbes. S'il est vrai — d'une vérité tout officielle — que le Magyar ait depuis dix ans gagné du terrain, se soit multiplié de 16 à 17 p. 100 grâce à l'immigration de prolétaires, tandis que l'accroissement des indigènes est plus que médiocre (10 p. 100 pour les Croates, 5 à 6 pour les Serbes), l'équilibre est loin d'être compromis ; et l'immigration de congénères slaves,

1. Le foyer du mouvement était le club sud-slave (Slovenski jug) de Belgrade. (Seton Watson, p. 193, 235 et suiv.)

2. Seton Watson, chap. xv.

tchèques, slovaques et ruthènes, tous travailleurs prolifiques [1], compense l'intrusion de fonctionnaires magyars ou soi-disant tels, et celle des Allemands, ces derniers d'absorption facile, au point que d'année en année ils fondent [2].

Les Croates voient l'avenir avec confiance : entre 1900 et 1910, ils se prévalent de 147.000 nationaux de plus, les Serbes de 34.000 ; les Magyars, de 15.000, bien que le taux pour ces derniers soit proportionnellement le plus fort. Le slavisme ne se laisse guère pénétrer ; en 1900, le royaume comptait 2.279.000 individus assez disgraciés pour n'entendre ni pratiquer le magyar ; en 1910, ces réfractaires sont plus nombreux de 220.000, tandis que le Recensement enregistre seulement 20.000 néophytes de plus qui aient appris le magyar, et encore leur nationalité n'est point définie.

Il ressort bien des statistiques que le croatisme et le catholicisme romain non seulement ne sont pas entamés, mais se fortifient, ainsi qu'en témoignent les chiffres de l'accroissement naturel.

| MOYENNE | LANGUE CROATE | CATHOLIQUES ROMAINS |
|---|---|---|
| 1896-1900. . . . . . . | 16.065 | 18.793 |
| 1900-1905. . . . . . . | 18.021 | 22.583 |
| 1906-1910. . . . . . . | 20.248 | 24.587 |

Les Serbes et Grecs orientaux n'ont point fléchi d'ailleurs.

| MOYENNE | SERBES | GRECS ORIENTAUX |
|---|---|---|
| 1896-1900. . . . . . . | 7.030 | 6.401 |
| 1900-1905. . . . . . . | 6.727 | 6.760 |
| 1906-1910. . . . . . . | 8.541 | 8.730 [3] |

1. L'augmentation des Slovaques et Tchèques ressort dans l'avant-dernière décade à près de 40 p. 100 ; celle des Ruthènes à 27 p. 100. De 1900 à 1910, les Slovaques seuls se sont renforcés de 25 à 24 p. 100, ce qui ne représente d'ailleurs que 4.000 unités (l'effectif s'élève à 21.000), mais dans presque toutes les localités sont signalés des Slovènes, Polonais, Tchèques. (Recensement de 1910, p. 460 et suivantes.)

2. Les Allemands ont perdu de 1900 à 1910 plus de 2.000 congénères. La croatisation des écoles dans les communautés allemandes se poursuit énergiquement et provoque les plaintes des intéressés. A. Lutz, *Die Ausrottung der deutschen Volksschulen in der Königlichen Freistadt Esseg und in der Viroviticer Gespanschaft (Kroatien-Slawonien) in den letzten drei Jahzehnten* (D. Erde XII. 1913. p. 207-210), avec planches hors texte. Cf. R. Kaindl. *ibid.*, p. 62, avec 2 pl., vues photographiques hors texte).

3. L'Église orientale a gagné plus de néophytes que l'Église latine, 2.300 de 1896 à 1911, tandis que le catholicisme n'a reçu que 1.609 convertis. En juillet 1912, l'autonomie de l'Église serbe a été abrogée.

Les Croates ont une vie intellectuelle ; les lettres et les arts se sont mis au service de la patrie et n'ont pas le droit encore d'être désintéressés ; l'épopée classique des Croates, Cencic Aga, du poète Mazuranic, les romans historiques de Šenoa, ressuscitent le passé de la Croatie.

Mais la Renaissance a été laborieuse. Strossmayer et Racki lancèrent dès 1860 l'idée d'une Académie, foyer de pensée et de science yougo-slave. Cette ambition fut mal prise à Vienne où les tendances fédéralistes étaient suspectes ; en Croatie même, les philologues de la stricte observance et de l'orthographe traditionnelle combattirent le projet que les Serbes avaient accueilli avec défiance. Il fallut sept ans pour constituer l'Académie de Zagreb. Mais à l'appel et à l'exemple de l'évêque de Djakovo, les subventions des patriotes affluèrent. Le ban Khuen-Hedervary, exécuteur de la politique magyare, suscita des difficultés à la compagnie, interdit un congrès des littérateurs yougo-slaves et fit annuler l'élection de Racki, porté pour la 7e fois à la présidence (1888) [1].

C'est dans le même esprit slave que fut organisée en 1874 l'Université : Racki recruta des professeurs tchèques et correspondit dans ce but avec Rieger [2].

Ces institutions, d'autres encore comme la *Matica hrvatska*, alimentent l'énergie morale et éclairent la conscience de la nation [3].

Mais sous quelle forme l'idée nationale des Croates prendra-t-elle figure? Sera-ce le pancroatisme, c'est-à-dire un Etat exclusivement croate et catholique? Sera-ce une fédération yougo-slave, selon la vision vaste et généreuse de l'illustre évêque de Diakovo ? Sera-t-il praticable, dans cet Orient où le credo national et le credo religieux se confondent, d'abriter au sein d'une même formation

1. Zagorsky, chap. IV.

2. *ibid*, p. 249-50.

3. Pour la distinction dialectale du *štokave* et du *čakave*, voir Resetar, *ouvr. cité*, avec la carte 2 montrant les oscillations dialectales en Croatie-Slavonie. L'auteur signale avec raison que la question dialectale est devenue une question politique.

politique deux Eglises aussi longtemps conjurées l'une contre l'autre[1] ?

Il faut rappeler que le serbisme en Croatie affecte un caractère éminemment ecclésiastique : il revendique l'usage autorisé de son écriture, concurremment avec la latine, la reconnaissance de ses écoles confessionnelles, afin de soustraire les petits Serbes à la contagion papiste de leurs camarades Croates dans l'école communale[2], le déploiement des drapeaux et bannières serbes, lors des fêtes de l'Eglise.

La conception de l'Etat neutre et laïque, de la suprématie du pouvoir civil, n'a pénétré encore que dans les esprits les plus avancés, et chez la masse des ouailles ne provoquerait qu'horreur et scandale. Et d'autre part, fera-t-on si bon marché des divisions, des animosités qui ont tenu séparés pendant des siècles les divers peuples Yougo-Slaves, Croates, Bosniaques, Monténégrins, Serbes, Bulgares? S'il est vrai qu'entre les membres de cette famille la voix du sang commence à parler, la formule reste à trouver qui conciliera des intérêts temporels et spirituels si éloignés, parfois si ennemis.

A vrai dire, elle a été lancée déjà : c'est le trialisme. La monarchie jusqu'ici dualiste serait un composé de trois États : l'Autriche, la Hongrie, la Sud-Slavie, ou, en restaurant une dénomination fort prestigieuse, l'Illyrie[3]. On a mesuré, cartographié déjà, dénombré cette formation politique[4] : 120.000 kilomètres carrés, 10 à 12 millions

1. La séparation confessionnelle est aussi nette que possible et ressort du tableau suivant :

| | 1900 | EN MILLIERS | 1900 |
|---|---|---|---|
| Croates. . . . . . . . . | 1490 | Serbes . . . . . . . . . | 610 |
| dont catholiques romains. | 1473 | dont Grecs Orientaux. . . | 610 |

Les catholiques romains englobent aussi des Hongrois, Allemands et autres Slaves; les Grecs Orientaux comprennent aussi des Ruthènes (Public. Stat. 5e vol. 1907 p. 372).

2. La statistique ne distingue pas, volontairement sans doute, les écoles communales croates des serbes (Annuaire XIX, 1911, p. 346-365.)

3. L'Empereur d'Autriche porte encore le titre de roi d'Illyrie.

4. René Gonnard. *Entre Drave et Save*, Paris 1911, chap. IV. *Le Trialisme. Le point de vue slave et le point de vue autrichien.* (Rev. Polit. et Parlementaire LXXIV, 1912, p. 223 et 44.) *Le point de vue magyar*, (*ibid.* LXXV 1913, p. 55-71).

d'âmes, consistance très respectable au regard de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Serbie, dont le format est fort réduit et la population moins nombreuse. On y encadrerait les Slovènes alpins et dinariques, les Croates et Serbes de Hongrie et du royaume triunitaire, les Bosniaques et Herzégoviniens.

La conception semblait digne de la controverse qu'elle a provoquée. Elle intéressait le régime intérieur et l'action diplomatique de l'Autriche-Hongrie. Au dedans, cette tripartition aurait humilié, affaibli la Hongrie, l'aurait coupée de la mer, paralysée par cette pesée sur son flanc : perspective assez séduisante pour la Maison Impériale et les Autrichiens du vieux style. Elle aurait créé une Slavie autrichienne, plan de haute envergure, si l'Autriche avait pris conscience de sa mission slave. Sans doute l'idée trialiste avait contre elle les Allemands qui placent leur sécurité dans le morcellement artificiel des Slaves entre les divers pays de la Couronne; les Magyars qui ne sauraient sans déchéance admettre dans la raison sociale de l'Autriche-Hongrie un nouveau participant, un surnuméraire, qui deviendrait, grâce aux congénères tchèques et galiciens, le plus fort et le plus heureux des trois [1]; citons pour mémoire les Italiens adriatiques qui se verraient sacrifiés.

Mais le trialisme aurait-il résolu la difficulté essentielle indiquée plus haut? Les Yougo-Slaves aspirent-ils à l'union fraternelle dans le giron de leur Yougo-Slavie? Ils auront beau se prévaloir d'une parenté de race et d'idiome — encore que le Slovène éprouverait quelque peine à entendre ses concitoyens serbes ou croates — s'exalter dans l'évocation d'une histoire ou d'une légende commune, dans le culte d'une littérature, placage artificiel plutôt qu'armature de leur nationalité. Sauront-ils oublier leurs dissidences théologiques, leurs symboles religieux, qui ont depuis des siècles empli leur vie spirituelle et morale, chrétiens contre infidèles, papistes contre schismatiques? La Yougo-Slavie est condamnée aux luttes confessionnelles

1. Encore Tchèques et Polonais, privés de l'appoint des Sud-Slaves au Parlement, succomberaient contre la majorité allemande.

qui, si elle est constituée en pays parlementaire, s'exaspéreront par le jeu des partis.

Mais les hommes d'État de Vienne auraient d'autres raisons de ne point grouper les Slaves du Sud, qui tendraient à s'agréger, depuis la dernière crise balkanique, à la Slavie fortifiée et glorifiée par ses victoires, à une grande Serbie que de pieuses imaginations ont déja restaurée, Une Slavie autrichienne eût peut-être, jusqu'à ces derniers temps, joué comme un pôle d'attraction sur ces *irredenti*, ces peuples non libérés encore ; aujourd'hui c'est en sens inverse que les éléments graviteraient. L'Autriche s'est encore montrée en retard d'une idée [1].

1. Nous reproduisons ces considérations parce qu'elles jettent un jour sur la genèse de la guerre de 1914. La conception d'une Yougo-Slavie semble avoir repris faveur auprès des hommes d'État autrichiens depuis les succès des campagnes balkaniques.

# CHAPITRE XIV

## FIUME

La Hongrie étouffe dans son enclos et ses steppes ; elle a senti le besoin très tôt de la ventilation du souffle marin. C'est pourquoi ses souverains ont aspiré à descendre vers la côte adriatique, se sont cherché un établissement en Dalmatie, se sont mesurés avec Venise. C'est assez tard que cette ambition fut satisfaite.

L'ancienne Tersatica celto-illyrienne, qui relevait du patriarcat d'Aquilée, fut attirée comme toute la lisière adriatique dans la sphère d'influence de Venise : le dialecte régnant émane du vénitien, avec la particularité du chuintement (*cascha* au lieu de *casa*). Fiume tomba en 1465 sous la domination de la Maison d'Autriche, qui la protégea contre les coups de mains des pirates Uskoks[1] ; en 1776, elle fut rattachée à la monarchie de Saint Etienne, mais comme *corpus separatum*. Son indépendance fut menacée par les Croates qui prétendirent, en vertu des affinités ethniques, l'annexer à leur royaume, et l'occupèrent depuis 1848, jusqu'à ce qu'enfin la Hongrie rendît à elle-même cette petite république marchande, dont l'autonomie est consacrée par cette formule ambigue de la *nagoda* : *separatum sacræ regni coronæ adnexum corpus*, et annulée enfin par la présence d'un gouverneur hongrois.

Le statut de Fiume est, à l'heure actuelle encore, indéfinissable. A qui appartient l'éminente propriété de ces quelques kilomètres carrés ? On chicane encore entre

1. Aladar Fest. *Uskoken und Venezianer in der Geschichte von Fiume* (Ung. Rev. XII Jahrg. 1892, plusieurs articles).

Croates et Hongrois sur le droit historique de l'une et l'autre couronne[1]. La Croatie semble déboutée, puisque le *sabor* de Zagreb voit encore vides les sièges des deux députés de Rieka — c'est le nom slave de Fiume — qu'en vertu d'une loi de 1888 la cité doit y déléguer. En attendant les justiciables de Fiume portent leurs appels à Budapest; et c'est là un signe manifeste de la suzeraineté hongroise.

D'ailleurs l'intérêt de Fiume lui commande non seulement de ne point rompre, mais de se solidariser avec la Hongrie, pourvoyeuse et génératrice de son trafic. Si, poussant les rails de ses voies ferrées jusqu'au littoral, la Hongrie se donnait pour débouché quelque port plus favorablement situé, la fortune de Fiume serait sérieusement compromise.

Ce fond de golfe, sur une lieue de littoral, est occupé par la ville de Fiume et son territoire couvrant tout juste 21 kilomètres carrés sur lesquels se tassent environ 50.000 habitants — densité formidable de 2.371 individus.

Comme à Trieste, les Italiens sont maîtres du municipe et des affaires et sont cernés par les Croates et les Slovènes qui tiennent l'amphithéâtre montagneux et le karst. Le dénombrement enfle singulièrement le contingent croate qu'il porte à 13.000 individus; les Slovènes, non plus que les Italiens, n'ont les honneurs d'une rubrique spéciale, alors que les 11 Ruthènes figurent dans une colonne[2] et sont classés. La politique du gouvernement de Pest lui commande de préserver, contre les appétits des Croates, ce port industrieux, émissaire des produits nationaux, et point de contact pour les Magyars avec le capiteux monde méditerranéen. Cependant « la perle du Quarnero » n'échappe pas au mal hongrois. Depuis quelques années, la tyrannie magyare sévit contre les Italiens, pendant longtemps loyaux et gâtés; est-ce une délicate attention pour les Slaves?

1. Pesty (*Die staatsrechlliche Stellung Fiume's*. Ungarische Revue II, 1883, p. 81) défend la thèse hongroise. La thèse croate est présentée par Zagorsky, p. 92.

2. Recensement. Vol. XLII, p. 458. C'est parmi les « autres » ou divers que sont signalés 24.000 Italiens et 2.300 Wendes!

# CHAPITRE XV

## LES TSIGANES[1]

Presque tous les peuples de Hongrie ont un état civil régulier et se réclament d'un droit historique plus ou moins fondé. Il en est un toutefois qui manque de titres et qui s'en passe : c'est celui des Tsiganes. Les Tsiganes ne sont pas une horde vagabonde et clairsemée : c'est un groupe de 280.000 individus, dont la fonction sociale, dans l'économie de l'État hongrois, est encore, il est vrai, très basse, presque inutile et souvent même nuisible à la communauté.

Les Tsiganes — c'est le nom qu'on leur donne en Hongrie et qui a fait fortune ailleurs — forment une race mystérieuse dont les origines et la langue ont provoqué des controverses qu'il n'y a pas lieu de rappeler ici. C'est au XIVe siècle qu'ils s'infiltrèrent en Hongrie, par les passes des Alpes transilvaines ; les bandes, sous la conduite d'un « duc » ou « voïvode », s'ébranlèrent de la Valachie où elles avaient longtemps séjourné, sous la poussée des Turcs. Elles furent accueillies d'assez bonne grâce : car ces immigrants excellaient dans le travail des métaux,

1. J. H. Schwicker, *Die Zigeuner in Ungarn und Siebenbürgen* (Die Völker, vol. XII).

Le Dr Weisbach (Mitth. Anthrop. Ges. Wien., 1889, t. XIX) a noté les traits anthropologiques de 52 soldats tsiganes, de 21 à 23 ans. Il constate qu'ils ont le type foncé, 33 les cheveux noirs, 48 les yeux foncés ; chez tous la peau est brune ou olivâtre. Leur taille moyenne est de 1m,655, supérieure à celle des Magyars (1,640), des Roumains (1.635), des Polonais (1,622). L'indice céphalique ressort à 79,7, c'est-à-dire tient le milieu entre la brachycéphalie et la mésocéphalie. Nous omettons d'autres caractères anatomiques. On trouve dans cette étude d'intéressantes comparaisons entre les Tsiganes et les populations actuelles de l'Indoustan, qui aideront à éclaircir le problème des origines.

fabriquaient des armes, art précieux en un temps où tous guerroyaient ; si bien que les rois de Hongrie, Sigismond, Mathias Corvin, leur accordèrent le privilège de la libre circulation, et les protégèrent à une époque où, dans les autres pays d'Europe, ils étaient repoussés avec horreur. Ils ne payèrent pas de retour cette bienveillance, désolant les populations par leurs vols, se gardant de tout contact, indifférents aux maux publics[1]. Le gouvernement songea, lorsqu'il entreprit le peuplement de la Hongrie, à fixer les Tsiganes sur le sol qu'ils sillonnaient en nomades. Marie-Thérèse, en 1761, voulut les convertir en cultivateurs, prescrivit qu'ils s'appelleraient Nouveaux Colons ou Nouveaux Magyars ; que leurs enfants leur seraient enlevés pour être éduqués dans des familles chrétiennes ; qu'ils ne pourraient s'épouser entre eux. Joseph II prohiba l'emploi de leur langue, les assujettit aux juridictions ordinaires et, en quelque sorte, au travail forcé ; cet essai de civilisation échoua : les enfants, arrachés à leurs parents, s'enfuirent ; les adultes se montrèrent incapables de toute besogne régulière. Toutefois, une statistique officielle de 1780 à 1783[2] enregistre en Hongrie 30 à 40.000 Tsiganes, la plupart ouvriers en métaux ; très peu sont voués à la vie agricole ; très peu d'enfants fréquentent l'école, bien que, en 1780, 4.604 garçons, 3.784 filles aient été soustraits à leur famille naturelle.

Au cours de ce siècle, les Tsiganes, grâce à une police sévère, se sont pliés à un régime pour lequel ils ne paraissaient point créés. Une enquête approfondie, entreprise en 1893, — opération beaucoup plus large que le recensement périodique — jette un jour nouveau sur la condition de ce peuple[3].

Le symptôme le plus éclatant de cette transmutation

1. On mentionne un unique épisode où des Tsiganes défendirent un château-fort contre les Impériaux. Le récit de cet exploit, encore conservé, fait hurler d'attendrissement les Tsiganes qui l'entendent (Schwicker, p. 53.)

2. Czoernig, III, p. 189.

3. *Die Ergebnisse der am* 31 *Jänner* 1893 *in Ungarn vorgenommenen Zigeunerconscription* (Mitt. Geogr. Ges. Vienne, 1896, nos 6 et 7, p. 447-528).

des Tsiganes est que, sur leur nombre de 275.000 [1], les neuf dixièmes, 243.000, sont sédentaires, 20.000 demi-sédentaires, c'est-à-dire changeant de site avec les saisons, et 9.000 seulement promènent encore leurs tentes et leurs chariots, principalement dans la vallée du Maros et au pied des Monts de Transilvanie. Les sédentaires n'ont pas encore pris racine dans le sol ; l'humeur capricieuse, le tempérament mobile du Tsigane le dégoûtent du long et patient travail de la terre [2] ; il est resté fidèle à son métier originel, celui des métaux. Mais les Tsiganes se mêlent peu à peu aux autres habitants : ils ont élu domicile dans plus de 7.000 communes sur 12.000 que compte la Hongrie ; dans 3.750, ils occupent un quartier séparé ; mais dans 2.874 leurs logis sont confondus au milieu des autres. C'est en Transilvanie que la fusion est le plus avancée : plus d'un tiers des Tsiganes (38 p. 100) y est concentré, mais ils sont répandus sur toute la surface du royaume de Saint-Étienne [3].

| RÉGIONS | PROPORTION POUR 100 DU NOMBRE DES TSIGANES | PROPORTION POUR 100 DES TSIGANES SUR LA POPULATION TOTALE |
|---|---|---|
| Rive gauche du Danube . . . | 7,61 | 1,12 |
| Rive droite du Danube. . . . | 8,29 | 0,83 |
| Bassin entre Danube et Tisza . | 8,12 | 0,81 |
| Rive droite de la Tisza. . . . | 10,94 | 1,98 |
| Rive gauche de la Tisza . . . | 13,21 | 1,76 |
| Bassin entre Tisza et Maros. . | 12,84 | 1,85 |
| Tsansilvanie. . . . . . . . . | 38,20 | 4,66 |
| Armée et prisons . . . . . . | 0,79 | — |

Ce qui devrait faciliter l'assimilation de ce peuple, c'est qu'il n'a point de nationalité, et qu'il ne semble pas même

1. Exactement 274.940. Il s'agit ici des Tsiganes au sens éthnique et anthropologique et non pas seulement linguistique, ce qui explique l'énorme différence entre le chiffre de cette enquête et celui du recensement.

2. 2 p. 100 seulement des Tsiganes mènent la vie rurale, dont 0,80 p. 100 comme propriétaires. L'archiduc Joseph qui a écrit l'article sur les Tsiganes dans le volume *Ungarn VI* de l'Ö. U. M., a tenté d'installer des Tsiganes dans son domaine d'Alesuth ; l'essai avorta, par la répugnance des autres cultivateurs à frayer avec les Tsiganes, par le refus des communes de les adopter (p. 568).

3. Le Recensement général (tableaux détaillés, p. 2-485) indique les communes où vivent des Tsiganes sous la rubrique : divers. Les éléments d'une statistique complète auraient mérité d'être résumés.

en voie de s'en créer une; car il perd l'instrument le plus efficace d'une pareille création, la langue. Plus de la moitié des Tsiganes (52 p. 100) ignorent l'idiome traditionnel de leur race. Les Tsiganes ont adopté le parler usuel des populations avec lesquelles ils frayent.

Le dénombrement de 1880 signale, sur 71.911 personnes qui indiquent le tsigane comme leur langue maternelle, 14.480 en tout qui n'en usent point d'autre (soit 19 p. 100) ; mais près de 24 p. 100 se servent du magyar, et la majorité (43 p. 100) du roumain. Ce chiffre de 71.911 Tsiganes est très inférieur à la réalité. L'enquête de 1893 établit que sur 275.000 Tsiganes, 82.000 (30 p. 100) confessent leur langue particulière, et la plupart de ceux-ci (62 p. 100) sont des nomades. Mais 104.000 (38 p. 100) se réclament du magyar et 67.000 (24 p. 100) du roumain ; de ces Tsiganes magyars et roumains, les trois quarts ont désappris le langage de leurs ancêtres (84 p. 100 chez les Roumains, 73 p. 100 parmi les Magyars). Le dénombrement de 1900 relevait en tout 61.658 individus de langue tsigane, dont 29 seulement dans l'armée ; le plus fort contingent en Transilvanie, 21.000; entre Tisza et Maros, une dizaine de mille; ils ne manquent nulle part, sauf dans les villes. Sur l'ensemble un peu plus de 14.000 parlaient aussi le magyar [1].

C'est aux Roumains qu'ils s'assimilent le plus volontiers : car pendant leur longue halte en Valachie, il s'était opéré déjà une pénétration linguistique. Ils se laissent magyariser sans résistance; une petite fraction, moins de 4 p. 100, se proclame slovaque; une autre (2 p. 100) serbe; il n'est pas étrange que les Tsiganes n'aient point été attirés par la culture allemande.

L'œuvre de fusion, sinon de magyarisation, est donc amorcée. La Hongrie gagnera-t-elle, fût-ce au prix de la contrainte [2], d'honnêtes et utiles citoyens? Ceux que l'on

1. Public. Stat. Nouv. Série. Vol. V (1907), p. 213, 229,

2. L'enquête se prononce (p. 465) non seulement pour la scolarité obligatoire, ce qui est légitime, mais propose d'organiser les écoles sur le modèle des maisons de correction (*sic*), où seraient internés de force les enfants de ceux à qui les parents refusent de donner l'instruction. Ce serait le retour aux mesures de Marie-Thérèse.

a condamnés au régime sédentaire, sous la tutelle des seigneurs terriens, semblent avoir dégénéré et s'être abêtis! Ils vivent dans une misère sordide. Les nomades ont conservé, en rôdant par les campagnes, en essayant des coups de mains, « l'audace, l'énergie et du même coup la beauté [1] ». Le Tsigane développera-t-il ses qualités — car il en a — au service de sa patrie? Jusqu'ici il n'a pas été pour elle un élément de prospérité, mais plutôt un article de luxe et de fantaisie. La Hongrie cependant lui doit une part de sa vie et de sa gloire artistique; le Tsigane n'est-il pas l'interprète de la musique nationale; et n'est-ce point par lui que s'exhale et que chante au dehors l'âme du peuple magyar?

La Hongrie a aussi un petit essaim d'Arméniens réfugiés de Moldavie au xvii^e^ siècle. Schismatiques, ils adoptèrent tout aussitôt le catholicisme, sous l'impulsion de leur évêque : en récompense on leur bâtit une ville, Szamos Ujvar, qui date du début du xviii^e^ siècle, et devint ainsi qu'Ebesfalva (Elisabethstadt), ville libre hongroise. Ils ont oublié leur idiome : en 1900, c'est à peine si 260 le confessent encore. Mais ils ont gardé leur type. M. Recouly les montre boutiquiers d'une obséquiosité tout orientale, femmes d'un embonpoint exagéré.

Les 3.000 familles installées par le prince Michel Apaffy sont réduites, dans le recensement de 1910, à 1.100 à Szamos Ujvar, partagés entre catholiques, latins et grecs, et 76 dans la ville même de Kolosvar. « Ces Arméniens parlent hongrois et sont de bons patriotes magyars » [2].

1. Recouly, *ouvr. cité,* p. 12.

2. *Ibid.*. p. 22 suiv. A. Molnar Ö. U. M. *Ungarn* VI, p. 238.

## CHAPITRE XVI

### BOSNIE-HERZÉGOVINE

L'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine à l'Autriche-Hongrie est la conclusion. non point d'un procès historique, non point de revendications archivales de la Couronne de Saint Etienne — l'argument n'a de valeur que dans les manuels scolaires de la monarchie — mais de cette fatale poussée vers l'Orient, qui ne date pas, quoiqu'on pense, de Sadowa. Du jour où l'Autriche a été menacée dans ses œuvres vives par le péril turc. elle a obéi à l'instinct de conservation, en se donnant du champ vers la péninsule balkanique, en se créant des zones de couverture, des confins militaires, pour contenir et refouler l'ennemi. Cette nécessité stratégique a pris le caractère d'une croisade, parce qu'elle s'est compliquée d'une mission libératrice à l'égard des populations chrétiennes.

La politique autrichienne a été servie par les circonstances : l'on rappelle sans remonter plus haut qu'en 1875 la raïa grec-orthodoxe se rebella contre l'administration turque, et réclama pour les chrétiens des concessions agraires, la liberté religieuse, une autonomie avec égalité pour toutes les confessions. Cette insurrection fut le prélude de la guerre d'Orient (1876-7) que la Russie avait méditée : il semble bien que pour prix de leur concours la Serbie et le Monténégro espéraient. l'une la Bosnie, l'autre l'Herzégovine[1]. Elles se trouvèrent frustrées par

1. Sur les agissements du Montenegro et l'attitude des divers groupes de la population à la veille de l'occupation, lire les intéressants souvenirs de Joseph Koetschet. *Aus Bosniens letzter Türkenzeit*, veröffentlicht durch G. Grass (Zur Kunde der Balkanhalbinsel, herausgegeben von Carl Patsch, Heft 2. Vienne, Leipzig, Hartleben, 1905).

l'Europe, qui, au Congrès de Berlin, sur la proposition du représentant anglais, heureux de débouter les clients de la Russie, chargea de la pacification des deux provinces le gouvernement austro-hongrois. L'occupation s'en suivit aussitôt (juillet 1878) : le caractère juridique a provoqué une controverse aujourd'hui close par l'annexion pure et simple, opérée en 1908 par un coup de main diplomatique[1].

## I

### La population.

Les nouveaux sujets — à titre définitif — de la monarchie des Habsbourg, observés et pratiqués depuis trente ans, avaient leurs fiches et dossiers. Comme signalement anthropologique, le Bosniaque, chrétien ou musulman, présente les caractères spécifiques du Slave du Sud : les traits ethniques des Illyriens primitifs, si tant est que les envahisseurs *slavini* s'en soient assimilé quelques-uns, sont insaisissables ou oblitérés ; les crânes de la nécropole si riche de Glasinac, dont une quarantaine seulement ont été mensurés[2], ont révélé une population déjà mélangée ; les Albanais mêmes, héritiers putatifs des Illyriens, ont été métissés d'éléments slaves ou autres.

Le Bosniaque, pour être un produit de croisement, n'est pas dégénéré : il frappe par sa stature imposante, et pour la taille cet homme du Midi ne peut être comparé qu'au Norvégien[3]. Les données de Weisbach, qui portent sur 3.083 recrues, celles de Glück, prises sur 3.099, dénoncent une proportion de 70 p. 100 environ d'individus au-dessus de 1m,72 ; les tout petits font exception : au-dessous de 1m,50, 1 ou 2 p. 100. Le Bosniaque dépasse le

1. La condition des pays annexés a été exposée par Ferdinand Schmid : *Bosnien und Herzegovina unter der Verwaltung Oesterreich-Ungarns.* (Leipzig, Veit et Cº 1914, VIII, 832 p. Carte en couleurs hors texte à 1 : 750.000.) L'auteur, professeur à Leipzig, a précédemment appartenu au service statistique de la Bosnie-Herzégovine.

2. L. Glück, Ö. U. M., *Bosnien und Herzegovina*, p. 278.

3. Weisbach. *Die Bosnier* (Mitt. Anthropol. Ges. Wien. Vol. XXV. 1895. p. 206-39).

Croate et le Dalmate ses voisins, qui pourtant aussi ont belle prestance.

Les cheveux bruns ou noirs dominent; les blonds sont rares : 9 à 10 p. 100; c'est chez les Musulmans qu'on en rencontre le plus, 12 p. 100; chez les Grecs orthodoxes, le moins, 7 p. 100.

Les Serbes orthodoxes paraissent en effet les plus foncés des Bosniaques et Herzégoviniens, comme en témoigne aussi la couleur des yeux :

| | MUSULMANS | SERBES ORTHODOXES en p. 100. | CATHOLIQUES |
|---|---|---|---|
| Yeux bruns . . . | 46,46 | 55,68 | 46,24 |

Il en est ainsi encore du teint.

Le type, qui synthétise tous ces indices, se répartit, selon Weisbach, sous les rubriques suivantes, entre les trois confessions :

| TYPE | MUSULMANS | GRECS ORTHODOXES | CATHOLIQUES |
|---|---|---|---|
| Clair . . . . . . | 9,48 | 5,59 | 7,51 |
| Foncé. . . . . . | 38,89 | 47,96 | 38,87 |
| Mél. clair. . . . | 2,05 | 1,47 | 1,15 |
| — foncé. . . . | 18,10 | 16,73 | 19,36 |
| Brun clair. . . . | 16,19 | 13,02 | 19,79 |
| Gris brun. . . . | 15,34 | 15,14 | 13,15 |

Par quel mystère la religion orthodoxe donne-t-elle à ses adeptes cette patine que l'anthropologie discerne?

Weisbach attribue la plus grande fréquence du type clair chez les musulmans et les catholiques à des mariages avec des gens d'autre race, peut-être, avance L. Glück, avec des fonctionnaires [1], qui seraient des agents clarificateurs.

Les quelques mensurations d'indice céphalique permettent de conclure à la brachycéphalie des Bosniaques et Herzégoviniens.

La population de la Bosnie et de l'Herzégovine a été brassée, soit par des invasions, soit par des infiltrations. Les Vlach ou Valaques, rôdeurs et aventureux, ont de longue date pénétré le pays : il semble même que de vieilles familles paysannes, dont les noms survivent en

1. *Ouvr. cité*, p. 286.

Herzégovine, soient de souche roumaine; la toponymie trahit aussi le passage ou la colonisation[1].

Aujourd'hui des essaims, soit de Valaques de Macédoine, soit de Morlaques, subsistent; on en a récemment compté une douzaine et demie, sans en indiquer l'effectif[2].

Les Morlaques ou Karavlaques parlent un idiome très mêlé de roumain; mais on les considère comme des Tsiganes. Ils sont chrétiens, et se distinguent par là de leurs congénères musulmans.

Les Tsiganes musulmans sont venus de Vieille Serbie et de Grèce. On les divise en deux groupes. Les Blancs, sédentaires, civilisés, se sont croisés avec les indigènes dont ils ont adopté la langue. Les Noirs, ou Tsiganes de tente, nomadisent encore, exerçant le métier de chaudronniers, maquignons, surtout de voleurs. Ils sont sveltes, fins, foncés jusqu'à l'iris, avec crâne allongé, tandis que les Blancs sont massifs, avec la figure aplatie et la tête ronde. Les Noirs sont des musulmans peu fervents; leurs femmes ne se voilent pas; seuls ils méritent encore le qualificatif de tsigane[3].

La Bosnie compte aussi une petite colonie de Juifs Espagnols, *sephardim*, introduits depuis le début du XVIIe siècle, de Constantinople, de Salonique et même de Padoue et Venise, gens de petite taille (1m,64) et d'apparence chétive, avec le type sémite prononcé. On en a dénombré un peu plus de 8.000; les autres Juifs sont 3.650. Les Sephardim ont leur parler officiellement reconnu, sous le terme *spaniolisch*.

1. Jevto Dedijer. *Die allen Bauernfamilien in der Herzegovina* (Wiss. Mitth., XI, 1909, p. 377-80).

2. Teodor Filipescu, *Coloniile Române din Bosnia. Studiu etnografic si antropogeografic*. Editiunea Academiei Române (Bucuresti Instit. de arte grafice « Carol Göll », 1906, 310 p., 20 fig. dans le texte. Carte hors texte à 1 : 1.200.000e). Reproductions de types humains, de maisons avec plan.

3. Leopold Glück, *Zur physischen Anthropologie der Zigeuner in Bosnien und der Herzegovina*. (Wissenschaft Mitth., V, 1897, p. 403-33, avec 10 fig. dans le texte, 6 pl. hors texte).

Le recensement porte une rubrique pour la langue tsigane, que 5.419 personnes ont indiquée comme langue maternelle en 1910 (*Die Ergebnisse der Volkszählung in Bosnien und der Herzegovina vom* 10 *Oktober* 1910, zusammengestellt vom Stat. Departement der Landesregierung (Sarajevo. Landesdruckerei, 1912), p. 1.

Ce milieu fermé aux influences étrangères qu'était la Bosnie était destiné au rôle de conservatoire de la langue populaire; l'aristocratie même, tout en embrassant l'islam, resta fidèle au parler ancestral, de sorte que quand se créa une littérature sud-slave, c'est dans ce vieux trésor qu'elle puisa les éléments, les formes, les images de son expression et de son inspiration : ce n'est pas à sa seule pureté que le bosniaque doit cette fortune, c'est encore à son harmonie[1].

Le bosniaque a-t-il gardé son unité? Il connaît des divisions et variétés dialectales, mais fondées sur le plus singulier principe en cette matière, sur le principe confessionnel[2]. Les catholiques, en effet, appellent leur idiome croate, les orthodoxes déclarent user du serbe; et quelques particularités justifient ces distinctions : le son vieux serbe *b* (barré) se prononce *ie* chez les orthodoxes, *i* chez la majorité des catholiques et des musulmans[3]; ces derniers presque exclusivement énoncent l'h aspiré, emprunté à l'arabe liturgique.

La rubrique du recensement, qui consomme officiellement la fusion du serbe et du croate, dissimule donc quelques complexités, qui n'intéressent pas que les seuls philologues.

L'habitation dénonce souvent non seulement le rang social, mais la confession de l'indigène. L'abri de la raïa est de construction grossière : c'est une cabane à deux compartiments, la cuisine, *kouça*, et la chambre d'habitation, *soba*; on entre de plain pied dans la cuisine, rarement précédée d'un vestibule[4]. La maison du chrétien, le plus souvent en bois, avec un toit de chaume, a gardé sa pauvreté; celle du musulman a souvent un aspect plus confortable : un rez-de-chaussée en briques ou pierres est

1. Davorin Nemanic̈. Ö. U. M., *Bosnien und Herzegovina*, p. 373.

2. L'administration de Kallay a tenté d'évoquer ou créer une langue bosniaque différente du serbocroate ; ce singulier essai a échoué (Schmid p. 254).

3. Les slavistes désignent l'ekavisme, l'iekavisme, l'ikavisme.

4. R. Meringer, *Das volksthümsliche Haus in Bosnien und der Herzegovina* (Wissenschaftl. Mittheil. VII, 1900, p. 247-90. 2 pl. en coul. 90 fig. dans le texte.)

surmonté d'un étage en bois, plus large, qui déborde et protège la partie inférieure ; des lattes de bois ou des pierres, chez les plus aisés des tuiles couvrent la toiture ; celle-ci est percée d'une ouverture par où s'échappe la fumée du foyer. Les murailles au dehors, les parois au dedans sont passées à la chaux.

Le musulman s'entoure d'une clôture de planches, ou bâtit sa grange en bordure de la rue, signe de sa richesse. Mais le haut du logis est tout en fenêtres, et des balcons courent le long des façades : c'est là que l'on se tient et que l'on bavarde, à la belle saison. Les fenêtres et balcons du *harem* sont jalousement grillagés; cela n'empêche pas le flirt (*asiklik*)[1].

Le propriétaire d'un *tchiflik* aime à jouir d'un pavillon pour lui seul ; c'est là qu'il reçoit ses amis, c'est le *selamlik* ; un autre pavillon, le *harem*, est réservé à la famille[2].

Le musulman, amoureux de la nature, et volontiers rêveur[3], se campe sur les versants qui ont vue sur la campagne, ou sur la rive d'un cours d'eau. Mais il ne voisine guère ; en Bosnie, en Herzégovine, comme dans toute la tranche occidentale des pays serbes, les maisonnettes s'espacent, soit sur des tertres séparés, soit sur la platitude des *polje*. Il semble que ce dispositif soit un legs des Illyriens[4].

Presque toute la population est rurale, à l'exception des Juifs agglomérés dans les villes ; les musulmans n'entrent pas même pour un quart dans l'effectif citadin (23,7 p. 100) ; les catholiques s'adaptent moins encore à la vie urbaine (16 p. 100 environ), et quant aux orthodoxes, sauf une infime fraction (moins de 7 p. 100), ils sont paysans.

1. Anton Hangi *Die Moslim's in Bosnien-Herzegovina. Ihre Lebensweise, Sitten uud Gebrauche*, p. 50 suiv.

2. *Ibid.*, p. 169.

3. Hangi (pl. 8), décrit cet état spécial que le Bosniaque appelle *ceïf*.

4. Jovan Erdeljanovic. *Les études de géographie humaine en pays serbe* (Annales de Géographie, XIV 1905. p. 424-32) d'après l'enquête de Cvijic et de ses disciples publiée dans le « Recueil ethnographique » de l'Académie des Sciences de Belgrade. Le tome VI de ce Recueil renferme un mémoire de M. Dedijer sur l'Herzégovine (XIX[e] bibliographie des Annales de Geogr. 1909, n° 567).

L'Autriche-Hongrie dès l'occupation a dû procéder à un inventaire des corps et biens. Combien acquérait-elle de sujets? Elle se défiait avec raison des dénombrements tentés par le gouvernement turc, sans méthode, et dans un pays toujours agité.

Un recensement de 1851 avait indiqué 441.000 mâles en Bosnie — mais la Bosnie comprenait alors le sandjack de Novipazar qui en fit partie jusqu'en 1877; et du côté du Montenegro, la frontière était mal déterminée. En 1871, le calendrier provincial turc enregistrait pour la Bosnie et l'Herzégovine 1.242.000 âmes dont 168.000 pour Novipazar. En 1876, le chiffre était tombé à 1.050.000; mais l'opération avait été effectuée en période d'insurrection. Les « schématismes », ecclésiastiques, simples comptages des fidèles, ne pouvaient guère inspirer confiance[1].

Les Autrichiens s'appliquèrent, au lendemain de la prise de possession, à fonder le nouvel ordre de choses sur des notions précises[2]. Pendant un mois, à partir du 15 juin 1879, les agents enquêteurs circulèrent : tâche délicate, car les indigènes appréhendaient une mesure fiscale; d'autre part, les musulmans, inquiets pour leur statut, dérobaient à toute curiosité les femmes et les filles[3]. Les résultats publiés en 1889 dénonçaient la présence de 1.158.000 personnes; beaucoup de jeunes gens avaient fui, pour échapper au service militaire; beaucoup de croyants s'étaient exilés en terre d'islam, pour échapper à la domination infidèle.

Le second recensement, de mai 1885, fut mieux conçu et mené. Mais celui d'avril-mai 1895, qu'avait précédé la création d'un Département statistique, fournit des données plus certaines[4]. Enfin après l'annexion, on procéda plus

1 Georg V. Danes, *Bevölkerungsdichtigkeit der Herzegovina* (Travaux géographiques tchèques, édités sous la direction de V. Svambera. Prague, 1903, p. 53 suiv.)

2. Voir *Die Entwickelung des Volkszählungwesens in Bosnien und der Herzegovina* Introduction du Recensement.

3. En 1910, on se félicite que les musulmans plus éclairés aient autorisé le recensement de l'élément féminin (*Die Ergebnisse,* p. XXV.

4. *Hauptresultate der Volkszählung in Bosnien und der Herzegovina vom 22 april 1895... Zusammengestellt vom Stat. Departement der Landesregierung.* (Sarajewo 1896, In Commission bei Gerold's Sohn in Wien).

régulièrement encore et plus prestement, le 10 octobre 1910[1].

Le gouvernement s'intéresse surtout à la répartition des forces confessionnelles, base de sa politique, puisqu'ici la question ethnique ou linguistique ne se pose pas.

Tout d'abord il apparaît que sous la paix austro-hongroise les provinces se sont repeuplées.

POPULATION CIVILE[2]

| 1879 | 1885 | 1895 | 1910 |
| --- | --- | --- | --- |
| 1.158.000 | 1.336.000 | 1.568.000 | 1.898.000 |

ACCROISSEMENT POUR 100

| | | |
| --- | --- | --- |
| 15,36 | 17,36 | 21,4 |

Les groupes confessionnels ont-ils gagné en proportions égales[3]?

EN MILLIERS

| | 1879 | 1885 | 1895 | 1910 |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Serbes orthodoxes . . . . . . | 496 | 571 | 673 | 825 |
| Catholiques romains . . . . . | 209 | 266 | 334 | 434 |
| Musulmans. . . . . . . . . . | 448 | 493 | 548 | 612 |

L'accroissement proportionnel s'accuse ainsi :

| | 1879 | 1885 | 1895 | 1910 |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Serbes orthodoxes. . . . | | 15,06 | 35,60 | 22,60 |
| Catholiques romains. . . | | 26,93 | 59,58 | 29,90 |
| Musulmans . . . . . . . | | 9,83 | 22,30 | 19,57 |

Ce qui frappe dans ce tableau, c'est le renforcement intense et rapide de la minorité catholique, et le fléchissement de l'élément islamique. Le corps d'occupation, les fonctionnaires, gens d'affaires, des rapatriés de Croatie, Slavonie, Dalmatie qui rentraient dans leur pays d'origine ont grossi le premier groupe ; c'est en quinze ans un

1. L'appel adressé aux habitants pour les préparer à l'opération contenait l'avertissement que toute dissimulation ou erreur volontaire serait punie d'une amende jusqu'à 200 cour. ou d'un emprisonnement jusqu'à deux semaines (*Die Ergebnisse,* p. VII).

2. En chiffres ronds.

3. Nous ne faisons pas état des Juifs, Evangéliques, Catholiques-Grecs, etc., en tout 19 à 20.000 personnes.

influx de 14.586 personnes[1]. C'est aux catholiques que va toute la dilection gouvernementale : leurs églises, leurs couvents, leurs missions, confiées de préférence aux Franciscains que jalouse le clergé séculier, reçoivent les plus généreuses subventions ; on laisse à la portion congrue mécréants et schismatiques[2].

Ce progrès du catholicisme romain a de quoi réjouir la bureaucratie apostolique, qui enregistre sans déplaisir le ralentissement des orthodoxes ; la vertu prolifique de ces derniers le cède à celle des catholiques ; le taux de la natalité se chiffre respectivement à 21,45 p. 100 chez les orthodoxes, 25,54 p. 100 chez les catholiques, 13,43 p. 100 chez les musulmans (1895-1910).

Chose curieuse : ce phénomène naturel est le plus bas chez les musulmans qui d'ailleurs ne pratiquent guère la polygamie. Bien plus, c'est chez eux que le taux des femmes, en proportion avec les hommes, est le plus bas.

| | NOMBRE DE FEMMES POUR 1.000 HOMMES[3] |
|---|---|
| Serbes orthodoxes | 914 |
| Catholiques romains | 952 |
| Musulmans | 869 |

Les cas de polygamie relevés sont au nombre de 1.222 seulement ; sur quoi 1.185 ne comportent que 2 femmes ; 36 ménages à 3 femmes, 1 seul ménage à 4 femmes — c'est le maximum autorisé par la loi tant religieuse que civile.

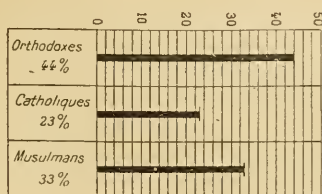
L'Islam a perdu beaucoup aussi — on le verra —, par l'émigration ; les *mohadjirs* s'en sont allés en terre sainte, c'est-à-dire en des lieux où le Roumi ne domine pas : depuis une quinzaine d'années, 10.000 individus ont entrepris cet exode.

1. Grâce à sa composition, le groupe catholique tient la tête, au point de vue de la culture intellectuelle. Son contingent d'individus sachant lire et écrire s'élève à 22,17 p. 100, tandis que chez les orthodoxes ne figurent sous cette rubrique que 9,88, chez les musulmans, 5,26. — Les juifs, protestants et autres se prévalent d'un chiffre plus flatteur, 61,35 p. 100.

2. Schmid, p. 666.

3. Seule la communauté grecque unie souffre d'une pénurie encore plus attristante : la différence ressort entre les deux sexes à 278 unités. Mais le phénomène trouve son explication dans ce fait que ces Grecs Uniates sont pour la plupart des bûcherons ruthènes, environ 7000, qui ne s'embarrassent pas d'un ménage.

Aucun des groupes ne possède la majorité. Leur part sur la population totale offre les variations suivantes :




| | 1879 | 1885 | 1895 | 1910 |
|---|---|---|---|---|
| | — | — | — | — |
| Serbes orthodoxes. . . . | 42,88 | 42,76 | 42,94 | 43,49 |
| Catholiques romains . . . | 18,08 | 19,8, | 21,31 | 22,87 |
| Musulmans . . . . . . . . | 38,73 | 36,88 | 34,99 | 32,25 |

## II

### Le régime Austro-Hongrois.

Cette discrimination confessionnelle prend une singulière signification politique : car elle régit le système électoral. Dans les trois curies ou castes du *zemaljski sabor* (assemblée du pays), grands propriétaires et « intelligence[1], » représentants des villes et des campagnes, les mandats sont répartis par confessions : les orthodoxes détiennent 31 mandats, les catholiques 16, les musulmans 24, les juifs 1[2]. A ces représentants du peuple déjà soigneusement triés s'ajoutent les 20 *virilistes* dont 16 dignitaires ecclésiastiques ; c'est presque un concile de théologiens, où figurent le reis ulema, des mufti, des métropolites, des évêques catholiques, des provinciaux franciscains, le rabbin séphardi. « C'est une œuvre très compliquée que la constitution bosniaque » écrit un commentateur autorisé[3]. Complication voulue, pour cul-

1. Dans l' « intelligence » ne figurent guère que les fonctionnaires.

2. Au point de vue municipal, la majorité appartient aux musulmans dans 46 communes urbaines : dans 5 aux catholiques, dans une seule aux orthodoxes.

3. G. Steinbach, *Die bosnische Verfassung* (Jahrb. des öffentlichen Rechts, IV, 1910, p. 495).

tiver les divisions sociales et les animosités religieuses de longue date enracinées.

Au lendemain de l'occupation, dès la seconde moitié du xv^e siècle, les Turcs s'efforcèrent de couper la Bosnie et l'Herzégovine du monde occidental, et de créer, avec un sens géographique et politique assez rare dans leur histoire, une marche musulmane, possédée, par conséquent défendue, non par des janissaires étrangers, mais par les indigènes que leurs intérêts temporels et spirituels attachaient au régime nouveau. Ces indigènes, Slaves, ils ne tentèrent pas de les dénationaliser en évinçant la langue du pays, en altérant les institutions sociales. La transformation fut surtout religieuse. Elle laissa indemnes les couches inférieures de la population ; elle ne toucha guère que l'élite ; l'islam ici dut déroger à sa doctrine d'égalité, de fraternité des croyants : le prix de l'adhésion de l'aristocratie fut le maintien des kmètes ou serfs dans le christianisme ; c'était la garantie contre l'émancipation.

La Porte donna l'investiture des fiefs aux nobles ou propriétaires bosniaques, aux « capitans », à charge pour eux d'entretenir les gens d'armes sur les confins, moyennant quoi le seigneur foncier gouvernait son domaine à son gré. Les begs ou les pachas, les fonctionnaires turcs résidaient dans les villes. Cette organisation fortifia dans l'aristocratie terrienne un esprit d'indépendance, dont la Porte eut à pâtir ; elle conserva aussi dans les classes rurales la tradition chrétienne et la haine contre l'Infidèle, haine d'autant plus vivace qu'elle se tournait immédiatement contre le maître renégat d'hier et d'autant plus fanatique dans sa nouvelle foi.

L'islam se manifesta dans le décor ; la contrée se hérissa de minarets. Dès 1529, s'éleva à Sarajevo la mosquée du Beg. Ce fut une éclosion, à l'ombre des mosquées, d'écoles élémentaires coraniques (*mekteb*), de séminaires (*medresse*) et les constructions laïques furent les bazars, les caravansérails, les bains, tout le cadre de la vie orientale, jusqu'aux ponts de style turc, encore reconnaissables aujourd'hui[1].

1. Robert Michel, *Fahrten in den Reichslanden* (Vienne et Leipzig. Deutsch-oesterr. Verlag, 1912, chap. I^er).

Le type de la maison urbaine se modifia par la division en deux compartiments dont l'un, le *haremlik*, affecté aux femmes. Les campagnes gardèrent leur physionomie primitive, que d'humbles mosquées ne suffirent pas à altérer.

Les Turcs en effet ne persécutèrent pas les communautés chrétiennes : loin de contrarier d'abord. la mission des Franciscains, auxquels le Saint-Siège déléguait la visitation et la direction des catholiques, ils la dotèrent de privilèges, au point d'exciter la jalousie des orthodoxes ; les deux confessions s'exécraient bien plus l'une l'autre qu'elles n'exécraient l'Infidèle.

La débonnaireté ou l'indifférence des Turcs faillit leur être fatale. Lorsque, sous les adjurations de Sixte-Quint et de Clément VII, la chrétienté s'arma pour la croisade, les Bosniaques furent secoués d'un frisson de révolte, non seulement le peuple, mais les grands mêmes, et jusqu'aux musulmans, qui convoitaient les dépouilles des Turcs ; ils sollicitèrent la domination de la Maison d'Autriche[1] — vœu qui ne devait être exaucé qu'au bout de trois siècles.

La Maison d'Autriche combattit pour la croix, pendant une quinzaine d'années (1591-1606) avec mollesse ; la Réforme lui causait plus de souci que l'islam ; elle abandonna la Bosnie par la paix de Zsitvatorok.

L'ère de réaction musulmane qui s'ensuivit ne consolida pas le régime turc ; elle autorisa tous les excès des begs, des agas, des janissaires locaux, impatients de l'administration régulière et centralisatrice que les vali prétendaient établir. Ce qui maintint dans le devoir ces turbulents vassaux, ce fut la vigoureuse offensive des Autrichiens qui les mena par deux fois en dix ans à Sarajevo (1688-1679). Les Bosniaques luttèrent pour leurs biens et leur foi avec une énergie à laquelle leurs adversaires rendirent hommage[2]. Ils sauvèrent l'Empire ottoman.

Ce n'est point leur loyalisme turc qui les leva pour la guerre sainte : c'est le ferme propos de conserver leur bienheureuse anarchie féodale. Partout dans l'Empire

1. Thalloczy, Ö, U. M., *Bosnien und Herzegovina*, p. 251.

2. Thalloczy, p. 262.

ottoman, quelques dynastes et quelques aventuriers se façonnaient de petites souverainetés, avec l'appui des corps de janissaires : tel le fameux Ali, pacha de Janina, parangon des begs bosniaques.

Plusieurs de ceux-ci s'étaient ralliés à la conception d'un État musulman d'entre Adriatique et Balkans, butoir contre les populations chrétiennes d'alentour toutes frémissantes sous le souffle de l'idée révolutionnaire. Le soulèvement serbe, d'où sortit une principauté chrétienne sous les Obrenoviċ, l'insurrection grecque, l'avancée de l'Autriche jusqu'au seuil de l'Albanie, le patronage de la Russie sur les orthodoxes, tout commandait aux Croyants de se serrer autour de leur Commandeur.

Mais le Commandeur gâta — en Bosnie particulièrement — sa cause. L'énergique Mahmoud II avait rêvé et poursuivi la restauration de l'autorité suprême du Sultan ; il prononça en 1826 la dissolution des janissaires et créa une armée régulière.

La révolte éclata en Bosnie : un des begs, Hussein de Gradačac, le kapetan, « le dragon de la Bosnie », rassembla des bandes et en 1834 se proclama vizir ; on projetait de marcher sur Constantinople avec les Albanais. Par bonheur les begs herzégoviniens, jaloux des Bosniaques et plus dociles, aidèrent les Turcs à mettre ces derniers à la raison.

Mais le mécontentement fut réveillé par la tentative réformatrice du sultan Abdul Medjid, qui, en 1839, s'avisa de doter son empire d'une charte libérale, le hatti cherif de Gülhane [1] : égalité des droits de tous les sujets ottomans, garantie de leurs biens, innovations administratives ; il y avait de quoi bouleverser les vrais Croyants.

En Bosnie la charte resta lettre morte, comme en Herzégovine où régnait Ali Risvanovic, autocrate de la province.

La situation s'aggrava en 1849, lorsque le sultan voulut lever des recrues en Bosnie : begs, ulemas, derviches prêchèrent l'insurrection, le plus saint des devoirs, contre le

1. Voir Jorga, *Geschichte des Osmanischen Reiches*, V, 1913, p. 390.

Commandeur des Croyants, suspect de pactiser avec les chrétiens, dont il adoptait les conceptions et le régime. Omer Pacha mit deux ans à mater les rebelles qui pourtant n'avaient pas su se grouper; il se débarrassa par le meurtre du chef le plus autorisé, Ali pacha Risvanovic. Après cette alerte, les fonctionnaires turcs comprirent la nécessité de restreindre l'arbitraire des hobereaux et de soutenir les kmètes; en 1859, les usages entre propriétaires et tenanciers furent réglés et codifiés. Mais les vieux errements subsistèrent, l'administration turque répugnant aux conflits avec les begs et les agas incommodes; de sorte que les kmètes, à bout de patience, après avoir porté leurs doléances à Constantinople et à Vienne, s'ameutèrent en 1875 : les excitations de leurs voisins et frères de Serbie et de la Montagne Noire n'étaient pas étrangères au mouvement; c'est pourquoi l'Autriche s'empressa de suggérer à la Porte, avec une insistance persuasive, des réformes agraires, afin d'éviter une annexion à la Serbie et au Monténégro souhaitée par les intéressés mêmes [1]. La Porte s'exécuta : une loi de 1876 accorda aux paysans la garantie d'un contrat à long terme contre l'éviction brusque, et la priorité du rachat en cas de vente du tchiflouk (domaine), perspective d'acquisition d'un fonds libre.

Grâce à ces mesures, les campagnes se repeuplaient, les familles se fixaient, alors qu'elles rôdaient auparavant par le pays, chassées du morceau de terre où elles avaient peiné; les champs incultes furent travaillés : c'est dans cette ère de félicité relative que survinrent les Autrichiens.

Avec quel sentiment furent-ils accueillis par les musulmans? Ceux-ci ne nourrissaient nulle tendresse pour la domination turque, surtout depuis qu'elle s'était avisée de réprimer l'anarchie féodale, de patroner les kmètes et les chrétiens.

L'Autriche profita d'abord de ces dispositions et respecta le statut religieux de ses sujets Infidèles : alors qu'en Serbie, en Grèce et en Roumanie les mahométans subissaient d'explicables représailles et humiliations,

1. Jorga, p. 556 suiv.

revanche d'un passé d'oppression, en Bosnie et en Herzégovine, ils admiraient les mosquées restaurées, le clergé rétribué, des écoles coraniques subventionnées, les biens wakfs, au lieu de la spoliation opérée par le gouvernement serbe, strictement contrôlés, il est vrai, mais non sécularisés [1].

Mais ce qui rassura surtout les musulmans, c'est que leurs intérêts temporels étaient saufs. Les kmètes chrétiens, métayers, laboureurs, qui avaient salué dans les Autrichiens des émancipateurs, furent-ils affranchis? L'Autriche non seulement trompa leurs espoirs, mais confirma les privilèges et les abus des seigneurs fonciers; non seulement les redevances aux agas ne furent pas allégées, ni abrogées les avilissantes corvées personnelles, mais le fisc ajouta ses exigences à celles des propriétaires.

Des lamentations s'élevèrent jusqu'au trône impérial [2]. Elles ne furent pas entendues. L'émancipation de la classe rurale n'entrait ni dans le programme ni dans les conceptions d'un gouvernement qui confère à la grande propriété féodale une éminente dignité dans son système électoral.

Mais les begs et les agas, et les cultivateurs libres musulmans se sentirent bientôt mal à l'aise sous la tutelle d'une bureaucratie rigide et policière. Et presque au lendemain de l'occupation, nombre de Croyants, ne pouvant vivre sous le joug du Roumi, s'en allèrent en terre d'islam [3] : ces *mouhadjir* (réfugiés) furent établis presque tous en Asie Mineure.

L'annexion, opérée en 1908 avec une singulière désinvolture, effaça jusqu'à la souveraineté nominale du Sultan laquelle n'était plus, à vrai dire, qu'un pieux souve-

1. Sur l'administration des wakfs, voir Schmid (p. 676 suiv.).

2. Memorandum d'avril 1897, présenté à l'Empereur Roi par 500 kmètes. Bozidar Nikaschinositch, *Bosnien und die Herzegovina unter der Verwaltung der österreichisch-ungarischen Monarchie*, I. Band, Berlin. Thormann et Goetsch 1901, p. 155 suiv. Cf. Gaston Gravier. *La question agraire en Bosnie-Herzégovine* (Quest. dipl. et coloniales. T. XXXII, 1911, p. 668-82). Schmid, p. 325 suiv.

3. Un écrit de tendance autrichienne, *Die Lage der Mohammedaner in Bosnien, von Einem Hungarn* (Vienne, Holzhausen 1909) signale que sur 17.300 émigrants de 1883 à 1899, près de 17.000 sont musulmans.

nir : toutefois les Musulmans se jugèrent désormais livrés à une administration qui les ménageait jusqu'alors, mais attendait l'occasion de les diminuer à leur tour.

Dès la fin de 1909, plusieurs milliers quittèrent le pays natal : ils étaient sollicités par la Turquie désireuse de renforcer l'élément islamique en Macédoine, et qui avait préparé l'installation de ces colons[1].

Le gouvernement austro-hongrois encouragea ces expatriations, qui allaient mobiliser des terres, provoquer de belles spéculations et faciliter la pénétration d'éléments chrétiens.

Aussi le kmète fut-il débouté de ces biens fonds devenus disponibles et sur lesquels il aurait exercé son droit d'achat[2], si une hausse soigneusement poussée et des

1. M. Gaston Gravier, (*L'émigration des Musulmans de Bosnie-Herzégovine.* Revue de Paris, 1er janvier 1901, p. 213 suiv.) a raconté le sort de ces *mouhadjirs.*

2. L'administration avait en quelque sorte confirmé l'état de servage du kmète, car, lors du recensement de 1879, le mot fut traduit par *Hörige.* On considéra ainsi comme kmètes tous les paysans. Le recensement de 1895 distingua les catégories de kmètes, de cultivateurs libres, et de tenanciers qui possèdent simultanément des terres à eux. (Voir Jovan Cvijic. L'*annexion de la Bosnie et la question serbe* Paris, Hachette 1909, p. 36).

Le recensement agraire montre la prépondérance des musulmans comme propriétaires (agas, begs, spahijas) ; ils sont 12.380 sur 14.749 (ces chiffres désignent les chefs de famille , tant possesseurs que non possesseurs de terres kmètes. De même les musulmans dominent dans la catégorie des cultivateurs libres : 77.500 sur 137.000 environ, soit plus de 56 p. 100. On ne compte encore que moins de 60.000 paysans chrétiens émancipés et maîtres de leurs fonds. La proportion se renverse avec les kmètes : 3.653 musulmans, moins de 5 p. 100 de cette classe de la population, alors que 76.000 chrétiens, la plupart serbes orthodoxes, sont encore astreints au servage. Les kmètes partiels, qui disposent en même temps d'un bien dégagé de toute redevance, se rencontrent presque exclusivement parmi les chrétiens ; près de 29.000 contre environ 2.700 musulmans.

De 1895 à 1910, le nombre des kmètes a décru de 9.200 ; (Schmid p. 314 énonce le chiffre de 15 354) ; celui des propriétaires et des cultivateurs libres (que la statistique englobe dans une même rubrique) a sauté de 92.700 à 151.600, moins par l'accession des tenanciers chrétiens, que par suite du morcellement entre héritiers musulmans des *tchifluk* (*Die Ergebnisse*, p. 76, A. Feifalik, conseiller du gouvernement de Bosnie-Herzégovine, avance les chiffres ronds de 105.000 familles kmètes contre 150.000 de paysans libres, au 1er janvier 1912. *Ein neuer Vorschlag zur Lösung der bosnischen Kmetenfrage.* Oesterr. Rundschau XL III, fasc. 4, 15 août 1916, p. 157). Cet état social se modifiera : les chrétiens réclament le rachat obligatoire des terres seigneuriales, et un parti serbe a conquis des sièges au *sabor* ou Diète, sur ce programme.

Une loi du 13 juin 1911 a prétendu régler le problème agraire. L'Etat facilite au kmète les achats en lui avançant la totalité de la somme néces-

formalités décourageantes ne l'en avaient écarté. De même l'État s'était adjugé les espaces incultes, les forêts qu'il réservait à des étrangers après en avoir imposé le défrichement aux indigènes. En effet, voici que des agglomérations à nom tudesque se sont implantées : Franzjosefsfeld, Rudolfstal, Windhorst etc., avec tous les avantages, tout le confort de la colonisation officielle ; dispense de la dîme qui retombe sur les kmètes, écoles libéralement dotées alors que les orthodoxes puisent dans leur pauvre bourse de quoi instruire leurs enfants[1] ; pour contrebalancer les Germains, les Magyars s'infiltrent non moins âpres à la curée : de puissants établissements financiers de Vienne et de Budapest, avec leurs filiales bosniaques, soutiennent de leur crédit cette invasion[2].

Jusqu'à la fin de 1905, 22.000 hectares ont été distribués entre 1.817 familles (9.660 individus) qui ont apporté un capital. Il faut ajouter que les indigènes sollicitent à leur tour des terres, pour débouter le *schwab* et le Polonais. Le gouvernement a donné satisfaction à ce vœu dans une mesure très limitée jusqu'ici.

Et quand rentrent au pays les *mouhadjirs*, dégoûtés de leur essai d'acclimatation, soit parmi les coreligionnaires turcs, dont ils ne comprennent pas la langue, soit parmi

saire, tandis que les banques locales et surtout la Banque Commerciale de Pest, qui a failli monopoliser l'opération, à la grande colère des Autrichiens, n'auraient fait que des avances partielles, opération qui eût endetté le kmète pour longtemps. Il est vrai que l'Etat exige un intérêt de son avance et prend hypothèque sur le fonds libéré (Schmid p. 336 suiv.). Les agas voient de bon œil cette combinaison qui leur assure le paiement du bien racheté.

1. S'il faut en croire Heimfelsen (*Die deutschen in Bosnien*. Vienne Gerold, 1911, avec 7 planches et 2 cartes, Cf. *Deutsche Erde*, X, 1911, p. 81-4.) Les colons allemands en Bosnie et en Herzégovine ont eu la vie dure ; l'administration autrichienne attira sans scrupule des paysans allemands de Hongrie, de Galicie, de Russie, de Silésie, qui aspiraient à quelque bien être, dans les fourrés et les marécages des pays d'occupation, les laissa en proie aux fièvres pernicieuses, de sorte que nombre de ces dupes s'enfuirent. Ceux qui peinèrent pour défricher ce sol sauvage n'eurent même pas la récompense de leur effort : le gouvernement se réservait de ne leur octroyer la propriété de leur fonds que sous conditions ; il ne les a dotés ni de routes, ni d'écoles, les a privés de droits politiques, jusqu'à ce qu'ils soient slavisés. La matière allemande doit servir d'engrais civilisateur. Ce tableau, brossé en noir, est destiné à émouvoir les frères allemands.

2. Gravier, *La question agraire*, p. 677 suiv.

leurs frères de race, dont les sépare leur religion, ils trouvent ces intrus qui ajoutent encore à la confusion et à la lutte ethnique et confessionnelle.

Le musulman bosniaque, résigné à son sort, ne souffre pas dans sa conscience nationale — car il n'a point d'idée de sa nationalité — mais il s'attache avec une ferveur d'autant plus inébranlable à sa foi et à son culte[1]. Il confesse sa religion « turque », et s'appelle lui-même Turc, vocable qu'il identifie avec Croyant[2]. Le gouvernement n'a guère porté atteinte à son statut religieux. L'Autriche et la Hongrie, qui exercent le condominium sur le pays annexé à la monarchie austro-hongroise, ont joué assez habilement leur rôle de puissance musulmane.

Leur activité s'est déployée, avec plus de virtuosité encore, contre l'élément orthodoxe, en langage laïque, serbe : le souffre-douleurs, bien que les ouailles aient été délivrées de l'exploitation de leurs pasteurs, métropolites et popes ; les dîmes furent perçues par les agents du fisc et bientôt supprimées. Mais l'autonomie réclamée par les orthodoxes ne leur a pas été octroyée, parce que le cadre de l'organisation ecclésiastique forme le cadre de l'organisation de la nationalité. L'Autriche en restreignant les libertés religieuses a poursuivi une action systématique, qui n'a rien d'une improvisation, car elle s'intègre dans la politique adriatique et balkanique : la guerre aux Yougo-Slaves, dont le procès d'Agram a révélé le plan et les moyens, et qui a provoqué les tragiques attentats de Sarajevo. L'histoire dira si la paix austro-hongroise, en dépit des quelques bienfaits matériels qu'elle a dispensés, a été plus goûtée des populations indigènes que ne le fut l'anarchie turque.

1. La société musulmane de Bosnie et Herzégovine a été très fidèlement décrite par un instituteur qui a pu l'observer de près, Anton Hangi. Il ne semble pas qu'en dépit de ses libéralités et de son libéralisme, l'administration se soit concilié l'élément mahométan. Celui-ci a obtenu que le reis el ulêma de Sarajevo soit nommé d'accord entre le gouvernement austro-hongrois et la Sublime Porte après avis du cheik-ul-islam, qui donne l'investiture canonique, et sur présentation d'une liste dressée par le clergé indigène. Les rapports spirituels — sinon politiques — avec le Sultan, sont ainsi maintenus.

2. Les descendants des Turcs authentiques sont appelés *Tourkouchi :* ils sont de plus en plus absorbés dans la société indigène.

# CONCLUSION

Nous avons essayé de montrer, en Autriche et en Hongrie, les communautés ethniques en travail d'une forme nouvelle de leur vie politique. Si l'on se garde d'énoncer le mot toujours suspect de loi historique, devant cette éclosion des nationalités, au moins est-on frappé de la généralité, de l'ordre, du rythme, des phases par où ce phénomène se manifeste : c'est d'abord la réfection de la langue écrite et parlée, l'exhumation et l'ennoblissement des traditions populaires, la renaissance intellectuelle, puis l'action politique et parlementaire. Il faut saluer ce mouvement comme une ascension vers une culture plus haute, comme l'épanouissement des forces vives de races qui végétaient et s'ignoraient.

Ce qui ajoute, sur le théâtre étroit où nous l'observons, à l'intérêt, à la curiosité du spectacle, c'est que l'idée de nationalité n'agite pas ici de grandes masses d'hommes qui aspirent à la communion, comme firent au dernier siècle les Allemands et les Italiens, mais de petits groupes qui constitueraient des nations, ou au besoin des États, de format exigu et d'une complexion territoriale souvent incohérente : 11 millions d'Allemands; 8 millions de Tchèques, Moraves, Slovaques ; 8 à 9 millions de Magyars, 4.200.000 Polonais ; 3.800.000 Ruthènes ; un peu plus de 3 millions de Roumains ; environ 1.200.000 Slovènes ; 3 millions et demi de Croates et Serbes [1]. Ce morcellement aussi bien que cette faiblesse numérique semblent pour l'avénement des nationalités des gages de succès : aucune

1. En réunissant les congénères cisleithans et transleithans.

d'elles en effet n'est assez puissante pour se subordonner les autres ; c'est dans leur respect mutuel qu'elles trouveraient leur propre sécurité. Aucune d'elles non plus ne saurait affecter l'indépendance absolue, soit qu'elles s'agrègent aux peuples dont elles se considèrent comme des membres séparés, soit qu'au sein de la monarchie elles s'individualisent en provinces autonomes.

Il faut porter le deuil de la grande Autriche ; et le culte du *gesammtstaat*, sous le signe de la centralisation, ne compte plus de zélateurs. C'est qu'en effet cette conception toute bureaucratique n'a jamais pénétré l'âme des sujets de la monarchie : la tentative impérialiste de Joseph II est restée incomprise ; le système de Bach n'a séduit que les fonctionnaires épris d'uniformité, et n'a même pas rallié tous les Allemands, bien que la centralisation impliquât la germanisation,

D'ailleurs à quel moment de son histoire l'Empire des Habsbourg a-t-il connu même cet équilibre de ses parties qui donne l'illusion de l'unité ? Le miracle, ç'eût été la fusion d'éléments, accolés par d'avantageux acquêts matrimoniaux[1]. Le mouvement des nationalités n'apparaît donc pas comme une rupture avec le passé. Dans la machinerie de l'État autrichien, mue par des courants contraires, il joue comme pôle négatif, tandis que le pôle positif centralisateur exhale ses dernières énergies.

Est-il au moins générateur de concorde et de prospérité ? Outre l'anarchie morale, l'on en dénonce les méfaits d'ordre matériel. Chaque nationalité réclame ses institutions propres, par exemple un enseignement depuis l'Université jusqu'à l'école élémentaire, son personnel : doubles et multiples emplois qui obèrent provinces et communes polyglottes. Le gouvernement, pour le succès de ses combinaisons parlementaires, distribue des subsides, légitime ainsi et encourage les revendications des groupes nationaux.

Ceux-ci ont cause gagnée ; car ils rallient parmi les congénères toutes les classes sociales. Un très pénétrant,

1. « Wir sind der zusammengeheirathete Länderbesitz einer Herrscherfamilie » (R. Springer, ouvr. cité, p. 6).

mais peut-être ici trop exclusif historien a professé que « socialement la question des nationalités se concentre dans la bourgeoisie[1] ».

Opinion qui date déjà. Paysans et ouvriers ne se désintéressent plus des destinées de leur langue ou de leur culture traditionnelle. Les prolétaires socialistes ou syndicalistes unifiés, en doctrine, planant au-dessus des contingences de races et de frontières, ont subi l'emprise de leur instinct ethnique ; ils sont, eux aussi, sectionnés par nationalités. Leurs députés mènent une vie parlementaire en partie double. Véritables Maîtres Jacques, ils revêtent tantôt la livrée de leur fraction ou club politique, tantôt l'uniforme de leur nationalité ; tantôt il font bloc avec leurs frères de classe contre la bourgeoisie capitaliste ; tantôt ils se coalisent avec les bourgeois et capitalistes et réactionnaires, leurs frères de race et de langue, pour la défense de leur nationalité[2].

Les nationalités semblent provisoirement avoir trouvé leur formule dans l'autonomie provinciale ; n'hésitons pas à dire : dans le système fédératif, puisque ce vocable est accueilli et défini dans les manuels les plus autorisés du droit public autrichien[3]. Le régime fédératif exige un remaniement territorial. Palacky avait ébauché des circonscriptions ethniques, que le projet constitutionnel de Kremsier avait presque sanctionnées. La carte linguistique servirait de canevas. Délimitation scabreuse qui peut être fatale aux enclaves, aux essaims d'enfants perdus et d'autant plus chers.

La dislocation des *kronländer* n'entraînerait pas nécessairement celle de l'Autriche. Une réorganisation, si elle l'avait entreprise à temps, l'aurait nantie d'un bail nouveau avec la fortune. Les nationalités les plus vigoureuses et les plus conscientes avaient intérêt à maintenir une Autriche qui leur servît, non de patrie commune, mais de cadre commun, puisqu'aucune d'elles, nous

1. Eisenmann, p. 511.

2. Le congrès socialiste de Brünn en 1899 a tracé le programme du *Nationalitätenbundesstaat* autrichien (Otto Bauer, p. 458).

3. Rauchberg, *Oesterr. Bürgerkunde*, p. 68.

l'avons dit, ne possède l'envergure ni l'appareil d'un État et que, vivant sous l'aile largement éployée de l'aigle autrichienne, elles redoutent les serres de l'aigle allemande ou de l'aigle russe. C'est donc dans un système fédératif, enfanté dans les douleurs et les convulsions, que l'Autriche aurait pu survivre ou plutôt revivre.

La Hongrie elle, moins désabusée, encore pleine de la présomption de la jeunesse, n'est pas jusqu'ici arrivée à ce sentiment des réalités. En effet, dans ce champ clos auquel les fières Carpathes font une ceinture grandiose, se vide une de ces hautes et nobles querelles, digne d'émouvoir tous ceux qu'inquiètent les problèmes contemporains du droit naturel et de la science politique. Pour le témoin désintéressé, il semble que les Magyars commettent un anachronisme lorsqu'ils tentent de fonder une nation une et vivante sur les cadavres de nationalités diverses qu'il leur faudrait tuer d'abord. Le temps est passé où les masses humaines, inconscientes et plastiques, se laissaient pétrir et mouler sous la main de despotes. Les Magyars invoquent la complicité de la nature et de l'histoire ; de la nature, qui invite à l'unité les peuples concentrés sur un territoire aux linéaments harmonieux et symétriques ; de l'histoire, qui consacre l'antiquité d'un Etat hongrois. Leurs hommes dirigeants les plus autorisés professent intarissablement, comme un axiome, comme un dogme intangible, la nécessité d'une Hongrie une et indivisible. Le malheur est que les nationalités dissidentes et subalternes n'ont pas en cette nécessité métaphysique la même foi. Le salut de l'Europe exige-t-il qu'il existe un Etat hongrois, dans le sens où l'entendent ses avocats d'office ? Ne serait-ce pas une contre-façon artificielle et monstrueuse, taillée — à l'emporte-pièce — sur le patron des formations politiques plus vieilles qui n'ont pas eu à compter avec les répugnances ethniques ou le sentiment national de ceux qu'elles englobaient et soudaient ?

Ce qui enhardit les Magyars dans cette expérience, c'est la supériorité qu'ils affichent de leur civilisation, c'est leur pratique des libertés politiques, au regard de

ces troupeaux d'hommes, à peine émancipés du servage intellectuel aussi bien que terrien, et qui ne sont pas encore mûrs pour une vie nationale indépendante. Est-il vrai que ces nationalités naissantes soient si vierges de culture? et le fussent-elles, seraient-elles condamnées à recourir aux Magyars comme initiateurs, et à se nourrir d'une substance étrangère ? Au surplus cette culture magyare est-elle de celles qui s'imposent d'emblée? jusqu'ici elle ne s'est déployée que dans un cercle étroit ; et, malgré son originalite, ses dons brillants, elle n'a encore qu'un intérêt local. En quoi a-t-elle contribué à faire cette âme collective, cet esprit en quelque sorte classique de l'Europe? n'est-elle pas plutôt un reflet, une émanation, une traduction à l'usage du groupe restreint des Magyars, que leur race et leur langue excluaient de la communion européenne [1]?

Nous avons signalé à maintes reprises la mortifiante contradiction où les Magyars sont réduits d'infliger à leur passé et aux principes dont ils se sont réclamés le plus injurieux démenti, en attentant chez autrui à cette nationalité dont ils sont si jaloux et dont la conquête leur a coûté si cher. Mais on se demande si les Magyars sont aveugles au point que le spectacle voisin de l'Autriche — sans parler d'autres épisodes plus lointains — ne suffit pas à les éclairer. Par quelle aberration s'obstinent-ils à un rôle où les Allemands de la monarchie cisleithane ont si piteusement échoué. Et pourquoi leurs hommes d'Etat se modèlent-ils sur Bach et Schmerling [2]? Les Allemands aussi ont fondé l'Etat qui fut l'Autriche ; eux aussi se sont targués d'une culture plus haute et plus ancienne

1. A la séance solennelle annuelle de l'Académie hongroise, le 12 mai 1895, le président, le baron Roland Eötvös, ne craignait pas de s'exprimer en ces termes : « Notre nation n'occupe pas encore dans le monde scientifique le rang auquel elle aurait droit en vertu de son nombre d'hommes et de son importance politique... Nous rencontrons ici un grave obstacle, c'est cette exclusion hors de la science du monde où nous vivons et ce qui est plus dangereux, c'est que nous nous complaisons dans cette exclusion. » (Ung. Revue, XV, p. 225).

2. Le comte de Mailath consacre un chapitre de son volume (p. 285 suiv.) à protester contre les imputations calomnieuses dont ses compatriotes magyars sont victimes, dans l'opinion des étrangers ; imputations propagées, selon lui, par les publicistes des nationalités hostiles.

pour s'arroger la suprématie; eux aussi ont détenu, comme un monopole, et débité les idées libérales et les lumières. Arguments périmés. A cette heure même se laisse entrevoir pour l'Autriche le terme fatal de son évolution; la vétuste conception unitaire et centraliste a fait faillite. Et la Hongrie qui est un organisme de même complexion que l'Autriche, minée par le même mal, rongée sur ses bords par des nationalités hostiles comme par autant de dissolvants, la Hongrie s'évertue à resserrer le moule qui, sous la poussée tumultueuse des peuples, a craqué déjà.

Ni l'Autriche ni la Hongrie n'ont mesuré l'impuissance et la vanité de leur gouvernement bureaucratique et policier; elles n'ont pas eu le sens de la mission qui les sollicitait et qui, en les transformant, eût assuré leur fortune et leur durée. Il leur appartenait d'instaurer des associations de groupes ethniques volontairement unis, et de créer à ces sociétés encore indécises, à ces âmes dont elles avaient charge, une patrie fédérale — ces deux termes n'ont rien que de conciliable — où les peuples se seraient développés, auraient vécu, sinon dans une idyllique fraternité, du moins en une cohabitation paisible, où ils auraient pris une commune conscience de leurs intérêts et une certaine solidarité morale, sans rien sacrifier de leur originalité ou de leurs traditions. L'expérience méritait d'être entreprise par des hommes d'Etat de grand style; mais les dirigeants de Vienne comme de Budapest se sont montrés ou des succédanés abâtardis de Metternich ou des empiriques, appliquant la peu glorieuse et peu salutaire maxime : diviser pour régner. Ils ont divisé : mais à quel prix ont-ils régné ?

Ce n'est point pour sa vertu de résistance interne que l'Autriche-Hongrie, édifice disjoint et branlant, s'est conservée debout : c'est grâce aux étais extérieurs qui en ont soutenu la façade. En d'autres termes, l'alliance allemande — et c'est un des secrets de la dévotion avec laquelle ce système diplomatique a été pratiqué — est apparue comme la plus sûre garantie contre toute désintégration, tout séparatisme ; c'est elle qui a conjuré le péril slave et le péril italien.

Voilà pourquoi les nationalités ont continué à évoluer dans l'orbite de l'Autriche-Hongrie, que les plus faibles ont dû se défendre sans relâche contre l'assimitation par contrainte ou l'extermination même. Cet état de choses a été considéré comme un élément de l'équilibre européen d'hier. Dans l'ordre européen de demain, dans un droit public que la démocratie victorieuse aura pénétré de son esprit, les communautés ethniques trouveront, avec la sécurité, des destins plus prospères et plus relevés.

---

# TRANSCRIPTION ET PRONONCIATION
## DES NOMS SLAVES

(On n'a employé que les signes graphiques les plus usuels).

| | | | |
|---|---|---|---|
| c | se prononce | ts | *Palacky* pron. *Palatzky.* |
| č | — | tch | *Časlau* — *Tchaslau.* |
| ě | — | ié | |
| ň | — | gn | comme dans *montagne.* |
| ř | — | rch | comme dans le français *arche* ou l'allemand *hirsch.* *Přemysl* pron. *Prschemysl.* |
| š | — | ch | (allem. sch) *Šafařik* pron. *Chafarchik.* |
| z | — | z | français. |
| ž | — | j | français. *Žižka* — *Jijka.* |

Chez les Slaves du sud le ć se prononce tch ou tj. *Jelačić* pron. *Jelatchitch*[1].

### EN MAGYAR

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| c, cz | se prononcent | ts | | | |
| cs | — | tch | *Bacska* | pron. | *Batchka.* |
| sz | — | ss | *Tisza* | — | *Tissa.* |
| s | — | ch (sch) | *Maros* | — | *Marosch.* |
| zs | — | j | *Pozsega* | — | *Pojega.* |
| gy | — | dhi | *Magyar* | — | *Madhiar.* |
| ö, ö | — | eu français | *Körös* | — | *Keureusch.* |

1. Il n'a pas été possible, en raison des circonstances, d'orthographier tous les noms slaves en caractères avec signes graphiques.

# TABLE DES MATIÈRES

ÉVREUX, IMPRIMERIE CH. HÉRISSEY



